

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL
ET
UNIVERSITÉ PARIS IV – SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE 2 : HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

LA DOMESTICITÉ DANS LA COLONIE LAURENTIENNE AU
XVII^E SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XVIII^E SIÈCLE (1640-1710)

THÈSE PRÉSENTÉE EN COTUTELLE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

VOLUME I

PAR

ARNAUD BESSIÈRE

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ PARIS IV – SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE 2 : HISTOIRE MODERNE ET
CONTEMPORAINE
ET
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

THÈSE EN COTUTELLE
pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS IV ET PHILOSOPHIAE
DOCTOR, Ph. D. DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Discipline : Histoire
présentée et soutenue publiquement en Sorbonne par

Arnaud BESSIÈRE

Le 21 juin 2007

**LA DOMESTICITÉ DANS LA COLONIE
LAURENTIENNE AU XVII^E SIÈCLE ET AU DÉBUT
DU XVIII^E SIÈCLE (1640-1710)**

Directeurs de thèse : Monsieur Jean-Pierre POUSSOU, Université de Paris
IV-Sorbonne, et Madame Sylvie DÉPATIE, Université du Québec à
Montréal

MEMBRES DU JURY

Directeur de recherche : Monsieur Jean-Pierre Poussou, Professeur,
Université de Paris IV-Sorbonne.

Directrice de recherche : Madame Sylvie Dépatie, Professeur, Université
du Québec à Montréal.

Membre du Jury et Rapporteur : Monsieur François-Joseph Ruggiu,
professeur, Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3.

Membre du Jury et Rapporteur : Monsieur Alain Laberge, professeur,
Université Laval.

Membre du Jury : Monsieur Olivier Chaline, professeur, Université Paris
IV-Sorbonne.

Membre du Jury : Monsieur Pascal Bastien, professeur, Université du
Québec à Montréal.

Résumé

Cette thèse porte sur les domestiques au Canada entre 1640 et 1710. Recrutée en France ou dans la colonie, cette main-d'œuvre, principalement masculine, est au service des paysans propriétaires et des communautés religieuses. Ses fonctions sont donc surtout liées à l'agriculture : défrichements, culture des terres, soin du bétail. Mais cela n'exclut pas des tâches comme le soin des malades et l'entretien ménager pour les communautés religieuses et les employeurs urbains plus fortunés. Au fil des ans, la composition du groupe se modifie : les domestiques sont de plus en plus d'origine canadienne et de plus en plus jeunes. Cette évolution est certes à rapprocher de la baisse du mouvement migratoire vers la colonie qui était en grande partie formé de domestiques. En plus d'analyser les modalités d'embauche, la thèse aborde la question des relations entre les maîtres et les domestiques et tente de cerner le devenir social du groupe dans la colonie.

Mots-clés : Domestique ; Domesticité ; Serviteur ; Servante ; Engagé ; Main-d'œuvre ; Nouvelle-France ; Canada ; Maître ; Employeur ; Salaire ; Immigration ; XVII^e siècle.

Indentured service in the colony of Canada during the 17th and early 18th centuries

This thesis examines servants in Canada from 1640 to 1710. Recruited in France or in the colony, this generally masculine labour force worked mostly for peasant landowners and religious communities. Its function was primarily related to agricultural tasks: clearing land, cultivating crops and tending livestock. Other work, such as caring for the sick and housekeeping, might also be included among the duties servants performed for religious communities and better off urban employers. Over the period, the composition of this labour force changed: indentured workers increasingly came from the colony itself and entered service at a younger age. This trend helped to offset the decline in the number of migrants to Canada, many of whom were servants. In addition to analyzing hiring practices, this thesis addresses the relations between masters and servants and examines the social fortunes of the latter group in the colony.

Key words: Servant ; Indentured Service ; Maidservant ; Indentured Worker ; Labour Force ; New France ; Canada ; Master ; Employer ; Wages ; Immigration ; 17th century.

TABLE DES MATIÈRES

VOLUME I

RÉSUMÉ.....	i
TABLE DES MATIÈRES.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xiv
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	xv
REMERCIEMENTS.....	xvii

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE : LES CADRES DU SUJET

CHAPITRE 1 : PROLÉGOMÈNES À L'ÉTUDE DE LA DOMESTICITÉ

1-1 Définition du sujet.....	10
1-1-1 Qu'est-ce qu'un domestique et la domesticité?.....	10
1-1-2 La confusion des termes « engagé » et « domestique ».....	12
1-1-3 Les appellations retenues et rejetées.....	13
1-2 Histoire de la domesticité.....	15
1-2-1 Deux angles d'approche.....	15
1-2-1-1 La question de la domesticité au Canada.....	15
1-2-1-2 Les immigrés par engagement.....	21
1-2-2 Structures économiques et immigration.....	26
1-2-2-1 Une approche à privilégier.....	26
1-2-2-2 L'exemple des colonies anglo-américaines.....	28
Le système de l' <i>indentured servitude</i>	28
Les colonies du Sud.....	30
Les colonies du Nord.....	32

1-2-3 Une vision contrastée de la domesticité	34
1-2-3-1 Les fonctions des domestiques.....	35
1-2-3-2 Les conditions de travail et les relations maîtres/serviteurs	37
1-2-3-3 L'après servitude	39
1-3 Problématique et cadre chronologique	41
1-3-1 Le marché colonial du travail.....	42
1-3-2 Une société coloniale hiérarchisée.....	44
1-3-3 Cadre chronologique	47
1-4 Sources et méthodologie	48
1-4-1 Les sources canadiennes.....	48
1-4-1-1 Les archives notariales	48
1-4-1-2 Les archives judiciaires	49
1-4-1-3 La banque de données du PRDH.....	50
1-4-1-5 Les archives conventuelles	51
1-4-2 Les sources françaises	51
1-4-2-1 Les arrêts et ordonnances royaux	51
1-4-2-2 Les contrats d'engagement de la Rochelle	51
1-4-2-3 La correspondance officielle.....	52
1-4-3 Méthodologie	53
 CHAPITRE 2 :	
LA DOMESTICITÉ, LE MARCHÉ COLONIAL DU TRAVAIL ET LE	
MÉTIER DE DOMESTIQUE	
<hr/>	
2-1 Le marché du travail au Canada	57
2-1-1 Aperçu général.....	57
2-1-1-1 Évolution de la population au Canada	57
2-1-1-2 Trois catégories d'immigrants	59
2-1-1-3 Proportion des domestiques parmi les engagés et au sein de l'immigration brute.....	64
2-1-1-4 Évolution des secteurs économiques au Canada	68
2-1-2 Les domestiques au Canada : un groupe social important	74
2-1-2-1 Présentation et critiques des données tirées des recensements	74
2-1-2-2 Proportion des domestiques dans la colonie laurentienne	81
2-1-2-3 Proportion des domestiques dans le marché colonial du travail	82
2-2 Le « métier » de domestique	86
2-2-1 Le domestique urbain	86
2-2-2 Le domestique en milieu rural ou l'ouvrier agricole.....	91

DEUXIÈME PARTIE : LES MAÎTRES ET LA DEMANDE DE DOMESTIQUES

CHAPITRE 3 : LES EMPLOYEURS LAÏCS : D'ABORD DES PAYSANS

3-1 Portrait physique et socioprofessionnel des maîtres	100
3-1-1 <i>Sexe, statut matrimonial et âge des employeurs</i>	100
3-1-2 <i>Origines géographiques des employeurs</i>	104
3-1-3 <i>La profession des employeurs</i>	108
3-2 Répartition géographique des employeurs et de la domesticité	118
3-2-1 <i>Aperçu général</i>	118
3-2-2 <i>La distinction ville/campagne dans la vallée laurentienne au XVII^e siècle</i>	125
3-2-3 <i>Une répartition géographique foncièrement rurale</i>	128
3-3 L'ampleur du recours aux domestiques	136
3-3-1 <i>Aperçu général</i>	136
3-3-2 <i>Milieu urbain/Milieu rural</i>	138
3-3-3 <i>Catégories socioprofessionnelles des chefs de famille</i>	140
3-4 Terres, familles et main d'œuvre : une relation de cause à effet?	143
3-4-1 <i>Taille des exploitations et incidence sur la demande de domestiques</i>	143
3-4-2 <i>La composition familiale des ménages-employeurs : un facteur déterminant dans le recours aux domestiques</i>	151

CHAPITRE 4 : L'ÉGLISE, EMPLOYEUR PAR EXCELLENCE

4-1 Les communautés religieuses et leurs domestiques : portrait général	162
4-1-1 <i>Brève présentation des Communautés religieuses</i>	162
4-1-2 <i>Répartition et caractéristiques des domestiques des communautés religieuses</i>	166
4-1-3 <i>Terres et seigneuries des communautés religieuses : incidence sur la demande de main-d'œuvre</i>	176
4-2 La gestion des domestiques : exemple de trois communautés religieuses	190
4-2-1 <i>La Congrégation Notre-Dame de Montréal</i>	190
4-2-2 <i>L'Hôtel-Dieu de Québec</i>	193
4-3-3 <i>Le Séminaire de Québec</i>	201

CHAPITRE 5 : ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENCE DES ENGAGEMENTS DE DOMESTIQUES ET MODALITÉS DES CONTRATS

5-1 La demande de main-d'œuvre dans la colonie	216
5-1-1 <i>Présentation des contrats d'engagement canadiens</i>	216
5-1-2 <i>Évolution de la demande de domestiques</i>	219
5-2 Durée des contrats d'engagement	226
5-2-1 <i>Les contrats d'engagement français</i>	227
5-2-2 <i>Les contrats d'engagement canadiens</i>	229
5-3 Le salaire des domestiques	235
5-3-1 <i>Le salaire des engagés rochelais</i>	235
5-3-1-1 <i>Modalités des paiements : aperçu général</i>	235
5-3-1-2 <i>Moyenne des salaires et explications des disparités</i>	239
5-3-1-3 <i>Les avances</i>	244
5-3-2 <i>Les salaires canadiens</i>	247
5-3-2-1 <i>Modalités des paiements</i>	247
5-3-2-2 <i>Évolution des modalités de paiements</i>	253
5-3-2-3 <i>Analyse des salaires</i>	254
5-3-2-4 <i>Les avances</i>	267
5-4 Le bail d'homme	274

VOLUME II

TROISIÈME PARTIE : LES DOMESTIQUES ET LA VIE DE SERVITUDE

CHAPITRE 6 : LA DOMESTICITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE : PORTRAIT DU GROUPE

6-1 Composition du groupe des domestiques	284
6-1-1 <i>Répartition par sexe et par âge</i>	284
6-1-2 <i>Situation matrimoniale</i>	297
6-2 Origine géographique et sociale des domestiques	305
6-2-1 <i>Origine géographique des domestiques</i>	305
6-2-1-1 <i>Provenance de la main-d'œuvre recensée dans la colonie</i>	305
6-2-1-2 <i>Origines des engagés de La Rochelle</i>	310
6-2-2 <i>Origines sociales des domestiques</i>	318

CHAPITRE 7 : LA VIE DE SERVITUDE DANS LA COLONIE LAURENTIENNE

7-1 Droits et devoirs du maître et du domestique	326
7-1-1 <i>La théorie patriarcale ou la relation maître/domestique idéale</i>	326
7-1-2 <i>La législation française et le domestique</i>	332
7-1-3 <i>La police et le domestique dans la colonie laurentienne</i>	336
7-2 Les relations maître/domestiques	346
7-2-1 <i>Des relations harmonieuses ?</i>	346
7-2-2 <i>Des rapports conflictuels</i>	359
7-2-2-1 <i>Méthodologie et premières observations</i>	359
7-2-2-2 <i>Mauvais maître, mauvais payeur</i>	365
7-2-2-3 <i>Le domestique inconstant et délinquant</i>	377
7-3 Le domestique et la société canadienne	391
7-3-1 <i>Les litiges avec l'« extérieur »</i>	391
7-3-2 <i>Insertion et devenir des domestiques dans la colonie laurentienne</i>	397

CONCLUSION	403
-------------------	------------

ANNEXE	414
---------------	------------

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	528
---------------------------------	------------

Liste des tableaux

Tableau 2.1 – Répartition des contrats d’engagements signés à La Rochelle et concernant des domestiques entre 1640 et 1710.....	66
Tableau 2.2 – Nombre et pourcentage des domestiques recensés en 1666, 1667 et 1681 parmi la population masculine âgée de 15 ans et plus.....	75
Tableau 2.3 – Répartition des domestiques selon leur appellation dans les recensements de 1666, 1667 et 1681	80
Tableau 3.1 – Répartition des employeurs selon le sexe et l’état matrimonial (EM) d’après le recensement de 1666.....	101
Tableau 3.2 – Répartition des employeurs selon le sexe et l’état matrimonial (EM) d’après le recensement de 1667.....	101
Tableau 3.3 – Répartition des employeurs selon le sexe et l’état matrimonial (EM) d’après le recensement de 1681	102
Tableau 3.4 – Répartition des maîtres selon l’âge d’après les recensements de 1666, 1667 et 1681 (en pourcentages)	103
Tableau 3.5 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1666	105
Tableau 3.6 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1667	105
Tableau 3.7 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1681	106
Tableau 3.8 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l’employeur d’après le recensement de 1666.....	109
Tableau 3.9 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l’employeur d’après le recensement de 1667.....	110
Tableau 3.10 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l’employeur d’après le recensement de 1681	110

Tableau 3.11 – Distribution des contrats d’engagements canadiens selon la catégorie socioprofessionnelle des employeurs	113
Tableau 3.12 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1666 (Ordres religieux exclus).....	120
Tableau 3.13 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1667 (Ordres religieux exclus).....	121
Tableau 3.14 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1681 (Ordres religieux exclus).....	122
Tableau 3.15 – Distribution des contrats d’engagements français selon la destination de l’engagé	125
Tableau 3.16 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en 1666 (Ordres religieux exclus).....	129
Tableau 3.17 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en 1667 (Ordres religieux exclus).....	130
Tableau 3.18 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en 1681 (Ordres religieux exclus).....	130
Tableau 3.19 – Répartition des ménages recensés en 1666, 1667 et 1681 selon la présence de domestiques	137
Tableau 3.20 – Distribution des ménages urbains et ruraux selon la présence de domestiques en 1681	138
Tableau 3.21 – Distribution des ménages urbains et ruraux parmi les trois gouvernements de la colonie selon la présence de domestiques en 1681.....	139
Tableau 3.22 – Taille moyenne des terres « en valeur » (en arpents) des ménages-employeurs urbains et ruraux et nombre moyen de domestiques en 1667 (ordres religieux exclus).....	144
Tableau 3.23 – Taille moyenne des terres « en valeur » (en arpents) des ménages-employeurs urbains et ruraux et nombre moyen de domestiques en 1681 (ordres religieux exclus).....	144

Tableau 3.24 – Taille moyenne des terres cultivées (en arpents) des ménages-employeurs ruraux et nombre moyen de domestiques en 1667 (ordres religieux exclus).....	147
Tableau 3.25 – Taille moyenne des terres cultivées (en arpents) des ménages-employeurs ruraux et nombre moyen de domestiques en 1681 (ordres religieux exclus).....	147
Tableau 3.26 – Taille du cheptel et nombre moyen de domestiques par ménages en 1667.....	148
Tableau 3.27 – Taille du cheptel et nombre moyen de domestiques par ménages en 1681.....	149
Tableau 3.28 – Nombre moyen d'enfants par ménage selon la présence de domestiques en 1666, 1667 et 1681.....	152
Tableau 3.29 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de 15 ans et plus (b) d'après le recensement de 1666.....	154
Tableau 3.30 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de 15 ans et plus (b) d'après le recensement de 1667.....	155
Tableau 3.31 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de plus de 15 ans (b) d'après le recensement de 1681.....	155
Tableau 4.1 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1666 selon leur sexe.....	167
Tableau 4.2 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1667 selon leur sexe.....	168
Tableau 4.3 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1681 selon leur sexe.....	169
Tableau 4.4 – Distribution des contrats d'engagement canadiens selon l'ordre religieux contractant.....	173
Tableau 4.5 – Taille des terres en valeurs (en arpents) et du cheptel des communautés religieuses et effectifs de leur personnel domestique d'après le recensement de 1667.....	179

Tableau 4.6 – Taille des terres en valeurs (en arpents) et du cheptel des communautés religieuses et effectifs de leur personnel domestique d'après le recensement de 1681.....	179
Tableau 4.7 – Total des dépenses de l'Hôtel-Dieu et des frais consacrés au personnel domestique d'après l'abrégé des dépenses, 1664-1710	199
Tableau 4.8 – Répartition des engagements au Séminaire de Québec entre 1670 et 1710 d'après les livres de comptes de l'institution.....	206
Tableau 4.9 – Répartition des engagés du Séminaire de Québec suivant la durée réelle de leur service d'après les livres de comptes de l'institution.....	208
Tableau 4.10 – Répartition des engagés du Séminaire de Québec suivant leur salaire annuel d'après les livres de comptes de l'institution.....	210
Tableau 4.11 –Moyenne salariale des engagés et des domestiques du Séminaire de Québec d'après les livres de comptes de l'institution.....	211
Tableau 5.1 – Distribution des contrats d'engagement français selon la durée du service	227
Tableau 5.2 – Répartition des contrats d'engagement canadiens suivant leur localisation et leur durée.....	229
Tableau 5.3 – Répartition des contrats d'engagement canadiens par tranches décennales et suivant leur durée	233
Tableau 5.4 – Distribution des engagés rochelais selon leur salaire annuel	236
Tableau 5.5 – Répartition des salaires selon l'âge des engagés.....	241
Tableau 5.6 – Distribution des engagés rochelais selon la proportion de leur avance	245
Tableau 5.7 – Modalités de paiements selon le nombre de domestiques et de contrats	249
Tableau 5.8 – Évolution des modalités de paiements entre 1640 et 1710	253
Tableau 5.9 – Répartition des domestiques recrutés dans la colonie laurentienne selon le salaire mensuel.....	246

Tableau 5.10 – Répartition des domestiques recrutés dans la colonie laurentienne selon le salaire annuel	257
Tableau 5.11 – Moyenne des salaires annuels suivant le sexe des domestiques	259
Tableau 5.12 – Répartition des contrats canadiens selon le salaire et la durée de l'engagement	261
Tableau 5.13 – Évolution de la moyenne des salaires mensuels, en livres uniquement, selon l'année du recrutement	262
Tableau 5.14 – Évolution de la moyenne des salaires annuels des domestiques « permanents », en livres uniquement, selon l'année du recrutement.....	262
Tableau 5.15 –Évolution de la moyenne des salaires annuels – dont la valeur est spécifiée – selon l'année du recrutement	263
Tableau 5.16 – Moyenne des salaires mensuels suivant le lieu de recrutement	265
Tableau 5.17 – Moyenne des salaires annuels suivant le lieu de recrutement	266
Tableau 5.18 – Proportion des avances versées aux domestiques saisonniers par rapport au salaire mensuel	268
Tableau 5.19 – Proportion des avances des domestiques saisonniers par rapport au salaire total.....	269
Tableau 5.20 – Proportion des avances des domestiques « permanents » par rapport au salaire annuel	270
Tableau 5.21 – Proportion des avances des domestiques « permanents » par rapport au salaire total	270
Tableau 6.1 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge d'après le recensement de 1666.....	285
Tableau 6.2 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge d'après le recensement de 1667	285
Tableau 6.3 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge d'après le recensement de 1681	286

Tableau 6.4 – Répartition des contrats d’engagement canadiens et français selon le sexe des engagés.....	286
Tableau 6.5 – Répartition des domestiques dans le temps et par tranches d’âge décennales d’après les contrats d’engagements canadiens.....	289
Tableau 6.6 – Répartition des domestiques de 20 ans et moins identifiés dans les contrats d’engagement canadiens.....	289
Tableau 6.7 – Distribution des domestiques selon leur âge et la catégorie socioprofessionnelle de leur employeur d’après le recensement de 1681.....	292
Tableau 6.8 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1666 selon le sexe et l’état matrimonial.....	299
Tableau 6.9 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1667 selon le sexe et l’état matrimonial.....	299
Tableau 6.10 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1681 selon le sexe et l’état matrimonial.....	299
Tableau 6.11 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1666.....	306
Tableau 6.12 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1667.....	307
Tableau 6.13 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1681.....	308
Tableau 6.14 – Distribution des engagés rochelais entre 1640 et 1710 selon leur province d’origine et leur origine urbaine ou rurale.....	313
Tableau 7.1 – Répartition des mariages des engagés rochelais selon la période et la présence du maître 1640-1710.....	350
Tableau 7.2 – Répartition des litiges civils et criminels par genre impliquant un domestique.....	364
Tableau 7.3 – Répartition des poursuites intentées par des domestiques contre leur maître selon le type de litige, 1660-1710.....	366
Tableau 7.4 – Répartition des poursuites civiles intentées par des maîtres contre leur domestique selon le type de litige, 1650-1710.....	378

Tableau 7.5 – Répartition des poursuites criminelles intentées par des maîtres contre leur domestique selon le type de litige, 1660- 1710	385
Tableau 7.6 – Répartition des domestiques plaideurs selon la nature du litige	392
Tableau 7.7 – Situation des engagés rochelais pendant ou après leur engagement	398
Tableau 7.8 – Destin des domestiques recensés en 1667	400

Liste des graphiques

Graphique 2.1 - Répartition des groupes socioprofessionnels au Canada en 1663	70
Graphique 2.2 - Répartition des groupes socioprofessionnels au Canada en 1681	72
Graphique 3.1 - Répartition des contrats d'engagement canadiens entre 1640 et 1710 selon le lieu de signature	125
Graphique 5.1 - Répartition par tranches quinquennales des contrats d'engagement canadiens selon le lieu de signature	220
Graphique 5.2 - Distribution des émigrants entre 1640 et 1709 par période décennale	221
Graphique 5.3 – Taux bruts de nuptialité, de natalité et de mortalité et évolution de la population	223

Sigles et abréviations

<i>ACND</i>	Archives des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal
<i>ADCM</i>	Archives Départementales de Charente Maritime
<i>AMHD-Q</i>	Archives du monastère des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec
<i>ANQM</i>	Archives Nationales du Québec à Montréal
<i>ANQQ</i>	Archives Nationales du Québec à Québec
<i>ANQTR</i>	Archives Nationales du Québec à Trois-Rivières
<i>ARHSJ</i>	Archives des religieuses hospitalières de Saint-Joseph
<i>ASM</i>	Archives du Séminaire de Québec
<i>JDCS</i>	Jugements et délibérations du Conseil souverain
<i>DBC</i>	Dictionnaire biographique du Canada
<i>PRDH</i>	Programme de recherche en démographie historique
<i>RHAF</i>	Revue d'histoire de l'Amérique française
<i>RAPQ</i>	Rapport de l'archiviste de la province de Québec

= livre tournois

s. = sol

d. = denier

Remerciements

Cette thèse a été réalisée en cotutelle sous la direction de Monsieur Jean-Pierre Poussou et de Madame Sylvie Dépatie. L'un et l'autre m'ont fait profiter de leur expérience et de leur clairvoyance pour l'élaboration de ma recherche. Ils ont également été très généreux de leur temps et de leurs conseils. Sans leur soutien et leur confiance, cette thèse n'aurait jamais été complétée. Je tiens à les remercier sincèrement et à leur dire tout l'honneur que j'ai eu à être leur étudiant.

L'essentiel de mes recherches a été effectué aux Archives nationales du Québec à Montréal. Je désire remercier tout le personnel de cette institution et particulièrement Madame Estelle Brisson pour sa prévenance et son professionnalisme ; Mesdames Evelyn Kolish et Carole Ritchot pour m'avoir guidé dans le flot des archives judiciaires ; Madame Marie-Noëlle Richer pour sa bonne humeur et sa disponibilité ; Monsieur François David pour m'avoir donné accès à plusieurs documents originaux ; enfin, Monsieur Pierre Beaulieu dont la grande compétence m'a permis de résoudre rapidement plusieurs problèmes rencontrés au cours de la recherche.

Ce travail m'a également amené à consulter les fonds d'archives de trois communautés religieuses où je fus particulièrement bien accueilli. Chez les Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec, j'ai pu profiter des connaissances et des conseils avisés de sœur Claire Gagnon et de Monsieur François Rousseau. Aux archives des prêtres du Séminaire de Québec, Anne Laplante a su m'orienter rapidement vers les documents les plus pertinents pour mon sujet. Enfin, sœur Florence Bertrand de la Congrégation Notre-Dame de Montréal n'a pas ménagé ses efforts pour faciliter mon enquête. Qu'ils trouvent, dans ces lignes, l'expression de ma gratitude.

Je souhaite remercier Gervais Carpin qui, très généreusement, a accepté que je consulte plusieurs de ses archives personnelles. Merci aussi d'avoir été à mon écoute.

Les professeurs Jean-Marie Fecteau et Alain Beaulieu m'ont engagé comme assistant de recherche durant ma scolarité. J'ai pu, grâce à eux, concilier travail et études. Leurs encouragements ont aussi été grandement appréciés et je leur en sais gré.

Merci à Pauline Léveillé pour son dévouement et sa gentillesse.

Merci à Marie-Josée Tremblay et Alan Stewart pour leur aide dans mes traductions anglaises ainsi qu'à André Parent pour la cartographie.

Je suis bien évidemment redevable à mes ami(e)s pour leur appui et surtout pour leur patience : Valérie D'Amour, Julie Allard, Marcela Aranguiz, Esther Lamontagne, Patrick Laurin, Flavien Héroult et Ingrid Zimmerman, ont enduré mes appels téléphoniques incessants. Merci de n'avoir jamais raccroché. Merci spécial à ma regrettée amie Diane Lapointe qui m'a toujours soutenu dans mon projet.

Merci enfin à ma famille, et d'abord à mes parents, Michel et Françoise, à qui je dédie ce travail. Leurs encouragements, leur générosité et surtout leur confiance ont été le moteur de cette thèse. Merci à mes sœurs, Florence et Cécile, qui ont pris le temps de lire et de corriger les premières versions de ma thèse. Merci à Jocelyn de m'avoir supporté – dans les deux sens du terme – et de m'avoir laissé passer ces dernières années dans le quotidien des domestiques et les archives du XVII^e siècle.

Introduction

« *Quand je vois l'Histoire, j'y vois des heures
de liberté et des siècles de servitude* »

Joseph Joubert

La Rochelle, le 30 avril 1658 – Pierre Frichet, jeune rochelais de 19 ans, arrive dans l'étude du notaire royal Moreau. Il s'apprête à s'engager officiellement à Pierre Gaigneur, marchand de La Rochelle, pour aller servir durant trois années consécutives en Nouvelle-France, et plus particulièrement à Québec, fondée il y a tout juste cinquante ans. Le même jour, André Coudret, saintongeais, âgé de 16 ans seulement, accepte également de partir pour Québec, mais pour un salaire légèrement inférieur à Pierre Frichet, soit 50# par année plutôt que 60#. Les deux recrutés déclarent ne pas savoir signer¹.

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer leur convention, ces engagés ne vont pas travailler dans la colonie pour le compte de leur recruteur : Pierre Gaigneur, au même titre que d'autres marchands rochelais, entend revendre leur contrat aux colons établis au Canada, et ainsi répondre à la demande de main-d'œuvre dans la vallée laurentienne qui compte à cette époque moins de 2 500 âmes. Comme des milliers d'autres, ces engagés font l'objet d'un véritable commerce ainsi que l'ont très bien démontré Gabriel Debien et, plus récemment, Gervais Carpin². Il constitue aussi, après les militaires, le groupe d'immigrants le plus important au Canada sous le régime français. Comparés aux colonies anglo-américaines, leurs effectifs sont néanmoins demeurés médiocres, au même titre d'ailleurs que l'ensemble de l'immigration au Canada. Les historiens démographes ont, en effet, évalué leur nombre à un peu plus de 5 000 individus entre la fondation de Québec en 1608 et la Conquête britannique de 1759³.

¹ ADCM, contrats du 30 avril 1658, greffe Moreau, manuscrit 1848, f.122r.

² G. Debien, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle », *RHAF*, vol.6, n°2 (1952), p.216 ; G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.189.

³ Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France : bilan historiographique et perspectives de recherche », dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.67.

Ces engagés acceptaient d'aliéner leur liberté pour une durée déterminée à un employeur en échange de leur entretien et d'un salaire. L'engagé, explique Louise Dechêne, « est "un homme tenu d'aller partout et de faire ce que son maître lui demande comme un esclave, durant le temps de son engagement". La stricte observance des clauses du contrat est la règle et tant que son temps n'est pas achevé, jour pour jour depuis l'arrivée au Canada, l'engagé est la propriété, la chose de son maître »⁴. Cette forme de soumission ou de dépendance, apparentée à l'esclavage, a fait l'objet de peu d'études que ce soit pour le XVII^e ou pour le XVIII^e siècle canadien. Elle fut pourtant le lot commun non seulement de quantité d'immigrants partis de France, à titre d'engagés, mais également de personnes nées au Canada. Quelle que soit leur qualification professionnelle, ces hommes, mais aussi quelques femmes, étaient essentiellement recrutés comme aides, comme gens à tout faire, comme domestiques. Aussi, avons-nous décidé de focaliser notre recherche sur un des aspects que peut revêtir l'engagement, qu'il soit fait en métropole ou directement dans la colonie, nous voulons parler ici de la domesticité.

D'emblée, il convient de souligner que les dimensions du sujet évoluent. Durant les premières décennies du XVII^e siècle, la jeune colonie recourt presque exclusivement à des engagés immigrants, faute d'une main-d'œuvre locale suffisante. Or, d'après le troisième recensement effectué au pays en 1681, Louise Dechêne remarque que ces travailleurs « occupent moins de place. Seuls les communautés [religieuses] et les plus gros marchands en ont encore. Une nouvelle main-d'œuvre, née au pays, commence à remplacer les immigrants »⁵. L'état du marché de la main-d'œuvre dans la vallée laurentienne expliquerait alors, d'une certaine manière, la baisse de l'immigration observée au Canada quelques décennies seulement après l'arrivée des premiers pionniers. De même, les structures économiques du pays justifieraient, en partie, la médiocrité des effectifs des engagés français et de l'immigration de manière générale. Étrangement, l'éclairage que peut donner l'état du marché de la main-d'œuvre et des structures économiques de la colonie sur la faiblesse de l'immigration a peu suscité l'intérêt des historiens. Du moins, la corrélation n'a-t-elle jamais été concrètement démontrée. C'est précisément sous cet angle

⁴ L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, rééd., Montréal, Boréal Compact, 1988, p.63.

⁵ L. Dechêne, *op. cit.*, p.62.

que nous envisageons d'aborder le phénomène de la domesticité au Canada au XVII^e siècle et au tournant du XVIII^e siècle.

Cette direction de recherche implique, au préalable, que l'on s'interroge sur le concept même de « marché du travail », attendu que la colonie commence tout juste à s'implanter, et, corollairement, sur les différents secteurs économiques dont les besoins en main-d'œuvre seraient susceptibles d'être importants. De plus, elle suppose que l'on définisse clairement les acteurs de ce marché, soit les employeurs, d'une part, et les domestiques, d'autre part. En ce sens, l'objectif consiste ici à dresser une liste exhaustive des deux groupes à l'étude, à déterminer chacune de leurs caractéristiques, et éventuellement leurs spécificités par rapport à leurs homologues respectifs en métropole ou dans les colonies anglo-américaines. Il vise parallèlement à mieux rendre compte des changements observés dans la composition de la main-d'œuvre tout au long du XVII^e siècle.

Au-delà de la prosopographie des maîtres et des domestiques, et de l'analyse de l'évolution de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, cette recherche entend également mettre l'accent sur le vécu de ces travailleurs durant leur service mais aussi après leur engagement, aspect que l'historiographie canadienne a presque totalement écarté, pour ne pas dire ignoré. Le projet est ambitieux d'autant, explique Jean-Pierre Gutton, un des rares historiens à s'être penché sur la question des domestiques en France sous l'Ancien Régime, que « le statut du domestique est complexe, les sources sont peu nombreuses, le terme même de domestique est fort ambigu »⁶. Autant de facteurs qui expliquent, sans doute, la réticence des chercheurs et des historiens à considérer ces domestiques comme des objets d'étude à part entière.

Cette enquête suppose bien évidemment que l'on se penche sur le « métier » de domestique, sur les modalités des contrats d'engagement, ainsi que le cas échéant sur leurs variations dans le temps. Elle implique aussi une bonne connaissance de toute la législation entourant la domesticité, de même que des droits et devoirs des maîtres et des domestiques, tant en France que dans la colonie. Elle réclame surtout que l'on considère les rapports

⁶ J.-P. Gutton, *Domestiques et serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p.8.

entre employeurs et serviteurs et, plus généralement, le regard que porte la société canadienne naissante sur cette main-d'œuvre en particulier. Enfin, elle cherche à déterminer le mode d'insertion du domestique dans la société coloniale au terme de son contrat, et éventuellement sa singularité par rapport à ce qui a pu être observé dans la métropole.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, nous avons établi un plan thématique en trois parties distinctes qui correspondent chacune à une logique, c'est-à-dire à la présentation des cadres du sujet et du marché colonial du travail, suivie d'une étude sur les employeurs laïcs et religieux et leurs besoins respectifs en main-d'œuvre, et se terminant par un portrait détaillé des domestiques et l'analyse de leur quotidien dans la colonie laurentienne.

La première partie, intitulée « Les cadres du sujet », comprend deux chapitres et établit clairement les limites de la thèse. Le premier se penche spécifiquement sur le cadre théorique de la domesticité. Il s'attarde donc à la définition du sujet, à l'ambiguïté du terme « domestique », détermine la place que cette main-d'œuvre tient dans l'historiographie européenne et américaine, détaille la problématique et les objectifs inspirés en partie par les travaux portant sur les colonies anglo-américaines, présente les sources et expose enfin les points de méthode. Le second chapitre s'intéresse plus particulièrement au cadre que forment conjointement l'employeur et le domestique, soit le marché colonial du travail. Il s'agit, dans cette section, de mieux cerner ce marché dans un contexte où la société coloniale commence seulement à se développer, d'évaluer la place qu'occupent les domestiques à l'intérieur de celui-ci, et enfin de comprendre ce qu'implique concrètement le « métier » de domestique à la lumière des informations extraites des contrats d'engagement français et canadiens, et de la littérature française sur les serviteurs.

La deuxième partie, intitulée « Les maîtres et la demande de domestiques », compte pour sa part trois chapitres. Le premier s'intéresse au portrait physique et socioprofessionnel des employeurs laïcs ainsi qu'à leur répartition géographique au Canada. Nous y démontrons également l'ampleur du recours aux domestiques et nous nous interrogeons sur les motivations qui poussent une partie de la population à faire appel à cette main-d'œuvre salariée. Dans le deuxième chapitre, nous nous intéressons plus particulièrement aux communautés religieuses dans la vallée laurentienne. Celles-ci

constituent en effet un groupe bien à part du fait de leur statut et du rôle qu'elles occupent dans la colonie, mais aussi, et surtout, en raison du nombre élevé d'employés qu'elles comptent à leur service. Outre les causes justifiant l'importance de leur personnel domestique, il sera également question d'étudier la gestion de ces employés à travers l'analyse des sources de trois communautés, soit celles de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec et des prêtres du Séminaire de Québec. Enfin, dans le troisième chapitre, nous tenterons d'observer l'évolution de la demande de domestiques à partir essentiellement de l'analyse sérielle des contrats d'engagement canadiens. Nous verrons, en dépit des écueils que présente l'exercice, qu'il est tout de même possible de dégager plusieurs tendances qui, confrontées à d'autres types de sources, démontrent une certaine cohérence. L'examen des contrats d'engagement canadiens donnera également lieu à l'analyse de leurs modalités que nous pourrons comparer avec celles des engagements français. Nous nous intéresserons notamment à la durée du service des domestiques, aux salaires et avances versés en échange de leurs services. Il s'agira, bien évidemment, de mettre en évidence la diversité de ces modalités mais aussi leurs variations dans le temps, tout en s'efforçant de les expliquer. Le domestique étant la propriété de son maître, nous verrons pour finir les diverses transactions dont il peut faire l'objet dans la colonie, en cherchant à mieux cerner l'ampleur du phénomène.

Enfin, la dernière partie de la thèse, intitulée « Les domestiques et la vie de servitude », est divisée en deux chapitres. Le premier renvoie à l'étude de la composition du groupe des domestiques, à leurs origines géographique et sociale, et aux variations de leurs caractéristiques dans le temps. Outre le portrait détaillé de la domesticité canadienne, nous nous efforcerons également de démontrer que le remplacement des engagés immigrants par la main-d'œuvre locale est plus précoce que ce que le troisième recensement de la colonie pouvait laisser supposer. Dans le deuxième chapitre, nous aborderons le quotidien des domestiques dans la colonie laurentienne. Avant toutefois de s'interroger concrètement sur la nature des relations entre le maître et son employé(e), nous dresserons l'ensemble des droits et des devoirs auxquels les deux parties sont en principe soumises durant toute la durée de leur association. Nous tâcherons également de voir si la législation française, relative aux domestiques, se distingue de celle que l'on retrouve au

Canada. De même, nous essayerons de vérifier si les juges canadiens punissent aussi sévèrement les conduites délictueuses des domestiques que leurs homologues de la métropole. Nous tenterons, d'autre part, d'élargir l'enquête en observant les rapports que cette main-d'œuvre entretenait avec le reste de la population coloniale, en prenant soin de faire ressortir les valeurs véhiculées par la domesticité, d'une part, et par la société canadienne du XVII^e siècle d'autre part. Finalement, toute la question du devenir des domestiques au terme de leur contrat fera l'objet de nos dernières réflexions. Nous nous attacherons à déterminer, dans la mesure du possible, la part de ceux qui s'établissent et se marient dans la colonie une fois leur engagement terminé, mais aussi de ceux qui renouvellent leur contrat. Dans le cas des engagés immigrants, nous tâcherons également d'évaluer la proportion des retours en France. Enfin, nous essayerons de voir si l'ex-domestique pouvait réussir, en dépit de son ancien statut, à gravir les échelons de la société canadienne et à se hisser au-dessus de la masse. En France, « le domestique hors de condition, à la recherche d'une place, apparaît dans les archives judiciaires ou dans les archives hospitalières, et l'image donnée est souvent celle de situations de détresse »⁷. Au Canada, nous découvrirons que le sort réservé au serviteur et à la servante à la fin de son service apparaît, dans l'ensemble, un peu plus heureux.

⁷ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.201.

PREMIÈRE PARTIE

LES CADRES DU SUJET

Chapitre I - Prolégomènes à l'étude de la domesticité

*Il n'y a pas au monde de pire
malheur que la servitude*

Sophocle, *Ajax*

Les domestiques qui servaient dans la colonie laurentienne aux XVII^e et XVIII^e siècles ont fait l'objet de peu d'études comparativement à leurs homologues employés en France¹. Ces travailleurs furent pourtant nombreux au Canada. Surtout, ils contribuèrent à l'établissement des colons et, corollairement, au développement du pays. Rappelons toutefois que les dimensions du sujet évoluent tout au long du XVII^e siècle. Au départ, il s'agit presque exclusivement d'engagés immigrants venus travailler dans la vallée laurentienne au service d'un maître pour une durée généralement de trois ans, d'où le nom de « trente-six mois » que les historiens utilisent habituellement pour les désigner². À partir du moment où la population de la colonie est suffisamment nombreuse, ces immigrants sont progressivement remplacés par des domestiques natifs du Canada. Cette transition n'est toutefois pas parfaitement définie et constitue, nous le verrons, un des enjeux importants de cette étude. Avant toutefois de détailler l'angle d'approche et la problématique du sujet, les objectifs visés et les sources utilisées pour les atteindre, il convient, au préalable, de clairement définir l'objet de la recherche – les domestiques – et d'observer globalement la place de ces travailleurs dans l'historiographie française, anglaise, canadienne et américaine.

¹ Citons les travaux de J.-P. Gutton, *Domestiques et serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981 ; J. Sabattier, *Figaro et son maître : maîtres et domestiques à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Perrin, 1984 ; C. Petitfrère, *L'œil du Maître. Maîtres et serviteurs, de l'époque classique au romantisme*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1986 ; C. Fairchilds, *Domestic Enemies : Servants and their Masters in Old Regime France*, Baltimore, Johns Hopkins, 1984 ; S. Maza, *Servants and Masters in Eighteenth-Century France : The Uses of Loyalty*, Princeton University Press, 1984. Ces ouvrages traitent essentiellement des serviteurs de maison. Les domestiques agricoles sont en revanche moins bien connus du fait de l'absence de documents les concernant, une absence qui tient, selon J.-P. Gutton, « au caractère très transitoire de l'état de domestique » (p.101). Nous y reviendrons.

² C'est le cas notamment de M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, Tome III. La Seigneurie des Cent-Associés. T.II : La Société*, Montréal, Fides, 1983.

1-1 Définition du sujet

1-1-1 Qu'est-ce qu'un domestique ?

À l'époque actuelle, le mot « domestique » renvoie ni plus ni moins à la servante ou au serviteur de maison dont l'activité principale se résume essentiellement à des tâches ménagères. Le terme est toutefois plus complexe à l'époque moderne. L'étude de Jean-Pierre Gutton sur les domestiques et les serviteurs dans la France de l'Ancien Régime apporte à cet égard quelques éclaircissements. Le vocable « domestique » a, jusqu'à la fin de l'époque moderne, une acception très large. Dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert : « Ce terme pris dans un sens étendu, signifie tous ceux qui *demeurent* chez quelqu'un et en même maison ; ainsi dans ce sens tous les officiers du roi et des princes, qu'on appelle commensaux, et ceux des évêques, sont en quelque façon *domestiques* »³. Le mot tend toutefois à devenir au dernier siècle de l'Ancien Régime le synonyme de serviteur d'après le *Dictionnaire* de Trévoux : « Mais on n'entend ordinairement par le terme de *domestique*, que des serviteurs. Ceux-ci doivent à leur maître la soumission, le respect et une grande fidélité »⁴. Cette définition montre bien que « la domesticité n'est pas encore conçue comme l'état de celui qui exécute un travail salarié »⁵. Mais est-ce le cas des domestiques que nous proposons d'étudier ? Qu'il s'agisse des « trente-six mois » ou des domestiques recrutés directement au Canada, ces travailleurs recevaient pourtant des gages – en espèce ou en nature – en retour de leur service, salaire qui variait bien sûr suivant les contrats⁶. Outre cet aspect, cette définition ne précise pas les fonctions du domestique, constat logique d'une certaine manière puisque ce dernier doit exécuter les tâches que son

³ *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, art. « domestique », cité par J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.11.

⁴ *Dictionnaire de Trévoux*, éd. de 1752, art. « domestique », cité par J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.13.

⁵ *Ibid.*

⁶ Précisons ici que les « trente-six mois » n'avaient pas à payer les frais de la traversée pour la colonie ; ils étaient à la charge de leurs employeurs qui, souvent, au terme du contrat de l'engagé, devaient également régler la facture pour le retour. Cette obligation devint toutefois conditionnelle à partir de 1655, et exceptionnelle par la suite : voir à ce sujet Peter N. Moogk, *La Nouvelle-France. The making of French Canada – A Cultural History*, East Lansing, Michigan State University Press, 2000, p.94. M.-A. Lachapelle ajoute également que « cette clause a été supprimée à partir du moment où ont commencé les engagements impersonnels, autour des années 1655 : pour économiser, les employeurs l'ont restreinte puis omise des contrats ; la charge du retour a été transférée aux engagés. » : voir M.-A. Lachapelle, *L'insertion sociale des engagés dans les campagnes du gouvernement de Québec dans la deuxième moitié du XVII^e siècle*, Mém. de maîtrise, multigr., Laval, 1990, p.25-26. Nous reviendrons sur ce sujet dans le cinquième chapitre.

maître lui commande. En fonction de la demande de l'employeur et de ses besoins, les besognes du domestique peuvent aussi bien renvoyer au travail de maison qu'au travail de la terre. Faut-il qu'il ait au préalable une formation au même titre que l'artisan pour exercer sa profession ? Nous répondrons par la négative au regard des remarques précédentes. De la même façon, Gabriel Debien explique, au sujet des « trente-six mois », que peu importe leur formation initiale, « c'est comme aides, comme garçons de service qu'on les recrute »⁷. En somme, la domesticité est une prestation de service contre salaire ne réclamant aucune habilité professionnelle particulière ni aucun apport de moyens de production de la part de l'employé. Le domestique est celui qui, au sens strict des mots, s'adapte et subit une situation donnée ; qu'il ait ou non une qualification professionnelle, il est un homme ou une femme à tout faire. D'un point de vue étymologique, la définition de la domesticité demeure ardue mais, une chose est sûre, l'étudier à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle ne revient pas à s'interroger exclusivement sur les personnes exerçant un travail de maison à titre de valet ou de palefrenier. Elle renvoie au contraire à un champ beaucoup plus large, à savoir celui des « petites gens », appelés également les « médiocres », de ces individus « ni pauvres, ni aisés » pour reprendre les propos de P. Goubert, ou des pauvres, ces deux catégories ayant constitué une part importante de l'immigration et de la main-d'œuvre vers la colonie comme le remarquait Pierre Boucher : « « la plupart de nos habitants qui son icy [en 1663] sont des gens qui sont venus en qualité de serviteurs et après avoir servy trois ans chez un maître se mettent à eux » »⁸.

Le mot « domestique » désigne ainsi concrètement, tant en France que dans la colonie laurentienne des XVII^e et XVIII^e siècles, quatre réalités à savoir : les serviteurs de maison, les domestiques agricoles, les serviteurs personnels et, enfin, toute personne au service d'une autre, sans aucune précision. À cet ensemble, il faut également ajouter les serviteurs – sous toutes formes – des communautés religieuses et hospitalières qui, nous le verrons, représentent un groupe important au sein de la colonie. Le terme « engagé » réfère usuellement aux « trente-six mois », dont nombre d'entre eux sont des hommes à tout faire, mais le mot est aussi utilisé dans les sources canadiennes de l'époque pour désigner des

⁷ G. Debien, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle », *RHAF*, vol.6, n°2, 1952, p.192-193. Toutefois, nous tâcherons de voir dans le cadre de ce travail si leur formation initiale a pu avoir une incidence dans les clauses de leur contrat.

⁸ Cité dans L. Campeau, *Les Cent-Associés et le peuplement de la Nouvelle-France (1633-1663)*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1974, p.138.

domestiques. L'étymologie particulière du vocable « engagé » au Canada peut susciter la confusion en raison du sens que les historiens lui donnent ordinairement en France. Il convient donc à ce stade de s'entendre clairement sur le sens des mots utilisés avant de poursuivre la présentation.

1-1-2 La confusion des termes « engagé » et « domestique »

Le phénomène de la domesticité recouvre une réalité complexe dans la mesure où, bien souvent, les termes d'« engagé » et de « domestique » se confondent et ne renvoient pas nécessairement au travail de maison. En identifiant les jeunes domestiques dans le gouvernement de Montréal durant la première moitié du XVIII^e siècle, Daniel Lépine fait remarquer à juste titre que si « les domestiques [natifs de la colonie] sont des engagés, [...] inversement, les engagés ne sont pas tous des domestiques. La tâche du domestique n'est pas clairement définie : il doit exécuter ce qu'on lui demande à la mesure de ses capacités. C'est pourquoi il arrive que pour le désigner les notaires n'emploient que le terme général d'« engagé » alors qu'en fait il s'agit toujours d'un domestique »⁹. En étudiant la domesticité féminine à Québec au milieu du XVIII^e siècle, Francine Barry confirme également que dans la plupart des documents les concernant, « engagés et domestiques sont assimilés et englobent souvent même le groupe des apprentis »¹⁰. Cette confusion entre les deux termes se retrouve aussi dans les contrats d'engagement signés en France comme le relève Gervais Carpin pour le XVII^e siècle. Il écrit, à ce sujet, que « les signataires des contrats étaient engagés “au service” d'un maître en tant que domestiques, mot au sens large recouvrant rarement le travail de maison mais presque toujours un travail agricole ou même artisanal ; ordinairement les lettres des jésuites ou des administrateurs les désignaient sous le nom d'“homme de travail” »¹¹. Aussi, dans la suite de la thèse, nous emploierons « engagé », « domestique » et « serviteur », pour ceux recrutés en France comme pour ceux nés au Canada. Lorsque nous évoquerons spécifiquement les domestiques recrutés depuis la

⁹ D. Lépine, *La domesticité juvénile à Montréal pendant la première moitié du XVIII^e siècle*, Mém. de maîtrise, multigr., Université de Sherbrooke, 1982, p.3.

¹⁰ F. Barry, « Familles et domesticité féminine au milieu du 18^e siècle », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, Maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.223.

¹¹ G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.280.

métropole, nous parlerons du « trente-six mois », de « l'engagé français » ou de « l'engagé immigrant ». De la même manière, le « domestique canadien » ou « l'engagé canadien » renverra exclusivement au serviteur recruté ou né dans la colonie laurentienne.

1-1-3 Les appellations rejetées et retenues

La définition que nous venons de présenter exclut d'office plusieurs groupes de l'analyse, à commencer par les esclaves. Ces derniers, contrairement aux domestiques, ne s'élèvent guère au-dessus du statut de biens meubles et, normalement, ils appartiennent dûment à leur propriétaire pour le restant de leurs jours. Tout ce qu'ils peuvent gagner par industrie ou libéralité appartient, sauf exception, à leur maître et aucun contrat ne définit les conditions de leur servitude¹². À l'inverse, le domestique dispose de droits, perçoit un salaire et ne travaille généralement au service de son employeur que pour un temps limité. Outre l'esclave, nous ne tenons pas non plus compte de l'engagé français ou canadien recruté en qualité de professionnel ou d'apprenti (artisans, charpentiers, serrurier, etc.), car ceux qui nous intéressent sont employés uniquement comme aides ou gens de services. Précisons une nouvelle fois pour être plus clair qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une qualification professionnelle préalable pour être domestique ; dans la mesure où n'importe qui peut le devenir, nous excluons donc ceux qui s'engagent pour exercer dans la colonie la profession pour laquelle ils ont été formés – ou pour laquelle ils sont en formation – mais évidemment nous ne retenons que ceux dont le contrat d'engagement justifie la qualité de domestique¹³. Si les engagés pour la traite des fourrures peuvent être considérés comme des hommes à tout faire, le caractère itinérant de leur condition les exclut naturellement de l'espace géographique considéré pour cette étude, à savoir Montréal, Québec et Trois-

¹² Pour information, retenons que M. Trudel dénombra à peine 40 esclaves pour tout le XVII^e siècle, soit 35 individus entre 1671 et 1700, dont 29 amérindiens et 6 Noirs : voir M. Trudel, *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Hurtubise, 2004, p.38-39.

¹³ Concrètement, si dans le contrat d'un charpentier il est spécifié que l'engagé est employé comme domestique, sans égard à sa formation initiale, nous le prenons en considération dans l'analyse. Nous verrons dans le chapitre suivant que l'âge et le salaire de l'engagé aident souvent à déterminer les compétences du travailleur et que peu importe le métier déclaré dans le contrat. À cet égard, L. Choquette signale que le défaut des « trente-six mois » « à déclarer un métier n'était pas fortuit, mais représente plutôt l'indication qu'ils n'en avaient pas », et qu'ils étaient en fait, selon toute probabilité, des manouvriers ou des hommes à tout faire : voir L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.133-134.

Rivières, ainsi que les campagnes environnantes de leur gouvernement respectif. Nous ne les prenons donc pas en considération dans l'analyse.

Plusieurs appellations ont été privilégiées pour la constitution du groupe étudié. Les termes « domestique », « serviteur », « servante », « valet », « garçon », « volontaire », « travaillant », et « journalier », recouvrent la condition de domestique telle que définie précédemment mais il s'agit de le démontrer dans le cadre de ce travail, et plus particulièrement encore pour les vocables « volontaire » et « travaillant ». Pour André Vachon, le « volontaire » est un homme libre qui est venu en Nouvelle-France de sa propre initiative pour y travailler. Le « travaillant » est également libre mais est recruté, à la différence du premier, « parmi les anciens engagés et les fils de la colonie qui ne vivaient plus chez leurs parents »¹⁴. À bien des égards, la définition que fait André Vachon du « volontaire » se rapproche de celle que Gilbert Leroux formule dans son article sur les « Volontaires, engagés et habitants »¹⁵. Il faut toutefois vérifier la crédibilité des conclusions émises par ces auteurs¹⁶ et, plus généralement, voir ce que recouvre concrètement l'ensemble des appellations évoquées plus haut aux yeux de la société coloniale. Précisons qu'en France, plusieurs expressions sont utilisées pour désigner le domestique agricole en particulier. On parle généralement du « laboureur à bras », du « manœuvre », de l'« homme de bras ». Dans la campagne poitevine et surtout dans le Loudunais,

il était connu sous le nom d'*homme de peine*, et, dans le Châtelleraudais, sous celui de *journalier*. Cette dernière appellation est demeurée jusqu'à nos jours, où on ne connaît plus que le *domestique de ferme*, qui loue ses services à l'année ou au mois, et le *journalier*, qui ne s'engage que pour une journée, qui ne travaille en un mot chez autrui que d'une façon intermittente parce qu'il est généralement lui-même *petit propriétaire*¹⁷.

À l'exception du terme « journalier », ces appellations ne semblent pas avoir été utilisées au Canada, pour la période étudiée du moins. Lorsqu'il est clairement identifié dans les actes notariés, dans les archives judiciaires ou conventuelles ou encore dans les documents

¹⁴ A. Vachon, « La restauration de la Tour de Babel ou La vie à Québec au milieu du XVII^e siècle », dans *RHAF*, vol.24, septembre 1970, p.204.

¹⁵ G. Leroux, « Volontaires, engagés et habitants », *Thémis*, vol.31, 1959, p.135.

¹⁶ La distinction que propose notamment A. Vachon entre le travaillant et le volontaire nous semble particulièrement douteuse. Nous éclaircirons cette question au cours de notre recherche.

¹⁷ P. Raveau, *L'agriculture et les classes paysannes. La transformation de la propriété dans le Haut Poitou au XVI^e siècle*, Paris, M. Rivière, 1926, p.228-229.

officiels de l'administration coloniale, le domestique agricole apparaît généralement sous le vocable « domestique ». Cependant, il existe aussi d'autres appellations dont, entre autres, « volontaire », « garçon volontaire », « travaillant », « travaillant de bras », ou encore « journalier », expressions qu'il convient bien sûr de considérer dans cette étude.

1-2 Histoire de la domesticité

L'historiographie relative au sujet est paradoxalement aussi abondante que clairsemée. Cette contradiction est le résultat de l'angle d'approche suivant lequel la question est abordée. Rares sont en effet les historiens qui se sont intéressés à l'histoire des domestiques dans la colonie laurentienne des XVII^e et XVIII^e siècles, hormis le volet migratoire dans le cas des « trente-six mois » ; nous y reviendrons. Outre les travaux de Marcel Trudel sur l'esclavage au Canada et de Jean-Pierre Hardy et David-Thierry Ruddel sur les apprentis artisans à Québec aux XVII^e et XVIII^e siècles¹⁸ qui ne touchent qu'indirectement le propos, seules six études abordent l'histoire des domestiques pendant et après leur servitude. Il s'agit de celles de Francine Barry, de Lisabeth Jane Simmons, de Daniel Lépine, de Marie-Andrée Lachapelle et, plus récemment, de Florent Panzani et de Sylvie Dépatie¹⁹.

1-2-1 Deux angles d'approche

1-2-1-1 La question de la domesticité au Canada

Même si l'étude de Francine Barry est postérieure à la période étudiée et exclut en grande partie la domesticité masculine ainsi que l'analyse du phénomène en milieu rural,

¹⁸ M. Trudel, *L'esclavage au Canada français*, Montréal, Éd. de l'Horizon, 1960 ; J.-P. Hardy et D.-T. Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec 1660-1815*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.

¹⁹ L. J. Simmons, *Domestic servitude in Colonial Quebec*, Maîtrise d'histoire, multigr., University of Western Ontario, June 1980 ; F. Barry, « Familles et domesticité féminine... », *op. cit.* ; D. Lépine, *La domesticité juvénile à Montréal...*, *op. cit.* ; M.-A. Lachapelle, *op. cit.* ; F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (Histoire), multigr., Université Laval, 2002 ; S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 », dans Gérard Béaur, Christian Dessureault et Joseph Goy, dir., *Familles, Terre, Marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVII^e – XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 251-260.

que nous observons dans ce travail, sa démarche ainsi que ses conclusions méritent d'être exposées et commentées. À partir du recensement de 1744, l'auteur dresse la liste des domestiques canadiennes et tente de définir les tâches qu'elles avaient à accomplir ainsi que les raisons qui les conduisirent à entrer en service dans la ville de Québec. Elle explique notamment que, comparée au domestique masculin qui est généralement engagé pour une tâche spécifique (palefrenier, valet de chambre ou encore jardinier), la domestique est le plus souvent employée comme bonne à tout faire²⁰. Mais la caractéristique la plus étonnante des domestiques féminines relèverait de la nature même de leur engagement. Si l'auteur reste silencieuse sur les modalités du recrutement de la domesticité canadienne, elle dresse néanmoins plusieurs constats. Recrutées principalement en campagne parmi les sans famille (enfants trouvés, orphelines, veuves) et les filles défavorisées, elle estime que leur départ vers la ville répond à deux impératifs :

d'une part, soulager la famille d'un membre moins productif sur la terre que les enfants mâles, et d'autre part, élargir le champ des possibilités d'avenir de ces jeunes filles. Les domestiques féminines peuvent donc être considérées comme des défavorisées dans la mesure où leur situation familiale ne leur offre guère de perspectives d'avenir et ne leur laisse souvent d'autre choix que de s'éloigner pour assurer leur subsistance²¹.

Relevant davantage d'une entente que d'un contrat, l'engagement de la domestique serait, selon elle, un moyen pour les familles démunies de s'assurer du bien-être de leurs filles jusqu'à ce qu'elles soient en mesure de se prendre en charge elles-mêmes. La domesticité se rapprocherait donc du domaine de l'assistance sociale et les devoirs respectifs des maîtres et des domestiques relèveraient plus de la bienveillance et du climat familial que des conditions de travail au sens strict²². Enfin, en soulignant à tort que les domestiques masculins sont majoritairement représentés par des « engagés français », Francine Barry conclut son étude en affirmant que « si la domesticité féminine correspond d'abord et avant tout à un service d'aide aux familles démunies, la domesticité masculine semble jouer

²⁰ F. Barry, *loc. cit.*, p.224.

²¹ F. Barry, *loc. cit.*, p.229.

²² F. Barry, *loc. cit.*, p.232. Dans le même ordre d'idée, l'auteur ajoute qu'un esprit de tolérance identique semble avoir prévalu au chapitre des sanctions pour le principal délit, à savoir la fuite (p.233). Cela dit, il aurait fallu que F. Barry s'appuie sur les archives judiciaires pour confirmer son hypothèse ; or, sa recherche est basée sur l'étude des contrats d'engagement. Même si, comme elle le précise, ces actes ne font aucune allusion à l'application éventuelle de sanctions, cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'aient pas existé et été mises en pratique.

surtout le rôle de service d'adaptation et de placement pour les jeunes immigrants »²³. Les conclusions et les hypothèses défendues par l'auteur nous semblent particulièrement contestables et ce pour trois raisons. D'abord, nous croyons que Francine Barry se méprend en assimilant la domesticité féminine et enfantine à une forme d'entraide ou d'assistance sociale. Son hypothèse sous-entend que l'employeur est totalement désintéressé dans ces embauches. Or, l'emploi d'une jeune fille, ou sa mise en service par ses parents, était loin d'être sans intérêt pour l'employeur. En effet, mis à part son entretien vestimentaire et sa nourriture, cette main-d'œuvre ne lui coûtait à peu près rien et, dans le cas des orphelines en particulier, la famille d'accueil percevait même une indemnité du procureur du roi²⁴. Ensuite, l'étude des contrats d'engagement démontre que les obligations et devoirs de ces jeunes employées se distinguent peu de ceux des adultes tout sexe confondu. Comme ces derniers, ces filles doivent faire tout ce qui leur est commandé et promettre de servir fidèlement leur maître jusqu'à la fin de leur temps d'engagement. En retour, l'employeur a la charge d'entretenir sa jeune domestique et de la « traiter humainement » comme tous les autres serviteurs. Autrement dit, la bienveillance du maître à l'égard de son employé n'est pas exclusive aux jeunes filles ; elle concerne en théorie l'ensemble des domestiques²⁵. Enfin, en affirmant que les domestiques masculins sont essentiellement des « engagés français », Francine Barry oublie de prendre en considération le fait que les contours du groupe ont évolué entre les XVII^e et XVIII^e siècles, à moins que cette omission ne soit le résultat de son maigre corpus (30 contrats d'engagement seulement). Louise Dechêne signale en effet qu'à partir de 1681 une « nouvelle main-d'œuvre, née au pays, commence à remplacer les immigrants »²⁶. Tout laisse donc penser qu'au milieu du XVIII^e siècle, ce ne sont plus les engagés français qui composent le groupe des domestiques dans la colonie mais bien des Canadiens de souche, d'autant que l'immigration française vers le Canada décline de manière constante dès le milieu des années 1670 comme nous le verrons en détail ultérieurement.

²³ F. Barry, *loc. cit.*, p.235.

²⁴ Avant 1736, le montant alloué aux familles d'accueil par le procureur pouvait varier de 30 à 200 livres : voir Y. Bouchard, *Les enfants du Roi à Montréal au 18^e siècle*, Mém. de maîtrise, multigr., Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1989, p.35.

²⁵ Nous reviendrons plus longuement sur cet aspect dans le septième et dernier chapitre de notre thèse.

²⁶ L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.62.

L'observation que fait Lisabeth Jane Simmons de la domesticité canadienne est sensiblement identique à celle de Francine Barry. Son objectif consiste à « examiner les domestiques à l'intérieur de leur milieu de travail pour déterminer la progression de leur carrière et les opportunités de promotion sociale »²⁷. Prenant également pour cadre d'étude la ville de Québec à la fin du XVII^e siècle, l'auteur parvient à dresser un portrait relativement clair des domestiques, de leurs origines sociales extrêmement modestes, de leurs conditions de travail, de leurs salaires et de leurs employeurs, élite coloniale, officiers militaires, artisans et marchands. Elle limite toutefois son analyse aux domestiques de maison, majoritairement représentés par la servante après 1700, et elle travaille uniquement à partir des registres d'un seul notaire, Louis Chambalon, limitant par le fait même considérablement son échantillon²⁸. Elle exclut en effet complètement de sa recherche les *domestic engagés* car, selon elle, « ils renvoient à cette personne qui est en apprentissage dans un certain métier »²⁹. Cette définition concorde mal avec celle exposée précédemment, mais il est possible aussi que la confusion vienne de l'anglais, l'expression *domestic engagés* ne référant peut-être pas nécessairement à « domestiques ».

Le mémoire de maîtrise de Daniel Lépine se démarque sensiblement des deux précédents travaux de par l'approche du sujet, à savoir la domesticité juvénile, et le cadre géographique de son étude, soit l'ensemble du gouvernement de l'île de Montréal. Sa recherche concerne uniquement les domestiques dont l'âge ne dépasse pas seize ans au moment de l'engagement. Après cet âge, écrit-il, « les salaires et conditions de travail des domestiques diffèrent au point que les serviteurs adultes forment, à eux seuls, un groupe distinct de travailleurs qu'il faut départager des jeunes domestiques »³⁰. À partir de cette définition, l'auteur expose les principales caractéristiques du jeune serviteur montréalais (âge, sexe, origine socio-économique et géographique), mais également de leurs maîtres

²⁷ « To examine the servants within their working milieu in order to evaluate their career progression and opportunities for social advancement » : voir L. J. Simmons, *op. cit.*, p.2.

²⁸ L. J. Simmons, *op. cit.*, p.24.

²⁹ « They refer to that person who is being training in a certain trade » : voir L. J. Simmons, *op. cit.*, p.13, note 30.

³⁰ D. Lépine, *op. cit.*, p.4. Si la distinction est importante à retenir, notons ici que nous incluons cette catégorie de domestiques pour l'ensemble de la colonie laurentienne même si leurs effectifs sont plus faibles encore pour la période étudiée.

– représentés en majorité par des « habitants », c'est-à-dire des paysans propriétaires³¹ – tout en analysant parallèlement les conditions générales de l'engagement (durée du service, devoirs du domestique et du maître, devoirs des parents et de l'État) et les relations entre l'employeur et l'employé. Au terme de son analyse, Daniel Lépine constate, comme Francine Barry, que la domesticité juvénile correspond à un service d'entraide et d'assistance sociale propre à l'Ancien Régime, et non à une forme quelconque d'exploitation. Là encore, en considération des remarques précédentes, cette vision idyllique de la domesticité nous apparaît sujette à caution et nous aurons l'occasion d'observer dans les prochains chapitres qu'avant d'être philanthrope, l'employeur faisait d'abord une bonne affaire en recourant à cette main-d'œuvre particulière.

Le travail de Marie-Andrée Lachapelle porte quant à lui sur l'insertion sociale des engagés français dans les campagnes du gouvernement de Québec durant la deuxième moitié du XVII^e siècle. Selon l'auteur, cette insertion passe exclusivement par le mariage de l'immigrant et son établissement sur une terre. Parce qu'elle analyse le devenir du « trente-six mois », l'étude de Marie-Andrée Lachapelle présente un intérêt. Cependant, elle ne couvre qu'une partie du Canada et n'évoque l'insertion sociale que des engagés français en milieu rural uniquement³². Pour étoffer son analyse, il aurait fallu qu'elle prenne en compte des domestiques nés ou recrutés dans la colonie, des urbains, dont l'insertion a pu être différente, mais aussi des individus qui sont rentrés en France au terme de leur engagement, pour évaluer la représentativité de son échantillon par rapport à l'ensemble du groupe étudié. À cet égard, le corpus de l'auteur ne rassemble que 53 engagés ce qui semble bien peu puisque la période couverte, soit la deuxième moitié du XVII^e siècle, correspond à une phase de forte immigration vers la colonie. Quoiqu'il en soit, et nous y reviendrons en abordant la problématique de notre recherche, la question de l'insertion sociale des domestiques, et plus largement encore de leur devenir au terme de leur

³¹ Sur la définition du mot « habitant » : voir S. Dépatie, « El-ser mas independiente del mundo ? La construccion del 'habitante' canadiense » (traduit par Ignacio Castillo Acosta), dans *Discurso colonial. La construccion de una diferencia americana*, sous la dir. de Catherine Poupeney Hart, Albino Chacon Gutierrez, Heredia (Costa Rica)/Montréal, Editorial Universidad Nacional (EUNA)/Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 189-221.

³² L'auteur précise à juste titre que « l'agriculture n'était pas le seul choix offert, la traite des fourrures et la pratique d'un métier, surtout en ville, faisaient aussi partie des possibilités », M.-A. Lachapelle, *op. cit.*, p.8.

servitude, mérite une attention particulière. Pour cette raison, le travail de Marie-Andrée Lachapelle constitue une excellente entrée en matière.

En terminant, mentionnons rapidement le mémoire de maîtrise de Florent Panzani et l'étude de Sylvie Dépatie sur lesquels nous revenons fréquemment au cours des prochains chapitres. Le travail de Florent Panzani est d'abord la seule étude touchant directement le sujet et la période de notre recherche. L'auteur dresse en effet les principales caractéristiques des domestiques recensés en 1681, tout en essayant de déterminer ce qui distingue ce groupe des autres groupes professionnels et sociaux de la colonie. Il s'attarde ainsi à la composition physique des domestiques, à leur répartition géographique, aux individus et communautés religieuses qui les recrutent, ainsi qu'aux raisons susceptibles de justifier leur recours. Bien sûr, il serait facile de reprocher à l'auteur d'avoir concentré toute son analyse principalement sur le recensement de 1681, et de ne pas avoir utilisé suffisamment les archives notariales et judiciaires. Toute la question de l'évolution spatio-temporelle des effectifs des domestiques est ainsi écartée, et toute celle concernant les gages des domestiques et leurs rapports avec leur employeur respectif est rapidement survolée, aspects que nous comblons dans ce travail. Les observations qu'il dégage de son analyse n'en demeurent pas moins pertinentes et ont été confrontées à celles que nous avons établies dans le cadre de cette vaste enquête.

L'étude de Sylvie Dépatie concerne la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765. L'objectif de sa recherche consiste non seulement à observer la présence et les caractéristiques des domestiques selon les types de ménages recensés dans 10 des 21 paroisses du gouvernement de Montréal, mais aussi, et surtout, à expliquer pourquoi certains paysans font appel à des domestiques alors que la majorité ne le fait pas. Elle cherche ainsi à vérifier s'il existe un lien entre la taille des ménages, la composition des familles ou la taille des exploitations, et le recours à la main-d'œuvre salariée. Même si l'examen de ces facteurs, à l'exception du dernier, ne lui permet pas de se prononcer de façon catégorique, les résultats qu'elle obtient donnent une bonne idée de l'ampleur du phénomène des journaliers ruraux vers le milieu du XVIII^e siècle. Bien que nous tenons compte uniquement des ménages employeurs dans nos analyses, l'étude de Sylvie Dépatie nous permet de dresser, jusqu'à un certain point, plusieurs comparaisons avec la notre. Elle offre aussi la possibilité d'observer l'évolution du phénomène de la domesticité dans les

campagnes montréalaises entre les XVII^e et XVIII^e siècles. Tout considéré, son enquête constitue une excellente référence pour notre sujet et mérite donc une attention particulière.

Ces travaux représentent dans l'ensemble une bien maigre récolte pour qui souhaite en savoir davantage sur les domestiques dans la colonie laurentienne pendant et après leur engagement. Mises à part les analyses de Marie-Andrée Lachapelle, de Florent Panzani et de Sylvie Dépatie, la plupart des études renvoient, comme en France, à la domesticité urbaine et à deux groupes bien définis : les femmes et les enfants, engagés au sein même de la colonie. Le portrait que nous dressons dans cette recherche est beaucoup plus ambitieux : il concerne les domestiques de tout sexe et de toute classe d'âge, recrutés aussi bien au Canada qu'en métropole, et exerçant leur activité à la ville ou à la campagne.

1-2-1-2 Les immigrés par engagement

L'historiographie est plus prolifique en ce qui concerne les engagés immigrants au moment de leur engagement pour le Canada. À ce sujet, les informations abondent et ont « pour caractéristique commune de traiter presque uniquement du volet « immigration » du phénomène »³³. Aborder la question des domestiques au Canada à l'époque moderne c'est en effet, légitimement, et au préalable, pour nombre d'historiens, s'interroger sur la place des engagés dans l'histoire de l'immigration canadienne. La question est aujourd'hui bien connue. Nous ne ferons donc pas ici l'inventaire des multiples monographies qui abordent la question de l'immigration au Canada : le sujet est inhérent à l'histoire de la colonie et inspire encore aujourd'hui plusieurs chercheurs. Retenons essentiellement que, parce qu'ils constituent, après les militaires, la majorité des migrants au Canada, les engagés français ont fait l'objet de quelques études particulières au premier rang desquelles figurent, entre autres, celles d'Archange Godbout, de Jean Hamelin et de Gabriel Debien³⁴. Si l'origine du

³³ M.-A. Lachapelle, *op. cit.*, p.3.

³⁴ A. Godbout, « Engagés pour le Canada en 1658 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.9, no 2 (avril 1958), p.78-84 ; nos 3-4 (Juillet et octobre 1958), p.239-242 ; vol.10, nos 1-2 (Janvier et avril 1959), p.17 et 24 ; G. Debien, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.6, n°2, 1952, p.177-233 et vol.6, n°3, 1952, p.374-407 ; M. Gaucher, M. Delafosse et G. Debien « Les engagés pour le Canada au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.14, 1960-1961 ; Jean Hamelin, *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 1960.

système d'engagement demeure obscur et sujet à discussion³⁵, nombreux sont ceux qui ont tenté de rendre compte du mode de recrutement des engagés³⁶, de leurs effectifs et de leur évolution dans le temps en insistant, dans le cas canadien, sur leur nombre restreint comparé aux colonies américaines. Bien souvent, les chiffres diffèrent d'une étude à l'autre, phénomène attribuable, comme le rappelle Hubert Charbonneau, « aux sources consultées, différentes selon les chercheurs, aux procédés mis en œuvre pour obtenir les résultats et aussi à la population visée »³⁷. Il nous semble néanmoins important de rappeler quelques-uns de ces chiffres afin de mieux évaluer l'immigration française au Canada en général, et la place qu'y ont tenu les engagés en particulier.

Historiens et démographes évaluent à plus de 25 000 le nombre d'individus qui ont hiverné au moins une fois dans la vallée du Saint-Laurent avant 1760³⁸. De ce chiffre, ils estiment généralement à 10 000 le nombre de Français qui s'installèrent en permanence en

³⁵ Pour G. Debien, le système de l'engagement « n'est au commencement qu'une forme particulière de l'enrôlement maritime ». L. Dechêne rejette quant à elle cette hypothèse estimant que son origine « s'inscrit dans des habitudes de servitude plus largement répandues et familières aux gens de l'intérieur comme à ceux des côtes ». Dans le cadre de ses travaux menés sur les engagés pour les colonies anglo-américaines, D. Galenson pense, pour sa part, que le système de l'engagement serait une extension géographique de l'institution du service dans l'agriculture, une hypothèse qu'il convient de traiter avec circonspection du côté français, comme le fait remarquer L. Choquette, étant donné les origines plus maritimes et plus urbaines de leurs homologues français. Voir G. Debien, *loc. cit.* p.196 ; L. Dechêne, *op.cit.*, p.51 ; D. Galenson, *White servitude in Colonial America : An economic analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p.6 et L. Choquette, *op. cit.*, p.11 note 22.

³⁶ La dernière étude importante sur le sujet est celle de G. Carpin, *op. cit.* Voir aussi les travaux récents, déjà cités, de L. Choquette et de P. Moogk.

³⁷ H. Charbonneau, A. Guillemette, J. Légaré, B. Desjardins, Y. Landry et F. Nault, *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada au XVII^e siècle*, Montréal, INED et PUM, 1987, p.15.

³⁸ H. Charbonneau, « La population française de la vallée du Saint-Laurent avant 1760 » dans S. Courville, *Atlas Historique du Québec : Population et Territoire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p.33 ; M. Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire Sociale*, vol.23, n°45, 1990, p.170. Plus récemment, M. Boleda a évalué « à environ 33 500 le nombre d'hommes et de femmes ayant hiverné au moins une fois dans la vallée du Saint-Laurent sous le Régime français » : voir M. Boleda, « Nouvelle estimation de l'immigration française au Canada, 1608-1706 » dans Y. Landry (dir.), *Le peuplement au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles. Actes des Premières journées d'étude du Programme de recherche sur l'émigration des Français en Nouvelle-France (PRÉFEN)*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2004, p.36.

Nouvelle-France³⁹. Près des deux tiers des immigrants seraient donc repassés en France après un bref séjour dans la colonie, proportion qui varie toutefois dans le temps comme le souligne John A. Dickinson⁴⁰. Mais quel est le pourcentage des engagés au sein de l'immigration dite observée et pionnière ? Nous savons que sur 27 765 immigrants et immigrantes passés dans la colonie, 5 210 étaient des engagés, soit près de 20% de l'immigration totale observée⁴¹. Combien d'entre eux ont fait souche dans la colonie ? Les historiens restent flous sur la question⁴². Lucien Campeau pense que les deux tiers des hommes seuls sont retournés en France mais s'agit-il pour autant d'engagés ?⁴³ Si tel est le cas, cela signifierait qu'environ 1 700 auraient élus définitivement domicile dans la colonie une fois leur contrat terminé, mais nous ne sommes pas en mesure de confirmer une telle affirmation. D'une manière générale, les historiens ont tendance à assimiler les engagés aux autres catégories d'immigrants lorsqu'il s'agit d'évaluer la proportion de ceux qui restent en Nouvelle-France et de ceux qui rentrent au pays. Ce penchant prévaut également quand

³⁹ L'équipe du *PRDH* dénombre 14 000 individus installés en permanence dans la vallée du Saint-Laurent dont 10 000 se sont mariés dans la colonie : voir H. Charbonneau, « La population française de la vallée du Saint-Laurent... », *op. cit.*, p.33. Jean Hamelin propose une immigration nette de 10 000 individus, entre 1630 et 1760, mais il ne précise pas s'il prend ou non en compte les personnes restées célibataires : voir J. Hamelin, *op. cit.*, p.76. La même remarque est également valable pour G. Langlois et M. Trudel qui se rapprochent également de manière sensible de ce chiffre mais pour la période 1608-1760 : voir G. Langlois, *Histoire de la population canadienne-française*, Montréal, Éditions Lévesque, 1935, p.59 ; M. Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France*, Montréal-Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1968, p.143. Danielle Gauvreau voit en revanche ces effectifs à la baisse : elle estime au total que « près de 28.000 personnes viennent dans la colonie de 1608 à 1760, mais seulement 8 500 d'entre elles s'y établissent véritablement » : voir D. Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Montréal, Presses de l'Université de Québec, 1991, p.6.

⁴⁰ Avant 1650, 73% rentrent en France ; après cette date, une majorité [52,2%] opte pour le Canada : voir J. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *Canada ieri e oggi*, Atti del 6^e Convegno internazionale di studi canadesi, Selva di Fasano, 27-31 mars 1985, Schena Éditions, p.93-95.

⁴¹ Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France : bilan historiographique et perspectives de recherche », dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.67.

⁴² Y. Landry note qu'environ 3 900 engagés auraient immigré entre 1608 et 1699, dont 80% avant 1660 : voir Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France... », *op. cit.* Les historiens démographes avouent cependant qu'il est difficile de connaître le nombre de ceux qui restèrent dans la colonie au terme de leur contrat et de ceux qui rentrèrent en France : voir H. Charbonneau et al. *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.21. Nous savons, par É. Salone, que les retours étaient assez fréquents pour préoccuper l'administration et plus particulièrement Talon et Colbert qui prirent des mesures pour tenter de les limiter (É. Salone, *La colonisation de la Nouvelle-France. Étude sur les origines de la nation canadienne-française*, Paris, Guilmoto éditeur, 1970, p.171-172) mais il ne propose aucune estimation. Pour la ville de Québec, D. Gauvreau avoue son ignorance (D. Gauvreau, *op. cit.*, p.7). En revanche, pour Montréal, L. Dechêne pense qu'environ 50% des engagés repérés ne faisaient pas souche au Canada soit à cause de décès, de célibats définitifs ou encore de départs pour la France (L. Dechêne, *op. cit.*, p.76). G. Carpin estime, quant à lui, que près de la moitié des engagés pour le Canada reentraient en France au terme de leur contrat (G. Carpin, *op. cit.*, p.39-40).

⁴³ L. Campeau, *op. cit.*, p.152.

ils tentent de déterminer les causes justifiant le faible nombre d'engagés dans la colonie. En effet, nous devons là encore nous contenter d'explications générales englobant toute l'immigration.

Plusieurs facteurs seraient susceptibles d'expliquer la réticence des Français à partir pour la jeune colonie, ou à y rester, dans le cas de ceux qui entreprirent le voyage. Avant que Louis XIV ne reprenne en main, en 1663, les affaires de la colonie, les Français émigraient peu en Nouvelle-France et, bien souvent, le tort en est attribué à la mauvaise volonté des compagnies de commerce, pourtant responsables du peuplement⁴⁴. Outre la négligence des compagnies monopolistes, les préoccupations européennes de Louis XIV (Guerre de Hollande de 1672 à 1678, Guerre de la Ligue d'Augsbourg de 1688 à 1697, Guerre de Succession d'Espagne de 1702 à 1714, etc.), ou le laxisme de certains gouverneurs et intendants à faire exécuter les règlements relatifs au peuplement de la colonie⁴⁵, certains historiens, comme Georges Langlois, prétendent aussi que la France craignait de perdre des habitants en peuplant ses colonies. Le dépeuplement était effectivement perçu à cette époque comme un affaiblissement et un fléau, et la crainte que l'on en avait, expliquerait en partie la mauvaise volonté des rois de France à engager de vastes programmes de peuplement⁴⁶. D'autres, comme Peter Moogk ou Yves Landry, pensent que les Français migraient peu au Canada car ce pays lointain avait mauvaise réputation : il était sauvage et dangereux et les missionnaires jésuites contribuèrent largement, et souvent bien malgré eux, à cette mauvaise publicité en narrant les horreurs des guerres iroquoises, ou encore les supplices des pères Jean de Bréfeuf et Gabriel

⁴⁴ Voir à ce sujet G. Langlois, *Histoire de la population canadienne-française*, op. cit., p.199 ; H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, op. cit., p.8 ou encore D. Gauvreau, op. cit., p.6. Notons toutefois que certains historiens sont plus nuancés à l'égard des compagnies, préférant faire davantage état des progrès qu'elles accomplirent au sein de la colonie. C'est le cas de L. Campeau et de M. Trudel à propos de la Compagnie des Cent-Associés ou encore de B. Trigger au sujet de la Compagnie des sieurs de Caën : voir L. Campeau, op. cit., p.147 ; M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, Tome III. La Seigneurie des Cent-Associés. T.II : La Société*, op. cit., p.23 ; B. Trigger, *Les indiens, la fourrure et les blancs. Français et Amérindiens en Amérique du Nord*, Montréal, Boréal, 1990, p.445.

⁴⁵ É. Salone, *La colonisation de la Nouvelle-France...*, op. cit., p.340.

⁴⁶ G. Langlois, op. cit., p.192..

Lalemant en 1649⁴⁷. À ces motifs, il convient aussi d'ajouter les facteurs religieux puisque les nombreux décrets excluant les huguenots des politiques migratoires vers la Nouvelle-France empêchèrent probablement l'établissement de colons potentiels⁴⁸. Enfin, plusieurs historiens, comme Allan Greer, insistent sur le fait que les Français des XVII^e et XVIII^e siècles étaient tout simplement sédentaires, sédentarité qu'il faut attribuer selon lui à la force relative de la paysannerie en France⁴⁹. Inversement, ceux qui partaient pour le Canada, étaient soit des habitués de la migration qui concevaient la colonie comme n'importe quelle grande ville, c'est-à-dire comme un terrain de passage, soit des personnes ou des groupes d'individus qui n'avaient pas réellement choisi cette destination⁵⁰.

⁴⁷ P. N., Moogk, « Reluctant Exiles : Emigrants from France in Canada before 1760 », *William and Mary Quarterly*, vol.46, 1989, p.463-505 ; Id., « « Triste endroit » : The failure of Private Emigration to French North America, 1640-1760 », communication présentée au Congrès annuel de la Société historique du Canada, Guelph, juin 1984 ; Y. Landry, « Les Français passés au Canada avant 1760 », *RHAF*, vol.59, n°4 (printemps 2006), p.494-495. Voir également Dale Miquelon, *New France, 1701-1744, « A Supplement to Europe »*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, p.11. Précisons que bien que son étude porte sur les « retours » en France et non sur les « départs » vers la colonie, John Dickinson a relativisé le « syndrome » des guerres iroquoises en soulignant qu'« il ne semble pas que la guerre [avec les Iroquois] ait été pour quelque chose dans la décision des engagés à retourner en France, sauf pendant les années de 1650-1653, lorsqu'il y avait une véritable offensive dirigée contre la Nouvelle-France » : voir J. A. Dickinson, « La guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France (1608-1660) », *RHAF*, vol.36, n°1, juin 1982, p.45. Cette hypothèse est toutefois nuancée, et avec raison, par C. Horguelin : voir C. Horguelin, *La Prétendue République. Pouvoir et société au Canada (1645-1675)*, Sillery, Cahiers du Septentrion, 1997, p.59.

⁴⁸ A. Greer, *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*, Montréal, Boréal, 1998, p.25 ; Y. Landry, « Les Français passés au Canada... », *loc. cit.*, p.487-488. Cet argument est cependant de plus en plus remis en question. Robert Larin estime que l'immigration protestante représente environ 10% de l'immigration brute avant 1760. Comme l'a souligné à juste titre L. Choquette, ce pourcentage semble excessif, mais il a au moins le mérite de susciter un débat nécessaire sur la question. R. Larin, *Brève histoire du peuplement européen en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 2000, p.18-19. Leslie Choquette, « Compte rendu de l'ouvrage de Robert Larin », *RHAF*, vol.55, n°1, été 2001, p.140. Voir également C. Lambert et Y. Landry, « La reproduction sociale dans les familles françaises des immigrants partis de l'île de Ré au Canada au XVII^e siècle », *RHAF*, vol.55, n°3, hiver 2002, p.345-379 ; R. Larin, *Brève histoire des protestants en Nouvelle-France et au Québec (XVI^e-XIX^e siècles)*, Saint-Alphonse-de-Granby, Éditions de la Paix, 1999.

⁴⁹ A. Greer, *Brève histoire...*, *op. cit.*, p.24. Voir aussi Y. Landry, « Les Français passés au Canada... », *loc. cit.*, p.485-486. De son côté, G. Langlois expliquait la différence entre les entreprises coloniales françaises et anglaises par le fait que « la colonisation de la Nouvelle-France est une entreprise en quelque sorte artificielle, tandis que le peuplement de la Nouvelle-Angleterre est un mouvement spontané de certains éléments des populations britanniques », G. Langlois, *op. cit.*, p.207. A. Greer pense que ces populations britanniques n'avaient probablement pas le choix de quitter leur pays pour les colonies puisqu'il s'agissait pour eux de trouver une nouvelle terre à cultiver sans risque de se voir déposséder à nouveau. En ce qui a trait aux migrants français, L. Choquette entre en contradiction avec l'idée de sédentarité des Français qu'A. Greer défend : chiffres à l'appui, elle démontre que pas moins de 80 000 émigrants partirent pour les colonies pendant l'Ancien Régime : voir L. Choquette, *op. cit.*, p.171.

⁵⁰ L. Choquette, *op. cit.*, p.211-212 ; Y. Landry, « Les Français passés au Canada... », *loc. cit.*, p.483. Parmi ces groupes, citons les militaires, les engagés, les prisonniers mais aussi les femmes puisque ces dernières, souligne Y. Landry, firent « l'objet d'un recrutement comme filles à marier qui avait porté atteinte à leur liberté de choix ».

Tous ces facteurs, aussi importants soient-ils, n'expliquent selon nous qu'en partie les réticences des Français à partir pour la colonie laurentienne, et « l'impuissance du Canada à transformer ses visiteurs en colons »⁵¹. Pour comprendre le phénomène, et surtout le nombre restreint des engagés immigrants au Canada ainsi que le nombre élevé des retours vers la France, l'analyse des structures économiques de la colonie nous semble être l'approche à privilégier.

1-2-2 Structures économiques et immigration

1-2-2-1 Une approche à privilégier

Selon Hubert Charbonneau, si la colonie n'est pas parvenue à se peupler c'est parce qu'elle « n'offrait pas les structures économiques nécessaires pour attirer et conserver son capital humain [...] »⁵². Pour attirer des immigrants, quels qu'ils soient, ajoute Marcel Trudel, « un pays doit offrir un brillant avenir tant au point de vue agricole, qu'industriel ou commercial. La Nouvelle-France n'en offre aucun »⁵³. La compréhension des structures économiques de la Nouvelle-France apparaît donc primordiale pour mieux saisir l'évolution de l'immigration, et plus particulièrement de la main-d'œuvre dans la colonie, mais également pour cerner les contrastes pouvant exister avec ses voisines, à savoir les colonies anglo-américaines. En effet, l'historiographie relative aux colonies françaises et anglaises en Amérique, très abondante dans les deux cas, permet de constater qu'il y a indéniablement une relation de cause à effet entre la structure économique d'une colonie et la demande de travailleurs, qu'il s'agisse de son volume ou bien encore de ses caractéristiques. Pour le XVII^e siècle, Louise Dechêne explique les faibles besoins de la colonie par sa structure agraire. Elle précise, en effet, qu'« une fois mis en place, un système agricole qui repose sur la petite exploitation requiert peu de main-d'œuvre étrangère à la famille »⁵⁴. Dans le même ordre d'idée, Peter Moogk explique que « les fermes familiales, qui dominait dans la Vallée du Saint-Laurent, n'avaient pas besoin de

⁵¹ Y. Landry, « Les Français passés au Canada... », *loc. cit.*, p.485.

⁵² H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.12.

⁵³ M. Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France*, *op. cit.*, p.145.

⁵⁴ L. Dechêne, *op. cit.*, p.55.

bras additionnels une fois la terre défrichée et prête à être cultivée »⁵⁵. Comment dans un tel contexte, la Nouvelle-France aurait-elle eu besoin d'une main-d'œuvre importante ? Curieusement, les dirigeants de la colonie ne semblaient pas vouloir se résigner et admettre ce blocage si nous nous rapportons à leurs réclamations. À la fin du XVII^e siècle, ils pensaient encore que le recours aux esclaves noirs pouvait être une solution pour accélérer les défrichements et compenser ainsi le manque d'engagés français, mais leurs demandes n'eurent guère de suite. Pour quelles raisons ? Dale Miquelon reste à cet égard extrêmement vague, se contentant tout au plus de faire état du faible effectif des esclaves en Nouvelle-France⁵⁶. Nous pensons que le contexte économique de la colonie ne pouvait favoriser leur venue. L'achat d'un esclave noir signifiait un investissement financier considérable – plus important encore que le rachat d'un contrat d'engagement – que la grande majorité des habitants n'était pas en mesure d'assurer. En outre, même si certains en avaient les moyens financiers, les colons avaient de quoi hésiter « à investir dans une propriété qu'aucune loi ne leur garantissait »⁵⁷ puisque le code noir de 1685 n'avait pas cours en Nouvelle-France⁵⁸.

De plus, pour que le trafic d'esclaves ou d'engagés soit rentable, il fallait encore une fois que la demande soit forte. Ne perdons pas de vue que l'esclave, au même titre que l'engagé, est considéré par l'armateur et le marchand qui le transporte à destination de son employeur – potentiel ou désigné d'avance – comme une marchandise. Si elle ne rapporte pas, le marchand a tout intérêt d'en changer ou encore de se tourner vers d'autres marchés plus payants. Or, « la Nouvelle-France était une colonie pauvre qui n'offrait pas aux marchands recruteurs un bon profit, et les acheteurs ne souhaitaient pas davantage de défricheurs non-qualifiés »⁵⁹. Aussi, à partir de 1681, « une nouvelle main-d'œuvre, née au

⁵⁵ « Family-operated farms, which dominated in the St. Lawrence Valley, did not need additional hands once the land had been cleared of trees and brought into cultivation », écrit Peter Moogk, *La Nouvelle-France. The making of...op. cit.*, p.109.

⁵⁶ D. Miquelon, *op. cit.*, p.238-239.

⁵⁷ L. Dechêne, *op. cit.*, p.28.

⁵⁸ Précisons que si Louis XIV avait décidé en 1689 que l'esclavage noir pouvait exister au Canada, il fallut attendre 1709 pour qu'une ordonnance soit rendue à ce sujet dans la colonie. Cette année-là en effet, l'intendant Raudot déclarait esclaves les Noirs et les Panis qui avaient été achetés : voir M. Trudel, *Deux siècles d'esclavage...*, *op. cit.*, p.52-53.

⁵⁹ « *La Nouvelle-France* was a poor colony which did not offer indenture sellers a good profit, and the buyers no longer wanted so many unskilled land-clearers », dans P. Moogk, *La Nouvelle-France. The making of...op. cit.*, p.109. Notons que P. Moogk accorde beaucoup d'importance aux spéculations entreprises par les marchands qui cherchaient finalement à tirer un maximum de profit de la revente des contrats d'engagement

pays, commence à remplacer les immigrants »⁶⁰ favorisant par conséquent une diminution de la demande de main-d'œuvre étrangère, déjà faible comme nous venons de le signaler. Mais cette phase transitoire reste à vérifier et constitue, comme nous allons le voir dans la présentation de la problématique, un des défis de la thèse. Afin de mieux rendre compte encore de l'importance que joua l'économie coloniale sur la demande de main-d'œuvre et plus particulièrement sur celle des engagés, il serait bon d'évoquer l'exemple des colonies anglo-américaines dont la diversité économique suscita en soi énormément d'attention de la part des historiens⁶¹.

1-2-2-2 L'exemple des colonies anglo-américaines

Le système de l'*indentured servitude*

L'historiographie des colonies anglo-américaines est extrêmement riche. Comme pour la Nouvelle-France, nombre d'historiens se sont penchés sur l'étude des mouvements migratoires vers ces colonies mais également sur le système de l'engagement, l'*indentured servitude*. Il piqua en effet la curiosité étant donné son ampleur comparé au système de l'engagement français pour le Canada, mais aussi ses conséquences dans le peuplement des colonies américaines⁶². À cet égard, les travaux de David Galenson, de Fairley Grubb, de

en Nouvelle-France. G. Carpin nuance avec raison ces allégations. Nous reviendrons sur ce point dans le troisième chapitre. Voir G. Carpin, *op. cit.*, p.188-189.

⁶⁰ L. Dechêne, *op. cit.*, p.62. M. Trudel considérait qu'en 1663 les Canadiens de naissance représentaient 42% de la population totale. Dans cette optique, si nous retenons la date – 1681 – que L. Dechêne évoque pour parler du remplacement des immigrés par les Canadiens de souche, il semble qu'elle ait donné raison, d'une certaine manière, aux estimations de M. Trudel. En effet, si en 1663 la population de souche canadienne représente déjà 42% de la population totale, cette estimation, par l'accroissement naturel, devra être revue à la hausse en 1681 et sera composée, de plus, d'une forte proportion de Canadiens en âge de travailler : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France III. La Seigneurie des Cent-Associés. T.II : La société*, *op. cit.*, p.628. Dans le même ordre d'idée, les études démographiques qui démontrent que la croissance naturelle dépasse l'immigration au XVIII^e siècle sont nombreuses. Nous renvoyons le lecteur notamment au travail de H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.18 mais également de M. Boleda, « Les migrations au Canada sous le régime français (1608-1760) », *Cahiers québécois de démographie*, vol.13, n°1, avril 1984, p.30-32.

⁶¹ J. J., McCusker et R. R. Menard, *The Economy of British America, 1607-1789*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 1991 ; S. L. Engerman et R. E. Gallman, *The Cambridge Economic of the United States. Vol. 1 : The Colonial Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. Ces ouvrages constituent des références en la matière.

⁶² Nombre d'engagés anglais restèrent au terme de leur contrat dans la colonie dans laquelle ils avaient servi un maître généralement pendant quatre années.

Sharon Salinger ou encore de Hilary Beckles apparaissent essentiels⁶³. Plus globalement, cette fois, les modalités extrêmement variées de la migration britannique regroupent à elles seules de nombreuses monographies. Les travaux de Bernard Bailyn, d'Ida Altman et de James Horn, de David Cressy, et enfin de Virginia Anderson font office de références⁶⁴. Grossièrement, trois grands traits se dégagent de l'immigration britannique : les migrants voyagent majoritairement seuls (les deux tiers des émigrants plus précisément)⁶⁵ ; ils sont jeunes, car plus de la moitié ont moins de 25 ans et près du quart des émigrants entre 20 et 24 ans ; ce sont principalement des hommes : les trois quarts de l'émigration totale. En somme, ces caractéristiques ne se distinguent pas spécialement de celles des migrants français à destination du Canada. Elles se démarquent néanmoins par l'ampleur du phénomène migratoire vers les colonies anglaises et par la place des *indentured servants* au sein de cette immigration :

Une estimation de l'ampleur de la migration des domestiques est celle de Carter Goordrich, qui a considéré que la moitié de l'ensemble de la population immigrante des treize colonies continentales était composée de domestiques. Ce constat a été corroboré par [les travaux d'] Abbot Emerson Smith qui estima qu'entre la moitié et les deux tiers de l'ensemble des immigrants blancs dans toutes les colonies britanniques après les années 1630 étaient des domestiques [...]. Le solde migratoire des blancs dans les colonies britanniques représentait environ 600 000 personnes durant [la période 1650-1780]. L'estimation de Smith

⁶³ Nous invitons le lecteur à se reporter à la section « Histoire du travail » de la bibliographie pour constater le contraste existant entre l'ampleur des travaux consacrés à la domesticité dans les colonies anglo-américaines et le faible intérêt accordé au sujet du côté français : voir D. Galenson, *op. cit.* ; F. Grubb, *Immigration and Servitude in the Colony and Commonwealth of Pennsylvania: A Quantitative and Economic Analysis*, University of Chicago, 1984 ; S. V. Salinger, « *To Serve Well and Faithfully* » : *Labor and Indentured Servants in Pennsylvania, 1682-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; H. Beckles, *White Servitude and Black Slavery in Barbados, 1627-1715*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989.

⁶⁴ B. Bailyn, *The peopling of British North America. An introduction*, New York, Alfred A. Knopf, 1986, 177p. ; B. Bailyn et B. Dewolfe, *Voyagers to the West. A Passage in the Peopling of America on the Eve of the Revolution*, New York, Alfred A. Knopf, 1986 ; I. Altman et J. Horn, « *To Make America* ». *European Emigration in the Early Modern Period*, Los Angeles, University of California Press, 1991 ; James Horn, *Adapting to a New World. English Society in the Seventeenth-Century Chesapeake*, Chapel Hill & London, University of North Carolina Press, 1994 ; D. Cressy, *Coming Over. Migration and communication between England and New England in the Seventeenth Century*, New York, Cambridge University Press, 1987 ; V. D. Anderson, *New England's Generation. The Great Migration and the Formation of Society and Culture in the Seventeenth century*, New York, Cambridge University Press, 1991.

⁶⁵ B. Bailyn et B. Dewolfe, *op. cit.*, p.135.

impliquerait donc une migration nette de domestiques d'environ 300 000 à 400 000 individus [...] de 1650 jusqu'à la fin de l'ère coloniale continentale⁶⁶.

Nous sommes bien loin des estimations précédemment évoquées pour l'immigration française en Amérique du Nord. C'est que l'Angleterre, contrairement à la France, fut, semble-t-il, moins réticente à y envoyer ses concitoyens. Outre cet aspect, et plus important encore, les structures économiques de ses colonies, à l'inverse de celles du Canada, permettaient l'absorption et non le rejet de la main-d'œuvre qu'elles recrutaient de sorte que, « contrairement aux engagés anglais qui partaient pour l'Amérique du Nord britannique, les *engagés* français étaient davantage des travailleurs immigrants que de futurs colons »⁶⁷. Si les caractéristiques de l'immigration anglaise en Amérique du nord se différencient de celles des Français vers le Canada au regard de ses effectifs et du nombre élevé d'engagés, ajoutons qu'elles se démarquent davantage encore par sa distribution et, en particulier celle des *indentured servants*, en fonction de leur destination⁶⁸.

Les colonies du Sud

Les migrants anglais vers la région de Chesapeake, ou encore vers les Antilles britanniques, régions « aux fortunes rapides »⁶⁹, au même titre que les Antilles françaises, sont majoritairement des hommes jeunes et célibataires. John J. McCusker et Russell R. Menard estiment que 80 voire 90% d'entre eux sont des engagés, des hommes à tout faire⁷⁰.

⁶⁶ « One estimate of the magnitude of the servant migration is that of Carter Goodrich, who estimated that half the total white immigration to all the thirteen mainland colonies was made up of servants. This was extended by Abbot Emerson Smith, who estimated that between one-half and two-thirds of all white immigrants to all the British colonies after the 1630s were servants [...]. Net white migration to the British colonies totaled approximately 600,000 during [the period 1650-1780]. Smith's estimate would therefore imply a total net migration of servants from 1650 to the end of the mainland's colonial era [...] in the range from 300,000 to 400,000 » : D. Galenson, *op. cit.*, p.17.

⁶⁷ « Unlike the indentured servants going to British North America, French *engagés* were migrant workers rather than intending colonists » : P. Moogk, *La Nouvelle-France. The making of...*, *op. cit.*, p.119. Nuançons toutefois ici les propos de P. Moogk : beaucoup d'engagés et autres immigrants anglais sont repartis ; ce qui fait surtout la différence avec le Canada, c'est le nombre de ceux qui arrivent.

⁶⁸ Notons ici que les immigrants en provenance de Londres sont principalement représentés par de jeunes hommes célibataires. La composition de l'immigration originaire de la province anglaise est au contraire plus diversifiée. Plus généralement encore, ces variations existent également entre l'Angleterre et l'Écosse d'où partaient une proportion plus grande de femmes et de familles. Nous n'insisterons pas sur cet aspect sur lequel B. Bailyn et B. Dewolfe se sont largement penchés. B. Bailyn et B. Dewolfe, *op. cit.* L. Choquette a, pour sa part, tenté la même approche du côté français en essayant d'observer ces particularismes en fonction des régions. L. Choquette, *op. cit.*, Chapitre 1.

⁶⁹ M. Gaucher, M. Delafosse et G. Debien, *loc. cit.*, p.594.

⁷⁰ J. J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.242.

En fait, il s'agit là principalement d'un transfert de main-d'œuvre visant à combler la forte demande des planteurs qui réclament de la part de leurs travailleurs force et endurance (conditions indispensables à la culture du tabac, du riz ou encore de la canne à sucre) que les femmes ne sont physiquement pas en mesure de satisfaire. En dépit d'un taux annuel de mortalité proche des 50%⁷¹, la région de Chesapeake attira nombre d'engagés prêts à sacrifier leur liberté pendant quelques années, quatre généralement, au service d'un maître pour qu'au terme de leur contrat ils puissent, à leur tour, tenter leur chance et faire fortune dans la culture du tabac⁷². La *Tobacco coast* était ainsi « “une région d'hommes pauvres et honnêtes” jusque dans la moitié du XVII^e siècle »⁷³. Après 1680, les planteurs éprouvèrent toutefois des difficultés à recruter des engagés ; plusieurs raisons expliqueraient ce phénomène :

Une diminution de la population, la dépression et la lente augmentation des salaires en Angleterre combinés aux opportunités plus limitées dans la Chesapeake et la demande américaine croissante de main-d'œuvre ont eu pour effet d'engendrer une pénurie de travailleurs sur la *tobacco coast* et de changer la composition de la force de travail puisque les planteurs achetaient des esclaves pour remplacer les domestiques⁷⁴.

Cependant, malgré la chute de leurs effectifs, la région demeura jusqu'au XVIII^e siècle la destination de prédilection des engagés anglais⁷⁵. Une fois les premiers colons installés dans les colonies plus au sud, comme la Caroline, ou encore comme les Antilles, ce ne furent plus des engagés qui remplirent les rangs des travailleurs dans ces régions mais des esclaves noirs d'Afrique, plus nombreux encore qu'au Maryland et en Virginie. Il faut dire que la situation climatique, propice au développement de certaines maladies comme la malaria, de même que les conditions de travail extrêmement difficiles qu'imposait la culture du riz en Caroline ou encore celle du sucre dans les Antilles – physiquement plus contraignante que celle du tabac – n'encouragèrent pas l'immigration blanche, même si les

⁷¹ *Ibid.*, p.119.

⁷² R. R. Ménard, « Economic and Social development of the South », dans S. L. Engerman et R. E. Gallman, *op. cit.*, p.265.

⁷³ « The Tobacco coast was « a good poor man's country » through the middle decades of the seventeenth century » : J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.138.

⁷⁴ « A declining population, depression, and slowly rising real wages in England joined with constricting opportunities in the Chesapeake and growing American demand for workers to produce a shortage of indentured labor on the tobacco coast and a change in the composition of the work force as planters purchased slaves to replace servants » : R. R. Ménard, *loc. cit.*, p.256.

⁷⁵ D. Galenson, *op. cit.*, p.82-85 et 95.

profits qu'on pouvait tirer de ces régions étaient loin d'être négligeables. Ajoutons en ce qui concerne la culture de la canne à sucre dans les Antilles, plus particulièrement, que cette dernière exigeait d'énormes investissements financiers. La région avait ainsi la réputation d'offrir moins d'opportunités économiques à ceux qui n'avaient pas, en partant, un gros capital, comme c'était le cas des *indentured servants*⁷⁶. Le recours aux esclaves noirs semblait donc la solution logique et inévitable au problème de la pénurie de main-d'œuvre anglaise. Pour certains historiens, comme Barry W. Higman, cette solution a aussi été perçue comme prioritairement économique car « les propriétaires ou protopropriétaires de plantations dans les Barbades étaient considérés comme des individus mercantiles, soucieux de maximiser leurs profits. Ils ont remplacé les domestiques engagés par des esclaves parce que les revenus marginaux dérivés du travail des esclaves étaient devenus plus importants »⁷⁷. Inutile ici de préciser que la liste des ouvrages consacrés à l'histoire de l'esclavage est extrêmement riche ; les monographies sur le sujet se renouvellent fréquemment et suscitent encore aujourd'hui de nombreux débats.

Les colonies du Nord

Plus au nord, vers les *middle colonies* ou vers la Nouvelle-Angleterre, l'immigration anglaise est nettement plus diversifiée. Dans les deux cas, nombre de familles sont venues s'installer dans ces régions et, contrairement aux colonies du sud, le recours aux esclaves fut quasiment nul⁷⁸. Ainsi, les terres fertiles et la prospérité commerciale des *Middle Colonies* (États actuels de New York et de Pennsylvanie) « donnèrent à la région une réputation large et durable comme étant le meilleur pays pour les hommes pauvres au monde, et cette notoriété a clairement constitué un rôle clé pour attirer un grand nombre d'immigrants qui participèrent à la croissance rapide de la population blanche dans la

⁷⁶ J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.152.

⁷⁷ « The planters or protoplanter of Barbados have been conceived as rational profit maximizers, who shifted from white indentured servant to black slaves because the marginal revenues derivable from slave labor came to be larger » : B. W. Higman, « Economic and social development of the British West Indies, from the settlement to ca. 1850 », dans S. L. Engerman et R. E. Gallman, *op. cit.*, p.306-308. Il ajoute également que « contemporary whites explained this development in simple racial terms, referring to the inability of the white man to perform manual labor in a tropical climate and, on the other hand, the natural place of the black in such an environment » (p.306).

⁷⁸ D. Galenson explique le phénomène à propos des *middle colonies* : « It appears that the substantial continuing immigration of indentured servants as well as free workers generally held the cost of labor below levels that prevailed in the regions to the South of Pennsylvania, and consequently below a level at which the large-scale importation of slaves would have been profitable » : D. Galenson, *loc. cit.*, p.176.

Middle Colonie tout au long du XVIII^e siècle »⁷⁹. La proportion des engagés parmi ces immigrants fut, semble-t-il, assez faible, la main-d'œuvre étant puisée principalement parmi les travailleurs libres⁸⁰. Elle le fut davantage encore en Nouvelle-Angleterre :

La Nouvelle-Angleterre était la seule région à n'avoir pratiquement pas eu d'immigration significative après l'arrivée massive d'immigrants [au moment de la fondation de la colonie] qui se termina au début des années 1640 ; en effet, durant le reste de la période coloniale la Nouvelle-Angleterre a eu une immigration déclinante. Les esclaves n'ont jamais formé plus de 3% de la population de la région et la Nouvelle-Angleterre importait peu d'engagés contractuels européens⁸¹.

Les structures économiques de la Nouvelle-Angleterre semblent là encore responsables de la situation. Comme au Canada, l'économie de la Nouvelle-Angleterre repose sur la petite exploitation agricole et familiale dont les besoins en main-d'œuvre étrangère à la famille sont limités. Daniel Vickers résume bien la situation :

En Nouvelle Angleterre, où les sols étaient généralement plus pauvres, le climat plus froid, et l'agriculture commerciale rarement capable de supporter le coût d'engagés contractuels ou d'esclaves, la main-d'œuvre familiale était particulièrement importante. La Virginie pouvait se développer « en gardant plusieurs domestiques » écrivait un observateur du 17^e siècle, les Néo-Angleterriens « se vantaient qu'eux et leurs enfants pouvaient en faire suffisamment ; et ainsi avoir rarement plus d'un domestique »⁸².

Si la ressemblance entre les deux colonies est à la fois flagrante et significative, elle s'arrête toutefois ici. L'ampleur de l'immigration pionnière vers la Nouvelle-Angleterre, même si

⁷⁹ « Gave the region a widespread and lasting reputation as the best poor man's country in the world, and this reputation was clearly a key factor in attracting the large numbers of immigrants that helped to produce the rapide growth of the Middle Colonie's white population throughout the eighteenth century » : D. W. Galenson, « The Settlement and growth of the Colonies : Population, Labor and Economic Development », dans S. L. Engerman et R. E. Gallman, *op. cit.*, p.176.

⁸⁰ Les études entourant l'histoire des Middle Colonies restent vagues lorsqu'il s'agit d'évoquer la proportion des engagés parmi les immigrants anglais ; nous savons juste qu'ils étaient nettement moins nombreux que ceux des colonies plus au sud : voir D. Galenson, *op. cit.*, p.174.

⁸¹ « New England was the only region that had pratically no significant immigration after its initial burst of settlement, which ended by the early 1640s ; indeed, during the most of remainder of the colonial period New England had net outmigration. Slaves never made up more than 3 percent of the region's population, and New England imported few European indentured servants » : D. Galenson, *loc. cit.*, p.177.

⁸² « In New England, where soils were generally thinner, the climate cooler, and commercial agriculture seldom capable of supporting the cost of indentured servant or slaves, family labor was especially important. Virginia might thrive « by keeping many servants » wrote one seventeenth-century observer, but New Englanders « conceit that they and their Children can doe enough, and soe have rarely above one Servant » » : D. Vickers, « The Northern Colonies : Economy and Society, 1600-1775 », dans S. L. Engerman et R. E. Gallman, *op. cit.*, p.224.

elle fut extrêmement brève – entre 1630 et 1640 –, n’a rien de comparable avec ce que le Canada a pu connaître⁸³. De plus, les raisons qui poussèrent des migrants à venir s’installer en Nouvelle-Angleterre sont profondément différentes de celles qui amenèrent les premiers colons français à s’établir en Nouvelle-France⁸⁴.

Cette analyse confirme que les structures économiques des colonies anglaises ou françaises en Amérique ont eu une incidence majeure sur l’immigration et, plus particulièrement encore, sur la demande de travailleurs. En effet, dans le cas du Canada, au lieu d’insister sur les causes plus subjectives qui contribuèrent à attirer ou à rebuter des migrants potentiels, facteurs sur lesquels les historiens ont d’ailleurs tendance à se cantonner un peu trop facilement, il nous a semblé important de mettre l’accent sur cette relation afin de mieux cerner, en définitive, les motifs inhérents à l’évolution de la main-d’œuvre au sein de laquelle les domestiques ont tenu une place prépondérante. L’éclairage que peut donner l’étude du marché de la main-d’œuvre sur la question de la faiblesse de l’immigration, temporaire et surtout définitive, n’a pas obtenu toute l’attention qu’elle méritait dans le cas de la colonie laurentienne. L’objectif de cette thèse consiste à corriger cette lacune. Nous y reviendrons. En attendant, il est nécessaire de dresser un portrait général de la domesticité afin de mieux rendre compte de sa diversité.

1-2-3 Une vision contrastée de la domesticité

Observé globalement, le phénomène de la domesticité apparaît complexe à maints égards. Qu’il s’agisse des fonctions réservées aux domestiques, de leurs conditions de

⁸³ Entre 1630 et 1640, V. Anderson estime que 21 000 hommes, femmes et enfants vinrent s’installer sur les côtes actuelles du Massachusetts. Du côté du Canada, seulement 4 997 individus s’installèrent dans la colonie et cela sur la période s’étendant de 1608 à 1699 : voir V. D. Anderson, *op. cit.*, p.15 ; H. Charbonneau et al., *Naissance d’une population...*, *op. cit.*, p.17.

⁸⁴ V. Anderson expose clairement les origines des premiers établissements en Nouvelle-Angleterre. Le facteur religieux fut déterminant pour nombre de participants à cette « Grande Migration » (sans être pour autant exclusif ajouterait D. Cressy). En 1630, en effet, un groupe de puritains décide de profiter de leurs acquis au Massachusetts et au New Hampshire pour fuir la politique religieuse de Charles I^{er} qui allait à l’encontre de leur mouvement spirituel. Ainsi, entre 1630 et 1642, de nombreuses familles décidèrent de quitter la métropole, cette décennie coïncidant par ailleurs au sommet de la crise Puritaine en Angleterre. Du côté français, c’est plutôt le facteur économique et commercial qui est à l’origine des premiers établissements permanents. Le commerce des fourrures était en effet très lucratif et la France dut assurer ses positions dans le Nouveau Monde par l’implantation d’une base humaine permanente si elle ne voulait pas les voir occuper par ses concurrents anglais et hollandais. Voir V. D. Anderson, *op. cit.*, p.17 et D. Cressy, *op. cit.*, p.85 et 98-99.

travail ou encore de leur devenir une fois libérés de leurs obligations, il présente toute une panoplie de situations qui semble utile d'exposer à présent.

1-2-3-1 Les fonctions des domestiques

Employés par des paysans, des communautés religieuses ou des élites sociales, il est nécessaire de distinguer au préalable les domestiques agricoles des serviteurs urbains. Dans le cas des premiers, que ce soit les petites exploitations agricoles de la Nouvelle-Angleterre, des *Middle Colonies*, ou même du Canada, il est difficile d'avoir une idée précise des fonctions auxquelles ils étaient assignés car, pour reprendre les propos de David Cressy au sujet des engagés de la région de Chesapeake, « leur fonction ne consistait pas essentiellement à rentrer la récolte, comme le travail de plantation, mais plutôt à assister leurs employeurs dans une multitude de tâches économiques »⁸⁵. En ce sens, nous retrouvons ici les principales caractéristiques du domestique agricole français ou anglais, un groupe très difficile à cerner, comme le démontre Jean-Pierre Gutton, à cause du caractère transitoire de l'état de domestique, mais aussi de leur absence des documents classiques de l'histoire sociale⁸⁶. De manière générale, nous savons que les domestiques aidaient leur maître à défricher les terres, principale activité des engagés français au Canada comme le souligne Louise Dechêne⁸⁷, et à les cultiver. Durant la saison morte, ils assistaient leur employeur dans diverses activités et contribuaient ainsi à améliorer le revenu de leur patron⁸⁸. Les domestiques employés sur les grandes plantations sucrières, rizicoles ou tabatières des colonies du Sud n'avaient, semble-t-il, pas autant de marges de manœuvre. Ils n'étaient effectivement recrutés que pour exécuter des tâches précises, répétitives, physiquement contraignantes, inhérentes en somme au système d'exploitation et de production massive et exclusive de ces cultures⁸⁹.

⁸⁵ « Their function was not primarily to bring in a crop, as plantation labour, but rather to assist their employers in a multitude of economic tasks » : D. Cressy, *op. cit.*, p.54.

⁸⁶ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.101.

⁸⁷ L. Dechêne, *op. cit.*, p.65.

⁸⁸ Voir par exemple à ce sujet l'exemple des fermiers des *Middle Colonies* qui s'adonnaient durant les saisons creuses à la fabrication de barriques : J. McCusker et R. R. Ménard, *op. cit.*, p.206.

⁸⁹ Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie et aux multiples monographies relatives à l'histoire du travail dans les colonies anglo-américaines qui réfèrent aux techniques de production sur les plantations.

Outre les domestiques agricoles, un autre groupe doit être considéré dans cette présentation : les domestiques de maison employés en ville et plus particulièrement des servantes – majoritaires dans ce groupe – et des valets. Concentrés principalement dans les centres urbains coloniaux naissants ou en développement, leurs tâches ne diffèrent guère de celles réservées à leurs homologues français ou anglais. En ce sens, le principal devoir du domestique de maison est d'assurer les multiples besognes matérielles et de renforcer indirectement, par sa seule présence, le goût pour l'ostentation de son maître, un trait original de la société du temps qui semble avoir traversé l'Atlantique. L'historiographie relative à ce groupe spécifique est riche, mais surtout pour la deuxième moitié du XVIII^e siècle, et principalement pour la France et l'Angleterre⁹⁰. Pour le Canada, hormis les quelques travaux évoqués précédemment, aucune autre étude ne s'est réellement attardée à ces serviteurs. En ce qui concerne les colonies anglo-américaines, il faut regretter la même lacune à la différence près que les domestiques de maison semblent beaucoup plus nombreux, et principalement représentés par des esclaves noires sous les ordres de très riches propriétaires terriens. Les multiples ouvrages sur la situation des servantes originaires d'Afrique démontrent à quel point ces dernières ont été importantes aux yeux de leur employeur, et combien leur image a pu marquer, à travers le temps, nombre d'artistes et d'écrivains⁹¹.

En plus de ces deux catégories de domestiques, il convient en terminant d'évoquer le cas particulier des serviteurs des communautés religieuses et hospitalières. Ces travailleurs pouvaient aussi bien être affectés à des tâches agricoles – sur les terres des communautés – que ménagères dans les maisons-mères des institutions situées en ville. Mais la singularité de ces domestiques tient surtout au fait que certains d'entre eux pouvaient aussi être affectés à la surveillance et même au soin des malades⁹². D'autres, particulièrement ceux employés par des missionnaires, suivaient probablement les religieux dans leurs voyages.

⁹⁰ Pour la France, voir note 1. Pour l'Angleterre, nous retiendrons principalement l'analyse de B. Hill, *Servants : English domestics in the Eighteenth Century*, New York, Oxford University Press, 1996.

⁹¹ Voir les travaux de H. Beckles, *Natural Rebels : A Social History of Enslaved Black Women in Barbados*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1990 ; B. Bush, *Slave Women in Caribbean Society, 1650-1838*, Kingston-London, Heinemann & Currey, 1990. Dans le cas des colonies françaises, nous renvoyons le lecteur à T. N. Ingersoll, *Mammon and Manon in early New Orleans : the first slave society in the Deep South, 1718-1819*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1999 ou encore à M. Trudel, *Deux siècles d'esclavage...*, op. cit.

⁹² F. Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec. I : 1639-1892*, Québec, Septentrion, 1989, p.96.

L'originalité de ce groupe de domestiques, rarement étudié par l'histoire, mérite d'être soulignée dans cette recherche. Il faut également veiller à bien différencier ces serviteurs de ceux spécifiquement embauchés par des laïcs.

1-2-3-2 Les conditions de travail et les relations maîtres/serviteurs

Tenter de cerner le quotidien du domestique n'est pas non plus un exercice facile. L'historiographie des colonies anglo-américaines se démarque de celle du Canada dans la mesure où elle est d'abord plus abondante sur la question et, ensuite, plus parlante sur de nombreux aspects⁹³. La majorité des historiens qui s'y sont penchés ont en effet consacré une large part de leurs recherches aux modalités des engagements et à la vie quotidienne de ces employés. Dans le cas des colonies anglo-américaines, les conditions de travail étaient, en toute logique, aussi variées que les structures économiques des colonies présentées précédemment. Grossièrement, la rigueur du travail exigé diminuait avec la latitude et cela de manière drastique. Le climat malsain et les conditions de travail exécrables qui caractérisaient les plantations sucrières des Antilles et les cultures rizicoles de la Caroline du sud dissuadèrent rapidement les engagés britanniques à venir y offrir leurs services. Après 1670, pour combler la forte demande de travailleurs, les esclaves noirs sont progressivement devenus majoritaires dans ces régions. Cette évolution fit en sorte que la division du travail entre noirs et blancs s'accrut de plus en plus jusqu'à ce que la main-d'œuvre dans les plantations ne soit plus assurée que par des esclaves noirs, les quelques blancs présents occupant davantage des postes de direction ou des fonctions reliées à l'artisanat⁹⁴. Plus au nord, dans la région de Chesapeake, les conditions réservées aux *indentured servants* étaient certainement plus douces, d'abord parce que le climat était moins pénible à supporter, et ensuite parce que la culture du tabac était moins exigeante physiquement que celle du sucre ou du riz. Cependant, pour l'ensemble des colonies anglo-américaines, David Galenson insiste sur le fait que

les maîtres devaient fortement compter sur la violence physique pour retirer le maximum du travail de leurs domestiques. La punition corporelle à l'encontre des serviteurs a sans doute

⁹³ Nous renvoyons le lecteur à la section « Études sur la domesticité » de la bibliographie.

⁹⁴ D. W. Galenson, *loc. cit.*, p.159.

été plus courante dans les colonies qu'en Angleterre ; même si les lois coloniales protégeaient les domestiques des punitions excessives, les maîtres bénéficiaient d'une latitude considérable en matière de correction⁹⁵.

Cette violence était-elle moins forte au nord qu'au sud ? La réponse apparaît évidente car dans la région de New York et Philadelphie, en Nouvelle-Angleterre comme au Canada, l'économie repose sur la petite exploitation familiale qui ne nécessite pas, comme sur les grandes propriétés du Sud, une structure disciplinaire et une rigueur au travail aussi excessive et aux conséquences souvent dramatiques⁹⁶. Virginia Dejohn Anderson précise que

la plupart des fermiers de la colonie jouissaient d'un niveau de vie à peu près comparable à celui d'un franc-tenancier anglais. En plus d'être propriétaires d'une maison et d'une terre, ils possédaient généralement assez de bétail, d'équipements agricoles et de biens ménagers pour mener une existence confortable⁹⁷.

La proximité liant au quotidien le maître à son domestique laisse également penser que ce dernier devait largement profiter de cette qualité de vie d'autant qu'en plus de travailler à ses côtés, il vivait sous le même toit que son employeur et mangeait surtout à la même table. Nous supposons dans le cas du Canada, dont les structures économiques étaient similaires à celles de la Nouvelle-Angleterre, que le domestique devait bénéficier d'une qualité de vie semblable à celle de son homologue anglais. Comparée aux esclaves et aux quelques blancs travaillant sur les grandes plantations, la situation réservée à ces serviteurs paraît donc beaucoup plus enviable ou, à tout le moins, beaucoup plus vivable. En fonction de leur niveau de fortune et des terres qu'ils ont à exploiter, ces familles n'ont généralement sous leur direction qu'une petite poignée de domestiques qui font finalement presque partie

⁹⁵ « Masters had to rely heavily on physical violence to extract work from indentured servants. Corporal punishment of servants may have been more common in the colonies than in England ; although colonial laws protected servants from excessive punishment, masters were permitted considerable latitude in beating their servants » : D. W. Galenson, *loc. cit.*, p.154.

⁹⁶ J. J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.246.

⁹⁷ « Most colonial farmers enjoyed a standard of living approximately comparable to that of an English yeoman. In addition to owning a house and land, they generally possessed enough livestock, farm equipment, and household goods to provide a comfortable existence » : V. D. Anderson, *op. cit.*, p.162.

du cercle familial à l'intérieur duquel se règlent les conflits éventuels⁹⁸. Il ne faut cependant pas idéaliser le tableau et exclure là aussi les exactions de certains maîtres à l'encontre de leur main-d'œuvre, ou l'indiscipline de cette dernière vis-à-vis de leurs employeurs. Qu'il s'agisse du domestique agricole ou urbain, anglais ou français, tous devaient une obéissance totale à leurs maîtres en retour de quoi ces derniers leur versaient parfois un salaire et leur fournissaient le logement, de quoi manger et se vêtir. Il va sans dire que cette soumission n'était pas sans occasionner parfois quelques conflits et, comme c'est souvent le cas, les peines encourues par le domestique étaient souvent plus sévères que celles réservées à celui qui l'embauchait⁹⁹. Sur les conditions de vie des domestiques, il faut donc admettre que la domesticité recouvre plusieurs réalités qui dépendent en grande partie des structures économiques des colonies au sein desquelles elle est impliquée. Cette variété se retrouve également si nous observons la condition de ces travailleurs une fois libérés de leurs obligations.

1-2-3-3 L'après servitude

Au terme de son contrat, que devient le domestique ? Dans le cas des colonies anglo-américaines du Sud, nous avons vu que les chances d'obtenir une terre pour faire fortune dans la culture du riz, du sucre et plus encore du tabac (qui réclamait un travail moins exténuant et surtout un capital de départ moins important) ont diminué tout au long du XVII^e siècle, une fois les premiers colons installés. Leur contrat terminé, nombre d'*indentured servants* restèrent en Amérique – représentant plus de la moitié de

⁹⁸ C'est d'autant plus vrai en Nouvelle-Angleterre qu'une grande majorité des engagés présents dans la colonie étaient déjà employés par ces familles avant même le départ pour la colonie ; comme l'explique V. Anderson, « les domestiques accompagnaient plus de la moitié des familles émigrantes dans le voyage, et la plupart demeuraient probablement avec leurs maîtres pour au moins une année ou deux alors qu'ils se déplaçaient à l'intérieur de la Nouvelle Angleterre ». V. D. Anderson, *op. cit.*, p.108 : « servants accompanied more than half of the emigrant families on the voyage, and most probably stayed with their masters for at least a year or two as they moved within New England ».

⁹⁹ Sur les risques encourus en France par les domestiques en milieu urbain et plus particulièrement par la servante dont le danger le plus répandu était d'être abusée sexuellement par son maître, le fils du maître ou un simple valet : voir J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.118. Pour le Canada, nous savons que les querelles étaient fréquentes. L. Dechêne constate notamment l'indiscipline des engagés à l'égard de leur maître tout en faisant état des droits et devoirs de chacun des deux groupes : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.69-71. M. Trudel évoque également les relations maîtres et serviteurs en signalant quelques exemples : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France III...*, *op. cit.*, p.279-282.

l'immigration nette¹⁰⁰ – et ceux qui ne purent se lancer personnellement dans de grandes entreprises de plantation se résolurent à une carrière plus modeste en exploitant un petit lopin de terre, souvent à l'intérieur du continent, sur lequel ils misèrent pour assurer leur subsistance¹⁰¹. Plus au nord, ceux qui travaillaient sur les petites exploitations familiales étaient également libres de prendre une terre à leur compte au terme de leur contrat et de s'intégrer, s'ils le désiraient, à la communauté économique pour laquelle ils avaient servi quatre années du côté anglais, trois années du côté français. Mais, que ce soit en Nouvelle-Angleterre ou dans la région des *Middle Colonies*, « la plupart des anciens domestiques survivaient comme salariés ou petits exploitants agricoles, et plusieurs ont sans doute migré ailleurs ou sont retournés en Angleterre »¹⁰². Ces anciens serviteurs auraient donc connu, après leur affranchissement, une ascension sociale limitée, voire nulle pour ceux qui décidèrent de quitter la région où ils avaient travaillé, et surtout pour ceux qui rentrèrent au pays. De la même manière, les ex-engagés français restés dans la colonie vécurent également, aux dires de Louise Dechêne, une « modeste réussite »¹⁰³, mais il semble toutefois subsister une nuance importante entre la Nouvelle-France et les colonies anglo-américaines du Nord. Comme le signalait Pierre Boucher : « « la plupart de nos habitants qui sont icy [en 1663] sont des gens qui sont venus en qualité de serviteurs et après avoir servy trois ans chez un maître se mettent à eux » »¹⁰⁴. Devons-nous en conclure que les chances d'intégration des anciens domestiques dans la vallée laurentienne étaient plus grandes que celles de leurs homologues anglais ? Il serait, bien sûr, très exagéré de le prétendre. Marie-Andrée Lachapelle a tenté de mesurer l'insertion sociale des engagés dans les campagnes du gouvernement de Québec en repérant ceux qui, au terme de leur contrat, prenaient une terre, se mariaient, et avaient des enfants. Sur les 53 engagés qu'elle a identifié, 46 auraient déclaré un lieu de résidence avant ou au moment du mariage, et y sont demeurés par la suite, intégrant ainsi les rangs de la société coloniale¹⁰⁵. Louise Dechêne constate toutefois que

¹⁰⁰ D. W. Galenson, *op. cit.*, p.17.

¹⁰¹ J. J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.152.

¹⁰² « Most ex-servants lived obscure lives as wage-earners or small landowners, and many no doubt migrated elsewhere or returned to England » : D. Cressy, *op. cit.*, p.63.

¹⁰³ L. Dechêne, *op. cit.*, p.77.

¹⁰⁴ Cité dans L. Campeau, *op. cit.*, p.138.

¹⁰⁵ M.-A. Lachapelle, *op. cit.*, p.32.

l'écart est grand entre les chances de s'intégrer rapidement à la société existante et de gravir quelques échelons pour les engagés de la fin du XVII^e siècle, et celles qui attendaient les premiers venus à qui on demandait, somme toute, de créer cette société. C'est parmi ceux-ci que nous rencontrons les quelques-uns qui se hissèrent au-dessus de la masse. On dira qu'ils étaient mieux recrutés, donc plus aptes. Nous répondrons qu'à toutes les époques, il y eut le pire et le meilleur, et que c'est le pays qui fait le tri, qui garde l'élite ou qui la décourage. Ce que la masse des engagés apporte à la colonie importe moins que ce que la colonie peut leur offrir¹⁰⁶.

Dans le cadre de ce travail, nous élargissons l'échantillon de Marie-Andrée Lachapelle en y intégrant également les domestiques urbains mais aussi les serviteurs locaux et natifs de la colonie. Nous essayons également d'identifier, dans la mesure du possible, ceux qui se sont hissés au-dessus de la masse et à propos desquels Louise Dechêne fait seulement référence.

1-3 Problématique et cadre chronologique

Les remarques de Louise Dechêne, d'Hubert Charbonneau ou encore de Peter Moogk à propos de l'importance qu'il faut accorder à l'étude des structures économiques de la colonie, et plus particulièrement du marché de la main d'œuvre dont elles dépendent, pour comprendre la faiblesse de l'immigration observée et surtout pionnière apparaissent primordiales. Curieusement et aussi fondamentale soit-elle, cette approche n'a pourtant jamais suscité toute l'attention qu'elle aurait dû mériter auprès des historiens, hormis ceux mentionnés plus haut, et n'a en définitive jamais été réellement exploitée. L'objectif de cette thèse consiste donc à la prendre en considération pour pouvoir mieux témoigner de sa crédibilité. Dans cette optique, nous proposons d'observer l'état du marché de la main-d'œuvre dans la colonie laurentienne à l'intérieur duquel, nous l'avons dit, les domestiques ont occupé une place prépondérante. Cette démarche nous amène à aborder toute une série de questions qui nous permettent, entre autres, de faire état de l'évolution de l'offre et de la demande de travailleurs, des modalités de recrutement et de distribution des domestiques et de leurs principales caractéristiques. Parallèlement, l'intérêt qui est accordé notamment à l'examen des relations maîtres/serviteurs, ou encore à l'insertion sociale du domestique au

¹⁰⁶ L. Dechêne, *op. cit.*, p.77.

terme de son contrat, nous autorise à poser un autre regard sur la nature même de la société coloniale, celle d'une collectivité hiérarchisée.

1-3-1 Le marché colonial du travail

Tout d'abord, ainsi que nous venons de le spécifier, notre attention se porte sur l'état du marché de la main-d'œuvre dans la colonie laurentienne, c'est-à-dire autour des trois pôles de concentration et d'attraction humaine que sont Montréal, Trois-Rivières et Québec, ainsi que les campagnes de leur gouvernement respectif ; nous excluons donc l'Acadie, Terre-Neuve et la Louisiane de l'étude. Nous tâchons de voir comment évoluent l'offre et la demande de travailleurs. Cette direction de recherche implique corollairement à la fois l'identification des domestiques, mais également des employeurs dans la colonie¹⁰⁷. Elle impose aussi l'analyse conjointe de l'évolution des salaires et avantages payés, et de la composition de cette main-d'œuvre. En ce sens, il s'agit ici de repérer le moment à partir duquel les « trente-six mois » constituent l'essentiel de la main-d'œuvre jusqu'à ce que celle-ci soit moins alimentée par des engagés français mais davantage par des hommes et des femmes de souche canadienne, recrutés en milieu rural et urbain. Louise Dechêne remarque qu'à partir de 1681, « une nouvelle main-d'œuvre, née au pays, commence à remplacer les immigrants »¹⁰⁸, mais aucune étude empirique n'a, à notre connaissance, confirmé une telle affirmation. Gervais Carpin démontre qu'après 1650, les besoins en artisans de tous métiers sont quasiment comblés et que la demande provient désormais plutôt des colons installés sur leur terre, dont une proportion importante commence à utiliser des ouvriers agricoles, des gens à tout faire, bref, des domestiques¹⁰⁹. Mais il ne répond pas, en revanche, à l'interrogation posée dans cette étude, tout simplement parce que sa problématique, contrairement à ce qui est envisagé ici, ne met pas l'accent sur l'état du marché de la main-d'œuvre mais plutôt sur les acteurs du peuplement de la colonie ainsi que sur les moyens et réseaux mis en œuvre pour recruter les immigrants. Outre cet aspect, ajoutons que l'analyse des transactions dont les « trente-six mois » et les domestiques

¹⁰⁷ Notons ici que cette recherche nous a amené à établir la liste des colons employeurs, en plus de celle des domestiques, liste qui n'a jusqu'à maintenant jamais été réalisée comme le souligne avec raison G. Carpin : voir G. Carpin, *op. cit.*, p.156.

¹⁰⁸ L. Dechêne, *op. cit.*, p.62.

¹⁰⁹ G. Carpin, *op. cit.*, p.284.

canadiens ont fait l'objet apporte quelques indices sur l'état du marché de la main-d'œuvre¹¹⁰ ; nous évaluons également leur fréquence afin de pouvoir mieux juger de l'importance du phénomène.

L'observation de l'état du marché de la main-d'œuvre suppose aussi un questionnement sur les modalités de recrutement et le système de l'engagement des domestiques. Nous avons vu que si cette question à partir de la France est connue, nous savons mal en revanche comment les engagés se sont distribués au Canada. Le sujet mérite donc d'être étudié. Peter Moogk a montré que le Conseil souverain de la colonie jouait un rôle dans la distribution des engagés français¹¹¹ ; nous avons donc essayé de pousser davantage l'analyse, essentiellement par l'étude de la correspondance officielle entre les dirigeants de la colonie et la métropole mais aussi des pièces produites par ce Conseil. Exclusion faite des engagés français, nous ignorons également comment s'effectue l'embauche des domestiques canadiens au sein même de la colonie. En effet, de quelle manière sont-ils sollicités pour leur service ? Existe-t-il, comme en France, tout un réseau complexe de recrutement ou, au contraire, l'engagement d'un Canadien est-il le fruit de sa seule initiative ? Comment la demande de main-d'œuvre est-elle diffusée dans la colonie ? L'employeur ou le maître qui engage un domestique originaire de la colonie est-il généralement un familier ou un parfait étranger ? L'embauche survient-elle principalement dans l'environnement immédiat de l'engagé ou, au contraire, dans une zone plus vaste ? Existe-t-il des variations entre le milieu rural et urbain dans le recrutement et l'engagement ? Autant de questions auxquelles nous tentons de répondre dans ce travail.

Outre ces interrogations, nous nous penchons en détail sur la composition et les caractéristiques des domestiques tout en cherchant à déterminer leur singularité par rapport aux *indentured servants*¹¹², ou aux domestiques agricoles et serviteurs de la métropole. Globalement, et en fonction des sources consultées, nous observons la répartition de ces domestiques en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur origine, de leur niveau

¹¹⁰ En effet, le maître était libre de disposer de son domestique et avait la possibilité de louer les services de son serviteur, de s'en servir pour s'acquitter éventuellement d'une dette auprès d'un autre habitant, ou bien tout simplement de vendre son contrat. L. Dechêne ajoute également que l'engagé est parfois cédé en même temps que la terre sur laquelle il travaille. L. Dechêne, *op. cit.*, p.66-71.

¹¹¹ P. N. Moogk, *op. cit.*, p.97. Voir également André Vachon, *loc. cit.*, p.207.

¹¹² Notons que l'historiographie relative aux domestiques recrutés directement dans les colonies anglo-américaines est particulièrement silencieuse. Nous excluons donc la possibilité d'établir une comparaison entre ce groupe particulier et celui que nous étudions.

d'instruction, de leur activité professionnelle ou encore de leur salaire à partir, entre autres, de l'analyse des contrats d'engagement. Cette enquête nous permet ainsi de vérifier, par exemple, ce qui distingue concrètement le serviteur urbain du domestique agricole. L'étude portant spécifiquement sur les salaires, en plus de renseigner sur l'état du marché colonial du travail¹¹³, met quant à elle en évidence les différents groupes ou niveaux existant à l'intérieur même de cette « catégorie professionnelle », comme c'est le cas des *indentured servants* employés dans les colonies anglo-américaines¹¹⁴.

Ces questionnements nous ont amené à relativiser davantage les motifs récurrents qui ont pu justifier, dans l'historiographie traditionnelle au Canada, la faiblesse de l'immigration définitive. Comme nous l'avons déjà évoqué, le marché de la main-d'œuvre dépend en grande partie de la petite exploitation agricole familiale qui ne réclame finalement, une fois installée, qu'un minimum de travailleurs étrangers, peu susceptibles en plus de faire souche au Canada¹¹⁵. Si cette vaste étude tente de confirmer une fois pour toutes cette observation, elle permet par la même occasion de porter un autre regard sur la société coloniale.

1-3-2 Une société coloniale hiérarchisée

Dans la vallée laurentienne du XVII^e siècle, la société coloniale se divise en trois grands groupes distincts dont la représentation graphique se rapprocherait de la pyramide. Le premier, au sommet de la hiérarchie, comprend les agents du pouvoir, la noblesse, les seigneurs et l'Église. Viennent ensuite, à un niveau intermédiaire, les marchands, les gens de commerce et de métier. Enfin, au bas de l'échelle sociale, il y a les *habitants*, c'est-à-dire les paysans propriétaires, dont la principale activité repose sur l'exploitation agricole. Certains d'entre eux ont à leur disposition un voire deux domestiques. Le fait qu'ils aient des gens à leur service suppose donc que même au plus bas niveau de la hiérarchie il

¹¹³ Précisons ici que les salaires élevés peuvent témoigner non seulement de la qualité des recrutés mais aussi d'une plus forte demande de travailleurs par rapport à l'offre, et inversement.

¹¹⁴ Voir à ce sujet D. W. Galenson, *op. cit.*, p.207-209. D. Galenson démontre en effet que le sexe, l'âge, la formation professionnelle ou encore le niveau d'instruction sont des variables qui ont pu jouer sur la détermination des salaires et qui contribuèrent à fractionner le groupe des *indentured servants*.

¹¹⁵ Soit à cause de décès, célibat définitif ou départ pour la France explique L. Dechêne : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.76. Il s'agira, dans le cadre de ce travail, d'insister sur les causes justifiant les retours en France même si nous savons, au départ, que le facteur économique y est pour beaucoup.

subsiste encore des sous-catégories. À l'exception d'André Lachance, les historiens semblent avoir largement ignoré le phénomène¹¹⁶. Nous avons pu le mettre en relief dans cette recherche en observant notamment les relations maîtres/serviteurs, ou encore en vérifiant les raisons qui contribuèrent à l'engagement de domestiques.

Le thème des relations maîtres/engagés occupe une place importante dans cette thèse¹¹⁷. Il offre l'occasion de rendre compte du statut juridique du domestique – et des contraintes qu'il implique – mais également des devoirs du maître à son égard, ce qui permet de mieux appréhender, dans le cas des *habitants* employeurs, la question de la hiérarchie à l'intérieur de la paysannerie. Ainsi, de manière générale, les relations maîtres/engagés étaient-elles globalement harmonieuses, ou au contraire conflictuelles ? Pour répondre à cette question, nous étudions l'ensemble des condamnations prononcées à l'encontre des domestiques (pour indiscipline à l'égard du maître, fuite, ivrognerie ou autres motifs), mais aussi à l'encontre des maîtres. Nous tentons, là encore, de mesurer l'évolution de ces condamnations, tout en essayant de déterminer les raisons susceptibles de justifier leur variation dans le temps¹¹⁸. Ajoutons que la prospection dans les archives judiciaires permet également de cerner un peu mieux le regard de la société coloniale à l'égard de ces travailleurs en particulier. Il a fallu toutefois rester prudent dans nos conclusions et ne pas établir de généralités sur la base de cas isolés.

Comme nous l'avons signalé plus haut, nous établissons une liste des employeurs en distinguant, d'une part, les laïcs et, d'autre part les communautés religieuses. Dans le cas des premiers, nous considérons d'abord isolément les élites sociales (administrateurs ou militaires), les seigneurs et autres propriétaires importants, et observons les singularités de leur main-d'œuvre par rapport à celle des *habitants*. Nous tentons de voir ensuite comment se pose le recours aux domestiques dans les exploitations paysannes. Par exemple, à la suite du décès du chef de famille ? Par l'avancement de la mise en valeur des terres ? Par la taille du cheptel possédé ? Nous accordons aussi une attention particulière à la composition des

¹¹⁶ A. Lachance, *Les marginaux, les exclus et l'autre au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Fides, 1996, 327p.

¹¹⁷ M. Trudel en dresse quelques aspects : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France III...*, *op. cit.*, p.279-282.

¹¹⁸ Notons, à ce sujet, que C. Horguelin a déjà fait remarquer qu'après 1650, les rapports maître-engagé étaient beaucoup plus violents, expliquant cette tendance par l'exaspération des engagés qui ne peuvent profiter des nouvelles conditions économiques offertes par la chute de la Huronie du fait de leur incapacité juridique, et donc commerciale : voir C. Horguelin, *op. cit.*, p.58.

ménages employeurs. Nous vérifions de la sorte si les petites familles ont tendance à recruter davantage de domestiques que les grandes pour compenser leur sous-effectif par rapport à ces dernières, ou encore pour justifier de leur statut. Nous regardons également si le sexe et l'âge des enfants ont eu ou non une incidence sur le recours aux domestiques. Allan Greer indique que, pour le XVIII^e siècle du moins, la taille de la famille ne semble pas avoir eu de conséquences sur la quantité de serviteurs engagés¹¹⁹. Sylvie Dépatie signale pour sa part qu'il ne faut pas écarter « l'hypothèse d'un lien entre l'état de la force de travail familiale et le recours à la main-d'œuvre salariée »¹²⁰. Enfin, John McCusker et Russell Ménard ont remarqué, du côté des colonies anglo-américaines, que le taux de natalité dans les familles agricoles avait eu un impact sur la demande de main-d'œuvre¹²¹. Nous tentons de vérifier si cela est également le cas en ce qui concerne les employeurs de la vallée laurentienne du XVII^e siècle, et ce à partir essentiellement de l'analyse des recensements. Pour ce qui est des communautés religieuses, nous tâchons d'identifier d'abord celles qui emploient le plus grand nombre de serviteurs en essayant parallèlement de déterminer les conditions et les raisons de ces recours aux domestiques. Nous cherchons ensuite à montrer ce qui distingue ces serviteurs de leurs homologues employés par des laïcs. Enfin, nous essayons de voir dans quelle mesure l'évolution des effectifs du personnel des communautés religieuses peut refléter le développement de ces institutions et de leurs propriétés dans la colonie laurentienne.

Le devenir du domestique au terme de son engagement constitue un autre aspect important de notre recherche. Nous savons qu'au terme de leur contrat la majorité des engagés immigrants sont rentrés en France. Mais qu'advient-il des autres ? Qu'il s'agisse d'engagés français ou de domestiques nés au Canada, de quelle manière s'intègrent-ils à la société coloniale une fois leur service terminé ? Quelle place y occupent-ils ? Qui leur vient en aide ? Peuvent-ils aspirer à une certaine ascension sociale ? L'analyse des recensements, des registres paroissiaux et des archives notariales nous aident à répondre à ces questions. Cette étude contribue à l'historiographie sur la nature de la société canadienne et,

¹¹⁹ A. Greer, *Peasant, Lord, and Merchant. Rural Society in Three Quebec Parishes. 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p.23.

¹²⁰ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 », dans Gérard Béaur, Christian Dessureault et Joseph Goy, dir., *Familles, Terre, Marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVII^e – XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p.256.

¹²¹ J. J. McCusker et R. R. Menard, *op. cit.*, p.246.

particulièrement au débat entourant la question de la mobilité sociale ascendante des Canadiens. Selon William J. Eccles, le Canada est une société peu structurée, dont les contours se sont désagrégés face au contexte nord américain. Cette caractéristique la distingue, selon lui, de la métropole, et rend possible la mobilité sociale ascendante des hommes au pays¹²². Inversement, Louise Dechêne soutient que, sous l'égalité apparente, une bourgeoisie et une noblesse existent au Canada, et « nous avons bien une hiérarchie professionnelle assez nette »¹²³. Elle ajoute également que si les paysans ont bénéficié, au départ, d'une ascension sociale parce que, dans la colonie, ils sont propriétaires, la stagnation du secteur agricole n'a plus permis la poursuite de cette ascension. Au sujet des engagés immigrants en particulier, elle note enfin, nous l'avons évoqué, qu'il subsiste une différence au niveau des échelons gravis dans la société entre les premiers ex-engagés et ceux de la fin du XVII^e siècle¹²⁴. Nous essayons de voir, dans la mesure du possible, de quelle manière se traduit concrètement cette différence. Nous tâchons également de vérifier, autant que faire se peut, si la carrière de l'ex-engagé français et de l'ancien domestique recruté dans la colonie se distingue l'une de l'autre ou si, au contraire, l'ensemble du groupe étudié, exclusion faite des exceptions, emprunte une destinée commune.

1-3-3 Cadre chronologique

Nous amorçons cette analyse à partir du moment où l'immigration, dite « observée », à destination de la colonie commence à être plus importante. Nous avons vu qu'elle ne l'a pas été à l'époque des compagnies monopolistes. Elle devient par contre plus conséquente après que la Compagnie des Cent-Associés cède, entre autres, la charge de peupler la colonie à la Communauté des Habitants, soit en 1645¹²⁵. L'analyse du sujet débute par conséquent à partir des années 1640. Nous la terminons dès l'instant où nous sommes en mesure de confirmer que les employeurs recrutent leur domestique principalement dans la

¹²² W. J. Eccles, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, rééd., Albuquerque, University of New Mexico Press, 1974, p.88 et 100.

¹²³ L. Dechêne, *op. cit.*, p.402-403.

¹²⁴ *Ibid.*, p.77.

¹²⁵ L. Campeau, *op. cit.*, p.39 ; Hubert Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.15-17 ; Mario Boleda, *loc. cit.*, p.29.

colonie et non plus en métropole. Nous avons vu précédemment que, pour certains historiens, les années 1680 semblaient correspondre à une période charnière. Afin d'apporter des conclusions plus sûres, nous avons choisi d'étendre nos recherches jusqu'en 1710.

1-4 Sources et méthodologie

Les sources sur le sujet paraissent, au premier abord, assez pauvres, précisément parce que la domesticité est dans la dépendance et la subordination¹²⁶. Cependant, si « l'histoire de la domesticité est encore une histoire mal aisée à écrire parce qu'elle touche au « clandestin quotidien » »¹²⁷, les domestiques ne sont toutefois pas totalement absents des documents classiques de l'histoire sociale canadienne.

1-4-1 Les sources canadiennes

1-4-1-1 *Les archives notariales*

Les archives notariales représentent une source de premier ordre ; elles sont le témoignage de la vie et de la carrière des protagonistes que nous étudions. Grâce à l'outil de recherche informatisé nommé *Parchemin*¹²⁸, qui rassemble les intitulés de tous les actes notariés signés dans la colonie entre 1626 et 1779, le chercheur peut trouver facilement à partir d'un nom de famille ou d'un vocable, toutes les pièces pouvant s'y rapporter. Pour le sujet qui nous intéresse, nous avons d'abord entré plusieurs mots-clés pour établir, sur l'ensemble de la période étudiée, une première liste de toutes les pièces dans lesquelles il était clairement fait mention d'un domestique ou, plus généralement encore, d'une situation

¹²⁶ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.9.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Société Archiv-Histo, *Parchemin [ressource électronique] : banque de données notariales, 1626-1784*, Montréal, Société de recherche historique archiv-histo, 2004.

de servitude¹²⁹. La plupart des actes relevés correspondent spécifiquement à des « contrats d'engagement », ou encore à des « obligations » d'un domestique envers son maître. Afin de compléter cette liste et d'identifier toutes les embauches que les vocables utilisés ne nous auraient pas permis de repérer, nous avons également dépouillé l'ensemble des « marchés » (de servitude, de défrichement, de labourage, de récolte, de coupe de bois, etc.), des « conventions » et des « accords » recensés dans *Parchemin*. Nous avons gardé ensuite pour l'analyse uniquement les pièces impliquant un domestique ou une situation de servitude suivant les critères exposés dans la définition du sujet.

1-4-1-2 Les archives judiciaires

La structure de l'appareil judiciaire est assez simple à l'époque du régime français. L'unique tribunal de juridiction coloniale est le Conseil souverain qui jumelle les fonctions d'un tribunal de première instance et du tribunal d'appel ; il peut rendre des décisions dans tous les secteurs du droit. À une échelle inférieure, nous trouvons les tribunaux royaux de juridiction locale, c'est-à-dire la Prévôté de Québec, et les juridictions royales de Montréal et de Trois-Rivières¹³⁰. Ces cours entendent en première instance toutes les causes, tant civiles que criminelles, dans les limites de leur circonscription. Elles se consacrent aussi aux appels provenant des cours seigneuriales dans leur territoire. Enfin, il y a les cours seigneuriales qui sont des cours de juridiction locale, chacune se trouvant limitée à la seigneurie où elle siège ; elles exercent en règle générale seulement la basse justice, surtout de nature civile¹³¹. L'analyse systématique de ces archives permet de mieux cerner le comportement des domestiques et leur relation avec leur maître. Plusieurs ont eu à faire à la justice coloniale. Nous tentons de déterminer dans ce travail le degré et la fréquence de ces interventions. De la même manière, l'étude de tous les arrêts et ordonnances du Conseil

¹²⁹ Nous avons retenu et utilisé les mots clés suivants pour le repérage des domestiques et pour l'ensemble des archives consultées : engagé (singulier et pluriel), engageur, engager, engagement (singulier et pluriel), engage, engagée et engageant ; domestique (singulier et pluriel) ; serviteur (singulier et pluriel) et servitude ; servant et servante (pas de pluriel) ; valet (singulier et pluriel) ; garçon (singulier et pluriel) ; volontaire (singulier et pluriel) et volontairement ; travaillant (singulier, pluriel et féminin également) ; compagnon (singulier et pluriel) ; journalier (singulier et pluriel).

¹³⁰ Pour les limites géographiques des trois juridictions dans la colonie laurentienne nous renvoyons le lecteur à l'annexe 21.

¹³¹ E. Kolish, *Guide des archives judiciaires*, Montréal, ANQ, 2001, p.9.

souverain et des Intendants de la Nouvelle-France¹³², renvoyant aux domestiques et à leurs employeurs, nous donne une meilleure idée des droits et devoirs de chacun de ces deux groupes mais aussi, et plus spécifiquement à propos des « trente-six mois », du système de distribution de la main-d'œuvre une fois arrivée dans la colonie¹³³.

1-4-1-3 La banque de données du PRDH

Les dénombrements de population (recensements de 1666, 1667, 1681, 1716 et 1744, les deux derniers concernant uniquement la ville de Québec), les archives paroissiales (registres des baptêmes, mariages et sépultures), seigneuriales¹³⁴ et hospitalières (registres des malades de l'Hôtel-Dieu de Québec et de Montréal ou encore de l'Hôpital général de Montréal) sont également sollicités. La banque de données du *PRDH*, réalisée sous la direction d'Hubert Charbonneau de l'Université de Montréal¹³⁵, rassemble sur fichiers informatiques toutes les informations contenues dans ces archives et ce pour l'ensemble de la colonie laurentienne. Ce formidable outil de recherche permet l'élaboration de dossiers individuels. En entrant les mêmes mots-clés utilisés pour la recherche dans *Parchemin*, nous obtenons ainsi toutes les indications relatives aux principales caractéristiques des domestiques (âge, sexe, lieu de naissance, profession, nom de l'employeur, etc.). Nous pouvons également avoir une idée assez précise de la composition familiale des employeurs, mais aussi de leur statut social et professionnel, renseignements primordiaux pour répondre à plusieurs des interrogations émises précédemment.

¹³² Nous avons utilisé en particulier l'*Inventaire des jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France 1663-1716*, Québec, Assemblée législative, publié sous les auspices de la législation de Québec, Québec, A. Côté, 1885-1891, 6 vols et Pierre George Roy, *Inventaire des ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France*, Beauceville, L'Éclaireur, 1919, 4 vols.

¹³³ Voir à ce sujet P. Moogk, *op. cit.*, chapitre 4 et A. Vachon, *loc. cit.*, p.207.

¹³⁴ Comme le rappelle L. Dechêne en se basant sur les recensements, « en 1666 et 1667, plus du quart des engagés travaillent sur les domaines des seigneurs » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.61.

¹³⁵ Université de Montréal, *Programme de recherches en démographie historique (PRDH) : Répertoire des actes de baptême, mariage et sépulture du Québec ancien*, deux CD-Rom ou en ligne : <http://www.genealogie.umontreal.ca/fr/main.htm>

1-4-1-4 Les archives conventuelles

L'Église étant un employeur important de domestiques dans la colonie, il a fallu prendre également en considération les archives des communautés religieuses. Les fonds de ces institutions étant nombreux, nous avons limité la recherche à trois dépôts d'archives en particulier : celui des sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal, celui des prêtres du Séminaire de Québec, et enfin celui des Augustines de l'Hôtel-Dieu à Québec. L'examen de ces documents, et particulièrement les livres de compte, permet de mieux apprécier non seulement l'importance de la main-d'œuvre employée par ces institutions, mais aussi de mieux comprendre la manière dont ces dernières ont géré leur personnel domestique. Ces archives nous donne aussi la possibilité de voir si le serviteur ou la servante employé par l'Église se distingue de son homologue embauché par des laïcs, que ce soit du point de vue de ses activités, de ses caractéristiques physiques ou bien encore de son salaire.

1-4-2 Les sources françaises

1-4-2-1 Les arrêts et ordonnances royaux

Pour ce qui est des archives françaises, nous avons utilisé les documents officiels touchant au statut des domestiques afin de déterminer leurs droits et devoirs. Jean-Pierre Gutton a, à cet égard, mis en lumière certaines de ces pièces qu'il a repérées à la Bibliothèque Nationale de France. Leur lecture, comparée aux arrêts et ordonnances du Conseil souverain et des Intendants de la colonie, vise à vérifier s'il existe un statut juridique commun entre le domestique en France et dans la colonie laurentienne.

1-4-2-2 Les contrats d'engagement

Parce qu'une partie de la main d'œuvre étudiée est recrutée en France, il convenait d'examiner les contrats d'engagements signés à La Rochelle, principal point de départ pour nombre d'immigrants. Si Gabriel Debien a déjà établi une liste exhaustive des contrats d'engagement rochelais que nous reprenons, précisons ici que le site internet des Archives Nationales du Canada, *Archivianet*, permet de compléter avantageusement ce premier

inventaire. Les responsables des archives de Loire Atlantique poursuivent en effet le dépouillement systématique des actes notariés qui ont un lien direct ou indirect avec le Canada et communiquent, par le biais de ce site internet, le fruit de leurs recherches. Ces contrats nous permettent, comme ceux signés au Canada, de compléter la liste des domestiques et d'en savoir davantage sur ces travailleurs qui quittèrent la France pour aller servir un maître de l'autre côté de l'Atlantique durant trois années consécutives. Nous n'avons retenu bien sûr pour cette enquête que les contrats dont les clauses spécifient que l'engagé est recruté comme domestique. Nous excluons de l'analyse tous ceux qui auraient été embauchés en qualité d'ouvrier spécialisé, à moins que leurs conditions d'embauche stipulent qu'ils étaient employés au Canada en tant qu'hommes à tout faire et non comme professionnels.

1-4-2-3 La correspondance officielle

Dernière source enfin sur laquelle nous n'avons pas insisté et qui touche à la fois la colonie et la métropole : la correspondance officielle. Rassemblées dans la série C11^A, ces lettres sont utilisées pour mieux saisir, à travers les discours de l'administration coloniale, les besoins de la colonie en main-d'œuvre mais aussi l'attitude de la société canadienne à l'égard des domestiques. Nous avons voulu voir si le regard qu'elle pose sur ce groupe particulier se différencie de celui de leurs homologues français. Dans le cas français, Jean-Pierre Gutton a démontré que les domestiques étaient assimilés aux groupes dangereux de la société ; « le parallélisme des mesures destinées aux domestiques avec celles qui sont destinées aux pauvres est souvent frappant »¹³⁶, explique-t-il. Pouvons-nous en dire autant en ce qui concerne la colonie laurentienne sachant, de plus, que l'étendue de l'échelle sociale est moins grande qu'en France¹³⁷ ? Cette recherche essaie d'apporter quelques réponses à cette question.

¹³⁶ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.133.

¹³⁷ D. Miquelon, *op. cit.*, p.227-245.

1-4-3 Méthodologie

Pour l'ensemble de la période étudiée, nous avons dépouillé tous les contrats d'engagement canadiens et rochelais impliquant un domestique. Pour les premiers, nous avons utilisé l'outil de repère informatique *Parchemin* tandis que pour les seconds, nous avons employé la liste de Gabriel Debien que nous avons complétée par les récentes découvertes des archivistes français via le site *Archivianet*. Nous avons recueilli dans ces documents et sur fichier informatique toutes les informations pertinentes pour le sujet : nom, prénom du domestique, lieu de naissance, formation, nom du maître qui l'engage, durée du contrat, salaire, avances, fonctions éventuelles pour lesquelles il a été embauché, etc.¹³⁸. De la même manière, l'analyse sérielle de l'ensemble des causes judiciaires repérées entre 1640 et 1710 dans lesquelles les domestiques sont concernés apparaît essentielle. Elle complète la liste des individus que les actes notariés n'ont pas permis de repérer, mais aussi et surtout d'évaluer, comme nous l'avons évoqué plus haut, la fréquence de ces procès. Nous avons eu également la possibilité d'en savoir un peu plus sur les employeurs et leurs attitudes vis-à-vis de leur main-d'œuvre. Notre attention a été là encore portée aux noms des intéressés, et éventuellement aux informations plus spécifiques les concernant (âge, lieu d'origine, raisons éventuelles justifiant de l'embauche, etc.), sur les raisons de la plainte ou de la demande, et enfin sur les sentences prononcées. Comme pour les archives notariales, plusieurs outils de recherche facilitent le repérage des pièces pertinentes pour le sujet. Nous renvoyons le lecteur à la présentation bibliographique de cette étude afin de mieux considérer l'ensemble de ces instruments.

Les résultats du dépouillement de ces deux séries de documents – procès et actes notariés – constituent donc la principale matière première de cette thèse. Elle nous permet d'établir un premier inventaire des domestiques et des employeurs dans la colonie laurentienne, de même que leurs principales caractéristiques. L'analyse des recensements de 1666, 1667 et 1681 à partir du *PRDH* complète avantageusement cette liste. Nous avons pu ainsi repérer tous ceux qui avaient échappé aux dépouillements des contrats d'engagement et des archives judiciaires, mais aussi et surtout détailler davantage la famille

¹³⁸ Nous présentons à l'annexe 1 le modèle de fiche utilisé pour cette étude. Pour procéder à l'analyse de l'ensemble du fichier, nous utilisons le logiciel *File Maker*.

des maîtres chez lesquels ces travailleurs étaient employés. Nous avons eu également la possibilité de vérifier dans l'intervalle des premiers et du dernier recensements, la proportion des serviteurs toujours présents dans la colonie mais aussi de ceux qui n'y laissent au contraire plus aucune trace. Il convient ensuite de mettre à profit d'autres types de sources, évoqués plus haut, afin de pouvoir répondre aux objectifs fixés.

Ceci étant dit, nous ne sommes pas en mesure de faire le suivi de tous les domestiques trouvés dans l'ensemble de ces archives. En effet, entre 1660 et 1670, nous avons recensé pas moins de 1 529 domestiques à la fois dans les contrats d'engagement canadiens et rochelais (respectivement 228 et 161 serviteurs), la banque de données du *PRDH* (1 031 domestiques) et les archives judiciaires (109 individus). En tenant compte des homonymes, nous dénombrons 1 084 individus ; plusieurs parmi eux ont été repérés à la fois dans les archives judiciaires, notariales et paroissiales. Le nombre important de domestiques découverts au cours de ces onze années laisse déjà supposer que, sur l'ensemble de la période étudiée, les effectifs sont plus élevés encore. Nous avons donc fait le choix d'observer uniquement le devenir des domestiques recensés en 1667 ainsi que de tous les engagés que nous avons identifiés dans les contrats d'engagement rochelais.

En résumé, ce travail procède en deux étapes : la première établit la liste la plus exhaustive possible des domestiques et des employeurs dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle, ainsi que leurs principales caractéristiques, à partir de l'analyse sérielle de tous les contrats d'engagement signés au Canada et à La Rochelle, de toutes les causes judiciaires et enfin des recensements de 1666, 1667 et 1681. Nous pouvons ainsi, par la même occasion, examiner l'évolution de cette main-d'œuvre et sa singularité par rapport à celle employée dans la métropole et les colonies anglo-américaines. La seconde étape consiste à faire le suivi de l'ensemble des domestiques recensés en 1667 et de tous les engagés rochelais que nous avons identifiés pour cette étude.

Au terme de cette présentation, il appert que l'analyse de la domesticité au Canada entre 1640 et 1710 est un projet non seulement d'envergure du fait de la richesse des sources utilisées, mais également original en raison de l'angle d'approche à partir duquel nous proposons de l'aborder. Étudier les domestiques dans la colonie laurentienne en mettant l'accent sur l'état de la demande de main-d'œuvre et la place que ces derniers y

tinrent est une entreprise qui n'a jusqu'à présent jamais été réalisée. Notre analyse permettra, à n'en pas douter, de nous éclairer sur la question de la faiblesse de l'immigration définitive mais aussi de porter un autre regard sur la société de la Nouvelle-France à l'époque coloniale française. La prosopographie des domestiques et des employeurs envisagée dans cette recherche représente également un important défi. Avant de nous y pencher, dressons pour commencer les principales caractéristiques du marché colonial du travail et du « métier » de domestique.

Chapitre II - La domesticité, le marché colonial du travail et le métier de domestique

Dans leur *Histoire de la population française*, Jacques Dupâquier et ses collaborateurs ont présenté les structures socioprofessionnelles qui prévalaient dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles. Si, bien entendu, il n'existe en ce domaine aucune statistique de type moderne, la conservation des dénombrements et des recensements a toutefois permis la réussite d'une telle entreprise¹. Pour le Canada, nous disposons également de ce type de documents ; bien qu'ils présentent de nombreuses imperfections, ils constituent la seule source pour évaluer la part des domestiques au sein de la population et du marché colonial du travail. Avant toutefois de nous y pencher, il faut d'abord s'interroger sur le concept de « marché du travail » au Canada car, au même titre que ses acteurs, ce marché commence à peine à se mettre en place. Outre cette enquête, nous cherchons aussi à dresser dans ce chapitre un portrait du « métier », proprement dit, de domestique. À partir des informations relevées notamment dans les contrats d'engagement rochelais et canadiens, nous proposons de préciser les principales occupations des domestiques dans la colonie laurentienne. Nous vérifions également si les tâches auxquelles on les affecte se distinguent de celles habituellement réservées aux domestiques de la métropole.

2-1 Le marché du travail au Canada

2-1-1 Un aperçu général

2-1-1-1 Évolution de la population au Canada

Observer la constitution du marché colonial de la main-d'œuvre c'est, au préalable, présenter quelques chiffres sur l'évolution de la population dans la colonie laurentienne, bien connue par ailleurs aujourd'hui. Les historiens démographes estiment que la

¹ J. Dupâquier et al., *Histoire de la population française*, t. 2, Paris, PUF, p.70.

population au Canada atteignait environ 1 200 âmes au milieu du XVII^e siècle². La plupart des ménages étaient concentrés essentiellement à Québec – où les premiers arrivants permanents s’installent en 1608 – ou à proximité. Trois-Rivières et Montréal, fondées respectivement en 1634 et 1642, devaient rassembler à peine 15 ou 20% de la population totale à cette époque. « Autour de ces trois pôles, chefs-lieux des trois entités administratives de la colonie, des paroisses se forment, les plus anciennes se situant autour de Québec. La fondation de paroisses marque dès lors la progression du peuplement le long du Saint-Laurent, de l’aval vers l’amont »³. En effet, après 1650 le nombre de Français augmente rapidement et régulièrement. Vers 1665, au moment des deux premiers recensements, ils sont environ 3 000 ; « au début des années 1680, après une importante poussée d’immigration, ils sont quelque 10 000 »⁴. Les trois chefs-lieu de gouvernement constituent toujours les trois principaux noyaux de population mais on remarque que « Trois-Rivières et Québec sont désormais réunis par un cordon continu de peuplement sur la rive gauche »⁵. Trente ans plus tard, soit à la fin de la période étudiée, les effectifs du Canada ont doublé grâce essentiellement à l’accroissement naturel de la population et comptent environ 20 000 personnes. Répartis dans l’espace, le peuplement forme « un long ruban d’établissements étendu aux rives du Saint-Laurent, depuis l’aval de Québec jusqu’à l’amont immédiat de Montréal, avec des renflements significatifs autour des deux principales agglomérations »⁶. De plus, les écarts de distribution de la population entre les deux rives s’atténuent de plus en plus au profit de la rive droite⁷. Le peuplement de la colonie n’aurait probablement jamais décollé si la Couronne française n’était intervenue entre 1663 et 1672 en lançant un ambitieux programme de développement colonial et d’immigration subventionnée⁸. Trois groupes sont principalement retenus par les historiens

² J. Dickinson et B. Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 2003, p.87.

³ H. Charbonneau, B. Desjardins, J. Légaré et H. Denis, « La population française de la vallée du Saint-Laurent avant 1760 » dans S. Courville (dir.), *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Sainte-Foy, Les Presses de l’Université Laval, 1996, p.32.

⁴ A. Greer, *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*, Montréal, Boréal, 1998, p.30.

⁵ H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.81.

⁶ H. Charbonneau, B et al., « La population française de la vallée du Saint-Laurent ... » dans S. Courville (dir.), *op. cit.*, p.56.

⁷ Nous renvoyons le lecteur aux cartes présentées à l’annexe 2 afin de mieux visualiser l’évolution de la répartition de la population dans la Vallée Laurentienne au XVII^e siècle.

⁸ A. Greer, *op. cit.*, p.25. Voir également H. Charbonneau, B. Desjardins, A. Guillemette, Y. Landry, J. Légaré et F. Nault, *Naissance d’une population. Les Français établis au Canada au XVII^e siècle*, Paris-Montréal, PUF et PUM, 1987, p.18.

pour identifier ceux qui partirent pour la colonie : les filles à marier, appelées également Filles du roi, les militaires et les engagés.

2-1-1-2 Trois catégories d'immigrants

À première vue, les filles à marier n'étaient, par définition, envoyées au Canada que pour trouver un mari, fonder une famille et assurer ainsi le renouvellement de la population coloniale et un meilleur équilibre entre les sexes. Elles contribuèrent néanmoins à alimenter, d'une manière ou d'une autre, le marché de la main-d'œuvre que ce soit en qualité de blanchisseuse, de couturière ou encore de servante, mais aucune étude ne s'est réellement penchée sur la question. Tout le travail est ici à faire. Nous tentons d'y répondre, en partie seulement, dans le cadre de cette analyse en vérifiant, au moment opportun, la proportion de celles identifiées comme servantes parmi l'ensemble des domestiques que nous avons relevé. Nous savons qu'environ 770 Filles du roi arrivèrent dans la colonie entre 1663 et 1673. Contrairement à l'opinion populaire, Yves Landry a démontré que ces immigrantes avaient fait l'objet d'un recrutement spécial, dirigé par des émissaires mandatés à cette fin, et qu'elles venaient de divers milieux, tant sociaux que géographiques⁹. La plupart, près de la moitié, ont été tirées de l'Hôpital général de Paris, un tiers étaient originaires de l'ouest de la France, surtout de la Normandie et du Poitou. La majorité de ces filles appartenaient aux classes populaires, et un tiers environ, parmi les plus pauvres, reçurent une dot de la Couronne¹⁰. Exclusion faite de ce groupe particulier, précisons qu'en règle générale les autres femmes qui émigrèrent au Canada n'entreprirent pas ce voyage pour accompagner ou rejoindre leur conjoint, comme a pu le souligner très

⁹ Y. Landry, *Les filles du Roi au XVII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1992, p.68-69 ; Id., « Les Français passés au Canada avant 1760 », *RHAF*, vol.59, n°4 (printemps 2006), p.483. Voir également l'étude de G. Lanctot, *Filles de joie ou filles du Roi. Étude sur l'émigration féminine en Nouvelle-France*, Montréal, Éditions du Jour, 1966. Sur la répartition des émigrantes dans leur ensemble selon leur catégorie sociale, voir L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.95-96.

¹⁰ Y. Landry précise que « les femmes arrivées en d'autres années qu'en 1669, 1670 et 1671 n'ont pas reçu, sauf exception, de dot du roi ». Il ajoute également que « 12% étaient issues de la notabilité et leur origine sociale était étroitement corrélée à leur degré de richesse et d'alphabétisation » : Y. Landry, *Les filles du Roi...*, *op. cit.*, p.106.

justement Leslie Choquette¹¹. Ce sont donc moins les perspectives d'emploi que la possibilité de trouver un bon mari qui poussèrent ces immigrantes à se déplacer vers le Canada.

« Ce que l'homme ici a partout en face de lui, c'est l'arbre et l'eau », observe Gabriel Debien¹². Pour défricher et dresser des maisons, la colonie a besoin en priorité d'une main-d'œuvre masculine. Elle sollicite également des personnes qualifiées susceptibles de garantir les besoins journaliers et/ou essentiels des premiers habitants. Spécialisés ou non, c'est parmi les soldats et les engagés que le Canada puisa l'essentiel de sa main-d'œuvre dans les premières décennies de son histoire.

Dans le cas des soldats, nous savons que le premier contingent fut envoyé en 1665 sous les ordres de Colbert qui réclama à Jean Talon de mettre tout en œuvre pour les inciter à demeurer au pays une fois la guerre contre les Iroquois terminée. Rappelons que la colonie ne comptait à cette époque que 3 000 colons environ¹³. Il fallait donc bien l'alimenter si l'on voulait qu'elle se développe ou, à tout le moins, qu'elle survive, d'autant qu'elle devait faire face à la menace iroquoise, mais aussi anglaise, toujours grandissante. Ce sont 5 400 militaires qui vinrent au Canada au XVII^e siècle, parmi lesquels 1 200 soldats du régiment Carignan-Salières en 1665¹⁴. Pour faire en sorte qu'ils s'établissent dans la colonie, « le roi se mit en frais de les convaincre : il fit parvenir à Talon une somme de douze mille livres destinée aux soldats qui se marieraient et s'établiraient au Canada et il assura les capitaines de compagnie que sa satisfaction à leur égard serait inversement

¹¹ L. Choquette, *op. cit.*, p.98. Seulement 400 femmes sur les 2 137 qu'elle parvient à repérer auraient accompagné ou rejoint leur mari au Canada. Au sujet des motivations qui poussèrent des femmes à accomplir le voyage vers le Canada Leslie Choquette ajoute également qu'il est possible qu'un « environnement plus cosmopolite [au sein duquel la majorité d'entre elles évoluèrent avant leur départ] ait aidé à envisager l'idée d'un déplacement radical vers le Canada. Ce départ pouvait être aussi une réponse aux conditions démographiques défavorables de cet environnement puisqu'un excédent de femmes représente une des caractéristiques de la démographie urbaine sous l'Ancien Régime – de femmes célibataires en particulier » p.45.

¹² G. Debien, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle », *RHAF*, vol.6, n°2 (1952), p.201.

¹³ M. Boleda, « Les migrations au Canada sous le régime français (1608-1760) », *Cahiers québécois de démographie*, vol.13, n°1, avril 1984, p.27.

¹⁴ H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op.cit.*, p.16. M. Boleda estime les effectifs à la baisse proposant 4 894 militaires pour l'ensemble du XVII^e siècle. Pour tout le régime français, il pousse le chiffre à 13 000 soldats. M. Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire Sociale*, vol.23, n°45, 1990, p.165. Sur le régime de Carignan-Salières, voir J. Verney, *The Good Regiment. The Carignan-Salières Regiment in Canada 1665-1668*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991 ; sur les soldats des troupes de la marine, voir J. Cassel, *The troupes de la marine in Canada, 1683-1760*, Ph. D., University of Toronto, 1988.

proportionnelle aux effectifs qu'ils ramèneraient en France »¹⁵. Lorsqu'ils ne sont pas en guerre, leurs supérieurs les encouragent à travailler pour les habitants. Selon Hubert Charbonneau et Yves Landry,

cette pratique du travail des soldats profitait à toutes les parties : aux soldats qui arrondissaient leurs gages ; aux habitants qui bénéficiaient d'une main-d'œuvre à bon marché ; aux officiers, qui forçaient leurs hommes à partager leur salaire avec eux ; à l'État qui les faisait travailler à divers travaux publics pour « environ un tiers moins que les habitants qui leur son égaux en travail » et qui profitait de la bonne santé des soldats qui logeaient chez les habitants¹⁶.

Louise Dechêne est en revanche plus critique à propos des effets de ce système car, pour travailler chez l'habitant, le soldat devait céder sa paie à son capitaine. Cette pratique courante, et parfaitement illégale, fut à l'origine de nombreux abus et, malgré les avertissements répétés du ministre, des gouverneurs, des intendants, et les dénonciations de l'évêque, l'État toléra la situation. Il s'ensuivit, enchérit Louise Dechêne, des conséquences économiques sérieuses :

des dépenses militaires trop considérables pour permettre d'affecter une partie du budget à des entreprises civiles utiles, une accumulation de capital dans les mains de quelques officiers qui [...] rentrent le plus souvent en France, et surtout un échec au peuplement. Ces soldats réformés au compte-gouttes ont remplacé les engagés de naguère. Les habitants ne sont plus astreints à payer les traversées, à entretenir un domestique pendant la morte saison, puisque les soldats leur fournissent la main-d'œuvre d'appoint nécessaire. La proportion d'engagés qui se fixaient dans la colonie était d'environ 50%, mais il n'y a pas 20% des soldats de la marine qui passent au Canada avant 1715 qui deviennent colons¹⁷.

Quoiqu'il en soit, il demeure extrêmement difficile, si ce n'est impossible, d'établir les qualités professionnelles de ces recrues dans la mesure où ce n'est pas à titre de menuisier ou de charpentier qu'ils partirent pour le Canada, mais bien en qualité de soldat. Jean Hamelin a d'ailleurs été confronté au problème dans son étude sur l'économie et la société en Nouvelle-France. Pour la période étudiée, il souligne à quel point « nous entrons en pleine obscurité. Nous n'avons que peu d'indices. À peine quelques lumières sur le régiment de Carignan [...]. Nous ne mettons pas en doute la valeur physique de ces soldats.

¹⁵ H. Charbonneau et Y. Landry, « La politique démographique en Nouvelle-France », *Annales de démographie historique*, 1979, p.36 ; voir également H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.10.

¹⁶ H. Charbonneau et Y. Landry, *loc. cit.*, p.37.

¹⁷ L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.86-87. Nous reviendrons sur cette question dans le cinquième chapitre.

Mais ce régiment comptait-il beaucoup d'ouvriers qualifiés ? Rien ne le laisse supposer »¹⁸. Les quelques indices qu'il expose tendent néanmoins à démontrer que ce sont principalement des ouvriers agricoles et des apprentis, avec quelques éléments qualifiés, qui composèrent l'essentiel de ces recrues¹⁹. Mais quelle que soit leur profession, ce sont comme aides que ces soldats viennent servir les quelques habitants de la colonie lorsque la guerre ne les retient pas. Encore une fois, ce sont de bras dont le Canada a le plus besoin, surtout en cette période d'installation où tout est à construire, et il y a fort à faire. C'est ce que démontre également Gabriel Debien en étudiant les contrats d'engagement signés à La Rochelle pour le Canada au XVII^e siècle. Il assure à ce sujet que « les soldats et les matelots, disent les contrats, devront se mettre au bois ou à la charrue selon les besoins »²⁰. S'ils ont été nombreux à venir dans la colonie laurentienne, peu d'entre eux y ont signé toutefois un contrat d'engagement durant leurs périodes d'inactivité. Nous n'en avons en effet trouvé qu'une quinzaine dans lesquels ils s'obligeaient à défricher, à labourer une terre, ou encore à couper du bois pour leur employeur. Cette particularité met ici l'accent sur la question globale du recrutement au sein même de la colonie. Si les soldats furent apparemment nombreux à se mettre au service des habitants, il semble que la plupart des engagements aient été conclus de gré à gré, sans recours au service des notaires, limitant par conséquent les possibilités pour l'historien d'évaluer l'ampleur réelle du phénomène.

Les engagés représentent le deuxième groupe en importance à avoir fait un séjour, souvent temporaire, parfois définitif, dans la colonie, et à avoir largement contribué à son développement. Comme nous l'avons déjà signalé, on estime que 5 210 engagés ont fait le voyage sous le régime français : 3 910 seraient arrivés au XVII^e siècle et 1 300 au XVIII^e siècle²¹. Grâce à l'analyse de leur contrat d'engagement, les historiens peuvent se faire aujourd'hui une meilleure idée de ce dont la colonie avait le plus besoin une fois les

¹⁸ J. Hamelin, *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses universitaires Laval, 1960, p.86.

¹⁹ *Ibid* ; voir également L. Choquette, *op. cit.*, p.101-102.

²⁰ G. Debien, *loc. cit.*, p.201. Notons ici que cette citation concerne les engagés pour l'Acadie exclusivement. Curieusement, nous n'avons pas trouvé cette mention parmi ceux qui partaient pour la colonie laurentienne. En effet, les clauses des contrats des militaires recrutés à La Rochelle pour le Canada stipulaient clairement qu'ils étaient engagés en qualité de soldat pour obéir aux ordres du lieutenant général de la colonie ou de ses officiers, et non pour « se mettre au bois ou à la charrue ». Par conséquent, nous ne les avons pas retenus dans le cadre cette étude. Cependant, contrairement à ce que disent les contrats, il n'est bien sûr pas exclu qu'ils aient travaillé comme domestique une fois arrivés dans la colonie. Le problème soulevé ici est que la dénomination socioprofessionnelle au départ de la France est une chose, l'activité au Canada une autre.

²¹ Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France : bilan historiographique et perspectives de recherche », dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.67.

premiers colons établis. Toutefois, s'il est plus aisé de déterminer les catégories professionnelles auxquelles appartiennent les engagés, la question devient plus délicate lorsque vient le temps d'évaluer leurs compétences. En effet, et Jean Hamelin ici encore expose toute l'étendue du problème, « il y a charpentier et charpentier. Une chose est d'être capable de scier et de clouer des planches et une autre de les agencer avec art »²². Plusieurs indices permettent néanmoins d'échapper un tant soit peu à cette difficulté en tenant compte notamment de l'âge ou encore du salaire des engagés²³. Une fois ces précautions prises, il est possible d'identifier deux courants dans la qualité professionnelle des engagés entre 1630 et 1713. Le premier couvre les années 1630 à 1660 et correspond à la période d'implantation. Selon Jean Hamelin, « la préférence est accordée aux défricheurs, aux laboureurs, aux métiers de base : charpentiers, menuisiers, maçons. Les autres métiers ont leurs représentants dans la mesure où leur présence est indispensable »²⁴, comme par exemple les boulangers, les cordonniers ou encore les tailleurs. À l'inverse, l'année 1656 marque un tournant dans le choix des engagés recrutés, phénomène largement imputable à la croissance des besoins de la colonie. En effet,

à cette époque la preuve est faite que la colonie vivra. Des terres sont défrichées, des seigneuries concédées. Il faut des bras. Mais alors que la demande augmente, décuple peut-être, le désir d'aller aux colonies ne s'accroît pas. Faute d'un produit de première qualité, les commerçants se tournent vers les succédanés : des adolescents, des gens sans métier, des journaliers forment la masse des nouveaux arrivants²⁵.

Il y a donc, à partir de 1656, un glissement qui s'opère quant à la sélection de la main-d'œuvre, les engagés qualifiés de la première période laissant la place dans la seconde aux journaliers, apprentis et garçons de service. Cette évolution n'affecta pas pour autant la composition générale de la société coloniale. En suivant près de la moitié de l'immigration brute, Leslie Choquette a bien démontré, pour l'ensemble de la colonie sous le régime

²² J. Hamelin, *op. cit.*, p.75.

²³ J. Hamelin souligne en effet que « les engagés de 15 à 18 ans ne peuvent *a priori*, être considérés comme des immigrants qualifiés ». De la même manière, les salaires les plus élevés tendraient à présumer de la valeur professionnelle de ceux qui en bénéficient. Rendu dans la colonie, il est possible de différencier l'ouvrier qualifié de celui qui ne l'est pas en vérifiant la pratique de son métier à partir des recensements, des archives notariales ou encore des rôles de paie envoyés par l'intendant. Enfin, la règle voulant que le bon ouvrier enseigne son métier à un ou plusieurs de ses fils doit être prise en considération et cela même si elle souffre d'exceptions : voir J. Hamelin, *op. cit.*, p.76. Sur la question du rapport entre l'âge de l'engagé et son statut social, nous renvoyons le lecteur à l'étude de L. Choquette, *op. cit.*, p.133-134.

²⁴ J. Hamelin, *op. cit.*, p.76. Précisons que l'auteur utilise les contrats d'engagement repérés par G. Debien, M. Gaucher et M. Mondoux. Il n'a analysé que les contrats pour la vallée du Saint-Laurent, délaissant ceux pour l'Acadie et l'Île Royale. Son enquête ne porte que sur le quart des contrats.

²⁵ J. Hamelin, *op. cit.*, p.81.

français, que « des membres de chaque strate sociale ont participé au mouvement, permettant à un microcosme de la société française de s'enraciner outre-mer »²⁶. Ce qui ressort de son analyse, c'est l'importance relative de l'élite – les nobles et les bourgeois émigrant vers le Canada étant proportionnellement deux fois plus nombreux que dans leur société d'origine²⁷ – et des activités artisanales – secteurs de la construction et des métiers du bois, du fer, du textile et de l'alimentation – chez les émigrants. En ce qui concerne le secteur de l'habillement en particulier, Leslie Choquette fait remarquer, avec raison, qu'on peut toutefois se demander comment les choses se sont passées au Canada pour les travailleurs de ce secteur car, « même avec ses élites et ses militaires la colonie ne semblait pas pouvoir fournir assez de travail pour occuper ces centaines de cordonniers et de tailleurs d'habits, ces 26 tanneurs et ces 15 boutonniers » ; la même observation est d'ailleurs valable pour ceux du secteur de l'alimentation²⁸. Plus largement, le problème soulevé ici, c'est la discordance entre les métiers artisanaux au départ de la France et les emplois possibles au Canada. Beaucoup ont dû devenir domestiques dans la colonie comme nous le verrons un peu plus bas. L'importance des gens de métiers dans l'immigration brute varie cependant dans le temps et il se trouve que c'est principalement au début de l'aventure coloniale que le plus gros contingent arriva au Canada. Mais quelle est au juste la part des hommes à tout faire, déclarés comme tel dans les contrats, au sein de cette immigration brute ?

2-1-1-3 Proportion des domestiques parmi les engagés et au sein de l'immigration brute

Rappelons pour commencer que nous n'avons relevé que les contrats d'engagement signés à La Rochelle trouvés par Gabriel Debien, liste que nous avons ensuite complétée

²⁶ L. Choquette, *op. cit.*, p.90-91. Son étude porte sur 16 000 émigrants français, soit un peu plus de la moitié de l'immigration brute au Canada évaluée à 30 000 personnes minimum. M. Boleda a notamment souligné et dénoncé les estimations exagérées avancées par L. Choquette au sujet de l'immigration brute. Cette dernière évalue le nombre d'immigrants de 54 000 à 67 000, et même 100 000 personnes. Pour M. Boleda, ces estimations sont extrêmement douteuses, qui plus est si l'on prend en considération la capacité des navires de l'époque et la courte saison de navigation sur le Saint-Laurent. M. Boleda, « Trente mille Français... », *loc. cit.*, p.174.

²⁷ L. Choquette, *op. cit.*, p.89.

²⁸ L. Choquette, *op. cit.*, p.100 et 104. Ajoutons également à titre indicatif que les métiers de la mer et les emplois non rattachés à une corporation professionnelle établie rassemblent plus de 15% des émigrants ; ce sont parmi eux que l'on retrouve les domestiques (p.99).

par les documents que les Archives nationales du Canada ont récemment mis au jour²⁹. Au total, 262 contrats concernant 319 domestiques ont été retenus. Ce dernier chiffre constitue tout de même 40.5% de l'ensemble des engagés à La Rochelle entre 1640 et 1710, les 59.5% restants étant composés de gens de métiers, ou du moins de personnes ayant été recrutées pour pratiquer dans la colonie la profession à laquelle ils ont déclaré appartenir au moment de signer leur contrat³⁰. En observant leur répartition dans le temps (tableau 2.1), nous remarquons que ces engagements ne sont pas répartis régulièrement sur l'ensemble de la période étudiée. Sur les 71 années concernées, 40 sont complètement sans contrat ; vingt sont très pauvres et n'ont laissé qu'entre un et cinq contrats par année ; sept sont encore médiocres et ne regroupent chacune qu'entre 6 et 15 contrats ; seules quatre années sont relativement riches : de 20 à 68 contrats (1642, 1656, 1657 et 1665). Bien que très irréguliers, et au risque d'être très schématiques, ces résultats pourraient suggérer que la demande de domestiques a été forte jusqu'au milieu des années 1660, puis faible ensuite jusqu'à la fin de la période. Ce tableau pourrait aussi laisser supposer que la demande de domestiques commence à être comblée par l'offre locale après 1665, hypothèse que nous tentons de vérifier dans le cinquième chapitre. Mais quelles que soient les explications, l'interprétation des statistiques de l'émigration des domestiques vers le Canada, passée par La Rochelle, apparaît extrêmement hasardeuse du fait précisément des lacunes des minutes notariales rochelaises. Comme l'écrivait Gabriel Debien, « confronter les départs d'une année avec ceux d'une autre année, c'est aller au-devant d'erreurs, car les dénombrements ne sont pas complets pour toutes les années »³¹. Néanmoins, en tenant compte du contexte colonial, des besoins au Canada, et des politiques migratoires de la métropole, nous avons vu précédemment, grâce à l'étude de Jean Hamelin, qu'il était tout de même possible de cerner les grandes tendances de l'évolution de l'immigration des engagés au Canada. Ces 262 contrats sont donc « un outil statistique certes, mais aucunement pour établir un mode de comparaison entre les flux migratoires annuels ou par destination. Cet outil aidera à saisir certaines caractéristiques des engagés, essentiellement par le lieu de leur naissance ou leur adresse, parfois les deux, par leur âge, leur métier, leur destination, les conditions de

²⁹ G. Debien, *loc. cit.* L'ensemble de ces contrats est disponible sur le site internet des Archives nationales du Canada à partir du moteur de recherche intitulé « Archivianet ».

³⁰ Nous observons dans le sixième chapitre la composition de ces domestiques ; notons seulement ici que la majorité (plus de 60%) n'a déclaré aucune profession ; les autres, au contraire, sont principalement journaliers, laboureurs, ou encore garçons de service.

³¹ G. Debien, *loc. cit.*, p.184..

Tableau 2.1 – Répartition des contrats d’engagements signés à La Rochelle et concernant des domestiques entre 1640 et 1710

Année	Nombre de contrats
1641	1
1642	23
1643	9
1644	11
1645	1
1648	2
1649	2
1651	2
1655	6
1656	20
1657	44
1658	12
1659	11
1661	2
1662	3
1665	68
1666	2
1667	8
1668	6
1671	4
1672	1
1683	4
1685	4
1687	1
1688	1
1691	1
1696	3
1699	3
1700	5
1704	1
1708	1
Total	262

Source : Actes notariés rochelais

leur engagement et quelques autres détails, permettant de broser un tableau »³² des « trente-six mois » recrutés comme hommes à tout faire.

À défaut d’interpréter les variations annuelles de l’immigration des domestiques, il est toujours possible de proposer une estimation globale de la part des serviteurs au sein de

³² G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l’Université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 278.

l'immigration observée. Ainsi, en admettant que la proportion des domestiques parmi les engagés de La Rochelle est la même pour l'ensemble des engagés évalué à 5 210 individus³³, nous obtenons alors environ 2 100 domestiques pour tout le régime français, soit 1 580 pour le XVII^e siècle et 520 pour le XVIII^e siècle. Bien entendu, cette estimation est à prendre avec précaution car elle suppose que les besoins du marché de travail colonial restent constants et que l'organisation du recrutement – en France comme au Canada – ne change pas. De plus, elle ne tient pas compte du fait que la dénomination socioprofessionnelle des engagés au départ de la métropole ne débouche pas obligatoirement – il s'en faut – sur un emploi correspondant au Canada et que nombre d'artisans, par exemple, ont pu devenir finalement des domestiques dans la colonie. Néanmoins, les précautions prises pour repérer les hommes à tout faire dans les contrats rochelais, nous autorisent à penser que ces 40% peuvent faire référence et surtout ne représentent qu'un minimum, compte tenu en plus des lacunes des minutes rochelaises. À cet égard, nous pouvons regretter que Leslie Choquette ait adopté une grille d'analyse trop rigide au moment d'aborder dans son étude la question des métiers des émigrants, assimilant ce que nous appelons des domestiques au groupe des professions maritimes et à la composante agricole de l'émigration française au Canada³⁴. Une répartition plus fine des secteurs d'activité, en dépit des difficultés qu'implique une telle recherche, aurait probablement permis d'observer des différences dans leur répartition régionale même si la très grande majorité, tous secteurs d'activités confondus d'ailleurs, provient du nord-ouest, du centre-ouest et du sud-ouest de la France³⁵. Lorsque Leslie Choquette distribue les émigrants de son corpus selon leur catégorie sociale, ce sont chez les manouvriers et les paysans qu'il faut chercher les domestiques et, résultat pour le moins révélateur, la proportion de ces deux catégories au sein de l'ensemble des émigrants de son corpus – qui représente plus de la moitié de l'immigration observée – équivaut sensiblement au même

³³ Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France... », *op. cit.*, p.67.

³⁴ L. Choquette, *op. cit.*, p.99. Les tableaux de la répartition des émigrants selon leur secteur d'activité et suivant leur catégorie sociale à partir des données de L. Choquette sont reproduits à l'annexe 3.

³⁵ Nous abordons en détail la question de la répartition géographique des engagés immigrants dans le sixième chapitre de la thèse.

pourcentage que celui proposé plus haut pour les domestiques de La Rochelle, soit 40%³⁶. Au regard de ces résultats et de ceux proposés par Leslie Choquette, il semble raisonnable de considérer que, pour la période étudiée comme pour l'ensemble du régime français, les domestiques représentaient probablement plus du tiers de l'immigration brute au minimum. Par rapport aux autres catégories de migrants au Canada, l'importance du groupe des domestiques dans la colonie laurentienne et au sein du marché colonial du travail commence déjà ici à se préciser.

2-1-1-4 Évolution des secteurs économiques au Canada

Au premier abord, il peut sembler difficile de donner une représentation fidèle du marché colonial du travail dans la mesure où d'une part, « la société n'a pas encore de structures rigoureuses à l'intérieur desquelles on puisse avec certitude grouper des individus [et où, d'autre part,] les métiers eux-mêmes ne sont guère que des points de repère pour observer l'occupation des hommes »³⁷. Néanmoins, il est possible d'exposer grossièrement les grandes lignes de son évolution et ses principales caractéristiques.

Le commerce des fourrures, à l'origine des premiers établissements permanents de la France en Amérique du Nord, « constitua la base du premier véritable système économique de la colonie »³⁸. Nous savons que jusqu'en 1650, la traite des fourrures requiert peu de main-d'œuvre européenne. Elle repose en fait sur une main-d'œuvre autochtone et sur des réseaux commerciaux séculaires, situation qui explique d'ailleurs la lenteur de la progression de la colonisation française au Canada³⁹. Les choses changent cependant rapidement après que les tribus de l'alliance française, et particulièrement les Hurons,

³⁶ L. Choquette, *op. cit.*, p.89-90. A cette estimation, il faudrait ajouter la proportion des manouvrières et des paysannes, que l'auteur sépare de la population masculine. Cependant, leurs effectifs étant très faibles comparés à leurs équivalents masculins, nous avons tout lieu de croire qu'elles n'ont pas modifié de manière significative la répartition globale des émigrants selon leur catégorie sociale. Précisons également que pour L. Choquette, les manouvriers sont des « « gaigne-deniers » indépendants qui n'avaient que peu de biens et de talents, mais qui sous-traitaient eux-mêmes et directement auprès de leurs clients. D'autres étaient bien sûr des domestiques ». Les paysans sont, quant à eux, principalement des laboureurs, des journaliers et des défricheurs, catégories que nous avons incluses dans nos critères de sélection pour les domestiques français.

³⁷ M. Trudel, *La population du Canada en 1663*, Montréal, Fides, 1973, p.91.

³⁸ J. Mathieu, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord. XVIe-XVIIe siècles*, Québec, PUL, 1993, p.82.

³⁹ J. A. Dickinson et B. Young, *op. cit.*, p.35. D. Delâge ajoute qu'« au-delà d'une population réduite d'agriculteurs assurant la subsistance des commis d'un comptoir de traite, tout accroissement de la population européenne risque de multiplier les intermédiaires et de modifier, au détriment de la compagnie monopoliste, les termes d'échange et, par conséquent, les profits » : voir Denys Delâge, *Le pays renversé : Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664*, Montréal, Boréal, 1991, p.247.

furent décimées par les maladies – apportées par les Français – et par leurs ennemis, les Iroquois, numériquement et militairement supérieurs⁴⁰. « La dispersion des Hurons, achevée en 1650, eut deux effets considérables : elle fournit du travail aux Français comme intermédiaires dans la traite des fourrures, et elle ouvrit des marchés pour les produits agricoles, tant dans la population française que dans les tribus semi-nomades de l'alliance française »⁴¹. Ce changement radical aurait eu également, toujours selon John A. Dickinson, des conséquences sur le taux d'absorption de la colonie : alors qu'avant 1650, 73.3% des immigrants rentrent en France, après cette date, c'est un peu plus de la moitié – 52.2% – qui opte pour le Canada⁴². Rien cependant ne lui permet de confirmer son hypothèse. Une chose est sûre en revanche : en raison de la dispersion des Hurons et des autres nations sédentaires de l'Ontario par les Iroquois, « l'ère des coureurs de bois débuta en 1653, non pas par mépris pour l'autorité ni par amour d'une vie indépendante, mais à cause des besoins économiques »⁴³.

Suite à la chute de la Huronie, le rythme des établissements s'accélère légèrement⁴⁴. Dans ce nouveau contexte économique, le Canada passe d'environ 1 200 âmes en 1650 à 3 300 individus en 1663 et a besoin de tous les corps de métier pour rendre viable la société qui s'installe. Les premiers colons devaient toutefois composer avec ce que la métropole leur envoyait et généralement « s'organiser avec les éléments que [leur] amèn[ait] le hasard des circonstances »⁴⁵. Marcel Trudel propose un portrait de la répartition des groupes

⁴⁰ Sur les causes de la destruction de la Huronie, voir D. Delâge, *Le Pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est – 1600-1664*, Montréal, Boréal Express, 1995, chapitre 4 ; B. Trigger, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs. Français et Amérindiens en Amérique du Nord*, Montréal, Boréal Compact, 1992, p.359-376.

⁴¹ J. Dickinson et B. Young, *op. cit.*, p.88. T. Wien signale toutefois qu'il convient de demeurer prudent quant à l'ouverture réelle de nouveaux marchés pour les produits agricoles. Il note en effet que « l'élan est provisoire, car les réfugiés amérindiens dispersés par l'offensive iroquoise se mettent bientôt à produire du maïs dans leurs nouveaux établissements de la région des Grands Lacs ». De plus, pour affirmer que l'essor de l'agriculture est en grande partie attribuable aux nouveaux marchés rendus disponibles par la dispersion des peuples sédentaires, J. Dickinson s'appuie sur le témoignage de Simon Denys, récit enthousiaste mais sans doute exagéré selon T. Wien : voir T. Wien, « Le Pérou éphémère : termes d'échange et éclatement du commerce franco-amérindien, 1645-1670 », dans S. Dépatie et al. (dir.), *Vingt ans après Habitants et marchands. Lectures des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p.169 et note 52.

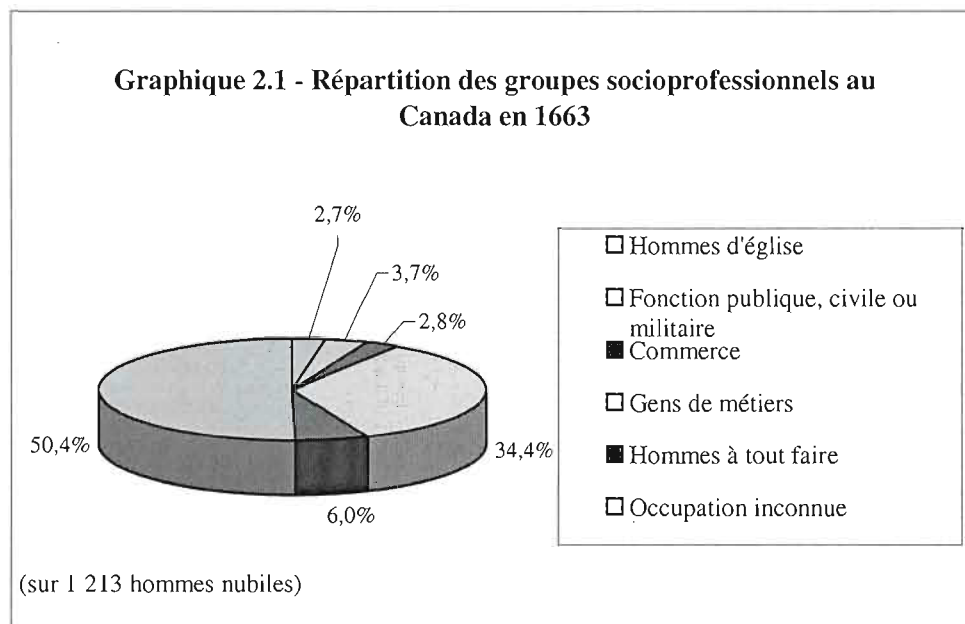
⁴² J. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *Canada ieri e oggi*, Atti del 6^e Convegno internazionale di studi canadesi, Selva di Fasano, 27-31 mars 1985, Schena Éditions, p.95

⁴³ J. A. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *loc. cit.*, p.104 ; sur la concurrence que se livrent les Français dans le commerce des fourrures : voir T. Wien, « Le Pérou éphémère... », dans S. Dépatie et al. (dir.), *op. cit.*, p.169-172.

⁴⁴ La quantité de terres concédées aux colons passa ainsi du simple au triple pendant les 19 années qui suivirent la dispersion des Hurons : voir J. Dickinson et B. Young, *op. cit.*, p.39.

⁴⁵ M. Trudel, « Les débuts d'une société : Montréal, 1642-1663 », *RHAF*, vol.23, n°2 (sept. 1969), p.199.

professionnels au Canada en 1663. Deux ensembles se distinguent du graphique (graphique 2.1) : d'une part, celui des gens de métiers, parmi lesquels on trouve bon nombre d'ouvriers de la construction et de la terre, et qui regroupe plus du tiers des 1 213 hommes nubiles observés ; d'autre part, celui des 611 individus dont l'occupation n'a pu être déterminée mais qui pourraient sans doute être assimilés au groupe des hommes à tout faire, employés aux défrichements, à l'agriculture ou encore au transport des fourrures dans les entrepôts du Saint-Laurent. L'Église, la fonction publique, civile ou militaire et enfin le commerce ne réunissent pour leur part qu'à peine 10% de l'ensemble du corpus analysé par Marcel Trudel.



Source : M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, Tome III, La Seigneurie des Cent-Associés. T.II : La Société*, Montréal, Fides, 1983, p.634-636.

La croissance, qui débute vers 1652, ne s'arrête pas en 1663, remarque John A. Dickinson, mais se poursuit jusqu'en 1670 de sorte que la population passe d'environ 3 000 à 7 000 âmes dans l'intervalle de ces deux dernières années. Ensuite, elle s'essouffle et ce pour deux raisons : d'abord parce que le parrainage de l'État prend fin après la reprise de la guerre en Europe et, ensuite parce que le marché du travail se referme.

L'économie ne pouvait absorber plus que les 400 à 500 hommes requis pour le transport de la fourrure vers Montréal et environ un millier d'exploitations agricoles individuelles. Par-delà

ce seuil, toute expansion était laborieuse et impliquait sans doute une diminution collective du niveau de vie⁴⁶

À partir de 1681, lorsque le commerce dans l'Ouest est officiellement autorisé, moyennant l'obtention d'un permis, la traite des fourrures s'organise et devient progressivement l'affaire de professionnels au détriment des coureurs des bois. Ainsi, comme le démontre Louise Dechêne, « un corps d'intermédiaires commence à émerger » : il s'agit des voyageurs⁴⁷. Outre ces professionnels, cette réorganisation donne également lieu à une nouvelle forme de participation : celle de l'engagement pour la traite. De jeunes garçons, dont quelques fils de paysans, à qui l'on interdit de faire la traite pour leur compte, sont ainsi recrutés pour monter les marchandises et descendre les fourrures dans les entrepôts. Après 1700, et ce en dépit de la fermeture officielle des postes de traite dans l'Ouest en 1696, le mouvement des hommes vers l'Ouest s'intensifie, mais le phénomène est de courte durée puisque, dès 1705, le cours du castor s'effondre comme en 1664⁴⁸. Parallèlement, des engagés affluent de nouveau au Canada. En effet, après que les effectifs de ces travailleurs aient littéralement chuté entre les périodes 1608-59 et 1680-99, on constate qu'ils augmentent de nouveau au tournant du XVIII^e siècle, et ce jusqu'en 1739⁴⁹. Le secteur de l'agriculture est assuré par les paysans propriétaires, aidés de leur femme, de leurs enfants et éventuellement d'un ou deux domestiques. Ces *habitants* seraient plus d'un millier d'après le recensement de 1681 (graphique 2.2). Nous remarquons en effet que les exploitants agricoles représentent près de la moitié (44%) des 2 936 hommes de 15 ans et plus recensés cette année-là. La catégorie des professions non-déclarées est la deuxième en importance (26%). Encore une fois, elles « concernent des jeunes gens vraisemblablement sans profession précise et qui pourraient être à toutes fins pratiques assimilés aux

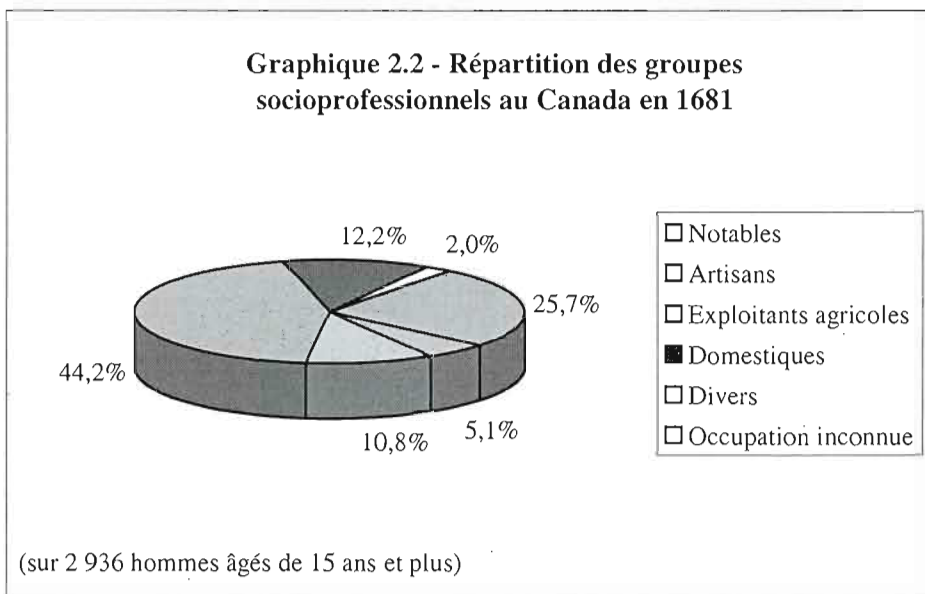
⁴⁶ J. A. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *loc. cit.*, p.103. C'est également ce que confirme L. Dechêne pour Montréal spécifiquement : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.62.

⁴⁷ C'est un titre, précise L. Dechêne, « que revendiquent les anciens coureurs de bois qui ont mérité la confiance des marchands et mettent à leur service leur expérience et leurs bonnes relations avec les indigènes de l'intérieur » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.176-179.

⁴⁸ L. Dechêne, *op. cit.*, p.143 et 180.

⁴⁹ Regroupant les estimations proposées par G. Carpin et M. Boleda, Y. Landry évalue à 3 200 le nombre d'engagés émigrant au Canada entre 1608 et 1659. Les vingt années suivantes n'en réuniraient que 520, puis 190 entre 1680 et 1699. De 1700 à 1719, les effectifs de la période précédente doublent (380 engagés français) et comptent finalement 558 individus entre 1720 et 1739 : voir Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France », *op. cit.*, p.171.

Graphique 2.2 - Répartition des groupes socioprofessionnels au Canada en 1681



Sources : recensement du Canada de 1681, H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.89

domestiques, aux manœuvres et surtout aux défricheurs et aux voyageurs »⁵⁰. Une chose est sûre : même confondus avec les hommes à tout faire, ces travailleurs sont proportionnellement moins nombreux en 1681 que vingt ans auparavant, signe que le contexte économique a bel et bien changé mais aussi que le marché du travail commence à se structurer. La proportion de l'élite – qui comprend les notables et les gens d'église – est quant à elle sensiblement identique à celle observée en 1663. Enfin, les artisans réuniraient 11% de l'ensemble des hommes de 15 ans et plus, soit environ 300 personnes. Furent-ils suffisants pour répondre aux besoins de la colonie ? Jean-Pierre Hardy et David-Thierry Ruddel soulignent que la question a été discutée maintes fois mais que jamais les historiens n'ont pris le risque d'indiquer un ordre de grandeur qui aurait pu servir de base de comparaison⁵¹. Ceci dit, les efforts déployés par les autorités coloniales et métropolitaines pour implanter très tôt, dès les années 1660, l'apprentissage dans la colonie furent semble-t-il rapidement couronnés de succès. Une fois les premiers artisans établis au Canada, les apprentis, recrutés essentiellement dans la colonie, parmi les premiers natifs du pays,

⁵⁰ H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.88.

⁵¹ J.P. Hardy et D. T Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1818*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, p.23. Voir également sur cette question l'article de P. Moogk, « Apprenticeship Indentured : A Key to Artisan Life in New France », *Canadian Historical Association*, 1971, p.65-83.

garantirent le remplacement et l'expansion des métiers⁵². Ainsi, parce qu'ils disposaient très tôt d'apprentis, les artisans eurent sans doute peu recours aux services de domestiques. Rappelons à cet égard que si l'apprenti ou le compagnon peut être amené à faire ce que lui demande son maître au même titre qu'un serviteur, il n'en demeure pas moins que son statut est différent en ce sens où, contrairement au domestique, il est d'abord engagé pour apprendre les rudiments d'un métier.

En terminant, il convient de considérer un dernier secteur économique important : la pêche. « Jusqu'à la fin du Régime français, en 1760, la France importa beaucoup plus de morues que de fourrures, et la pêche mobilisa beaucoup plus de marins et de navires que tous les autres commerces réunis de la France avec ses colonies »⁵³. Cette activité fut surtout le fait de propriétaires de navires de Saint-Malo et de Granville. Cependant, les marchands de la colonie y prirent également part⁵⁴, surtout au XVIII^e siècle, et recrutèrent à cette fin quelques domestiques. Cette activité ne nécessita toutefois qu'une main-d'œuvre limitée comparativement aux secteurs de l'agriculture ou de la traite des fourrures, et ne fut en définitive, pour la plupart des colons, qu'une activité complémentaire au défrichement ou à la culture de leurs exploitations.

En résumé, pour l'ensemble de la période étudiée, il faut distinguer deux secteurs économiques dont les besoins en travailleurs salariés sont importants : le commerce des fourrures et l'agriculture. Dès les années 1670 toutefois, l'économie de la colonie n'est apparemment plus capable d'absorber plus que ce qu'elle a déjà reçu en main-d'œuvre. De plus, à partir des années 1680, le commerce des fourrures s'organise, se professionnalise, et l'agriculture peut commencer à compter sur les bras des premiers natifs du Canada. L'artisanat et la pêche sont également deux secteurs à l'intérieur desquels nous sommes

⁵² J.-P. Hardy et D. T. Ruddel, *op. cit.*, p.32. J. Hamelin estime toutefois que le phénomène demeure superficiel et parle même de crise aiguë de la main-d'œuvre qualifiée mais ne va pas plus loin dans sa réflexion. Il n'essaie pas de voir si la main-d'œuvre spécialisée déjà sur place a pu être, à tout le moins, suffisante pour les besoins de la colonie, même dans un contexte économique primitif. L'auteur a trop été influencé selon nous par les inquiétudes des administrateurs de la colonie à ce sujet. Contrairement à ce que pouvaient laisser entendre les dirigeants de la colonie, Dale Miquelon démontre en élargissant la démonstration de P. Moogk, que la réserve d'ouvriers qualifiés était suffisante dès 1685. En fait, dit-il, « the frequent complaints of administrators about the shortage of skilled labour probably reflect the short-run needs that the indentures reveal as well as the demand for new skills required by plans for economic diversification, needs that could not be met by the conservative institutions of apprenticeship ». J. Hamelin, *op. cit.*, p.103-104 ; Dale Miquelon, *New France, 1701-1744, « A Supplement to Europe »*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, p.209 et 211 ; P. Moogk, « Apprenticeship Indentured », *loc. cit.*, p.77.

⁵³ J. Dickinson et B. Young, *op. cit.*, p.33.

⁵⁴ J. Dickinson et B. Young, *op. cit.*, p.93

susceptibles de trouver quelques domestiques. Mais, pour l'un comme pour l'autre, les besoins sont beaucoup plus limités puisque les artisans disposent très tôt d'apprentis et que la pêche demeure une activité secondaire dans la colonie. Nous avons vu précédemment que les domestiques représentaient au moins le tiers de l'immigration brute. Quelle place occupent-ils concrètement en Nouvelle-France ? Une première évaluation de la domesticité dans la colonie s'impose à présent.

2-1-2 Les domestiques au Canada : un groupe social important

2-1-2-1 *Présentation et critiques des données tirées des recensements*

Pour évaluer la proportion des domestiques dans la colonie et au sein du marché du travail, nous disposons d'une source de premier ordre : les recensements nominatifs de 1666, 1667 et 1681⁵⁵. Ces documents « présentent un portrait ponctuel de l'état d'une population à un moment donné de son histoire »⁵⁶. Ils concernent l'ensemble de la colonie, soit tous les individus établis sur les rives du Saint-Laurent. Décidés par Colbert, les deux premiers relevés sont entrepris sous l'intendance de Talon. Ils avaient pour but de « « mieux connaître la véritable force et les differens mestiers [des] colons ». Nominatifs, ils contiennent l'âge, l'état matrimonial, la profession et le lieu de résidence de chaque individu »⁵⁷. Celui de 1681 est le dernier recensement du XVII^e siècle et est réalisé sous l'intendance de Duchesneau, près de dix ans après l'importante poussée d'immigration vers la colonie. Il présente les mêmes caractéristiques que les précédents. Ajoutons cependant que les relevés de 1667 et 1681 se distinguent du premier sur un aspect important : ils portent tous les deux sur l'agriculture et dénombrent les animaux de ferme et les « arpents mis en valeur ».

⁵⁵ M. Boleda et R. Lalou soulignent que « les historiens de la Nouvelle-France se montrent aujourd'hui pour le moins réservés à l'égard » de ces documents mais insistent sur le fait que, malgré leurs omissions, nous ne pouvons conclure à leur inutilité : « l'histoire démographique de la Nouvelle-France est en effet trop incomplète pour qu'on se permette de négliger ce qui constitue en définitive un document de tout premier ordre pour l'étude de la population » dans la colonie laurentienne. Nous partageons sans réserve leur opinion. Voir R. Lalou et M. Boleda, « Une source en friche : les dénombrements sous le régime français », *RHAF*, vol.42, n°1, 1988, p.71.

⁵⁶ D. Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p.23

⁵⁷ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, 22^{ème} année, vol. 6 (1967), p.1031

Hubert Charbonneau et ses collaborateurs sont les premiers à avoir proposé une étude analytique de ces documents sous l'angle démographique⁵⁸. Il leur a été possible de dresser, entre autres, un portrait de la population masculine âgée de 15 ans et plus selon la profession à partir des trois recensements concernés (tableau 2.2). Ils ont ainsi dénombré 346 domestiques en 1666 et 478 en 1667. Ces résultats représentent respectivement

Tableau 2.2 – Nombre et pourcentage des domestiques recensés en 1666, 1667 et 1681 parmi la population masculine âgée de 15 ans et plus⁵⁹

	1666		1667		1681	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Domestiques	346	25	478	31	358	12
Autres professions déclarées	907	66	741	48	1824	62
Profession non déclarée	127	9	320	21	754	26
Ensemble	1 380	100	1 539	100	2 936	100

Sources : H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 » *loc. cit.*, p.1040 ; H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.89.

25% et 31% de l'ensemble de la population mâle, âgée de 15 ans et plus, recensé ces années-là. Pour le troisième relevé, ils ont compté 358 serviteurs, chiffre qui constitue 12% des 2 936 individus mâles de 15 ans et plus recensés en 1681. Ils précisent cependant qu'il faudrait ajouter « une soixantaine de domestiques de sexe masculin âgés de moins de quinze ans » ainsi qu'une centaine de femmes, ajustement qu'ils ne font d'ailleurs pas pour les deux premiers recensements⁶⁰. Pour l'année 1681, ces ajouts porteraient à 518 approximativement le total des serviteurs.

Ces données se distinguent, nous allons le voir, de celles que nous avons calculées. Avant de les présenter, il faut rappeler brièvement la méthode de travail et de repérage utilisée. À partir de la version cd-rom du *PRDH* dans laquelle sont consignées toutes les informations contenues dans les recensements (noms, âge, état matrimonial, profession et lieu de résidence de chaque individu), il a été possible d'identifier rapidement tous les domestiques recensés en 1666, 1667 et 1681. Ce support cd-rom offre en effet l'avantage de contenir une section « profession » qui permet de repérer facilement les domestiques en

⁵⁸ *Ibid.* ; H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*

⁵⁹ Nous présentons à l'annexe 4 un tableau résumé des données relevées par H. Charbonneau et ses collaborateurs pour les trois recensements.

⁶⁰ H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.88.

utilisant divers mots clés s'y rapportant. Ces vocables ont été présentés dans le chapitre précédent. Plusieurs d'entre eux n'ont rien donné comme par exemple le terme « journalier » : la grande majorité des protagonistes sont identifiés dans les recensements comme « domestique ». Il subsiste néanmoins quelques particularités qui soulèvent encore une fois tout le problème de la définition de la domesticité. En effet, s'il y a dans les recensements des domestiques au sens strict du mot, il y en a d'autres aussi qui sont associés à une multitude de métiers comme boucher, charpentier, cordonnier, etc., plus particulièrement dans le recensement de 1666. Ainsi, par exemple, le « domestique, charpentier » ou bien encore le « domestique, engagé, boulanger », doivent-ils être considérés comme des domestiques au sens strict du terme ? Cette question mérite d'être éclaircie. Il faut préciser d'emblée que cette caractéristique tient au fait que les règles entourant l'enregistrement des métiers n'étaient pas encore bien établies pour les deux premiers recensements. Le recenseur était donc libre de définir la catégorie professionnelle des personnes qu'il inventoriait, surtout pour celui de 1666. En outre, « de l'aveu même de Talon, on avait cherché à connaître les qualifications des individus beaucoup plus que le métier exercé de façon permanente en Nouvelle-France »⁶¹. Cette volonté expliquerait, d'une certaine manière, les deux ou trois vocables employés pour identifier la ou les qualités d'une même personne mais aussi le fait que l'utilisation du terme « *domestique* » soit davantage synonyme d'« *employé* » que d'une catégorie professionnelle spécifique. En d'autres termes, tout individu qui travaille moyennant salaire chez un habitant ou une institution religieuse est perçu comme un domestique aux yeux du recenseur, le vocable ayant ici, en quelque sorte, une connotation administrative⁶². Nous avons vu, dans le chapitre précédent, qu'un individu s'identifiant comme artisan ou ouvrier spécialisé dans son contrat d'engagement peut être embauché en qualité de domestique si rien n'indique, dans les clauses de son contrat, qu'il a été engagé pour exercer son métier mais bien pour

⁶¹ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p.1041.

⁶² L'exemple le plus frappant est sans aucun doute lorsque le recenseur présente les *domestiques* des communautés religieuses à la suite des pensionnaires ou des religieux. La liste des noms des employés est suivie de l'âge et éventuellement du métier des travailleurs. Pour la plupart il est question d'engagés, de travailleurs mais également d'ouvriers spécialisés comme le maçon, le charpentier, etc., qui sont associés à l'ensemble des domestiques, c'est-à-dire aux « employés » de telle ou telle communauté religieuse.

faire tout ce que son maître lui commande comme un homme à tout faire⁶³. Si cette distinction est relativement facile à repérer dans les contrats d'engagement, il est impossible, en revanche, de l'identifier dans les recensements. Il nous a donc semblé plus prudent d'exclure du décompte tous les individus associés à une catégorie professionnelle autre que celle de domestique exclusivement afin que les résultats obtenus puissent davantage se rapprocher d'un plancher minimal sûr⁶⁴.

Les règles d'enregistrement sont mieux établies pour le recensement de 1681 qui offre, aux dires d'Hubert Charbonneau, « la meilleure image de la structure professionnelle de l'époque, même si un peu moins d'un millier d'hommes de 15 ans et plus, soit seulement un sur trois, ont une profession réellement déclarée »⁶⁵. Malgré tout, le statut réel de domestique de certaines des personnes retenues dans cette étude pose encore problème, et cela même avec les précautions qui ont été prises. Encore une fois, l'historien doit composer avec l'humeur du recenseur, même si la technique d'enregistrement s'améliore avec le temps. Parmi les difficultés rencontrées, nous avons relevé 61 personnes clairement identifiées comme domestiques en 1667 mais qui, en 1666, appartenaient à un groupe de 139 individus que nous avons exclus du décompte final parce qu'ils étaient associés à un autre corps de métier⁶⁶. Par exemple, au premier recensement, Simon Guillory, est identifié comme « arquebusier, domestique, engagé » chez Charles Lemoine. En 1667, il est recensé chez le même employeur, mais cette fois en qualité de « domestique ». Ce changement de dénomination peut avoir deux explications : soit le vocabulaire de l'agent recenseur a changé ; soit le statut et/ou l'activité de la personne recensée ont varié dans le temps. Aussi,

⁶³ Dans le cas des apprentis, les clauses de leur contrat mentionnent toutes qu'ils sont engagés pour apprendre les rudiments d'un métier. Le choix de les exclure de l'analyse peut être discutable dans la mesure où, nous l'avons dit, un apprenti peut être amené à faire ce que lui demande son maître, comme un domestique. Cependant, le fait que l'apprenti soit, comme son nom l'indique, en apprentissage le distingue tout de même du groupe des serviteurs et justifie notre choix de ne pas les considérer dans cette étude.

⁶⁴ S'ils avaient été pris en compte, nous aurions relevé 587 individus en 1666, 427 en 1667 et 489 en 1681. Ces totaux ne tiennent pas compte des domestiques qui ont été omis par le recenseur ou le *PRDH*. Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 5 où nous présentons la liste de toutes les dénominations employées par le recenseur dans chacun des trois relevés nominatifs impliquant un ou plusieurs des vocables utilisés pour cette étude. Les chiffres en rouge correspondent aux valeurs retenues pour l'analyse. Remarquons que les termes « domestique », « domestique engagé », « domestique non-engagé » et « engagé » ont été retenus pour constituer le groupe des domestiques en 1666. Toutes les autres appellations ont été rejetées à l'exception bien sûr des « servantes », « serviteurs », « volontaires », « travailleurs » et « valets », là encore, au sens strict des mots.

⁶⁵ H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.88.

⁶⁶ Précisons ici que 47 des 61 individus concernés sont identifiés chez un même employeur entre 1666 et 1667 soit dans plus de 77% des cas. L'année 1667 marquerait donc un changement de maître et de statut professionnel pour 14 d'entre eux.

afin de considérer ces deux hypothèses et observer la même ligne de conduite, il apparaît logique et prudent de déduire du deuxième recensement au moins 47 des 61 travailleurs repérés chez un même employeur, les quatorze autres ayant pu, dans l'intervalle de ces deux années, changer de statut professionnel pour devenir uniquement domestique au moment d'entrer chez leur nouveau maître. En supposant que les homonymes renvoient aux mêmes personnes, il est possible d'observer le même phénomène en comparant la liste des domestiques recensés en 1666-67 avec celle établie en 1681⁶⁷. Au moment du premier recensement, Jacques Renouard, Jean Brosseau et Philippe Gezin sont respectivement « boucher, engagé », « volontaire, tailleur d'habits » et « cloutier, domestique, engagé », dénominations qui reflètent bien, là encore, toute l'ambiguïté du statut d'engagé ; en 1681 nous les retrouvons chacun chez un autre maître mais cette fois uniquement sous l'étiquette « domestique ». De la même manière, Nicolas Gausse, « maître de barque, domestique » et Pierre Lafaye, « meunier, domestique », en 1667, apparaissent comme « domestique » en 1681. Il conviendrait a priori de déduire ces cinq individus du troisième recensement. Au même titre que les quatorze serviteurs identifiés plus haut en 1667, cette opération ne tiendrait toutefois pas compte du caractère transitoire de l'état de domestique, qui est une de ses caractéristiques. En effet, ces cinq personnes ont très bien pu, dans les années 1660, exercer leur métier, puis devenir domestique en 1681 afin de répondre aux besoins du marché. Pour cette raison, nous les avons considérées dans le décompte.

Outre le support cd-rom du *PRDH*, nous avons également utilisé les documents originaux microfilmés des recensements, ainsi que les copies annotées par André Lafontaine⁶⁸. La compilation de ces trois sources, auxquelles il faut ajouter le dictionnaire généalogique de René Jetté⁶⁹, a permis de corriger quelques omissions dans le *PRDH* et surtout de mettre en lumière les nombreux oublis et erreurs de l'agent recenseur. Par exemple, Charles Letardif, domestique chez Jean Couchon, est clairement identifié comme tel dans le recensement original de 1667 mais le *PRDH* omet de le signaler ; c'est

⁶⁷ Notons ici que les homonymes (nom et prénom identiques) dans un même recensement sont assez rares. Nous les prenons en considération dans les comptages en partant du principe qu'ils ne renvoient pas aux mêmes personnes. Certains peuvent néanmoins poser problème. Par exemple, Antoine Baillon est recensé deux fois en 1666 chez le même employeur; la première fois en qualité de « domestique » et la deuxième fois en qualité de « chapelier domestique ». Nous avons tout de même considéré le premier et exclu le second du décompte final. Nous n'avons relevé qu'un autre cas du même genre, également pour l'année 1666 ; il s'agit de Claude Febvre.

⁶⁸ A. Lafontaine, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, chez l'Auteur, 1985, 414p ; *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, 376p.

⁶⁹ R. Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 1176p.

également le cas la même année pour André Patry, ou encore Jacques Marotte. En 1681, Jean Remy de Beauport a à son service une servante et quatre domestiques. Le *PRDH* indique la profession de la servante mais ne précise pas celle des autres employés pourtant identifiés comme domestiques dans le recensement original⁷⁰. Contrairement à Hubert Charbonneau, nous n'avons pas limité le repérage des domestiques à la population masculine de 15 ans et plus. Nous avons relevé au contraire l'ensemble des hommes et des femmes, tous âges confondus, clairement identifiés comme domestiques dans les recensements. D'autre part, les mots clés utilisés pour définir ces travailleurs ne correspondent pas nécessairement à ceux qu'Hubert Charbonneau a utilisés pour distinguer les siens. Par exemple, les « engagés », les « volontaires » ou encore les « travaillants » n'appartiennent pas, selon lui, à la catégorie des domestiques, mais plutôt à celle des « activités diverses » ou bien encore au secteur agricole⁷¹.

Ajoutons en terminant que si plusieurs observations d'André Lafontaine au sujet de quelques-uns des domestiques retenus pour l'étude ont été prises en considération, toutes n'ont pas nécessairement conduit à une révision des comptages. En effet, selon lui, les dénommés David Besnoit et Mathurin Grin apparaissent dans le cours de leur histoire respectivement comme charpentier et menuisier alors qu'ils sont déclarés domestique en 1666⁷². De la même manière, Charles Dumontmelquier, domestique en 1667, occupa à un moment de sa vie la fonction d'armurier et serrurier dans la colonie⁷³. Enfin, en 1681, cinq

⁷⁰ L'utilisation des recensements annotés d'A. Lafontaine a permis de confirmer ces oublis et de constater également qu'à plusieurs reprises, surtout pour l'année 1667, le recenseur négligeait de spécifier la profession ou qualification professionnelle de la population qu'il inventoriait, ce que le *PRDH* ne corrige d'ailleurs pas afin de préserver l'intégrité des recensements ; c'est notamment le cas de tous ceux qui furent recensés à Charlesbourg ou encore à Beauport. Les domestiques suivis d'un astérisque dans les tableaux présentés à l'annexe 5 regroupent tous ceux que le *PRDH* et/ou le recenseur ont oublié de mentionner. Outre ces omissions, il arrive fréquemment que ce dernier rajeunisse ou vieillisse d'un recensement à un autre les personnes qu'il enregistre. Par exemple Jean Ferry, 19 ans, est recensé en 1666 chez les sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal. Nous le retrouvons l'année suivante toujours chez les religieuses en qualité de domestique mais âgé cette fois de 22 ans. Ainsi, même si les écarts observés sont généralement peu importants, il conviendra de garder à l'esprit ces anomalies quand viendra le temps de calculer la moyenne d'âge des domestiques recensés en 1666, 1667 et 1681.

⁷¹ H. Charbonneau et A. Larose, *Du manuscrit à l'ordinateur : dépouillement des registres paroissiaux aux fins de l'exploitation automatique*, Québec, Ministère des affaires culturelles, Archives nationales du Québec, 1980, p.99. Pour Charbonneau, la catégorie « domestique » englobe les vocables *domestique*, *garçon de service*, *valet*, *servante*, *bonne*, *palefrenier*, *cocher*, *laquais*, *cuisinier*, *donné* et *fille de chambre* (p.102).

⁷² A. Lafontaine, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, 1985, p. 46 et 39

⁷³ *Ibid*, p.185. Son contrat de mariage du 5 novembre 1682 (*ANQQ*, Notaire Auber) ainsi qu'une obligation du 14 juillet 1703 (*ANQQ*, Notaire Chambalon) confirment son statut d'armurier et de serrurier mais ces actes notariés sont postérieurs au recensement de 1681.

serviteurs sont identifiés par André Lafontaine comme ouvriers spécialisés⁷⁴. Toutefois, rien n'indique encore une fois que ces ouvriers qualifiés aient exercé leur profession au moment de ces recensements d'autant qu'ils y sont clairement définis comme « domestique ». Ils n'ont donc pas été exclus du comptage final. Mis à part les 47 individus écartés pour l'année 1667, ces exemples et ceux évoqués plus haut demeurent dans l'ensemble isolés ; surtout, leur sélection est discutable. Remarquons toutefois que même s'ils n'avaient pas été pris en considération, le nombre des domestiques relevés pour chacun des trois recensements n'aurait pas vraiment affecté les résultats des calculs effectués dans le cadre de cette enquête.

Parce que la méthode de repérage et de sélection mise en œuvre pour cette étude n'est pas la même que celle utilisée par Hubert Charbonneau, il est normal que le nombre total de domestiques calculé pour chacun des trois relevés (tableau 2.3) soit différent des premiers

Tableau 2.3 – Répartition des domestiques selon leur appellation dans les recensements de 1666, 1667 et 1681⁷⁵

	1666	1667	1681
Domestiques	357 (448)	457 (389)	440 (434)
Serviteurs	2 (2)	29 (27)	-
Servantes	9 (9)	6 (6)	54 (54)
Travailleurs	55 (66)	2 (2)	-
Volontaires	25 (45)	-	1 (1)
Valets	-	3 (3)	-
Autres	(17)	-	-
Total	448 (587)	497 (427)	495 (489)
Total réajusté	448	450	495

Sources : Recensements du Canada ; PRDH ; A. Lafontaine, *op. cit.* ; R. Jetté, *op. cit.*

⁷⁴ Il s'agit de Mathieu Girot, tailleur d'habits, Michel Picard, menuisier, Pierre Allard et Mathieu Jarosson, tonneliers, et enfin Guillaume Dupont, boulanger. Ces personnes sont identifiées comme « domestique » dans le recensement de 1681 sans allusion à leur formation professionnelle : voir A. Lafontaine, *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983.

⁷⁵ Les chiffres entre parenthèses correspondent aux résultats obtenus à partir du cd-rom du PRDH. Pour le recensement de 1681, précisons que nous n'avons pas pris en compte les 25 personnes qui composent la maison du gouverneur Frontenac, pas plus que les dix présents chez celle de l'intendant Duchesneau. Dans les deux cas, le recenseur n'indique ni les noms ni les fonctions de ces personnes. Il y a probablement parmi elles des domestiques mais il est impossible d'en déterminer avec certitude leur proportion c'est pourquoi nous les avons écarté du décompte.

résultats observés précédemment. Ainsi, en 1666 et 1667, nous avons réussi à identifier respectivement 448 et 450 domestiques, tout sexe et tout âge confondus. Pour le dernier recensement, 495 domestiques ont été dénombrés⁷⁶. Si les homonymes avaient été pris en considération, les résultats obtenus auraient été sensiblement identiques soit : 441 domestiques en 1666, 445 en 1667 et 492 en 1681⁷⁷. Présentation faite des résultats, il reste à déterminer maintenant la proportion des domestiques par rapport au reste de la population coloniale mais aussi au sein du marché du travail.

2-1-2-2 Proportion des domestiques dans la colonie laurentienne

D'après les données du tableau, nous remarquons que le nombre de domestiques dans la colonie semble avoir été relativement stable, se situant toujours autour de 450 et 500 individus, du moins entre 1666 et 1681. Les différences entre ces chiffres et ceux proposés par Hubert Charbonneau n'affectent que légèrement la proportion des domestiques par rapport à l'ensemble de la population coloniale ou, du moins, par rapport à l'ensemble des effectifs réellement dénombrés dans les recensements⁷⁸. Ainsi, ces travailleurs représentent suivant nos chiffres 13.7% de la population totale en 1666, soit à peu près un domestique pour huit personnes. En 1667, ce pourcentage diminue légèrement pour atteindre 11.5%, soit un serviteur pour neuf individus environ. Enfin, en 1681 la proportion des domestiques

⁷⁶ Dans son mémoire de maîtrise, Florent Panzani évalue le nombre de domestiques à 489 individus en 1681, chiffre que nous retrouvons d'ailleurs dans le tableau présenté à l'annexe 5 en soustrayant du total les 11 domestiques que le recenseur omet de déclarer. L'auteur semble donc inclure dans son groupe, les cinq domestiques associés à un autre corps de métier que nous avons exclus du décompte. À aucun moment cependant, F. Panzani ne définit le domestique : voir F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (Histoire), multigr., Université Laval, 2002, p.27.

⁷⁷ En 1666, un individu est recensé deux fois chez le même employeur ; il s'agit de Jean Levasseur. Même chose en 1667 en ce qui concerne un dénommé René Noirrard. Tous les autres domestiques identifiés dans chacun des trois recensements qui portent le même nom et le même prénom sont employés chez un maître différent.

⁷⁸ Cette remarque est surtout valable pour les deux premiers recensements. En 1666 et 1667, les totaux inscrits à la fin du document original sont respectivement de 3 418 et 3 546 âmes. Les effectifs réellement dénombrés sont différents selon les historiens démographes. En 1666, ils sont évalués à la baisse, soit à 3 246 individus, tandis qu'en 1667 le total est porté à la hausse, soit à 3 934 personnes. En 1681, on note également une différence mais très légère puisque le document original indique un total de 9 710 âmes tandis que le décompte réel est de 9 743 individus selon H. Charbonneau. Nous tenons compte des totaux réellement dénombrés par H. Charbonneau pour évaluer la part des domestiques au sein de la population totale. Précisons que, plus récemment, R. Lalou et M. Boleda ont révisé légèrement à la baisse cette dernière estimation pour 1681. D'après leurs calculs, ils ont estimé en effet à 9 699 le nombre de personnes recensées mais évaluent le décompte réel à 10 077 individus. Voir H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, 22^{ème} année, vol. 6 (1967), p.1034 ; H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.78 ; R. Lalou et M. Boleda, *loc. cit.*, p.67.

est à son plus bas niveau, représentant 5.1% de la population totale (soit un rapport de 1 pour 20). Il faut bien sûr prendre avec circonspection ces estimations, en particulier pour les deux premiers recensements puisque, souligne Marcel Trudel, il manquerait le quart de la population dans l'inventaire de 1666⁷⁹. Pour la France, Jean-Pierre Gutton mentionne que la proportion des domestiques au sein de la population française est assez proche de 10% et que la moyenne du rapport domestiques/population est de 1/12^{ème}⁸⁰. Nous ne pouvons néanmoins comparer ces résultats avec ceux obtenus pour la colonie laurentienne car il n'est pas sûr que les domestiques soient exactement les mêmes dans les deux cas. Le pourcentage calculé en métropole se base sur les travaux qui ont porté sur des villes⁸¹. Celui obtenu au Canada repose sur l'ensemble des domestiques identifiés dans les « villes » et dans les campagnes. Quoiqu'il en soit, la baisse de la proportion des domestiques dans la population coloniale entre les premiers et le dernier recensements serait reliée à l'évolution des secteurs économiques de la colonie observée précédemment. Elle tiendrait parallèlement à l'accroissement naturel de la population, au fait que le nombre d'enfants nés au Canada augmente. Partant, la production agricole reposerait de plus en plus sur le travail familial et de moins en moins sur l'utilisation d'une main-d'œuvre salariée étrangère à la famille. L'évaluation de la part des domestiques au sein du marché colonial du travail confirme également cette baisse et ce de manière plus prononcée encore.

2-1-2-3 Proportion des domestiques dans le marché colonial du travail

Estimer la part d'un groupe professionnel au sein du marché du travail revient à mesurer ses effectifs par rapport à l'ensemble des autres catégories de métiers. L'exercice est cependant loin d'être aisé car, nous l'avons vu, le marché du travail au Canada

⁷⁹ M. Trudel, *La population du Canada en 1666. Recensement reconstitué*, Sillery, Ed. du Septentrion, 1995, p. 54. En tenant compte de cette remarque, la proportion des domestiques au sein de la population totale en 1666 serait donc d'un peu plus de 10%, pourcentage qu'il faudrait probablement revoir à la hausse car nous ignorons la qualité professionnelle de ce quart de population oublié dans le recensement officiel et il y a fort à parier qu'il y avait, dans ce groupe, un certain nombre de domestiques.

⁸⁰ J.-P. Gutton, *Domestiques et Serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p.8. J. Dupâquier observe pour sa part que le nombre des domestiques est relativement considérable : 1 954 000, dont 1 026 000 garçons en 1778, selon Expilly, soit 8,1% de la population totale. Il ajoute que leur nombre a augmenté de près de moitié entre 1695 et 1760, le sexe masculin l'emportant de plus en plus nettement : 108 valets pour 100 servantes à la fin du XVII^e siècle, 112 vers 1760 dans les généralités dénombrées par Moheau dans ses *Recherches et considérations sur la population de la France* : voir J. Dupâquier et al., *op. cit.*, p.72-73.

⁸¹ Rappelons ici qu'en France les domestiques agricoles sont moins bien connus que leurs homologues urbains.

commence à peine à se structurer, surtout à l'époque des deux premiers recensements. Malgré tout, en procédant avec prudence et méthode, les relevés nominatifs ne sont pas sans intérêt et peuvent livrer quelques valeurs intéressantes.

En comparant les domestiques que nous avons identifiés à l'ensemble des métiers recensés⁸², nous voyons qu'ils constituent environ la moitié des effectifs en 1666 et 1681, et plus des trois quarts en 1667. Évidemment, ces estimations trahissent et gonflent leur véritable part au sein du marché du travail puisque la population féminine, mises à part les servantes et les religieuses, n'est pas prise en compte dans cet ensemble et, surtout, les professions n'ont pas été relevées systématiquement pour tous les individus dans la colonie. Pour les trois recensements en effet, et particulièrement pour celui de 1667, c'est moins d'un millier d'hommes de 15 ans et plus qui ont une profession réellement déclarée, soit un homme sur trois en moyenne⁸³. Il est toutefois possible de réduire grandement cet écart en intégrant au total des professions déclarées les exploitants agricoles. Certes, ils ne sont pas identifiés comme tels dans les inventaires mais il est possible de les distinguer facilement en comptabilisant tous les chefs de famille dont le recenseur signale le nombre d'arpents qu'ils cultivent, les recensements de 1667 et 1681 portant aussi sur l'agriculture. Ce réajustement permet de constater que la part des domestiques demeure encore importante : plus de 30% des effectifs en moyenne pour les deux premiers recensements, sauf pour l'année 1681, où elle se rapproche plutôt des 20%. Même en considérant les exploitants agricoles, il reste encore en 1667 et 1681 un fort pourcentage de professions non déclarées : environ 25%. D'après Hubert Charbonneau, la plupart de ces individus sont, encore une fois, « des jeunes gens vraisemblablement sans profession précise et qui pourraient être assimilés aux domestiques, aux manœuvres et surtout aux défricheurs et aux voyageurs »⁸⁴. Ainsi, les ratios qui viennent d'être exposés ne représenteraient en définitive que des valeurs minimales et, au regard de ces remarques, il ne semble pas exagéré d'imaginer que les domestiques aient pu constituer au moins le tiers de l'ensemble des catégories professionnelles identifiables – directement ou indirectement – dans la colonie au moment des trois recensements. Toutefois, ces approximations demeurent bien fragiles du fait des

⁸² Les métiers recensés sont présentés dans le tableau à l'annexe 4.

⁸³ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p.1040 et H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.88. Pour le recensement de 1667 en effet, H. Charbonneau souligne que « les professions n'ont pas été relevées systématiquement, sauf pour les domestiques et aussi pour les notables dont une grande partie étaient des religieux » (p.1041).

⁸⁴ H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.88

lacunes des recensements et des acrobaties mathématiques que ces documents impliquent. Il semble donc plus raisonnable de chercher à évaluer la part de ces travailleurs parmi la population en âge de travailler afin d'avoir une meilleure idée de leur importance au sein du marché colonial du travail.

Si les recensements n'offrent au premier abord qu'un portrait lacunaire et biaisé de la structure du marché colonial du travail, ils sont en revanche beaucoup plus riches lorsqu'il s'agit d'évaluer sa composante, c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler, et qu'on appellerait aujourd'hui la population active. Cependant, dans un pays où tout est à construire, et à une époque où la réglementation relative aux embauches est pour ainsi dire inexistante, toutes les personnes aptes au travail sont sollicitées, peu importe leur âge et leur sexe, bien que les jeunes hommes se soient vus donner la priorité, étant donné la nature des travaux réclamés. D'après les recensements du XVIII^e siècle, les quinze ans d'un individu constituent l'âge minimal d'entrée sur le marché du travail. Bien entendu, ce seuil est plus symbolique que réel, et il existe au Canada, nous le verrons, un nombre non négligeable de domestiques âgés de moins de 15 ans. Ce sont toutefois parmi ceux qui dépassent cette limite que se trouvent les principaux acteurs du marché colonial du travail. En 1666 et 1667, ils sont respectivement 1 896 et 2 254 hommes et femmes. Lors du dernier recensement, leurs effectifs dépassent les 4 800, soit environ la moitié de la population totale. La portion des domestiques pour chacun de ces trois ensembles, assez forte pour les deux premiers (respectivement 23,5%, 20% de la population active), n'est plus que de 10% en 1681, chute qu'il faut imputer à l'augmentation des exploitants agricoles et, de manière générale, à l'accroissement global de la population active. Entre les premiers et le dernier recensements, celle-ci a effectivement doublé si nous nous rapportons aux effectifs exposés plus haut. L'arrivée massive de femmes au sein de la population en âge de travailler est en partie responsable de cette augmentation. Cependant, exclusion faite des servantes et des religieuses, la plupart d'entre elles sont des « femmes au foyer ». Leurs activités n'en sont pas moins nombreuses : elles assurent l'entretien de la maison et du jardin, participent aux travaux agricoles, soignent les bestiaux et les volailles, veillent à la survie et à l'éducation de leurs enfants, occupations, on s'en doute, à temps plein mais qui, pour la très grande majorité d'entre elles, les exclut du marché du travail en tant que tel et donc de la

population active au sens moderne du terme⁸⁵. Aussi, en éliminant l'ensemble des femmes de la population active et du groupe des domestiques retenu pour cette étude, la part des domestiques mâles apparaît importante au sein de la population active masculine ; elle serait respectivement de 33% en 1666, 30% en 1667 et 14% en 1681. Nous observons bien entendu la même tendance à la baisse mais les pourcentages sont plus élevés et se rapprocheraient davantage de la réalité du marché du travail que les précédents. Toutefois, notons que si le contingent des domestiques par rapport à l'ensemble de la population globale et active diminue fortement, leurs effectifs réels demeurent quant à eux plus élevés en 1681 qu'en 1666 ou 1667 et témoignent, là encore, de l'importance de ce groupe au sein de la société coloniale.

Nous aurons l'occasion de voir ultérieurement que l'augmentation du nombre de domestiques dans la colonie trouve, d'une certaine manière, son écho dans l'évolution des contrats d'engagement signés au Canada. Ces documents sont d'ailleurs les seuls outils susceptibles de nous renseigner sur les tâches spécifiques auxquelles sont affectés les domestiques ou, à tout le moins, leurs principales occupations que ce soit à la ville ou à la campagne, tout dépendant de la localisation et/ou du statut social de leur maître. Avant d'examiner la répartition géographique des employeurs dans la colonie laurentienne et leurs principales caractéristiques, il apparaît important de se pencher un peu plus sur ces informations en particulier.

⁸⁵ En 1666 et 1667 elles représentaient respectivement 30% et 32% de la population active ; en 1681, elles en constituent 40%. Sur le travail des femmes et leur apport à la jeune économie canadienne : voir A. Greer, *op. cit.*, p.87-88.

2-2 Le « métier » de domestique⁸⁶

Les grandes caractéristiques de la domesticité en France, au Canada et dans les colonies anglo-américaines ont été esquissées très brièvement dans le chapitre précédent. Il est temps à présent de dresser un portrait plus précis du « métier » de domestique dans la colonie laurentienne à partir des informations tirées essentiellement des contrats d'engagement. Dans la colonie, nous savons que son travail n'est pas toujours clairement défini et qu'il doit faire tout ce que son maître lui commande de « licite et d'honnête » pendant toute la durée de son service. C'est du moins ce qui ressort de la majorité des contrats d'engagement qui ont été dépouillés (55% des cas, plus précisément). Sans empiéter sur la suite du développement, une chose apparaît d'emblée très claire à la lumière des sources consultées : la domesticité dans la colonie semble, toutes proportions gardées, aussi variée que celle qui prévaut en France. Que ce soit en métropole ou sur les rives du Saint-Laurent, il faut cependant distinguer deux domesticités : celle des villes et celle des campagnes⁸⁷.

2-2-1 Le domestique urbain

Dans l'ouvrage classique d'Audigé, *la Maison réglée et l'art de diriger la maison d'un grand seigneur tant à la ville qu'à la campagne*, largement exploité dans l'historiographie relative aux domestiques français, l'auteur distingue avec un grand souci du détail la composition du personnel employé chez les plus hauts dirigeants de la société française. Le domestique y occupe d'abord et avant tout un rôle ostentatoire. L'objectif, pour les grands seigneurs, consiste, en effet, à « s'entourer d'une maison dont l'organisation rappelle, toutes proportions gardées, celle des maisons royales ». Parmi elles

⁸⁶ Parler de « métier » pour évoquer la domesticité peut sembler caricatural à cause du caractère transitoire de l'état de domestique mais aussi parce que pour être domestique, il n'est pas nécessaire d'avoir au préalable un savoir-faire particulier. N'importe qui peut le devenir à partir du moment où les tâches qu'on exige de lui restent à la mesure de ses capacités. Toutefois, l'exercice d'un métier est aussi la réalisation d'une prestation de service contre salaire et à ce titre, la domesticité ne diffère pas des autres secteurs d'activité professionnelle. Qui plus est, par extension, l'emploi du terme « métier » est synonyme d'occupation utile à la société donnant des moyens d'existence à celui qui l'exerce, ce qui, là encore, inclut le groupe étudié à celui, plus large, des métiers. C'est dans cet esprit que le terme est employé dans ce développement et qu'il doit être perçu par le lecteur.

⁸⁷ L'analyse de la répartition des domestiques selon leur localisation ou le type d'employeur sera présentée dans le chapitre suivant. Encore une fois, nous mettons l'accent dans cette section sur le « métier » de domestique à partir essentiellement de l'analyse des contrats d'engagement et des ouvrages qui se sont penchés sur la question.

se trouvent évidemment le modèle idéal, la maison du Roi, qu'il convient d'imiter mais en s'en tenant à une distance respectueuse⁸⁸. À une époque où le goût de l'ostentation est un des traits originaux de la société du temps, il est assez facile d'imaginer toute l'importance que revêt l'emploi de domestiques. Dans cette optique, souligne Tim J. A. Le Goff, « employer des domestiques était une autre manière de manifester sa fortune, sa puissance »⁸⁹, et plus ils sont nombreux meilleure est la réputation sociale de l'employeur. Mais outre le rôle d'apparat, le domestique doit concrètement accorder à son maître une complète dévotion, une ferveur dont Roland Mousnier a souligné toute la force :

Il doit le servir par tous les moyens : il l'accompagne, il le distrait, il parle, écrit, intrigue, plaide pour lui, il se bat pour lui, il complot, il se révolte pour lui, il le suit en exil, il l'aide contre tous, même contre le roi, même contre l'État ; au besoin, il se fait tuer pour lui. Le maître, en échange, lui doit d'abord son amitié, sa confiance absolue, sa confidence ; il lui doit la nourriture, l'habillement, l'entretien ; sa protection dans toutes les circonstances de la vie, même contre la justice, même contre le chef de l'État ; il doit l'avancer, le marier, obtenir pour lui des places et des fonctions ; si le maître s'est révolté et traite avec le roi, il doit stipuler pour ses fidèles dans le traité⁹⁰.

À l'intérieur de ces maisons à large domesticité, qu'Audigé évalue au minimum à trente employés, majoritairement masculins, le travail est divisé à l'extrême « tant pour se prémunir contre l'excès de besogne que par préjugé contre une tâche jugée indigne de son rang »⁹¹. La question est de savoir si ce type de domesticité a cours dans la colonie laurentienne des XVII^e et XVIII^e siècles. De toute évidence elle ne semble pas exister si nous nous fions aux données des recensements. Il y aurait bien la maison du gouverneur

⁸⁸ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.35 et 21.

⁸⁹ T. J. A. Le Goff, *Vannes et sa région : villes et campagnes dans la France du XVIII^e siècle*, Loudéac, Salmon, 1989, p.52.

⁹⁰ Citation rapportée par J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.17-18 dans R. Mousnier, *Les Institutions de la France sous la monarchie absolue*, Paris, 1974, t.1, p.89.

⁹¹ C. Petitfrère, *L'Oeil du maître : maîtres et serviteurs de l'époque classique au romantisme*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1986, p.16-17. L'auteur décrit à cet égard parfaitement bien la division des tâches au sein de ces grandes maisons. Il écrit : « Le travail de la servante de cuisine n'est pas celui de son homologue masculin. La fille balaie, nettoie la vaisselle, lave les plats d'argent à l'eau et au son, les écurie à la cendre ; l'homme fait les gros travaux de manutention, de lavage et l'épluchage des légumes. La femme de chambre a aussi des tâches bien définies : peigner, coiffer, habiller, ajuster sa dame « *suivant le bon air et sa qualité* », prendre soin de sa lingerie (les « *hardes* »), des vêtements, colliers et pierreries, disposer la toilette, faire le lit et la chambre. Elle doit savoir « *bien nouer un ruban, chausser et déchausser la dame, faire un remède et le donner avec adresse, faire un bain pour laver les pieds, et des pâtes pour dégraisser les mains* ». Si la dame utilise aussi les services d'un valet de chambre, il revient à l'homme d'aider à faire le lit et nettoyer la pièce, de préparer le feu, « *de tenir les flambeaux prêts pour le soir, garnis de bougie pour la chambre, et de chandelle pour l'antichambre ; et si l'on joue, de bien préparer les tables, les cartes et les dés* ». Enfin, il est le cerbère qui tient « *la porte de chambre quand la dame se lève ou se couche, afin qu'il n'entre personne sans qu'elle en soit avertie* » ».

Louis de Buade de Frontenac qui, en 1681, est « *composée de 25 personnes* », mais nous avons vu précédemment que le recenseur n'en précisait ni les noms ni les fonctions. Certes, Frontenac habitait seul le Château Saint-Louis, sa famille n'étant jamais venue au Canada, et la conduite d'une telle bâtisse devait exiger un certain nombre de valets et de servantes. Mais combien y en avait-il parmi les 25 que le recenseur dénombre ? Le vocable « maison » a-t-il ici le même sens au Canada qu'en France ? Est-il possible que soient inclus dans ces effectifs les visiteurs du maître de maison ou bien encore son secrétaire particulier, Jean Lechasseur, qui n'apparaît d'ailleurs nulle part dans le relevé ? Il est impossible de le savoir et la situation se répète malheureusement pour la maison de l'intendant Jacques Duchesneau, « *composée de dix personnes* », mais dont nous ignorons l'identité et le rôle de chacune d'entre elles. Nous supposons qu'il s'agit de domestiques, à tout le moins une partie mais, là encore, nous ne pouvons le confirmer. Nous n'avons en revanche aucun doute pour ce qui est de Jacques Lebert, René Robineau et Charles Aubert, identifiés à tort comme *habitants*, qui ont chacun douze domestiques à leur service en 1681. Ce sont les seuls, avec probablement le gouverneur et l'intendant, qui peuvent se targuer d'avoir plus d'une dizaine de domestiques sous leurs ordres exclusion faite, nous allons le voir, des communautés religieuses⁹². Bien entendu, nous sommes loin du chiffre minimum prévu pour les grandes maisons françaises et la division des tâches chez les domestiques canadiens était, en conséquence, certainement moins fractionnée que celle observée en métropole. Ceci dit, ces riches marchands et hauts dignitaires, groupe important et influent de la colonie, se distinguaient tout autant que leurs homologues français des classes plus humbles de la société. La Nouvelle-France est un microcosme de la société française, a écrit Leslie Choquette, et il semble, à ce titre, que les élites n'aient pas abandonné le train de vie qu'elles menaient en France en s'installant dans la colonie, ni l'intérêt qu'elles portaient à la domesticité pour faire valoir leur rang⁹³. Elles ont, certes, un personnel réduit, mais proportionnellement tout aussi important que ce à quoi elles auraient pu prétendre en restant en France⁹⁴. Dans une colonie si peu peuplée, et à une époque où tout commence

⁹² Précisons que René Robineau, premier grand voyer de la Nouvelle-France, ne réside pas en ville mais dans la seigneurie de Portneuf, érigée en baronnie en 1681, dont il est le seigneur puis le baron. Charles Aubert, seigneur et puissant marchand en Nouvelle-France, habite la ville de Québec. Enfin, Jacques Lebert est un riche marchand habitant la ville de Montréal.

⁹³ L. Choquette, *op. cit.*, p.90.

⁹⁴ Il serait intéressant de vérifier si ces marchands bénéficiaient en Nouvelle-France d'une qualité de vie supérieure à celle de leurs homologues français. En ce sens, ces riches marchands disposaient-ils d'un personnel domestique aussi important que celui des seigneurs ou des notables de la colonie ? Une telle situation existait-elle en France ? Suscitait-elle des jalousies ?

seulement à prendre forme, le simple fait d'avoir en ville plus de trois domestiques à son service était déjà le signe d'une certaine opulence ou reflétait, à tout le moins, un statut social important.

C'est toutefois aux niveaux inférieurs, que nous retrouvons le type de domesticité de loin le plus répandu en ville et qui se résume en fait en un ou deux serviteurs par ménage. Au même titre qu'en France, et pour reprendre les propos de Jean-Pierre Gutton, « ce n'est plus le souci de tenir son rang qui a conduit à le recruter, mais, plus simplement, la nécessité d'assurer les multiples besognes matérielles dans une civilisation bien peu mécanisée »⁹⁵. Les contrats d'engagement sont trop vagues pour permettre d'établir la liste des tâches exactes effectuées par ces domestiques urbains. Il est clair cependant que tout ce qui renvoie à l'entretien du foyer est de leur ressort. À quelques reprises, il est question dans les contrats d'« *avoir soin du ménage, du linge et de la vaisselle* » en veillant à ce que rien ne se perde ni ne s'écarte, fonctions communément réservées aux servantes au même titre que les activités renvoyant à la cuisine⁹⁶. Les hommes, quant à eux, doivent précisément faire tout ce que leur maître leur commande, offrant au chercheur une large place à l'imagination. La ville est toutefois le lieu où se concentrent les activités artisanales et la majorité des domestiques y sont justement recensés chez les artisans. Certains serviteurs ont dû probablement exercer une activité, aider à garder boutique, ranger ou encore nettoyer l'atelier du maître, au même titre que l'apprenti à la différence près que ce dernier doit en plus apprendre le métier de celui pour qui il travaille. Si les contrats d'engagement sont muets encore une fois, nous en avons toutefois repéré quelques-uns correspondant, dans une certaine mesure, à cette description. Le 14 mai 1695, Joseph Lavergne s'engage en qualité de serviteur domestique auprès de Guillaume Guilot dit Larose, boucher à Québec. Dans les clauses de son contrat, le notaire prend la peine de souligner que l'engagé doit servir son maître « *en ladite qualité tant à la boucherie qu'à tous les autres travaux qu'il lui commandera* ». De la même manière, et à Québec également, le 2 avril 1709, René Patry offre ses services sous les mêmes conditions à

⁹⁵ J. P. Gutton, *op. cit.*, p.69.

⁹⁶ Citons pas exemple les contrats canadiens de Suzanne Rabouin (ANQQ, contrat du 20 juin 1682, greffe Rageot), ou encore de Thérèse Charpentier (ANQQ, contrat 18 avril 1692, greffe Chabalon). Nous pouvons également évoquer l'engagement de Marie-Anne Vermet qui plus spécifiquement encore promet le 1^{er} août 1684 de *servir en la maison de ses maîtres*[Etienne Landeron et son épouse] « *tant pour tenir leur petit enfant que pour toutes autres choses* » (ANQQ, contrat du 1^{er} août 1684, greffe Rageot).

Romain Dolbec, boucher de profession⁹⁷. Ces engagements témoignent non seulement de la versatilité du métier de domestique mais viennent également confirmer notre hypothèse et celle de Tim J. A. Le Goff. Le domestique travaillant pour le compte d'un artisan (alimentation, textile, cuir, construction, etc.) supplée donc de la même manière que dans certaines régions françaises, et encore une fois, toutes proportions gardées, « à l'absence d'un prolétariat ouvrier considérable »⁹⁸. Mais la domesticité urbaine ne se limite pas uniquement à ce secteur d'activité, pas plus qu'aux riches marchands et hauts dignitaires de la colonie. Elle touche également les communautés religieuses.

En effet, les communautés religieuses emploient plusieurs domestiques. À part celles qui sont présentes à Trois-Rivières – les ursulines et les récollets – leurs maisons sont situées dans les deux grands pôles de concentration et d'attraction humaine que sont Québec et Montréal. Pour la période étudiée, nous en dénombrons douze, dont six à Québec – le Collège des jésuites, les récollets, le Séminaire de Québec, les augustines de l'Hôtel-Dieu et de l'hôpital général et les ursulines –, et six à Montréal. Le Séminaire de Saint-Sulpice, les frères Charron, la Congrégation Notre-Dame de Montréal et les Hospitalières de Saint-Joseph y ont leur maison-mère et les récollets et les jésuites y ont des résidences. Toutes ces communautés disposent de plusieurs domestiques et ce sont elles qui, de loin, en emploient le plus grand nombre. Contrairement à ce que laissent entendre les recensements, la plupart travaillent prioritairement sur les fermes et terres qu'elles exploitent à l'extérieur de la ville, mais il y en a tout de même quelques-uns qui sont affectés aux sièges de ces institutions. Les tâches qui leur sont réclamées ne se dissocient guère de celles observées chez l'*habitant* et touchent aussi bien les menus travaux ménagers que la cuisine ou encore le jardinage. Par exemple, Pierre Letellier s'engage pour trois années auprès des religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour travailler tant « à la cuisine, au jardin, à la

⁹⁷ ANQQ, contrats du 14 mai 1695 et du 2 avril 1709, greffe Chambalon. Rappelons que nous n'avons pas retenu pour l'étude les engagements où la qualification ou profession de l'engagé (spécifiée comme telle ou déduite après un repérage dans *Parchemin*) justifiait son recrutement. Par exemple, le 14 septembre 1685, Florenti Pertuy, garçon boulanger, est embauché par René Sémard, maître boulanger, pour travailler à son service « tant en ce qui dépend dudit métier que des autres choses domestiques ». Ceux que nous venons de présenter sont des domestiques employés en milieu artisanal. La nuance entre ces deux types de contrats est parfois mince, surtout lorsqu'il s'agit d'apprenti, mais demeure selon nous très importante pour distinguer le domestique de l'ouvrier spécialisé ou du novice.

⁹⁸ T. J. A. Le Goff, *op. cit.*, p.49. En identifiant les secteurs d'activité qui recrutent à Vannes le plus grand nombre de domestiques, à savoir les professions libérales, les officiers et les hommes d'affaires, mais aussi les secteurs « productifs » (métier du cuir et du textile en particulier), exclusion faite de l'alimentation, l'auteur fait remarquer que « la plupart de ces serviteurs s'occupaient probablement de tâches domestiques ou personnelles ; une cinquantaine seulement exerçaient un métier d'après les rôles » (p.52).

boucherie qu'autrement dans ledit hôpital et enclos d'icelui »⁹⁹. Outre ces fonctions, le domestique doit en plus se soumettre aux règlements très rigides de la communauté de laquelle il dépend, devoirs que nous exposons dans le cadre du quatrième chapitre. Le domestique qui travaille dans les Hôtels-Dieu de Québec et de Montréal se distingue toutefois beaucoup de celui, plus classique, que nous venons de présenter. François Rousseau est le seul, à notre connaissance, à avoir mentionné le rôle joué par ces serviteurs dans ce type d'établissement. Dans son étude sur l'histoire des augustines et de l'Hôtel-Dieu de Québec, l'auteur démontre entre autres que jusqu'en 1733, les domestiques, principalement des hommes, et les malades dormaient dans la même salle. Cette promiscuité était nécessaire, car « une partie de la tâche des domestiques consiste à empêcher les convalescents et les blessés légers de chanter, de jouer à des jeux défendus ou qui dérangent leurs voisins, de lire de mauvais livres. Ils veilleront aussi à ce qu'on ne vole rien dans les salles »¹⁰⁰. Leur besogne ne se limite cependant pas à un rôle de surveillance. Ils effectuent aussi des tâches plus précises et presque médicales que les religieuses ne sont pas autorisées à effectuer, morale et séparation des sexes oblige¹⁰¹.

La domesticité urbaine est donc à bien des égards extrêmement variée et dépend principalement du cadre de travail à l'intérieur duquel elle se trouve. Toutes proportions gardées, elle se rapproche de celle observée dans les villes françaises à la même époque même si nous n'y retrouvons pas, ou peu, de grandes maisons à large domesticité. Assurément, elle se distingue de celle que nous retrouvons en milieu rural et qui se résume en définitive en un seul acteur : l'ouvrier agricole.

2-2-2 Le domestique en milieu rural ou l'ouvrier agricole

C'est sans conteste à la campagne que sont le plus sollicités les domestiques car l'agriculture est « l'activité première de toute colonie de peuplement »¹⁰². Florent Panzani estime qu'en 1681, « ce sont presque 45% des domestiques qui travaillent hors des trois

⁹⁹ ANQM, contrat du 25 juillet 1703, greffe Adhémar dit Saint-Martin.

¹⁰⁰ F. Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines et de l'Hôtel-Dieu de Québec. I : 1639-1892*, Québec, Septentrion, 1989, p.67 et 96.

¹⁰¹ F. Rousseau, *op. cit.*, p.88.

¹⁰² R.-L. Séguin, *La civilisation traditionnelle de l'« habitant » aux 17^e et 18^e siècles*, Montréal, Fides, 1967, p.642.

principales villes canadiennes »¹⁰³. Ce pourcentage est calculé sur la base de l'ensemble des domestiques recensés en 1681. Comme l'auteur ignore la répartition des domestiques employés par les communautés religieuses, cette estimation doit être considérée comme un minimum sûr. Si nous tenons compte uniquement des travailleurs embauchés par des laïcs, notons que 60% des serviteurs sont clairement en milieu rural cette année-là. Après les années 1650, les terres des premiers habitants sont défrichées et des seigneuries sont concédées. Désormais, ce sont de bras dont la colonie a le plus besoin, des bras pour labourer la terre, l'ensemencer et la cultiver, mais aussi pour couper les récoltes, faire les foin, battre les grains, les vanner et les engranger. Il faut également des domestiques pour surveiller les cheptels mais aussi pour venir en aide à ceux qui décident de demeurer dans la colonie et qui, en retour d'une concession, doivent s'engager à « désarter » un certain nombre d'arpents durant une période déterminée, en plus de s'acquitter de certaines obligations (rentes, jours de corvées, droit de mouture)¹⁰⁴. Dans les contrats d'engagement signés à La Rochelle, la mention d'un travail agricole est clairement spécifiée dans 30% des cas et renvoie presque exclusivement au labourage et au défrichage. Dans la colonie, c'est seulement le quart des contrats – plus de 320 sur les 1 207 retenus – qui comporte une telle mention. La présentation des tâches est moins uniforme, moins standardisée que celle observée dans les actes français. Le notaire canadien utilise en effet un vocabulaire agricole beaucoup plus riche et, s'il est question globalement de défricher, labourer et cultiver des terres, il n'est pas rare de le voir préférer des formules synonymes telles que « désarter », « abattre, débiter, brûler et nettoyer », « sarcler et arracher des souches », ou bien encore « couper, serrer et engranger les grains »¹⁰⁵. Lorsqu'il s'agit plus spécifiquement d'un marché de coupe de bois ou de défrichement, il lui arrive de préciser très exactement le nombre de cordes et la qualité de bois souhaités, ou encore les bornes et la superficie des terres à nettoyer.

À peu de choses près, rien ne semble vraiment distinguer le domestique agricole canadien de son homologue français. Dans les campagnes françaises à la même époque, les domestiques sont principalement employés pour élever et garder le bétail, cultiver et

¹⁰³ F. Panzani, *op. cit.*, p.60.

¹⁰⁴ La plupart des nouveaux colons n'ont toutefois pas les moyens de garder un domestique pendant trois ans pour les aider à défricher leur terre. Ainsi que l'a déjà fait remarquer Louise Dechêne sur cette question, « comme par le passé, le colon nouvellement établi est seul pour défricher sa terre. » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.62.

¹⁰⁵ Sur les techniques agricoles en tant que telles, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de R. -L. Séguin et plus particulièrement au chapitre 2 : voir R.-L. Séguin, *op. cit.*

entretenir les terres de leur maître. Ils peuvent également être affectés à des travaux ménagers et parfois même à des activités de type artisanal comme le textile, qualité que nous n'avons cependant pas retrouvée dans les contrats d'engagement étudiés¹⁰⁶. Leurs effectifs sont variables suivant les régions, les niveaux de richesse, le genre de culture et la répartition des propriétés¹⁰⁷ mais en principe, remarque Georges Lefebvre,

une exploitation d'une vingtaine d'hectares employait un valet de charrue ou carton, un second valet et une servante. Le premier conduisait les chevaux et dirigeait les travaux des champs concurremment avec le maître ; le second était chargé de tâches purement manuelles : sarclage, ruotage, nettoyage des étables et des écuries, entretien des fossés et chemins, battage ; moins payé, il peina plus durement. La servante donnait au bétail, trayait les vaches trois fois par jour, pétrissait et cuisait le pain, faisait le beurre et le fromage à côté de la fermière, vaquait au ménage et filait le lin ou la laine ; à l'occasion, elle sarclait aussi¹⁰⁸.

De la même manière qu'en France, il existe également deux types de domestiques agricoles dans la colonie : celui qui travaille au côté de son maître et celui qui exploite les terres d'un propriétaire absent, à savoir « les seigneurs, les communautés, les marchands, les officiers de justice et de l'administration, les habitants traitants des premières années, les artisans qui vivent bien de leur métier, les voyageurs aux Outaouais, tous ceux qui n'attendent pas après les revenus de la terre pour subsister »¹⁰⁹. Les seconds sont, nous le verrons, beaucoup plus nombreux que les premiers car rares sont ceux qui ont pu se payer le luxe d'avoir à leur service un domestique durant trois années consécutives.

La seule particularité qui peut vraiment différencier le domestique agricole canadien de son homologue français, c'est sans aucun doute l'âpreté et la cadence des défrichements commandés par la nécessité ; une activité toute masculine, qui explique en grande partie la

¹⁰⁶ J. Péret, *Les Paysans de Gâtine poitevine au XVIII^e siècle*, La Crèche, Geste éditions, 1998, p.152.

¹⁰⁷ J. P. Gutton, *op. cit.*, p.102. L'auteur souligne en effet que la présence de domestiques agricoles en France est liée à celle de certains types d'exploitants. Dans le Beauvaisis du XVII^e siècle par exemple, « l'existence d'une main-d'œuvre salariée fixe est pratiquement réservée aux grands fermiers et aux receveurs de seigneuries ». Ils sont très nombreux en revanche en Bretagne comme le rappelle H. Sée. J.-P. Gutton ajoute également, en prenant l'exemple de la Gâtine, que le contenu des baux peut limiter le nombre de domestiques ce que confirment P. Raveau et J. Dehergne, mais nuance J. Péret en démontrant que des métayers moyens utilisaient largement des domestiques et des servantes dans cette région. Voir H. Sée, *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*, Paris, Giard et Brière, 1906, p.308-310 ; P. Raveau, *op. cit.*, p.229 ; J. Dehergne, *Le Bas-Poitou à la veille de la Révolution*, Paris, Fontenay-Le-Comte, 1963, p.157-158 ; J. Péret, *op. cit.*, p.152.

¹⁰⁸ G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, rééd., Paris, A. Colin, 1972, p.277.

¹⁰⁹ J. P. Gutton, *op. cit.*, p.103 ; L. Dechêne, *op. cit.*, p.275.

faiblesse de la domesticité féminine dans le monde rural¹¹⁰. En France, précise Louise Dechêne, « seuls les hommes des bocages de l'Ouest ont appris à nettoyer des terres, mais ils n'ont pas vingt ans et certes pas l'habitude de poursuivre, jour après jour pendant trois ou cinq ans, une occupation qui chez eux s'intercale parmi d'autres et qu'il est rarement nécessaire de précipiter »¹¹¹. Les défrichements en Nouvelle-France sont une activité primordiale pour pourvoir non seulement aux besoins de sa famille et, plus largement encore, de la population, mais aussi pour prévenir autant que possible toutes embuscades iroquoises que favorisent les fardoques¹¹². Cependant, rares sont ceux qui peuvent travailler quotidiennement sur leur habitation car « bien peu ont les économies nécessaires pour subsister dix-huit mois en attendant la première récolte, payer le notaire, l'arpenteur, acheter les outils, ustensiles, clous et semence »¹¹³. La plupart des défricheurs doivent, par conséquent, louer leur service afin de régler leurs dépenses et réduire le poids de leurs dettes. Toutefois, plus ils travaillent chez les autres, moins ils ont le loisir de s'occuper de leur propre habitation, à moins d'avoir un domestique ; et plus ils tardent à y vaquer, plus ardue est la tâche qui les attend à leur retour. La nature, elle, ne perd pas de temps pour récupérer ses droits et réduire à néant le peu que l'homme a mis tant de mal à commencer à aménager. Mis à part le rythme soutenu des défrichements, caractéristique spécifique à la Nouvelle-France et à ceux qui le subissent, il n'en demeure pas moins que le domestique agricole, au même titre que celui des villes, semble globalement se distinguer assez peu de son homologue français.

Cette première incursion au cœur du marché colonial du travail nous a permis d'observer, d'une part, que la domesticité canadienne, au même titre que celle qui prévaut en France, semblait dans l'ensemble, et toutes proportions gardées, assez diversifiée. Nous avons vu qu'elle se démarquait même de la métropole en ce qui a trait à la fréquence des défrichements. D'autre part, nous avons pu remarquer à quel point ce groupe était

¹¹⁰ Dans quelques cas, les femmes sont affectées, comme en ville, à l'entretien du ménage mais aussi à la garde et au soin des bestiaux. Catherine Gennier, par exemple, s'engagea à Timothée Roussel pour le « servir sur sa terre au lieu de la Canardière comme fermière, avoir soin de tous les bestiaux, volailles, jardiner et de tout ce qui dépendra de ladite terre » (*ANQQ*, contrats du 25 octobre 1673, greffe Rageot). Catherine Glory promet quant à elle de servir une année Marie-Anne Hardy et Pierre Malet dans leur maison et de garder leurs bestiaux (*ANQM*, contrat du 10 novembre 1696, greffe Basset). Précisons que la domesticité féminine est aussi rare dans les campagnes françaises que canadiennes ; nous y reviendrons ultérieurement. Voir à ce sujet, J. P. Gutton, *op. cit.*, p.102.

¹¹¹ L. Dechêne, *op. cit.*, p.65.

¹¹² Les « fardoques », dites aussi « fredoches » ou « ferdoches », signifient des broussailles.

¹¹³ *Ibid*, p.273-274.

important au sein de ce marché, en dépit des lacunes des sources exploitées, mais aussi au sein même de la population en général. La place centrale qu'elle occupe dans l'immigration brute explique en grande partie cette situation, du moins pour les premières décennies de la période couverte par cette étude. Par la suite, et à partir des années 1670, l'immigration vers le Canada commence à diminuer et cela pour toutes les catégories d'immigrants, exception faite cependant des militaires¹¹⁴. Une nouvelle main-d'œuvre née au pays prend la relève et remplace peu à peu les engagés immigrants, transition sur laquelle nous nous penchons plus en détails ultérieurement. Le tableau de la distribution des domestiques qui vient d'être présenté demeure néanmoins impressionniste. Pour l'étoffer, une analyse plus fine des recensements s'impose. Nous pourrions ainsi être en mesure de dresser non seulement un portrait et une liste exhaustive des colons employeurs mais également d'observer, chiffres à l'appui, la répartition des domestiques dans la colonie laurentienne selon leur localisation et suivant le type de maître.

¹¹⁴ H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p. 15 et M. Boleda, « Trente mille Français... », *loc. cit.*, p.166.

DEUXIÈME PARTIE

LES MAÎTRES ET LA DEMANDE DE DOMESTIQUES

Chapitre III – Les employeurs laïcs : d’abord des paysans

Le propos de ce chapitre est de mettre en lumière les principales caractéristiques des employeurs. Le sexe, l’âge, le statut matrimonial, l’origine géographique, ou encore la catégorie socioprofessionnelle des maîtres sont des informations que nous avons pu relever et enregistrer dans une banque de données à partir des actes notariés, mais aussi, et surtout, des trois recensements nominatifs de la colonie de 1666, 1667 et 1681. Si les résultats de cette recherche révèlent peu de surprises quant au profil physique et social de ces individus, et particulièrement ce qui a trait à leur sexe et à leur situation matrimoniale, ils présentent néanmoins l’avantage d’évaluer pour la première fois leurs effectifs, et cela pour l’ensemble de la colonie laurentienne. Outre cet apport, nous nous pencherons également sur la répartition géographique des maîtres en essayant de distinguer clairement les ruraux des urbains, exercice difficile puisqu’il pose tout le problème de la définition des « villes » canadiennes au XVII^e siècle. Nous tenterons parallèlement de voir quelle incidence la distribution géographique et professionnelle des maîtres a pu avoir sur le nombre et la qualité des travailleurs recrutés. L’ensemble des données exploitées dans ce chapitre permettra en outre de mieux cerner l’ampleur du recours aux domestiques dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle. Il s’agira, pour cette question en particulier, d’observer la proportion des ménages avec et sans domestiques de manière globale pour commencer, et ensuite selon le lieu de résidence des foyers et la profession des chefs de famille. Enfin, nous tenterons en terminant de vérifier si la taille des exploitations et la composition familiale des ménages employeurs ont pu avoir un impact sur l’engagement de domestiques. Pour le XVIII^e siècle, Allan Greer et plus récemment Sylvie Dépatie ont démontré que ces recours ne s’expliquaient pas totalement par les déficiences de la main-d’œuvre familiale¹. Pour la période étudiée, la situation semble un peu différente et les conclusions que nous avons pu tirer des grilles d’analyse élaborées aux fins de cette enquête se distinguent, dans l’ensemble, de celles qui prévalent pour le XVIII^e siècle.

¹ A. Greer, *Peasant, Lord, and Merchant. Rural Society in Three Quebec Parishes. 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p.23 ; S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d’œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 », dans Gérard Béaur, Christian Dessureault et Joseph Goy, dir., *Familles, Terre, Marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVII^e – XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p.259.

3-1 Portrait physique et origine géographique des employeurs

3-1-1 Sexe, statut matrimonial et âge des employeurs

Au moment où sont réalisés les premiers recensements, en 1666 et 1667, la colonie compte à peine 4 000 personnes, principalement des hommes. « En excluant les enfants de moins de 15 ans dont la plupart sont nés au Canada », écrit Hubert Charbonneau, « les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. À tous les âges compris entre 20 et 45 ans, il y a toujours plus d'hommes que de femmes à chaque recensement, les rapports de masculinité oscillant entre 200 et 300%, dans les divers groupes d'âges considérés »². En 1681, la population a plus que doublé enregistrant un taux annuel moyen de croissance de 6,7% entre le deuxième et ce dernier recensement. Cependant, « bien que le rapport de masculinité pour l'ensemble de la population ait tendance à se régulariser rapidement à l'époque du recensement de 1681, par suite de la diminution de l'immigration [et en raison de la croissance naturelle], l'excédent masculin s'établit encore à 25% alors qu'il était de 57% et 70% en 1667 et 1666 respectivement », et s'élève considérablement à partir du groupe d'âges 35-39 ans³. La répartition selon le sexe des employeurs à partir des trois recensements illustre parfaitement la prééminence des hommes au sein de la colonie. Dans 95% des cas, en effet, nous avons affaire à un homme. Les contrats d'engagement canadiens et français nous amènent également au même constat : ce sont des hommes qui

² H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, 22^{ème} année, vol. 6 (1967), p.1035.

³ H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.81.

engagent prioritairement, et presque exclusivement les domestiques⁴. Bien entendu, ces observations viennent davantage de la domination des hommes dans la société en général que du simple déséquilibre des sexes au sein de la colonie. Nous pouvons tout de même nous interroger sur la présence de ces quelques femmes dans les recensements et les contrats canadiens. La réponse est simple et découle principalement de leur statut matrimonial. Dans les recensements, toutes les femmes que nous avons identifiées comme employeurs sont, sans exception, des veuves. Les hommes, quant à eux, sont mariés dans plus de 90% des cas (tableaux 3.1, 3.2 et 3.3) :

Tableau 3.1 – Répartition des employeurs selon le sexe et l'état matrimonial (EM) d'après le recensement de 1666

Sexe \ EM	Marié(e)s	Veufs ou veuves	Inconnu	Total
Hommes	170	6	7	183
Femmes	-	11	-	11
Total	170	17	7	194

Source : recensement du Canada

Tableau 3.2 – Répartition des employeurs selon le sexe et l'état matrimonial (EM) d'après le recensement de 1667

Sexe \ EM	Marié(e)s	Veufs ou veuves	Inconnu	Total
Hommes	188	5	8	201
Femmes	-	8	-	8
Total	188	13	8	209

Source : recensement du Canada

⁴ Sur les 1 207 contrats canadiens dépouillés et qui concernent 1 311 domestiques, nous en dénombrons 1 100 dans lesquels l'employeur est un homme. Pour 55 contrats, le maître est une femme et pour les 52 derniers nous avons affaire à une des communautés religieuses de la colonie. Les femmes, dont le notaire mentionne clairement qu'elles stipulent pour leur mari, leur fils ou beau-fils absent, ont été classées dans la catégorie des employeurs masculins ; nous avons calculé 58 cas de ce type. Qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, l'un et l'autre ont en moyenne un domestique à leur service. Les communautés religieuses en ont pour leur part 1.3 en moyenne. Nous observons plus loin que ces estimations varient beaucoup selon la catégorie socioprofessionnelle des employeurs. Dans le cas des communautés religieuses en particulier, même si peu d'entre elles passèrent de contrats notariés – 4.7% des 1 207 engagements étudiés – pour embaucher leurs domestiques, nous voyons également que le nombre moyen de domestiques au service des ordres religieux est supérieur à dix d'après les données des recensements.

À propos des contrats d'engagements français, notons que sur les 262 que nous avons retenus pour l'étude, 243 font état d'un employeur masculin ; les 19 autres d'une institution religieuse. Aucune femme n'est représentée en qualité d'employeur mis à part pour cinq contrats où Jeanne Mance et Judith Moreau stipulent pour le compte de l'Hôtel-Dieu de Montréal (ADCM, engagements du 5 mai 1659, du 8, 12 et 18 juin 1659, greffe Demontreau).

Tableau 3.3 – Répartition des employeurs selon le sexe et l'état matrimonial (EM) d'après le recensement de 1681

EM Sexe	Marié(e)s	Veufs ou veuves	Inconnu	Total
Hommes	173	11	10	194
Femmes	-	10	-	10
Total	173	21	10	204

Source : recensement du Canada

Parmi les 55 contrats d'engagements canadiens dans lesquels une femme engage un domestique, la proportion des veufs est de 60% ; on peut penser que les 40% restants étaient souvent composés de femmes mariées stipulant pour leur propre compte, car le notaire n'indiquait pas dans ces actes si elles agissaient directement au nom de leur mari⁵. Parmi ces dernières, notons que près de la moitié semblent appartenir aux classes aisées de la société coloniale. Mariées à un écuyer ou à un riche bourgeois, ces femmes devaient certainement disposer d'une plus grande autonomie que leurs homologues des classes inférieures lorsque venait le temps d'engager un domestique, tâche habituellement réservée au chef de famille, comme nous venons de le voir, à moins qu'il ne soit absent. Les hommes mariés et veufs étant majoritaires au sein du corpus, nous avons cherché à voir s'il était possible d'évaluer leur proportion par rapport à l'ensemble des hommes mariés et veufs de la colonie. Là encore, les travaux d'Hubert Charbonneau sur les trois recensements nous ont été d'un grand secours ; il en a compté respectivement 546 pour le premier recensement, 633 pour le second et 1 516 pour le dernier⁶. Le tiers de l'ensemble des hommes mariés et veufs en 1666 et 1667 ont eu par conséquent à leur service un ou plusieurs domestiques. À ce niveau, le phénomène est donc loin d'être négligeable. En 1681, en revanche, ils ne représentent plus que 12% de ce groupe ; cette différence résulte de la composition des familles des employeurs. En 1681, la réserve de jeunes enfants et adolescents nés dans la colonie en âge de travailler, ou du moins capable de le faire, était beaucoup plus importante que lors des deux premiers recensements. Rappelons en effet que

⁵ Voir par exemple les contrats du 19 mars 1675 (ANQM, greffe Basset), du 27 octobre 1684 (ANQM, greffe Maugue) ou encore du 11 avril 1703 (ANQQ, greffe Chambalon) ; dans ce dernier cas, l'employeur est Charlotte-Françoise Juchereau, comtesse de Saint-Laurent.

⁶ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, 22^{ème} année, vol. 6 (1967), p.1050 et 1054 ; H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.97.

« plus de la moitié des enfants issus de pionniers au Canada sont nés entre 1670 et 1685, soit au cours des quinze ans qui ont suivi la décennie marquée par l'arrivée du plus grand nombre de pionnières »⁷. Les probabilités que l'employeur puise la main-d'œuvre dont il a besoin au sein de sa propre famille étaient donc beaucoup plus grandes en 1681 que lors des deux premiers recensements, et cela expliquerait donc le moindre recours aux domestiques, comparativement aux années 1666 et 1667⁸. Nous revenons en détails sur cela plus loin, en abordant la composition de leurs ménages.

Avant d'achever ce portrait physique des employeurs, il reste encore à vérifier leur âge (tableau 3.4). Les recensements sont la seule source qui nous permet d'évaluer la répartition des maîtres selon l'âge mais aussi d'établir une moyenne générale pour l'ensemble de ces individus.

Tableau 3.4 – Répartition des maîtres selon l'âge d'après les recensements de 1666, 1667 et 1681 (en pourcentages)⁹

Recensements Groupes d'âges	1666 %	1667 %	1681 %
15 à 29 ans	12.5	13	7
30 à 44 ans	52	49	52
45 à 59 ans	25	25	28
60 ans et plus	9.5	11.5	12.5
Inconnu	1	1.5	0.5
Total	100	100	100

Source : recensements du Canada

Les résultats présentés ci-dessus font largement preuve d'uniformité. La majorité des employeurs a entre 30 et 44 ans, et cela dans chacun des trois recensements. La seule différence notoire se situe parmi le groupe d'âges des 15-29 ans qui chute littéralement de moitié entre les premiers et le dernier recensement, traduisant, d'une certaine manière, le

⁷ Hubert Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, op. cit., p.83.

⁸ Nous renvoyons le lecteur aux pyramides des âges présentées par H. Charbonneau pour les trois recensements. Nous pouvons y remarquer très clairement que la proportion des jeunes enfants (de 0 à 15 ans), d'adolescents ou de très jeunes adultes (15-19 ans) est beaucoup plus importante en 1681 qu'en 1666 ou 1667 : voir H. Charbonneau et J. Légaré, *loc. cit.*, p.1038 et H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, *loc. cit.*, p.85.

⁹ Nous reprenons ici le même type de classement par groupes d'âges que celui présenté par H. Charbonneau pour la population totale afin de nous aider à mieux les comparer par la suite.

vieillesse logique du groupe¹⁰. Pour l'ensemble de la population, cette baisse est, toutes proportions gardées, identique à celles des employeurs. En effet, les 15-29 ans représentent 30% de la population totale en 1667 mais, en 1681, leur part n'est plus que de 18%, déclin qui se trouve compensé par l'augmentation des plus de 30 ans et surtout des 0-14 ans car, souligne Hubert Charbonneau, « l'accroissement naturel joue déjà un rôle plus grand que l'accroissement migratoire dans l'augmentation du nombre des habitants »¹¹. Exclusion faite de cette dernière tranche d'âges, la répartition des employeurs selon l'âge présente donc sensiblement le même profil que celle de la population totale.

3-1-2 Origine géographique des employeurs

La provenance des employeurs n'est pas une information aussi simple à repérer que les caractéristiques précédentes dans la mesure où elle n'est mentionnée ni dans les recensements originaux ni dans les actes notariés qui ont été dépouillés pour cette étude. Les seuls outils disponibles reposaient sur les recensements annotés d'André Lafontaine, complétés à quelques reprises par le dictionnaire généalogique de René Jetté¹². Néanmoins, dans l'ensemble, il a été possible d'établir les origines provinciales des maîtres dans plus de 90% des cas. Nous présentons ici le résultat de cette recherche à travers trois tableaux (3.5, 3.6 et 3.7). Pour chacun d'entre eux, nous avons classé par ordre décroissant l'origine provinciale des employeurs afin de mieux visualiser l'importance de chaque province par rapport aux autres, mais aussi pour vérifier les similitudes de cette répartition avec celle de

¹⁰ La moyenne d'âge se situe autour de 41 ans pour les deux premiers recensements, et passe à 43 ans en 1681.

¹¹ H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, *loc. cit.*, p.84.

¹² A. Lafontaine, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, 1985, 414p ; *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, 376p ; R. Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 1176p.

Tableau 3.5 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1666

Origines	Nombre de maîtres	% des maîtres
Normandie	48	24.7
Perche	31	16
Île-de-France	25	12.9
Poitou	11	5.6
Aunis	10	5.2
Picardie	9	4.6
Saintonge	8	4.1
Anjou	7	3.6
Maine	6	3
Bretagne	5	2.6
Champagne	4	2
Angoumois	3	1.5
Touraine	3	1.5
Gascogne et Guyenne	2	1
Orléanais	2	1
Provence	2	1
Nivernais	2	1
Bourgogne	1	0.5
Bourbonnais	1	0.5
Canada	1	0.5
Inconnue	13	6.7
Total	194	99.5

Source : recensement du Canada

Tableau 3.6 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1667

Origines	Nombre de maîtres	% des maîtres
Normandie	62	29.6
Perche	29	13.9
Île-de-France	24	11.4
Aunis	13	6.2
Maine	10	4.7
Anjou	9	4.3
Saintonge	8	3.8
Poitou	7	3.3
Picardie	5	2.4
Champagne	5	2.4
Bretagne	4	2
Orléanais	4	2
Touraine	4	2
Gascogne et Guyenne	3	1.4
Nivernais	2	1
Angoumois	1	0.5
Bourgogne	1	0.5
Auvergne	1	0.5
Bourbonnais	1	0.5
Pays étrangers	1	0.5
Inconnue	15	7.1
Total	209	100

Source : recensement du Canada

Tableau 3.7 – Origines provinciales des employeurs canadiens recensés en 1681

Origines	Nombre de maîtres	% des maîtres
Canada	32	15.6
Normandie	31	15.1
Île-de-France	26	12.6
Perche	13	6.3
Poitou	12	5.8
Aunis	10	4.8
Gascogne et Guyenne	8	4
Maine	7	3.9
Saintonge	7	3.9
Touraine	7	3.9
Bretagne	6	2.9
Orléanais	6	2.9
Dauphiné	4	1.9
Angoumois	3	1.4
Languedoc	3	1.4
Nivernais	3	1.4
Lyonnais	2	0.9
Picardie	2	0.9
Champagne	1	0.4
Anjou	1	0.4
Bourgogne	1	0.4
Auvergne	1	0.4
Flandres	1	0.4
Bourbonnais	1	0.4
Pays étrangers	1	0.4
Inconnue	15	7.3
Total	204	99.6

Source : recensement du Canada

l'ensemble des émigrants français au Canada¹³. La représentation cartographique de ces données est présentée à l'annexe 6 ; celles figurant les origines provinciales de l'ensemble des émigrants français pour le Canada identifiés par Leslie Choquette, d'une part, et par le PRDH, d'autre part, sont présentées à l'annexe 7.

De quelles provinces et régions françaises les employeurs sont-ils natifs ? À la lumière de ces tableaux, nous constatons que la grande majorité provient du nord-ouest de

¹³ Nous nous sommes contenté uniquement de repérer ici l'origine provinciale des employeurs en écartant l'étude de leur répartition entre urbains et ruraux telle que L. Choquette a pu le faire pour l'ensemble des émigrants français. Cette dernière concluait globalement que les communautés urbaines fournissaient davantage d'émigrants au Canada que les communautés rurales. Après une rapide prospection, nous avons pu faire sensiblement le même constat au sujet des employeurs. Toutefois, comme nous ne connaissons pas la liste des villes et bourgs français que L. Choquette a établie pour classer l'ensemble des émigrants, nous ne pouvons affirmer avec certitude que le profil des employeurs est parfaitement semblable à celui de l'ensemble des émigrants français sur cette question : voir L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.32-39. Sur les difficultés rencontrées par l'auteur pour catégoriser les communautés urbaines et rurales, voir la note 19, p.272.

la France, avec en tête la Normandie et le Perche. Arrivent ensuite la grande province de l'Île-de-France et celles du Centre-Ouest (Orléanais, Maine, Anjou, Touraine et Poitou), suivies de la Bretagne. Enfin, le dernier groupe important vient de tout le Sud-Ouest côtier du pays (Aunis, Saintonge, Guyenne, Gascogne). L'Auvergne, le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, ou encore le Languedoc, pour ne citer que quelques exemples, apparaissent également dans les relevés, mais dans une moindre mesure. La présence de deux employeurs étrangers constitue également une autre particularité : il s'agit, en 1667, de Pierre Miville, originaire du Canton de Fribourg, en Suisse, et, en 1681, de Joseph Vendendec, natif de Bruxelles, en Belgique. Comparées aux origines de l'ensemble des émigrants français au Canada, ces données se distinguent peu de celles que présente Leslie Choquette dans son étude (voir les tableaux reproduits à l'annexe 8). En effet, écrit cette dernière, « l'étude des origines régionales des émigrants français vers le Canada souligne l'apport des secteurs de l'économie atlantique naissante les plus tournés vers l'extérieur, soit le Nord-Ouest, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, ainsi que la grande région parisienne »¹⁴. L'originalité du groupe étudié se situe davantage dans la présence, en 1681, d'employeurs natifs du Canada. Au moment du dernier recensement, ils représentent même le groupe le plus important, contrastant de loin avec le seul maître né en sol canadien identifié pour l'année 1666¹⁵. Nous connaissons le lieu de naissance ou de baptême pour 30 des 32 maîtres de souche canadienne. La plupart sont nés ou baptisés à Québec – 23 en tout –, cinq sont natifs de Trois-Rivières, et les deux derniers de Sillery et de Château-Richer, dans le gouvernement de Québec. Cette spécificité rappelle que les naissances dans la colonie, depuis l'installation des premiers pionniers, commencent à compenser le recul de l'immigration nette, ou pionnière, constatée depuis la fin des années 1670 essentiellement¹⁶. Avant de mettre en lumière la répartition géographique des employeurs au sein de la colonie, et des domestiques engagés à leur service, il reste encore à examiner leur métier.

¹⁴ L. Choquette, *op. cit.*, p.46.

¹⁵ Il s'agit de Jean Maheu, marchand, originaire de Québec

¹⁶ M. Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire Sociale*, vol.23, n°45, 1990, p.173. Sur les concepts d'immigration observée (ou brute) et pionnière (ou nette), nous renvoyons le lecteur à l'étude de H. Charbonneau : voir H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, *op. cit.*, p.14.

3-1-3 La profession des employeurs

L'historien qui souhaite obtenir une représentation fidèle des différentes catégories professionnelles de la population active au Canada, et des employeurs de domestiques en particulier, doit, au même titre que pour le repérage des serviteurs, composer avec ce que lui permet de découvrir le recenseur ou le notaire avec les inconvénients que cela peut parfois comporter. Dans les trois relevés qui suivent (tableaux 3.8, 3.9 et 3.10), nous dressons la répartition des employeurs selon la catégorie socioprofessionnelle, à partir des données contenues dans les trois recensements et qui ont été reproduites sur le support cd-rom du *PRDH*¹⁷. Nous précisons également le nombre – total et par sexe – de domestiques en service dans chacune de ces catégories, informations que nous exploitons un peu plus loin. De plus, même si le propos ne concerne pour le moment que les employeurs laïcs, nous ajoutons, à titre indicatif et comparatif, le nombre de serviteurs employés par les institutions religieuses de la colonie pour mieux rendre compte de leur importance.

Un des premiers aspects qui ressort des tableaux, c'est d'abord la variété des catégories socioprofessionnelles identifiées, excepté pour le recensement de 1667. Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, les métiers n'ont pas été relevés systématiquement cette année-là, sauf pour les notables et les domestiques¹⁸. Malgré ces lacunes, la comparaison des trois recensements étudiés avec ceux réalisés au XVIII^e siècle suggère qu'à peu près toutes les catégories socioprofessionnelles ont eu recours au service de domestiques au XVII^e siècle¹⁹. Un groupe sort néanmoins du lot puisqu'il rassemble

¹⁷ La liste des professions des diverses catégories professionnelles relevées dans les recensements est présentée à l'annexe 9. Cette liste comprend également les professions identifiées dans les contrats d'engagement canadiens.

¹⁸ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p.1043-1044.

¹⁹ Pour les recensements de 1716 et 1744 voir D. Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p.42.

Tableau 3.8 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l'employeur d'après le recensement de 1666²⁰

Catégories socioprofessionnelles	Maîtres		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques		Nombre moyen de domestiques par maîtres
	Nombre	%		♂	♀	
Officiers civils et militaires	20	10	61	59	2	3
Ordres religieux	7	3.5	77	77	-	11
Employés subalternes de l'administrations	3	1.5	3	3	-	1
Soldats	1	0.5	1	1	-	1
Marchands et bourgeois	15	7.5	28	25	3	1.9
Artisans de la construction	14	7	15	14	1	1.1
Artisans divers	16	8	20	20		1.2
Navigateurs	2	1	2	2	-	1
Commerçants	3	1.5	3	3		1
Habitants	99	49	134	133	1	1.3
Divers	4	2	4	4	-	1
Sans profession déclarée	17	8.5	38	36	2	2.2
Ensemble	201	100	386	377	9	1.9

Source : recensement du Canada

²⁰ Le lecteur remarquera que le nombre total de domestiques (386) ne correspond pas à celui présenté pour l'ensemble du recensement de 1666 (tableau 2.3), qui s'élève à 448 individus. De ce total, nous avons en effet retiré 61 domestiques qui n'étaient affiliés à aucun employeur lors du recensement. En fait, il s'agit de listes de travailleurs et/ou volontaires qui achèvent le relevé nominatif de chacune des localités recensées sans que nous sachions pour qui ces individus travaillaient. Nous en dénombrons ainsi 18 à Trois-Rivières, 14 sur l'Île d'Orléans et autant à Beupré, 8 à Québec, 4 dans la région de Charlesbourg, 2 à Sillery et 1 sur les côtes et fiefs de Saint-Jean, Saint-François ou Saint-Michel (Comté de Québec). Enfin, nous avons également soustrait de ces 448 domestiques un dénommé Jean Levasseur, car le recenseur l'avait enregistré à deux reprises chez le même employeur, Jacques Billaudeau, habitant de l'Île d'Orléans. Notre nouveau total pour ce tableau est donc bien de 386 domestiques.

Tableau 3.9 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l'employeur d'après le recensement de 1667²¹

Catégories socioprofessionnelles	Maîtres		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques			Nombre moyen de domestiques par maîtres
	Nombre	%		♂	♀	NC	
Officiers civils et militaires	15	7	39	38	1	-	2.6
Ordres religieux	6	2.5	95	95	-	-	15.8
Employés subalternes de l'administrations	1	0.5	1	1	-	-	1
Artisans de la construction	1	0.5	2	2	-	-	2
Artisans divers	1	0.5	1	1	-	-	1
Habitants	151	70	237	232	4	1	1.5
Divers	7	3.5	13	13	-	-	1.8
Sans profession déclarée	33	15.5	61	55	6	-	1.8
Ensemble	215	100	449	437	11	1	2.1

Source : recensement du Canada

Tableau 3.10 – Répartition des maîtres et des domestiques au Canada selon la catégorie socioprofessionnelle de l'employeur d'après le recensement de 1681²²

Catégories socioprofessionnelles	Maîtres		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques			Nombre moyen de domestiques par maîtres
	Nombre	%		♂	♀	NC	
Officiers civils et militaires	17	8	38	25	9	4	2.2
Ordres religieux	8	4	141	133	8	-	17.6
Employés subalternes de l'administrations	1	0.5	1	1	-	-	1
Soldats	2	1	2	1	1	-	1
Artisans de la construction	10	4.5	10	9	1	-	1
Artisans divers	17	8	18	13	5	-	1.1
Commerçants	4	2	8	6	2	-	2
Habitants	115	54	205	171	34	-	1.8
Divers	2	1	2	2	-	-	1
Sans profession déclarée	36	17	69	45	24	-	1.9
Ensemble	212	100	494	406	84	4	2.3

Source : recensement du Canada

²¹ Là encore, le nombre total de domestiques (449) ne correspond pas à celui de l'ensemble des serveurs repérés pour l'année 1667 (450 individus). Nous avons en effet retiré le dénommé René Noirard, domestique chez Élisabeth Moyen, veuve Lambert, à Montréal, car il apparaît à deux reprises chez le même employeur en 1667.

²² Le nombre total de domestiques (494) diffère de celui présenté pour l'ensemble du recensement, qui s'élève à 495 individus. Nous avons en effet retiré un certain Nicolas Delahaye, volontaire à Sillery, puisqu'il n'est affilié à aucun employeur en 1681.

environ la moitié des employeurs : les *habitants*²³. En 1667, leur proportion est même de 66% mais ce pourcentage inclut probablement le groupe des artisans dont les métiers n'ont pas été enregistrés par le recenseur. Parmi les autres catégories importantes, nous comptons principalement des artisans – qui rassemblent plus de 10% des employeurs en 1666 et 1681 – des officiers civils et militaires – catégorie dans laquelle sont regroupées les individus de profession indéterminée déclarées nobles – et enfin des ordres religieux. Notons en 1666 l'importance relative du groupe des marchands bourgeois – 7.5% de l'ensemble – catégorie absente dans les deux recensements suivants. En recoupant les personnes identifiées comme bourgeois et marchands dans le premier relevé avec l'ensemble des individus recensés dans les deux suivants, nous avons constaté que la plupart – neuf en 1667 et quatre en 1681 exactement – étaient toujours employeurs mais se retrouvaient cette fois dans la catégorie « habitant » ou encore dans celle des professions non déclarées. Le marchand au Canada n'est donc pas toujours que marchand : il exploite bien souvent une terre au même titre que l'*habitant* et occupe parfois un poste important dans la société. C'est le cas notamment de Charles Aubert, comme l'a déjà démontré Florent Panzani, personnage auquel le recenseur n'attribue aucun titre socioprofessionnel en 1681. À cette époque, cet homme était pourtant seigneur de Lachenaie, seigneurie située dans le gouvernement de Montréal, mais également riche homme d'affaires et marchand influent de la colonie²⁴. En utilisant également les informations fournies par André Lafontaine au sujet de chaque personne recensée, nous avons pu repérer 13 marchands au sein du corpus de 1667 – dont quatre étaient identifiés comme tel en 1666 – et sept en 1681 – dont deux étaient spécifiés

²³ Précisons que le vocable « habitant » est rarement utilisé par le recenseur, sauf pour l'année 1666. Pour les deux autres relevés, les personnes recensées ne sont pas déclarées « habitant » ; elles sont identifiées par leur profession, leur statut, ou alors, dans la plupart des cas, n'ont aucun titre particulier. Malgré tout, l'équipe du *PRDH* est parvenue à identifier les exploitants agricoles, qu'elle assimile au mot « habitant » sur son support cd-rom, car les recensements de 1667 et 1681 portent également sur l'agriculture. Par « habitant », nous devons donc entendre « paysan propriétaire », « agriculteur » ou encore « éleveur ». Tel que défini, l'« habitant » ne renvoie pas exclusivement aux ruraux. Une personne peut très bien résider en ville, posséder une terre à l'extérieur de celle-ci et ainsi être identifiée comme « habitant » par le *PRDH*. Nous revenons sur cet aspect en abordant la répartition géographique des employeurs. Sur la définition du mot « habitant » rappelons l'article de S. Dépatie, « El ser mas independiente del mundo ? La construccion del 'habitant' canadiense » (traduit par Ignacio Castillo Acosta), *Discurso colonial. La construccion de une diferencia americana*, sous la dir de Catherine Poupeney Hart, Albino Chacon Gutierrez, Heredia (Costa Rica)/Montréal, Editorial Universidad Nacional (EUNA)/Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 189-221. Sur le repérage des exploitants agricoles dans les recensements : voir H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p. 1041 ; H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p. 88.

²⁴ F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (Histoire), multigr. Université Laval, 2002, p. 44.

« marchand » en 1666. De la même manière que les précédents, ces individus n'apparaissent dans les recensements originaux sous aucune étiquette professionnelle particulière et sont enregistrés tels quels par le *PRDH*, ou alors comme « habitant » s'il est clairement indiqué le nombre d'arpents cultivés que chacun d'entre eux possède²⁵. En ce qui concerne le groupe des professions non déclarées, précisons qu'il s'agit de veuves ou encore d'individus auxquels le recenseur ou le *PRDH* n'a tout simplement attribué aucune mention professionnelle.

Le portrait socioprofessionnel des employeurs est à peu près similaire si nous examinons le profil des recruteurs dans les contrats d'engagements canadiens (tableau 3.11). Même si le quart de ces contrats ne nous fournit aucune information sur le métier des maîtres, nous constatons que la plupart demeurent tout de même contractés par des *habitants*, des officiers civils et militaires (incluant les nobles et les seigneurs). Nous relevons toutefois des différences par rapport aux recensements. D'abord, la proportion des *habitants* qui signent des contrats est peu élevée si l'on considère leur importance parmi l'ensemble des employeurs recensés. Inversement, la proportion des officiers civils et militaires identifiés dans les contrats d'engagement est plus forte que celle calculée dans chacun des trois recensements. Le recours aux notaires pour engager un domestique serait donc une pratique plus courante chez les officiers civils et militaires que chez les *habitants*, constat logique puisque les premiers demeurent essentiellement en ville, – nous le verrons plus loin – et ont, par conséquent, accès plus facilement aux services des notaires. Outre ces constats, de nombreux engagements ont été signés par des marchands et bourgeois, caractéristique que nous avons remarqué dans le recensement de 1666 mais que nous n'observons pas dans ceux de 1667 et 1681. Au contraire, à peine 8% des engagements sélectionnés ont été contractés par des artisans ce qui paraît peu étant donné la proportion de ce groupe parmi l'ensemble des employeurs recensés en 1666 et 1681. Notons enfin la présence de quelques commerçants, soldats et navigateurs, groupes qui apparemment recourent faiblement à la main-d'œuvre salariée comme le confirment les recensements.

²⁵ Cette dernière règle n'a, semble-t-il, pas toujours été bien observée puisque nous avons relevé sept employeurs qui possédaient des terres cultivées, comme Jean Pelletier en 1667 ou Jean Fournier en 1681, et auxquels l'équipe du *PRDH* n'avait pourtant attribué aucune mention professionnelle. Comme nous ignorons s'il s'agit d'une erreur ou d'une intention délibérée, nous avons choisi de laisser ces employeurs dans la catégorie « sans profession déclarée ».

Tableau 3.11 – Distribution des contrats d'engagements canadiens selon la catégorie socioprofessionnelle des employeurs²⁶

Catégories professionnelles	Nombre de contrats	%
Officiers civils et militaires	178	14.7
Ordres religieux et gens d'église	57	4.7
Employés subalternes de l'administrations	7	0.6
Soldats	11	0.9
Marchands et bourgeois	206	17
Artisans de la construction	39	3.2
Artisans divers	53	4.4
Commerçants	16	1.3
Navigateurs	9	0.7
Habitants	292	24.2
Charretiers	1	0.1
Divers	42	3.5
Sans profession déclarée	296	24.5
Ensemble	1207	99.8

Sources : actes notariés canadiens

Contrairement aux contrats canadiens, ceux signés à La Rochelle ne font pas référence systématiquement à l'employeur. En effet, dans les trois quarts des engagements français étudiés, nous avons affaire à des intermédiaires, des marchands rochelais pour la plupart, qui agissent soit comme procureur de colons qui avaient passé une commande, soit pour leur propre compte. Soixante seize contrats répondent au premier modèle²⁷. Nous connaissons, par conséquent, l'identité du maître qui récupère l'engagé une fois rendu dans la colonie et, dans 70% des cas, sa profession. Nous avons pu ainsi distinguer parmi eux, 13 habitants, 25 notables (marchands, bourgeois et intendant) et 22 communautés ou personnalités religieuses. Le notaire ne mentionne toutefois pas la profession de l'employeur pour 16 de ces contrats. Malgré tout, il est possible de déterminer assez facilement la catégorie sociale à laquelle il appartient en recoupant son identité avec les

²⁶ Notons que dans la colonne des pourcentages nous avons arrondi les résultats ce qui explique pourquoi leur somme ne totalise pas 100. Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 10 pour la liste des professions identifiées dans les contrats d'engagement.

²⁷ Remarquons que sur ces 76 contrats qui concernent 86 engagés, 66 ont été contractés par des marchands rochelais exclusivement. Les autres ont été signés par des marchands, notables, religieux ou de simples habitants résidant dans la colonie. Citons à titre d'exemple l'engagement du 13 mai 1648, signé par Jacques Maheu, habitant de Québec, au profit de Jean Hameau, aussi de Québec (ADCM, greffe Teuleron), celui du 16 mars 1649 contracté par Jean Liegeois, jésuite, stipulant pour Pierre Boucher, gouverneur de Trois-Rivières (même greffe), ou encore l'engagement du 16 avril 1658 signé par Pierre Denis, écuyer à Québec, pour le compte de Jacques de la Poterie, écuyer à Québec également (même greffe).

informations contenues dans les recensements et les actes notariés répertoriés dans *Parchemin*. Il ressort de ce rapide examen que les notables constituent le groupe majoritaire, si ce n'est exclusif, de cet échantillon²⁸. Le deuxième modèle, celui regroupant les marchands qui engagent des individus pour leur compte personnel, est toutefois plus important encore que le précédent, et cela pour l'ensemble du corpus. Il rassemble exactement 117 des 262 contrats enregistrés dans la banque de données conçue pour cette étude. La moitié de ces engagements a été réalisée à l'époque de la Communauté des Habitants (1645-1663), et plus particulièrement au moment de l'ouverture en 1656 de la vallée du Saint-Laurent aux marchands rochelais. L'autre moitié se concentre essentiellement au temps de la Compagnie des Indes Occidentales (1664-1674). Parmi ces contrats, 53 ont été effectués par Pierre Gaigneur, 40 par les associés Grignon, Gaigneur et Masse, et 12 par Jacques Pépin, tous marchands de La Rochelle²⁹. À l'inverse du premier modèle, ces marchands faisaient de ces engagés l'objet d'un véritable commerce au même titre que les marchandises qu'ils amenaient dans la colonie, ainsi que l'a très bien démontré Gabriel Debien³⁰. Cependant, nous n'irons pas jusqu'à affirmer que les engagés ont fait l'objet de spéculation. En ce sens, nous nous rapprochons ici davantage des propos tenus par Gervais Carpin qui nuance beaucoup, et avec raison, ce qu'a écrit G. Debien et plus récemment Peter Moogk à ce propos³¹. Il explique à ce sujet que

pour que le transport d'hommes de travail soit rentable, il fallait que l'offre réponde aux exigences de la demande [...]. Les marchands ne pouvaient pas se permettre de faire signer un contrat d'engagement, d'avancer de l'argent sur un salaire, d'assumer les coûts de la traversée et de rester avec l'engagé sur les bras. Il fallait qu'ils aient une idée assez précise des besoins de la colonie et du nombre d'engagés qui seraient acceptés l'année suivante, il

²⁸ Nous avons, par exemple, cinq contrats signés par Olivier Letardif pour le compte de Guillaume Couillard, bourgeois de Québec (*ADCM*, engagements du 9, 10 avril et 20 mai 1643, greffe Teuleron), trois autres contractés par Arnaud Peyré au profit de Charles Aubert, sieur de Lachenaie, seigneur dudit lieu comme nous l'avons vu antérieurement (*ADCM*, engagements du 7 mai 1685 et du 15 juin 1696, greffe Rivière et Soulard), et un engagement réalisé par Jean Liégeois au nom de Pierre Boucher, gouverneur de Trois-Rivières (*ADCM*, engagement du 16 mars 1649, greffe Teuleron).

²⁹ Précisons ici qu'un contrat suppose généralement un engagé. Cependant, il peut arriver qu'un même contrat en concerne un plus grand nombre. C'est le cas plus particulièrement de François Péron, marchand de La Rochelle, qui ne signe que deux contrats mais recrute à travers eux pas moins de vingt engagés (*ADCM*, engagements du 10 avril 1657, et du 14 mai 1658, greffe Cherbonnier). Retenons que sur ces 117 contrats, nous avons affaire à 154 engagés exactement, soit la moitié du corpus qui s'élève à 319 individus.

³⁰ G. Debien, «Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle», *RHAF*, vol. 6, no 2 (1952), p. 216.

³¹ P. Moogk, *La Nouvelle-France. The making of French Canada – A Cultural History*, Michigan State University Press, 2000, p. 109.

fallait donc aussi pour la même raison qu'ils soient attentifs au nombre d'engagés que leurs concurrents allaient transporter³².

Même s'ils agissent pour leur propre compte, ce ne sont pas à eux que sont destinés ces travailleurs une fois rendus dans la colonie, mais bien aux colons qui y résident³³. Nous avons donc cherché à identifier ces maîtres en repérant les engagés que nous retrouvions dans les trois recensements et les actes notariés canadiens, dès la première année suivant la signature de leur contrat. Malheureusement, cette enquête s'est révélée plutôt infructueuse car, mis à part leur premier contrat, ces travailleurs ne laissent finalement que bien peu de traces de leur séjour dans la colonie³⁴. Mais si l'identité des maîtres pour la plupart de ces engagements est complexe à déterminer, il en va autrement pour 69 contrats, réalisés personnellement par l'employeur, et qui complètent la base de données. Mis à part Jacques Maheu, seul habitant de Québec à recruter lui-même, le 13 mai 1648, un dénommé Pierre

³² G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.188-189 ; G. Debien, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle... », *loc. cit.*, p.191.

³³ Nous pouvons toutefois nous demander s'il en est de même pour les douze autres contrats que nous avons retenus parmi les 117 sélectionnés et qui se répartissent entre plusieurs marchands rochelais. Parmi eux, Jean Grignon ou encore Jacques Mousnier en contractant à eux seuls deux chacun (ADCM, engagements du 30 juin 1668 et du 4 juillet 1691, greffes Rivière et Soulard; engagements du 26 et 30 juin 1659, greffe Demontreau). De la même manière, Jean Peyré signe un seul contrat pour son propre compte le 1^{er} juillet 1699 (ADCM, greffe Rivière et Soulard). Ces engagements coïncident-ils avec le modèle que nous venons de décrire, ou sont-ils davantage le résultat d'une démarche personnelle? En ce sens, il est probable que ces marchands aient eu, eux aussi, besoin personnellement du service de quelques engagés durant leur périple au Canada, et plus particulièrement dans le cadre de leurs activités commerciales. Cela dit, il est également possible que ces engagements épars constituent les restes de grandes séries de contrats, à l'image de celles que nous avons déjà évoquées, mais qui n'ont malheureusement pas résisté aux aléas du temps et ont complètement disparu aujourd'hui. L'état actuel de la documentation ne nous permet pas de répondre à cette interrogation, mais le caractère éminemment commercial des engagements rochelais nous fait tout de même préférer la deuxième hypothèse.

³⁴ Dans la mesure où ces contrats sont cédés aux colons une fois ces marchands rendus au Canada, nous pensions retrouver quelques traces de ces transactions dans les actes notariés canadiens et ainsi identifier l'employeur à qui allait revenir tel ou tel engagé. Il n'en a rien été. Ce constat interroge sur l'existence éventuelle d'une entente non-écrite entre les marchands et quelques colons habitués à négocier avec eux, car rien ne nous permet de confirmer cette hypothèse, étant donné le silence de la documentation. En revanche, à partir des recensements, 75 contrats, concernant 75 engagés, étaient admissibles pour cette enquête. Nous avons vérifié la proportion de ceux que nous retrouvions dans les recensements de 1666 et 1667. Moins de la moitié a été repérée, soit 32 exactement, dont neuf travaillaient pour une communauté religieuse, cinq pour des notables et les autres pour des habitants. Précisons que ces engagements ont tous été signés par Pierre Gaigneur durant l'année 1665. Il est possible qu'ils aient été contractés au profit de la Compagnie des Indes Occidentales, Gaigneur en étant devenu un des directeurs, mais les actes ne le disent pas. Ils spécifient en revanche que ces travailleurs sont engagés à Pierre Gaigneur. En conséquence, il n'est pas improbable que ce dernier ait réalisé ces levées pour son compte personnel dans le cadre de ses activités commerciales au même titre que ses collègues : voir G. Debien, *loc. cit.*, p.192.

Landois, laboureur, pour une durée de trois ans³⁵, tous les autres employeurs sont des notables, marchands ou religieux qui emploient des travailleurs soit pour leur propre compte, soit pour celui de la compagnie ou société de colonisation à laquelle ils appartiennent. Dans le cas des premiers, nous retrouvons, entre autres, les écuyers Pierre Denis, Jacques Gourdeau et Pierre Lemoyne mais aussi quelques marchands de Québec tels que Charles Pauperet, Jean Lagrange ou encore Pierre Plassan³⁶. En ce qui concerne les seconds, notons d'abord la présence à La Rochelle de Jeanne Mance et de sa consœur Judith Moreau en 1659, venues recruter neuf engagés pour servir à l'Hôtel-Dieu de Montréal, institution dont elles sont les représentantes. Ces engagements s'inscrivent conjointement avec les levées commandées par Jérôme Leroyer, sieur de la Dauversière, principal fondateur de la Société Notre-Dame de Montréal, qui ont fait l'objet d'études particulières à cause de l'importance qu'elles eurent dans l'établissement et le développement de Montréal. Pour le sujet qui nous intéresse, nous avons trouvé sept contrats, concernant neuf engagés, signés personnellement par Leroyer³⁷. Une fois arrivés à Montréal, ces travailleurs devaient obéir aux ordres de Paul de Chomedey, écuyer, sieur de Maisonneuve, fondateur également de la Société Notre-Dame, et ils avaient pour devoir de participer aux défrichements ainsi qu'à la mise en valeur des terres sur l'île. Exception faite de cette société, au sujet de laquelle nous savons très exactement pour qui ces engagés allaient travailler, il reste à s'interroger sur le cas de 37 engagements contractés par les

³⁵ *ADCM*, contrat du 13 mai 1648, greffe Teuleron.

³⁶ Pierre Denis engage pour trois ans Marie Dutaud le 17 avril 1658 (*ADCM*, greffe Teuleron), Jacques Gourdeau recrute un laboureur nommé Bonaventure Rat le 6 avril 1658 (*ADCM*, greffe Savin) et enfin Pierre Lemoyne enrôle une servante prénommée Elizabeth Lafond le 26 avril 1696 (*ADCM*, greffes Rivière et Soulard). Les marchands Pauperet, Lagrange et Plassan engagent quant à eux un garçon de service chacun. Les deux premiers signent leur contrat respectivement le 12 et 15 juin 1699 et Plassan le 6 juillet 1708 (*ADCM*, greffes Rivière et Soulard).

³⁷ Les neufs engagés des religieuses sont répartis dans cinq contrats dont deux sont datés du 5 mai 1659 et les trois autres du 8, 12 et 18 juin de la même année (*ADCM*, greffe Demontreau). En ce qui concerne les sept engagements signés par le sieur de La Dauversière, six sont datés du 21 avril 1644 et le dernier du 2 mai 1644 (*ADCM*, greffe Teuleron). Sur les recrues levées par la Société Notre-Dame de Montréal : voir R.-J. Auger, *La grande recrue de 1653*, Montréal, Société de Généalogie canadienne-française, 1955, 205p. ; A. Godbout, *Les passagers du Saint-André. La recrue de 1659*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1964, 163p. Sur le système de recrutement spécifique à cette société, nous renvoyons le lecteur à l'étude de G. Carpin, *op. cit.*, p.210-232.

directeurs de deux compagnies de colonisation bien distinctes³⁸. À qui allaient revenir la direction de ces domestiques une fois rendus dans la colonie? Étaient-ils tous destinés aux responsables de ces compagnies? Assurément pas car telle n'était pas la mission première de ces directeurs. Gervais Carpin rappelle que tous les engagés que ces Compagnies recrutèrent « le furent pour le service public, que ce soit comme hommes de travail de la Compagnie ou de la Communauté [des habitants], comme soldats ou comme hommes de travail offerts aux colons qui réclamaient des domestiques »³⁹. Toutefois, les contrats rochelais ne disent rien sur ces colons, car ce n'est qu'une fois arrivés au Canada que les engagés connaissaient la personne qu'ils allaient servir pendant toute la durée de leur engagement, de la même manière d'ailleurs que ceux recrutés, à titre privé, par les marchands rochelais⁴⁰. Nous ne savons pas précisément comment ils étaient distribués dans la colonie mais nous avons remarqué, comme Peter Moogk, que le Conseil souverain semble jouer un rôle important dans ce processus⁴¹. Il a probablement tenu un registre de ces distributions, mais dans l'hypothèse où ce document a existé, les recherches que nous avons menées dans plusieurs fonds d'archives ne nous ont pas permis de le retrouver. Ainsi, dans la moitié des cas environ, les contrats français ne nous permettent pas de dresser les caractéristiques des employeurs éventuels à commencer par la plus élémentaire, leur identité.

Nous avons vu que les résultats obtenus à partir des actes notariés canadiens et des recensements pour tenter de les repérer n'étaient pas toujours probants. L'autre moitié des engagements retenus offre heureusement un meilleur résultat. Nous constatons que si,

³⁸ Vingt-cinq ont été approuvés par Antoine Cheffault au cours des années 1642 et 1643 et les 12 autres par Pierre Gaigneur entre 1666 et 1668 au nom respectivement de la Compagnie générale de la Nouvelle-France et de la Compagnie des Indes Occidentales (ADCM, greffe Teuleron). À propos de la composition de la compagnie de la Nouvelle-France : voir G. Carpin, *op. cit.*, p.89-116. Sur celle de la compagnie des Indes Occidentales : voir M. Trudel, *La Seigneurie de la Compagnie des Indes Occidentales*, Québec, Fides, 1997.

³⁹ G. Carpin, *op. cit.*, p.199.

⁴⁰ Comme les précédents, nous n'avons retrouvé aucune trace de ces domestiques dans les actes notariés canadiens au cours des trois années que durèrent leur engagement. Cependant, nous avons pu retrouver la trace de deux engagés parmi les 12 recrutés pour le compte de la Compagnie des Indes Occidentales à partir des recensements de 1666 et 1667. Il s'agit de Jacques Tessier, engagé le 1^{er} mai 1666 (ADCM, greffe Teuleron) et de René Fourault, recruté le 22 juin 1667 (greffe cité). Le premier se retrouve en 1666 chez Pasquier Nony, habitant et fermier dans le comté de Québec et le second en 1667 chez Charles Gaultier, habitant du Cap Rouge.

⁴¹ P. Moogk, *op. cit.*, p.97. Nous avons relevé plusieurs arrêts concernant la distribution d'engagés dans la colonie. Louis Lesage, habitant, s'adressa notamment au Conseil souverain le 14 janvier 1655 afin que François Frosoy lui soit loué, ce dernier ayant « été remis au Conseil par le sieur d'Auteuil » : JDCS, arrêt du 14 janvier 1665. Voir également les arrêts du 26 mai 1664, du 7 et 21 janvier 1665.

globalement, la catégorie des notables était largement majoritaire, qui plus est en considération de leur proportion au sein de la colonie, celle des *habitants* n'était toutefois pas totalement exclue. Ces *habitants* étaient-ils plus riches que les autres ? À ce stade de la recherche, il apparaît difficile de répondre à cette question. Les *habitants* qui passaient directement commande auprès des marchands rochelais entretenaient vraisemblablement des liens étroits avec eux, mais certainement des liens moins forts que les notables qui recouraient plus régulièrement à leur service pour assurer non seulement leurs activités mais également leur train de vie.

3-2 Répartition géographique des employeurs et de la domesticité

3-2-1 Aperçu général

Les trois recensements nominatifs demeurent, malgré leurs imperfections, le meilleur outil pour déterminer la distribution géographique de l'ensemble des colons du Saint-Laurent au XVII^e siècle. Nous avons vu dans le deuxième chapitre que les colons tendaient à se regrouper autour des trois centres « urbains » de Québec, Montréal et Trois-Rivières, et cela pour l'ensemble de la période, avec néanmoins de fortes disparités au niveau de la concentration du peuplement⁴². En 1666, « seul le groupe de Québec possède une certaine consistance, avec ses prolongements sur la côte de Beaupré et l'île d'Orléans : plus des deux tiers de la population s'y trouvent concentrés. En 1667, la répartition est tout à fait analogue, sauf sur la rive sud, en face de Québec, où la population a nettement progressé »⁴³. Au moment du troisième recensement, « le gouvernement de Québec représente encore 60% de la population totale. Les trois-chefs lieux de gouvernement autour desquels se rassemblait la plus grande partie des habitants en 1667 constituent toujours les trois principaux noyaux de peuplement »⁴⁴. Ce qui a changé entre le début et la fin de la période étudiée, c'est à la fois la croissance des trois noyaux de peuplement mais

⁴² Voir cartes à l'annexe 2.

⁴³ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p.1034.

⁴⁴ H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.79-81.

aussi des zones qui les séparent à tel point que « l'on peut parler de peuplement pratiquement continu sur une distance d'environ 400 kilomètres de part et d'autre du Saint-Laurent »⁴⁵ dès 1681. À l'intérieur de ce cadre, nous avons cherché à vérifier plus spécifiquement la répartition géographique des employeurs, telle que les trois recensements nominatifs la représentaient. L'Église a volontairement été écartée car la répartition géographique des communautés ne traduit pas forcément celle des domestiques comme nous le voyons ultérieurement. Nous exposons les résultats de la recherche à travers les trois tableaux suivants (tableaux 3.12, 3.13 et 3.14). La représentation cartographique des données figurant dans ces tableaux est présentée à l'annexe 11.

⁴⁵ *Ibid*

**Tableau 3.12 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et
des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1666 (Ordres
religieux exclus)**

Lieu	Nombre total de ménages	Ménages avec domestiques		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques			Domestiques/ ménage
		Nombre	%		Hommes	Femmes	NC	
Montréal	138	24	12.4	37	36	1	-	0.27
<i>Total</i>	<i>138</i>	<i>24</i>	<i>12.4</i>	<i>37</i>	<i>36</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>0.27</i>
Trois-Rivières	111	45	23.2	73	73	-	-	0.65
<i>Total</i>	<i>111</i>	<i>45</i>	<i>23.2</i>	<i>73</i>	<i>73</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0.65</i>
Québec	105	39	20.1	73	66	7	-	0.69
St-Jean, St-François et St-Michel (Comté de Québec)	35	13	6.7	26	26	-	-	0.74
Cap Rouge et St-François-Xavier (Seigneurie de Sillery; Comté de Québec)	30	8	4.1	15	15	-	-	0.5
Beauport	29	13	6.7	21	20	1	-	0.72
Notre-Dame-des-Anges, la rivière St-Charles et Charlesbourg	41	3	1.5	3	3	-	-	0.07
Côte de Lauzon (Comté de Lévis)	3	2	1	2	2	-	-	0.66
Sainte-Famille, Île d'Orléans	148	23	11.9	31	31	-	-	0.2
Beaupré (Comté de Montmorency)	124	24	12.4	28	28	-	-	0.22
<i>Total</i>	<i>515</i>	<i>125</i>	<i>64.4</i>	<i>199</i>	<i>192</i>	<i>8</i>	<i>-</i>	<i>0.38</i>
TOTAL	764	194	100	309	300	9	-	0.4

Source : recensement du Canada

Tableau 3.13 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1667 (Ordres religieux exclus)

Lieu	Nombre total de ménages	Ménages avec domestiques		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques			Domestiques/ménage
		Nombre	%		♂	♀	NC	
Montréal	148	34	16.3	56	55	1	-	0.38
<i>Total</i>	<i>148</i>	<i>34</i>	<i>16.3</i>	<i>56</i>	<i>55</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>0.38</i>
Trois-Rivières, Le Cap et Champlain	42	18	8.7	31	31	-	-	0.74
Petit Cap de la Madeleine (Comté de Champlain)	85	19	9	27	27	-	-	0.32
<i>Total</i>	<i>127</i>	<i>37</i>	<i>17.7</i>	<i>58</i>	<i>58</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0.45</i>
Québec	74	22	10.5	40	35	5	-	0.54
Côtes Ste-Geneviève, St-François et St-Michel (Comté de Québec)	40	12	5.7	22	22	-	-	0.55
Cap Rouge et Côte St-Ignace (Côte St-François-Xavier, Seigneurie de Sillery, Ste-Foy)	22	7	3.4	13	12	1	-	0.6
Cap Rouge et Côte St-Ignace (Seigneurie de Gaudarville, Ste-Foy)	8	6	2.8	8	8	-	-	1
Sillery	7	1	0.5	2	2	-	-	0.28
Côte St-Ignace (Seigneurie de Sillery, Ste-Foy)	12	1	0.5	2	2	-	-	0.16
Côte de Beauport, Notre-Dame-des-Anges et autres	36	14	6.7	34	32	1	1	0.94
Seigneurie Notre-Dame-des-Anges (Charlesbourg)	116	16	7.6	23	23	-	-	0.2
Côte de Lauzon (Comté de Lévis)	25	8	3.8	17	17	-	-	0.68
Sainte-Famille, Île d'Orléans	115	11	5.3	16	16	-	-	0.14
L'Ange-Gardien, Côte de Beaupré (Comté de Montmorency)	44	10	4.8	22	21	1	-	0.5
Château-Richer, Côte de Beaupré, (Comté de Montmorency)	53	18	8.6	27	25	2	-	0.51
Sainte-Anne du Petit-Cap, Côte de Beaupré (Comté de Montmorency)	39	10	4.8	10	10	-	-	0.25
Cap Tourmente, Côte de Beaupré (Comté de Montmorency)	5	2	1	4	4	-	-	0.8
<i>Total</i>	<i>596</i>	<i>138</i>	<i>66</i>	<i>240</i>	<i>229</i>	<i>10</i>	<i>1</i>	<i>0.4</i>
TOTAL	871	209	100	354	342	11	1	0.4

Source : recensement du Canada

Tableau 3.14 – Répartition géographique des domestiques selon leur sexe et des ménages employeurs selon les divisions territoriales de 1681 (Ordres religieux exclus)

Gouv.	Lieu	Nombre total de ménages	Ménages avec domestiques		Nombre de domestiques	Sexe des domestiques			Domestiques/ménage
			Nombre	%		♂	♀	NC	
Gouvernement de Montréal	Montréal (ville)	201	23	11.2	39	28	11	-	0.19
	Fief Verdun (Lachine)	82	11	5.4	17	17	-	-	0.2
	Île de Montréal	2	1	0.5	4		-	4	2.00
	Varennes – Île Sainte-Thérèse	40	1	0.5	3	2	1	-	0.07
	Saint-Ours	21	1	0.5	3	3	-	-	0.14
	Saurel	27	1	0.5	6	6	-	-	0.22
	Repentigny	31	1	0.5	1	1	-	-	0.03
	Lachenaie	22	1	0.5	1	1	-	-	0.04
	Chambly	17	1	0.5	1	1	-	-	0.06
	Villemur (Berthier)	9	1	0.5	1	1	-	-	0.11
Total	Gouvernement de Montréal	452	42	20.6	76	60	12	4	0.17
Gouvernement de Trois-Rivières	Trois-Rivières	34	8	4	11	8	3	-	0.32
	Champlain	59	9	4.4	14	10	4	-	0.24
	Cap de la Madeleine	39	10	4.9	11	11	-	-	0.28
	Sainte-Anne de la Pérade	22	5	2.4	9	9	-	-	0.41
	Batiscan	53	5	2.4	5	3	2	-	0.09
	La Prade (Gentilly)	7	1	0.5	2	2	-	-	0.29
	Rivière Nicolet	9	1	0.5	1	1	-	-	0.11
Total	Gouvernement de Trois-Rivières	223	39	19.1	53	44	9	-	0.24
Gouvernement de Québec	Québec	233	58	28.4	92	58	34	-	0.39
	Beauport	46	14	6.8	36	28	8	-	0.78
	Comté de Montmorency (Beaupré)	121	17	8.4	20	19	1	-	0.22
	Portneuf – Cap-Santé	3	3	1.4	15	13	2	-	5.00
	Île d'Orléans	188	7	3.4	13	11	2	-	0.07
	Bellechasse	47	6	2.9	11	11	-	-	0.23
	Saint-François	14	2	1	9	6	3	-	0.64
	Île d'Anticosti	1	1	0.5	6	5	1	-	6.00
	La Bouteillerie (Rivière Ouelle)	11	2	1	4	3	1	-	0.36
	Lauzon (Comté de Lévis)	49	2	1	3	2	1	-	0.06
	Beaumont – Cap Saint-Claude	20	1	0.5	3	2	1	-	0.15
	Charlesbourg	129	2	1	2	2	-	-	0.02
	Dombourg - Neuville – Pointe aux Écureuils	74	2	1	2	2	-	-	0.02
	Côte Saint-Michel (Sillery)	21	2	1	2	2	-	-	0.10
	Île aux Oies (Cap Saint-Ignace)	6	1	0.5	2	2	-	-	0.33
	Monceaux (Sainte-Foy)	1	1	0.5	2	2	-	-	2.00
	Godarville (Ancienne-Lorette)	16	1	0.5	1		1	-	0.06
	Chavigny-Deschambault	1	1	0.5	1	1	-	-	1.00
Total	Gouvernement de Québec	981	123	60.3	224	169	55	-	0.22
TOTAL		1 656	204	100	353	273	76	4	0.21

Source : recensement du Canada

Un employeur correspondant à un ménage bien spécifique, nous avons d'abord établi pour chacun de ces tableaux, une colonne présentant le nombre total des ménages répertoriés pour chaque lieu où la présence de domestiques était confirmée⁴⁶. Mis à part le recensement de 1681 où quelques localités ou paroisses ne sont pas représentées du fait de l'absence de domestiques, les données figurant dans cette colonne correspondent bien dans l'ensemble au nombre total des ménages calculés et recensés pour tout le territoire canadien. Autrement dit, les employeurs et les domestiques se répartissent globalement dans toutes les seigneuries et paroisses de la colonie laurentienne⁴⁷. Remarquons que la précision des noms de lieux est toutefois beaucoup plus vague en 1666 et 1667 qu'en 1681. En effet, dans les deux premiers relevés, l'agent recenseur ne précise pas si Montréal, Québec et Trois-Rivières correspondent aux limites géographiques des trois « villes », ou, au contraire, à celles de leur gouvernement respectif. En 1667, plusieurs localités sont même regroupées ensemble sans que nous puissions distinguer le lieu exact de résidence des ménages recensés⁴⁸. Quoiqu'il en soit, il appert clairement que la ville de Québec et ses campagnes environnantes concentrent le plus fort pourcentage de ménages employeurs au Canada. Dans les trois recensements, plus de 60% de ces foyers y demeurent. Le gouvernement de Trois-Rivières arrive en seconde position jusqu'en 1681. Il réunit en 1666 et 1667 respectivement 23.2% et 17.7% de l'ensemble des familles recourant à des domestiques au pays. Dans le dernier relevé, la proportion de ces foyers en particulier est évaluée à 19.1%, soit un peu moins que dans le gouvernement de Montréal qui regroupe cette année-là 20.6% des ménages employeurs. La part de ces derniers, localisés sur l'île de Montréal et les alentours, augmente d'ailleurs de façon continue entre les premiers et le dernier recensements. Elle passe en effet de 12.4% à 16.3% de 1666 à 1667 et atteint finalement 20.6% au moment du dernier relevé. Si nous poussons un peu plus loin ces observations et que nous nous penchons de plus près sur la dernière colonne des tableaux et

⁴⁶ Nous avons déterminé ces effectifs à partir de la copie papier des recensements relevés par l'équipe du PRDH : voir H. Charbonneau, dir., *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et des recensements du Québec ancien*, 47 vol., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1980-1988.

⁴⁷ F. Panzani avait également remarqué que peu de seigneuries ou de paroisses ne comptaient aucun domestique en 1681. S'il en existe, précise-t-il, « elles restent rares et se placent parmi les moins peuplées de la colonie : Lavaltrie, Lanoraie, Boucherville, Longueuil, Lotbinière, Saint-Antoine de Tilly, Rivière-du-Loup, Bécancour, Saint-Augustin et Verchères sont dénuées de domestiques. La dispersion des serviteurs est telle que l'on dépasse rarement un rapport de 0,3 domestiques par ménage pour les 36 lieux recensés » : F. Panzani, *op. cit.*, p.39.

⁴⁸ Le recenseur assimile par exemple Trois-Rivières au Cap de la Madeleine et au bourg de Champlain.

sur la répartition des domestiques en service dans chacune des localités ou paroisses répertoriées, conjointement avec celle des ménages employeurs, il semble que plus un lieu de colonisation est neuf, moins le nombre de domestiques et de ménages employeurs est important. C'est le cas plus particulièrement pour l'île d'Orléans mais aussi pour les seigneuries de Beaupré, de Beauport et de Charlesbourg, ou même de Montréal fondée par Maisonneuve seulement en 1642⁴⁹. N'en concluons pas, pour autant, que le rôle des domestiques était réduit dans les défrichements et les premières mises en valeur. Les effectifs de ces travailleurs sont minces dans ces localités car le nombre de ménages y est limité. De plus, ceux qui s'installent dans les zones de colonisation sont en règle générale démunis⁵⁰. Notons également, même si nous y revenons plus tard, que les défrichements se poursuivent tout au long du XVIII^e siècle, et ce quelle que soit l'ancienneté de la paroisse ou du lieu observé.

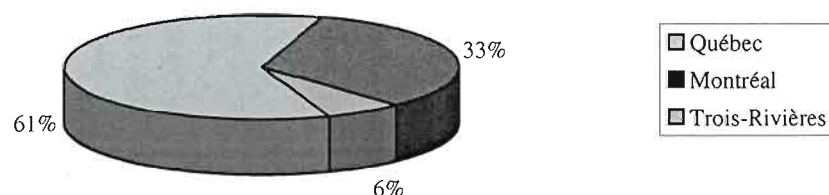
Globalement, cette répartition géographique se confirme également à la lecture des contrats d'engagement canadiens où l'activité de recrutement est particulièrement forte pour la région de Québec (graphique 3.1)⁵¹. De la même manière, en distinguant dans les contrats rochelais le lieu de destination des engagés, il apparaît que la ville de Québec et les campagnes environnantes sont encore une fois largement privilégiées comparées au reste de la colonie (tableau 3.15). Cependant, il y a lieu de penser également qu'une des explications de ce phénomène est le fait que Québec est le port de débarquement le plus important au pays. Il convient donc de ne pas rejeter l'hypothèse que les contrats mentionnant Québec, comme lieu de destination, finissent par concerner du travail qui se fera ailleurs.

⁴⁹ G. Carpin a démontré à partir des recensements de 1666 et 1667 que plus la population coloniale était d'installation récente, plus important était le nombre de feux employeurs ne faisant travailler qu'un ou deux domestiques (G. Carpin, *op. cit.*, p.157.) Les tableaux que nous présentons ne permettent pas au lecteur de vérifier cette affirmation mais après avoir interrogé notre banque de données, nous pouvons toutefois la confirmer, et cela pour les trois recensements étudiés.

⁵⁰ Voir à ce sujet dans la bibliographie les titres concernant la transmission du patrimoine et la formation d'un groupe d'exclus (J. Mathieu, J. Goy et J.-P. Wallot, G. Bouchard et J. Goy, S. Dépatie). Voir aussi Thomas Wien, *Peasant Accumulation in a Context of Colonization : Rivière-du-Sud, Canada, 1720-1775*, Thèse de doctorat (Ph. D.), Université McGill, 1988, p. 255.

⁵¹ Sur les 1 207 contrats d'engagement retenus pour le sujet, 1 155 concernent un employeur laïc. Parmi eux, 965 nous indiquent le lieu de résidence de l'employeur. Globalement, 60% habitent le gouvernement de Québec, 30% celui de Montréal et enfin 10% celui de Trois-Rivières. Parce que la résidence de l'employeur n'est pas mentionnée systématiquement dans les contrats et que nous cherchions à avoir une vue d'ensemble plus complète, nous nous sommes fié à la localisation des notaires dans la colonie pour réaliser le graphique, d'autant qu'elle correspond habituellement à celle des employeurs.

Graphique 3.1 - Répartition des contrats d'engagement canadiens entre 1640 et 1710 selon le lieu de signature



Nombre total de contrats: 1 207

Source : actes notariés canadiens

Tableau 3.15 – Distribution des contrats d'engagements français selon la destination de l'engagé

Destination de l'engagé	Nombre de contrats	%
Montréal	21	8
Québec	231	88
Trois-Rivières	8	3
Montréal ou Québec	2	1
Total	262	100

Sources : actes notariés français (ADCM)

La distribution des ménages employeurs observée à partir des recensements n'est toutefois pas aussi claire qu'elle peut le sembler, en particulier pour les relevés de 1666 et 1667 où le recenseur ne distingue pas, nous l'avons dit, la ville de la campagne. Il faut par conséquent s'attarder davantage sur ce problème.

3-2-2 La distinction ville/campagne dans la vallée laurentienne au XVII^e siècle

En étudiant la répartition des émigrants du Canada, Leslie Choquette souligne la difficulté de définir ce qui constitue des villes au Canada au XVII^e siècle. Elle souligne, en effet, que « même s'il est vrai que les colons de la vallée du Saint-Laurent tendaient à se regrouper autour des trois centres « urbains » de Québec, Montréal et Trois-Rivières, il

n'en reste pas moins que définir ces centres en tant que véritables villes demeure discutable. Au moment de la conquête britannique, aucun ne pouvait se vanter de rassembler plus de 8 000 habitants, et Trois-Rivières était simplement un bourg rural résolument attaché aux activités de la campagne environnante »⁵². Nous ne pouvons qu'être en accord avec les affirmations de Leslie Choquette, mais nous croyons tout de même utile et nécessaire de différencier les trois centres de peuplement originels du reste de la colonie parce qu'ils constituent, d'une part, des entités juridiques bien distinctes à l'intérieur desquelles se côtoient nombre de services (religieux, administratifs, judiciaires et commerciaux) et, d'autre part, des espaces privilégiés séparés des campagnes environnantes par des fortifications, lorsqu'elles existent, ou de simples palissades de pieux comme c'est le cas plus particulièrement pour le bourg de Trois-Rivières⁵³. C'est donc, comme en France au XVII^e siècle, moins la densité de la population qui définit la « ville » ou le « lieu réservé pour la ville » au sein de la colonie laurentienne que sa spécificité historique, juridique et physique.

À partir de ces considérations, nous avons cherché à vérifier la proportion des employeurs en milieu rural et urbain, essentiellement pour les recensements de 1666 et 1667 où, contrairement au dernier relevé, le recenseur ne fait aucune distinction entre la « ville » et la campagne sauf, semble-t-il, pour Québec. Pour y arriver, nous avons repris chaque ménage employeur identifié à Montréal, Trois-Rivières et Québec en vérifiant le lieu exact de leur résidence à partir des deux terriers du Saint-Laurent de 1663 et 1674, réalisés par Marcel Trudel, seuls outils disponibles pour cet exercice⁵⁴. Se basant sur quelques rares aveux et dénombrements de la colonie, et surtout sur les actes notariés, cet historien parvient à dresser, dans ses deux ouvrages, l'inventaire détaillé des terres en

⁵² L. Choquette, *op. cit.*, p.33. Nous renvoyons le lecteur à la note 19 de l'ouvrage (page 272) car l'auteur dresse les multiples définitions de la communauté rurale et urbaine qui se sont succédées et enrichies dans le temps à partir de plusieurs dictionnaires de référence. Contrairement à ce que prétend L. Choquette, la limite habituellement admise pour définir un centre « urbain » est de 5 000 habitants et non pas 8 000.

⁵³ Dans le cas de Montréal, notons que la ville ne répond pas à la seconde condition car l'enceinte de pierres a été construite de 1717 à 1736. Toutefois, une première enceinte en bois fut érigée à compter de 1687 ; elle était destinée « d'abord et avant tout, à abriter la population constamment menacée par des attaques iroquoises ». De plus, ses origines historiques ainsi que les nombreux services et institutions qui s'y trouvent dès les premières années de sa fondation en 1642, lui valent bien le titre de ville dans les limites abordées un peu plus bas dans le développement. Sur les travaux de fortifications à Montréal : voir Phyllis Lambert et Alan Stewart (dir.), *Montréal une ville fortifiée au XVIII^e siècle*, Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992, p.19-20.

⁵⁴ M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973 ; Id., *Le terrier du Saint-Laurent en 1674*, Montréal, Éditions du Méridien, 1998.

seigneurie et en censive dans l'habitat traditionnel des Canadiens, en énumérant tous les lots accordés sur les deux rives du Saint-Laurent, de la région de Montréal jusqu'au Golfe. Nous avons donc considéré les bornes géographiques utilisées par Marcel Trudel pour délimiter les « villes » de Québec et de Montréal, ainsi que le bourg de Trois-Rivières. Il a été possible ainsi de distinguer la zone « urbaine » de la zone rurale dans la colonie laurentienne, bornes qui, soulignons-le, ne diffèrent pas entre les deux terriers étudiés.

Procédons par ordre de grandeur et commençons par la ville de Québec. Dès 1663, nous savons qu'elle englobe, ce que l'on appelle déjà à cette époque, la haute et la basse-ville. La première coïncide à peu près avec la haute-ville *intras-muros* d'aujourd'hui et rappelle vaguement la forme d'un triangle, dont les côtés sont protégés d'une façon naturelle par les falaises, tandis que la base se limite à une ligne de circonvallation qui la sépare de la banlieue⁵⁵. La seconde, plus ancienne, est aménagée sur une bande étroite de terre, entre la falaise du Cap-aux-Diamants et le fleuve⁵⁶. En ce qui concerne Montréal, Marcel Trudel note que la ville mesure 20 arpents de longueur et estime sa superficie à environ 130 arpents. Elle

s'étend du coteau Saint-Louis jusqu'à la concession de Cavelier [de Lasalle], territoire enserré entre la Commune (bande large d'un arpent le long du fleuve) et la rivière Saint-Martin, qui coule à environ 6 arpents de la Commune en direction de la rivière Saint-Pierre ; sur une carte moderne, la ville de 1663 aurait donc comme limites en aval la rue Saint-Christophe, en amont la rue Bleury ; du côté du fleuve, la rue Saint-Paul ; du côté des terres, la rue [Saint-Antoine]. Cette ville n'est encore entourée d'aucune muraille ni palissade ; elle s'appuie sur le fort, au confluent de la rivière Saint-Pierre et du fleuve, et sur deux redoutes : l'une est érigée sur le coteau Saint-Louis ; l'autre, sur l'emplacement de Godé, vers la rue Saint-François-Xavier⁵⁷.

Enfin, pour ce qui est du bourg de Trois-Rivières, Marcel Trudel juge qu'il comprend trois parties distinctes : le bourg proprement dit, entouré d'une palissade de pieux, le Platon dit aussi *plate-forme* au sud-ouest, c'est-à-dire en amont du bourg, et enfin une extension qui va du bourg vers la Commune, appelée le bas-Platon⁵⁸.

⁵⁵ Sur les limites très détaillées de cette ligne de circonvallation, voir M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, op. cit., p.157.

⁵⁶ M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, op. cit., p.121.

⁵⁷ M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, op. cit., p.453 ; M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1674*, op. cit., p.607.

⁵⁸ M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, op. cit., p.370. Pour mieux se rendre compte des limites géographiques de ces « villes », nous renvoyons le lecteur à cet ouvrage.

Ces limites établies, nous avons pu entreprendre un repérage plus précis des employeurs urbains et ruraux au sein de la colonie laurentienne. Comme nous allons le voir, leur répartition géographique témoigne du caractère fondamentalement rural de la société coloniale en général et des maîtres en particulier, aspect déjà pressenti au moment d'identifier leur profession mais que nous pouvons à présent confirmer avec encore plus d'exactitude.

3-2-3 Une répartition géographique foncièrement rurale

Pour procéder à la répartition géographique des maîtres selon qu'ils demeurent à la « ville » ou à la campagne, suivant leur profession et le nombre de domestiques à leur service, nous adoptons la même grille que celle utilisée pour les tableaux 3.8, 3.9 et 3.10 et nous différencions clairement les employeurs « urbains » des employeurs « ruraux ». Nous présentons les résultats de cette distribution dans les trois tableaux suivants (3.16, 3.17, 3.18) :

**Tableau 3.16 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon
leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en
1666 (Ordres religieux exclus)**

1666	Milieu urbain					Milieu rural				
Catégories socioprofessionnelles	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques		N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques		N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres
			♂	♀				♂	♀	
Officiers civils et militaires	9	27	25	2	3	11	34	34	-	3
Employés subalternes de l'administrations	2	2	2	-	1	1	1	1	-	1
Soldats	-	-	-	-	-	1	1	1	-	1
Marchands et bourgeois	13	25	22	3	1.9	2	3	3	-	1.5
Artisans de la construction	2	2	1	1	1	12	13	13	-	1
Artisans divers	6	7	7	-	1.1	10	13	13		1.3
Commerçants	-	-	-	-	-	3	3	3	-	1
Navigateurs	1	1	1	-	1	1	1	1	-	1
Habitants	21	28	28	-	1.3	78	106	105	1	1.3
Divers	2	2	2	-	1	2	2	2	-	1
Sans profession déclarée	12	26	24	2	2.1	5	12	12	-	2.4
Total	68	120	112	8	1.7	126	189	188	1	1.5

Source : recensement du Canada de 1666

Tableau 3.17 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en 1667 (Ordres religieux exclus)

1667	Milieu urbain					Milieu rural					
Catégories socioprofessionnelles	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques		N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques			N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres
			♂	♀				♂	♀	NC	
Officiers civils et militaires	7	16	15	1	2.3	8	23	23	-	-	2.8
Employés subalternes de l'administrations	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	1
Artisans de la construction	-	-	-	-	-	1	2	2	-	-	2
Artisans divers	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	1
Habitants	15	27	27	-	1.8	136	210	205	4	1	1.5
Divers	-	-	-	-	-	7	13	13	-	-	1.8
Sans profession déclarée	16	32	28	4	2	17	29	27	2	-	1.7
Total	38	75	74	5	1.9	171	279	272	6	1	1.6

Source : recensement du Canada de 1667

Tableau 3.18 – Répartition des employeurs urbains et ruraux selon leur catégorie socioprofessionnelle et le nombre de domestiques en 1681 (Ordres religieux exclus)

1681	Milieu urbain					Milieu rural					
Catégories socioprofessionnelles	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques		N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres	N ^{bre} de maîtres	N ^{bre} de domestiques	Sexe des domestiques			N ^{bre} moyen de domestiques par maîtres
			♂	♀				♂	♀	NC	
Officiers civils et militaires	15	28	19	9	1.8	2	10	6	-	4	5
Employés subalternes de l'administrations	1	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Soldats	2	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Artisans de la construction	2	2	2	-	1	8	8	7	1	-	1.1
Artisans divers	9	10	6	4	1.1	8	8	7	1	-	1
Commerçants	1	2	-	2	2	3	6	6	-	-	2
Habitants	29	45	33	12	1.5	86	160	138	22	-	1.8
Divers	1	1	1	-	1	1	1	1	-	-	1
Sans profession déclarée	29	51	31	20	1.7	7	18	14	4	-	2.5
Total	89	142	94	48	1.6	115	211	179	28	4	1.8

Source : recensement du Canada de 1681

Les résultats de ces tableaux appellent plusieurs commentaires généraux mais également quelques critiques. En premier lieu, il en ressort que la majorité des employeurs réside en milieu rural, mais nous notons tout de même une tendance à la baisse entre les deux premiers recensements et le dernier. En effet, leur proportion passe de 65 et 80% respectivement pour les années 1666-1667, à 54% en 1681. Nous devons, bien entendu, cette évolution au développement des centres « urbains » qui concentrent, au moment du dernier inventaire, une population, et donc une réserve potentielle d'employeurs, plus importante que lors des deux premiers. Parallèlement, l'accroissement naturel de la population a certainement favorisé, particulièrement en zone rurale, le recours plus systématique à une main-d'œuvre familiale au détriment de travailleurs étrangers à la famille, réduisant du même coup la part des employeurs ruraux dans la colonie. Mais si cet écart peut facilement se comprendre à partir de considérations économiques et démographiques, comment justifier celui qui apparaît entre les relevés de 1666 et de 1667 ? Cette différence de 15% s'explique, en partie seulement, par les critères de recherche utilisés. En vérifiant uniquement la résidence des maîtres à Montréal, Québec et Trois-Rivières, nous avons exclu d'office tous ceux qui étaient recensés à l'extérieur de ces trois centres « urbains », prenant pour acquis qu'ils étaient tous des ruraux. Or, un employeur pouvait très bien être recensé à la campagne, sur la terre qu'il exploitait, et habiter à la ville⁵⁹. Contrairement aux Communautés religieuses sur lesquelles nous revenons plus tard, ces cas sont toutefois marginaux et tout porte à croire que la plupart des employeurs laïcs ont été recensés au sein même de leur foyer. Ces estimations n'auraient donc pas été vraiment différentes si le lieu exact de résidence avait été vérifié pour l'ensemble des maîtres. Nous croyons en revanche que la raison la plus forte pour expliquer un tel écart relève avant tout de la qualité même des recensements. Rappelons, encore une fois, qu'il manquerait au moins le quart de la population dans le relevé de 1666⁶⁰. Dans ces

⁵⁹ Par exemple, en contrôlant la résidence des employeurs à Trois-Rivières pour l'année 1667, nous avons exclu ceux qui habitaient au Petit-Cap-de-la-Madeleine (assimilée au bourg en 1666) considérant qu'ils étaient d'office des ruraux. Or, après vérification, nous avons découvert qu'une dizaine d'entre eux avaient, selon le terrier établi par M. Trudel, une habitation dans le bourg de Trois-Rivières. De la même manière dans le gouvernement de Québec, Pierre Denis est recensé à Notre-Dame-des-Anges alors que sa résidence est clairement identifiée dans la ville de Québec d'après le recensement de 1666 et le terrier de M. Trudel. En prenant acte de ces exemples, dans l'ensemble peu nombreux, la proportion des employeurs ruraux en 1667 serait approximativement de 75%.

⁶⁰ M. Trudel, *La population du Canada en 1666. Recensement reconstitué*, Sillery, Ed. du Septentrion, 1995, p. 54.

conditions, il paraît raisonnable d'établir à environ 70% la proportion, moyenne et minimale, des employeurs ruraux dans la colonie pour les années 1666 et 1667⁶¹.

À la lumière de ces constatations, c'est donc plus de la moitié des domestiques de ce corpus qui est employée dans un cadre rural et, plus précisément, près des trois quarts au moment des deux premiers recensements, et environ 60% en 1681⁶². Cependant, nous observons que la capacité des urbains à employer des domestiques est beaucoup plus forte que celle des ruraux, du moins en 1666 et 1667. De manière générale, les urbains embauchent chacun en moyenne 1.7 et 1.9 domestiques en 1666 et 1667 contre 1.5 et 1.6 chez les ruraux d'après les résultats des tableaux précédents. Ce constat est particulièrement fort chez les nobles, seigneurs, administrateurs, marchands et bourgeois des « villes », où le nombre moyen de domestiques par maître dépasse les deux employés. En milieu rural, les notables ont autant, sinon plus, de domestiques à leur service, mais la part de ceux qui emploient moins de deux serviteurs, essentiellement des exploitants agricoles, est nettement plus élevée, ce qui explique pourquoi le nombre moyen de domestiques par maître domicilié à la campagne est moins fort que celui des « villes »⁶³. La situation est inverse en 1681 mais elle ne doit pas pour autant nous tromper. En effet, il ne faut pas voir ici le signe d'un exode de la main-d'œuvre domestique vers les campagnes, car la proportion des employeurs urbains n'a pas cessé d'augmenter entre les premiers et le dernier recensements, au contraire des ruraux tel que souligné précédemment. De même, les notables des villes engagent proportionnellement toujours plus de domestiques que ceux des catégories inférieures. Cependant, même si les employeurs ruraux sont moins nombreux en 1681 comparativement aux années 1666 et 1667, ils embauchent en moyenne plus de domestiques que par le passé, phénomène particulièrement visible chez les

⁶¹ G. Carpin évalue la proportion des employeurs ruraux à plus de 80% voire 90% mais il entend par rural « le colon qui est installé sur une ferme en dehors de l'embryon de centre urbain que formait alors Québec », sans distinguer, pour Montréal et Trois-Rivières, les personnes qui résidaient à l'intérieur des limites de ces « villes » : voir G. Carpin, *op. cit.*, note 104, p.393.

⁶² En tenant compte des domestiques de l'Église, il conviendrait de majorer ces estimations car la plupart travaillaient sur les terres des communautés à l'extérieur des centres « urbains » comme nous le voyons dans le prochain chapitre. Pour le moment, nous savons que la proportion minimale de l'ensemble des serviteurs identifiés en milieu rural est de 42% en 1666, 60% en 1667 et 45% en 1681.

⁶³ Notons ici que les employeurs identifiés comme « habitant » domiciliés dans un des trois centres « urbains » représentent approximativement le tiers des employeurs résidant en « ville », soit deux fois moins que leurs homologues des campagnes environnantes.

habitants⁶⁴. L'avancement des défrichements pourrait expliquer cette nouvelle tendance. Comme nous l'observons plus loin, la superficie moyenne des terres mises en valeur et possédées par chaque ménage employeur recensé augmente entre 1667 et 1681, passant de 24 à 26 arpents environ. L'écart entre ces deux moyennes est même un peu plus élevé lorsque nous considérons uniquement les exploitations des employeurs ruraux⁶⁵. Si, comme nous l'avons évoqué, l'accroissement naturel de la population a sûrement permis à certaines familles de recourir moins fréquemment à l'embauche de domestiques, toutes n'ont visiblement pas abandonné pour autant ces recrutements. C'est le cas par exemple de Jean Lemoine, habitant du Petit-Cap-de-La-Madeleine, père de deux enfants en 1667, et propriétaire d'une terre défrichée de 30 arpents de superficie. En 1681, nous le retrouvons sur la même habitation mais l'étendue de son terrain s'est agrandie de 10 arpents, tout comme sa famille à laquelle sont venus s'ajouter six nouveaux membres. Malgré ses huit enfants, Jean Lemoine éprouva le besoin de recruter davantage de domestiques, son personnel passant de un à trois employés entre 1667 et 1681⁶⁶. Jean Gasteau et son épouse Charlotte Quoquesne constituent un autre exemple intéressant. Lors du deuxième recensement, le couple, sans enfant, dispose d'un domestique qui travaille probablement sur les douze arpents de terres cultivées appartenant à ses maîtres. La famille s'agrandit en 1681 puisque trois jeunes enfants – deux filles respectivement de huit et un ans et un garçon de cinq ans – s'ajoutent désormais au foyer. Ces enfants sont toutefois trop jeunes encore pour aider leurs parents sur l'exploitation familiale, dont la superficie a d'ailleurs augmenté de 28 arpents dans l'intervalle des deux derniers recensements. Le couple fait donc toujours appel au service d'un employé en 1681. Il arrive aussi qu'entre les deux relevés nominatifs, les enfants qui constituaient en 1667 une réserve de main-d'œuvre potentielle aient atteint, en 1681, leur majorité ou l'âge de quitter la maison familiale,

⁶⁴ Les habitants des zones rurales emploient chacun en moyenne 1,8 serviteurs en 1681 contre 1.3 et 1.5 respectivement en 1666 et 1667. Ces résultats expliquent, selon nous, le renversement de tendance que nous venons d'observer.

⁶⁵ Dans ce cas, la superficie moyenne des terres en valeur passerait de 25.4 à 30.9 arpents entre 1667 et 1681. Même en excluant de ce calcul la part des employeurs ne disposant d'aucune exploitation agricole, les moyennes que nous venons d'établir seraient sensiblement les mêmes.

⁶⁶ Autre cas à peu près similaire : celui de Gabriel Gosselin. Recensé en 1667 avec sa femme et ses sept enfants, le chef de famille dispose de trois domestiques, main-d'œuvre affectée probablement sur les 55 arpents de terres cultivées qu'il possède. Quatorze ans plus tard, nous retrouvons G. Gosselin, marié à une nouvelle femme de 35 ans sa cadette, et entouré cette fois de neuf enfants. Il jouit néanmoins toujours des services de trois employés, travailleurs d'autant plus utiles que la superficie de son exploitation a augmenté de cinq arpents entre 1667 et 1681.

obligeant leurs parents à conserver ou à recruter davantage de domestiques suivant leurs besoins. C'est le cas, entre autres, de Pierre Dandonneau, habitant du Petit-Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain). En 1667, il est père de 7 enfants et dispose de trois domestiques. Quatorze ans plus tard, trois enfants ont quitté le foyer mais Pierre Dandonneau dispose toujours des services de trois employés, aide d'autant plus utile que son exploitation est passée de 8 à 60 arpents de terres cultivées entre 1667 et 1681⁶⁷. Au total, remarquons qu'il a été possible d'identifier 34 ménages employeurs à la fois en 1667 et en 1681, et 24 dans les trois recensements étudiés⁶⁸. Un peu plus de 10% des ménages employeurs recensés dans la colonie auraient donc fait appel régulièrement à des domestiques. Outre ces ménages qui recourent autant sinon plus à des employés que par le passé, il est possible également que le capital matériel transmis ou prêté par les colons à leurs enfants, une fois devenus adultes et propriétaires d'une petite exploitation agricole, ait facilité l'investissement que réclamait l'engagement d'un domestique. En effet, les quelques économies que permirent ces héritages ou ces supports familiaux, ont probablement été, dans certains cas, réinvesties dans l'engagement d'un domestique, dépenses que ne pouvaient se permettre, rappelons-le, la grande majorité de leurs parents. Si cette hypothèse ne doit pas être exclue, il faut cependant la nuancer car ces Canadiens de souche représentent à peine 15% des habitants employeurs domiciliés à la campagne en 1681.

En terminant, il convient de remarquer qu'il y a une certaine spécificité de la répartition des employés selon le sexe en fonction de la localisation et de la profession de l'employeur. Exception faite de l'année 1667, les maîtres qui résident en ville, et particulièrement à Québec et à Montréal, emploient davantage de servantes que leurs homologues domiciliés à la campagne⁶⁹. En ne traitant que de celles qui offrent leurs services en zone « urbaine », nous constatons grossièrement, et essentiellement sur la base

⁶⁷ Le même scénario vaut également pour Pierre Gagnon, habitant de la côte de Beauré. Pierre Loignon, habitant de Sainte-Famille sur l'île d'Orléans, fait appel quant à lui à trois domestiques en 1681, soit deux de plus qu'en 1667, probablement pour compenser le départ entre ces deux années de trois de ses six enfants ; notons que Pierre Loignon déclare la même superficie de terres cultivées en 1667 et en 1681, soit 50 arpents.

⁶⁸ Précisons que nous retrouvons dans le recensement de 1667, 105 des 194 ménages employeurs inventoriés l'année précédente. Autrement dit, environ la moitié des ménages recourant à des domestiques et recensés en 1667 ne l'avaient pas été dans le relevé de 1666.

⁶⁹ Remarquons qu'à Trois-Rivières, la présence de domestiques de sexe féminin n'est effective qu'à partir du dernier recensement seulement (tableaux 3.12, 3.13, 3.14).

du dernier recensement, qu'elles se partagent inégalement entre les notables, les artisans et les habitants. À la campagne, en revanche, elles sont uniquement sous les ordres des paysans propriétaires quel que soit le recensement étudié. Leurs tâches sont lourdes, comme le confirment les contrats d'engagements canadiens. Rappelons en effet qu'elles sont recrutées autant pour faire valoir les terres de leur maître que pour prendre soin des bestiaux et des volailles, pour jardiner, pour entretenir la maison ou encore pour blanchir le linge. Leur présence rappelle aussi l'existence d'une domesticité traditionnelle que nous retrouvons, toutes proportions gardées, dans les grandes maisons françaises et dont l'objectif, particulièrement chez les notables, est de manifester la fortune et le rang du maître. La distribution géographique de la main-d'œuvre féminine apparaît donc logique puisque les notables sont plus nombreux en milieu « urbain » qu'en milieu rural et embauchent proportionnellement plus de servantes que les autres catégories socioprofessionnelles⁷⁰. Cependant, contrairement à la France, la servante n'est pas le type de domestique le plus répandu en ville⁷¹ et leur proportion demeure nettement inférieure à celle de leurs homologues masculins, peu importe leur localisation. Ne perdons pas de vue en effet que nous sommes en présence ici « d'une société majoritairement de type agricole sur un territoire en pleine expansion et où l'intérêt principal, tant de la population que de l'administration royale, est le défrichage, le peuplement et la culture du sol »⁷². Par conséquent, ce sont les travailleurs agricoles qui sont les plus sollicités dans la colonie, et tout porte à croire que même les employeurs localisés en zone « urbaine », dont le tiers est clairement identifié comme exploitants agricoles, utilisaient davantage leurs domestiques pour défricher et cultiver leurs terres, situées la plupart du temps hors des limites de la « ville », que pour entretenir leur foyer ou refléter leur statut aux yeux de la société coloniale.

Pour confirmer cette dernière observation et mieux cerner les raisons du recours aux domestiques, il faut exploiter deux types de données inhérentes aux recensements : la

⁷⁰ En 1765, la situation semble avoir changé en milieu rural puisque Sylvie Dépatie a noté que les notables embauchaient presque autant de filles que de garçons de plus de 15 ans dans les campagnes montréalaises et ce, sans doute pour le travail de maison : voir S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre... », dans Gérard Béaur et al., *op. cit.*, p.255.

⁷¹ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.73.

⁷² F. Panzani, *op. cit.*, p.44.

superficie des terres mises en valeur détenues par les employeurs et le nombre d'enfants identifiés dans chaque ménage dont la présence de domestiques est confirmée. Avant toutefois de les analyser, il reste encore à examiner l'ampleur du recours aux domestiques dans la colonie laurentienne.

3-3 L'ampleur du recours aux domestiques

Au-delà de la présentation factuelle des caractéristiques et de la répartition géographique des employeurs, les données exposées dans les tableaux précédents permettent de mesurer l'ampleur des ménages employeurs dans la colonie laurentienne du XVII^e siècle. Nous proposons d'examiner le phénomène en trois temps : globalement d'abord, puis selon le lieu de résidence des ménages et, enfin, suivant la profession des chefs de famille.

3-3-1 Aperçu général

Rappelons pour commencer que nous n'avons pas tenu compte de l'ensemble des paroisses et des seigneuries au Canada dans le cadre de cette étude mais uniquement celles où la présence de domestiques était attestée. Si plusieurs d'entre elles pouvaient échapper à l'analyse, cette remarque ne vaut toutefois que pour le recensement de 1681 puisque pour les deux premiers relevés, nous avons identifié des domestiques dans toutes les paroisses et seigneuries de la vallée laurentienne visitées par l'agent recenseur. Il faudra par conséquent veiller à relativiser les résultats obtenus en 1681 même si nous savons que le nombre de localités sans domestique demeure très limité⁷³. La première mesure prise à partir des tableaux 3.12, 3.13 et 3.14 est celle de la proportion des ménages avec et sans domestiques (tableau 3.19). D'emblée, nous remarquons que lors des deux premiers relevés environ le quart des foyers ont à leur service au moins un domestique au Canada contre seulement 12% en 1681. L'estimation pour 1666 et 1667 diffère de celle présentée par Gervais Carpin

⁷³ Nous renvoyons le lecteur à la note 47 de ce chapitre.

Tableau 3.19 – Répartition des ménages recensés en 1666, 1667 et 1681 selon la présence de domestiques

Ménages	1666		1667		1681	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
avec domestiques	194	25.5	209	24	204	12
sans domestique	570	74.5	662	76	1452	88
Ensemble	764	100	871	100	1656	100

Source : recensements du Canada

dans son étude, lequel évalue la part des feux abritant un ou plusieurs domestiques à 36,5%⁷⁴. Cette différence tient à la définition du sujet. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, nous n'avons pris en considération que les individus identifiés uniquement comme domestiques en excluant – et plus particulièrement pour le recensement de 1666 – tous ceux qui étaient clairement associés à une autre catégorie professionnelle. Ce choix a indéniablement réduit la proportion des ménages employeurs au sein du corpus et explique, du même coup, la différence de résultats par rapport à ceux enregistrés par Gervais Carpin. Nous croyons néanmoins fermement que la rigueur de la sélection adoptée pour cette analyse était indispensable afin d'éviter d'assimiler les ouvriers spécialisés au groupe des domestiques, aspect que Gervais Carpin n'a visiblement pas pris en considération⁷⁵. Les pourcentages qui sont ici présentés doivent, par conséquent, être appréciés par le lecteur comme des minima sûrs. Toutefois, la proportion des ménages employeurs en 1681 par rapport à celle des feux sans domestique devrait être révisée légèrement à la baisse puisque seulement quelques paroisses et seigneuries n'ont pas été relevés pour les raisons évoquées plus haut.

Il semble que la part des ménages employeurs ait augmenté dans le courant du XVIII^e siècle d'après l'étude de Sylvie Dépatie : selon elle, 16.5% des foyers disposent en effet d'au moins un employé en 1765. Cependant, elle analyse les ménages ruraux uniquement,

⁷⁴ G. Carpin, *op. cit.*, p.157.

⁷⁵ Au même titre que le recenseur, G. Carpin assimile les domestiques au groupe plus large des employés excluant du coup la notion « professionnelle » du vocable « domestique » que nous avons pris en considération au moment de l'élaboration du sujet. Malgré la différence entre nos pourcentages et ceux de G. Carpin nous observons les mêmes caractéristiques au point de vue de la répartition géographique des ménages employeurs et des domestiques.

localisés spécifiquement dans les campagnes montréalaises⁷⁶. Aussi, afin de pouvoir mieux exploiter les données qu'elle propose, il convient d'observer le phénomène suivant la localisation urbaine et rurale des ménages.

3-3-2 Milieu urbain/Milieu rural

Seul le recensement de 1681 permet d'observer la distribution des ménages urbains et ruraux selon la présence de domestiques (tableau 3.20) puisque, nous l'avons dit, l'entité « ville » n'est pas clairement définie dans les deux premiers relevés. Les données du tableau démontrent clairement que la part des ménages employeurs localisés en « ville » (19%) est deux fois plus élevée que celle des foyers avec domestiques domiciliés à la campagne (9.5%). Ce résultat tient au fait que la ville est le lieu où se concentrent les instances administratives et judiciaires les plus importantes de la colonie et, par conséquent, l'élite – officiers civils et militaires mais aussi marchands et bourgeois⁷⁷ – celle-là même qui recourt aux domestiques principalement pour le travail de maison mais aussi, peut-être, pour manifester son rang et sa richesse.

Tableau 3.20 – Distribution des ménages urbains et ruraux selon la présence de domestiques en 1681

Ménages	urbains		ruraux	
	Nombre	%	Nombre	%
avec domestiques	89	19	115	9.5
sans domestique	379	81	1073	90.5
Ensemble	468	100	1188	100

Source : recensement du Canada

⁷⁶ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre... », dans Gérard Béaur et al., *op. cit.*, p.255.

⁷⁷ Nous excluons volontairement les communautés religieuses puisque nous analysons ici uniquement les ménages dans la colonie. Notons que la proportion des officiers civils et militaires parmi les employeurs urbains est de 18% ; en milieu rural elle est à peine de 2%.

Il est possible de pousser plus loin l'analyse et d'observer la répartition des ménages urbains et ruraux selon la présence de domestiques dans chacun des trois gouvernements que compte la colonie (tableau 3.21) :

Tableau 3.21 – Distribution des ménages urbains et ruraux parmi les trois gouvernements de la colonie selon la présence de domestiques en 1681

		Gouvernement de Québec		Gouvernement de Montréal		Gouvernement de Trois-Rivières	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Milieu urbain	Ménages avec domestiques	58	25	23	11.5	8	23.5
	Ménages sans domestique	175	75	178	88.5	26	76.5
	Ensemble	233	100	201	100	34	100
Milieu rural	Ménages avec domestiques	65	8.5	19	8	31	16.5
	Ménages sans domestique	683	91.5	232	92	158	83.5
	Ensemble	748	100	251	100	189	100

Source : recensement du Canada

Dans le gouvernement de Québec et de Trois-Rivières, l'écart entre la proportion des ménages employeurs urbains et ruraux est plus élevé que celui observé dans le gouvernement de Montréal. Nous remarquons parallèlement que plus la ville est de fondation récente, moins le pourcentage de ménages employeurs est élevé. Ceux résidant dans la ville de Québec sont proportionnellement et numériquement plus importants que ceux de Trois-Rivières et de Montréal, constat logique puisque la ville est le siège de l'autorité coloniale. Partant, elle regroupe la majorité de l'élite et des ménages les mieux nantis de la société, et susceptibles à ce titre d'employer des domestiques. À Montréal et à Trois-Rivières, les ménages qui disposent d'une main-d'œuvre semblent en revanche plus

modestes, puisque la plupart, si ce n'est la quasi-totalité des chefs de familles identifiés dans ces foyers sont des *habitants*⁷⁸.

En milieu rural, la proportion des ménages employeurs dans le gouvernement de Trois-Rivières est deux fois plus forte que celle estimée dans celui de Québec ou de Montréal. La distribution des feux selon la localité pourrait expliquer à elle seule ce résultat puisque la population de la région est, globalement, beaucoup plus rurale qu'« urbaine ». En effet, la petite taille du bourg de Trois-Rivières limite par définition la part de ménages qui y sont localisés – sous-estimant peut-être du même coup le pourcentage des ménages employeurs urbains – comparativement à celle des familles établies dans les campagnes alentours. En terminant, si nous nous penchons exclusivement sur les foyers ruraux dans le gouvernement de Montréal, nous remarquons que le pourcentage des ménages employeurs est deux fois plus faible que celui évalué en 1765. Pour cette année-là, en effet, Sylvie Dépatie a estimé que 16.5% des ménages paysans et non-paysans dans les campagnes montréalaises faisaient appel à des domestiques⁷⁹. Cette différence est sans doute un peu plus élevée encore puisque nous n'avons pas relevé toutes les paroisses sans domestiques en 1681. Cependant, nous avons remarqué que le nombre moyen de travailleur par ménage employeur était légèrement plus élevé en 1681 – 1.9 serviteurs par ménage – qu'en 1765 – 1.3 domestiques par foyer. Il y aurait donc dans les campagnes montréalaises plus de ménages employeurs au XVIII^e qu'au XVII^e siècle mais moins de domestiques par foyer, tendances qui pourraient s'expliquer à la fois par la croissance de la population dans la colonie et par un recours plus systématique à la main-d'œuvre familiale.

3-3-3 Catégories socioprofessionnelles des chefs de famille

D'après les tableaux 3.8, 3.9 et 3.10, la répartition des domestiques, selon la profession des employeurs, n'est pas différente d'un recensement à un autre. En effet la grande majorité travaillent chez des habitants dont la proportion varie, selon les recensements, entre 34% et 52%. Exception faite des communautés religieuses, ce sont les

⁷⁸ À Montréal, nous avons relevé seulement un bailli. Tous les autres sont identifiés comme *habitants*. À Trois-Rivières, tous les chefs de famille des ménages employeurs sont des *habitants*.

⁷⁹ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre... », dans Gérard Béaur et al., *op. cit.*, p.255. L'auteur considère comme ménages non-paysans, ceux pour lesquels il n'y avait pas de mention de semences et ceux dont la profession annonçait qu'ils n'étaient pas paysans : curé, seigneur, marchand, etc.

seigneurs, les administrateurs nobles et les officiers civils essentiels et/ou influents de la société coloniale qui se partagent ensuite le plus grand nombre de domestiques⁸⁰. Enfin, mis à part pour le recensement de 1667 où il est complètement absent, l'artisanat représente le secteur d'activité où l'on embauche, semble-t-il, le moins de domestiques. Ce classement général apparaît toutefois sous un autre jour si nous vérifions le nombre de domestiques que possède en moyenne chaque employeur selon la catégorie professionnelle à laquelle il appartient. C'est sans conteste l'Église qui en engage le plus. En 1666, les communautés religieuses qui emploient des domestiques, en ont en moyenne 11 chacune à leur service ; en 1667 cette moyenne passe à 15, et culmine à 17 serviteurs en 1681. Chez les laïcs, ce sont les classes aisées et influentes de la société qui tiennent la première place. De manière générale, les notables ont chacun au minimum deux, voire trois domestiques, sous leurs ordres. En revanche, chaque habitant a moins de deux serviteurs à son service, au même titre que les artisans avec toutefois, ici et là, quelques exceptions. C'est le cas notamment d'un meunier en 1666, d'un cabaretier, d'un boulanger et de trois bouchers en 1681. Nous pouvons nous demander, à ce propos, si les domestiques travaillant chez les artisans n'ont pas été confondus par le recenseur avec le groupe des apprentis. L'hypothèse est plausible mais, après une rapide prospection dans la banque de données *Parchemin*, nous n'avons trouvé aucun acte notarié liant ces serviteurs à leur maître, et encore moins un contrat d'apprentissage. Ce constat ne doit pas pour autant être définitif car les irrégularités orthographiques des noms de famille observées dans les recensements et dans les actes notariés rendent difficile ce type de repérage. Quoiqu'il en soit, ces artisans sont pour la plupart propriétaires fonciers ce qui peut, à ce titre, justifier l'engagement d'un ou deux domestiques.

À partir de ces résultats, nous avons voulu vérifier si ces habitants, ces officiers civils et militaires et ces artisans étaient nombreux à employer des domestiques par rapport à l'importance de leur groupe respectif. Afin d'avoir une base de comparaison fiable, nous avons utilisé une nouvelle fois les données présentées par Hubert Charbonneau dans ses travaux sur les trois recensements (tableau à l'annexe 4) car elles répondent aux mêmes

⁸⁰ Rappelons que les bourgeois et marchands se partagent, en 1666, 28 domestiques. Ils sont toutefois absents du recensement de 1667 mais aussi de celui de 1681 qui offre pourtant, aux dires de Charbonneau, la meilleure image de la structure professionnelle de l'époque (H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.88). Les informations dépendent, encore une fois, complètement de celles que le recenseur a bien voulu nous laisser.

critères de définition que celles du *PRDH* sur lesquelles nous nous sommes principalement basé. Globalement, nous avons calculé que le tiers environ des habitants, ou exploitants agricoles, avaient à leur service au moins un domestique dans la colonie au moment des trois recensements. Chez les artisans, exception faite pour l'année 1667 où ils ont été complètement oubliés, c'est à peu près le sixième de ce groupe qui emploie au moins un domestique en 1666. Ce nombre chute lors du dernier recensement, la proportion des artisans responsables d'un domestique se situant alors autour de 11%. Enfin, pour ce qui est des officiers civils et militaires, il a fallu réviser les totaux présentés par Hubert Charbonneau avant de passer aux calculs. La raison en est simple : Hubert Charbonneau a intégré dans le groupe des notables, l'ensemble des religieux recensés dans la colonie, or le propos ne touche ici que les notables laïcs. Nous avons donc comptabilisé les religieux identifiés tels quels dans les recensements afin de pouvoir ensuite les soustraire de l'ensemble des notables identifiés par l'historien démographe dans chacun des trois relevés⁸¹. Une fois ces rectifications apportées, il ressort que, pour les années 1666 et 1667, la moitié des notables laïcs recensés emploient des domestiques. En 1681, en revanche, leur proportion n'est plus que de 30%. Ces estimations doivent être prises avec réserve. Elles sont le résultat de l'enregistrement, souvent capricieux, du recenseur, plus particulièrement en ce qui concerne l'identification des notables que nous retrouvons souvent assimilés au groupe des habitants ou encore à la catégorie des professions non déclarées des tableaux⁸².

Donc, proportionnellement plus nombreux chez les notables et surtout chez les communautés religieuses, la très grande majorité des domestiques recrutés en France ou au

⁸¹ Par « religieux », il faut entendre l'ensemble des évêques, prêtres et frères recensés tels quels dans la colonie ou clairement identifiés comme membres de telles ou telles institutions religieuses. Nous en avons relevé 37 en 1666, 36 en 1667 et 97 en 1681. Déduction faite de ces effectifs sur les totaux présentés par H. Charbonneau, le nombre total de notables laïcs dans la colonie passe donc respectivement à 69 individus en 1666, 33 en 1667 et 54 en 1681.

⁸² Nous comprenons mal l'affirmation d'Hubert Charbonneau qui soutient que les notables ont été relevés systématiquement par le recenseur, lors du recensement de 1667. En effet, simplement à partir du groupe d'employeurs étudié, nous avons repéré 12 individus identifiés comme « habitant » ou sans étiquette particulière, et qui étaient pourtant bel et bien des seigneurs cette année-là. Il faudrait donc revoir à la hausse les estimations totales des notables identifiés dans les trois recensements, en particulier pour celui de 1667, et par conséquent, réviser légèrement à la baisse les pourcentages que nous venons de présenter pour cette catégorie d'employeurs. Nous tenons à remercier ici Benoît Grenier qui a bien voulu entreprendre pour nous cette recherche à partir de sa banque de données – réalisée conjointement avec l'équipe dirigée par Alain Laberge – qui recense l'ensemble des seigneurs dans la colonie. Au moment d'écrire ces lignes, cette banque de données n'est pas encore accessible au public.

Canada demeure tout de même au service de l'habitant, c'est-à-dire du paysan propriétaire. Généralement marié, âgé dans la trentaine et originaire de l'Ouest de la France, ces employeurs laïcs avaient, en moyenne, un peu moins de deux domestiques sous leurs ordres. Nous avons vu, dans le deuxième chapitre, que les tâches affectées aux domestiques, à partir de la lecture des contrats d'engagement, renvoyaient principalement au travail de la terre, et nous avons été ici en mesure de vérifier dans quelle proportion la majorité des domestiques était affectée à cette activité. Il reste néanmoins à comprendre les raisons susceptibles d'expliquer le recours à la main-d'œuvre salariée, et ce particulièrement chez l'*habitant*.

3-4 Terres, familles et main-d'œuvre : une relation de cause à effet ?

3-4-1 Taille des exploitations et incidence sur la demande de domestiques

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, les recensements de 1667 et 1681 portent sur l'agriculture. En plus d'inventorier la population, l'agent recenseur dénombre également les animaux de ferme et évalue l'étendue des terres cultivées que possèdent les ménages. Nous avons pu ainsi associer à chaque employeur la superficie exacte (en arpents) de la terre qu'il cultive. En mettant cette information en relation avec le nombre de domestiques qu'il emploie, il a été possible de dresser deux constats : d'une part, que la très grande majorité des domestiques est bel et bien embauchée en qualité de travailleurs agricoles – constat que nous avons pu percevoir en analysant leurs tâches dans les contrats d'engagements – et, d'autre part, que la taille des exploitations et du cheptel des ménages employeurs a eu une incidence sur le volume de domestiques engagés.

Dans 80% des cas, les domestiques seraient employés sur l'exploitation agricole de leur maître (tableaux 3.22 et 3.23). Leur proportion est même plus élevée en 1667 où elle

**Tableau 3.22 – Taille moyenne des terres « en valeur » (en arpents)
des ménage-employeurs urbains et ruraux et nombre moyen de
domestiques en 1667 (ordres religieux exclus)⁸³**

Terres cultivées	Taille moyenne des terres en valeur (arpents)	Nombre de domestiques	Nombre de ménages concernés	Nombre moyen de domestiques
1 à 19 arpents	11.2	108	82	1.3
20 à 39 arpents	26.3	101	55	1.8
40 à 59 arpents	44.3	43	25	1.7
60 à 79 arpents	66.4	13	7	1.8
80 à 99 arpents	80	7	3	2.3
Plus de 100 arpents	100	27	8	3.3
Aucun arpent cultivé	-	55	29	1.9
Ensemble	24	354	209	1.7

Source : recensement du Canada de 1667

**Tableau 3.23 – Taille moyenne des terres « en valeur » (en arpents)
des ménages-employeurs urbains et ruraux et nombre moyen de
domestiques en 1681 (ordres religieux exclus)**

Terres cultivées	Taille moyenne des terres en valeur (arpents)	Nombre de domestiques	Nombre de ménages concernés	Nombre moyen de domestiques
1 à 19 arpents	10.7	77	63	1.2
20 à 39 arpents	25.4	57	42	1.3
40 à 59 arpents	44	60	30	2
60 à 79 arpents	60	28	9	3.1
80 à 99 arpents	85	4	2	2
100 à 119 arpents	100	11	5	2.2
120 à 139 arpents	125	9	1	9
Plus de 140 arpents	174	34	5	6.8
Aucun arpent cultivé	-	73	47	1.5
Ensemble	25.8	353	204	1.7

Source : recensement du Canada de 1681

⁸³ Les expressions « terres en valeur » ou « arpents en valeur » sont utilisées par l'agent recenseur et signifient « terres cultivées ».

frise les 85%⁸⁴. Mais étaient-ils affectés aux défrichements ou à la culture de terres déjà déboisées? Il est malheureusement impossible de répondre à cette question car nous ignorons la superficie totale des terres occupées par les propriétaires. Nous savons juste que la distribution du sol rural était faite, dans l'ensemble, « sous le signe de l'égalité »⁸⁵, soit des parcelles de 60 à 120 arpents, et que les défrichements se sont poursuivis bien au-delà de la période étudiée⁸⁶. La part des ménages employeurs ne disposant d'aucune terre mise en valeur augmente entre les deux recensements, passant respectivement de 14% en 1667 à 23% en 1681. En vérifiant, dans ce groupe, la localisation et la profession des chefs de famille, il apparaît que la plupart sont domiciliés en « ville » et appartiennent, surtout en 1681, aux rangs nobles de la société coloniale⁸⁷. Nous avons donc affaire ici à des domestiques de maison, des servantes essentiellement en 1681, dont les fonctions consistent davantage en des tâches ménagères qu'en des travaux extérieurs. En se penchant plus attentivement sur ceux qui jouissent cette fois de « terres en valeur », nous voyons que la croissance de la superficie de ces dernières concorde avec une augmentation légère du nombre de serviteurs employés dans ce cadre⁸⁸. Comme le remarquait Florent Panzani à partir du recensement de 1681, « la représentation graphique des courbes de tendance de ces deux séries de données nous montrerait que l'écart tend à se creuser entre la taille moyenne des terres et le nombre moyen des domestiques employés », observation que nous pouvons également attester pour l'année 1667⁸⁹. En somme, plus la superficie des

⁸⁴ Nous obtenons ces pourcentages en divisant l'ensemble des domestiques employés par des maîtres qui possèdent des terres cultivées avec le nombre total de domestiques recensés dans chacun des deux relevés nominatifs.

⁸⁵ L. Dechêne, *op. cit.*, p.264-265. Sur l'uniformité et la taille des rotures concédées dans la colonie voir R. Harris, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968, p.117-118

⁸⁶ S. Dépatie, *L'évolution d'une société rurale : l'île Jésus au XVIII^e siècle*, thèse de Ph.D (histoire), Montréal, Université McGill, 1988, p.278-279. C'est un élément que ne prend pas en considération F. Panzani dans sa maîtrise puisqu'il émet l'hypothèse que les défrichements ne sont encore vraiment pratiqués que chez les cultivateurs possédant moins de vingt arpents cultivés : voir F. Panzani, *op. cit.*, p.54.

⁸⁷ Parmi les 29 ménages repérés en 1667, 11 sont domiciliés à la campagne et 18 dans un des trois centres « urbains » de la colonie. Pour la plupart, l'agent recenseur ne mentionne pas la profession du maître de maison. Lorsqu'elle est spécifiée, nous avons affaire à des notables (écuyers, procureur du roi) résidant en « ville ». En 1681, sur les 47 ménages ne disposant d'aucun arpent mis en valeur, 3 seulement demeurent à la campagne et leur profession n'est pas indiquée. Tous les autres, en revanche, habitent Montréal, Québec ou Trois-Rivières et ceux dont nous connaissons la profession sont soit notables, soit artisans.

⁸⁸ Notons qu'en 1681 la corrélation entre la croissance des terres cultivées et le nombre de domestiques employés n'est pas parfaite. Le cas des 80-99 arpents, des 100-119 arpents et celui des plus de 140 arpents dérogeant, mais ce sont les seuls et ils ne concernent par ailleurs que douze ménages employeurs seulement.

⁸⁹ F. Panzani, *op. cit.*, p.55.

exploitations augmente, plus le nombre de domestiques qui y travaillent tend à gonfler également. Parmi ceux dont les exploitations dépassent les 100 arpents cultivés, nous constatons grossièrement, lorsque le recenseur mentionne la profession du propriétaire, que la moitié sont dits *habitants* et l'autre moitié sont des notables mais, quelle que soit leur activité, ces individus sont suffisamment riches pour s'offrir les services d'au moins trois domestiques⁹⁰. Le cas de Jacques Leber, marchand bien connu à Montréal mais identifié par le recenseur uniquement comme *habitant*, est en soi tout à fait exceptionnel. En 1681, il est propriétaire d'une « terre en valeur » de 150 arpents. Comme il ne peut entretenir à lui seul ou avec sa famille de cinq enfants, cette grande exploitation, il a à son service pas moins de douze domestiques. Même chose en ce qui concerne Marie-Anne Juchereau, veuve de François Pollet, ancien maréchal des logis : mère d'une petite fille, cette femme de 28 ans ne peut pas non plus assurer seule l'entretien d'une exploitation de 250 arpents en valeur ; c'est pourquoi elle recourt au service de huit domestiques.

Comme les maîtres sont recensés dans leur lieu de résidence, nous ne pouvons considérer en toute prudence comme domestiques agricoles tous ceux qui sont identifiés dans un cadre urbain. Par conséquent, afin d'affiner la recherche, nous avons retiré des tableaux précédents tous les ménages employeurs repérés dans les trois principales « villes » de la colonie (tableaux 3.24 et 3.25). Dès lors, nous pouvons noter que les ruraux se distinguent finalement peu de l'ensemble des ménages retenus dans cette étude quant au nombre moyen de domestiques à leur service. À l'évidence, dans les deux cas, les terres cultivées dont la superficie est comprise entre 1 et 19 arpents rassemblent le plus fort contingent d'employeurs, et le personnel domestique n'excède pas, en règle générale, les deux employés. Enfin, l'écart entre la taille moyenne des terres et le nombre moyen de domestiques engagés tend à se creuser à mesure qu'ils augmentent⁹¹. La seule différence

⁹⁰ En 1667, huit ménages ont plus de 100 arpents mis en valeur. Nous connaissons la profession pour six des huit chefs de famille. Nous avons trois individus identifiés comme « *habitants* » (Denis Ruette, Michel Leneuf et René Misere), deux notables (Jean Bourdon et Simon Denis) et un fermier (Jacques Roy). En 1681, nous avons onze ménages dont l'exploitation est égale ou supérieure à 100 arpents. Parmi les onze chefs de famille, quatre sont des habitants (Jacques Leber, Antoine Trottier, Joseph Giffard et Jean Laurent), trois sont des notables (Jean-Baptiste Migeon, Louis Rouer et Pierre de Saurel), deux sont des artisans (Jean Millot et Pierre Parent) et les deux derniers sont des veuves (Marie Pars et Marie-Anne Juchereau).

⁹¹ Si nous avons réparti l'ensemble des ménages employeurs suivant le nombre exact de domestiques engagés dans chacun de ces foyers, nous aurions vu que 80% d'entre eux au minimum avaient un ou deux domestiques à leur service. Cette estimation aurait été identique si nous avions pris en compte uniquement ceux domiciliés à la campagne.

que l'on remarque concerne leur distribution. En effet, les ruraux, et les domestiques qu'ils embauchent, sont proportionnellement plus nombreux sur les parcelles défrichées inférieures à 59 arpents (environ 85% au moment des deux recensements) que l'ensemble des ménages employeurs (respectivement 77 et 66% en 1667 et 1681). Cette nuance ne change cependant rien à ce que nous connaissons déjà de ces derniers. Elle reflète tout au plus que la superficie des terres cultivées par les ménages ruraux, qui font appel à une

Tableau 3.24 – Taille moyenne des terres cultivées (en arpents) des ménages-employeurs ruraux et nombre moyen de domestiques en 1667 (ordres religieux exclus)

Terres cultivées	Taille moyenne des terres en valeur (arpents)	Nombre de domestiques	Nombre de ménages concernés	Nombre moyen de domestiques
1 à 19 arpents	11.1	95	76	1.25
20 à 39 arpents	26.2	88	49	1.8
40 à 59 arpents	44.7	32	19	1.7
60 à 79 arpents	66.2	11	5	2.2
80 à 99 arpents	80	7	3	2.3
Plus de 100 arpents	100	27	8	3.3
Aucun arpent cultivé	0	19	11	1.7
Ensemble	25.4	279	171	1.6

Source : recensement du Canada de 1667

Tableau 3.25 – Taille moyenne des terres cultivées (en arpents) des ménages-employeurs ruraux et nombre moyen de domestiques en 1681 (ordres religieux exclus)

Terres cultivées	Taille moyenne des terres en valeur (arpents)	Nombre de domestiques	Nombre de ménages concernés	Nombre moyen de domestiques
1 à 19 arpents	10.4	61	48	1.2
20 à 39 arpents	25.8	43	29	1.5
40 à 59 arpents	43.4	50	22	2.2
60 à 79 arpents	60	22	6	3.6
80 à 99 arpents	90	1	1	1
100 à 119 arpents	100	5	2	2.5
120 à 139 arpents	125	9	1	9
Plus de 140 arpents	190	15	3	5
Aucun arpent cultivé	-	5	3	1.6
Ensemble	30.8	211	115	1.8

Source : recensement du Canada de 1681

main-d'œuvre salariée, est en général moins élevée que celle de l'ensemble des ménages recourant à des employés⁹².

Si l'avancement de la mise en valeur des terres des ménages employeurs influe sur le nombre de domestiques engagés, nous ignorons en revanche l'impact réel de la taille des exploitations sur le recours à la main-d'œuvre. En effet, seule une comparaison entre la situation de ceux qui n'ont pas de domestiques et de ceux qui en ont aurait permis véritablement de se prononcer. Certes, la plupart des ménages ont des habitations de superficie à peu près égales – 90 arpents en moyenne⁹³ – mais tous ne jouissent pas de la même surface de terres cultivées et, surtout, ne font pas nécessairement appel à une main-d'œuvre salariée. Rappelons à cet égard que les deux tiers des exploitants agricoles travaillent seuls ou en famille sur leurs terres, alors que c'est ce groupe professionnel qui, proportionnellement aux autres catégories recensées dans la colonie, embauchent le plus grand nombre de domestiques.

De la même manière, l'état du cheptel identifié dans chaque ménage employeur recensé pourrait expliquer en partie pourquoi certains ont mobilisé plus que d'autres des domestiques (tableaux 3.26 et 3.27). Le nombre moyen de serviteurs par maître tend

Tableau 3.26 – Taille du cheptel et nombre moyen de domestiques par ménages en 1667

Taille du cheptel	Nombre moyen de bêtes	Ménages employeurs		Nombre de domestiques	Nombre moyen de domestiques
		Nombre	%		
1 à 10 bêtes	5.3	133	63.5	198	1.5
11 à 20 bêtes	14.5	25	12	66	2.6
21 à 30 bêtes	30	2	1	10	5
Plus de 30 bêtes	38	1	0.5	2	2
Aucun cheptel	-	48	23	78	1.6
Total	5.57	209	100	354	1.7

Source : recensement du Canada de 1667

⁹² Les ménages ruraux qui ne disposent d'aucune terre mise en valeur (11 en 1667 et trois en 1681) sont probablement des familles nouvellement établies (les chefs de famille sont jeunes puisqu'ils sont âgés pour la plupart dans la vingtaine) et qui n'ont pas encore récolté le fruit de leurs exploitations respectives, malgré l'aide de leurs domestiques. Il est également possible que ces résultats soient la conséquence d'omissions de la part de l'agent recenseur. Les deux hypothèses ne sont pas à exclure.

⁹³ A. Greer, *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*, Montréal, Boréal, 1998, p.46.

Tableau 3.27 – Taille du cheptel et nombre moyen de domestiques par ménages en 1681

Taille du cheptel	Nombre moyen de bêtes	Ménages employeurs		Nombre de domestiques	Nombre moyen de domestiques
		Nombre	%		
1 à 10 bêtes	5	105	51.5	136	1.3
11 à 20 bêtes	15	33	16	62	1.9
21 à 30 bêtes	25.9	10	5	35	3.5
31 à 40 bêtes	-	-	-	-	-
41 à 50 bêtes	42	1	0.5	4	4
51 à 60 bêtes	-	-	-	-	-
61 à 70 bêtes	65.5	2	1	20	10
100 bêtes et plus	126.6	3	1.5	16	5.33
Aucun cheptel	-	50	24.5	80	1.6
Total	9.1	204	100	353	1.7

Source : recensement du Canada de 1681

effectivement à augmenter à mesure que la taille du cheptel s'accroît. Cependant, le quart environ des ménages employeurs ne posséderait aucun bétail d'après les relevés. De plus, comparés à l'ensemble de la population, les maîtres n'ont, à priori, pas beaucoup plus de bestiaux à leur actif que ceux qui n'ont pas de domestiques⁹⁴. Pour Montréal, Louise Dechêne a démontré que 51% des habitants en 1667, et 61% en 1681, avaient entre un et dix bovins⁹⁵. En considérant ces estimations comme valables pour toute la colonie laurentienne, la proportion des ménages employeurs possédant dix bêtes et moins en 1667 – soit 63.5% de l'ensemble étudié – seraient donc plus élevée que celle de l'ensemble des habitants au Canada jouissant d'un troupeau de même taille. Toutefois, si nous tenions compte uniquement des foyers dont le chef de famille est clairement identifié comme « habitant », les taux seraient sensiblement les mêmes. En 1681, par contre, la proportion des paysans propriétaires détenant un cheptel de moins de dix bovins demeure supérieure à

⁹⁴ Il peut sembler étonnant en 1681 que le nombre moyen de domestiques soit un peu moins élevé quand le cheptel dépasse les 100 têtes de bétail comparé à celui des ménages employeurs qui ont entre 61 et 70 bêtes. Tout dépend en fait de la nature du bétail en question. Les ovins nécessitent en effet un personnel de surveillance moins nombreux que les bovins, animaux plus difficilement maîtrisables et réclamant un entretien plus constant que les premiers. C'est ce qui justifie à notre avis cette différence car parmi les trois ménages dont le cheptel est supérieur à 100 bêtes, la proportion des ovins dépasse largement la moitié des effectifs. Précisons ici que lors du recensement de 1667, l'agent recenseur ne fait aucune distinction entre les ovins et les bovins ; il englobe les deux sous le vocable « bête ».

⁹⁵ L. Dechêne, *op. cit.*, p.315. Pour compléter ces estimations, précisons que 45% des habitants en 1667 et 33% en 1681 n'auraient aucun bovin tandis que la proportion de ceux qui en posséderaient plus de 10 serait respectivement de 4 et 6% pour les deux recensements. Précisons que si L. Dechêne emploie le terme « bovins » dans son texte et que nous utilisons le mot « bête » dans les tableaux, nous comparons tout de même ici la même chose. Nous privilégions le vocable « bête » afin de se conformer le plus possible au vocabulaire de l'agent recenseur.

celle du corpus étudié – 51.5% – même en incluant l'élite rurale. Étant donné ces résultats, il semble que le nombre de bestiaux possédé ne soit pas un facteur suffisamment fort pour expliquer l'embauche de domestiques⁹⁶. Pour confirmer parfaitement cette hypothèse, il faudrait confronter, là encore, les ménages avec et sans domestiques. Néanmoins, il apparaît clairement, en ce qui concerne les premiers, que la taille du cheptel a influé sur le nombre de serviteurs.

À la lumière de cette enquête, il est clair que, parmi ceux qui emploient des domestiques, l'avancement de la mise en valeur des terres et la taille du cheptel ont joué sur la quantité de serviteurs engagés. Pour le XVIII^e siècle, Sylvie Dépatie a démontré qu'il existait manifestement « un lien entre une capacité productive supérieure et le recours à des engagés » dans les campagnes montréalaises⁹⁷. La situation a probablement été identique au XVII^e siècle mais rien ne nous permet à ce stade de confirmer cette hypothèse car seule une comparaison entre la situation des ménages qui n'ont pas d'employés et celle de ceux qui en ont permettrait véritablement de conclure. De plus, n'oublions pas que le contexte économique de la période étudiée est différent de celui du XVIII^e siècle car le Canada n'exportait pas encore son froment au XVII^e siècle et la grande majorité de la production agricole était d'abord destinée à assurer la subsistance des *habitants* de la colonie. Autrement dit, le recours aux domestiques s'expliquerait moins à cette époque par l'augmentation de la production agricole à des fins commerciales que par la nécessité de poursuivre les défrichements et de subvenir aux besoins de l'employeur et de sa famille. Outre ces explications, l'hypothèse d'un lien entre l'état de la force de travail familiale et le recours à cette main-d'œuvre salariée ne doit pas non plus être écartée mais pour le vérifier, il faut se pencher sur la composition familiale des ménages employeurs.

⁹⁶ Si nous n'avions pris en compte que le cheptel des ménages ruraux, nous aurions relevé à peu près les mêmes caractéristiques ; la seule différence majeure entre les deux groupes concerne en fait le nombre moyen de bestiaux par ménage, plus élevé chez les ruraux (6.1 en 1667 et 12.1 en 1681) que pour l'ensemble des ménages employeurs (5.5 en 1667 et 9.1 en 1681).

⁹⁷ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre... », dans Gérard Béaur et al., *op. cit.*, p.259.

3-4-2 La composition familiale des ménages-employeurs : un facteur déterminant dans le recours aux domestiques

Pour tout le XVII^e et le début du XVIII^e siècles, nous savons que la famille conjugale dans la colonie compte en moyenne 3.4 enfants⁹⁸. Il subsiste bien sûr des fluctuations lorsque nous examinons annuellement l'évolution du nombre des naissances mais, dans l'ensemble, exception faite de la période 1665-1680 où elles sont particulièrement nombreuses, nous n'observons guère de variations significatives⁹⁹. Globalement, la structure modale des familles est de 4 enfants, soit 6 personnes au total en incluant les parents. Le nombre d'enfants par famille se maintient à peu près au même niveau jusqu'au début du XVIII^e siècle, puis, souligne Louise Dechêne, « une fois passées les poussées d'immigration et leurs ondes de mariages il tombe et se fixe autour de 3 »¹⁰⁰. La taille des foyers, pour lesquels la présence de domestiques est attestée dans les trois recensements, reflète-t-elle la moyenne générale ? À première vue, elle est légèrement moins élevée que la normale. En 1666 et 1667, les maîtres ont respectivement 3.1 et 3 enfants en moyenne. Lors du dernier recensement, la taille de leur famille est moins grande encore et se limite à 2.8 enfants seulement¹⁰¹. Notons également que les résultats sont sensiblement les mêmes en calculant le nombre d'enfants par famille selon qu'elle demeure à la « ville » ou à la campagne¹⁰². Le tableau est en revanche quelque peu différent si nous comparons ces chiffres non plus avec la moyenne générale établie pour l'ensemble des XVII^e et XVIII^e

⁹⁸ H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, op. cit., p.103-104

⁹⁹ Selon Charbonneau, les pionniers de la première génération ont en moyenne 6.3 enfants mais ce chiffre ne tient pas compte des naissances inconnues qui représentent environ 8% de l'ensemble des naissances. En la prenant en considération, la dimension moyenne des familles passerait à 6.7 enfants. Ce dernier résultat demeure toutefois encore inférieur à la réalité car plusieurs familles ont échappé à l'observation, par suite de mouvements migratoires entre la colonie et l'extérieur. L'insuffisance des sources et des reconstitutions de famille est également en cause. Une moyenne de 7.3 enfants par famille paraîtrait plus près de la réalité selon le démographe : voir H. Charbonneau, *Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975, p.84 et 195 ; H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, op. cit., p.83-84 et 111.

¹⁰⁰ L. Dechêne, op. cit., p.417.

¹⁰¹ Pour établir ces moyennes, nous avons tenu compte des employeurs dont le statut matrimonial était inconnu afin de faciliter les calculs et les grilles d'analyse. Il est probable qu'il s'agit de familles conjugales sans enfants et dont l'identité de l'épouse a été omise par l'agent recenseur. Cela dit, il est possible aussi que ces maîtres soient tout simplement célibataires et suffisamment riches pour se payer les services d'un ou deux domestiques. Le PRDH ne nous a toutefois pas permis de confirmer l'une ou l'autre de ces hypothèses. Soulignons que ces individus représentent à peine 4% des employeurs.

¹⁰² En milieu urbain, la taille moyenne des familles est respectivement pour les trois recensements de 3.1, 3.3 et 2.6 enfants. En zone rurale, les ménages employeurs ont en moyenne 3.1 enfants en 1666, 3 en 1667 et 2.9 en 1681. Notons enfin que la taille médiane des familles est de trois enfants dans les trois relevés nominatifs, peu importe leur localisation dans la colonie

siècles mais avec le nombre moyen d'enfants par ménage sans domestique, évalué à partir des données relevées dans les trois recensements (tableau 3.28).

Tableau 3.28 – Nombre moyen d'enfants par ménage selon la présence de domestiques en 1666, 1667 et 1681¹⁰³

Recensements Ménages	1666	1667	1681
Avec domestiques	3.1	3	2.8
Sans domestique	2.1	2.3	3.6

Source : recensements du Canada

En supposant qu'il existe un lien entre la force de travail familiale et le recours aux domestiques, ces résultats appellent plusieurs commentaires. Il semble en effet qu'en 1666 et 1667, contrairement à ce que nous avons observé plus haut, la taille de la famille n'ait pas influé sur le recours à la main-d'œuvre puisque le nombre moyen d'enfants dans les ménages avec domestiques est plus élevé que celui dans les ménages sans serviteur. Inversement, en 1681, les familles qui disposent de domestiques ont en moyenne moins d'enfants que celles qui n'ont pas d'employés. La relation entre l'état de la force de travail familial et le recours à la main-d'œuvre salariée peut donc ici être considérée. Mais pourquoi observons-nous cette corrélation en 1681 et non lors des deux premiers recensements ? Nous proposons deux hypothèses : premièrement la fiabilité des sources peut être mise en cause. Rappelons en effet que d'importantes sous-estimations existent dans les deux premiers relevés et qu'il manquerait près du quart de la population dans le recensement de 1666¹⁰⁴. Partant, à supposer que les familles et les couples qui manquent à l'appel ne disposent pas de serviteurs, il se peut que les décalages entre les moyennes établies pour les ménages avec et sans domestiques soient moins grands qu'ils n'y paraissent. Deuxièmement, nous avons vu que l'écart entre le nombre de familles avec et

¹⁰³ Le nombre moyen d'enfants par ménage sans domestique n'aurait pu être calculé sans la précieuse collaboration de monsieur Bertrand Desjardins de l'équipe du *PRDH*. Ce dernier a bien voulu nous fournir à partir de la banque de données du *PRDH* toutes les informations nécessaires pour procéder au calcul de ces moyennes. Nous tenons à lui exprimer ici notre gratitude pour le temps qu'il a nous a consacré.

¹⁰⁴ H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *loc. cit.*, p.1041 ; M. Trudel, *La population du Canada...*, *op. cit.*, p.54.

sans employés était moins élevé en 1666 et 1667 qu'en 1681¹⁰⁵. Il n'est donc pas impossible que cette différence ait joué dans les calculs et particulièrement ceux évalués à partir des deux premiers recensements. Sans ignorer pour autant ses lacunes, le relevé de 1681 apparaît, dans ces conditions, le plus « fiable » pour vérifier le lien entre l'état de la force de travail familial et le recours à la main-d'œuvre salarié¹⁰⁶. Néanmoins, pour reprendre les propos de Sylvie Dépatie,

la taille de la famille n'est peut être pas le meilleur indicateur pour vérifier [cette relation] dans la mesure où femmes, hommes et enfants n'assument pas nécessairement les mêmes fonctions dans une exploitation agricole [...]. Pour vraiment mesurer le rapport entre la force de travail familial et l'engagement de domestiques, il faut donc aussi s'attacher à la composition de la famille au moment de l'engagement¹⁰⁷.

Même si quelques serviteurs, localisés en zone urbaine, pouvaient travailler sur les terres de leur maître à l'extérieur des « villes », nous avons focalisé l'analyse uniquement sur la composition des ménages employeurs domiciliés à la campagne afin d'isoler le plus possible les domestiques agricoles. Nous avons repris, dans les tableaux 3.29, 3.30 et 3.31, la même matrice de tableau proposée par Florent Panzani pour le recensement de 1681 mais en utilisant nos propres données pour chacun des trois relevés nominatifs¹⁰⁸. Nous avons ainsi réparti les ménages ruraux selon le nombre de domestiques et d'enfants d'une part, et selon le nombre de domestiques et de garçons âgés de 15 ans et plus d'autre part, considérant que ces derniers étaient plus aptes à travailler sur une exploitation agricole que les plus jeunes. Globalement, il semble que le nombre de domestiques diminue alors que le nombre d'enfants, et plus encore de jeunes gens de plus de quinze ans, augmente au sein

¹⁰⁵ Rappelons qu'en 1666 et 1667 il y aurait respectivement 570 et 662 ménages sans domestique d'une part, ainsi que 194 et 292 ménages avec domestiques d'autre part. En 1681, nous avons dénombré 204 familles recourant à la main-d'œuvre et 1 452 autres qui ne disposaient d'aucun serviteur. Ce dernier chiffre constitue bien sûr une évaluation minimale puisque nous n'avons relevé que les paroisses dont la présence de domestiques était attestée dans le recensement.

¹⁰⁶ H. Charbonneau a notamment souligné que les données du recensement de 1681 se révélaient « de valeur douteuse en dépit d'une cohérence apparente ». Il manquerait par exemple un certain nombre d'hommes célibataires du fait probablement de la traite des fourrures. De plus, l'analyse détaillée de la pyramide des âges pour cette année en particulier « laisse croire à un sous-dénombrement des enfants de moins de 5 ans et particulièrement de ceux de moins d'un an » : voir. H. Charbonneau et al., « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *loc. cit.*, p.90-92. Ceci dit, il ne semble pas que le décompte de couples sans enfants ou de familles entières ait été autant négligé par l'agent recenseur que lors des premiers recensements : voir à cet égard M. Trudel, *La population du Canada...*, *op. cit.*, p.54.

¹⁰⁷ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre... », dans Gérard Béaur et al., *op. cit.*, p.256.

¹⁰⁸ F. Panzani, *op. cit.*, p.47.

des ménages employeurs. Nous remarquons également à quel point la part des familles qui n'ont aucun enfant de plus de quinze ans est importante¹⁰⁹, constat qui serait dû probablement à la jeunesse de cette population qui vient seulement de se marier. En 1666 et 1667, nous dénombrons respectivement 102 et 138 ménages de ce type regroupant pas moins de 80% des domestiques employés en milieu rural (soit 50% et 62% de l'ensemble des domestiques au service de laïcs). En 1681, leur proportion est toujours aussi forte, quoique légèrement en baisse par rapport aux deux premiers recensements, et ce sont 73.5% des domestiques identifiés dans les campagnes qui travaillent pour le compte de ces familles (soit 44% de l'ensemble des domestiques employés chez des laïcs). Ainsi, il semble que moins les ménages employeurs ont d'enfants en âge de travailler, plus ils ont tendance à engager un ou deux domestiques pour pallier cette lacune, phénomène d'autant plus fort en 1681 que la cellule familiale de ces foyers est en moyenne plus petite que la normale. Pour vraiment confirmer cet impact, il faudrait cependant considérer l'ensemble des ménages recensés dans la colonie, or rappelons que l'enquête se limite ici uniquement aux ménages ruraux avec domestiques.

Tableau 3.29 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de 15 ans et plus (b) d'après le recensement de 1666

Enfants (a)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	17	5	-	1	23
1	11	7	-	2	20
2	7	4	1	1	13
3	12	2	-	-	14
4	11	2	-	-	13
5	14	8	-	-	22
6	3	3	1	1	8
7	9	-	-	-	9
8	1	-	-	-	1
9	1	-	-	-	1
10	2	-	-	-	2
Total	88	31	2	5	126

Garçons de 15 ans et plus (b)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	53	21	2	3	79
1	9	5	-	1	15
2	6	-	-	-	6
3	3	-	-	-	3
Total	71	26	2	4	103

Source : recensement du Canada

¹⁰⁹ Le pourcentage des ménages ruraux qui ne comptent aucun garçon de plus de 15 ans mais au moins un domestique est de 80% en 1666 et 1667. Leur proportion est de 77% en 1681.

Tableau 3.30 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de 15 ans et plus (b) d'après le recensement de 1667

Enfants (a)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	19	12	7	1	39
1	15	5	2	2	24
2	17	2	1	-	20
3	15	5	1	1	22
4	13	2	1	1	17
5	8	2	1	-	11
6	10	6	1	2	19
7	6	3	2	1	12
8	1	1	-	-	2
9	1	-	-	-	1
10	1	1	-	-	2
11	-	1	-	-	1
12	-	-	-	-	-
13	1	-	-	-	1
Total	107	40	16	8	171

Garçons de 15 ans et plus (b)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	70	20	5	4	99
1	13	4	2	2	21
2	3	4	2	-	9
3	1	-	-	-	1
4	1	-	-	1	2
Total	88	28	9	7	132

Source : recensement du Canada

Tableau 3.31 – Répartition des ménages employeurs ruraux selon le nombre de domestiques engagés et d'enfants (a) et de fils de plus de 15 ans (b) d'après le recensement de 1681

Enfants (a)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	19	1	2	3	25
1	12	3	2	2	19
2	10	1	-	1	12
3	13	3	2	2	20
4	7	3	1	2	13
5	4	1	-	-	5
6	3	2	-	-	5
7	6	-	1	-	7
8	1	-	2	-	3
9	-	1	1	1	3
10	1	-	-	-	1
11	1	-	-	-	1
12	-	-	-	-	-
13	-	-	-	1	1
Total	77	15	11	12	115

Garçons de 15 ans et plus (b)	1 dom.	2 dom.	3 dom.	4 dom. et plus	Total
0	44	9	6	5	64
1	6	3	2	2	13
2	4	1	-	-	5
3	3	-	-	1	4
4	1	1	1	1	4
Total	58	14	9	9	90

Source : recensement du Canada

Il est possible malgré tout d'affiner davantage l'analyse en vérifiant si le rapport entre la composition des ménages employeurs et l'engagement de salariés varie selon les caractéristiques de chacun des deux groupes étudiés (tableaux 1 à 15 présentés à l'annexe 12). Les résultats de cette enquête sont souvent contradictoires d'un recensement à l'autre et laissent, dans l'ensemble, plutôt perplexe. Dans le cas des ménages comptant un ou des domestiques masculins de plus de quinze ans, la proportion d'hommes adultes présents est très légèrement inférieure à celle de l'ensemble des familles employeuses avec hommes adultes en 1667 et 1681 (tableaux 1, 2 et 3)¹¹⁰. Bien que le nombre de ménages qui ne comptent aucun adulte masculin soit très limité – deux en 1667 et 1681 – il y aurait d'après ces pourcentages un lien entre l'absence d'hommes adultes et la présence de domestiques masculins de plus de quinze ans, ce qui est également le cas pour les garçons de la même catégorie d'âge mais seulement pour l'année 1667 (tableaux 4, 5 et 6). Dans le cas des ménages employant cette fois un ou des domestiques masculins de moins de quinze ans, la proportion des garçons de moins de 15 ans présents est supérieure à celle de l'ensemble en 1681 (tableaux 7, 8 et 9). L'absence de jeunes garçons dans la famille n'expliquerait donc pas nécessairement la présence de serviteurs juvéniles lors du dernier recensement. Remarquons à ce propos que nous ne pouvons tirer aucune conclusion pour les années 1666 et 1667 car il n'y a, au moment des deux premiers relevés, aucune famille comprenant au moins un garçon de moins de quinze ans et un domestique de la même catégorie d'âge. Au-delà de cette remarque, cette série de tableaux atteste bien de l'existence d'une domesticité juvénile au Canada, main-d'œuvre à laquelle les ménages ruraux recourent d'ailleurs de plus en plus¹¹¹. Il s'agit là, nous y revenons dans le sixième chapitre, de domestiques majoritairement natifs de la colonie, ceux-là même qui remplacent progressivement les engagés immigrants. Par ailleurs, les tableaux 10 à 15 montrent qu'il ne semble y avoir aucun rapport entre l'absence de femmes adultes et la présence de domestiques féminines pour les trois recensements, contrairement à ce que nous observons chez les filles. En effet, exception faite de l'année 1666, la proportion des filles présentes dans les ménages employeurs incluant au moins une servante est inférieure à celle de l'ensemble en 1667 et

¹¹⁰ Notons que le rapport entre la proportion d'hommes adultes présents dans les familles employant des domestiques de plus de quinze ans avec celle de l'ensemble est nul en 1666. Nous ne pouvons donc affirmer ni infirmer qu'il existe un lien entre l'absence d'hommes adultes et la présence de domestiques.

¹¹¹ Le nombre de ménages ruraux faisant appel à de jeunes employés passe de un à cinq respectivement en 1666 et 1667. Nous en dénombrons 22 en 1681.

1681. Ces deux séries de tableaux traduiraient là encore un changement dans la composition du personnel domestique des ménages ruraux. Alors qu'un seul de ces foyers disposait d'une servante en 1666, nous en dénombrons 23 qui en comptent au moins une en 1681, soit environ 20% des ménages ruraux employeurs. À l'instar de Sylvie Dépatie, nous pouvons nous demander quelles tâches ces jeunes domestiques, filles ou garçons, pouvaient bien accomplir sur une exploitation agricole¹¹². L'explication repose en fait dans le faible coût de la main-d'œuvre juvénile. En effet, nous voyons dans le cinquième chapitre que les enfants sont rarement engagés avec salaire. Souvent, ils n'obtiennent en échange de leurs services que la promesse de leur entretien.

Dans l'ensemble, les conclusions qui viennent d'être dégagées ne sont guère éloquentes car les écarts dans les taux de présence des hommes, des garçons de plus ou de moins de quinze ans et des filles selon que les ménages ruraux employeurs incluent ou non tel type de domestiques, sont extrêmement minces. De plus, contrairement au XVIII^e siècle, la domesticité est assez homogène puisqu'elle est composée majoritairement d'hommes adultes, réduisant du même coup la variété des combinaisons avec le groupe des employeurs¹¹³. Afin que les écarts dans les taux de présence soient mieux définis pour chaque catégorie abordée, et puissent justifier le phénomène pour chacune d'elles, peu importe le recensement étudié, il faudrait prendre en compte l'ensemble des ménages ruraux de la colonie. Cela dit, ce projet impliquerait encore une fois une analyse détaillée de tous ceux qui ne jouissent d'aucun domestique, groupe qui a été exclu des dépouillements étant donné la définition du sujet¹¹⁴. Malgré tout, nous avons vu dans le dernier recensement que les ménages employeurs ont, en moyenne, moins d'enfants que l'ensemble des familles canadiennes, et par conséquent une capacité productive plus faible à priori que la normale. Cette caractéristique, que corrobore la première série de tableaux, pourrait avoir joué sur le recours aux domestiques. Inversement, au XVIII^e siècle, les lacunes de la main-d'œuvre familiale paraissent moins justifier le recours aux salariés que

¹¹² S. Dépatie, *loc. cit.*, p.257.

¹¹³ Nous voyons en effet que les domestiques sont très majoritairement des hommes de plus de quinze ans. Nous revenons sur leurs caractéristiques plus en profondeur dans le cadre de notre sixième chapitre.

¹¹⁴ Nous pouvons ici regretter que les quelques travaux sur les recensements ne fassent pas état de la composition générale de chaque famille recensée dans la colonie. Tout le travail de recherche est encore à faire. Rappelons cependant que les ménages ruraux qui se passent des services de domestiques sont largement majoritaires dans la colonie; ils représentent plus des trois quarts de l'ensemble des ménages domiciliés à la campagne en 1666 et 1667 et leur proportion frôle même les 90% en 1681.

la taille des exploitations, d'autant que la part des ménages paysans qui emploient des domestiques et qui comptent au moins un garçon de plus de quinze ans, est proportionnellement plus élevée que celle qui prévaut au XVII^e siècle¹¹⁵. Cette différence tend à conforter non seulement la démonstration faite jusqu'ici, mais illustre également l'évolution de la société paysanne canadienne à l'époque du régime français.

L'image traditionnelle du domestique au service exclusif des grands de la société est loin d'être effective au Canada dans le cadre de la période étudiée. Bien que proportionnellement plus nombreux chez les notables, la plupart des domestiques sont engagés par des *habitants*, simples paysans propriétaires mais aussi chefs de famille. Ces derniers emploient leur main-d'œuvre, essentiellement masculine, à des travaux agricoles, caractéristique observée dans le précédent chapitre mais qui a pu être ici mesurée avec plus de précisions. Ainsi, le tiers des *habitants* recensés disposent au moins d'un travailleur, rarement plus, et sont principalement localisés dans les campagnes. Il y a bien quelques employeurs « urbains » mais, exception faite des servantes, leurs domestiques ne sont pas nécessairement affectés au travail de maison. Au même titre que les paysans, nombre de citadins disposent effectivement d'une exploitation agricole, et il est possible que leurs employés aient été chargés de son entretien. En outre, l'examen des facteurs susceptibles d'expliquer le recours aux domestiques a permis de dresser deux conclusions majeures : premièrement, la taille des exploitations et du cheptel des ménages employeurs ruraux a joué sur le nombre de serviteurs engagés mais nous ignorons si ces facteurs ont eu véritablement un impact sur le recours à la main-d'œuvre puisque seuls les ménages au sein desquels la présence de domestiques était attestée dans les recensements ont été considérés dans l'analyse ; deuxièmement, la taille des familles faisant appel à une main-d'œuvre salariée semble avoir été plus petite que la moyenne. Si ce constat n'est pas probant dans les deux premiers recensements, il est en revanche clairement attesté en 1681. Dans environ 80% des cas, les ménages employeurs ruraux ne comptent aucun enfant ce qui peut constituer un réel handicap, surtout dans une société rurale où tous les membres d'un même foyer sont habituellement mobilisés pour participer à la mise en valeur de l'exploitation

¹¹⁵ Pour le XVIII^e siècle, Sylvie Dépatie estime leur part à 27.8%. En 1666 et 1667, elle est respectivement de 19.2 et 18.8%. En 1681, elle est plus élevée (25%) mais demeure toujours inférieure à celle observée pour le XVIII^e siècle. Voir, S. Dépatie, *loc. cit.*, p.258.

familiale. Afin de compenser cette absence et de pallier le manque de bras utiles à l'agriculture, ces ménages se tournent vers une main-d'œuvre étrangère à la famille. L'ensemble des foyers dans la colonie n'y ont bien entendu pas tous recours. L'engagement d'un domestique est un investissement financier que tous les ménages, et particulièrement les individus solitaires, ne peuvent supporter. En 1666 et 1667, le quart seulement des ménages recensés disposent au moins d'un serviteur ; en 1681, leur proportion n'est plus que de 12%. Par conséquent, l'originalité de la domesticité dans la colonie laurentienne du XVII^e siècle tient moins à l'ampleur du phénomène qu'au profil des employeurs et aux raisons qui les amenèrent à recruter des domestiques. Reste à voir comment évolue réellement la demande de main-d'œuvre mais avant de nous y pencher, il faut considérer un autre employeur important dans la colonie : l'Église.

Chapitre IV : L'Église, employeur par excellence

Jusqu'à présent, les trois recensements commandés par Colbert nous ont permis d'observer que les ordres religieux se plaçaient parmi les plus gros employeurs de domestiques dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle. En effet, 20% des serviteurs identifiés en 1666-1667 étaient employés par une communauté religieuse et plus du quart des domestiques recensés au Canada en 1681 (27% exactement), travaillaient pour elle. Nous avons montré qu'au moment du premier relevé nominatif, les congrégations disposaient chacune en moyenne de 11 domestiques à leur service. Cette moyenne passa à 15 serviteurs en 1667, puis à 17 quatorze années plus tard. Nous ignorons cependant quels sont les ordres religieux qui regroupent le plus grand nombre de travailleurs à leur emploi. Nous ne savons pas non plus à quels travaux ces serviteurs étaient employés ni en quels lieux ils étaient affectés. L'objectif de ce chapitre vise à répondre à ces questions. Nous nous penchons, dans un premier temps, sur la présentation des communautés religieuses en présence dans la colonie, ainsi que sur les effectifs de leur personnel domestique respectif. Nous tâchons de voir également dans quelle mesure la taille des propriétés de l'Église a pu avoir une incidence sur la demande de main-d'œuvre au pays. Enfin, dans un deuxième temps, nous examinons les archives de trois communautés religieuses en particulier, soit celles de la Congrégation Notre-Dame de Montréal, des augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec et des prêtres du Séminaire de Québec. Pour chacune d'entre elles, nous exposons les résultats de nos dépouillements en mettant l'accent sur la manière dont elles ont géré leur personnel.

4-1 Les communautés religieuses et leurs domestiques : portrait général

4-1-1 Brève présentation des communautés religieuses¹

Avant d'observer la répartition des domestiques employés par les différentes communautés religieuses², il convient au préalable d'identifier clairement ces dernières selon leur lieu d'établissement respectif, soit Québec, Trois-Rivières et Montréal, mais aussi suivant leurs vocations particulières.

La ville de Québec compte sous le régime français trois communautés masculines et trois communautés féminines. Les frères mineurs récollets, qui forment l'un des groupements de la famille franciscaine, sont les premiers à venir s'y installer en 1615 avec pour mission de convertir les Amérindiens au catholicisme³. Ils en sont chassés en 1632 par les autorités – qui accordent leur préférence aux jésuites – et n'y retournent que quarante ans plus tard. En 1692, ils abandonnent leur couvent de la basse-ville à Mgr de Saint-Vallier, qui y fonda l'Hôpital-Général de Québec et élisent domicile dans la haute-ville sur le site actuel de la cathédrale anglicane de Québec. Les jésuites sont les seconds à venir s'établir dans la ville en 1625, plus précisément dans la Haute-Ville, sur le site actuel de la mairie, où ils font construire un collège. « Débute alors la période la plus intense de l'histoire religieuse de la colonie. Car les jésuites sont partout ; après le départ des récollets en 1632, ils sont même les seuls à demeurer en Nouvelle-France »⁴ et à se consacrer entièrement à la conquête des âmes. Enfin, la dernière communauté masculine à s'implanter à Québec est celle du Séminaire de Québec, fondé par Mgr de Laval en 1663 et situé aujourd'hui au même endroit qu'au moment de sa fondation, soit juste à côté de la cathédrale Notre-Dame.

¹ Nous tenons à remercier Patrick Laurin de nous avoir guidé dans cette présentation et de nous avoir fait partager ses connaissances en histoire religieuse.

² Comme Micheline D'Allaire, précisons que « l'expression « communauté religieuse » que nous utilisons, signifie un groupe d'hommes ou de femmes catholiques qui, ayant fait des vœux [d'obéissance, de chasteté et de pauvreté], vivent en commun et sont soumis à une règle commune. Dans notre esprit, l'expression est synonyme de « congrégation » ou d' « institut » » : voir M. D'Allaire, *Les communautés religieuses de Montréal, t. 1. Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900*, Montréal, Éditions du Méridien, 1997, p.9.

³ Voir à ce sujet D. Deslandres, *Croire et faire croire. Les missions françaises au XVII^e siècle*, Paris, Fayard, 2003.

⁴ L. Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, p.14.

L'institution, explique Noël Baillargeon, a « pour première tâche de préparer les candidats au sacerdoce [...]. Mais la formation des clercs n'est pas la seule fin du Séminaire de Québec. Mgr Laval [...] élargit le mandat de son institut au point de l'associer à la conduite et à l'évangélisation de tout le diocèse »⁵. Ces prêtres séculiers, regroupés au sein du Séminaire, mettent en commun leurs revenus en retour de quoi l'institution subvient à leurs besoins « en santé comme en maladie »⁶. Pendant tout le régime français le Séminaire de Québec est associé au Séminaire des Missions-Étrangères de Paris⁷. Cette union ajoute un nouveau volet aux activités des prêtres dans la colonie : la conversion des Sauvages à l'Église catholique. Précisons que parallèlement à l'effort missionnaire, Mgr Laval crée, en 1668, un petit séminaire dans l'intention de franciser les jeunes Amérindiens⁸.

Quant aux communautés féminines, les ursulines et les augustines de l'Hôtel-Dieu arrivent en même temps à Québec, en 1639. La première, sous la direction de Marie de l'Incarnation, se dévoue à l'évangélisation des françaises et des petites «sauvagesses». Elle est à l'origine de la première école pour filles en Amérique du Nord. La seconde est chargée de l'éducation des jeunes filles et des femmes, mais aussi du soin des malades. Les deux communautés s'installent dans la Haute-Ville, où elles ont encore leurs quartiers aujourd'hui. En 1692, Mgr de Saint-Vallier détache quelques religieuses de l'Hôtel-Dieu pour les fixer à l'Hôpital-Général. Ces dernières sont à l'origine de la fondation des augustines de l'Hôpital-Général, une communauté totalement indépendante de celle de l'Hôtel-Dieu. Elles sont localisées à la campagne, à proximité de la Basse-Ville, plus précisément dans l'ancien couvent des récollets près de la rivière Saint-Charles.

⁵ N. Baillargeon, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1972, p.28-29.

⁶ M.-J. Courchesne et C. Michaud, *Plus de trois siècles d'histoire à découvrir. Les archives du Séminaire de Québec*, sous la direction de Danielle Aubin, Québec, Musée de la civilisation, 1998, p. 15.

⁷ N. Baillargeon souligne que « les deux communautés n'en formaient pas moins des institutions dont les biens, l'administration et le régime resteront toujours séparés. Le Séminaire de Québec, à la fois maison de formation cléricale et communauté du clergé, conserva son caractère de séminaire diocésain » : voir N. Baillargeon, *op. cit.*, p.40.

⁸ Cette tentative de francisation ayant échoué, le Séminaire ne reçoit plus, à partir de 1674, que des jeunes Français et Canadiens destinés à la prêtrise. Ces derniers suivent leurs cours au Collège des Jésuites, alors chargé de l'enseignement, mais ils résident au Séminaire : voir http://www.mcq.org/fr/complex/craf_fonds/craf_fonds.php?idEv=w378

La « ville » de Trois-Rivières rassemble pour sa part deux communautés religieuses seulement : les ursulines et les récollets. Les premières arrivent en 1697, à l'invitation de Mgr de Saint-Vallier, pour y fonder une école ainsi qu'un hôpital. Elles occupent toujours aujourd'hui les mêmes bâtiments qu'à leur arrivée. Les récollets viennent quant à eux à Trois-Rivières afin de répondre aux besoins spirituels de la population. Ils y tiennent un petit couvent à partir de 1692, établissement qui se trouve être maintenant l'église et le presbytère de la paroisse anglicane de Trois-Rivières.

Enfin, nous dénombrons à Montréal quatre communautés masculines et deux communautés féminines pour toute la période étudiée. Le Séminaire de Saint-Sulpice est la première communauté masculine à venir s'installer dans la ville en 1657. Depuis son établissement, il demeure situé sur la rue Notre-Dame, à côté de l'Église Notre-Dame. Les sulpiciens sont des missionnaires et des éducateurs. Ils veillent également à la formation d'une partie du clergé, fonction qu'ils exercent encore aujourd'hui. Ils deviennent également les seigneurs de l'île puisque la société Notre-Dame de Montréal, fondatrice de Ville-Marie en 1642, leur cède tous ses droits le 9 mars 1663. Les trois autres communautés – les jésuites, les récollets et les frères Charron – arrivent toutes à Montréal au cours de l'année 1692. Contrairement à Québec, les jésuites y tiennent plus une résidence, qu'ils font construire sur le site actuel de l'Hôtel de ville, qu'un collège. Il n'y eut en effet jamais plus de cinq jésuites en même temps à Montréal, et ceux-ci étaient majoritairement en transit vers les missions de la région des Grands Lacs. Les récollets s'installent quant à eux dans l'ouest de la ville sur la rue Notre-Dame, près de l'actuelle rue McGill, à la demande des autorités. Ce sont des prédicateurs urbains qui assurent, avec les sulpiciens, les services religieux auprès des Montréalais. Enfin, les frères Charron fondent l'Hôpital-Général situé à la Pointe-à-Callières. Les buts de cette institution sont clairs : « premièrement, loger, nourrir, secourir et, surtout, occuper selon leurs capacités les enfants pauvres, les orphelins, les estropiés, les vieillards, les infirmes et d'autres nécessiteux masculins ; deuxièmement, éduquer et enseigner des métiers aux enfants ; troisièmement, voir à la formation de maîtres pour ouvrir des écoles dans les paroisses »⁹.

⁹ M. D'Allaire, *op. cit.*, p.70-71.

En ce qui concerne les communautés féminines, nous savons que les Hospitalières de Saint-Joseph arrivent à Montréal dès 1659 pour prendre le relais de Jeanne Mance à l'Hôtel-Dieu. Leur bâtiment était limité en aval par les emplacements des Filles de la Congrégation et, en amont, par la rue Saint-Joseph. Ces religieuses viennent pour servir les malades et leur enseigner les vérités de la foi chrétienne et la voie du salut éternel¹⁰. Pour ce qui est des sœurs de la Congrégation Notre-Dame, dont la vocation principale demeure l'éducation – religieuse il va sans dire – des jeunes filles, la communauté est fondée en 1658 par Marguerite Bourgeois¹¹.

L'Église est donc bien implantée dans la vallée du Saint-Laurent au XVII^e siècle. Outre les services religieux qu'elle prodigue aux Français et Canadiens, et son action missionnaire auprès des Amérindiens, elle offre un vaste éventail de services qui peuvent être regroupés en trois champs d'action distincts : l'éducation, la santé et les services sociaux. Mais l'importance de l'Église au sein de la colonie ne se réduit pas seulement aux effectifs de ses membres ni aux activités des communautés qui la représentent. Elle s'illustre également par l'étendue de ses possessions en terre et en seigneuries. Les communautés religieuses sont en effet de riches propriétaires fonciers, particulièrement les jésuites, les sulpiciens et les prêtres du Séminaire de Québec. Leurs terres constituent bien sûr une importante source de revenus et sont, pour la plupart, concédées en censive¹². D'autres sont mises en valeur directement pour leurs besoins personnels. Ces exploitations justifient dans la majorité des cas, nous allons le voir, le recours au service de nombreux domestiques.

¹⁰M. D'Allaire, *op. cit.*, p.57. L'auteur souligne également que l'institution faisait aussi fonction d'Hôpital-Général en réservant un espace important pour l'hébergement des orphelins et des vieillards (p.53).

¹¹À l'origine, la Congrégation Notre-Dame fit construire leur résidence à l'angle de la rue Notre-Dame et de l'actuelle avenue Saint-Laurent.

¹²La censive n'est pas ici synonyme de cens. Par censives nous entendons des terres roturières qui dépendent d'un fief, et qui doivent, entre autres, le cens.

4-1-2 Répartition et caractéristiques des domestiques des communautés religieuses

Nous nous attardons ici uniquement sur l'analyse de la répartition et du sexe des domestiques. Nous abordons la question de l'âge du personnel des communautés religieuses dans le sixième chapitre où nous dressons un portrait détaillé des domestiques dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle. À partir des trois relevés nominatifs, nous avons dressé dans les tableaux qui suivent (tableaux 4.1, 4.2 et 4.3) les effectifs des communautés recensées en mentionnant le nombre total, et par sexe, des domestiques employés au service de chacune d'elles. Précisons que nous n'avons pas tenu compte des *donnés* répertoriés par l'agent recenseur dans nos dénombrements¹³. Ce choix peut sembler à première vue discutable puisque les frères et sœurs convers sont partiellement domestiques. Ce sont, selon le P. Charles Garnier, des « domestiques séculiers d'habits, mais religieux de cœur »¹⁴. Ils forment, explique Jean Côté, « une espèce de catégorie intermédiaire entre le laïcat et la vie religieuse »¹⁵. Ils travaillent sans recevoir de salaire jusqu'à leur mort en échange de leur entretien, de la même façon que les domestiques employés à perpétuité chez des laïcs comme nous le verrons dans les chapitres suivants. Cependant, les communautés auxquelles les *donnés* sacrifient leur personne et leurs biens les isolent clairement du groupe des domestiques et les astreignent, de fait, à des règles particulières. Au Séminaire de Québec notamment, ils sont placés au-dessus des domestiques salariés et servent de modèles par leur vie spirituelle, leur promptitude à l'obéissance et leur diligence au travail. Ils sont associés comme membres d'un même

¹³ Pour information, notons que 17 frères *donnés* et sœurs converses sont recensés à Québec dans le premier recensement, soit huit chez les jésuites, cinq chez les ursulines et quatre chez les augustines. L'année suivante, les sœurs converses sont identifiées en qualité de *religieuses* par l'agent recenseur, et les frères *donnés* comme *domestiques*. En 1667, un seul *donné* est clairement recensé. Il s'agit de Jacques Hordequin engagé à perpétuité au service de Marguerite Bourgeois. En 1681, nous dénombrons seulement huit *donnés* à Québec dont quatre chez les jésuites et quatre autres chez les récollets (la liste des *donnés* recensés est présentée à l'annexe 13). Précisons que quelques *donnés* n'ont pas été non plus identifiés comme tel par l'agent recenseur cette année-là. C'est le cas notamment de Michel Buisson et son épouse, *donnés* du Séminaire de Québec, recensés à l'île Jésus avec leur fille et leurs quatre domestiques qui sont en fait au service du Séminaire (N. Baillargeon, *op. cit.* p.122-123). C'est le cas également de Pierre Mauvils identifié comme *habitant* sur la seigneurie de Beaupré par l'équipe du PRDH alors qu'il est un des *donnés* des prêtres du Séminaire de Québec.

¹⁴ Charles Garnier à son frère, le 23 juin 1641, cité par J. Côté, « Domestique séculier d'habit, mais religieux de cœur », *RHAF*, vol.10, n°2 (septembre 1956), p.183-190.

¹⁵ J. Côté, « L'institution des *donnés* », *RHAF*, vol.15, n°3 (décembre 1961), p.344. Notons que J. Côté concentre son analyse uniquement sur les *donnés* employés au service des jésuites.

Tableau 4.1 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1666 selon leur sexe

Ordres religieux	Membres	Domestiques	Sexes		Domestiques /Membres
			♂	♀	
Collège et résidence des jésuites	25	2	2	-	0.08
Mission jésuite à Sillery	3	6	6	-	2
Mission jésuite à Notre-Dame-des-Anges	-	8	8	-	-
Mission jésuite à Trois-Rivières – Cap-de-la-Madeleine	-	5	5	-	-
<i>Total jésuites</i>	-	<i>21</i>	<i>21</i>	-	-
Séminaire de Québec	9	3	3	-	0.33
Séminaire – La Grande Ferme de Beauré	-	7	7	-	-
<i>Total Séminaire</i>	-	<i>10</i>	<i>10</i>	-	-
Séminaire de Saint-Sulpice	-	19	19	-	-
Congrégation Notre-Dame de Montréal	-	2	2	-	-
Hôtel-Dieu de Montréal	-	13	13	-	-
Hôtel-Dieu de Québec – Augustines	22	5	5	-	0.23
Ursulines	40	7	7	-	0.17
Total	-	77	77	-	-

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 4.2 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1667 selon leur sexe

Ordres religieux	Membres	Domestiques	Sexes		Domestiques /Membres
			♂	♀	
Collège et résidence des jésuites	24	5	5	-	0.21
Mission jésuite à Sillery	2	6	6	-	3.00
Mission Jésuite à Notre-Dame-des-Anges	4	6	6	-	1.50
<i>Total jésuites</i>	<i>30</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>-</i>	<i>0.56</i>
Séminaire de Québec	11	3	3	-	0.27
Séminaire de Québec – La Grande Ferme de Beaupré	-	13	13	-	-
<i>Total Séminaire</i>	<i>-</i>	<i>16</i>	<i>16</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Séminaire de Saint-Sulpice	5	28	28	-	5.60
Congrégation Notre-Dame de Montréal	10	3	3	-	0.3
Hôtel-Dieu de Montréal	9	13	13	-	1.44
Hôtel-Dieu de Québec – Augustines	22	9	9	-	0.41
Ursulines	32	9	9	-	0.28
Total	119	95	95	-	0.79

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 4.3 – Répartition des domestiques employés par les communautés religieuses en 1681 selon leur sexe

Ordres religieux	Membres	Domestiques	Sexes		Domestiques /Membres
			♂	♀	
Collège des jésuites	19	10	10	-	0.53
Mission des Hurons à Lorette	5	1	1	-	0.20
Mission des Abenaquis et des Algonquins à Sillery	3	3	3	-	1.00
Mission des Iroquois aux Nations Iroquoises	8	5	5	-	0.62
Mission des Outaouais	9	18	18	-	2.00
Mission jésuite à Beauport	2	5	4	1	2.50
Mission jésuite à La Prairie de la Madeleine	2	3	3	-	1.50
<i>Total jésuites</i>	<i>48</i>	<i>45</i>	<i>44</i>	<i>1</i>	<i>0.93</i>
Séminaire de Québec	45	15	11	4	0.33
Séminaire de Québec– La Grande Ferme de Beaupré	10	2	2	-	0.20
Séminaire de Québec – La Petite Ferme de Beaupré	4	5	5	-	1.25
Séminaire de Québec – Île Jésus	3	4	4	-	1.3
<i>Total Séminaire</i>	<i>62</i>	<i>26</i>	<i>22</i>	<i>4</i>	<i>0.42</i>
Séminaire de Saint-Sulpice	10	20	20	-	2.00
Congrégation Notre-Dame de Montréal	26	13	13	-	0.50
Hôtel-Dieu de Montréal	13	6	6	-	0.46
Hôtel-Dieu de Québec – Augustines	28	25	22	3	0.89
Ursulines	55	4	4	-	0.07
récollets	18	2	2	-	0.11
Total	260	141	133	8	0.54

Source : Recensement du Canada de 1681

corps au sein duquel « aucun domestique ne sera admis en cette qualité qu'il ne soit animé de son esprit et résolu à pratiquer jusqu'à la mort les quatre règles essentielles : désappropriation, obéissance, chasteté et charité »¹⁶. Mise à part la règle d'obéissance, commune à tous les domestiques, et celle de *désappropriation*, dans le cas seulement de quelques serviteurs engagés jusqu'à la fin de leur vie chez des laïcs, le caractère éminemment religieux du statut des *donnés* différencie ces individus du groupe des domestiques et justifie le choix de les écarter du corpus étudié.

Parmi les trois recensements analysés, celui de 1681 est encore une fois le plus complet puisqu'il répertorie à la fois les membres et les domestiques de chaque communauté religieuse recensée dans la vallée du Saint-Laurent¹⁷. À l'inverse, si l'agent recenseur a pris soin d'inventorier les domestiques de toutes les communautés présentes au pays en 1666, il a de toute évidence omis d'enregistrer leurs membres à l'exception des prêtres du Séminaire de Québec, des jésuites, des augustines et des ursulines. En 1667, il néglige d'indiquer le statut professionnel de quelques individus, qu'il avait pourtant identifié comme *domestique* l'année précédente¹⁸, et oublie de répertorier les domestiques des jésuites à Trois-Rivières. Mis à part ces lacunes dont nous ignorons les causes, nous remarquons d'emblée que le nombre de domestiques recrutés au service de l'Église varie grandement d'une communauté à l'autre et d'un recensement à l'autre. Les jésuites et les sulpiciens apparaissent comme les deux plus gros employeurs de domestiques puisqu'ils concentrent, à eux seuls, près de la moitié de tous les serviteurs employés par l'Église dénombrés dans chacun des trois recensements. En 1666, les deux communautés ont à leur disposition 52% de tous les domestiques recensés parmi les institutions religieuses, soit 40 individus. Cette proportion est de 47% en 1667 (45 serviteurs) et de 46% en 1681 (65

¹⁶ Voir à cet égard N. Baillargeon, *op. cit.*, p.121-128. L'auteur fait également remarquer que tout candidat n'était reçu comme *donné* au Séminaire « qu'après une année de probation, afin qu'on pût juger s'il était poussé par l'intérêt ou par le désir sincère « de faire Son Salut & de Servir notre Seigneur en la personne des Ecclésiastiques qui tiennent Sa place ». Lorsqu'il a été accepté, la réception d'un domestique donné se fait au cours d'une cérémonie qui est la réplique même de la réception d'un prêtre agréé ». Nous observons le même genre de procession chez les jésuites : voir J. Côté, « L'institution des donnés »..., p.350.

¹⁷ Notons que sans les informations fournies par André Lafontaine dans ses recensements annotés, nous n'aurions probablement pas identifié aussi rapidement les domestiques du Séminaire de Québec employés sur les fermes de la seigneurie de Beaupré ou sur l'île Jésus puisqu'ils sont recensés respectivement chez Claude Denis (la Grande Ferme), Pierre Maufile (la Petite Ferme) et Michel Buisson (l'île Jésus). L'agent recenseur ne précise pas dans son relevé que ces individus sont au service des prêtres du Séminaire.

¹⁸ C'est le cas notamment de Jean Grenet et de Jean Ferry, tous deux domestiques des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal. En 1666, le recenseur les identifie comme *domestique*. L'année suivante, il omet d'indiquer leur statut.

domestiques). Cependant en 1681, les prêtres du Séminaire de Québec et les augustins de l'Hôtel-Dieu se distinguent des autres communautés – exception faite des sulpiciens et surtout des jésuites – puisqu'elles ont respectivement à leur service 26 et 25 domestiques – 24 si nous excluons la servante personnelle de Marie-Barbe de Boullongne qui se donna à l'institution en 1670, soit dix ans après le décès de son mari, Louis d'Ailleboust –. En comparaison, le personnel des récollets et des ursulines compte à peine cinq employés ; celui des sœurs de la Congrégation Notre-Dame et des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Montréal se monte respectivement à 13 et 6 domestiques.

La répartition des serviteurs recensés au sein des différentes communautés religieuses est toutefois trompeuse comme le note justement Florent Panzani.

Certes, les domestiques recensés [en 1681] dans les missions, celles des Outaouais ou la mission des Iroquois aux nations iroquoises notamment [ou encore dans les fermes de la Seigneurie de Beaupré], sont effectivement présents dans ces lieux lors du passage du recenseur. Mais les domestiques, tout comme les religieux, déclarés présents dans les différentes confréries ne le sont pas forcément dans les faits¹⁹.

Par exemple, les deux serviteurs des récollets recensés à Québec en 1681, ne résidaient peut-être pas en ville. Dans la mesure où la majorité des récollets se retrouvait en réalité dans des missions telles que Percé, Trois-Rivières ou Repentigny, nous pouvons en effet présumer que leurs employés les suivaient dans leurs pérégrinations. La même observation est aussi valable pour plusieurs domestiques du Séminaire de Québec et se confirme après l'analyse des sources de l'institution. Le dénommé Michel Paulmier, par exemple, est recensé en 1681 dans la maison-mère en qualité de domestique. Or, selon les livres de comptes des religieux, cet homme ne travaille pas à Québec mais dans la

¹⁹ F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (Histoire), multigr., Université Laval, 2002, p.48-49. F. Panzani suppose que les domestiques n'ont pas suivi les missionnaires et curés itinérants desservant les paroisses. « Il semble très peu probable que les curés itinérants et les missionnaires aient été accompagnés de domestiques, et il est fort à parier que ces derniers étaient plutôt concentrés dans les villes », hypothèse pour le moins paradoxale d'autant que l'auteur explique plus tôt que quelques domestiques sont recensés en 1681 dans des missions. Qui plus est, nous voyons mal comment les institutions religieuses pourraient cantonner en ville la plupart de leurs domestiques au service essentiellement de leurs pensionnaires ou à « un simple exercice d'entretien de leurs bâtisses » alors qu'elles ont de nombreuses terres à mettre en valeur en ville comme en campagne, qu'elles ont besoin d'hommes pour les défricher et les ensemercer, pour faucher et faire la moisson, mais aussi pour soigner leurs bestiaux ou encore pour couper du bois de chauffage comme l'indiquent quelques contrats d'engagement canadiens (ANQQ, contrat du 9 novembre 1681, greffe Duquet de Lachesnaye ; ANQM, contrats du 17 janvier 1695 et du 14 juin 1705 greffe Adhémar).

seigneurie de Beaupré, au Cap Tourmente, propriété des prêtres du Séminaire²⁰. Même chose en ce qui concerne les domestiques de la Congrégation Notre-Dame de Montréal. Rien n'indique dans les recensements que le personnel des religieuses œuvrait à la maison-mère ou à la ferme qu'elles exploitaient à la Pointe-Saint-Charles. Mais il est sûr, insiste Emilia Chicoine, « que la presque totalité travaillait à la ferme. Et cela, tout d'abord, parce que la communauté, école et pensionnat de la rue Saint-Paul, occupait un logement et un terrain exigus. De plus, les Sœurs assumaient elles-mêmes des travaux ordinairement réservés aux domestiques »²¹. Il apparaît donc extrêmement hasardeux de chercher à déterminer le lieu de travail exact des domestiques employés par l'Église à partir uniquement des recensements. Et même un examen minutieux des archives conventuelles ne garantirait pas la réussite d'une telle enquête. Dans les fonds des trois communautés que nous avons visitées (les sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal, les augustines de l'Hôtel-Dieu et le Séminaire de Québec) nos recherches n'ont guère été couronnées de succès, exception faite du Séminaire de Québec, comme nous venons de l'évoquer.

La concentration des domestiques au sein de quelques communautés, particulièrement chez les jésuites et les sulpiciens, illustre bien le rôle prépondérant que ces dernières jouèrent dans l'œuvre de recrutement en France²². Cependant, les plus gros employeurs parmi les congrégations ne sont pas ceux qui font signer le plus de contrats dans la colonie (tableau 4.4). En effet, près de la moitié des 52 actes notariés certifiant

²⁰ ASQ, C2, Grand Livre :1674-1687, p.516-519. Nous reviendrons sur cette source dans la deuxième section de ce chapitre.

²¹ E. Chicoine, *La métairie de Marguerite Bourgeois à la Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Fides, 1986, p.77.

²² Au sujet des contrats d'engagement français, nous renvoyons le lecteur au chapitre précédent ainsi qu'aux travaux de M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3 : la seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663. 2 : la société*, Montréal, Fides, 1983, p.9-10 et 277-278 et de G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.199-232. G Carpin estime à 220 le nombre d'engagés recrutés par ou pour les jésuites de la Nouvelle-France entre 1632 et 1662 (p.203-204). Ils apparaissent, souligne M. Trudel, comme les recruteurs les plus dynamiques de la colonie. À Montréal, observe ce dernier, « arrivés seulement en 1657, les sulpiciens sont les plus grands employeurs », ce que confirment les recensements. Il précise que nous sommes mal renseignés en revanche sur l'enrôlement de la main-d'œuvre par les ursulines ainsi que par les hospitalières de Québec et de Montréal. G. Carpin a apporté depuis quelques éclaircissements : il estime à 200 le nombre d'engagés partis de France pour servir les hospitalières et les ursulines, mais reconnaît que les archives connues ne contiennent pas plus de documents sur le recrutement des engagés pour les institutions religieuses (p.207). En ce qui concerne le Séminaire de Québec, N. Baillargeon signale « qu'on n'a trouvé que neuf engagés pour le Séminaire dont les contrats ont été conclus à La Rochelle », résultat extrêmement mince comparativement aux effectifs réels de leur personnel dont la plupart sont recrutés en France, du moins jusque dans les années 1670. N. Baillargeon, *op. cit.*, p.128.

l'engagement d'un domestique dans la colonie au service d'un ordre religieux est le fait des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Montréal. Les sulpiciens se placent en deuxième position (avec sept contrats) suivis des prêtres du Séminaire de Québec, des jésuites et des récollets (respectivement cinq contrats chacun). Quant aux sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal et aux augustines à Québec, elles n'engagent de domestiques devant notaire qu'à

Tableau 4.4 – Distribution des contrats d'engagement canadiens selon l'ordre religieux contractant

	Ordres religieux	Nombre de contrats	%	Nombre de domestiques	%
<i>Montréal</i>	Saint-Sulpice	7	13.5	12	17.5
	Hôtel-Dieu	22	43	23	33.5
	Congrégation Notre-Dame	3	5.5	3	4.5
<i>Québec</i>	Séminaire	5	9.5	11	16
	jesuites*	5	9.5	7	10
	récollets	5	9.5	5	7
	Hôtel-Dieu – Augustines	3	5.5	6	8.5
	Ursulines	2	4	2	3
TOTAL		52	100	69	100
*Mentionnons que les jésuites signèrent trois contrats à Québec et deux autres à Trois-Rivières.					

Source : Actes notariés canadiens

trois reprises ; les ursulines, à deux occasions seulement. Comme nous l'avons déjà évoqué, les contrats d'engagement canadiens ne constituent que la partie émergente des embauches effectuées dans la colonie. Les communautés religieuses engagent leurs domestiques sans recourir aux notaires et consignent généralement dans leurs livres de comptes les noms de leurs employés, leur profession, leurs salaires respectifs, la durée de leur engagement et éventuellement leurs tâches. Les archives des prêtres du Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal sont à cet égard tout à fait représentatives et semblent particulièrement riches puisque pour le seul mois de novembre 1662, une quarantaine d'engagements a été

repérée par le personnel des Archives nationales du Canada²³. Au Séminaire de Québec, les livres de comptes des prêtres nous ont également permis d'identifier les domestiques employés au service de l'institution. Comment dès lors expliquer que les communautés religieuses aient eu recours à quelques reprises aux services des notaires ? Nous pouvons à la rigueur comprendre leur démarche lorsqu'elles recrutent des mineurs (11 contrats) du fait des responsabilités que ce type d'engagement implique pour l'employeur mais, pour les autres, en revanche, force est d'admettre que nous ne disposons d'aucun indice pour les justifier.

Si nous observons en terminant les caractéristiques de la main-d'œuvre recensée dans les différentes congrégations, nous remarquons que l'Église fait appel presque exclusivement à des domestiques masculins²⁴. Aucune servante n'est effectivement répertoriée dans une des communautés religieuses au moment des deux premiers recensements, constat qui tend à refléter la rareté des femmes dans la colonie à cette époque. En 1681, huit femmes seulement travaillent pour le compte d'une institution religieuse. Trois d'entre elles sont employées chez les hospitalières à Québec, quatre autres sont au service des prêtres du Séminaire de Québec. La dernière est employée par Jean Remy à Beauport, procureur des jésuites. Toutes sont probablement reléguées aux travaux ménagers, au blanchissage, au soin des bestiaux ou encore à l'entretien des jardins situés

²³ Entre 1913 et 1933, les Archives nationales du Canada firent exécuter des transcriptions des archives (originaux et copies) qui étaient alors conservées à la bibliothèque de Saint-Sulpice. Une soixantaine de contrats d'engagement fut relevée dont 43 pour le seul mois de novembre 1662 (ANC, MG17-A7-2). Les transcriptions sont accessibles sur un Cd-rom nommé *Archives coloniales*. Une description de l'ensemble des documents dépouillés est disponible sur le site Internet des Archives nationales du Canada à l'adresse suivante : www.collectionscanada.ca/archivianet/index-f.html. La quasi-totalité de ces engagements sont des contrats de défrichement (quatre arpents généralement pour chaque engagé) sur le domaine des seigneurs de Montréal. En échange de son travail, les sulpiciens autorisaient l'employé à jouir de la terre qu'il avait défriché « *jusques a ce quil luy en aye este autant defriché sur une concession qui luy sera dellivrée en temps et lieu* ». Précisons que nous n'avons malheureusement pas pu consulter les archives des Prêtres au moment de la préparation de cette thèse. L'accès en était en effet réservé exclusivement à une équipe de chercheurs de l'Université de Montréal qui vient d'achever une vaste étude sur l'institution : voir D. Deslandres, J. A. Dickinson et O. Hubert (dir.), *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Saint-Laurent, Fides, 2007. Marc Lacasse, archiviste au Séminaire, nous a tout de même informé qu'il y avait plusieurs pièces et dossiers sur les engagés des sulpiciens, particulièrement pour le XVIII^e siècle. Il reste à souhaiter que cette documentation puisse être exploitée un jour.

²⁴ L'activité locale de recrutement des communautés religieuses confirme cette observation. Les 52 contrats que nous avons relevés concernent 69 domestiques au total, dont deux femmes seulement. Il s'agit d'Anne Goupile, engagée avec son mari, Simon Mongeneau, pour trois années consécutives au service des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montréal, et de Marie Barban, recrutée pour quatre années par les mêmes religieuses pour *soigner et gouverner la ménagerie et les bestiaux en leur domaine de Saint-Joseph* (ANQM, contrats du 29 décembre 1709 et du 10 novembre 1691, greffe Adhémar).

dans l'enclos de certaines institutions ou à proximité²⁵. L'Église privilégie donc toujours les domestiques masculins en 1681 et cela même si les femmes sont plus nombreuses au Canada cette année-là que lors des recensements de 1666-1667. Les nombreuses terres que les communautés religieuses possèdent, aussi bien à la ville qu'à la campagne, justifient le recours à une main-d'œuvre masculine, suffisamment robuste en somme pour assurer les défrichements et les cultures des domaines. Mais les besognes de ces serviteurs ne se limitent pas seulement aux travaux agricoles. Ils sont également employés à l'entretien (intérieur et extérieur) des édifices que détiennent les communautés, à leur approvisionnement en eau et en bois, comme aussi, dans le cas des institutions hospitalières, à la surveillance et au soin des malades. Les domestiques de sexe masculin y sont en effet sollicités pour « empêcher les convalescents et les blessés légers de chanter, de jouer à des jeux défendus ou qui dérangent leurs voisins, de lire de mauvais livres » mais aussi pour veiller à ce qu'on ne vole rien dans les salles²⁶. Ils doivent également effectuer auprès des malades les tâches que les religieuses ne peuvent exécuter. François Rousseau explique à ce sujet que

la réforme tridentine a accentué la ségrégation des sexes dans les institutions religieuses et hospitalières ; aussi les *Constitutions* et les règlements de la communauté distinguent-ils nettement entre les hommes et les femmes. Quand une malade est reçue, l'hospitalière lui lave d'abord les pieds ou charge une de ses compagnes de le faire. Geste d'humilité bien plus que d'hygiène, qui rappelle celui du Christ à l'égard de ses apôtres et que l'on répétera d'ailleurs avec beaucoup plus de solennité le jeudi saint. Réconfortant doucement la malade avec quelques mots d'édification, l'hospitalière lui remettra ensuite une chemise de nuit, un bonnet et une coiffe, une robe de chambre ou un mantelet, des pantoufles enfin ; son linge et ses effets personnels seront mis en sûreté dans une armoire fermant à clé et la malade sera conduit à son lit où l'on a pris soin de mettre des draps nets, une serviette de table et un essuie-mains. On agira de même s'il s'agit d'un homme mais, pour les raisons de morale et de stricte ségrégation des sexes que j'ai évoquées, ce sera un domestique qui lui lavera les pieds et qui fera envers lui tout ce qu'il ne sied pas à une religieuse de faire : lever et laver les

²⁵ Sur les jardins, voir l'article de S. Dépatie, « Jardins et vergers à Montréal au XVIII^e siècle » dans S. Dépatie et al. (dir.), *Vingt ans après Habitants et marchands. Lectures des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p.226-253.

²⁶ F. Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec. I : 1639-1892*, Québec, Septentrion, 1989, p.96.

malades, faire certains pansements, ensevelir les morts... On veillera même à ce que les hommes tiennent le haut de leur chemise fermée à l'aide d'une épingle pour ne pas dévoiler leur poitrine et heurter la modestie des religieuses²⁷.

Ceci dit, précise François Rousseau, « n'entre pas qui veut au service des malades, du moins si l'on en croit le règlement, qui recommande de choisir des célibataires d'âge mûr, craignant Dieu, graves, modestes, retenus, pieux et charitables »²⁸.

Les tâches qui incombent aux domestiques employés par les communautés religieuses apparaissent donc moins homogènes que celles de leurs homologues engagés chez des laïcs. Le lieu de travail pourrait constituer un indice mais, nous l'avons vu, il demeure extrêmement difficile de déterminer, à partir des recensements, la localisation exacte de ces employés. Nous n'avons pu par conséquent évaluer, même approximativement, la proportion de ceux qui oeuvraient, d'une part, en milieu urbain, dans les maisons-mères des confréries ou sur les terres qu'elles détiennent à proximité et, d'autre part, en milieu rural, sur les domaines des communautés²⁹. Un inventaire des domaines de chaque ordre religieux recensé peut néanmoins nous aider à mieux comprendre pourquoi le nombre de domestiques diffère autant d'une institution à l'autre et d'un recensement à l'autre.

4-1-3 Terres et seigneuries des communautés religieuses : incidence sur la demande de main-d'œuvre

Au regard des tableaux élaborés sur la base des trois recensements nominatifs, nous remarquons immédiatement que les effectifs des domestiques engagés dans les communautés religieuses ont pratiquement doublé entre 1666 et 1681, passant de 77 à 141 individus. Cette évolution témoigne non seulement de la forte demande de main-d'œuvre

²⁷ F. Rousseau, *La croix...*, op. cit., p.88. L'auteur précise qu'« il n'y a rien de bien précis dans le règlement des serviteurs, sinon qu'ils doivent « Couper les ongles Et le poil a Ceux qui En ont besoins, laver aux forts malades, la bouche Et les yeux quand il Est necessaire, ou qu'eux mesme le desirent, Excepter le matin du jour qu'ils doivent Communier, qu'ils laisseront au Religieuses Le soint de leur faire rincer la bouche, Sy elles le jugent a propos » (p.94).

²⁸ F. Rousseau, *La croix...*, p.92

²⁹ Une exception cependant : le Séminaire de Québec. Nous sommes en effet parvenu à identifier ceux qui travaillaient à l'Île Jésus et sur les deux fermes de la seigneurie de Beaupré, propriétés des prêtres du Séminaire. Cependant, nous ignorons si les domestiques recensés à Québec travaillaient tous à la maison-mère. Les livres de comptes de l'institution tendent à montrer le contraire comme nous l'avons évoqué précédemment.

des communautés mais également de leur fortune, leurs revenus provenant principalement des largesses de leurs fondateurs respectifs, des biens personnels de ses membres et, à l'occasion, des dons de quelques bienfaiteurs. Si l'Église sollicite de plus en plus de domestiques c'est, d'une part, pour répondre aux besoins de ses membres – et pensionnaires –, dont les effectifs ont d'après les recensements plus que doublé entre 1667 et 1681 et, d'autre part, pour assurer l'exploitation et le développement des terres et seigneuries qui lui ont été concédées tout au long du XVII^e siècle. Car l'Église, rappelons-le, se place parmi les plus gros propriétaires fonciers de la vallée du Saint-Laurent. Quand les Cent-Associés se voient accorder la Nouvelle-France, rappelle Marcel Trudel,

les Communautés religieuses n'y sont titulaires d'aucun fief ; dix-huit ans plus tard, elles ont déjà en seigneurie 800 000 arpents, ou les 10%. En juin 1663, leurs possessions en seigneurie couvrent près d'un million et demi d'arpents, soit un pourcentage légèrement plus élevé, 10.6% [...]. Ce million et demi d'arpents n'a pas tout été concédé par les Cent-Associés ou par d'autres seigneurs, car les Communautés commencent à recevoir des terres en don : les 15.6% de leurs possessions se sont constitués par ce moyen³⁰.

Malheureusement, les recensements ne nous précisent pas la surface totale des domaines de chaque communauté religieuse au moment de leur rédaction. En effet, les superficies des terres en valeur déclarées « ne constituent pas des terres d'un seul tenant, mais plutôt la somme de plusieurs parcelles réparties à travers le territoire canadien »³¹. Partant, nous ignorons si les domestiques travaillent sur ces parcelles déjà défrichées ou sur d'autres à mettre en valeur, et par conséquent non déclarées. De plus, l'agent recenseur n'indique pas systématiquement la superficie des terres mises en valeur, ni la taille du cheptel de chaque ordre religieux qu'il répertorie. C'est le cas entre autres des sulpiciens en 1667 ou des jésuites en 1681 (tableaux 4.5 et 4.6). Difficile, dans ces conditions, d'observer l'incidence du développement de leurs exploitations sur la demande de domestiques. Malgré ces lacunes, les données rapportées dans le deuxième et le troisième recensements (celui de 1666 ne portant pas sur l'agriculture) offre déjà un bon aperçu de l'ampleur des possessions de certaines communautés, surtout des jésuites (280 arpents en valeur et un cheptel de 89 bêtes en 1667), des sulpiciens (500 arpents en valeur et 224 animaux dont 71 bêtes à cornes, 150 brebis et trois chevaux en 1681) et du Séminaire de Québec (310

³⁰ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, *op. cit.*, p.105-106.

³¹ F. Panzani, *op. cit.*, p.50.

arpents en valeur et 183 bestiaux en 1681), celles-là même qui concentrent, comme nous l'avons vu, le plus grand nombre de domestiques. Mais la relation entre les biens déclarés de chaque communauté et leur nombre respectif d'employés n'est pas toujours évidente, même en tenant compte des lacunes des recensements. En 1681 par exemple, le personnel des augustines est plus important que celui des sulpiciens alors que ces derniers ont beaucoup plus de bestiaux et d'arpents en valeur que les religieuses. Ceci dit, les besoins des hospitalières sont particuliers puisque si elles requièrent des domestiques pour cultiver leurs terres et ainsi assurer leur subsistance, elles en ont également besoin pour les assister dans leurs tâches auprès des malades. Nous ignorons cependant combien parmi leurs 25 domestiques étaient respectivement affectés aux travaux agricoles et au soin des patients. Nous essayons d'apporter quelques éléments de réponse à cet égard dans la deuxième section de ce chapitre. Les recensements ne nous permettent donc pas d'établir de façon tout à fait probante un rapport entre les biens déclarés de chaque communauté et le nombre respectif de leurs domestiques. Mais nous pouvons tout de même remarquer, en établissant par ailleurs une liste des propriétés foncières de l'Église, que plus une communauté religieuse est riche en terres et en seigneuries, plus son personnel domestique est important³².

³² Voir la carte à l'annexe 14.

Tableau 4.5 – Taille des terres en valeurs (en arpents) et du cheptel des communautés religieuses et effectifs de leur personnel domestique d’après le recensement de 1667

Communautés religieuses recensées en 1667	Nombre d’arpents en valeur	Nombre de bestiaux	Nombre de domestiques
jésuites – Collège et résidence	100	30	3
jésuites – Sillery	100	26	6
jésuites – Mission Notre-Dame-des-Anges	80	33	6
Hôtel-Dieu de Montréal	125	26	13
Ursulines	80	25	9
Hôtel-Dieu de Québec – Augustines	60	56	9
Séminaire de Québec	-	-	3
Séminaire – La Grande Ferme de Beaupré	50	7	13
Congrégation Notre-Dame de Montréal	35	7	2
Séminaire Saint-Sulpice	-	-	28

Source : Recensement de la Nouvelle-France de 1667

Tableau 4.6 – Taille des terres en valeurs (en arpents) et du cheptel des communautés religieuses et effectifs de leur personnel domestique d’après le recensement de 1681

Communautés religieuses recensées en 1681	Nombre d’arpents en valeur	Nombre de bestiaux	Nombre de domestiques
Séminaire Saint-Sulpice	500	224	20
Séminaire de Québec	60	7	15
Séminaire de Québec – Île Jésus	50	40	4
Séminaire – La Grande Ferme de Beaupré	100	70	2
Séminaire – La Petite Ferme de Beaupré	100	66	5
Ursulines	200	56	4
Hôtel-Dieu de Québec – Augustines	150	70	25
Hôtel-Dieu de Montréal	100	61	6
récollets	30	9	2
Congrégation Notre-Dame de Montréal	-	-	13
jésuites – Collège de Québec et missions	-	-	44

Source : Recensement de la Nouvelle-France de 1681

En effet, nous avons vu précédemment que les jésuites étaient les plus gros employeurs de domestiques dans la colonie. Nous savons également que la Compagnie de Jésus se place parmi les plus grands propriétaires fonciers du pays puisqu'elle détient en 1663 pas moins de 850 000 arpents ; « et cela même en laissant tomber [...] les 10 500 arpents de [la mission de] Sillery, dont ils ont pourtant la direction exclusive. À eux seuls, les jésuites détiennent 60.3% de ce qui est en fief aux Communautés religieuses »³³. Occupant toute la vallée du Saint-Laurent, les religieux ont besoin d'un personnel important tant pour leurs missions dans l'Ouest, que pour leurs missions à Trois-Rivières (dans leur seigneurie du Cap-de-la-Madeleine), à Sillery ou encore à Montréal³⁴. Il leur faut également des employés pour leur collège à Québec ainsi que pour leur résidence à Ville-Marie et à La Prairie. Enfin, ils ont besoin de domestiques pour défricher et cultiver leurs terres. Pour assurer leur subsistance, les jésuites exploitent près de Québec leur seigneurie de Notre-Dame-des-Anges (25 200 arpents) et y emploient près d'une dizaine de domestiques. Il faut bien cela puisque le fief comprend deux métairies :

près de la seigneurie de Beauport, la métairie de Notre-Dame-de-Bonsecours avec maison, grange et bâtiments et 150 arpents défrichés [...] ; et, sur la rivière Saint-Charles, la métairie de Notre-Dame-des-Anges, où l'ancien couvent a été transformé en maison de ferme et où, en 1663, en plus d'une ancienne brasserie, les jésuites ont un moulin à farine et une centaine d'arpents de défrichés³⁵.

À Trois-Rivières, ils détiennent également une ferme qui répond sur place aux besoins de la communauté. Enfin, sur la rive sud de Montréal, leur domaine de La Prairie de La

³³ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.105-106. L'auteur précise que « leurs fiefs sont disséminés le long du Saint-Laurent : à l'ouest et à l'est de l'île de Québec, en amont du lac Saint-Pierre, aux abords du bourg de Trois-Rivières, au Cap-de-la-Madeleine, sur la rivière Batiscan, au bout de la banlieue de Québec et dans le chenal sud de l'île d'Orléans. On leur accorde en outre des terres en roture : 859 arpents dans la censive rurale, et plus dix arpents dans la censive urbaine. Nous ignorons ce que peuvent rapporter toutes ces terres avant 1663 : là où les jésuites ont établi des censitaires, les fiefs ont dû rapporter quelque chose (les revenus de 1662 n'atteindraient même pas 400 livres) » (p.346) ; voir également R. Harris, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968, p.43.

³⁴ Si la mission sédentaire aux Trois-Rivières, qui déménagea dans le courant des années 1660 dans la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, connut un réel succès auprès des Algonquins, les réserves de Sillery et de Montréal ne furent en revanche pas concluantes pour les jésuites. Sillery devint finalement une colonie française de peuplement. Quant à Montréal, on ne vit guère d'Amérindiens chrétiens s'y fixer, « cette place étant frontière à l'Iroquois » : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.377-386.

³⁵ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.325.

Madeleine (56 448 arpents) est confié à Jacques Habert et son épouse³⁶. Assisté de trois domestiques en 1681, le couple et leurs employés ont probablement ravitaillé les jésuites en transit à Montréal pour la région des Grands Lacs. Qu'il s'agisse de la région de Québec, de Trois-Rivières ou de Montréal, l'importance des propriétés foncières des jésuites et de leurs œuvres justifie leur recours à un très grand nombre d'employés dont les effectifs doublèrent entre 1667 et 1681.

Les sulpiciens se classent au deuxième rang des plus grands propriétaires fonciers après les jésuites, du moins jusqu'en 1680. Arrivés seulement en 1657 au Canada, ils détiennent six ans plus tard « 300 000 arpents : l'île de Montréal, à quoi se rattache la terre Saint-Sulpice ; c'est qu'on vient tout juste, en mars 1663, de les substituer à la Société de Notre-Dame »³⁷. Ils sont aussi, nous l'avons vu, ceux qui emploient, avec la Compagnie de Jésus, le plus grand nombre de domestiques dans la colonie. Si quelques-uns d'entre eux demeuraient probablement au Séminaire pour servir les religieux, la plupart travaillaient certainement sur les deux fermes que possède la communauté sur leurs domaines de Saint-Gabriel (d'une superficie de 100 arpents environ) et de Sainte-Marie (1 200 arpents), situés respectivement en amont et en aval de la ville³⁸. Nous observons que le nombre de domestiques employé par la communauté a augmenté de 47% entre 1666 et 1667 mais qu'il a diminué ensuite de 28.5% dans l'intervalle du deuxième et du dernier recensement. Trois hypothèses peuvent être avancées pour justifier cette diminution. D'une part, il est probable que les sulpiciens aient changé de mode de mise en valeur de leurs terres et aient privilégié davantage la location plutôt que l'exploitation directe. D'autre part, il n'est pas exclu que les religieux aient eu plus de difficultés à recruter leur main-d'œuvre puisque les années 1670 et le début des années 1680 coïncident, comme nous le voyons dans le prochain chapitre, à une période transitoire où l'offre de travailleurs locaux n'est peut-être pas tout à

³⁶ A. Lafontaine, *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, p. 8. Nous avons identifié deux contrats d'engagement canadiens dans lesquels François Laurens et Mathurin Gaslier s'engageaient respectivement pour une et deux années au service des jésuites afin de les servir en leur résidence de Laprairie de la Madeleine sous la direction de Jacques Habert. (ANQQ, contrats du 28 mai et du 24 juin 1679, greffes Becquet et Rageot). Nous ignorons si ce dernier se donna aux jésuites ou s'il était engagé par les religieux en qualité de fermier ou de contremaître.

³⁷ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.106.

³⁸ Les deux fermes sont fortifiées et protégées par une redoute afin de prévenir les attaques iroquoises. La première, appelée également *La Grange*, comprend en 1658 un grand corps de logis, avec un four, une grange, une étable, un puits, du cheptel (seulement quatre bœufs, trois vaches, des cochons et des poules). M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.189 et 327.

fait suffisante pour compenser la baisse de l'émigration vers le Canada. Enfin, il est possible que les Amérindiens de la mission de la Montagne, installée par les sulpiciens en 1676 et développée par François Vachon de Belmont à partir de 1681, aient participé à certains travaux mais les archives n'en gardent malheureusement aucune trace³⁹.

Depuis sa fondation en 1663 jusqu'à la création du Petit Séminaire fondé en 1668 dans le but de franciser les Amérindiens, le Séminaire de Québec ne dispose pour sa part que de quelques terres, d'un jardin potager, d'une basse-cour et de quelques animaux pour assurer sa subsistance.

Mais après la fondation du Petit Séminaire et avec l'arrivée de plusieurs prêtres de France, les besoins s'accroissent considérablement et l'on dut songer à l'établissement d'une ferme à proximité de la ville. En outre, à mesure que le nombre des écoliers augmenta, il devint indispensable de leur procurer un endroit à la campagne où prendre leurs ébats les jours de congé. Ces raisons, ajoutées au désir de se ménager quelques biens-fonds pour l'avenir, persuadèrent les directeurs d'acheter deux domaines dans la banlieue de Québec : la châtellenie de Coulonge [260 arpents] et le fief Saint-Michel [160 arpents]⁴⁰.

Le Séminaire ne fit toutefois aucune construction sur la terre de Coulonge dans les années qui suivirent son acquisition⁴¹. Il préféra s'installer sur le fief Saint-Michel, borné à l'ouest par la seigneurie de Sillery, à l'est par la châtellenie de Coulonge, au sud par le fleuve Saint-Laurent et au nord par les « terres du franc alleu du dict Sillery »⁴², dont l'exploitation remontait aux environs de 1656. Un an après son acquisition, des employés sont déjà sur place.

³⁹ L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.37. Précisons qu'en 1683, la mission comptait 210 amérindiens (des Iroquois, des Hurons, des Loups et des Algonquins principalement, convertis au christianisme) qui vivaient dans 26 cabanes. En 1692, les Amérindiens sont transférés au Sault-au-Récollet, soit disant pour assurer aux Indiens une meilleure protection contre l'eau-de-vie. Ce transfert libéra ainsi les terres que les amérindiens avaient défrichées au profit bien sûr des seigneurs.

⁴⁰ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.171. La terre de Coulonge est obtenue le 12 mai 1676 pour 2000 livres. Elle appartenait aux augustines de l'Hôtel-Dieu. Le fief Saint-Michel est acquis le 26 avril 1678 pour la somme de 2300 livres comptant. Les prêtres firent ici une bonne affaire puisque son ancien propriétaire, Charles Legardeur, sieur de Tilly, avait fait tous les efforts pour mettre son bien en valeur ; il y avait en effet construit une maison seigneuriale, une chapelle ainsi que des dépendances.

⁴¹ « Ce fief avait pour bornes, à l'est un ruisseau appelé Saint-Denis, à l'ouest « les terres des Sauvages de Sillery », au sud le fleuve Saint-Laurent et au nord les terres du coteau Sainte-Geneviève » : voir N. Baillargeon, *op. cit.*, p.172.

⁴² « Le fief Saint-Michel était renfermé dans le quadrilatère formé aujourd'hui par les rue de l'Église et Maguire, le boulevard Laurier, la rue Chanoine-Morel et le chemin qui sépare, jusqu'à la falaise dominant le fleuve, la propriété des Sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc de celle des Pères Assomptionnistes » : voir N. Baillargeon, *op. cit.*, p.176

Dix ans plus tard, on y trouve six donnés, dont les époux Robert Lefebvre et Jean Drouart, quatre domestiques salariés, un jardinier et une couple de petits garçons employés à la garde des vaches et des moutons. Il faut même engager des ouvriers supplémentaires au temps de la récolte. C'est à Saint-Michel que le Séminaire s'approvisionne maintenant et c'est là aussi qu'il fait blanchir le linge de la communauté et celui de l'église de Québec. Les directeurs, en outre, ont mis à exécution un autre projet, celui de bâtir en 1679 une grande maison de pierre « dans l'anse des pisseaux » et la coutume, qui durera jusqu'en 1759, s'est établie d'y envoyer les grands séminaristes et les écoliers en promenade les jours de congé⁴³.

Bien avant ces développements, Mgr de Laval avait toutefois commencé à acquérir plusieurs propriétés en vue de doter son séminaire. En 1662, il avait ainsi acheté la seigneurie de Beaupré, immense fief dont la superficie avoisinait les 700 000 arpents⁴⁴, et sur laquelle il entreprit, dès 1667, l'exploitation de son domaine. La Grande Ferme, dite de Saint-Joachim ou d'en haut, fut affermée le 4 février à Pierre Saint-Denys. Le 12 juillet, il passa un bail avec un autre fermier, Romain Trespagny, pour mettre en valeur La Petite Ferme, dite de Saint-Sauveur ou d'en bas⁴⁵. D'après le recensement de 1681, les deux fermes possédaient respectivement un troupeau de 66 bêtes à cornes et chacune cent arpents de terres défrichées. Outre ses fermes, le seigneur de Beaupré s'occupa également du rendement de ses moulins. « Le premier bail à ferme fut signé le 10 mars 1668 ; mais à compter de 1676, le Séminaire de Québec se chargea de les exploiter à l'aide de ses domestiques »⁴⁶. Après l'achat de la seigneurie de Beaupré, l'évêque de Pétrée acquit la seigneurie de l'Île d'Orléans, qu'il échangea à François Berthelot en 1675 contre l'Île Jésus, puis acheta en 1666 l'emplacement du Sault-au-Matelot à Québec. L'Île Jésus demeura presque entièrement inhabitée jusqu'à la fin du XVII^e siècle. En 1675, le Séminaire loua pour trois ans la terre domaniale à Guillaume Label et à Olivier Charbonneau. Par la suite, il préféra exploiter par ses propres moyens son domaine. « Il y envoya d'abord Antoine Baillon puis Charles Roger en qualité de contremaîtres, et

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ La seigneurie fut créée par la Compagnie de la Nouvelle-France à Paris le 15 janvier 1636. En 1640, Olivier Letardif y avait mis sur pied deux métairies, l'une dite « Saint-Charles » (la Grande Ferme) et l'autre « de Toussaints », situées sur les prairies au pied du Cap Tourmente. La Seigneurie comprend les paroisses ou circonscriptions suivantes : l'Ange-Gardien, Laval, Château-Richer (où l'on retrouve le manoir seigneurial ainsi qu'une école de garçons à partir de 1674), Ste-Anne, St-Joachim, St-Ferréol, Petite-Rivière St-François, St-Urbain, Baie St-Paul (sur laquelle le fondateur et ses collaborateurs créèrent deux grandes fermes en 1677 et 1678, et un important moulin à scie en 1685), l'Île-aux-Coudres et enfin Cap Tourmente.

⁴⁵ N. Baillargeon indique qu'à partir de 1675, « ces établissements seront administrés directement par le Séminaire de Québec » : voir N. Baillargeon, *op. cit.*, p.199.

⁴⁶ *Ibid.*

finalement, en 1680, les donnés Michel Buisson et Saint-Cosme et sa femme Suzanne Délicérasse »⁴⁷. En 1681, d'après les informations fournies par l'agent recenseur, Michel Buisson disposait de quatre domestiques, de cinquante arpents de terre en valeur et d'un cheptel de quarante bêtes à corne. « Quelques années plus tard, vers 1686, le personnel s'élevait à 15 personnes et la production de blé variait entre 500 et 600 minots »⁴⁸. Par deux actes de donation passés par contrat les 8 et 12 avril 1680, Mgr Laval céda tous ses biens au Séminaire. L'institution devenait dès lors la plus importante propriétaire foncière de la colonie après les jésuites. Les vastes travaux entrepris aussi bien à Québec que dans les seigneuries, et particulièrement dans celle de Beaupré, consommèrent beaucoup d'argent, d'énergie et nécessitèrent bien évidemment bon nombre de domestiques. Nous remarquons que leurs effectifs augmentèrent de manière constante entre 1667 et 1681 plaçant l'institution au deuxième rang des plus grands employeurs à cette dernière date. Cependant, nous observons que le nombre de serviteurs employés sur La Grande Ferme a fortement diminué entre 1667 et 1681. Mais cette baisse est sans doute trompeuse puisque nous avons vu que les domestiques répertoriés en 1681 au Séminaire à Québec ne travaillaient pas tous à la maison-mère. Il est toutefois possible aussi que l'école d'agriculture et de métiers établie à Saint-Joachim dans la maison de la ferme au courant des années 1670 ait contribué à cette diminution. En ce sens, nous pouvons facilement imaginer que les adolescents envoyés dans cette école aient participé à la mise en valeur de la ferme, d'autant que ceux qui y sont recensés en 1681 sont suffisamment âgés (17-18 ans) pour accomplir de gros travaux.

Les augustines de l'Hôtel-Dieu à Québec n'ont, quant à elles, rien à envier aux communautés religieuses précédentes puisqu'à la fin de la période des Cent-Associés, elles détiennent déjà « en seigneurie près de 200 000 arpents (venant ainsi après les jésuites et les sulpiciens en 1663) et, en roture, plus de 1 300 arpents, l'Hôtel-Dieu se plaçant au premier rang dans cette dernière catégorie »⁴⁹. Elles possèdent quelques terres à Lauzon, à l'Île d'Orléans ainsi que dans la ville et la banlieue de Québec, et une pêche d'anguilles et autres poissons située sous le Cap Diamant. Elles sont également propriétaires de trois seigneuries au XVII^e siècle : Saint-Ignace, Grondines ou Saint-Charles-des-Roches et

⁴⁷ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.187-188.

⁴⁸ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.189.

⁴⁹ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, *op. cit.*, p.411.

Argentenay. La première, d'une demi-lieue sur dix, est reçue en dot de Robert Giffard en 1647. Les premières terres sont concédées à partir des années 1670 mais la seigneurie ne se développe réellement que dans le courant du XVIII^e siècle. La seconde est octroyée par les Cent-Associés à la duchesse d'Aiguillon pour les religieuses hospitalières, le 1^{er} décembre 1637. D'une superficie d'environ 86 000 arpents, la seigneurie ne rapporte, jusqu'à sa vente en 1683, que de maigres revenus à la communauté. À vrai dire, observe François Rousseau,

la situation de la seigneurie, éloignée à la fois de Québec et des Trois-Rivières, la désavantage sérieusement. Le seigneur n'y réside pas et l'administration se fait de loin même si les religieuses ont un représentant sur place en la personne de François Couillard. En 1674, une vingtaine de colons seulement y habitent d'une façon plus ou moins stable. En accordant des concessions, en songeant à mettre en valeur leur domaine, les Hospitalières montrent qu'elles voulaient développer leur bien. Pour répondre à la demande des censitaires, elles font construire un moulin en 1674 et 1675 [...]. Mais la seigneurie ne compte toujours que 26 censitaires en 1678. Elle est finalement vendue à Jacques Aubert le 20 mars 1683 pour la somme de 3000 livres⁵⁰.

L'arrière-fief d'Argentenay (7 500 arpents seulement), situé à la pointe de l'Île d'Orléans, connaît le même sort. À l'origine, la moitié de la terre est donnée par Marie-Barbe de Boullongne le 5 juillet 1670 lors de son établissement à l'Hôtel-Dieu. La seconde moitié est achetée par la communauté au sieur des Musseaux l'année suivante pour la somme de 2 500# et deux génisses de l'année. Comme Grondines, la seigneurie d'Argentenay rapporte peu aux augustines même si les terres paraissent avoir été toutes concédées en janvier 1688⁵¹. L'arrière-fief ne pouvant servir de grenier pour l'hôpital du fait de ses faibles revenus est finalement vendu en 1700. Dans ces conditions, assure François Rousseau, « les religieuses ont donc largement recours aux habitants ainsi qu'aux marchands de la colonie et de la métropole »⁵². Ceci étant, les terres de Sainte-Marie (30 arpents) et de Saint-Sauveur (300 arpents sur la rive droite de la rivière Saint-Charles) situées en banlieue de Québec et acquises au courant du XVII^e siècle ont dû subvenir, en

⁵⁰ F. Rousseau, *L'œuvre de chère en Nouvelle-France. Le régime des malades à l'Hôtel-Dieu de Québec*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1983, p.113-114.

⁵¹ F. Rousseau, *L'œuvre de chère en Nouvelle-France...*, *op. cit.*, p.115.

⁵² F. Rousseau, *L'œuvre de chère en Nouvelle-France...*, *op. cit.*, p.141.

partie du moins, aux besoins des religieuses et de leurs pensionnaires⁵³. De plus, exclusion faite du maintien de l'hôpital, ces terres devaient exiger une main-d'œuvre importante mais les archives de la communauté ne nous ont pas permis d'évaluer, comme nous le montrons plus loin, l'impact réel de leur mise en valeur sur la demande de domestiques.

Les quatre dernières communautés en présence dans la colonie sont celles dont le personnel domestique est le moins important. Ce sont celles également qui sont les moins riches en terres et seigneuries. Nous voulons parler des ursulines, des Filles de la Congrégation Notre-Dame à Montréal, de l'Hôtel-Dieu de Montréal et enfin des récollets. Les premières ne possèdent que quelques terres dans la haute-ville et banlieue de Québec, sur le Cap-aux-Diamants et la rivières Saint-Charles surtout, ainsi qu'un grand fief sur la rive sud du Saint-Laurent (seigneurie Sainte-Croix) et deux petits arrière-fiefs (seigneurie de Sillery et de Lauson). Au total, les ursulines détiennent environ 74 000 arpents en roture et en seigneurie. En 1663, les emplacements sont utilisés, signale Marcel Trudel,

mais seulement 165 arpents en roture (les 12.9%) et 250 arpents en seigneurie (soit 0.4%) sont exploités par la Communauté ou reconcédés, ou encore mis à bail. Des possessions en exploitation directe, c'est la terre Saint-Joseph [sur le Cap-aux-Diamants], dans la banlieue de Québec, où le travail semble se faire de la façon la plus systématique et la plus continue. Située à un kilomètre et demi du monastère [...], les Ursulines y avaient fait faire du défrichement par Guillaume Huboust dès 1644 et elles y avaient construit en 1648 une grange avec une petite maison pour la dizaine d'hommes engagés⁵⁴.

En 1666 et 1667, elles disposent toujours d'une dizaine d'employés probablement envoyés sur leur métairie de Saint-Joseph. Quatorze années plus tard, en revanche, elles n'ont plus que quatre domestiques à leur service. Nous ignorons les raisons de cette diminution. Seul un examen des archives de la communauté pourrait nous éclairer à ce sujet.

En regard des ursulines, les Filles séculières de la Congrégation Notre-Dame sont beaucoup moins pourvues en biens immobiliers. Elles « vivent en laïques, sans vœux ni

⁵³ Pour le détail des terres possédées par les hospitalières en banlieue de Québec : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.277 et 411. F. Rousseau précise tout de même que ces terres, « y compris les emplacements urbains que l'on développera surtout au XVIII^e siècle, fournissent un rendement relativement stable, mais en même temps médiocre » : voir F. Rousseau, *La croix...*, op. cit., p. 115.

⁵⁴ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.433.

habit régulier ; elles n'ont pas un seul arpent en seigneurie [en 1663] »⁵⁵. Rappelons tout de même que la communauté n'est fondée à Montréal qu'en 1658. Les sœurs se voient octroyer par Maisonneuve une concession à cultiver à la Pointe-Saint-Charles quelques années plus tard, le 31 octobre 1662. Elles y établissent leur ferme, appelée Saint-Gabriel, qui assura en grande partie la subsistance des sœurs jusqu'au début du XVIII^e siècle⁵⁶. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1660 et le début des années 1670 qu'elles développent leur domaine et commencent à acquérir de nouvelles terres sur l'île et sur le fleuve⁵⁷. Ce n'est donc qu'après les deux premiers recensements qu'elles emploient davantage de domestiques, ce que confirme le relevé de 1681, où nous identifions 13 serviteurs, soit quatre fois plus qu'en 1667.

Enfin, de toutes les communautés religieuses que nous avons présentées, les récollets et les sœurs de l'Hôtel-Dieu de Montréal sont les propriétaires fonciers les plus pauvres. Les premiers sont des frères mendiants et possèdent, de ce fait, très peu de biens immobiliers. Depuis leur retour au pays en 1670, ils ont une terre dans la banlieue de Québec sur la rivière Saint-Charles, baptisée le fief des récollets (106 arpents), sur laquelle nous trouvons le couvent qu'ils avaient laissé à l'abandon suite à leur exclusion du Canada en 1632, ainsi qu'une chapelle de pierre⁵⁸. Les deux domestiques qu'ils ont à leur service en 1681 devaient être affectés à l'entretien de leur résidence, à moins bien sûr qu'ils aient accompagné leurs maîtres dans leurs missions. Nous savons également qu'ils obtiennent 60 arpents des jésuites sur la seigneurie Saint-Gabriel en juillet 1672, terre qui leur appartient encore dans l'aveu de 1677⁵⁹. Nous ne savons pas en revanche si les frères l'ont exploitée.

⁵⁵ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3...*, op. cit., p.106.

⁵⁶ En 1723, les 30 arpents concédés par Maisonneuve en 1662, au bord du fleuve, étaient devenus un domaine d'environ 183 arpents. E. Chicoine, op. cit., p.99.

⁵⁷ « Ces biens-fonds provenaient, quelques-uns de dons, d'autres, d'achats, et aussi des dots des sœurs » : voir E. Chicoine, op. cit., p.112. Citons notamment les trois dons de Zacharie Dupuy le 12 novembre 1673 – soit l'arrière-fief Bon-Pasteur sur l'Île Jésus, l'Île aux Hérons et son arrière-fief Verdun – ou encore l'achat des terres de la côte Saint-François et la côte Saint-Martin à Montréal acquises en différents temps entre les années 1672 et 1706. Outre le domaine des sœurs à la Pointe-Saint-Charles, leur plus grande acquisition fut certainement l'achat de l'Île Saint-Paul (Île des Sœurs aujourd'hui) acquise en partie dès 1706 et en totalité en 1769. Voir à cet égard l'étude de Marie-Anne Gauthier-Landreville, *L'Île-Saint-Paul – L'Île-des-Sœurs*, Montréal, Éditions de la Congrégation Notre-Dame, 1970.

⁵⁸ Cette terre est rachetée par Mgr de Saint-Vallier en 1692 pour y construire l'hôpital général de Québec ; les récollets s'établissent alors dans la Haute-Ville de Québec sur l'emplacement actuel de la cathédrale anglicane de Québec.

⁵⁹ M. Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973, p.177.

Enfin, ils jouissent d'un emplacement à Trois-Rivières à compter de 1692 sur lequel ils font bâtir leur couvent ainsi qu'une chapelle.

En ce qui concerne enfin l'Hôtel-Dieu de Montréal, nous savons qu'en plus de l'enclos à l'intérieur duquel est construit leur monastère, et où nous trouvons entre 1695 et 1710 deux jardins (celui des sœurs et celui des pauvres), les religieuses hospitalières possèdent plusieurs terres qu'elles font valoir surtout au XVIII^e siècle mais dont la superficie totale ne dépasse pas les 1 000 arpents⁶⁰. Premièrement, l'arrière fief de Saint-Joseph, d'une superficie de 270 arpents. Une première portion de 100 arpents leur est concédée par Maisonneuve le 23 décembre 1659 au « lieu du Lac à la Loutre ». Elles en obtiennent une seconde, de même superficie, en 1662, par M. Souard⁶¹. Enfin, en 1673, elles acquièrent 70 arpents des sœurs de la Congrégation Notre-Dame en échange de la terre qu'elles avaient reçue en don de Mathurin Jouanneau⁶². Dès le début des années 1660, les hospitalières commencent à faire défricher leur terre. Deux hommes sont amenés de France pour exécuter les travaux. En 1662, elles y font construire un premier bâtiment et y entretiennent quelques animaux mais ce sont à peu près les seules informations dont nous disposons sur cet arrière-fief pour la période qui nous intéresse⁶³. En 1659, elles acquièrent également une terre à la Pointe-Saint-Charles appelée Saint-Augustin, d'une superficie de 100 arpents⁶⁴. La même année, Jeanne Mance obtient la concession de la moitié de la métairie des seigneurs de Montréal (le domaine Saint-Gabriel), soit une terre de 112 arpents de superficie. Il s'agit du fief Nazareth plus communément nommé la « grange des pauvres »⁶⁵. Comme son nom l'indique, la subsistance des hospitalières et de leurs pensionnaires provient surtout de cette terre. Est-elle suffisante ? Nous l'ignorons. Toujours

⁶⁰ J. Ducharme, « Les revenus des Hospitalières de Montréal au XVIII^e siècle » dans *L'Hôtel-Dieu de Montréal (1642-1973)*, Montréal, Hurtubise, Les cahiers du Québec, 1973, p.230. Nous n'insisterons pas sur les deux terres que les religieuses ont acquises dans le courant des années 1690 soit le fief Saint-Joachim (280 arpents) entre 1698 et 1699, et la terre Saint Marie le 21 mai 1691 (44 arpents).

⁶¹ M. Mondoux, *L'Hôtel-Dieu premier hôpital de Montréal : d'après les annales manuscrites, les documents originaux de l'institut des religieuses hospitalières de Saint-Joseph et autres sources : 1642-1763*, Montréal, Thérien frères, 1942, p.139 et 179.

⁶² Cette portion, baptisée verger Saint-Joseph, est profitable aux religieuses puisqu'elles vendent une partie de leur production, soit des pommes et du cidre, essentiellement dans le courant du XVIII^e siècle : voir J. Ducharme, *op. cit.*, p.232.

⁶³ M. Morin, *Histoire simple et véritable*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, p.116-120.

⁶⁴ Cette terre est souvent confondue avec le fief Saint-Augustin, propriété des pauvres de l'Hôtel-Dieu mais administrée par les sœurs hospitalières.

⁶⁵ M. Mondoux, *op. cit.*, p.136.

est-il qu'en 1661 des travaux commencent sous la supervision de Louis Fin, domestique du sieur de Maisonneuve⁶⁶. En 1666-1667, l'Hôtel-Dieu a à son service 13 employés. Plusieurs d'entre eux ont probablement été envoyés aux défrichements et à la mise en valeur des premières terres nettoyées puisque les religieuses déclarent avoir 125 arpents en culture et 26 bêtes en 1667. Les autres assistaient sans doute les hospitalières dans leurs tâches auprès des malades, au même titre que leurs homologues employés chez les augustines à Québec. Quatorze ans plus tard, l'institution n'a plus que six domestiques à son service, soit moitié moins qu'en 1667. Considérant que le nombre de patients à l'hôpital n'a probablement pas diminué entre les deux derniers recensements et que les religieuses n'ont certainement pas cessé de mettre en valeur leurs terres, ce constat apparaît pour le moins surprenant. Encore une fois, seul un examen minutieux des archives de l'Hôtel-Dieu, et plus particulièrement des livres de comptes, apporterait quelques corrections aux recensements. Les incendies de 1695, 1721, 1734 et de 1826 ont toutefois réduit en cendres quantité de documents précieux pour la communauté mais aussi pour le chercheur.

Au terme de cette présentation, il apparaît clairement que plus une communauté religieuse est riche en terres et en seigneuries, plus elle recourt au service de domestiques. Si une telle affirmation peut sembler évidente à première vue, encore était-il nécessaire de la vérifier. Les jésuites, les sulpiciens et les prêtres du Séminaire de Québec sont ceux qui répondent le mieux à ce profil. Importants propriétaires fonciers, ce sont eux qui recrutent également le plus grand nombre de domestiques au pays. Nous avons toutefois relevé deux ordres religieux qui échappaient à la règle. Nous voulons bien sûr parler ici des institutions hospitalières. Contrairement aux autres communautés religieuses, les Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec et de Montréal recourent à de nombreux domestiques. Combien parmi ceux qui sont recensés en 1666, 1667 et 1681 étaient-ils respectivement affectés au travail de la terre et au service d'entretien des maison-mères ou encore au soin des

⁶⁶ ARHSJ, J-Y Rousseau, *Histoire du fief Nazareth 1642-1760*, p.34 (cote 971.4281 R 864h). Nous émettons un doute quant à l'identité de ce domestique puisque, selon E. Chicoine, ce dernier fut au service des sœurs de la Congrégation et qu'il ne rejoignit Marguerite Bourgeois au Canada qu'après le décès de son maître, le sieur de Maisonneuve, survenu le 9 septembre 1676 : voir E. Chicoine, *op. cit.*, p.77. Notons qu'en 1673, un domestique nommé Gaspard Bidelet est responsable de la grange d'après un inventaire fait par B. Basset le 19 juin 1673 (ARHSJ, J.-Y. Rousseau, *op. cit.*, p.40). Le 4 mai 1683, Jacques Renouard, domestique des hospitalières en 1681, prend pour cinq ans, à bail à ferme, la ferme de ses maîtresses : voir A. Lafontaine, *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, p.105a.

malades ? Les recensements nous donnent bien peu d'indices à ce sujet. Les actes notariés encore moins. Ces deux sources ne nous permettent pas non plus d'évaluer l'impact du développement des exploitations des communautés religieuses sur la demande de domestiques. Seul un examen des archives conventuelles pourrait peut-être nous en apprendre davantage. À tout le moins nous permettent-elles d'avoir une bonne idée de la gestion du personnel domestique de ces confréries.

4-2 La gestion des domestiques : exemple de trois communautés

À l'origine, nous avions prévu de consulter les archives de quatre communautés religieuses, soit deux à Montréal (le séminaire de Saint-Sulpice et la Congrégation Notre-Dame) et deux autres à Québec (le Séminaire et l'Hôtel-Dieu de Québec). Pour les raisons que nous avons évoquées précédemment, nous avons dû nous résigner à abandonner le projet de recherche pour le Séminaire de Saint-Sulpice. Nous avons en revanche eu accès aux archives des sœurs de la Congrégation Notre-Dame à Montréal, des hospitalières à Québec ainsi qu'à celles des prêtres du Séminaire de Québec. Nous présentons ici les résultats de nos dépouillements dans l'espoir qu'ils puissent amener d'autres chercheurs à les approfondir et à les compléter.

4-2-1 La Congrégation Notre-Dame de Montréal

Nos prospections aux archives de la Congrégation Notre-Dame de Montréal n'ont pas été dans l'ensemble très concluantes. La communauté a connu trois incendies majeurs au cours de son histoire (en 1683, 1768 et 1893) ; ils ont détruit une grande partie des livres et papiers de l'institution, particulièrement ceux datant des premières décennies de son établissement⁶⁷. Sur la main-d'œuvre recrutée par les sœurs, force est d'admettre comme Emilia Chicoine que « les écrits qui pourraient nous renseigner sur ces engagés au XVII^e siècle sont très rares. De 1662 à 1725, notre documentation se réduit à quelques actes

⁶⁷ CND, Documents détruits par l'incendie de 1683, CC 5646.

notariés et aux recensements de 1666-1667 et 1681 »⁶⁸. Nous avons vu que, lors des deux premiers recensements, la communauté avait à sa disposition deux domestiques en 1666, Jean Ferry (19 ans) et Jean Grenet (23 ans), et un troisième l'année suivante, Jacques Dumaretz (50 ans)⁶⁹. Quatorze ans plus tard, la congrégation emploie 13 domestiques, parmi lesquels Louis Fin, ancien domestique du Sieur de Maisonneuve, qui assurait, selon Emilia Chicoine, les travaux les plus pénibles à l'école, les autres étant certainement envoyés sur la ferme de la communauté à la Pointe-Saint-Charles⁷⁰. À la liste de ces 13 serviteurs auraient dû figurer deux autres noms : celui de Barthélemy Lemaistre et de Jean Brod, tous deux décédés accidentellement l'année même du recensement⁷¹.

Mis à part les domestiques connus par les trois relevés nominatifs, nous avons également repéré quelques noms dans les minutes notariales canadiennes. Pour l'ensemble de la période étudiée, nous n'avons identifié que cinq contrats d'engagement, dont deux concernent des *donnés*⁷². Les trois autres sont des contrats à durée déterminée. L'un d'eux fut contracté par Martial Dubois le 8 janvier 1699. Il s'engageait à garder les bestiaux des religieuses pendant six ans, et à tous autres travaux qui lui seraient commandés, en échange de son entretien et de 240# versées à la fin de son temps, plus « *un capot, une culotte de mazamet, un tapabor, six chemises de toiles de meslis le tout neuf* ». Au terme de son contrat, Martial Dubois se donna à la communauté jusqu'à la fin de ses jours. Les deux

⁶⁸ E. Chicoine, *op. cit.*, p.76.

⁶⁹ E. Chicoine dénombre trois domestiques en 1666, car elle tient compte d'Alexis Buet, *tailleur, domestique, engagé*. Nous ne l'avons pas pris en considération dans la mesure où l'agent recenseur l'identifie comme « tailleur », et non comme « domestique » exclusivement. En 1667, rappelons qu'en plus des trois domestiques et du tailleur, la communauté compte également un frère donné, Jacques Hordequin.

⁷⁰ E. Chicoine, *op. cit.*, p.77 ; voir également E.-M. Faillon, *Vie de la Sœur Bourgeoys*, Villemarie, CND, 1853, tome 1, p.217, 227 et 262. Cette dernière précise que « Les Sœurs qui avaient déjà connu Louis Fin à Montréal désiraient se l'attacher à leur maison et dans ce dessein elles avaient donné par écrit une déclaration pour autoriser la sœur Bourgeoys à faire un contrat d'engagement avec lui. C'était sans doute pour témoigner, dans la personne du serviteur, leur reconnaissance envers M. de Maisonneuve, son charitable maître et leur bienfaiteur insigne ». Sur l'identité des treize domestiques recensés en 1681, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage d'E. Chicoine ; précisons encore une fois que la documentation concernant ces serviteurs est très fragmentaire. Mis à part les recensements, la plupart ne laissent aucune trace de leur présence ou de leurs activités dans la colonie.

⁷¹ *Ibid.* Nous avons retrouvé une copie du procès verbal de la mort de Jean Bro, (CND, CC 5644) nous indiquant que ce dernier est décédé par noyade le 23 septembre 1681.

⁷² ANQM, contrats du 9 octobre 1696 et du 6 janvier 1705, greffe Adhémar. Le premier contrat concerne Pierre Picard, Jeanne Cederay et leurs cinq enfants. Ils se donnèrent à la communauté jusqu'à la fin de leur vie. Selon E. Chicoine, il est possible que la famille Picard ait assumé la direction de la ferme Saint-Gabriel avant la reconstruction de la maison, soit de 1696 à 1698. Elle y demeura jusqu'au 1^{er} mars 1704 alors que les deux parties convenaient de rompre l'engagement. Le second contrat concerne Charles Martial dit Dubois. Il s'engageait à garder les bestiaux ou à faire tout ce qui lui serait commandé par les sœurs jusqu'à la fin de ses jours en échange de son entretien. E. Chicoine, *op. cit.*, p.80, 83 et 164.

autres contrats concernent Nicolas Madeleine, jeune enfant placé par son père chez les sœurs une première fois pour une période de neuf ans, et une seconde fois (deux ans après le premier contrat) pour une période de 12 ans⁷³. Le garçon devait servir la congrégation « *à ce qu'il se trouvera propre* » jusqu'à la fin de son temps en échange de son entretien et de sa nourriture, à partir du moment où il serait en âge de travailler. Les religieuses prennent l'enfant, indique le contrat, « *en considération que ledit Vivien Madeleine est seul et ne peut élever son enfant à cause de son incommodité* ». Mis à part ces quelques actes notariés, nous ne disposons d'aucun autre document relatif aux domestiques engagés par la Congrégation Notre-Dame.

Dans les archives de l'institution, nous n'avons trouvé qu'un seul cahier couvrant les dernières années de la période étudiée intitulé *Construction de la première église de la Communauté : dépenses pour différentes bâtisses : 1694-1860*⁷⁴. Comme le titre l'indique, les sœurs ont consigné dans ce carnet tous les frais déboursés par la communauté pour l'édification de leur église, mais également de leur grange à Verdun, de leur glacière, ou encore d'un édifice sur la rue Notre-Dame qui servait visiblement de boulangerie et de chambre pour les engagés. Nous y retrouvons aussi bien les dépenses faites pour les matériaux que pour le paiement, tant en argent qu'en marchandises, des ouvriers (maçons, charpentiers) et des domestiques. À aucun moment, la rédactrice du cahier ne précise l'identité des employés recrutés. Elle fait néanmoins la distinction entre les serviteurs de la communauté – « *nos engagés* » – et les artisans et manœuvriers embauchés spécialement pour ces travaux⁷⁵. De toute évidence, la congrégation n'a donc pas utilisé ses domestiques uniquement pour la mise en valeur de leurs domaines. Elle les a aussi affectés à des travaux de construction. Mais, au-delà de ces simples constatations, nous sommes bien obligé de reconnaître que les informations tirées de ce document sont bien sommaires et ne nous aident d'aucune façon à établir une corrélation entre la progression de leur domaine à la Pointe-Saint-Charles et l'évolution des effectifs de leur personnel domestique. Nous avons vu que les sœurs disposaient de 13 serviteurs en 1681. Combien en avaient-elles à leur

⁷³ ANQM, contrats du 26 septembre 1688, du 16 mai 1690 et du 8 janvier 1699, greffe Adhémar.

⁷⁴ CND, cahier n°7, cote 630-010-7. Il existe un autre cahier ayant pour titre *Notes sur les établissements de la CND, 1653-1873* (cahier n°28, cote 630-010-30) mais nous n'avons trouvé aucune information sur les domestiques ou que nous ne connaissions déjà.

⁷⁵ Ces derniers sont engagés au mois ou à la journée. Les sommes versées au mois s'élèvent toutes à 14 livres. Celles payées à la journée varient de 10 à 30 sous suivant la qualité de l'employé et la tâche réclamée.

service au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles ? Probablement plus si l'on considère les nouvelles acquisitions de la communauté – en particulier La Prairie, Verdun et l'Île Saint-Paul où les Sœurs exploitaient des fermes –, mais nous ne sommes pas en mesure de l'attester. Heureusement, signale Emilia Chicoine, « s'il est impossible d'établir la liste des employés qui se sont succédés à la ferme de 1662 à 1725, il en est autrement pour ceux qui ont assuré les travaux de culture aux XVIII^e et XIX^e siècles »⁷⁶, mais nous débordons là du cadre chronologique que nous nous sommes fixé⁷⁷.

4-2-2 L'Hôtel-Dieu de Québec

Contrairement à la Congrégation Notre-Dame de Montréal, les archives des augustines à Québec offrent de meilleures perspectives de recherche même si la communauté a perdu quatre caisses importantes de papiers lors d'un incendie en 1755, dont l'une contenait tous les « *marchés anciens et nouveaux des ouvrages et entreprises de l'hôpital* ». Parmi les premiers documents que nous avons consultés figurent bien entendu les *Annales de l'Hôtel-Dieu* dans lesquelles il est fait mention à deux reprises seulement des domestiques de l'institution. Nous y apprenons qu'en 1643, les religieuses qui disposaient jusqu'alors de huit à dix hommes de travail, n'en gardèrent que quatre à leur service pour diminuer leur dépense. Inversement, deux ans plus tard, de grands travaux les obligèrent à augmenter le nombre de leurs domestiques :

Neuf ou dix hommes à nos gages furent occupés à nous faire du bois de corde, et ils se joignirent après à quelques charpentiers que nous avions loués, pour travailler à la charpente de notre buanderie et de nos parloirs, afin de disposer de tout ce qui étoit nécessaire pour rendre notre maison plus commode. Nous achetâmes deux arpents de terre de M. Couillard pour agrandir notre enclos et pour faire entrer chez nous un ruisseau qui étoit sur ce terrain : ils nous coûtèrent 450 livres. Nous n'en fîmes faire clôture que l'été suivant. Notre dépense fut fort considérable dans ces premières années, pendant lesquelles il fallût bâtir en différents

⁷⁶ E. Chicoine, *op. cit.*, p.188.

⁷⁷ Nous renvoyons le chercheur aux livres de comptes de la communauté, particulièrement ceux intitulés *Recettes et dépenses de la Communauté, 1753-1793* (CND, cahier n°2, cote 630.010.2), *Recettes et dépenses de la Communauté, 1786-1825* (CND, cahier n° 5, cote 630-010-5), *Recettes et dépenses de la Pointe-Saint-Charles, 1742-1804* (CND, cahier n° 11, cote 630-010-11), *Livre extrait ou de Raison commencé le 1^{er} août 1740* (CND, cahier n°12, cote 630-010-12) et surtout *Recettes et dépenses...Rentes, 1740-1803, Comptes des serviteurs – Compte des Fabriques 1722-1766* (CND, cahier n°13, cote 630-010-13).

endroits, quoi que tout ne se fit que peu à peu, tant pour ménager notre bourse que parce que les ouvriers étoient rares⁷⁸.

Nous ignorons si les augustines conservèrent une dizaine d'employés à leur service par la suite. Toujours est-il qu'en 1666 et 1667, l'agent recenseur dénombra respectivement cinq (8 en incluant les ouvriers spécialisés) et neuf (11 en incluant les artisans) serviteurs à l'Hôtel-Dieu ce qui tendrait à indiquer que les religieuses ont maintenu les effectifs de leur personnel domestique à une dizaine d'individus, du moins jusqu'à la fin des années 1660.

Outre les « chroniques » de l'Hôtel-Dieu, peu loquaces sur les employés de l'institution, nous avons également examiné les registres de malades, livres dans lesquels la dépositaire des pauvres consigne journallement *les noms des malades et domestiques qui sont à l'hôpital*, comme le rapporte l'énoncé précédant chaque nouveau mois⁷⁹. Seulement deux registres couvrent la période étudiée. Le premier englobe les années 1689-1698, et le second la décennie 1698-1709⁸⁰. L'analyse de ces documents nous a permis de constater que plusieurs noms se répétaient au début de chaque mois, parfois sur une même ligne, et à l'occasion sur plusieurs années consécutives. La dénommée Madeleine Grolaux (née Gobert) constitue un bon exemple puisqu'elle apparaît systématiquement tous les mois dès le premier cahier, qui débute en juin 1689, et ce jusqu'en septembre 1703⁸¹. Dans le recensement de 1681, « La Grolaux », ainsi nommée dans les livres de comptes de la communauté, est identifiée comme servante chez les augustines mais aucune indication ne la définit comme telle dans les registres de malades. Au contraire, en mai 1690, la dépositaire signale qu'elle est *donnée* à l'hôpital mais cette mention n'est précisée que très

⁷⁸ J-F Juchereau de Saint-Ignace, *Les Annales de l'Hôtel-Dieu de Québec, 1636-1716*, Québec, Hôtel-Dieu de Québec, 1939, p.44-45 et 52-53. Pour la consultation des annales, nous avons utilisé un index réalisé par François Rousseau qui répertorie tous les sujets abordés par les religieuses.

⁷⁹ Cet énoncé est toutefois variable. La rédactrice du registre note le plus souvent au début de chaque mois « Registre journalier [sic] des malades qui viennent, sortent et meurent dans l'Hôtel-Dieu en l'année [...] commençant au mois de [...] de la même année ». Elle ne fait donc aucune référence aux domestiques de l'hôpital même si elle les recense dans son registre en même temps que les malades.

⁸⁰ Notons que l'équipe du *PRDH* a dépouillé ces registres jusqu'au mois de décembre 1669 inclus. Tout le travail de dépouillement reste à faire pour les registres suivants.

⁸¹ Madeleine Grolaux décède le 5 septembre 1703 à l'Hôtel-Dieu ; elle est identifiée comme *donnée* de l'Hôtel-Dieu dans son acte de décès.

irrégulièrement par la suite⁸². Recensé également en 1681 comme domestique à l'Hôtel-Dieu, Pierre Parrot (ou Barrot) apparaît systématiquement dans les registres de malades entre les mois de juin 1689 et novembre 1692. En revanche, rien n'indique dans les livres qu'il était *domestique* ou *donné*, au même titre par exemple que Marie-Anne Bolleduc (inscrite dans les livres de juin 1689 à mars 1690) ou Louis Boucher (décembre 1689 – mai 1699)⁸³. La mention *domestique* ou *garçon de service* figure à quelques reprises dans les registres mais elle est précisée de manière tout aussi aléatoire que celle des *donnés*. Jean Challoux, dont le nom est relevé systématiquement entre juillet 1689 et novembre 1692, est présenté comme *domestique* uniquement en avril, mai et septembre 1692. Même chose en ce qui concerne Jacques Delouche (août 1691 – janvier 1693), Mathieu Poling (février 1691 – mars 1693), Pierre Mandin (juillet 1692 – mai 1696) ou encore Etienne Pomminville (décembre 1692 – mars 1693 et décembre 1696 – janvier 1697), tous répertoriés au moins une fois comme domestique dans l'intervalle de leur passage à l'Hôtel-Dieu⁸⁴. Le repérage des serviteurs à partir des registres de malades demeure donc extrêmement hasardeux mais nous remarquons tout de même, lorsqu'ils sont clairement spécifiés, que les domestiques sont souvent recensés après les *donnés* et avant les malades. De plus, si nous retenons les listes mensuelles les plus détaillées, du moins celles qui semblent avoir été produites avec une plus grande rigueur, en particulier celles des mois de juillet 1692 et janvier 1693, il en ressort que la communauté n'a jamais eu simultanément plus de trois ou quatre domestiques à son service jusqu'à la fin du XVII^e siècle (en plus de deux ou trois donnés), observation qui rejoint celle de François Rousseau⁸⁵. Ce constat apparaît toutefois surprenant puisqu'en 1681, l'agent recenseur dénombrait 25 domestiques

⁸² Nous retrouvons cette information notamment en mai, novembre et décembre 1690 puis en juin et décembre 1691 et ensuite en avril, juillet, septembre, octobre et novembre 1692. Parmi les autres *donnés* que nous avons réussi à repérer signalons Pierre Grolaux (époux de Madeleine) mais aussi Michel Lépine et son épouse, Anne Deschamps (ces derniers apparaissent dans les registres dès le mois de novembre 1691 mais ne sont identifiés comme *donnés* qu'à partir du mois d'avril 1692, et ensuite de manière très irrégulière). Il est fort possible que ces individus aient d'abord été au service des augustines en qualité de domestique avant de se donner à la communauté religieuse.

⁸³ Le croisement de ces noms avec d'autres sources (actes notariés, dictionnaire de R. Jetté, livres de comptes de la communauté en particulier) n'a donné aucun résultat. Nous ignorons donc si ces individus (et d'autres que nous ne nommons pas ici) étaient des *donnés*, des domestiques ou bien tout simplement des malades chroniques.

⁸⁴ Le premier n'est recensé comme domestique qu'en juillet et septembre 1692. Le second en février, avril et juin 1691, en avril, juillet et décembre 1692 et enfin de janvier à mars 1693. Pierre Mandin apparaît comme domestique en avril, juin, juillet et décembre 1694, en janvier et février 1695, et en avril 1696. Enfin, Etienne Pomminville n'est identifié comme domestique qu'en décembre 1692 seulement.

⁸⁵ F. Rousseau, *La croix et le scalpel...*, *op. cit.*, p.99.

chez les augustines. Il est probable que les hospitalières ont réduit les effectifs de leurs employés dans les années qui suivirent le dernier recensement, d'autant qu'elles vendirent leur seigneurie à Grondines en 1683. Mais il est possible aussi que les serviteurs repérés dans les registres de malades ne constituent qu'une partie de leur personnel domestique, celle-là même que les hospitalières emploient exclusivement à l'hôpital pour les assister auprès des malades ou pour assurer l'entretien de l'établissement. Les autres, ceux que les religieuses envoient sur leurs terres à Argentenay ou plus certainement à Sainte-Marie et Saint-Sauveur en banlieue de Québec, n'auraient pas été consignés dans les registres de malades puisqu'ils oeuvraient à l'extérieur de l'institution. Ceci dit, les livres de comptes de la communauté nous donnent quelques indices intéressants en dépit de leurs lacunes.

Nous avons effectivement examiné deux livres de comptes chez les augustines, soit un abrégé des dépenses et recettes pour les années 1664 à 1727, et un relevé mensuel des dépenses et recettes pour la période 1681-1732⁸⁶. Au même titre que les registres de malades, ces cahiers sont tenus par la dépositaire des pauvres car c'est elle « qui gère les affaires courantes, effectue les achats [et] signe les différentes pièces avec la supérieure »⁸⁷. Lorsqu'elle consigne les montants que la communauté doit à ses employés, nous remarquons immédiatement qu'elle ne spécifie jamais l'identité des bénéficiaires, ou alors à de rares exceptions⁸⁸. En général, elle présente ses comptes en justifiant d'abord les dépenses, en l'occurrence ici les salaires des domestiques, et en indiquant ensuite les montants qui ont été versés. Par exemple, pour le mois de mars 1700, la dépositaire écrit : « Payé pour hardes et gages des domestiques, 350 livres ». De la même manière, dans l'abrégé des dépenses, elle note pour l'année 1690 : « Pour les gages des domestiques, 372 livres », sans autres précisions. Il lui arrive aussi de regrouper régulièrement en une même somme les salaires des domestiques avec ceux des blanchisseuses ou encore avec l'entretien des *donnés*. Globalement, les livres de comptes de l'Hôtel-Dieu ne permettent

⁸⁶ AMHD-Q, Abrégé des dépenses et recettes (1664-1727), F5-D2, 1/1 ; Dépenses et recettes de l'Hôtel-Dieu, relevé mensuel (1681-1732), F5-D2, 1/2.

⁸⁷ F. Rousseau, *L'œuvre de chère...*, op. cit., p.46.

⁸⁸ Par exemple, nous retrouvons dans l'abrégé des dépenses les noms de Madeleine et Pierre Grolaux mais à trois reprises uniquement, soit pour les années 1681, 1682 et 1684. Nous les identifions également dans les relevés mensuels mais encore une fois à quelques occasions seulement (notamment en septembre 1681, novembre 1684 et mai 1689), au même titre que Pierre Mandin (novembre 1694 et juillet 1695) ou encore Pomminville (septembre 1694, décembre 1695 et avril 1696).

donc ni d'identifier les employés de l'institution, ni d'évaluer leur salaire respectif⁸⁹. Il est en revanche possible de les dénombrer, mais seulement pour certaines années. De 1664 à 1670, ainsi que pour l'année 1693 uniquement, la dépositaire mentionne que les sommes consacrées aux domestiques ces années-là sont destinées à trois individus. Les montants alloués en 1671, 1672 et 1675, valent quant à eux pour quatre serviteurs seulement. Là encore, ces chiffres étonnent si nous les comparons avec ceux relevés dans les recensements : cinq et neuf serviteurs respectivement en 1666 et 1667 et 25 en 1681. Cependant, nous remarquons que pour la période 1668-1671 et l'année 1675, les augustines rémunérèrent également des *hommes au mois* et des défricheurs pour leur terre à Saint-Sauveur, mais nous ignorons les effectifs de ces travailleurs. Précisons qu'il s'agit là des seules mentions que nous ayons relevées relativement au lieu de travail des employés de l'Hôtel-Dieu.

À défaut de pouvoir dresser un portrait détaillé de la domesticité chez les augustines à partir de la comptabilité, nous avons cherché à déterminer quelle était la part annuelle des dépenses consacrées aux employés de l'Hôtel-Dieu afin de mieux rendre compte des besoins de la communauté et de leurs variations dans le temps (tableau 4.7). Pour ce faire, nous nous sommes basé principalement sur l'abrégé des dépenses car ce registre commence beaucoup plus tôt (1664) que celui des relevés mensuels (1681)⁹⁰. Dans une première colonne, nous indiquons pour chaque année le montant total des dépenses effectuées par la communauté. Nous avons toutefois repris ici les chiffres proposés par François Rousseau dans son étude et non ceux mentionnés dans les registres, car si la comptabilité de l'Hôtel-Dieu est généralement bien tenue, les méthodes comptables utilisées à l'époque sont rudimentaires ; elles surestiment ou déprécient le total des dépenses, et entraînent corollairement écrit François Rousseau :

⁸⁹ Notons que certaines sommes consignées dans les registres sont parfois clairement destinées aux *domestiques de l'hôpital* ou à des individus bien identifiés (les Grolaux notamment ou encore Pierre Mandin et Pomminville) mais les cas relevés sont extrêmement rares et ne permettent aucunement de faire un suivi des salaires pour ce groupe ou ces individus en particulier (voir notamment les années 1679 et 1680 dans l'abrégé mais également les mois de septembre 1681, décembre 1690 et octobre-novembre 1694 dans les relevés mensuels).

⁹⁰ Même si le constat peut sembler logique, notons tout de même que les dépenses annuelles consacrées au personnel domestique et consignées dans l'abrégé coïncident, à quelques différences près, à celles calculées sur la base des relevés mensuels.

de sérieuses conséquences dans l'analyse de la situation financière de l'hôpital, notamment quand la dépositaire inscrit les remboursements de dettes et les investissements à côté des dépenses courantes. À l'occasion, également, elle inscrit des achats sous la forme de factures payées aux fournisseurs qui font double emploi avec la consommation. Or, les remboursements et les investissements représentent parfois des sommes importantes. En [se] fondant aussi bien sur certains principes de base de la comptabilité que sur la nécessité de comparer des données cohérentes, [François Rousseau a donc] soustrait les achats faisant double emploi, les remboursements de dettes et les investissements [...]. D'autre part, partout où la chose était possible, [il a] rajusté les périodes comptables sur la base de l'année civile⁹¹.

Dans les deuxième et troisième colonnes, nous indiquons les paiements versés annuellement aux domestiques, et les pourcentages respectifs de ces frais par rapport au total des dépenses annuelles. Lorsque les sommes indiquées comprennent à la fois les gages des serviteurs et ceux des femmes de lessive, ou d'un autre groupe, nous le précisons entre parenthèses. Enfin, dans les dernières colonnes, nous mentionnons dans un premier temps les frais réservés à l'entretien des donnés, à la rémunération des blanchisseuses, des journaliers ou encore des *hommes au mois*⁹² et, dans un deuxième temps, le montant total des dépenses consacrées à l'ensemble du personnel de la communauté. Nous pouvons constater immédiatement qu'entre 1664 et 1710, 5,1% des dépenses de l'Hôtel-Dieu sont vouées au salaire des domestiques (6,9% si nous prenons en considération l'ensemble du personnel). Ces pourcentages apparaissent somme toute assez faibles d'autant que les besoins des augustines en main-d'œuvre ne devaient pas être négligeables compte tenu de leur installation récente. Nous remarquons toutefois que ces dépenses sont plus élevées au début qu'à la fin de la période, signe que la demande de domestiques était plus forte ou que la main-d'œuvre était particulièrement dispendieuse à cette époque, ou bien encore que les dépenses de tout type ont augmenté avec le temps. Quoiqu'il en soit, nous observons jusqu'au milieu des années 1670, qu'entre 10 et 15% des dépenses sont destinées à la rémunération des serviteurs. Après 1675, cette proportion passe sous la barre des 10% et plus souvent encore des 5%⁹³. De là à conclure que les augustines ont alors eu moins

⁹¹ F. Rousseau, *L'œuvre de chère...*, op. cit., p.46.

⁹² Les journaliers et les *hommes au mois* sont bien entendu des domestiques. Cependant, dans la mesure où leurs gages sont systématiquement regroupés dans les livres de compte avec ceux des blanchisseuses ou les frais d'entretien des donnés, nous avons choisi de les classer avec ces derniers dans notre tableau.

⁹³ Signalons que nous obtenons sensiblement la même tendance lorsque nous calculons la proportion annuelle des dépenses consacrées aux domestiques par rapport au revenu annuel total de la communauté.

Tableau 4.7 – Total des dépenses de l'Hôtel-Dieu et des frais consacrés au personnel domestique d'après l'abrégé des dépenses, 1664-1710⁹⁴

Années	Total des dépenses (en livres)	Dépenses consacrées aux domestiques (en livres)	%	Dépenses consacrées aux donnés, blanchisseuses, journaliers et hommes au mois (en livres)	Total des dépenses consacrées au personnel	%
1664	5317	700	13	200	900	16,9
1665	9557	900	9,4	350	1250	13
1666	8395	720	8,5	-	720	8,5
1667	8521	900	10,5	-	900	10,5
1668	8780	900	10,2	120	1020	11,6
1669	8846	900	10,1	400	1300	14,7
1670	8054	900	11,1	300	1200	14,9
1671	8260	1200	14,5	250	1450	17,5
1672	7765	1200	15,4	-	1200	15,4
1673	7971	1200	15	-	1200	15
1674	9791	1000	10,2	-	1000	10,2
1675	10282	900	8,7	500	1400	13,6
1676	10116	300	2,9	110	410	4
1677	8648	-	-	265	265	3
1678	6359	-	-	70	70	1,1
1679	7708	150	1,9	270	420	5,4
1680	8021	200	2,5	80	280	3,5
1681	9858	230	2,3	296	526	5,3
1682	7878	525 (donnés inclus)	6,6	125	650	8,2
1683	9224	370	4	-	370	4
1684	8546	225	2,6	76	301	3,5
1685	11032	150	1,3	-	150	1,3
1686	8089	190	2,3	95	285	3,5
1687	10927	372	3,4	-	372	3,4
1688	9083	379	4,1	447	826	9
1689	6774	262	3,8	-	262	3,8
1690	7374	323	4,3	-	323	4,3
1691	13007	408 (une petite anglaise inclus)	3,1	-	408	3,1
1692	11757	300	2,5	278	578	4,9
1693	15567	781 (donnés inclus)	5	-	781	5
1694	18593	768 (donnés inclus)	4,1	46	814	4,3
1695	9578	549 (donnés inclus)	5,7	216	765	7,9
1696	9015	344 (donnés inclus)	3,8	154	498	5,5

⁹⁴ Mentionnons que les comptes de 1690 à 1696 sont donnés sur la base de l'année civile dans la comptabilité. Ceux de 1664 à 1677 commencent et se terminent en revanche les 25 janvier. Ceux de 1678 à 1689, les 1^{er} décembre. Et enfin ceux de 1699 à 1710, les 1^{er} mai. Afin d'uniformiser notre tableau, nous avons réajuster cette dernière période comptable sur la base de l'année civile en utilisant les données des relevés mensuels.

1697	17791	1800 (donnés et blanchisseuses inclus)	10,1	-	1800	10,1
1698	11803	1000 (donnés et blanchisseuses inclus)	8,4	-	1000	8,4
1699	11610	411 (donnés et blanchisseuses inclus)	3,5	-	411	3,5
1700	11492	350	3	300	650	5,6
1701	10561	-	-	150	150	1,4
1702	10291	-	-	260	260	2,5
1703	11997	450 (donnés inclus)	3,7	880	1330	11
1704	11599	89 (donnés inclus)	0,7	653	742	6,4
1705	8244	-	-	550	550	6,6
1706	6104	326 (blanchisseuses inclus)	5,3	308	634	10,3
1707	8268	200 (blanchisseuses inclus)	2,4	200	400	4,8
1708	11363	200 (blanchisseuses inclus)	1,7	326	526	4,6
1709	10542	500 (blanchisseuses inclus)	4,7	225	725	6,8
1710	12831	300 (blanchisseuses inclus)	2,3	-	300	2,3
Total	463187	23872	5,1	8500	32372	6,9

Source : Abrégé des dépenses et recettes de l'Hôtel-Dieu de Québec (1664-1727) ; F. Rousseau, *L'œuvre de chère...., op. cit.*, p.49.

recours aux domestiques serait bien évidemment exagéré d'autant que nous avons vu précédemment, à partir des recensements, que l'Hôtel-Dieu disposait de davantage d'employés en 1681 qu'en 1666 et 1667. Il faudrait donc voir davantage à travers cette évolution, une diminution du coût de la main-d'œuvre ou une augmentation des autres dépenses, plutôt qu'une baisse réelle du nombre de domestiques. Pour démontrer cette hypothèse, il aurait toutefois fallu connaître les effectifs des personnels de l'Hôtel-Dieu et de leurs salaires respectifs. Nous ne disposons ni des uns ni des autres. Quant aux contrats d'engagement relevés dans les minutes notariales canadiennes, nous n'en avons identifié que trois ce qui est trop peu pour tenter de tirer quelques conclusions⁹⁵.

En dépit de ces lacunes, les archives des augustines nous ont au moins permis d'identifier quelques noms et surtout d'apprécier, sur près d'une cinquantaine d'années, la part des dépenses consacrées aux gages des domestiques et à l'ensemble du personnel de la communauté. Mais la question des effectifs des employés, de leur évolution dans le temps

⁹⁵ Ces trois contrats concernent six domestiques, recrutés pour travailler à l'hôpital, garder les bestiaux ou défricher les terres des religieuses situées à Québec et en banlieue (ANQQ, contrats du 6 avril 1671, du 28 avril 1680 et du 22 et avril 1684 ; greffes Rageot, Becquet et Genaple de Bellefonds).

et de leur lieu de travail respectif demeure toujours obscure. Pour la période étudiée, il faut déplorer la perte de plusieurs documents mais également la carence des informations colligées par la dépositaire dans les registres de malades et les livres de comptes, seules sources disponibles pour le XVII^e siècle. En revanche, pour le XVIII^e siècle, la documentation apparaît beaucoup plus abondante et diversifiée. Reste à souhaiter qu'elle soit mise à contribution dans le cadre de futures recherches.

4-2-3 Le Séminaire de Québec

Parmi toutes les archives conventuelles que nous avons pu consulter, celles du Séminaire de Québec sont assurément les plus riches. Grâce à des fiches thématiques conçues par les archivistes du Séminaire, le repérage des documents relatifs aux domestiques de l'institution a été grandement facilité. Classées par ordre alphabétique, c'est à partir du vocable « Personnel » que nous avons pu rapidement identifier tous les employés de la communauté et toutes les pièces se rapportant à ces derniers. L'ensemble des documents que nous avons relevé peut être groupé en deux grandes catégories. La première renvoie spécifiquement à la direction du personnel domestique, c'est-à-dire aux règlements établis à l'instigation de Mgr Laval pour, d'une part, assurer un meilleur contrôle des employés et, d'autre part, veiller à ce que ces derniers ne négligent pas leurs devoirs de chrétiens⁹⁶. Tant que le personnel du Séminaire se limitait à quelques individus, les religieux n'éprouvèrent pas le besoin de réglementer, quoiqu'ils aient eu quelques mauvaises expériences avec leurs engagés de France⁹⁷. Mais, à partir du moment où ils entreprirent de grands travaux tant à Québec que dans leurs seigneuries, vers la fin des années 1670 et le début des années 1680, et augmentèrent ipso facto leur main-d'œuvre, l'institution d'une réglementation pour mieux encadrer leurs employés et leurs activités apparut nécessaire. Une première mouture de ces règlements fut rédigée en 1686 par les pères Glandelet et des Maizerets. Elle semble avoir été complétée par la suite puisque, trois

⁹⁶ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.131.

⁹⁷ P. Moogk, *La Nouvelle-France. The Making of French Canada – A Cultural History*, Michigan State University Press, 2000, p.134-135. L'auteur signale que sur 32 ouvriers recrutés en France entre 1671 et 1676, sept furent renvoyés dans la métropole avant d'avoir achevé la fin de leur contrat pour cause d'incompétence, d'infirmité, d'ivrognerie, de fainéantise ou désertion. Citons parmi eux le cas de Jean Guyet, cuisinier engagé, ou encore de Jean Dubosc, jardinier (*ASQ*, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.45-46 et p.43-44).

ans plus tard, ce ne sont plus huit mais douze articles qui composèrent ces « Règles Communes pour les Domestiques et Engagez du Séminaire ». Comme le fait remarquer justement Peter Moogk, le régime que l'on réservait à ces travailleurs était exigeant tant physiquement que moralement⁹⁸. Les religieux avaient manifestement pensé à tout en statuant ainsi :

- 1- On n'en souffrira aucun qui soit scandaleux, querelleux, yvrogne, jureur, ou libre en parolles.
- 2- Les Cabarets leur seront interdits aussi bien que les maisons et les personnes dont la fréquentation seroit suspecte et dangereuse.
- 3- Ils éviteront les sorties de nuit, et autres qui se se feroient aux temps et aux heures indues. Pour cet effet, ils ne sortiront point les jours ouvriers sans permission de l'Ecclesiastique qui a soin d'eux ; Les jours de jeunes et dimanches ils seront tenues de se rendre a la maison, au moins a sept heures du soir, et ils n'iront point en Campagne ces jours sans permission.
- 4- Ils ne prendront point leur repas hors de la maison et ny donneront a manger a personne sans permission.
- 5- Ils n'admettront aucune personne dans leur salle et boutique sans permission.
- 6- Ils ne travailleront pour qui que ce soit sans avertir l'Ecclesiastique qui veille sur leur travail.
- 7- En tout temps ils se retireront dans leur dite chambre lorsque le signal de la retraite qui sonne a huit heure et demy aura esté donné et pour lors ils garderont le silence et seront couchez pour le plus tard a neuf heures.
- 8- Ils se confesseront au moins tous les mois et sont exhortez de le faire plus souvent et pour leur en faciliter l'usage il y aura les festes et les dimanches quelque confesseur de la maison, qui se rendra apres la prier du matin dans la sacristie ou vestiaire.
- 9- Ils assisteront tous les jours ouvriers a la premiere messe aussy bien qu'aux prieres communes du soir et aux conferences qu'on leur fera quelque jour de la semaine.
- 10- Les festes et dimanches ils se trouveront tous ensemble a la priere commune du matin, et assisteront a la grande messe, sermon, vespres, salut, a moins qu'ils n'ayent quelque empeschement legitime.
- 11- Ils se souviendront qu'ils sont obligez de travailler fidellement et de prendre les interets de la maison comme les leur propres.
- 12- S'ils croient avoir quelque sujet de mescontentement ils en avertiront l'Ecclesiastique, qui est preposé sur eux, sans faire leur descharge a dautres qui ny peuvent remedier.⁹⁹

Ces douze articles illustrent parfaitement le rôle patriarcal dévolu aux employeurs de domestiques. Ils reflètent également les préoccupations de la société de l'époque à l'égard

⁹⁸ L'auteur présente dans son ouvrage la première version de ces règlements, celle qui comprend huit articles. P. Moogk, *op. cit.*, p.133-134.

⁹⁹ ASQ, *Règles communes pour les Domestiques et Engagez du Séminaire*, 1689, SME1/95/33.

de ces travailleurs puisque ces derniers transparaissent ici comme un groupe vulnérable aux tentations de l'alcool, enclin à l'infidélité, au vol, au blasphème ou plus largement encore aux péchés. Nous revenons plus en profondeur sur cette question dans le cadre du dernier chapitre. Les deux prêtres qui avaient rédigé ces règlements en 1686 avaient également décidé de produire la même année un « Ordre journalier pour les domestiques ». Comme son nom l'indique, ce document précise les particularités de l'horaire et l'usage que les employés doivent faire de leur temps les jours ouvrables et fériés. Noël Baillargeon en dresse un bon résumé :

La journée en semaine débute à quatre heures l'hiver et à quatre heures et demie l'été. À quatre heures et demie, on se rend à l'église pour réciter la prière du matin et entendre la première messe. Le déjeuner a lieu aussitôt après pour se terminer à six heures. L'été, le lever étant retardé d'une demi-heure, les hommes commencent à travailler dès cinq heures. Selon la coutume de l'époque, les journées de travail sont longues, soit jusqu'à midi puis de une heure à sept heures du soir « lorsqu'il se pourra faire à la chandelle ». Les domestiques disposent d'un réfectoire particulier et ils y prennent leurs repas en commun. Le silence est de rigueur et, le midi et le soir, on fait la lecture de « la vie des Saints, de la guide des pêcheurs ou de quelqu'autre bon livre ». Personne ne doit se mettre à table sans faire au moins un signe de croix, ni en sortir sans « une petite action de grace pour ne pas manger en beste plutôt qu'en chrestien ». Au reste, l'ecclésiastique chargé de veiller sur les domestiques est là d'ordinaire qui préside et fait les prières d'usage. La journée terminée, chacun se retire sans bruit dans sa chambre, après la prière du soir qui suit immédiatement le souper. Les fêtes et dimanches, les serviteurs peuvent prolonger leur sommeil et on ne dit la prière qu'à six heures, au Séminaire et non à l'église, afin de « donner par ce petit soulagement moyen de se refaire du travail de la semaine ». Pour le reste, le programme est le même que pour les autres membres de la communauté¹⁰⁰.

La vie des domestiques au Séminaire de Québec était donc réglée à la lettre. Reste à voir si toutes ces règles étaient bien observées au quotidien. Noël Baillargeon estime pour sa part qu'il est peu probable que les directeurs de ce temps aient transigé sur l'essentiel.

¹⁰⁰ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.132-133. « La description de l'emploi du temps ne constitue qu'une minime partie de l'ordre journalier pour les Domestiques ». Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de N. Baillargeon pour de plus amples précisions. *ASQ, Ordre journalier pour les domestiques, 1686*, SME 1/95/32. Notons que cet ordre journalier est repris en 1689 mais dans une version allégée. Le premier comprenait 14 articles ainsi que seize paragraphes d'« Avertissements principaux et importants aux serviteurs qui composent cette famille dont la pratique fera connoître ceux que Dieu y appelle ou non », et une longue « Explication de l'ordre du jour et des actions de la journée ». Le second comprend sept articles (reproduit à l'annexe 15) ainsi que les « Reglemens de quelques vertus que les Domestiques et engagez du Séminaire doivent practiquer » soit, par ordre d'importance : la charité et l'union fraternelle, la patience, l'obéissance, la diligence, la modestie et enfin la chasteté. *ASQ, Ordre de l'employ de la journée et Reglemens de quelques vertus...*, SME 1/95/33.

Pour eux, la nature et la fin du Séminaire de Québec réclamaient de tous les membres de la communauté, même des plus humbles, qu'ils fussent rien de moins qu'« exemplaires en leurs vies, meurs et conversations comme devant servir de Règles a toutes les familles du diocèse ». Les serviteurs devaient donc se convaincre, en entrant dans la maison, non seulement que l'on n'en souffrirait aucun qui fût scandaleux, mais qu'ils n'y seraient « estiméz et aiméz des Superieurs qu'a proportion de (leur) charité, douceur et humilité »¹⁰¹.

L'examen des archives judiciaires tend à donner raison à Noël Baillargeon. Si nous avons relevé seulement deux procès intentés contre deux domestiques du Séminaire¹⁰², nous n'avons identifié en revanche aucune poursuite engagée par l'institution à l'encontre d'un de leurs employés. Mais n'idéalisons pas pour autant le tableau. Les serviteurs du Séminaire n'ont pas tous été diligents. Comme nous allons le voir, même après la mise en vigueur de ces règlements, il n'était pas rare que les prêtres déduisent encore sur les gages de certains de leurs employés le temps que ces derniers avaient perdu à « s'yvroger » ou à s'absenter de leur service.

La deuxième série de documents consultée est la plus importante puisqu'elle concerne les livres de comptes du Séminaire. Six registres intéressent la période étudiée et nous offrent la possibilité d'analyser la gestion financière du personnel domestique de l'institution. Nous devons néanmoins regretter deux pertes majeures, à savoir le premier livre retraçant les débuts du Séminaire, ainsi que le troisième couvrant les années 1683-1688. Seuls les registres de 1674-1687, 1688-1700, 1701-1723 et 1705-1711 ont été conservés. À l'aide du fichier conçu par les archivistes du Séminaire, nous avons pu repérer rapidement l'ensemble des employés dont les noms sont consignés dans les livres de comptes. Plusieurs d'entre eux sont toutefois identifiés dans ces fiches comme « serviteur » ou « engagé » alors que cette mention n'apparaît pas dans les registres. Le statut des employés n'est d'ailleurs spécifié que très irrégulièrement dans les livres de comptes. De plus, même si nous y trouvons à l'occasion quelques ouvriers spécialisés (maçons, charpentiers, menuisiers) et « engagés », nous ignorons si ces derniers en particulier étaient tous recrutés comme domestiques¹⁰³. Même chose en ce qui concerne tous ceux, c'est-à-dire

¹⁰¹ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.133.

¹⁰² Il s'agit dans les deux cas d'un règlement de comptes. Causes du 13 décembre 1689 et du 2 mars 1706. *ANQQ*, Prévôté de Québec, Registre civil 26, f.130r, 132v et registre civil 47, f.328r-v.

¹⁰³ Nous renvoyons le lecteur au premier chapitre de la thèse où nous abordons les problèmes reliés à la définition du terme « domestique » et à la confusion des vocables « engagé » et « domestique ».

la majorité, dont la qualité n'est pas explicitement mentionnée par l'agent comptable. Pour remédier au problème, nous avons donc exclu volontairement tous les individus dont le salaire annuel était supérieur à 150#. Ainsi que nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, les gages élevés tendent à présumer de la valeur professionnelle de ceux qui en bénéficient. Comme il est peu probable qu'un domestique gagne autant qu'un maçon ou un charpentier, soit 150# par année en moyenne, nous avons donc rejeté tous ceux dont le salaire dépassait ce seuil¹⁰⁴. La personne chargée de la comptabilité du Séminaire, communément appelé le « procureur », consigne dans ses livres tous les employés au service de l'institution de la façon suivante. Généralement, il consacre au moins deux pages de son registre à chaque travailleur. Il inscrit d'abord en haut de celles-ci l'identité de l'engagé, éventuellement sa profession et la durée de son engagement, ainsi que ses gages annuels ou mensuels le cas échéant. Toute la page de gauche est généralement consacrée aux dettes du Séminaire vis-à-vis de son employé, et donc au crédit de ce dernier ; inversement, celle de droite renvoie au passif de l'engagé à l'égard de son employeur, autrement dit à son débit. Lorsque ces pages sont pleines et que l'engagé est toujours au service du Séminaire, le procureur poursuit sa rédaction sur les deux pages suivantes ou plus loin dans le registre. À elle seule, la gestion financière du personnel du Séminaire mériterait une analyse exhaustive que nous renonçons ici d'entreprendre. Nous nous contentons uniquement de présenter quelques exemples ainsi que les principales conclusions que nous avons tirées de cette source. Au total, nous avons relevé 165 individus dans les registres entre 1674 et 1710. La plupart de ces employés sont des hommes ; seulement quatre femmes ont été identifiées sur l'ensemble de la période étudiée¹⁰⁵. Contrairement aux précédentes communautés religieuses, nous pouvons à partir de ce corpus déterminer non seulement l'identité de chacun de ces travailleurs¹⁰⁶ mais

¹⁰⁴ Voir à cet égard les observations de J. Hamelin, *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses universitaires Laval, 1960, p.76. Sur le salaire des ouvriers spécialisés engagés au Séminaire, voir N. Baillargeon, *op. cit.*, p.129.

¹⁰⁵ Il s'agit de Catherine et Françoise Brassard, de Marthe Jodoin et d'une dénommée Vivien. Nous ignorons à quelles tâches ces femmes étaient respectivement affectées. Nous savons en revanche que Catherine Brassard et la nommée Vivien travaillaient dans la banlieue de Québec, sur le fief Saint-Michel, propriété du Séminaire. Elles devaient probablement soigner les bestiaux ou assurer le ménage de la maison seigneuriale et de ses dépendances.

¹⁰⁶ Nous présentons à l'annexe 16 la liste complète des employés identifiés dans les livres de comptes en mentionnant leur date d'entrée au Séminaire et de sortie ainsi que leur lieu de travail respectif le cas échéant.

observer également l'évolution des recrutements du Séminaire ainsi que les modalités des engagements.

Nous constatons tout d'abord que les embauches au Séminaire n'ont pas cessé de se multiplier dans le dernier tiers du XVII^e siècle, soit entre la décennie 1670-1679 et les années 1690 à 1699 (tableau 4.8). Certes, nous notons une légère baisse des recrutements

Tableau 4.8 – Répartition des engagements au Séminaire de Québec entre 1670 et 1710 d'après les livres de comptes de l'institution

Périodes	Nombre d'engagements
1670-1679	34
1680-1689	21
1690-1699	80
1700-1709	28
1710	2
TOTAL	165

Source : Livres de comptes du Séminaire de Québec

entre la première et la deuxième période du tableau, mais nous expliquons cette évolution simplement par la perte du registre couvrant les années 1683-1688. Nous présumons par conséquent que le nombre d'employés était plus important entre 1680 et 1689 que dans l'intervalle des années 1670 et 1679. Ce constat général semble pour le moins logique puisque, nous l'avons vu, le Séminaire a besoin d'un personnel toujours plus nombreux pour assurer le développement et l'exploitation de ses propriétés, particulièrement celles situées dans la seigneurie de Beaupré. Nous comprenons mal en revanche la diminution drastique des engagements dans la dernière décennie de la période étudiée. Cependant, il est probable que les grands travaux entrepris par le Séminaire dès le début des années 1680, tant dans leurs seigneuries qu'à Québec, aient été pour la plupart terminés 20 ans plus tard. Dans ces conditions, nous pouvons envisager que l'institution ait réduit les effectifs de son personnel domestique puisqu'elle n'avait dorénavant à assurer principalement que l'entretien de ses métairies et de ses moulins en campagne ainsi que de ses bâtisses à Québec. Il demeure toutefois difficile de déterminer précisément la proportion des engagés envoyés en milieu rural et celle des travailleurs affectés simplement au service des prêtres à Québec.

En effet, les livres de comptes nous donnent peu d'indices sur le lieu de travail des employés. Sur les 165 engagements relevés, cette information n'est précisée que 71 fois, soit dans 42% des cas seulement. La plupart des individus concernés travaillent dans la seigneurie de Beaupré, propriété du Séminaire à compter de 1680. Nous retrouvons ces engagés essentiellement sur les deux fermes et à la scierie de la Baie Saint-Paul (23 embauches dont 18 entre 1695 et 1700), mais également à Saint-Joachim (8 employés recrutés entre 1695 et 1708) et sur les deux fermes du Cap Tourmente (8 engagements entre 1680 et 1692). D'autres œuvrent au moulin du Sault-à-la-Puce (6), à celui du Petit-Pré (4) ou encore au manoir seigneurial de Château-Richer (1). Exclusion faite de la seigneurie de Beaupré, nous constatons qu'un bon groupe de travailleurs, soit douze individus recrutés entre 1687 et 1706, fut également envoyé sur le fief Saint-Michel en banlieue de Québec, un des domaines les plus prospères du Séminaire qui assurait l'essentiel de l'approvisionnement des prêtres à la maison-mère. Trois engagés se distinguent en revanche des précédents par leur lieu de travail puisqu'ils ont été spécialement détachés aussi loin que dans la région de Montréal, à l'Île Jésus plus exactement¹⁰⁷. Enfin, seulement quatre domestiques apparaissent clairement comme étant employés au service des prêtres du Séminaire à Québec. Il s'agit de Jacques Charpentier, d'un dénommé François, de Jean Beaudet et enfin de Jean Chaillou¹⁰⁸. Ajoutons enfin que le lieu de travail des 62 domestiques que nous avons recensés ne se limite pas nécessairement à un seul et même endroit, indice de la mobilité des employés du Séminaire. François Beaucour, par exemple, travailla non seulement à la Baie Saint-Paul mais également à Saint-Joachim ; même chose en ce qui concerne Jean Lapierre, Nicolas Gohel ou encore Gérard Destours¹⁰⁹. Il demeure néanmoins impossible de déterminer l'évolution de la main-d'œuvre employée dans

¹⁰⁷ Il s'agit de Pierre Villeneuve, Pierre Perrier et François Colin. Les deux premiers sont recrutés en 1683 ; le second en 1689. Notons que François Colin, recruté pour trois années en échange d'un salaire annuel de 60 livres, a été d'abord envoyé à l'Île Jésus et ensuite au fief Saint-Michel. Au terme de son contrat, François était débiteur de 26# vis-à-vis son employeur, somme qui lui a été remise par charité précise le procureur « *oultre 40 livres qu'il a reçues pour payer son passage pour retourner en France à cause qu'il étoit incommode* ». ASQ., C4, Grand livre : 1688-1700, p.17-18

¹⁰⁸ Remarquons que ce dernier fut embauché à deux reprises à « la boucherie » du Séminaire, soit une première fois en 1691, pour quelques mois, et une seconde fois en 1693 pour deux ans. Deux autres domestiques se sont engagés de nouveau au service des prêtres du Séminaire quelques temps après leur première embauche. Il s'agit de Pierre Bonniot et de Louis D'Alquerne.

¹⁰⁹ En plus de ces deux endroits, Gérard Destours travailla aussi au moulin du Petit-Pré. Pour d'autres exemples, voir également le cas de Jacques Levert, de Yvon Richard et d'André Telier. Précisons ici que nous nous sommes fié d'abord à la première mention indiquée dans les livres de comptes pour établir la répartition des 62 employés suivant leur lieu de travail.

chacune des propriétés du Séminaire. Les informations fournies par le procureur sont beaucoup trop aléatoires pour permettre une analyse en ce sens. De plus, l'examen des dépenses faites par l'institution sur chacune de ses propriétés n'a pratiquement rien donné. Nous avons pu tout juste tirer quelques renseignements épars sur des employés qui y travaillaient mais nous n'avons aucune précision sur leurs effectifs, leur statut ou leurs gages respectifs¹¹⁰. L'analyse des modalités des engagements à partir des livres de comptes fut à l'inverse beaucoup plus concluante.

Grâce aux informations fournies par les registres, nous avons été en mesure de déterminer la durée du service de tous les employés à deux exceptions près (tableau 4.9)¹¹¹. Il ressort de la recherche que plus de la moitié ont été recrutée pour de courtes périodes. Environ 58% des engagés travaillent moins de deux ans pour le Séminaire, constat qui correspond sensiblement à ce que nous observons pour l'ensemble des domestiques recrutés en sol canadien. Nous y revenons dans le chapitre suivant. À l'inverse, 31% ont été embauchés pour des périodes variant de deux ans à moins de cinq ans. Enfin, près de 10% des engagés identifiés dans les registres demeurèrent employés par des religieux durant cinq années consécutives voire plus, comme par exemple Jérémie Auger qui travailla neuf ans pour le compte des prêtres¹¹². Dans l'ensemble, la plupart des domestiques semblent

¹¹⁰ Nous avons consulté toutes les dépenses faites sur les propriétés du Séminaire consignées dans le premier registre (ASQ, C2, Grand livre : 1674-1687) soit : à l'Ange-Gardien (p.188, 247), Château Richer (p.60), Sainte-Famille (p.70), Saurel (p.187), Boucherville (p.75), Lauzon (p.177), Île Jésus (p.266-267), Église de St-Pierre (p.123-124, 144), Église de Ste-Anne du Petit Cap (p.62, 537) et St-Jean-Baptiste (p.327 à 330). Nous n'y avons relevé aucune mention relativement à des domestiques. Dans le second registre (ASQ, C4, Grand livre : 1688-1700), nous avons dépouillé les dépenses faites chez les Congréganistes du Château-Richer (p.405-406, 475-478, 679-681), à la Fabrique de Québec (p.63-64, 151-152, 310-311), à l'Île Jésus (p.219-220, 223-226), sur la Ferme du moulin à Scie (p.271-273, 285-286, 339, 417, 493), au Sault à la Puce (p.121-123, 228-229, 401-404, 621-622, 728), à la Baie St Paul (p.285-286, 492-496, 627-630, 722), au Petit-Pré (p.479), au Cap Tourmente (p.31, 97, 111, 177, 287, 364, 600, 635, 685), à St-Joachim (p.366 et 532), au Séminaire (p.35, 37, 39, 139) et à St-Michel (p.41-42, 161-162, 189-190). Le procureur signale ici et là le paiement de quelques ouvriers, précise quelques noms mais, de manière générale, les informations relatives à la main-d'œuvre employée à ces endroits sont plutôt minces.

¹¹¹ Dans un des deux cas, le procureur indique dans ses livres que le dénommé David De Hauvie a été recruté pour faire *tout ce à quoi on le voudra employer tant et si longtemps que l'on en sera content*. Il précise également que le serviteur gagnera 110 livres par an et un coup d'eau de vie à tous les matins. ASQ, C2, Grand livre : 1674-1687, p.465-468.

¹¹² ASQ, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.582-584 et C5, Grand Livre : 1701-1723, p.91.

**Tableau 4.9 – Répartition des engagés du Séminaire de Québec
suivant la durée réelle de leur service d’après les livres de comptes
de l’institution¹¹³**

Durée de l’engagement	Nombre d’engagés	%
Moins d’un an	42	25.5
De 1 an à moins de 2 ans	53	32
De 2 ans à moins de 3 ans	15	9
De 3 ans à moins de 4 ans	28	17
De 4 ans à moins de 5 ans	9	5.5
5 ans et plus	16	9.5
Indéterminée	2	1.5
TOTAL	165	100

Source : Livres de comptes du Séminaire de Québec

avoir bien respecté l’échéance de leur contrat respectif. Quelques-uns cependant, moins d’une dizaine, abandonnent leur service avant de l’avoir complètement terminé. C’est le cas notamment de François Henry qui est sorti sans congé et dont on ne sait depuis ce qu’il est devenu, ainsi que le précise le procureur, mais aussi de Louis Coulon, de Joseph Lozet, de François Blain, de Noël Berthiaume, de Jean Marin, ou encore d’un dénommé Alexis¹¹⁴. Inversement, d’autres quittent leur emploi avant la fin de leur engagement mais avec l’accord de leur employeur, et donc munis d’un congé écrit en bonne et due forme¹¹⁵. Enfin, cas plus exceptionnels, certains domestiques n’ont pu finir leur contrat pour des raisons indépendantes de leur volonté soit pour maladie, accident ou décès¹¹⁶.

¹¹³ Dans la mesure où la durée du service des engagés n’est pas systématiquement spécifiée par le procureur et que, lorsqu’elle est mentionnée, elle ne correspond pas toujours à la durée réelle de l’engagement (un employé peut avoir été recruté pour un an mais avoir travaillé dans les faits un an et demi par exemple), nous nous sommes reporté aux informations fournies par les archivistes du Séminaire dans les fiches individuelles conçues pour chaque engagé identifié dans les livres de comptes. La durée du service de l’engagé correspond à la différence entre les dates de la première et de la dernière mention de l’employé dans les livres de comptes.

¹¹⁴ ASQ, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.47-48 et C4, Grand Livre : 1688-1700, p.185-186 ; p. 269 ; p.346, ; p.389 ; p.427 ; p.612.

¹¹⁵ Nous en avons repéré trois : Jean Cauquenas, Gérard Moinsat et Ignace Larche. ASQ, C4, Grand Livre : 1688-1700, p. 19-20 ; p.398 et 542 ; p. 699.

¹¹⁶ Quatre domestiques décédèrent avant la fin de leur contrat (Nicolas de la Haye, François Dumas, Claude Sembela et un dénommé Sansoussy). François Lavergne ne put terminer son temps à cause d’une blessure sur la tête que lui infligea Louis Deplay (ASQ, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.403-404). François Colin est retourné en France avant l’échéance de son engagement à cause qu’il étoit incommode (ASQ, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.17-18). Enfin, fait plus inusité, François Galerneau ne put respecter les termes de son contrat car il a été pris par les Anglais et est perdu (ASQ, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.390).

Si nous nous penchons en terminant sur les salaires des engagés et des domestiques retenus dans cette étude, nous constatons d'emblée que les gages de ces travailleurs varient grandement d'un individu à l'autre, passant de 60 à 150# par année (tableau 4.10). Partant, nous croyons que Noël Baillargeon a grandement sous-estimé les appointements versés aux hommes à tout faire du Séminaire dans la mesure où il soutient que leurs soldes

Tableau 4.10 – Répartition des engagés du Séminaire de Québec suivant leur salaire annuel d'après les livres de comptes de l'institution¹¹⁷

Salaires annuels	Nombre de salaires connus	%
60 à 70#	13	11.5
71 à 80#	9	8
81 à 90#	6	5.5
91 à 100#	19	17
101 à 110#	6	5.5
111 à 120#	33	29
121 à 130#	3	2.5
131 à 140#	3	2.5
141 à 150#	21	18.5
Nombre de salaires	113	100

Source : Livres de comptes du Séminaire de Québec

ne se situent guère au dessus de 60# par année¹¹⁸. Certes, en établissant la limite maximale des gages perçus par les engagés et domestiques à 150#, il est possible que nous ayons intégré sans le vouloir quelques ouvriers spécialisés dans le corpus étudié. Cependant, si nous avons fixé ce seuil à 100# par année, le nombre de domestiques et d'engagés que nous aurions relevés aurait été beaucoup trop faible pour être vraisemblable. Rappelons que ce sont de bras que le Séminaire a principalement besoin pour mettre en valeur ses terres et pour assister les artisans dans la construction de ses édifices, en campagne comme en ville (moulins, fermes, églises, etc.). Ceci étant dit, nous remarquons que les salaires sont

¹¹⁷ Pour la réalisation de ce tableau et du suivant, nous avons retenu uniquement les engagés dont les salaires annuels étaient clairement mentionnés par le procureur. Nous n'avons pas tenu compte en revanche des serviteurs payés au mois pour la simple raison que le procureur précise rarement les salaires mensuels de ces travailleurs en particulier. Il arrive néanmoins qu'il rétribue un ouvrier au mois sur la base d'une rémunération annuelle. Nous n'avons pas tenu compte non plus de ces cas dans nos tableaux. Ceci dit, après vérification, précisons que même si nous les avons pris en considérations, nos résultats auraient été sensiblement identiques.

¹¹⁸ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.129.

rarement versés en espèces, faute de numéraire au pays, comme nous le voyons dans le prochain chapitre. « Le procureur paie son monde de préférence en nature, ou au moyen de billets à tirer sur l'un ou l'autre des marchands de la ville avec qui il fait affaire, comme François Hazeur, Charles Bazire et Charles Aubert de la Chesnaye [...] »¹¹⁹. Il lui arrive également de régler une partie des gages des travailleurs en payant, en leurs noms, les dettes qu'ils avaient contractées avant d'entrer au service des religieux.

Dans l'ensemble, les domestiques touchent en moyenne autour de 110# par année (tableau 4.11), soit un peu plus que ce que perçoivent leurs homologues employés par des laïcs. Nous y reviendrons. C'est un bon salaire quand on sait que les engagés immigrants gagnent en moyenne seulement 75# annuellement. Même les femmes, sont bien rémunérées dans l'institution. Par exemple Marthe Jodoin et le femme de Vivien gagnaient

Tableau 4.11 –Moyenne salariale des engagés et des domestiques du Séminaire de Québec d'après les livres de comptes de l'institution.

Périodes	Moyenne des salaires en livres	Nombre de salaires connus
1670-1679	119	27
1680-1689	87	16
1690-1699	112	50
1700-1710	116	20
Moyenne et total	110	113

Source : Livres de comptes du Séminaire de Québec

chacune 90# par année¹²⁰. D'après nos estimations, il semble que ces gages aient peu varié dans le temps mais nos résultats auraient peut-être été différents si le nombre de salaires connus avait été le même pour chaque décennie, surtout entre les deux dernières du tableau. D'après Noël Baillargeon, « les gages n'auront tendance à monter qu'après 1680 et à mesure que l'on fera de plus en plus appel à la main-d'œuvre locale, comme le recommandait l'abbé Dudouyt en 1682. Bien que les Canadiens fussent chers, le procureur estimait plus avantageux de les employer, "d'autant, disait-il qu'on est souvent trompé en

¹¹⁹ *Ibid.* Ces paiements en nature se composent généralement de vêtements, de tissus divers, de souliers, de bas, de savon, de tabac ou encore d'eau de vie.

¹²⁰ ASQ, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.487 et 616. Nous verrons dans le prochain chapitre que les femmes recrutées dans la colonie gagnent généralement moins de 50# par année. Celles employées par le Séminaire toucheraient donc près du double.

ceux qu'on fait passer de France" »¹²¹. Même si l'hypothèse de Noël Baillargeon apparaît tout à fait plausible, elle demeure néanmoins difficilement vérifiable à partir de nos données. Une chose est sûre cependant. Rares sont les domestiques qui terminent leur service avec un solde créditeur (nous n'en avons relevé qu'une vingtaine), la plupart ayant dépensé la totalité de leurs gages durant leur engagement. Certains se retrouvent même redevables à l'égard de leur employeur au terme de leur contrat¹²².

En plus de ses gages, il convient également d'ajouter que la main-d'œuvre du Séminaire était assurée d'être logée et nourrie¹²³. Bref, les conditions réservées aux employés du Séminaire apparaissaient dans l'ensemble satisfaisantes mais encore fallait-il mériter son salaire. En effet, le procureur n'hésitait pas à déduire sur les gages de certains employés le temps que ces derniers avaient pu perdre durant leur service par fainéantise ou débauche¹²⁴. Cette sévérité s'applique également lorsque le domestique tombe malade. Jean Falardeau en fit les frais lorsqu'on lui retira un mois et demi de salaire à cause d'un mal de pied dont il souffrait¹²⁵. L'étourderie est également sanctionnée. Quelques livres furent par exemple déduites sur les gages de Denis Gagnon parce qu'il avait eu le malheur de briser des vitres durant son service¹²⁶. Enfin, si l'engagé devient inapte à servir, le Séminaire n'hésite pas à rompre son engagement avec le domestique. Comme le faisait remarquer Louise Dechêne à propos des sulpiciens, les religieux accordent dans l'ensemble un traitement humain à leurs employés, mais qui s'arrête au seuil de la rentabilité¹²⁷. Ce constat vaut également pour les prêtres du Séminaire de Québec.

¹²¹ Lettre de Dudouyt à Laval (9 mars 1682) cité par N. Baillargeon, *op. cit.*, p.129-130.

¹²² André Couteron doit par exemple au terme de son service la somme de 35 livres au Séminaire. *ASQ*, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.37-40 et 248-249. Même chose pour Jean Bouquet, débiteur de la somme de 14 livres 11 sols 2 deniers, qu'il a promis de payer à son retour en France, promesse qu'il ne put respecter puisqu'il périt en mer. *ASQ*, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.268-269.

¹²³ N. Baillargeon, *op. cit.*, p.130. L'auteur dresse le menu réservé aux employés du Séminaire ; globalement, « la nourriture étaient saine et abondante, sinon variée ».

¹²⁴ Nous avons relevé près d'une dizaine de cas. François Blain, André Couteron, François Laurent, Jean Bateau, Joseph Lozet, Jacques Baron, René Fournier et un dénommé L'Emery furent tous sanctionnés par le procureur à un moment donné durant leur service. *ASQ*, C2, Grand Livre : 1674-1687, p.47-48 ; 37-40 et 248-249 ; 383-384. *ASQ*, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.145-145 et 217-218 ; 427 ; 343 et 451-452 ; 615 ; 667.

¹²⁵ Voir également le cas de Valentin Marchands, *ASQ*, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.156 et 611-612.

¹²⁶ *ASQ*, C4, Grand Livre : 1688-1700, p.671.

¹²⁷ L. Dechêne, *op. cit.*, p.65. Nous renvoyons le lecteur au cas de François Colin évoqué précédemment (notes 103 et 112). Précisons ici que le domestique se reconnaît débiteur de 26 livres mais cette somme lui a été remise par charité, outre 40 livres qu'il a reçues pour payer son passage pour retourner en France. Voir également la note n°88.

Si, à l'issue de cette présentation, nous estimons avoir dépouillé l'ensemble des archives relatives aux domestiques des augustines de l'Hôtel-Dieu et des sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal, nous ne prétendons pas, en revanche, avoir épuisé toute la documentation disponible au Séminaire de Québec. Nous n'avons fait ici que dresser les grands aspects de la gestion du personnel de la communauté. Aussi, conviendrait-il d'approfondir l'analyse des gages versés aux employés ne serait-ce que pour avoir une meilleure idée des articles que les religieux leur fournissaient en échange de leurs services. Il faudrait également calculer la part des dépenses qui leur ont été consacrées par rapport à l'ensemble des dépenses et des revenus, de la même manière que nous l'avons fait pour les augustines de l'Hôtel-Dieu. Les prêtres n'ont pas seulement été de grands employeurs de domestiques ; ils recrutèrent également bon nombre d'artisans et ouvriers spécialisés qui mériteraient, à eux seuls, une attention particulière de la part des chercheurs. Outre ces aspects, toute l'analyse des dépenses que l'institution voua à ses seigneuries est encore à faire. Elle apporterait certainement plusieurs éclairages sur les priorités du Séminaire dans la mise en valeur de ses propriétés. Enfin, si nous dépassons le cadre chronologique fixé pour cette étude, notons que toute l'histoire des engagés recrutés au Séminaire au cours des XVIII^e et XIX^e siècles est à écrire d'autant que les sources sur la matière sont beaucoup plus abondantes que celles du XVII^e siècle¹²⁸.

En attendant que de telles recherches soient entreprises, nous savons à la lumière de ce chapitre que les plus gros employeurs parmi les communautés religieuses établies dans la vallée laurentienne au XVII^e siècle – les jésuites, les prêtres du Séminaire de Québec et les sulpiciens en tête – étaient ceux qui se trouvaient les mieux pourvues en terres et seigneuries. Mis à part ce constat, si l'enquête sur les lieux de travail des domestiques employés par des communautés n'a pas été tout à fait concluante, nous avons pu au moins remarquer que la main-d'œuvre recrutée par les religieux se différenciait à plusieurs égards de celle travaillant pour le compte des laïcs. En effet, les activités des employés des communautés ne se limitaient pas seulement aux défrichements ou, plus généralement, au

¹²⁸ Voir notamment ASQ, Engagements de serviteurs du Séminaire de Québec, MS-435. Notons que Tanguy Loiselle a récemment soutenu une maîtrise à l'Université Rennes 2, sous la direction de Patrick Harismendy, sur les domestiques au Séminaire de Québec au XVIII^e siècle : voir T. Loiselle, *La domesticité au Séminaire de Québec dans la première moitié du XVIII^e siècle*, Mém. de maîtrise (Master 1), Université Rennes 2, 2006, 129p. Nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de consulter le texte de l'auteur.

travail de la terre. Ces serviteurs pouvaient aussi être affectés à l'entretien des édifices, à l'approvisionnement des institutions en eau et en bois ou encore, chez les hospitalières en particulier, à la surveillance et au soin des malades. Enfin, l'analyse des livres de comptes des communautés, et particulièrement ceux du Séminaire de Québec, a démontré que les domestiques étaient majoritairement embauchés pour de courtes périodes et que leurs salaires semblaient plus élevés que ceux versés aux engagés immigrants ou à la main-d'œuvre locale recrutée par les habitants. Nous ignorons cependant si ces observations s'étendent à l'ensemble des serviteurs des autres communautés. Quoiqu'il en soit, la discussion sur les modalités des engagements et l'évolution de la demande de main-d'œuvre évoquée dans ce chapitre mérite d'être élargie à l'ensemble des domestiques employés dans la colonie laurentienne, projet qui, nous allons le voir, comporte toutefois son lot de difficultés.

Chapitre V : Évolution de la fréquence des engagements et modalités des contrats

L'analyse des trois relevés nominatifs du XVII^e siècle nous a permis de noter que le nombre de domestiques employés dans la colonie laurentienne avait légèrement augmenté entre 1666 et 1681 tandis que le nombre d'employeurs, incluant les communautés religieuses, était demeuré assez stable¹. Les recensements ne permettent pas d'aller au-delà de cette simple constatation. Afin d'avoir une idée plus précise de l'évolution de la demande de main-d'œuvre dans la colonie entre 1640 et 1710, nous avons pensé examiner l'évolution, dans le temps, des contrats d'engagement retenus dans le cadre de l'étude. Cet exercice présente cependant deux écueils. D'une part, nous ne pouvons y inclure les contrats rochelais que nous avons réunis puisque, comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, ces documents présentent un caractère beaucoup trop fragmentaire et disparate. D'autre part, en dépit de l'excellente conservation des minutes notariales canadiennes, nous pensons que la fréquence des embauches effectuées directement dans la colonie entre 1640 et 1710 ne reflète pas de manière parfaitement fidèle l'évolution de cette demande. Nous expliquons pourquoi dans ce chapitre tout en tentant, en dépit de cette lacune, d'esquisser le mouvement général de la demande de main-d'œuvre.

Outre cette analyse, nous nous penchons également dans ce chapitre sur les modalités relatives à la durée des contrats d'engagement de même qu'aux salaires versés aux domestiques en échange de leurs services. Nous tâchons, entre autres, de mettre en évidence leur diversité mais aussi leur variation dans le temps tout en prenant soin de bien distinguer les contrats rochelais de ceux qui furent contractés au sein même de la colonie. Enfin, sans entrer dans des considérations juridiques sur lesquelles nous revenons dans le dernier chapitre, nous nous intéressons pour terminer aux diverses transactions dont les domestiques firent l'objet. Le maître disposait en effet totalement de son employé pendant toute la durée de son contrat et pouvait, à sa guise, vendre ou louer les services de son

¹ Rappelons que le nombre de domestiques recensés dans la colonie est passé de 448 et 450 individus, respectivement en 1666 et 1667, à 495 personnes en 1681. Nous dénombrons pour chacun de ces trois recensements environ 200 employeurs.

engagé. Nous essayons d'évaluer l'importance de ce phénomène qui constitue, pour reprendre les propos de Louise Dechêne, « un des aspects les plus détestables de l'état de servage »².

5-1 La demande de main-d'œuvre dans la colonie

5-1-1 Présentation des contrats d'engagement canadiens

La banque de données élaborée pour l'étude est constituée de 1 207 contrats d'engagement et concerne 1 311 domestiques exactement³. Contrairement à ceux relevés à La Rochelle, nous ne retrouvons pas de contrats-liste dans les minutes notariales canadiennes mais uniquement des contrats nominatifs qui comprennent le nom de l'engagé au début de chaque document⁴. Précisons toutefois qu'à l'exception des contrats-liste, les marchés d'engagement canadiens se différencient peu, sur la forme, de ceux signés à La Rochelle. En fait, le seul aspect qui les distingue vraiment concerne les clauses relatives aux procurations de certains engagés rochelais à leur femme ou à d'autres personnes (beau-père, cousin, créancier, etc.), et aux cautions données par des Rochelais pour garantir le départ des engagés, mentions que nous ne retrouvons pas dans les ententes canadiennes⁵. Le contrat d'engagement canadien n'est toutefois pas toujours rédigé pour un seul domestique. Nous en avons en effet 76 qui concernent le plus souvent deux serviteurs à la fois, mais

² L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.66.

³ Rappelons que les actes notariés que nous avons retenus ne sont pas tous, systématiquement, des contrats d'engagement proprement dit. Nous avons également sélectionné une quinzaine de « conventions » et près de 180 « marchés » divers dont 71 marchés de défrichement, 60 marchés de coupe ou d'abattage de bois ou encore huit marchés de servitude.

⁴ Le contrat-liste « définit d'abord les conditions de l'engagement et est suivi d'une liste d'engagés signant chacun (ou faisant connaître leur incapacité de signer) à la suite de son nom et de quelques éléments d'identification (âge, métier, lieu d'origine ou de résidence) ». Sur la description physique des contrats rochelais, nous renvoyons le lecteur à l'étude de G. Carpin qui consacre toute une section sur le sujet : G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.279-283.

⁵ Nous présentons quelques exemples de contrats canadiens et rochelais à l'annexe 17. Rappelons, pour information, que nous avons retenu 262 contrats rochelais qui concernent 319 engagés.

pouvant aussi aller jusqu'à sept engagés⁶. Il existe souvent une relation particulière entre ces individus que nous pouvons ici tenter de cerner rapidement.

Quelquefois, il peut s'agir de parents qui mettent en service en même temps deux de leurs enfants chez un même employeur. C'est le cas notamment de François et d'Etienne Frichet qui furent placés au Séminaire de Québec pour être employés au Cap Tourmente, ou encore de Noël et de Marie-Anne Chapeleau, frère et sœur loués par leur mère à Pierre Gagnon, leur oncle⁷. Il arrive également que nous ayons affaire à des couples mariés ou encore à deux frères⁸. Les autres étaient probablement habitués à travailler ensemble ou, du moins, se connaissaient suffisamment bien pour œuvrer en équipe. Le fait que plusieurs d'entre eux aient déclaré, au moment de leur engagement, un statut, une activité et/ou un lieu de résidence identique à celui de leur collègue renforce d'ailleurs cette hypothèse. Par exemple, Michel Fizet et Laurent Huet, tous deux volontaires et résidant au Cap-de-la-Magdeleine, s'engagèrent conjointement au service de Michel Pelletier, noble demeurant également au Cap, pour défricher quatre arpents de terre⁹. Les liens unissant les co-engagés sont néanmoins plus clairs lorsqu'il s'agit d'individus recrutés au sein d'une même unité militaire. Tel est le cas de quatre soldats du fort de Trois-Rivières embauchés par François Bovin, maître charpentier et trifluvien, pour aller couper du bois, comme aussi de six individus venus en 1686 au Canada dans la recrue faite à Rochefort pour les troupes du pays et qui, avec la permission de l'intendant Bochart, furent dégagés de leurs obligations

⁶ En 1671, Pierre Duquet, notaire royal de Québec, engagea simultanément sept individus pour aller couper du bois (*ANQQ*, contrat du 5 février 1671, greffe Becquet). Précisons que c'est le seul exemple dans notre corpus qui touche autant de domestiques concurremment. Nous présentons ce contrat à l'annexe 17. La plupart de ces 76 contrats ne concernent que deux serviteurs à la fois (63 contrats exactement). Cinq contrats concernent respectivement trois et quatre domestiques simultanément et deux autres concernent chacun six serviteurs en même temps.

⁷ *ANQQ*, engagements du 6 janvier 1696 (greffe Genaple de Bellefonds) et du 17 octobre 1678 (greffe Becquet). Nous avons identifié deux autres contrats de ce type : *ANQQ*, contrats du 23 octobre 1678 (*ANQQ*, greffe Rageot) et du 1^{er} août 1681 (*ANQQ*, greffe Duquet de Lachesnaye).

⁸ C'est le cas des frères Gaidon, Robillard et Moisan : voir les contrats du 6 août 1688 (*ANQQ*, greffe Rageot), du 21 octobre 1699 (*ANQM*, greffe Adhémar) et enfin du 20 février 1704 (*ANQQ*, greffe Chambalon). Nous avons exactement neuf contrats dans lesquels un couple s'engage en qualité de domestiques, généralement pour une durée de trois ans et au service de bourgeois ou de notables : voir par exemple les engagements du 3 février 1698 ou du 29 décembre 1709 (*ANQM*, greffe Adhémar).

⁹ *ANQTR*, engagement du 2 février 1667, greffe Latouche. De la même manière, Pierre Lat et Joseph Bonneaux, tous deux habitants de l'Île d'Orléans, sont embauchés sur le même contrat par Jean Talon pour scier du bois durant quelques mois (*ANQQ*, engagement du 14 novembre 1670, greffe Becquet).

afin de pouvoir s'engager, ensemble, au service des Sulpiciens¹⁰.

Exception faite de ces 76 engagements, les maîtres n'embauchent qu'un domestique par contrat et peu nombreux sont ceux qui reviennent plus d'une fois devant le notaire pour en engager à nouveau. En effet, si nous observons leurs patronymes et considérons que les homonymes renvoient aux mêmes personnes, nous réalisons que le nombre d'employeurs distincts au sein du corpus n'est que de 679 individus et que, parmi eux, 70.5% n'apparaissent qu'une seule fois dans la banque de données. À l'inverse, le tiers environ des employeurs est passé au moins deux fois devant le notaire pour officialiser l'embauche d'un domestique, et certains d'entre eux plus d'une dizaine de fois. C'est le cas particulièrement des responsables de l'Hôtel-Dieu de Montréal (22 contrats), de Timothée Roussel, maître chirurgien de Québec (18 contrats), de Nicolas Marion, (18 contrats), d'Etienne Landeron, (15 contrats), de Nicolas Follin (15 contrats) ou encore de Gabriel Duprat (12 contrats), tous marchands bourgeois de Québec bref, tous suffisamment riches pour jouir des services de plusieurs domestiques¹¹.

Mais ne nous y trompons pas. Comme en France, la plupart des engagements effectués dans la colonie ont été faits oralement, et certains de ceux qui furent enregistrés devant notaire n'étaient souvent que la confirmation écrite d'une entente verbale déjà passée entre les parties contractantes¹². Quantité d'engagements n'ont donc laissé aucune trace dans les archives et il est tout à fait impossible d'estimer, même approximativement, le nombre d'embauches effectué dans la colonie. Ainsi, le recours au service des notaires pour officialiser l'engagement d'un employé n'est peut-être pas aussi courant qu'on pourrait l'imaginer, même si le nombre de contrats augmente après les années 1660, soit à partir des intendants de Talon, comme nous allons le voir un peu plus loin. Les 1 207 contrats repérés dans le cadre de cette étude, entre 1640 et 1710, ne sont donc que la partie

¹⁰ ANQQ, engagements du 24 février 1649 (greffe Audouart) et 19 octobre 1686 (greffe Genaple de Bellefonds). Notons que dans ce dernier contrat les sulpiciens devaient verser « 600 livres monnaie de France entre les mains du Sieur Verneuil, trésorier des troupes du Roi pour les avances qui ont été faites auxdits engagés au moyen de quoi l'intendant les dégage et dispense du service qu'ils devaient rendre à sa Majesté dans lesdites troupes et seront libres de travailler et servir où bon leur semblera après qu'ils seront hors du service dudit sieur Dollier », soit trois ans après leur engagement. Un troisième contrat correspond en tout point à celui que nous venons de présenter (ANQQ, contrat du 11 décembre 1686 greffe Genaple de Bellefonds) si ce n'est que les engagés étaient cette fois recrutés par les prêtres du Séminaire de Québec.

¹¹ Notons que ces 100 contrats concernent à eux seuls 122 serviteurs soit près de 10% de l'ensemble des domestiques identifiés dans les minutes notariales canadiennes.

¹² Cette clause apparaît dans trois contrats d'engagement seulement. Sur la question des engagements faits oralement en France, voir J.P Gutton, *op. cit.*, p.69.

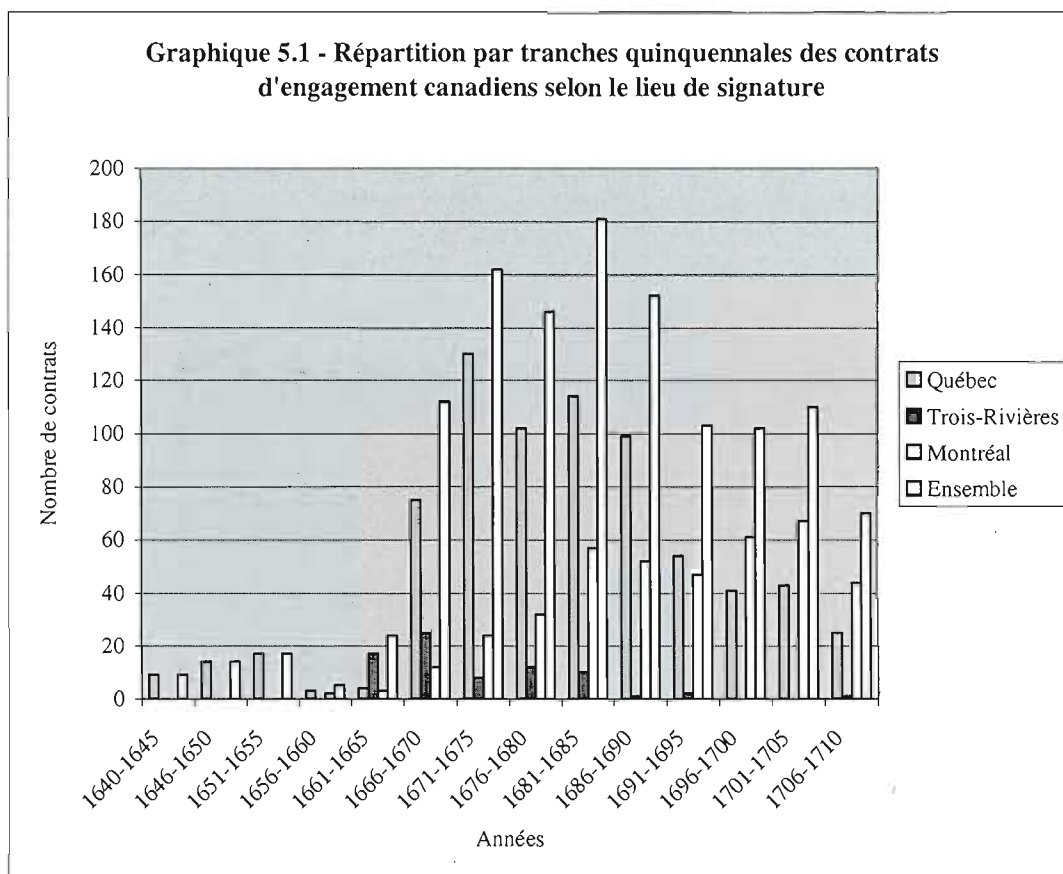
émergente des embauches réalisées au Canada. Ceci étant, ils sont les seuls documents qui nous permettent de déterminer la fréquence des engagements contractés au Canada, les seuls qui, finalement, sont susceptibles de nous aider à cerner les grandes tendances de la demande de domestiques dans la colonie. Il faut cependant les utiliser avec prudence et relativiser certains résultats puisque nous soupçonnons que la proportion des engagements faits devant notaire par rapport à l'ensemble des engagements n'est pas la même pendant toute la période étudiée.

5-1-2 Évolution de la demande de domestiques

Pour procéder à l'étude de l'évolution de la demande de domestiques dans la colonie laurentienne entre 1640 et 1710, nous avons réparti, de manière chronologique, la liste des contrats d'engagement identifiés dans les minutes notariales canadiennes suivant leur date de rédaction. Comme la fréquence des engagements passés devant notaire n'est pas régulière dans le temps, nous les avons regroupés par tranches quinquennales afin de pouvoir dégager plus facilement les grandes tendances (graphique 5.1)¹³. Globalement, nous pouvons diviser la période en trois sections bien distinctes : la première, qui embrasse l'ensemble des années 1640 et 1665, reflète une très faible activité de recrutement dans la colonie : le nombre d'engagements passés devant notaire ne dépasse le seuil des 20 contrats dans aucune des cinq premières tranches quinquennales, et nous remarquons qu'il est complètement nul à Montréal jusqu'au milieu des années 1650 ainsi qu'à Trois-Rivières jusqu'en 1660. La seconde, qui s'étale sur 25 ans, soit de 1666 à 1690 inclusivement, traduit en revanche une augmentation importante des embauches au Canada, accroissement qui culmine entre 1681 et 1685, lustre au cours duquel 181 contrats d'engagement

¹³ Nous n'avons en effet relevé aucun contrat pour les années 1645, 1646, 1647, 1648, 1652, 1659 et 1660 et moins de cinq pour les années 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1651, 1653, 1656, 1657, 1658, 1661 et 1662. À l'inverse, nous en avons identifié plus d'une cinquantaine en 1682, et plus d'une quarantaine en 1673, 1680, 1688 et 1689. Étant donné ces disparités, la moyenne de 17 contrats par année obtenue en divisant le nombre total de contrats retenus pour notre étude (1207) par le nombre total d'années couvrant la période d'analyse (71), n'est pas vraiment représentative de la fréquence des embauches contractées devant notaire, surtout en ce qui concerne les vingt premières années de la période étudiée.

Graphique 5.1 - Répartition par tranches quinquennales des contrats d'engagement canadiens selon le lieu de signature



Source : Actes notariés canadiens

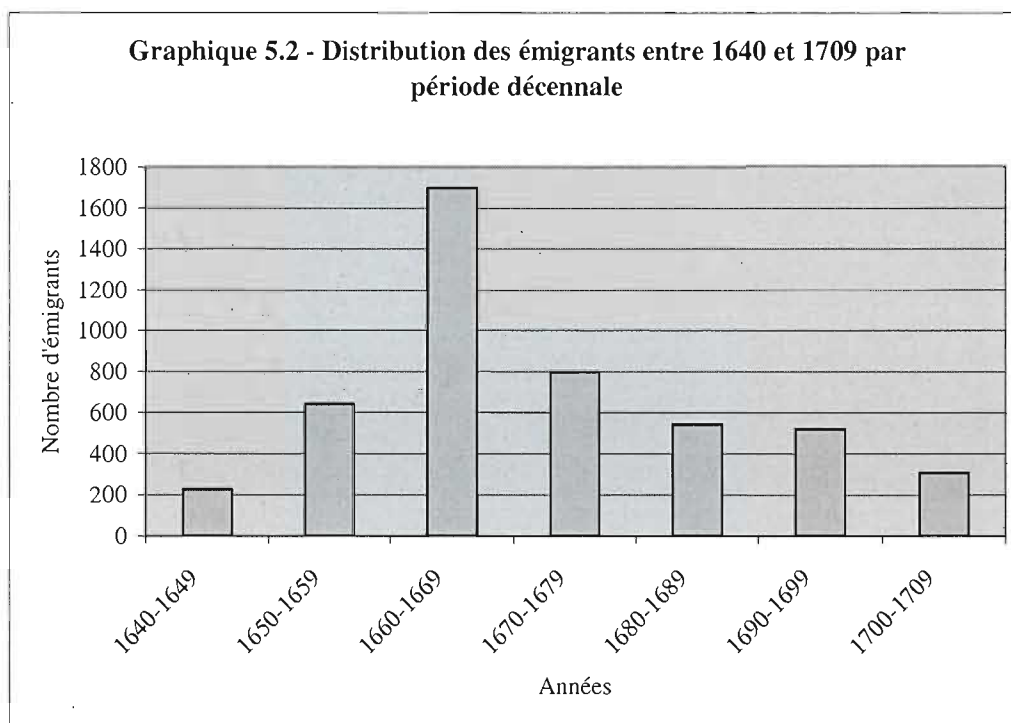
ont été relevés au total¹⁴. Enfin, la dernière phase, qui s'échelonne de 1691 à 1710, se signale à l'opposé de la précédente, par une diminution des engagements dans la colonie, leur nombre ayant baissé d'environ 50% entre la période 1686-1690 et les cinq dernières années de l'étude. Toutefois, si nous observons la répartition des contrats suivant leur lieu de signature, nous constatons que le ralentissement des recrutements a été, comparativement à la tendance générale, plus précoce à Québec et à Trois-Rivières¹⁵. À l'inverse, les embauches effectuées à Montréal semblent s'être accrues de manière régulière

¹⁴ Cette somme constitue 15% de l'ensemble des engagements identifiés dans les minutes notariales canadiennes. Si nous considérons la totalité des embauches passées devant notaire entre 1661 et 1685, nous obtenons 625 contrats, soit plus de la moitié du corpus, résultat qui contraste fortement avec les 45 contrats relevés entre 1640 et 1660.

¹⁵ Nous constatons en effet une diminution des recrutements à Trois-Rivières après la période 1666-1670, engagements qui, d'ailleurs, n'ont jamais été très nombreux comparativement à ceux de Québec ou de Montréal. À Québec, cette baisse s'amorça principalement à partir du lustre 1671-1675, où nous avons relevé plus de 120 contrats, soit dix années précédant la période la plus active en terme d'embauches dans la colonie.

tout au long de la période étudiée, à l'exception d'un léger essoufflement entre 1685 et 1695 et d'une baisse un peu plus drastique durant la période 1706-1710.

Dans l'ensemble, mis à part ces différences, nous pouvons assez facilement justifier les deux premières grandes tendances du graphique en considérant l'évolution du peuplement et des secteurs économiques au Canada¹⁶. Nous savons que les débuts de la colonisation française en Nouvelle-France furent difficiles et, même si les premiers arrivants permanents s'installent à Québec en 1608, ce n'est qu'après l'épisode 1629-1632, durant lequel la colonie fut aux mains de la couronne britannique, que débuta vraiment le peuplement. Jusqu'au début des années 1670, la croissance de la population canadienne dépend essentiellement de l'immigration¹⁷. Ainsi que nous l'observons à partir du deuxième graphique (graphique 5.2), l'apport migratoire demeure extrêmement faible jusqu'en 1660



Source : H. Charbonneau et N. Robert, « Les origines françaises de la population canadienne, 1608-1709 » dans R. Cole Harris et L. Dechêne (dir.), *Atlas historique du Canada. Vol. 1. Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987-1990, planche 45

¹⁶ Sur la question de l'évolution des secteurs économiques dans la colonie, nous renvoyons le lecteur au deuxième chapitre de la thèse.

¹⁷ H. Charbonneau, B. Desjardins, J. Légaré et H. Denis, « La population française de la vallée du Saint-Laurent avant 1760 » dans S. Courville (dir.), *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p.33.

le nombre d'immigrants passant seulement de 227 à 642 personnes entre les deux premières décennies de la période étudiée¹⁸. Avant 1660, un peu plus de 1.000 émigrants prirent la décision de tenter leur chance dans la colonie. La population au Canada étant peu nombreuse entre 1640 et 1659, il est donc tout à fait logique que l'activité de recrutement locale ait été extrêmement faible au cours de cette période ainsi que nous avons pu l'observer précédemment. À moins de recruter leurs domestiques directement dans la métropole, les employeurs devaient puiser leur main-d'œuvre dans un bassin de population fort limité, localisée principalement à Québec puisque Montréal et Trois-Rivières, fondées respectivement en 1642 et 1637, ne comptaient à elles seules qu'à peine 500 habitants en 1660¹⁹.

La situation changea toutefois rapidement par la suite. Les années 1660, qui coïncident avec l'arrivée au Canada des Filles du roi et du régiment de Carignan, constituent une période de très forte immigration et sont marquées par une augmentation grandissante du nombre d'embauches dans la colonie. Comme nous pouvons l'observer sur le graphique 5.2, le nombre d'immigrants a presque triplé en l'espace de 10 ans, soit entre 1660 et 1669, accélérant la croissance de la population qui passe entre ces deux années de 2 300 à un peu moins de 7 000 habitants²⁰. Il y a donc, indéniablement, une relation de cause à effet entre l'entrée de nouveaux immigrants au Canada et la hausse du nombre de contrats d'engagement signés dans la colonie. Cependant, l'immigration ne demeure pas

¹⁸ Pour la réalisation du graphique, nous avons utilisé les estimations avancées par le *PRDH*. Précisons qu'elles correspondent aux chiffres de l'immigration nette ou pionnière, c'est-à-dire de l'immigration qui s'est fixée dans la colonie. Elle est donc inférieure à l'immigration dite observée ou brute mais elles suivent toutes les deux les mêmes tendances. Par rapport aux engagements, c'est bien sûr l'immigration brute qui est importante, une bonne partie des engagés repartant en France, mais les données de sa distribution par période décennale ne figuraient pas dans la documentation que nous avons consultée. Voir H. Charbonneau et N. Robert, « Les origines françaises de la population canadienne, 1608-1709 » dans R. Cole Harris et L. Dechêne (dir.), *Atlas historique du Canada. Vol. 1. Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987-1990, planche 45 ; H. Charbonneau précise dans son étude démographique que la population canadienne n'est passée que de 359 à plus ou moins 2.000 habitants entre 1640 et 1659 : voir H. Charbonneau, *Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1975, p.28-29.

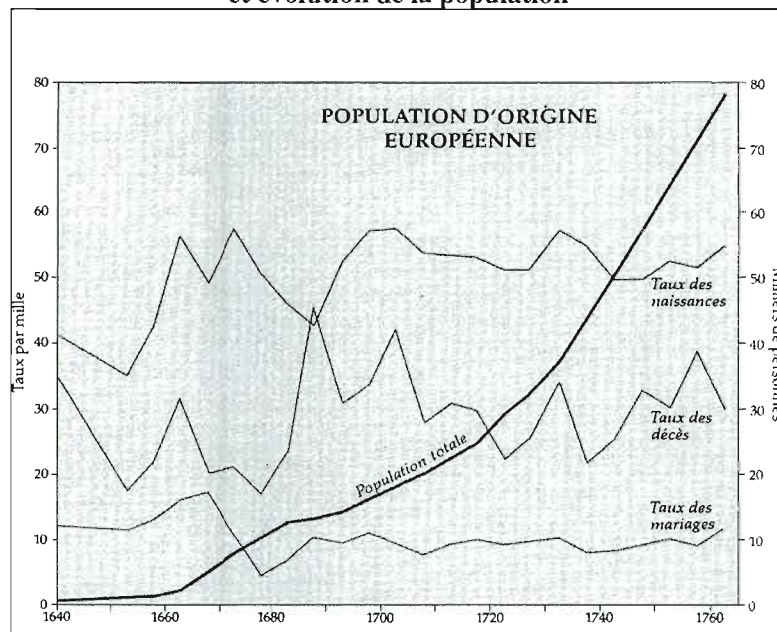
¹⁹ L. Dechêne estime à environ 300 le nombre d'habitants à Montréal en 1660 : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.495. Nous ignorons en revanche les effectifs de la population établie à Trois-Rivières cette année-là. Au recensement de 1681, nous savons qu'elle ne comptait que 150 habitants. Sa population devait donc être inférieure à 150 personnes en 1660. Notons qu'en 1739, L. Choquette n'a dénombré à Trois-Rivières que 273 habitants : voir L. Choquette, *op. cit.*, p.272, note 21. Sur le peuplement de Trois-Rivières, nous renvoyons le lecteur à l'étude de M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3 : la seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663. 2 : la société*, Montréal, Fides, 1983, p.151-154.

²⁰ H. Charbonneau, *Vie et mort...*, *op. cit.*, p.30.

longtemps le moteur principal de l'accroissement de la population coloniale²¹. Nous avons vu pourquoi dans le deuxième chapitre : d'une part le parrainage de l'État prend fin après la reprise de la guerre en Europe et, d'autre part, le marché du travail se referme. En effet, la croissance du commerce des fourrures plafonne dans le courant des années 1670²². On peut alors penser qu'il y a eu une augmentation des candidats potentiels à la domesticité dans la colonie en raison de la saturation de la demande de main-d'œuvre dans le secteur des fourrures.

« Passé les premières décennies [...] et la période d'immigration accélérée des années 1660 et du début des années 1670, la croissance de la population obéit surtout au mouvement naturel selon un rythme moyen de 2.5% par an » et augmente ainsi, de manière constante, jusqu'à la fin du régime français (graphique 5.3)²³. Si nous comparons le

Graphique 5.3 – Taux bruts de nuptialité, de natalité et de mortalité et évolution de la population



Source : H. Charbonneau et N. Robert, « Les origines françaises de la population canadienne, 1608-1709 » dans R. Cole Harris et L. Dechêne (dir.), *op. cit.*, planche 45.

²¹ Mentionnons que seulement 10 000 immigrants s'établissent par mariage dans la colonie en un siècle et demi, soit de 1608 à 1760 : voir H. Charbonneau, B. Desjardins..., « La population française... » dans S. Courville (dir.), *op. cit.*, p.33.

²² J. A. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *Canada ieri e oggi*, Atti del 6° Convegno internazionale di studi canadesi, Selva di Fasano, 27-31 mars 1985, Schena Éditions, p.103

²³ H. Charbonneau et N. Robert, « Les origines françaises de la population canadienne, 1608-1709 » dans R. Cole Harris et L. Dechêne (dir.), *op. cit.*, planche 45. Notons que les 9 000 Français établis au Canada entre 1608 et 1760 avaient, à la fin du régime français, produit une population de plus de 70.000 âmes.

diagramme de l'ensemble des engagements signés dans la colonie avec la courbe de l'évolution de la population totale, nous constatons que les deux suivent la même progression. Autrement dit, plus la population s'accroît, plus l'activité de recrutement locale s'amplifie.

Cependant, nous avons remarqué que le nombre d'embauches commençait à diminuer de façon régulière à partir du milieu des années 1680. Ce constat peut sembler étonnant d'autant que le nombre de contrats français doit avoir diminué après cette date, et même avant, et que nous aurions pu nous attendre à une compensation dans le nombre de contrats canadiens²⁴. Devons-nous pour autant conclure à une baisse de la demande de domestiques ? Nous ne le croyons pas. Notre position est basée sur les données disponibles relatives au nombre moyen de domestiques par ménage. Ainsi, comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre, le nombre moyen de domestiques recensés dans les ménages en 1681 était de 0.2. Or, dans la ville de Québec, seul lieu où il y a des recensements pour le début du XVIII^e siècle, le nombre moyen passe de 0.4 à 0.3 entre 1666 et 1744, ce qui pourrait indiquer une légère baisse de la demande²⁵. Par contre, dans 10 paroisses rurales de la région montréalaise, le nombre moyen de domestiques par ménage est de 0.2 en 1765²⁶. Cette moyenne est plus forte que celle calculée en 1681 pour l'ensemble des ménages inventoriés dans le gouvernement de Montréal (0.17) et de la moyenne des campagnes montréalaises uniquement (0.16). Le nombre moyen d'engagés par ménage ne semble donc

²⁴ Les travaux les plus récents montrent que le nombre d'engagés immigrants au Canada est passé de 3 200 à 520 individus entre les périodes 1608-1659 et 1660-1679, puis de 190 à 380 entre les périodes 1680-1699 et 1700-1719 : voir Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France : bilan historiographique et perspectives de recherche » dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoire de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.67.

²⁵ D. Gauvreau indique que les recensements de 1716 et 1744 « concernent la population habitant la Haute-Ville et la Basse-Ville, la Canardière, la côte Saint-Jean, ainsi que la rivière Saint-Charles, ou Petite-Rivière, soit tout le territoire desservi par la paroisse, y compris la banlieue rurale immédiate de Québec. Ils ne comprennent pas cependant les maisons des communautés religieuses qui, outre les religieux et les religieuses, comptent des pensionnaires ainsi que du personnel domestique ». Le nombre moyen de domestiques par ménage calculé pour l'année 1744 a été tiré de son étude ; notons que pour l'année 1716, l'auteur parvient au même résultat, soit 0.3 domestique par ménage : voir D. Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p.24 et 45.

²⁶ S. Dépatie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 », Gérard Béaur, Christian Dessureault et Joseph Goy, dir., *Familles, Terre, Marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVII^e – XX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 251-260. En se basant sur le recensement dit « de Murray », l'auteur a sélectionné 10 des 21 paroisses du gouvernement de Montréal dans lesquelles elle dénombra 231 domestiques ainsi que 1 076 ménages, dont 178 disposaient au moins d'un serviteur. S. Dépatie précise que la sélection de ces paroisses « ne repose sur aucun critère particulier, mais elle permet de couvrir des paroisses différentes, de par l'ancienneté de leur colonisation et de par la distance géographique avec la ville de Montréal » (p.254).

pas diminuer après 1681, sauf légèrement à Québec, alors que le nombre de ménages, lui, augmente sensiblement. Il n'y a donc pas lieu de croire que la demande de domestiques est moins forte après cette date. Cet argument est encore renforcé si nous nous penchons sur ce qui se passe à la période précédente. Comme nous l'avons remarqué dans le troisième chapitre, le nombre de domestiques recensés dans les ménages était de 0.2 en moyenne en 1681 (tableau 3.14) alors qu'il était de 0.4 domestiques par ménage en 1666 et 1667. Or, nous savons que le nombre total de domestiques a augmenté d'un peu plus de 10% entre ces deux dates et que l'activité de recrutement a été particulièrement forte dans la colonie à la même période. Nous pensons donc que la diminution du nombre de contrats après 1685 ne signifie pas nécessairement une baisse de la demande pour les engagés. Nous posons plutôt l'hypothèse qu'elle reflète un changement dans les pratiques d'engagement. Les employeurs auraient, à partir de cette date, de plus en plus délaissé les ententes devant notaire pour se contenter d'entente de gré à gré. Ce changement d'attitude s'expliquerait par l'évolution de la composition du groupe des domestiques.

Comme nous l'observons dans le prochain chapitre, une main-d'œuvre née dans la colonie commence, dès les années 1670, à remplacer les immigrants, dont les effectifs déclinent précisément à partir de cette période²⁷. En d'autres termes, plus nous avançons dans le temps, plus la colonie recrute sa main-d'œuvre à l'intérieur de son territoire, au sein de sa propre population²⁸. Cette évolution pourrait ainsi expliquer non seulement la diminution significative du flux migratoire, particulièrement après 1700, mais également la baisse du nombre de contrats d'engagement dans la colonie. En effet, si les employeurs n'ont plus affaire à des domestiques qui leur sont totalement inconnus, si ceux qu'ils embauchent proviennent moins de l'étranger que de leur entourage immédiat ou de leur

²⁷ Nous avons exposé les raisons de cette diminution dans le deuxième chapitre. Il y a en effet à partir des années 1670, une saturation du marché du travail dans la colonie touchant la demande de domestiques immigrants : voir J. Dickinson, « Les Amérindiens et les débuts de la Nouvelle-France », *Canada ieri e oggi*, Atti del 6° Convegno internazionale di studi canadesi, Selva di Fasano, 27-31 mars 1985, Schena Éditions, p. 103. Notons qu'environ le quart des contrats retenus pour l'étude, dont 90% ont été signés après les années 1680, concerne des enfants ou des adolescents, nés au pays, et placés comme domestiques par leurs parents jusqu'à un certain âge ou, dans le cas des filles en particulier, jusqu'à ce qu'elles soient pourvues par mariage. Ajoutons qu'entre 1690 et 1710, plus de la moitié des domestiques engagés par contrat ont clairement été identifiés comme natifs de la colonie.

²⁸ Le phénomène a également été observé pour le groupe des apprentis : voir J.P Hardy et D.T Ruddel, *op. cit.*, p.32

réseau de connaissances, le recours aux services des notaires pour officialiser les engagements apparaît alors moins comme une nécessité.

Au terme de cette analyse, il faut reconnaître que l'évolution du nombre de contrats d'engagement signés dans la colonie est un indicateur bien imparfait de l'évolution de la demande de domestiques. Nous en proposons toutefois l'analyse suivante : plutôt faible avant 1660, elle se serait rapidement amplifiée à partir de cette date. Par ailleurs, nous croyons qu'elle ne diminue pas après 1680 parce que nous attribuons la diminution du nombre de contrats à une multiplication des engagements faits verbalement plutôt qu'une baisse réelle des engagements. Cette nouvelle tendance serait liée à la présence accrue de travailleurs nés dans la colonie au détriment de la main-d'œuvre immigrante. Avant toutefois de s'attarder sur l'évolution de la composition du groupe des domestiques, il reste encore à analyser les modalités des contrats d'engagement, à commencer par la durée du service des domestiques.

5-2 Durée des contrats d'engagement

Dans les contrats d'engagement français et canadiens, le notaire précise généralement le nombre d'années de service des domestiques. Pour les engagés français en particulier, toutes professions et niveaux de qualification confondus, « les historiens affirment d'habitude qu'[ils] sont liés par un contrat de trois ans, d'où le surnom de « trente-six mois » »²⁹. Nous nous proposons ici de vérifier si cette durée standard est aussi bien valable pour les engagés rochelais non-spécialisés ou recrutés comme gens à tout faire, que pour les domestiques engagés par contrat directement dans la colonie laurentienne. Nous commençons l'analyse par l'examen des 262 contrats d'engagement français relevés dans les minutes notariales rochelaises.

²⁹ M. Trudel, *op. cit.*, p.60. Notons que c'est aussi la durée de certains contrats pour les Antilles mais également celle des contrats d'apprentissage. Voir G. Debien, *Le peuplement des Antilles françaises au XVII^e siècle. Les engagés partis de La Rochelle (1683-1715)*, Caire, Institut français d'archéologie orientale du Caire, 1942, p.6 et J.P Hardy et D.T Ruddel, *op. cit.*, p.56.

5-2-1 Les contrats d'engagement français

Globalement, les contrats rochelais retenus se différencient peu de l'ensemble des engagements français pour la colonie. La plupart ont, en effet, été signés pour une période de trois ans, soit dans 94.5% des cas (tableau 5.1). C'est habituellement la durée minimale exigée par tous les employeurs, celle qui, à toutes fins pratiques, leur permet de tirer au moins quelques profits de leurs engagés car, souligne Louise Dechêne, «plus longue est la durée du service, plus apte est l'engagé à faire adroitement son travail et plus élevée est la marge de profit du maître»³⁰. Sans compter les avances que les engagés reçurent avant leur départ pour la Nouvelle-France ainsi que les frais divers liés à leur recrutement, n'oublions pas que les dépenses concernant la traversée de ces hommes pour la colonie, évaluées à environ 60 livres, étaient aussi à la charge des maîtres. Ils avaient donc tout intérêt à conserver leur main-d'œuvre suffisamment longtemps pour pouvoir rentabiliser leur investissement³¹. Parmi les 262 contrats relevés dans les minutes rochelaises, nous n'en avons trouvé aucun de moins de trois ans, constat logique après tout puisque les contrats de courte durée sont le fait d'engagements spécialisés qui impliquent, en outre, un investissement beaucoup plus considérable que l'embauche d'un simple domestique³². En

Tableau 5.1 – Distribution des contrats d'engagement français selon la durée du service

Durée du service	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	Total
Nombre de contrats	248	3	10	1	262

Source : actes notariés rochelais.

³⁰ L. Dechêne, *op. cit.*, p.63-64. L. Dechêne ajoute que dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi « les ordonnances de Colbert pour réduire la durée de l'engagement de trente-six à dix-huit mois étaient inacceptables et durent être retirées », mais aussi pourquoi « les maîtres et les tribunaux de la colonie se montrèrent intransigeants dans les affaires de bris de contrat ». Nous y reviendrons.

³¹ Selon P. Moogk, l'obligation de régler la facture du retour de leurs engagés devint rapidement conditionnelle à partir du milieu des années 1650 et tout à fait exceptionnelle par la suite, observation que nous confirmons puisque, après 1655, nous n'avons relevé que dix contrats dans lesquels les maîtres promettaient de payer les frais de retour de leurs engagés : voir Peter N Moogk, *La Nouvelle-France. The making of French Canada – A Cultural History*, Michigan State University Press, 2000, p.94.

³² G. Carpin, *op. cit.*, p.300.

revanche, nous en avons identifié 14 dont la durée était supérieure à la normale³³. Comme nous l'évoquions, ces contrats sont plus avantageux pour l'employeur d'autant que, pour 11 d'entre eux, les salaires fixés se situent clairement en dessous de la moyenne générale, qui n'est que de 69# par année. Ainsi, par exemple, lorsque Jean Leblanc s'engage pour six années au service de Claude Robutel à Montréal, son maître promet de lui verser un salaire de 50# par année seulement. De la même manière, quand Thomas Charoux accepte de travailler pendant cinq ans pour le compte de Jean Hameau à Québec, son contrat stipule qu'il ne recevra que 45# pour chacune des trois premières années de son service, et 60# pour chacune des deux dernières. Le contrat le plus rentable demeure toutefois celui signé par Pierre Plassan, marchand de Québec, qui engagea en qualité de serviteur domestique, et pour une période de quatre ans, un dénommé Jacques Delaval, garçon de service âgé de 15 ans, moyennant sa nourriture et son entretien uniquement³⁴.

D'après Marcel Trudel, « la durée du contrat commence d'ordinaire à compter du jour de l'embarquement de l'engagé, mais il arrive aussi [ce qui lui paraît exceptionnel], que la servitude ne débute que du jour où l'engagé « mettra le pied à terre audit pays de la Nouvelle-France » »³⁵. Or, tous les contrats dépouillés commencent la journée même de l'arrivée des engagés dans la colonie, et se terminent à pareil jour, une fois le temps de leur engagement accompli. Dans ces conditions, et contrairement à ce que prétend Marcel Trudel, il ne semble donc pas « exceptionnel » que des contrats débutent à l'arrivée au Canada, bien au contraire. Mais ce constat est-il particulier aux engagements non-spécialisés ? Pour répondre à cette question, il conviendrait de réviser l'ensemble des contrats sélectionnés par Marcel Trudel. Un rapide examen dans les minutes notariales

³³ En règle générale, la durée du service ne varie pas même lorsque plusieurs individus se trouvent engagés sur un même contrat. Nous avons toutefois relevé deux exceptions. Le 12 juin 1659, Jeanne Mance recruta pour le compte de l'Hôtel-Dieu de Montréal quatre engagés dont deux pour trois années et deux autres respectivement pour une période de quatre et six ans (*ADCM*, greffe Demontreau). Le 27 juin 1659, François Péron et Michel Desorcis, tous deux marchands de La Rochelle, embauchèrent pour leur part cinq individus dont quatre pour trois ans et un cinquième pour quatre ans (*ADCM*, greffe Cherbonnier). Comme la majorité de ces travailleurs a été recrutée pour une période de trois ans, ces deux contrats ont été classés dans la catégorie des engagements signés pour trois années afin de faciliter l'analyse.

³⁴ *ADCM*, contrats du 8 juin 1659 (greffe Demontreau), du 13 mai 1648 (greffe Teuleron) et du 6 juillet 1708 (greffes Rivière et Soulard).

³⁵ M. Trudel, *op. cit.*, p.60. Précisons que son étude se base presque exclusivement sur les contrats d'engagement rochelais identifiés par Gabriel Debien, les mêmes que nous avons utilisés pour cette analyse. Il a ainsi retenu 570 contrats entre 1632 et 1662. Pour la période 1640-1662, nous avons pris personnellement en considération 149 contrats, soit un peu plus du quart des engagements sélectionnés par M. Trudel.

rochelaises permet néanmoins de constater que les engagements spécialisés ne se différencient pas, sur cet aspect, de ceux retenus spécifiquement pour cette étude.

Les contrats d'engagement rochelais se caractérisent donc par une très forte homogénéité en ce qui concerne leur durée, une uniformité que nous ne retrouvons pas dans les contrats canadiens.

5-2-2 Les contrats d'engagement canadiens

Sur le plan de la durée, les contrats canadiens se distinguent doublement de ceux relevés à La Rochelle. D'une part, ils sont nettement moins homogènes ainsi que nous pouvons le vérifier à partir du tableau (tableau 5.2). Mis à part ceux contractés à Trois-

Tableau 5.2 – Répartition des contrats d'engagement canadiens suivant leur localisation et leur durée³⁶

Durée Localisation	Moins d'un an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans et plus	Indéterminée	Total
Québec	264	200	48	80	13	44	16	7	11	9	20	18	730
Montréal	97	148	25	54	10	10	5	4	4	7	25	12	401
Trois-Rivières	40	22	6	2	-	1	-	-	-	-	2	3	76
Total	401	370	79	136	23	55	21	11	15	16	47	33	1207

Source : actes notariés canadiens

³⁶ Les contrats de 13, 16 et 18 mois sont classés dans la catégorie des engagements signés pour une durée de un an. Notons que nous n'avons relevé que cinq cas de ce type dont quatre à Québec et un seul à Montréal. Nous n'avons pu déterminer la durée du contrat lorsque nous avons affaire à des individus engagés jusqu'à la fin de leurs jours, ou jusqu'au décès de leur maître (13 contrats en tout), mais aussi dans le cas des jeunes filles placées par leurs parents jusqu'à ce qu'elles soient pourvues par mariage ou autrement (11 contrats) dont un concerne un jeune garçon : *ANQM*, contrat du 1^{er} août 1710, greffe Adhémar). En ce qui concerne les jeunes garçons mis en service également par leur famille, nous avons pu déduire assez facilement la durée de leur contrat, le notaire précisant d'ordinaire l'âge de l'engagé ainsi que l'âge à partir duquel il pouvait quitter son service. Dans certains cas, il arrive que le notaire indique que l'engagé devait travailler « jusqu'à la fin des travaux » (contrat du 2 juin 1694, greffe Adhémar) ou encore « autant de temps que les partis le voudront » (*ANQQ*, contrat du 1^{er} décembre 1708, greffe Jacob). Dans ces conditions, nous n'avons pu déduire la durée exacte de ces engagements et nous les avons placés dans la catégorie « indéterminée ».

Rivières où la durée des engagements ne dépasse pas une année, à quelques exceptions près, les contrats ratifiés à Montréal et à Québec varient de quelques mois seulement à plus d'une dizaine d'années. D'autre part, la durée de l'embauche est, dans l'ensemble, beaucoup plus courte que celle des engagements rochelais. En effet, 81.5% des contrats canadiens ont été signés pour des périodes de trois ans et moins. Ceux de quelques mois et d'une année rassemblent, à eux seuls, près de 65% des engagements du corpus³⁷. Précisons ici que les marchés de moins d'un an concernent presque exclusivement les hommes puisque sur les 401 contrats signés pour quelques mois, un seul regarde une domestique³⁸. Ces contrats de courte durée répondent à des besoins saisonniers et se concentrent particulièrement durant la période des semences et des récoltes. La description des tâches, auxquelles les maîtres projettent d'employer leurs domestiques y est généralement plus détaillée que dans les contrats de plus longue durée, et renvoient aussi bien aux défrichements ou aux coupes de bois qu'à l'agriculture en général (labours, semences, récoltes, battage et vannage de grains, etc.)³⁹. Ces engagements à court terme ne concernent bien sûr que la main-d'œuvre locale. Il va sans dire qu'il aurait été illogique de faire venir des engagés de France pour de si courtes périodes. Pour ce qui est des engagements de plus longue durée, nous remarquons au même titre que les contrats rochelais, qu'ils demeurent dans l'ensemble beaucoup plus avantageux pour les employeurs. Sur 188 contrats de quatre ans et plus, 161 concernent effectivement des mineurs placés par leurs parents en qualité de domestique, une main-d'œuvre qui, rappelons-le, ne coûte pas trop cher aux maîtres qui les accueillent⁴⁰. Ces enfants travaillent généralement jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge convenu entre les deux parties contractantes au moment de leur engagement. À cet égard, nous connaissons cette information pour 262 des 340 mineurs, et, en général, il ne semble pas y avoir d'âge réglementaire fixant l'échéance de leur contrat. Nous pensions que la plupart quittaient leurs fonctions à 18 ans,

³⁷ Signalons que 63.5% des contrats signés à Québec sont d'une année ou moins. À Montréal, la proportion des engagements de ce type est sensiblement la même (61%). En revanche, elle est de plus de 80% à Trois-Rivières. Ajoutons que nous avons relevé une trentaine de contrats d'un mois seulement.

³⁸ ANQQ, contrat du 5 novembre 1677, greffe Rageot.

³⁹ Sur toute la question du métier de domestique dans la colonie, nous renvoyons le lecteur au deuxième chapitre de la thèse.

⁴⁰ Trente de ces 161 embauches mentionnent des salaires en argent monnaie, gages qui ne dépassent toutefois pas les 10 livres par année, en dehors de quelques cas. Les autres obtiennent seulement leur entretien et leur nourriture en échange de leurs services et des vêtements neufs, parfois une taure, à la fin de leur temps.

ce qui est le cas au XVIII^e siècle ainsi que l'a démontré Daniel Lépine⁴¹, or, 42 mineurs seulement travaillent jusqu'à cet âge et plus de la moitié de ces 262 enfants (61%) achève leur service avant leur 18^{ème} anniversaire. En ce qui concerne les jeunes filles en particulier, nous savons que quelques-unes d'entre elles, 10 sur 102 très exactement, demeuraient en service jusqu'à ce qu'elles soient « pourvues par mariage ou autrement »⁴². Les 27 contrats de quatre ans et plus qui restent à observer concernent des adultes qui s'engagent de leur propre gré à un maître pour une durée généralement inférieure à cinq ans⁴³. À ces 27 embauches, il conviendrait d'ajouter encore 13 contrats, placés dans la catégorie « indéterminée » du tableau, dans lesquels 14 personnes se mettent au service d'un maître jusqu'à la fin de leurs jours ou jusqu'au décès de leur employeur. Exception faite de ces cas particuliers, les contrats les plus longs demeurent toutefois le fait des mineurs placés par leurs parents. Le record revient à Pierre Niel, jeune garçon âgé de seulement 4 ans, mis en service par sa mère chez Jean-Baptiste Couture, habitant de l'île Saint-Laurent, jusqu'à son 24^{ème} anniversaire⁴⁴. En général, il ressort de cette enquête que plus le mineur est jeune, plus la durée de son service est longue mais cette règle n'est pas pour autant systématique. Par exemple, Madeleine Clément, 10 ans, et Marie-Jeanne Bouchard, 9 ans, ne furent placées par leurs parents respectifs que pour une année seulement⁴⁵.

Quelle que soit leur durée, certains jours de l'année marquent la fin des contrats dans la colonie et, comme en France, les dates d'échéances des engagements coïncident souvent

⁴¹ D. Lépine, *La domesticité juvénile à Montréal pendant la première moitié du XVIII^e siècle, 1713-1744*, Thèse de M.A. (Histoire), multigr., Université Sherbrooke, 1983, p.56-58.

⁴² Les 161 contrats qui nous intéressent ici représentent environ la moitié (48%) des engagements d'enfants (336 contrats). Précisons que les plus jeunes à avoir été placés par leurs parents n'ont même pas 5 ans. C'est le cas notamment de Joseph Rouille, 2 ans, mis en service par sa mère jusqu'à ses 18 ans chez Pierre Roy, habitant de la prairie Saint-Lambert (contrat du 27 juillet 1710, greffe Adhémar) ou encore de Pierre Albin, 2 ans, placé par son père jusqu'à l'âge de 17 ans chez Jean-Baptiste Pottier, notaire de Montréal (ANQM, contrat du 29 octobre 1688, greffe Adhémar). Le plus vieux à avoir été placé de la sorte concerne Jacques Genet, 22 ans, mis en service par son père pour une année chez un dénommé Prat à Québec (ANQQ, contrat du 1^{er} novembre 1697, greffe Rageot de Saint-Luc).

⁴³ Quelques particularités : Louis Coutansin, Antoine Leroux, Martial Dubois ou encore Guillaume Hubou furent embauchés pour une période de six ans : voir les contrats du 31 octobre 1684, du 10 septembre 1686 (ANQQ, greffe Rageot), du 8 janvier 1699 (ANQM, greffe Adhémar) et du 17 janvier 1644 (ANQQ, greffe Tronquet). Marin Duru s'engagea quant à lui pour une période de 12 ans à Jean-Amador de Godefroy (ANQTR, 8 février 1677, greffe Ameau dit Saint-Séverin).

⁴⁴ ANQQ, contrat du 27 octobre 1694, greffe Chambalon.

⁴⁵ ANQQ, contrats du 23 octobre 1678 (greffe Rageot) et du 5 septembre 1685 (greffe Duquet de Lachesnaye).

avec l'embauche de nouveaux domestiques⁴⁶. Les fêtes religieuses sont, à cet égard, souvent utilisées. Quatre reviennent plus particulièrement dans les contrats et se situent généralement durant la période automnale : la Toussaint, célébrée le 1^{er} novembre, est la fête la plus souvent citée (66 contrats) ; suivent ensuite la Saint-Jean (29 contrats), la Saint-Michel (27 contrats), et la Saint-Martin (25 contrats). D'autres célébrations marquent également la fin ou le début de quelques engagements mais dans une moindre mesure que celles que nous venons de présenter⁴⁷. En temps normal, le contrat du domestique commence le jour même de son enregistrement chez le notaire et se termine à pareil jour le temps de son engagement accompli. Il peut néanmoins arriver que l'entrée en fonction de l'employé précède la signature de son contrat. C'est le cas, entre autres, de Jean Harel. En effet, bien qu'il ait débuté son service chez Claude Houssart le 19 octobre 1668, son engagement ne fut officiellement conclu qu'environ trois semaines plus tard, soit le 19 octobre⁴⁸. Nous pouvons ici nous interroger sur les raisons qui motivèrent ces maîtres à passer un contrat en bonne et due forme quelques jours, voire quelques mois, après avoir recruté leur personnel. Il se peut que l'employeur n'ait tout simplement pas eu le temps ou l'occasion d'aller chez le notaire directement après avoir engagé son domestique. Il est possible aussi qu'il ait décidé, après réflexion, de consigner devant notaire les clauses de l'engagement qu'il avait passé au préalable de vive voix avec son domestique et ce, uniquement pour prévenir tous malentendus entre eux. Les deux hypothèses ne sont pas à exclure et nous essayerons de revenir particulièrement sur la deuxième dans le cadre du dernier chapitre. Inversement, il n'est pas rare non plus qu'une embauche débute quelques jours voire quelques mois après que le contrat ait été ratifié. Par exemple, quand Mathurin Greslier s'engage le 30 avril 1673, pour deux années, au service de Jean Hamel, le notaire Latouche précise qu'il ne commencera à travailler pour son maître qu'à compter du 1^{er}

⁴⁶ R.L. Séguin, *La civilisation traditionnelle de l' "habitant" aux 17e et 18e siècles*, Montréal, Fides, 1967, p.238-252.

⁴⁷ Citons notamment les fêtes de la Saint-Rémi (15 contrats), de la Circoncision (8 contrats), de Pâques (8 contrats), de l'Épiphanie (7 contrats) ou encore de la Chandeleur (5 contrats).

⁴⁸ *ANQTR*, contrat du 19 octobre 1668 (greffe Latouche), présenté à l'annexe 17. De la même manière, quand François Dutertre s'engagea au service des ursulines de Québec, le notaire Chambalon mentionna que les trois années de service du domestique avaient commencé le 16 novembre dernier, soit presque cinq mois avant la signature du contrat : *ANQQ*, contrat du 8 mars 1695, greffe Chambalon.

juillet 1673 seulement⁴⁹. Là encore, nous pouvons nous demander pourquoi les employeurs s'y prennent autant à l'avance pour réserver leurs domestiques. Craint-on de manquer de main-d'œuvre dans la colonie, ou est-ce simplement parce que les domestiques qu'ils tiennent à engager sont déjà en service chez un autre maître, ou temporairement indisponible pour une raison ou une autre, au moment de la signature du contrat? Les deux hypothèses peuvent être envisagées mais il demeure difficile, voire impossible, de déterminer les raisons exactes de ces engagements « anticipés ».

En terminant, si nous analysons la répartition dans le temps des engagements canadiens suivant leur durée (tableau 5.3), nous constatons globalement que le nombre de

Tableau 5.3 – Répartition des contrats d'engagement canadiens par tranches décennales et suivant leur durée

Durée Années	Moins de 1 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans et plus	Indéterminée	Total
1640-1650	6	7	6	2	-	1	1	-	-	-	-	-	23
1651-1660	15	5	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	22
1661-1670	74	36	10	8	1	1	1	-	1	-	1	3	136
1671-1680	151	99	14	21	3	2	2	-	1	2	7	6	308
1681-1690	113	96	15	41	7	29	6	2	1	6	8	9	333
1691-1700	23	66	22	38	7	9	5	3	7	3	17	5	205
1701-1710	19	61	12	25	4	13	6	6	5	5	14	10	180
Total	401	370	79	136	23	55	21	11	15	16	47	33	1207

Source : Actes notariés canadiens

contrats de trois ans et moins augmente de manière à peu près constante entre la première et la quatrième décennies de la période étudiée. Ceux de quatre ans et plus apparaissent en revanche très peu répandus, du moins jusqu'à la fin des années 1660. Inversement, à partir du début des années 1680, nous remarquons que les engagements de courte durée tendent à diminuer⁵⁰, tandis que ceux de quatre ans et plus se multiplient dans l'ensemble, et de

⁴⁹ Le contrat est présenté à l'annexe 17. Autre exemple : Philippe Boucher engagea Raymond Terrene bien avant qu'il ne travaille pour lui. Le contrat fut en effet signé le 29 mars 1695 (ANQQ, greffe Chambalon), mais le notaire souligne que l'engagé n'entrera dans ses fonctions qu'à compter du 15 octobre 1695, soit plus de six mois après l'enregistrement de son contrat. Notons également que les contrats d'ensemencement relevés dans les minutes canadiennes ont, la plupart du temps, été effectués bien avant la période des semences proprement dite qui se tient habituellement en mai.

⁵⁰ Les contrats de quelques mois en particulier déclinent de manière drastique dès le début des années 1690. Précisons néanmoins que comparativement aux autres catégories de contrats, leur proportion commence à baisser à partir des années 1660

manière à peu près régulière, jusqu'à la fin de la période étudiée. Ces deux variations se justifient facilement en considérant à nouveau la méthode de recrutement des domestiques et l'évolution de la composition de ce groupe. Nous avons présumé précédemment qu'à compter justement des années 1680, les employeurs engageaient principalement leur main-d'œuvre sans passer devant le notaire car, à partir de cette période, et même un peu avant comme nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain chapitre, les domestiques recrutés commencent à provenir davantage de la colonie que de l'étranger. Ces observations nous permettent de conclure que les employeurs embauchent oralement leurs serviteurs spécialement lorsqu'ils ne les sollicitent que pour de courtes périodes. À l'inverse, si l'engagement dépasse plusieurs années, les maîtres recourent davantage aux services d'un notaire et signent un contrat en bonne et due forme. Ce constat apparaît d'autant plus logique que la main-d'œuvre concernée par ce type d'embauche est, nous l'avons vu, principalement composée de mineurs placés par leurs parents. Les responsabilités incombant à celui qui prend un enfant à son service sont évidemment plus grandes que celles afférentes à l'engagement d'un adulte et justifient sans doute, en bonne partie, le recours au service du notaire. En outre, comme il n'est pas rare que des parents retirent leur enfant avant la fin de leur temps sans l'autorisation préalable de l'employeur ainsi que nous le voyons dans le dernier chapitre, le maître avait tout intérêt à consigner par écrit, devant notaire, les clauses de l'engagement de son jeune serviteur pour mieux parer à toute éventualité. Mais ne nous leurrions pas : la signature d'un contrat ne constitue pas pour autant la garantie d'une association réussie, pas plus d'ailleurs que l'embauche de gré à gré, même si cette dernière peut supposer une relation de confiance ou de connaissance préalable entre l'employeur et son domestique. Là encore, nous y revenons dans le dernier chapitre, les nombreux conflits relevés dans les archives judiciaires entre les maîtres et leurs domestiques tendent à démontrer que les rapports entre les deux groupes n'ont pas toujours été harmonieux et cela, que les engagements aient été conclus par simple entente verbale ou officiellement devant un notaire.

Pour résumer, retenons que les contrats canadiens se distinguent sur deux aspects des contrats français, dont la quasi-totalité se borne, rappelons-le, à trois années de service uniquement. D'une part, ils sont dans l'ensemble beaucoup plus courts, car nombre d'entre

eux ont été signés pour des périodes d'un an et moins. D'autre part, ils sont nettement plus hétérogènes puisqu'ils varient, selon les cas, de quelques mois seulement à plus de cinq, voire dix années. Cependant, les engagements canadiens et français ne divergent pas uniquement sur la question de la durée du service. Ils se distinguent également lorsque nous examinons une autre clause inhérente à tous les contrats d'engagement : le salaire.

5-3 Le salaire des domestiques

Selon Jean-Pierre Poussou, « les salaires sont un des domaines difficiles de l'histoire de l'Ancien Régime. D'une part, pendant longtemps les sources sont très éparses et il n'est pas possible de constituer des séries [...]. D'autre part, beaucoup de travaux et d'activités sont rémunérés en nature, ce qui ne permet pas le plus souvent de les évaluer »⁵¹. Si pour l'étude qui nous intéresse ici, la première observation vaut surtout pour les gages des engagés immigrants, la seconde en revanche concerne davantage la main-d'œuvre locale, recrutée directement dans la colonie. Afin de tenir compte de ces réalités et de mettre en valeur les divergences entre les contrats français et canadiens, nous présentons de manière distincte les modalités de paiement des engagés immigrants, d'une part, et des engagés canadiens, d'autre part. Précisons également que, dans la mesure où les gages offerts par les employeurs ne sont pas nécessairement identiques lorsque plusieurs domestiques sont recrutés par un même contrat, nous avons décidé d'organiser notre étude non pas en fonction des contrats, mais plutôt en fonction des engagés⁵².

5-3-1 Le salaire des engagés rochelais

5-3-1-1 Modalités des paiements : aperçu général

Les 262 contrats d'engagement relevés dans les minutes notariales rochelaises concernent 319 engagés. Ainsi que nous pouvons le vérifier à partir du tableau (tableau

⁵¹ J.-P. Poussou, « Salaires » dans L. Bély (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien régime : royaume de France, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, PUF, 2002, p.1118.

⁵² Par exemple, lorsque François Péron recrute à La Rochelle sur un même contrat 15 engagés nous remarquons que les salaires varient selon ces personnes de 30 à 84 livres tournois par année (ADCM, contrat du 10 avril 1657, greffe Cherbonnier).

5.4), nous connaissons le salaire de 307 d'entre eux⁵³. Cinq seulement s'engagent *sans prétention d'aucune chose* mis à part leur nourriture et leur entretien, *en linges et en hardes*, durant toute la durée de leur service⁵⁴. Deux autres sont rémunérés partiellement en nature⁵⁵. Enfin, la très grande majorité sur laquelle repose notre analyse, soit 300 engagés,

Tableau 5.4 – Distribution des engagés rochelais selon leur salaire annuel⁵⁶

Salaire annuel	Nombre d'engagés
Moins de 30#	2
de 30 à 49#	21
de 50 à 69#	82
de 70 à 79#	144
80# et plus	51
En livres et en marchandises	2
En nature uniquement	5
Indéterminé	12
Total	319

Source : Actes notariés rochelais

⁵³ Cette étude porte donc sur 251 contrats. Nous ignorons le salaire de 12 domestiques seulement (11 contrats). Pour trois d'entre eux, le notaire laisse tout simplement un blanc dans leur contrat au lieu d'indiquer le montant des gages qui leur seront versés à la fin de chacune de leurs trois années de service (*ADCM*, contrats du 1^{er} et du 2 mai 1662, greffe Teuleron). Pour les dix autres, nous n'avions à notre disposition qu'un résumé de leur contrat qui ne mentionnait malheureusement pas cette information.

⁵⁴ Il s'agit de Charles Narp, recruté par Pierre Sadot et Henri Desmoulins (*ADCM*, contrat du 16 mai 1658, greffe Teuleron), de Pierre Moreau et d'André Trejault, tous deux engagés par Jeanne Mance (*ADCM*, contrat du 12 juin 1659, greffe Demontreau), de Bernard Capela recruté par Jean Peyré (*ADCM*, engagement du 1^{er} juillet 1699, greffe Rivière et Soulard), et enfin de Jacques Delaval embauché par Pierre Plassan (*ADCM*, contrat du 6 juillet 1708, greffe Rivière et Soulard). Notons que Jacques Delaval n'aura pas à se préoccuper du blanchiment de son linge puisqu'il sera à la charge de son employeur d'après son contrat.

⁵⁵ Il s'agit de Côme Gilbert et de Jean Bouclier, tous deux garçons de service engagés pour trois ans à l'emploi respectivement de Charles Pauperet et de Jean Lagrange, tous deux marchands de Québec, en échange de 60 livres argent de France, soit 75 livres canadiennes, et *un habit complet par chacun an de gratification*, pour le premier, et de 50 livres argent de France, soit 62 livres 10 sols canadiens, ainsi qu'un habit complet par année également pour le second. Notons que les deux engagés seront également nourris aux frais de leur employeur durant toute la durée de leur engagement (*ADCM*, contrats du 12 et 15 juin 1699, greffe Rivière et Soulard). Dans la mesure où nous ne pouvons évaluer l'habit en question, nous avons choisi de laisser de côté ces deux cas dans l'analyse qui suit.

⁵⁶ Pour la plupart des engagés, le salaire demeure annuellement le même durant toute la période de leur engagement, sauf pour trois individus (*ADCM*, contrats du 13 mai 1648, greffe Teuleron, du 28 avril 1655, greffe Labeville, et du 10 avril 1657, greffe Cherbonnier). Nous avons donc calculé le montant total de leur salaire et l'avons divisé par le nombre d'années durant lesquelles ils devaient demeurer au service de leur maître.

est payée en espèces uniquement, c'est-à-dire en argent monnaie du Canada⁵⁷. La fourchette de leur salaire varie de 25 à 140# par année. Le plus gros contingent touche annuellement entre 70 et 79# et, globalement, nous remarquons que, dans plus de 80% des cas, le revenu annuel des engagés n'excède pas 79#. En complément de leurs gages, la plupart de ces travailleurs (86.5%) étaient également nourris aux frais de leur employeur durant toute la durée de leur service, et parfois même dès le premier jour de la traversée pour la colonie (23%) ou de leur recrutement à La Rochelle (10%)⁵⁸. Suivant les contrats, certains maîtres avaient aussi la charge de leur fournir des vêtements durant le temps de leur engagement mais aussi de les héberger⁵⁹. La clause sur le gîte est toutefois indiquée dans les contrats de 33 individus seulement. Vu les conditions coloniales, il apparaît peu probable que tous les autres aient été contraints de se loger par leurs propres moyens. En effet, nous voyons mal comment tous ces engagés auraient pu coucher ailleurs que chez leur maître, d'autant qu'ils arrivaient tous, à moins d'exceptions, en terre inconnue, et que la majorité allait travailler au service des habitants à la campagne. Par conséquent, si cette mention n'apparaît pas systématiquement dans les contrats, c'est sans doute parce qu'elle devait aller de soi pour le notaire et les parties contractantes. En étant logés et nourris, les engagés pouvaient espérer épargner une bonne partie de leur salaire après leur temps dans la colonie si, bien sûr, ils

⁵⁷ Exclusion faite des deux contrats précédents, nous avons identifié deux autres engagements dans lesquels le notaire précisait que les quatre engagés concernés seraient payés au Canada en « livres argent de France ». Nous avons donc majoré leurs gages de 25% afin qu'ils puissent correspondre à la même valeur monétaire que celle de tous les autres salaires figurant dans le tableau (*ADCM*, contrats du 30 juin 1688 et du 9 juillet 1704, greffes Rivière et Soulard). Rappelons, en effet, qu'un écu français équivaut à 4 livres canadiennes (3 livres françaises), qu'une livre vaut 20 sols et qu'un sol revient à 12 deniers. Ainsi que le mentionnait L. Dechêne, « dès les débuts de la colonie, les espèces monétaires qui d'aventure y sont apportées, circulent pour 133 1/3% de leur cours en France » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.131. Ceux qui partaient travailler dans la colonie étaient-ils conscients de cette dévaluation ? N'était-ce pas là un bon moyen pour les employeurs de tromper leurs engagés au moment de les recruter, en leur promettant des salaires qu'ils ne toucheront jamais à leur juste valeur ? La question mérite d'être posée même s'il semble difficile d'y répondre. Nous n'avons, en effet, relevé aucune plainte relative à ce problème dans les archives judiciaires de la colonie.

⁵⁸ Sur ces 300 engagés, 260 sont nourris pendant toute la durée de leur service. Parmi eux, 69 sont entretenus dès le premier jour de la traversée et 30 dès l'instant où ils sont recrutés à La Rochelle, parfois avant même la signature de leur contrat. Voir par exemple les contrats du 19 et 29 juin 1655 ou encore du 8 juillet de la même année (*ADCM*, greffe Cherbonnier).

⁵⁹ Toujours sur la base de 300 engagés, nous savons que 40 d'entre eux auront à régler leurs propres frais de subsistance et d'entretien en déduction de leur salaire. Nous avons vu que 260 engagés n'auraient à régler en revanche aucune dépense pour leur nourriture pendant tout le temps de leur engagement. Parmi eux, deux seront pourvus en vêtements ; un autre sera *nourry, logé, blanchy et entretenu d'habits convenablement*, aux frais de son employeur jusqu'à la fin de son contrat. Notons toutefois que plus l'engagé jouit de ce genre d'extra, moins son salaire est élevé. Dans le dernier exemple, l'engagé ne gagne notamment que 45# par année (*ADCM*, contrat du 9 juillet 1704, greffe Rivière et Soulard).

n'avaient pas été dépensiers. Dans l'ensemble cependant, comme le mentionnait Louise Dechêne, « le Canada les a aguerris et dégourdis, mais ne les a pas enrichis »⁶⁰.

La grande majorité de ces recrutés est rémunérée au terme de chaque année que dure leur engagement⁶¹, mais il arrive parfois que quelques-uns recouvrent une partie de leurs gages après seulement la fin de leur contrat et leur retour dans la métropole. Dix-sept engagés sont ici concernés (16 contrats). C'est le cas notamment de Jean Bidet, laboureur, recruté en 1642 par Antoine Cheffault, sieur de la Renardière et marchand de La Rochelle. En échange de son travail, qu'il devait rendre pendant trois années consécutives, son maître promettait de lui payer 75# par année et s'obligeait de lui régler le prix des deux dernières années de son service immédiatement après son retour en France, déduction faite des avances qu'il aurait reçues durant son séjour dans la colonie⁶². À cet égard, nous pouvons nous demander ce qui allait réellement rester à ces travailleurs une fois leur engagement terminé car, dans la plupart des cas, soit pour 12 engagés très exactement, leur entretien (nourriture, habillement, etc.) n'était pas inclus dans leur contrat. Si nous considérons, comme Louise Dechêne, que la nourriture d'un engagé coûte, à elle seule, 60# par année, au moins 100# selon Gervais Carpin, tout laisse croire que les gages de ces 12 engagés, qui variaient de 36 à 80# par année, allaient être lourdement hypothéqués au moment de l'affranchissement⁶³. Mis à part ces cas, les engagés pouvaient aussi exiger qu'une partie de leurs gages soit versée en France à un tiers, souvent un membre de leur propre famille, auquel ils avaient donné procuration avant leur départ pour la colonie. Par exemple, lorsque Jean Sauvaget s'engagea pour trois ans, en échange de 75# par année, pour le compte de la Compagnie générale de la Nouvelle-France, il réclama que les deux tiers de son salaire, l'équivalent de deux années de service, soient versés par demi-année à sa femme, Anne Dupuy, restée à La Rochelle, déduction faite de ce qui lui aurait été payé dans la colonie⁶⁴. Nous avons identifié 24 contrats, comprenant celui que nous venons de présenter, dans lesquels 26 engagés donnaient chacun procuration à une personne, clairement identifiée dans la moitié des cas, afin qu'elle puisse toucher une partie de leur salaire. Ainsi que l'a

⁶⁰ L. Dechêne, *op. cit.*, p.73.

⁶¹ Nous avons relevé cependant un contrat dans lequel trois engagés, recrutés par Médart Chouard, allaient recevoir les gages de leur première année dès leur arrivée à Québec (ADCM, contrat du 17 juin 1666, greffe Moreau).

⁶² ADCM, contrat du 9 avril 1642, greffe Teuleron.

⁶³ L. Dechêne, *op. cit.*, p.64 et G. Carpin, *op. cit.*, p.304.

⁶⁴ ADCM, contrat du 6 avril 1642, greffe Teuleron.

déjà démontré Gervais Carpin, les bénéficiaires de ces procurations sont généralement les femmes des engagés, ce qui est le cas pour 10 de ces 26 travailleurs. Nous avons aussi relevé un contrat dans lequel l'engagé demandait que les deux tiers de son salaire soit versés au bout de six mois à sa fille, demeurée à La Rochelle, en déduction, là encore, de ce qu'il recevrait dans la colonie⁶⁵. En ce qui concerne les autres bénéficiaires, même si nous connaissons l'identité de trois d'entre eux, nous ignorons le lien exact qui les unissait aux engagés mais, pour que ces derniers acceptent de leur donner ainsi procuration, il fallait au moins qu'un lien de confiance existe entre les deux. Notons que, dans un cas, la procuration concernait spécifiquement le remboursement d'une dette ; Claude Houssart autorisait ainsi à verser les 32# qui restait à lui payer sur la première année de son contrat à Marie Bardon, femme de Nicolas Garnier « pour pareille somme que lui doit ledit Houssart »⁶⁶. Mais ces sommes allaient-elles réellement être versées aux personnes ainsi nommées procureurs ? Nous pouvons en douter car la plupart de ces engagés, 21 sur 26 exactement, avaient à payer leurs propres frais de subsistance et d'entretien dans la colonie. Contrairement à ce que prétend Gervais Carpin, avec des gages rarement supérieurs à 75# par année, nous voyons mal comment les salaires auraient pu être dépensés en France par les bénéficiaires de ces procurations, puisque que tout laisse penser qu'ils étaient en grande partie consommés durant le séjour des engagés au Canada⁶⁷.

5-3-1-2 Moyenne des salaires et explications des disparités

Il est facile de totaliser ces 300 salaires et d'en donner la moyenne : elle est de 69#. Au même titre que celle calculée par Gervais Carpin pour l'ensemble des engagés rochelais identifiés entre 1633 et 1662, et estimée à 91#, « cette moyenne n'est rien de plus qu'un résultat mathématique auquel on ne peut donner aucun sens intelligible. Trop de facteurs interviennent pour qu'un salaire inscrit dans un contrat corresponde toujours à une valeur

⁶⁵ *ADCM*, contrat du 8 avril 1642, greffe Teuleron.

⁶⁶ *ADCM*, contrat du 11 avril 1642, greffe Teuleron.

⁶⁷ G. Carpin, *op. cit.*, p.311-313.

représentative d'un métier, d'une période ou d'un recruteur »⁶⁸. De plus, le caractère fragmentaire de la documentation rochelaise ne nous permet pas d'interpréter les variations annuelles de cette moyenne. Nous n'avons, en effet, relevé aucun salaire certaines années et particulièrement entre 1690 et 1710, période durant laquelle nous ne connaissons les gages que de 12 engagés seulement. Une chose est sûre cependant : la cause des disparités des gages inscrits dans les contrats « ne fut pas l'inflation des salaires puisqu'elle fut quasi inexistante. Bien sûr le pouvoir d'achat des salariés fluctua mais en relation avec une période de crise ou non plutôt que par un phénomène d'inflation ou de déflation »⁶⁹. Dans ces conditions, comment expliquer les écarts de salaires de ces 300 engagés sachant, de plus, qu'ils ont tous été recrutés comme gens à tout faire ?

Les gages les plus bas s'expliquent en partie par le sexe. En effet, dans les 34 contrats qui offraient des salaires de 50# et moins, figurent 11 des 12 femmes engagées en qualité de servante. La seule à gagner plus de 50# est une dénommée Elisabeth Lafond, 36 ans, recrutée par Pierre Lemoine, sieur d'Iberville, pour servir durant trois ans l'épouse de son maître en échange de 60# par année⁷⁰. À l'inverse, parmi les 288 hommes payés en espèces dans la colonie, 30 seulement gagnaient un salaire inférieur ou égal à 50# par année. Nous pouvons en conclure que les engagés masculins sont donc proportionnellement beaucoup moins nombreux que les femmes à toucher des gages aussi modiques. Le calcul de la moyenne des salaires selon le sexe de l'engagé est encore plus probant, même si le nombre de femmes identifiées dans les contrats n'est en rien comparable à celui des hommes. À titre indicatif, nous pouvons retenir que les servantes touchent en moyenne 42# 5s par

⁶⁸ G. Carpin, *op. cit.*, p.301-303. Précisons que pour la même période, le salaire moyen des engagés non spécialisés est de 68# par année, soit nettement moins élevé que celui calculé par G. Carpin pour l'ensemble des recrutés. Notons également que, selon lui, « la moyenne des salaires offerts aux engagés par les marchands Pierre Gaigneur, Antoine Grignon, Jacques Mousnier, Jacques Pépin, Arnauld Péré et leurs associés, était de 67 livres tournois par année [...]. Les autres recruteurs, tant les Associés de l'île de Montréal, que la Communauté des habitants ou les colons en tant que recruteurs individuels offraient un salaire moyen de 75 livres et la Compagnie de la Nouvelle-France offrait 85 livres ». D'après les calculs effectués pour l'étude, la moyenne des salaires versés par les marchands rochelais aux engagés sélectionnés entre 1640 et 1710 était de 69# par année. Les autres recruteurs offraient un salaire moyen de 68# 10s et la Compagnie de la Nouvelle-France ainsi que la Compagnie des Indes Occidentales offraient respectivement 70 et 69# en moyenne à leurs recrutés. Ces résultats viennent ici quelque peu contredire l'affirmation de G. Carpin dans la mesure où la moyenne générale calculée pour l'ensemble des engagés retenus pour cette étude est, dans l'ensemble, assez comparable avec celles des salaires offerts par les recruteurs.

⁶⁹ G. Carpin, *op. cit.*, p.301.

⁷⁰ ADCM, contrat du 26 avril 1696, greffe Rivière et Soulard. Nous connaissons l'âge de 9 de ces 12 femmes. Huit d'entre elles n'ont même pas 24 ans. La plus âgée, Elisabeth Lafond, est celle qui est la mieux rémunérée.

année tandis que leurs homologues masculins perçoivent près de deux fois plus, soit 70#. Les gages réservés aux servantes sont peut-être bas tout simplement parce que la demande pour les femmes est faible, ce qui expliquerait également leur petit nombre dans la colonie. Ceci dit, nous ne croyons pas que leur salaire aurait été plus élevé si elles avaient été plus nombreuses à émigrer au Canada en qualité de domestique. Comme nous le montrons un peu plus loin, le groupe des femmes recrutées directement au Canada est plus important que celui des engagées immigrantes, leur salaire n'en demeure pas moins toujours inférieur à celui des hommes.

L'âge peut également constituer un élément de variation des salaires. Nous ne connaissons cette information que pour 132 engagés seulement. Parmi eux, quatre sont rémunérés en nature, ou partiellement en nature. Ainsi, sur la base de 128 individus rétribués exclusivement en espèces, nous avons cherché à déterminer la moyenne des salaires selon la classe d'âges à laquelle ils appartenaient. Il ressort clairement que ceux de 20 ans et moins sont les moins bien payés (tableau 5.5). Ils touchent 57# par année en moyenne ce qui est bien au-dessous du salaire moyen de ces 128 recrutés, estimé à 66# 10s, comme de la moyenne générale évaluée précédemment pour l'ensemble des engagés.

Tableau 5.5 – Répartition des salaires selon l'âge des engagés

Âge des engagés	Nombre de salaires	Salaire moyen
20 ans et moins	45	57 livres
21-25 ans	52	68 livres
26-30 ans	14	82 livres
31-35 ans	5	74 livres
36-40 ans	7	72 livres
41-45 ans	2	78 livres
46-50 ans	3	77 livres
Total	128	66 livres 10 sols

Source : Acte notariés rochelais

En revanche, nous remarquons que le salaire moyen s'élève dans la catégorie des 21-25 ans et atteint son sommet dans celle des 26-30 ans. Ensuite, il décline légèrement pour stagner autour de 75#, mais il convient de considérer ces derniers calculs avec circonspection. En effet, le nombre de salaires connus chez les plus de 30 ans est extrêmement faible comparativement à celui des engagés moins âgés. Aussi, les moyennes calculées pour

chacune des quatre dernières classes d'âge du tableau paraissent-elles nettement moins fiables et représentatives du groupe qu'elles représentent, que celles évaluées chez les moins de 30 ans.

Quoiqu'il en soit, si les engagés de plus de vingt ans touchent globalement des salaires supérieurs aux plus jeunes, l'âge n'explique qu'en partie les bas salaires car les résultats que nous venons de présenter cachent bon nombre d'exceptions pour lesquelles nous n'avons aucune explication⁷¹. Pourquoi, par exemple, les salaires de Jacques Pifray et de Mathurin Gouin varient-ils du simple au double alors qu'ils sont tous deux du même âge (22 ans) et embauchés par le même employeur pour une durée de trois ans⁷² ? Comment se fait-il que les gages de Jean Basset, 17 ans, soient supérieurs à ceux de Jean Bonnet, âgé de 25 ans⁷³ ? De la même manière, pourquoi Isaac Lallement, 16 ans, fut-il embauché en échange de 60# par année alors que Mathurin Rousseau, 18 ans, a été engagé pour un salaire annuel de 30# seulement⁷⁴ ? Ces questions valent également lorsque nous tenons compte des « professions » déclarées par les engagés au moment de la signature de leur contrat. Le critère professionnel a joué sur les écarts entre les salaires selon Marcel Trudel et Gervais Carpin⁷⁵. Nous ignorons cependant pour quelles raisons les *garçons de service*, les *laboureurs* ou encore les *journaliers* ont reçu, chacun dans leur catégorie, des gages aussi diversifiés. Les appointements des garçons de service, dont la moyenne est de 86# par année, soit presque aussi élevée que celle des métiers de la construction, varient de simples rétributions en nature à 140# par année. Ce dernier salaire est d'ailleurs le plus élevé parmi tous ceux relevés dans les contrats d'engagement rochelais. Il revient à un dénommé

⁷¹ Notons ici que sur 26 engagés de 16 à 18 ans, au sein desquels figurent deux femmes, neuf touchèrent moins de 50# par années, soit 34.5% de cet ensemble. Sur les 102 engagés de plus de 18 ans, parmi lesquels nous comptons neuf femmes, 11 seulement, dont huit femmes et trois hommes, reçurent un salaire annuel inférieur à 50#, soit à peine 6% de ce groupe.

⁷² *ADCM*, contrat du 10 avril 1657, greffe Cherbonnier. Le premier touchera 40# par année alors que le second percevra 84# par année.

⁷³ Le premier gagnera 75# par année alors que le second recevra seulement 50# par année : *ADCM*, contrats du 22 mars 1657 (greffe Moreau) et du 20 juin 1687 (greffe Rivière et Soulard).

⁷⁴ *ADCM*, contrats du 14 mai 1658 (greffe Cherbonnier) et du 11 juin 1671 (greffe Teuleron).

⁷⁵ Seulement 119 engagés sur les 319 relevés pour cette recherche déclarent une profession, ou du moins une occupation, lors de la signature de leur contrat. Nous distinguons particulièrement trois groupes : les laboureurs (83 engagés), les journaliers (13) et enfin les garçons de service (7). Nous reviendrons en détails sur cette question dans le chapitre suivant. Rappelons ici que par catégorie, « les métiers de la santé, de la construction, du fer et de la mer furent les mieux payés, suivis de ceux de l'alimentation et des armes. Dans les catégories les moins payées figurent les métiers du textile, du cuir, les journaliers et manouvriers, les métiers de la forêt et, en bas de liste, les métiers de la terre et les cordonniers et tailleurs d'habits, les laboureurs à bras étant les moins payés de tous » : G. Carpin, *op. cit.*, p.303. Voir également M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, ...t.3, op. cit.*, p.64-65.

Vincent Arnou, 26 ans, engagé pour trois ans à Charles Aubert, sieur de Lachenaie⁷⁶. Les salaires des laboureurs, dont la moyenne annuelle est de 69#, varient quant à eux de 48 à 126# par année. Enfin, ceux des journaliers fluctuent de 60 à 90# par année. La moyenne annuelle de leurs appointements est évaluée à 70#. Outre ces considérations, nous remarquons, lorsque l'âge de l'immigrant est précisé, que les salaires les plus bas reviennent aux engagés les plus jeunes mais, là encore, cette règle est loin d'être systématique.

La variable du lieu de travail des engagés pourrait peut-être expliquer en partie les écarts entre les salaires de tous ces travailleurs. Comme Marcel Trudel le fit pour l'ensemble des engagés qu'il identifia entre 1632 et 1662, nous avons tenté de vérifier s'il y avait un avantage à s'engager pour l'un des points de peuplement plutôt que pour un autre. La différence entre les salaires de Québec et des Trois-Rivières et ceux de Montréal n'est pas insignifiante contrairement à celle observée par Marcel Trudel pour l'ensemble de son corpus⁷⁷ : à Québec et à Trois Rivières, le salaire moyen est de 69# 15s ; à Montréal, il est de 63# 10s. Cependant, la moyenne pour Québec a été calculée sur la base de 258 salaires alors que celle pour Montréal a été évaluée sur le pied de 33 appointements seulement. Cette différence pourrait justifier à elle seule l'écart observé entre le salaire moyen des engagés à destination de Québec et celui des recrutés en partance pour Montréal.

Ces exemples, ces interrogations et ces hypothèses nous rappellent « que dans ce domaine du recrutement, plusieurs variables interviennent en même temps ; tel adolescent peut être plus robuste qu'à l'ordinaire, tel ouvrier d'âge mûr peut paraître frêle ; et le marchandage peut bousculer bien des barèmes »⁷⁸. Mais, au-delà de ces suggestions, nous n'avons aucun indice qui nous permette d'étayer une hypothèse solide pour expliquer les exceptions, somme toute assez nombreuses, que nous avons présentées. Ainsi, même si le sexe et l'âge des engagés nous aident à mieux rendre compte, globalement, de la valeur de leurs appointements, ces variables ne sont, néanmoins, pas toujours suffisantes pour justifier le montant de leur salaire. Il en va de même en ce qui concerne leur lieu de travail. Quant à la constitution physique des engagés, aucun indice dans les contrats ne nous permet de vérifier son incidence sur les salaires même si nous savons pertinemment que parmi tous

⁷⁶ ADCM, contrat du 15 juin 1696, greffe Rivière et Soulard.

⁷⁷ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France...t.3*, op. cit., p.63-64.

⁷⁸ *Ibid.*

les engagés, il y a eu « plusieurs personnes inutiles au travail et défrichement des terres tant à cause de leur vieillesse infirmités naturelles [que de leur] maladie »⁷⁹. Ce constat général est un peu différent en ce qui concerne les gages des domestiques recrutés directement dans la colonie mais avant de nous y pencher, il nous reste encore à évoquer toute la question des avances perçues par les engagés avant de partir pour la colonie laurentienne. Il est d'usage en effet « que le recruteur verse, dès la signature du contrat, une portion du salaire afin que l'immigrant s'équipe ou laisse quelque chose à sa famille »⁸⁰.

5-3-1-3 Les avances

Au moment de leur embauche, près des trois quarts des engagés, soit 228 individus exactement, touchèrent une avance sur leur salaire. Comme l'explique Gervais Carpin, la signature du contrat « était en même temps une reconnaissance que cet argent avait déjà été versé en déduction du salaire de la première année »⁸¹. Nous savons que sur un salaire annuel moyen de 69# 5s, calculé sur la base des revenus de ces 228 immigrants, l'engagé touche immédiatement 36 livres, soit un peu plus de la moitié d'une année de salaire. Nous avons cherché à déterminer quelle était la proportion exacte de ces avances par rapport au salaire annuel de chacun de ces 228 engagés (tableau 5.6)⁸². Cette enquête montre que la très grande majorité d'entre eux, près des trois quarts, recevaient l'équivalent de la moitié d'une année de salaire au moment de leur engagement. Dix-sept seulement touchèrent le tiers ou moins du quart d'une année de salaire. Enfin, à l'autre extrême, nous avons dénombré 44 engagés dont les avances équivalaient à plus de la moitié d'une année de

⁷⁹ JDCS, rapport du procureur général du roi, 15 octobre 1663.

⁸⁰ M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-france...t.3.*, op. cit., p.65.

⁸¹ G. Carpin, op. cit., p.305-306. Précisons ici que les contrats sans avance, 76 sur 262, étaient regroupés chez quelques recruteurs seulement et en particulier les marchands associés Grignon, Gaigneur et Masse (39 contrats sans avance en 1657), le sieur Jérôme Le Royer agissant au nom des sulpiciens de l'île de Montréal (7 contrats sans avance) ou encore le marchand Pierre Gaigneur (4 contrats sans avance en 1658). Sur 36 colons recruteurs, agissant en personne ou par procuration, 13 ne versèrent aucune avance à leurs 30 engagés (22 contrats).

⁸² Notons que deux engagés recevront des avances de leur employeur pour l'achat de vêtements mais le notaire n'en précise pas le montant (ADCM, contrats du 6 avril 1658, greffe Savin et du 5 mai 1659, greffe Demontreau) ; nous les avons donc considérés à part dans notre grille d'analyse.

Tableau 5.6 – Distribution des engagés rochelais selon la proportion de leur avance

Proportion du salaire annuel versée lors de l'engagement	Nombre de cas	Proportion %
De 10 à 25%	4	1
Le tiers	13	4
La moitié	167	53
Les trois quarts	18	5
Les quatre cinquièmes	2	0.5
Le salaire d'une année entière	16	5
Le salaire de la première et d'une partie de la deuxième	8	2.5
Indéterminée	2	0.5
Aucune avance	89	28.5
Total	319	100

Source : Actes notariés rochelais

gages, et parfois même à plus d'une année entière. Notons cependant que les revenus annuels de ces 44 immigrants dépassaient à peine, dans la moitié des cas, les 50#. Autrement dit, plus les salaires sont bas, plus les avances sont élevées.

La Compagnie de la Nouvelle-France semble avoir été particulièrement généreuse avec ses engagés puisque sur les 29 qu'elle recruta, entre 1642 et 1645, 26 touchèrent une avance égale à la moitié d'une année salaire⁸³. Même chose pour 11 des 12 engagés de la Compagnie des Indes Occidentales, embauchés entre 1666 et 1668, mais également pour 28 des 30 immigrants recrutés par François Péron entre 1657 et 1658, ou encore pour l'ensemble des 49 hommes de travail mobilisés par le marchand rochelais Pierre Gaigneur en 1665⁸⁴. Ajoutons, pour terminer cet inventaire, que Jean Pépin, marchand de La Rochelle, fut celui qui versa le plus grand nombre d'avances élevées aux engagés qu'il

⁸³ Un seul n'eut aucune avance et deux autres empochèrent le tiers d'une année de salaire au moment de la signature de leur contrat.

⁸⁴ Parmi les 12 engagés de la Compagnie des Indes Occidentales, un seul toucha le tiers de son salaire lors de son embauche. Tous les autres reçurent la moitié d'une année de salaire. De même sur les 30 engagés recrutés par François Péron entre 1657 et 1658, deux seulement reçurent un acompte inférieur à la moitié d'une année de gages. Tous les autres empochèrent des avances qui équivalaient à la moitié d'une année de salaire, pour 70% d'entre elles, et à plus de la moitié pour 23% des avances. Ajoutons, que Pierre Gaigneur est le seul recruteur à avoir versé des avances égales à la moitié d'une année de salaire à autant d'engagés à la fois. Signalons enfin que sur les 58 travailleurs engagés par des colons recruteurs, en personne ou par procuration, et qui reçurent une avance, plus de la moitié (70%) en touchèrent une qui équivalait à la moitié d'une année de salaire et 15% obtinrent un acompte supérieur à la moitié d'une année de revenu.

recruta puisque sur les 17 personnes qu'il embaucha en 1656, 13 empochèrent au moins les trois quarts d'une année de salaire⁸⁵.

Ainsi que le mentionnait Gervais Carpin, « nous avons peu d'information sur l'utilisation des avances. Quelques contrats mentionnent que l'argent est versé pour que l'engagé se procure le nécessaire pour son voyage avant le départ », et particulièrement des vêtements⁸⁶. Il est probable qu'une partie de cet argent fut versée aux membres de la famille de l'engagé. Le fait que certains d'entre eux réclament qu'une partie de leur salaire soit versée à un proche, comme nous l'avons exposé plus haut, milite en faveur de cette hypothèse. Cependant, la documentation ne nous permet pas de la confirmer. Nous savons, en revanche, que quelques recruteurs accordèrent, en plus de l'avance, une prime à quelques-uns de leurs engagés. Ainsi, François Péron alloua, à l'ensemble des 15 immigrants qu'il engagea en 1657, un bonus dont le montant variait de 1 à 11#. Pour sa part, Antoine Cheffault octroya une gratification de 3# à deux hommes de travail recrutés pour le compte de la Compagnie de la Nouvelle-France en 1642. Enfin, Arnaud Péré paya un *pot de vin* de 3# 10s à André Gosset, laboureur embauché au nom des jésuites de la ville de Québec⁸⁷.

Ces recruteurs prenaient-ils un risque en accordant ainsi des primes et des avances, somme toute assez importantes, aux engagés avant même qu'ils ne partent pour la colonie ? C'est la question que pose Gervais Carpin et, comme lui, nous y répondrons par la négative. Le fait que les montants soient versés sans discontinuer pendant toute la durée de la période étudiée plaide en faveur de l'idée que les contrats étaient bien respectés⁸⁸. Bien sûr, quelques recruteurs prirent leurs précautions et certains engagés « ne recevaient leur avance que si leur hôtelier ou leur logeur [...] devenait leur garant et s'engageait à les faire

⁸⁵ Parmi ces 13 engagés, quatre reçurent les trois-quarts d'une année de salaire, quatre autres reçurent la totalité d'une année de gages et enfin les cinq derniers empochèrent jusqu'à une fois et demie le salaire d'une année. Les quatre autres engagés touchèrent la moitié d'une année de gages. Ajoutons aussi que sur les 10 travailleurs recrutés par l'Hôtel-Dieu de Montréal, huit obtinrent une avance dont le montant équivalait à plus d'une demi-année de salaire et deux ne reçurent aucune avance. Précisons que ces deux derniers n'étaient rémunérés qu'en nature seulement.

⁸⁶ G. Carpin, *op. cit.*, p.306. Nous avons dénombré 109 engagés dont les contrats spécifiaient clairement que leurs avances serviraient à leur procurer *des hardes et autres commodités*.

⁸⁷ ADCM, contrats du 10 avril 1657 (greffe Cherbonnier), du 11 et 16 avril 1642 et du 27 juin 1672 (greffe Teuleron).

⁸⁸ C'est également ce que démontre G. Carpin pour l'ensemble des engagés rochelais : G. Carpin, *op. cit.*, p.307.

embarquer ou à restituer eux-mêmes les montants avancés »⁸⁹. Dans l'ensemble cependant, ces mesures furent très marginales et tout indique que les recruteurs faisaient plutôt confiance à leurs engagés.

L'analyse des salaires des engagés rochelais, recrutés comme homme à tout faire ou manouvrier, nous a permis de constater que ces derniers étaient tous, à quelques exceptions près, rémunérés en espèces et touchaient en moyenne 69# par année. Nous avons vu toutefois que cette somme n'était pas vraiment représentative des revenus que percevaient la plupart des recrutés, puisque leurs gages étaient loin d'être uniformes, et variaient, selon les contrats, de 25 à 140# par année. Le sexe et l'âge des immigrants expliquent, en partie, les écarts entre les salaires mais, mis à part ces deux principaux facteurs, nous ignorons quelles sont les véritables raisons de ces disparités. Ainsi que nous l'évoquions, il est probable que le marchandage entre les deux parties contractantes au moment de l'engagement ou la constitution physique de l'engagé ait joué un rôle important dans la fixation du salaire, mais rien ne nous permet de confirmer ces hypothèses. Rappelons enfin, pour terminer, qu'en plus de leurs gages, les engagés étaient habituellement nourris, logés et parfois habillés aux frais de l'employeur ou du recruteur et ce pour toute la durée de leur contrat. La plupart recevaient également des avances sur la première année de salaire, généralement la moitié, et certains recruteurs pouvaient même leur accorder une prime supplémentaire lors de la signature du contrat. La question est maintenant de savoir si ceux qui embauchèrent leur main-d'œuvre au sein même de la colonie, offrirent des conditions salariales semblables à leurs domestiques ?

5-3-2 Les salaires canadiens

5-3-2-1 Modalités des paiements

Les 1207 contrats d'engagement relevés dans les minutes notariales canadiennes ont permis d'identifier 1311 domestiques. De la même manière que pour les engagés rochelais,

⁸⁹ *Ibid.* Ces précautions ne furent prises que par les membres de la Compagnie de la Nouvelle-France et seulement pour 10 des 27 hommes de travail qu'ils recrutèrent entre 1642 et 1644. Pour l'ensemble des engagés rochelais, nous renvoyons encore une fois le lecteur à l'étude de G. Carpin.

nous connaissons le salaire de la plupart d'entre eux, soit dans 99% des cas⁹⁰. Avant toutefois d'estimer la valeur de ces gages, il convient de distinguer au préalable les modalités de paiements (tableau 5.7). Au regard du tableau, il apparaît que la moitié des domestiques recrutés dans la colonie sont payés en espèces et que le quart, soit 311 serviteurs, perçoit un salaire en nature uniquement⁹¹. Précisons que lorsque l'engagement est de longue durée, le règlement en nature se traduit généralement par l'entretien alimentaire et vestimentaire du domestique qui, à l'occasion, reçoit quelques minots de blé, un *habit neuf complet* ou encore une *taure pleine* à la fin de son service. Nous avons affaire ici, dans la majorité des cas, à des mineurs mis en service par leurs parents. Ainsi que nous l'avons évoqué précédemment, nous en avons identifié 340 au total. Si 80% d'entre eux reçoivent quelques marchandises au terme de leur engagement, notons que certains de ces produits pouvaient aussi être versés directement à leurs parents⁹². Mis à part ces enfants, les domestiques engagés pour le restant de leur jour, treize en tout, ne touchent également que leur entretien en échange de leurs services⁹³. À l'inverse, si le contrat n'est signé que pour

⁹⁰ Nous ignorons le salaire de 12 domestiques et ce pour trois raisons principales : soit parce que le notaire omet tout simplement de le mentionner (*ANQM*, contrat du 8 novembre 1691, greffe Adhémar), soit parce que le contrat notarié est trop endommagé, soit enfin parce que le salaire n'est convenu entre les parties contractantes qu'après la signature du contrat (*ANQQ*, contrats 14 octobre 1686, greffe Genaple de Bellefonds ou encore du 28 octobre 1704, greffe Chambalon).

⁹¹ Nous avons intégré dans la catégorie des domestiques rémunérés en livres tous ceux qui furent rétribués en billets. Nous en avons relevé neuf qui étaient payés à la fois en argent et en billets, trois autres en argent ou billets et trois derniers en billets uniquement. Si nous connaissons dans la plupart des cas la valeur de ces *bons billets solvables*, nous ignorons en quoi ils furent réellement échangés mais le fait que ce mode de paiement soit couramment associé aux espèces plaide en faveur d'un échange en numéraire. Sur la question des billets nous renvoyons le lecteur à l'étude de M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France...*, t.3, *op. cit.*, p.287-290. Ajoutons que nous ne savons précisément si tous les domestiques payés en livres uniquement étaient concrètement rémunérés en argent sonnante. En effet, nous n'avons relevé que 60 domestiques clairement rétribués en *livres argent monnaie* et 138 formellement payés en *livres tournois*. Tous les autres touchent un salaire en livres sans aucune autre indication. Il est possible que ces sommes aient été converties en marchandises plutôt qu'en argent sonnante car, rappelle L. Dechêne, « la rareté de la monnaie métallique est générale à l'époque, mais plus accentuée dans les colonies ». Faute d'indices, nous ne pouvons toutefois confirmer cette hypothèse. Nous avons donc considéré qu'ils étaient tous payés en numéraires. Sur la question de la pénurie monétaire dans la colonie : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.133 et M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France...*, t.3, p.288.

⁹² Par exemple, lorsque Pierre Bouvier plaça son fils pour une année chez Pierre Lefebvre, habitant de Beauport, ce dernier proposa non seulement d'entretenir l'enfant durant toute la durée de son service et de lui donner deux minots de blé à la fin de son contrat, mais également de livrer à son père, un mois avant que l'enfant ne quitte ses fonctions, une vache à lait de 3 ans (*ANQQ*, contrat du 4 mai 1687, greffe Rageot).

⁹³ *ANQM*, contrats du 1^{er} février 1684 (greffe Maugue) et du 29 février 1704 (greffe Adhémar) par exemple. Quatre d'entre eux pouvaient toucher en revanche un salaire en livres, déduction faite des hardes et autres choses qu'ils avaient pu recevoir durant leur engagement, s'ils décidaient de briser leur contrat au terme de leur première année de service.

Tableau 5.7 – Modalités de paiements selon le nombre de domestiques et de contrats

Modalités de paiements	Nombre de domestiques	%	Nombre de contrats	%
en livres uniquement	662	51	589	49
en livres et marchandises	243	18	229	19
en livres ou marchandises	51	4	49	4
en livres et services	25	2	23	2
en billets ou marchandises	7	0.5	7	0.5
en nature uniquement	311	23.5	299	24.5
Indéterminées	12	1	11	1
Total	1311	100	1207	100

Source : Actes notariés canadiens

quelques mois, l'employé ne perçoit habituellement que des marchandises, du blé surtout, ou encore des pelleteries dans certains cas, et il doit veiller lui-même à son propre entretien⁹⁴. D'emblée, ce premier constat contraste grandement avec celui présenté pour les engagés rochelais, tous rémunérés à quelques exceptions près en numéraire exclusivement. Déduction faite de ces 973 domestiques, rétribués uniquement en espèces ou en nature, il reste encore à vérifier les caractéristiques salariales de 326 individus.

Parmi eux, nous constatons que le plus gros contingent touche un salaire en livres et en marchandises. Ces articles se réduisent souvent, lorsqu'ils sont spécifiés, à une ou deux paires de *souliers français* ou *sauvages*, mais peuvent aussi renvoyer à toutes sortes de vêtements (chapeau, chemises, capot, culotte, tapabord, bas, etc.), ou à de simples pièces de tissus. Le blé, le tabac, l'alcool, les peaux de castors ou d'originaux, ou encore quelques bovidés, telle la *vache laitière* ou la *taure prête à vèler*, servent également de moyen de paiement et viennent s'ajouter à plusieurs règlements en espèces. Habituellement, la valeur de tous ces produits n'est pas comprise dans le montant initial des salaires rendant ardue

⁹⁴ Notons que 83% des domestiques engagés pour quelques mois, et payés en nature, doivent se nourrir à leurs propres frais ou en déduction de leur salaire. À l'inverse, à peine 9% des domestiques recrutés un an et plus, et rétribués en nature, ne sont pas entretenus par leur employeur.

l'évaluation globale des rétributions de chacun de ces domestiques⁹⁵. Nous revenons sur ce problème ultérieurement. Cette forme de paiement permettait certainement aux employeurs de récupérer quelques deniers sur les gages de leurs employés, en gonflant simplement la valeur des produits qu'ils promettaient de leur fournir. Dans le cas des marchands en particulier, le gain était non négligeable puisqu'ils fournissaient au prix du marché des marchandises achetées beaucoup moins cher. Ceci dit, le paiement en nature témoigne avant tout d'un problème récurrent dans la colonie : celui du manque de numéraire, pénurie qu'il fallait bien compenser par autres choses telles des marchandises, des hardes, des bestiaux ou tout mélange d'options, incluant celles que nous venons d'énumérer. Exception faite de ce groupe, nous avons également relevé une cinquantaine de domestiques dont les salaires étaient payés en livres/billets ou marchandises, en règle générale en *argent ou hardes au prix du marchand*. Nous ne savons en revanche si le choix du règlement revenait à l'employé ou au maître.

Enfin, signalons qu'en plus de toucher un salaire en livres, certains domestiques – 25 précisément – purent bénéficier à leur tour des services de leur employeur respectif, voire de certains privilèges. Par exemple, lorsque Guillaume Dumoyon s'engagea pour une année chez Pierre Cardinal, habitant de Lachine, en échange de 129#, son maître s'engagea également d'ensemencer pour lui au printemps suivant, « *environ 4 arpents de terre en blé froment à Lachisne là où il lui indiquera à la charge audit Dumoyon de fournir des semences et de rendre 5 jours de son travail pour chaque journée de charrue qu'il fera lorsqu'il ensemencera les 4 arpents avec 4 bœufs* »⁹⁶. De la même manière, quand Jacques De Cailhaut, écuyer et conseiller au Conseil du roi à Québec, embaucha André Métayer et Louis Coulombe pour couper 40 cordes de bois et défricher deux arpents sur ses terres, l'employeur offrit non seulement un salaire de 5# par mois à chacun de ses deux engagés, mais aussi la possibilité de jouir, durant deux années consécutives, des deux arpents sur lesquels ils avaient travaillé⁹⁷. Ces échanges de bons procédés étaient certainement une bonne façon pour le maître de réduire le salaire de son employé et probablement la

⁹⁵ C'est le cas de 173 domestiques parmi les 243 rétribués en espèces et marchandises. Pour les autres, le montant indiqué dans leur contrat englobe le prix de la ou des marchandises en question. Par exemple, lorsque Antoine Mounet s'engage pour quatre mois au service de Mathurin Langevin, nous savons que les 50# que ce dernier lui paya lui furent versées *moitié en argent et moitié en marchandises au prix courant au fur et à mesure qu'il travaillera* (ANQM, contrat du 5 novembre 1681, greffe Maugue).

⁹⁶ ANQM, contrat du 8 février 1688, greffe Adhémar.

⁹⁷ ANQQ, contrat du 9 octobre 1667, greffe Rageot..

meilleure alternative sur laquelle se rabattaient tous ceux qui, à l'inverse de De Cailhaut, n'avaient pas les moyens de s'offrir les services d'un domestique⁹⁸. Mais ce que ces exemples révèlent surtout c'est le dénuement de ces engagés.

De la même manière que pour les engagés rochelais, et en fonction là encore des contrats, les employeurs avaient la charge de nourrir leurs domestiques en plus de leur verser un salaire. Toutefois, comparativement à leurs homologues recrutés à La Rochelle, les domestiques canadiens étaient proportionnellement moins nombreux à bénéficier de cet avantage. En effet, à peine 58% d'entre eux, soit 754 travailleurs exactement, étaient nourris à la charge de leur employeur ce qui suppose, attendu les conditions coloniales, qu'ils étaient également logés par leur maître même si la clause du gîte n'est pas indiquée de manière explicite dans tous les contrats⁹⁹. Inversement, 557 domestiques devaient se nourrir à leurs propres frais ou en déduction de leur salaire mais précisons que 60% d'entre eux n'étaient en fait engagés que pour quelques mois. Outre ce constat, 20.5% étaient *entretenus de hardes*, et 11% ne payaient aucune dépense pour le blanchiment de leurs linges. Si nous combinons les besoins les plus élémentaires (nourriture, logement et habillement), nous constatons qu'un domestique sur cinq était pris en charge complètement par son maître durant toute la durée de son contrat. Remarquons que, mis à part une trentaine de cas, seuls les enfants placés par leurs parents chez un employeur pendant plusieurs années pouvaient bénéficier d'un tel traitement¹⁰⁰.

Nous savons qu'environ 44% des domestiques étaient rémunérés *au fur et à mesure* de leur service et de leur besoin. À l'inverse, près du quart de la main-d'œuvre engagée

⁹⁸ Sur la question de l'assistance mutuelle dans la colonie, voir notamment l'étude de R-L. Séguin, *La civilisation traditionnelle...*, *op. cit.*, p.260. Nous avons relevé quelques conventions dans lesquelles deux habitants s'entendaient réciproquement pour travailler, à tour de rôle, sur la terre de chacun : voir par exemple les conventions du 27 septembre 1679 (ANQQ, greffe Rageot) du 23 mars 1670 (ANQQ greffe Becquet) ou encore du 28 avril 1697 (ANQQ, greffe Genaple de Bellefonds). Même si nous nous sommes intéressé à ces conventions, qui mériteraient à elles seules une étude approfondie, nous ne les avons toutefois pas prises en considération dans le cadre de cette analyse puisque les exemples qui nous intéressent ici touchent exclusivement la main-d'œuvre salariée, ou rémunérée en nature, recrutée dans la colonie.

⁹⁹ Si nous nous rapportons littéralement aux libellés des contrats en tenant compte uniquement de la clause sur le gîte, nous constatons que 27% des domestiques (341 individus) n'avaient pas à s'en inquiéter. À l'exception de sept domestiques (dont cinq saisonniers), tous étaient également nourris à la charge de leur maître.

¹⁰⁰ Parmi les exceptions, citons celle de Pierre Husson, soldat de la Compagnie de Monsieur de Vaudreuil, engagé pour deux ans au service de Louis Joliet, hydrographe, en qualité de serviteur domestique et en échange de 100# par année, de son entretien et de son hébergement (ANQQ, contrat du 16 mars 1700, greffe Rageot de Saint-Luc). Cet exemple est d'autant plus intéressant que le domestique jouit non seulement d'un salaire en numéraire mais aussi d'une prise en charge complète de la part de son employeur.

dans la colonie, soit 296 individus précisément, n'était rétribué qu'au terme de leur contrat¹⁰¹. Cent vingt-six domestiques payés annuellement ou mensuellement ont aussi été identifiés. Nous supposons qu'ils touchaient tous leur salaire à la fin de chaque année ou de chaque mois que durait leur engagement, mais nous ne pouvons confirmer cette hypothèse que pour treize travailleurs seulement¹⁰². Outre ces trois groupes, près de soixante-dix domestiques recevaient leurs gages suivant les clauses stipulées dans leur contrat. Quelques-uns étaient payés à tous les trois mois, d'autres chaque semaine ou à la fin de chaque journée de travail. La plupart obtenaient cependant une partie de leur solde, souvent la moitié, dès leur entrée en fonction ou durant leur service, habituellement à une date fixée par les deux parties contractantes, et percevaient le surplus à la fin de leur engagement¹⁰³. Finalement, au terme de cet inventaire, il reste 181 domestiques pour lesquels nous ignorons la fréquence des paiements. Parmi eux, une soixantaine de salariés sont rémunérés en fonction de la tâche, c'est-à-dire selon le nombre de cordes de bois qu'ils devaient couper ou suivant la quantité d'arpents qu'ils avaient à défricher, mais leur contrat ne précise pas s'ils étaient rétribués au fur et à mesure de leur travail ou seulement après que leur besogne fut complètement terminée. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que certains maîtres rechignaient à payer leurs domestiques lorsque venait le temps de les rémunérer. Pour preuve, le nombre important de réclamations relevées dans les archives judiciaires, et sur lesquelles nous nous penchons dans le dernier chapitre, tendent à montrer que les maîtres ne respectaient pas toujours leurs obligations.

¹⁰¹ Nous avons inclus dans ce total tous les enfants placés par leurs parents qui recevaient au terme de leur engagement des vêtements neufs, parfois une génisse ou encore quelques livres. Notons que nous avons considéré dans ce groupe tous les domestiques qui recevaient leurs gages spécifiquement au terme de leur contrat ou de leur besogne, qu'ils aient ou non perçu des avances avant d'entrer au service de leur employeur respectif.

¹⁰² Par exemple, François Colonbon s'engagea pour six mois au service de Claude Baillif, architecte de Québec, pour la somme de 90#, « à raison de 15 livres par mois payées en argent monnaie à la fin de chacun desdits 6 mois » (ANQQ contrat du 7 mars 1679, greffe Becquet). De la même manière, lorsque Philippe Matou mit en service sa fille, Marie, chez Jean-Vincent Philippes, écuyer à Montréal, pour une durée de six ans, ce dernier proposa de lui verser un salaire de 40# par année payé à la fin de chaque année (ANQQ contrat du 5 août 1681, greffe Rageot). Nous avons relevé un cas particulier. Il s'agit de Martin Chartier, placé par son père pour cinq années chez Gilles Boivinnet en échange de 70# par année qui lui seront versées « par quartier de chaque année » (ANQTR, contrat du 14 août 1676, greffe Ameau dit Saint-Séverin).

¹⁰³ Notons ici que nous avons identifié un domestique dont une partie du salaire était réglée quelques temps après l'échéance de son contrat. Il s'agit de Claude Lamothe, engagé pour un mois chez Christophe Fevrier, habitant de Boucherville. Son employeur lui offrait en effet un salaire de 24 livres payables en un fusil estimé à 15 livres et pour le surplus de 9 livres en blé françois froment bon loyal et marchand au prix qu'il vaudra et qu'il se payera dans l'automne ensuivant qui est environ vers la toussaint, soit un mois après la fin de son service (ANQM, contrat du 17 février 1675, greffe Frerot de Lachesnay).

5-3-2-2 Évolution des modalités de paiements

Avant de procéder à l'analyse des salaires, il convient d'observer l'évolution dans le temps des modalités de paiements (tableau 5.8). Nous avons vu que près de la moitié des domestiques recrutés dans la colonie étaient payés en espèces. Cette méthode de paiement a

Tableau 5.8 – Évolution des modalités de paiements entre 1640 et 1710

Paiements Années	En livres		En nature		En livres et marchandises		En livres/billets ou marchandises		En livres et services		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1640-1650	16	53	4	13.5	10	33.5	-	-	-	-	30
1651-1660	12	48	2	8	6	24	5	20	-	-	25
1661-1670	67	45	31	21	20	13.5	27	18	4	2.5	149
1671-1680	218	62	53	15	55	16	14	4	7	2	351
1681-1690	198	57.5	65	19	69	19.5	10	2.5	5	1.5	347
1691-1700	90	42.5	73	34.5	40	19	2	1	6	3	211
1701-1710	57	30.5	83	44.5	43	23	-	-	3	1.5	186
Total	662	51	311	24	243	18.5	58	4.5	25	2	1299

Source : Actes notariés canadiens

été préférée à toutes les autres jusqu'à la fin des années 1690. Cependant, un changement de tendance s'amorce dès le début des années 1680. À compter de cette période, nous constatons que les employeurs rémunèrent de plus en plus leurs domestiques en nature uniquement, à tel point qu'entre 1701 et 1710, cette forme de rémunération devient le mode de règlement le plus fréquemment utilisé. Pour comprendre ce phénomène, il faut regarder de plus près les caractéristiques de la main-d'œuvre locale. Ainsi que nous aurons l'occasion d'y revenir dans le chapitre suivant, ce sont les enfants des pionniers que les maîtres tendent à recruter de plus en plus à partir des années 1680 et, surtout, dès les années 1690¹⁰⁴. Pour preuve, sur les 385 contrats d'engagement relevés entre 1691 et 1710, un peu plus de la moitié concernent des mineurs, natifs de la colonie, mis en service par leurs parents. Or, ces jeunes enfants ou adolescents sont le plus souvent payés en nature. Ainsi, sur les 340 mineurs clairement identifiés dans la période étudiée, 80% touchaient un salaire

¹⁰⁴ Rappelons à cet égard que « plus de la moitié des enfants issus de pionniers au Canada sont nés entre 1670 et 1685, soit au cours des quinze ans qui ont suivi la décennie marquée par l'arrivée du plus grand nombre de pionnières » : voir H. Charbonneau, B. Desjardins..., *Naissance d'une population...*, op. cit., p.83.

en nature ou partiellement en nature¹⁰⁵. Parmi eux, 20% ne pouvaient prétendre à aucuns gages, mis à part leur entretien¹⁰⁶. Les autres étaient non seulement pris en charge par leur maître mais obtenaient également, au terme de leur contrat, quelques vêtements neufs et, une fois sur quatre, une vache à lait ou une génisse. Dans ces conditions, nous comprenons mieux pourquoi les règlements en nature augmentent de manière constante dès le début des années 1680.

5-3-2-3 Analyse des salaires

Contrairement aux engagements rochelais, nous avons vu précédemment que la durée des contrats canadiens pouvait varier de quelques mois seulement à plusieurs années consécutives. Pour procéder à l'analyse des salaires et mieux rendre compte de leurs variations, nous devons donc distinguer les travailleurs « saisonniers », d'une part, et les domestiques que nous appellerons « permanents », d'autre part, c'est-à-dire recrutés pour une période minimale de un an. Afin de comparer leur salaire avec ceux des engagés rochelais, il convient également d'isoler les travailleurs rémunérés en livres uniquement et de calculer les gages mensuels ou annuels de chacun d'entre eux, à moins bien sûr qu'ils ne soient clairement spécifiés dans leur convention. En effet, tous les salaires ne sont pas automatiquement consignés dans les contrats sur une base mensuelle ou annuelle. Le montant indiqué peut parfois se référer à la somme totale des gages perçus par le domestique pour toute la durée de son engagement. Par exemple, quand Louis Lefebvre recruta Manuel Rodrigues en 1673 pour une période de quatre mois, l'employeur proposa

¹⁰⁵ Sur les 340 mineurs identifiés entre 1640 et 1710, 214 étaient payés seulement en nature et 71 étaient rémunérés en espèces uniquement. Parmi les 55 domestiques restants, 49 touchaient un salaire en livres et en marchandises, trois en livres ou marchandises et un dernier en livres et services. Nous ignorons le salaire de deux domestiques seulement. Pour l'un d'eux, le notaire précise que l'employeur donnera à son serviteur telle récompense qu'il jugera à propos eu égard au service qu'il lui aura rendu (*ANQQ*, contrat du 28 octobre 1704, greffe Chambalon). Soulignons que les mineurs payés en espèces sont, en moyenne, un peu plus âgés (14.5 ans) que ceux rémunérés en nature (10 ans). L'âge a donc probablement joué dans le choix du mode de paiement. Néanmoins, cette information n'est pas systématiquement précisée dans les contrats. L'âge n'est indiqué que dans 60% des cas chez les mineurs payés en argent monnaie alors qu'il est spécifié plus de quatre fois sur cinq chez les enfants rétribués en nature.

¹⁰⁶ Notons que parmi les 340 mineurs mis en service par leurs parents 91% étaient entretenus par leur employeur. Généralement, ceux qui ne sont pas pris en charge par leur maître touchent un salaire en espèces au fur et à mesure de leur service qui leur permettait probablement de subvenir à leurs besoins.

de lui verser 60# en échange de ses services, soit 15# par mois¹⁰⁷. Ces calculs élémentaires sont également nécessaires lorsque plusieurs domestiques sont engagés par un même contrat et que le notaire signale seulement le coût global de l'engagement plutôt que le salaire individuel de chaque employé. Dans ces conditions, il a fallu non seulement partager la somme totale mentionnée dans le contrat suivant le nombre de domestiques engagés, mais aussi diviser le résultat de cette opération par le nombre de mois ou d'année que durait l'engagement. Ainsi, en acceptant de défricher, pendant deux mois consécutifs, quatre arpents de terres sur l'habitation de François Sauvain, maître charpentier de navire demeurant à Québec, Guillaume Morel et Léonard Girardy recevaient ensemble la somme de 80# au terme de leur travail, soit 40# chacun au total ou l'équivalent de 20# par mois en moyenne¹⁰⁸. Ces ajustements furent particulièrement délicats lorsque nous avions affaire à des salariés payés à la tâche. Par exemple, le 16 novembre 1684, Nicolas Marion, marchand bourgeois de Québec, engagea François Lavergne pour aller bûcher sur sa terre à la côte de Lauson, dans un délai de quatre mois, *100 cordes de bois francs cordées fidèlement* à raison de 20s par corde. S'il respectait parfaitement la commande de son maître, François Lavergne était donc assuré d'empocher une somme de 100# à la fin de son contrat, soit un salaire mensuel de 25#¹⁰⁹.

Présentation faite de la méthodologie, penchons-nous à présent sur les résultats de la recherche en commençant par la répartition des salaires mensuels et annuels (tableaux 5.9 et 5.10). Nous avons tout d'abord identifié 477 serviteurs engagés dans la colonie pour quelques mois seulement. La majorité, près de 65%, touche un salaire en espèces et nous avons été en mesure de déterminer les gages mensuels de 230 d'entre eux. Par contre, il a été impossible d'établir le revenu mensuel de 77 individus. Dans certains cas, et

¹⁰⁷ ANQQ, contrat du 18 janvier 1673, greffe Rageot.

¹⁰⁸ ANQQ, contrat du 4 juin 1674, greffe Rageot. Le fait de répartir cette somme suivant le nombre de domestiques engagés peut être discutable puisque nous ignorons, à dire vrai, si le règlement était partagé équitablement entre les deux intéressés une fois leur service terminé. Ceci dit, cette opération a au moins le mérite de donner une idée du salaire que chacun d'entre eux était logiquement en droit de réclamer. Notons que nous avons relevé trente contrats identiques à celui que nous venons de présenter. La plupart du temps, il s'agit d'engagements saisonniers puisque 23 furent contractés pour quelques mois seulement ; précisons que ces derniers regroupent à eux seuls 53 domestiques. À l'inverse, nous n'avons identifié que sept engagements d'un an et plus, concernant 14 domestiques au total, dans lesquels le notaire indiquait un montant correspondant à la valeur globale de chacun de ces contrats.

¹⁰⁹ ANQQ, contrat du 16 novembre 1684, greffe Duquet de La Chesnaye.

Tableau 5.9 – Répartition des domestiques recrutés dans la colonie laurentienne selon le salaire mensuel

Salaires par mois	Nombre de domestiques
5# et moins	20
de 6 à 10#	38
de 11 à 15#	50
de 16 à 20#	54
de 21 à 25#	37
de 26 à 30#	21
de 31 à 35#	4
de 36 à 40#	2
de 41 à 45#	2
Plus de 45#	2
Indéterminé	77
En livres et marchandises	69
En livres ou marchandises	26
En livres et services	5
En nature uniquement	70
Total	477

Source : Actes notariés canadiens

particulièrement lorsqu'il s'agit d'engagements payés à la tâche, nous n'avions pas toujours toutes les informations nécessaires pour calculer la somme globale allouée à chaque domestique, opération préalable et essentielle pour évaluer ensuite leurs gages mensuels¹¹⁰. Dans d'autres cas, même si nous savions que l'engagement était réalisé dans le cours d'une année et que nous connaissions le salaire global du domestique, nous ignorions en revanche le nombre de mois durant lesquels l'employé allait rester exactement au service de son maître. Nous ne pouvions, par conséquent, espérer déterminer le salaire mensuel de l'intéressé¹¹¹. Malgré ces quelques exceptions, les 230 salaires mensuels relevés ou calculés donnent tout de même une bonne idée de leur diversité. Ils varient en effet de moins de 5# à

¹¹⁰ Par exemple, Jean Beaumont fut engagé pendant cinq mois par Louis Petureau pour couper du bois, à raison de 25s pour et par chacune cordes de bois. Nous ignorons toutefois combien de cordes Jean Beaumont allait réaliser durant ces cinq mois de service. Nous ne pouvons donc estimer la salaire total qu'il toucha au terme de son contrat pas plus que son salaire mensuel (*ANQQ*, contrat du 12 novembre 1684, greffe Rageot).

¹¹¹ Pierre Mureau, volontaire, accepta de travailler pour le compte d'Etienne Blanchon et d'aller défricher sur l'habitation de ce dernier deux arpents de terre à raison de 23# par arpent, soit 46# pour le tout (*ANQQ*, contrat du 9 décembre 1666, greffe Rageot). Le notaire ne précise toutefois pas l'échéance de son contrat mais, si nous nous fions aux autres marchés de défrichement, tout porte à croire que Pierre Mureau termina sa besogne en moins d'une année. À titre de comparaison, Pierre Chamarre fut engagé pour quatre mois au service de René Réaume pour aller lui défricher deux arpents sur ses terres (*ANQQ* contrat du 23 décembre 1674, greffe Becquet). De la même manière, quand Nicolas Delahaye accepta d'aller *abattre, débiter, brûler et nettoyer* trois arpents de terre sur l'habitation de son maître, Nicolas Marion, à raison de 30# par arpent, il s'engageait également à rendre le tout parfait dans un délai de 8 mois (*ANQQ*, contrat du 29 janvier 1681, greffe Duquet de La Chesnaye).

plus de 45# par mois mais, dans 96% des cas, le revenu mensuel de ces domestiques n'excède pas les 30#. La moyenne de ces mensualités est de 17# 15s, et le résultat est identique en la calculant sur la base de tous les salaires dont la valeur mensuelle est spécifiée ou mesurable¹¹².

En ce qui concerne les domestiques « permanents » (834 individus), nous remarquons que le plus gros contingent, 345 serviteurs exactement, touche uniquement un salaire en espèces (tableau 5.10). La fourchette des gages relevés varie de 5 à plus de 150# par année et la moyenne de ces 345 salaires est de 93# 15s. Elle est en revanche un peu plus faible, soit de 90# 5s, en tenant compte de tous les salaires dont le montant annuel est spécifié ou a pu être calculé¹¹³. Environ la moitié des domestiques gagne par conséquent un revenu inférieur à ces moyennes mais, dans l'ensemble, ces premiers résultats tendent à démontrer que la main-d'œuvre locale est mieux rémunérée que les engagés recrutés en France dont le salaire annuel moyen s'élevait, nous l'avons vu, à 69#¹¹⁴. Cependant, même

Tableau 5.10 – Répartition des domestiques recrutés dans la colonie laurentienne selon le salaire annuel

Salaire annuel	Nombre de domestiques
Moins de 30#	12
de 30 à 49#	38
de 50 à 69#	65
de 70 à 99#	69
de 100 à 139#	105
140# et plus	56
Indéterminé	22
En livres et marchandises	174
En livres ou marchandises	25
En billets ou marchandises	7
En livres et services	20
En nature uniquement	241
Total	834

Source : Actes notariés canadiens

¹¹² Nous avons pu calculer le revenu mensuel de 15 domestiques payés en livres et marchandises, ces dernières étant incluses dans le salaire initial, mais aussi de 20 serviteurs rétribués en monnaie ou marchandises et enfin de 6 travailleurs rémunérés en nature uniquement mais dont le prix des marchandises était clairement spécifié dans leur contrat. Ces ajouts portent à 271 le nombre total de salaires mensuels connus.

¹¹³ Cette moyenne est calculée sur la base de 414 salaires soit : 345 rémunérations en monnaie uniquement, 33 salaires en livres et marchandises, ces dernières étant incluses dans le montant initial, 25 rétributions en livres ou marchandises, 7 autres en billets ou marchandises, et enfin 4 salaires en nature uniquement dont le prix des articles fournis par l'employeur est spécifié dans le contrat.

¹¹⁴ Notons ici que sur ces 345 domestiques, 236 étaient nourris au frais de leur employeur.

si les salaires des travailleurs locaux sont plus élevés que ceux des immigrants, la main-d'œuvre canadienne ne coûte pas réellement plus cher aux maîtres puisqu'ils n'ont pas eu à déboursier le frais de passage de leurs employés¹¹⁵. Contrairement à ces derniers, rappelons en effet qu'en plus de verser un salaire au « trente-six mois », de le nourrir et de l'héberger, le maître doit également couvrir les coûts de la traversée du recruté évalués à 60# au minimum¹¹⁶. Ces dépenses additionnelles, inhérentes à l'embauche des immigrants, expliquent d'ailleurs que les engagements rochelais aient été plus longs que ceux contractés dans la colonie et, corollairement, que les salaires aient été moindres, car il fallait bien que les employeurs amortissent ces charges pour que leur investissement soit rentable.

À partir de ces observations, il reste maintenant à comprendre les disparités dans les gages versés aux domestiques saisonniers et « permanents ». Au même titre que pour les engagés rochelais, nous pouvons d'abord tenter de vérifier si le sexe et l'âge des serviteurs sont des éléments de variation dans les salaires. Pour les employés saisonniers, en particulier, la recherche tourne court car tous les individus concernés sont des hommes, à une exception près¹¹⁷, et l'âge des travailleurs n'est que trop rarement précisé dans les contrats pour tirer quelques conclusions que ce soit¹¹⁸. Les résultats sont en revanche plus satisfaisants pour tous les domestiques recrutés le temps d'une année au moins. Commençons par l'âge des intéressés. Nous ne connaissons cette information que pour 70

¹¹⁵ Louise Dechêne estime que le coût total d'un engagé français est de 475 livres (L. Dechêne, *op. cit.*, p.63-64). Nous n'avons relevé qu'un seul domestique recruté dans la colonie dont la valeur totale était aussi élevée. Il s'agit de François Dutertre, soldat de la compagnie de Monsieur de Vaudreuil, engagé pour trois années en qualité de serviteur domestique au service des ursulines de Québec, en échange de 165 livres par année et de sa nourriture. Les ursulines allaient donc déboursier une somme globale de 675 livres pour bénéficier des services de cet employé si nous considérons, comme L. Dechêne, que le coût d'entretien du domestique s'élevait environ à 60 livres par année (ANQQ, contrat du 8 mars 1695, greffe Chambalon).

¹¹⁶ Ces 60# valent pour l'aller et le retour de l'engagé : voir G. Carpin, *op. cit.*, p.189.

¹¹⁷ Une seule femme a été identifiée parmi les 477 domestiques saisonniers. Il s'agit de Catherine Gennier, veuve de Louis Dupin à Québec. Engagée pour une période de huit mois au service de Pierre Boucher, sieur de Boucherville, Catherine Gennier était chargée de *conduire le ménage dudit sieur et de soigner les bestiaux*. En échange de ses services, son maître promettait de lui fournir *16 minots de blé loyal et marchand* à la fin de son contrat (ANQQ, contrat du 5 novembre 1677, greffe Rageot).

¹¹⁸ Nous ne connaissons l'âge que de quatre domestiques seulement. Ce sont tous des mineurs placés par leurs parents pour quelques mois chez un maître. Deux sont payés en espèces et gagnent moins de 10 livres par mois (ANQM, contrats du 10 avril 1695, greffe Maugue et du 20 janvier 1698, greffe Adhémar). Les deux autres sont rétribués en nature (ANQQ, contrats du 3 janvier 1650, greffe Audouart dit Saint-Germain, et du 7 février 1688, greffe Rageot). Nous avons bien tenté d'identifier l'âge de quelques domestiques à partir de la banque de données du PRDH mais nos résultats ne furent guère concluants.

individus seulement parmi les 345 serviteurs rétribués en espèces uniquement¹¹⁹. Les âges relevés dans leur contrat varient de 8 à 24 ans. Le salaire moyen chez les 15 ans et moins (28 domestiques) est de 46# par année alors qu'il est de 81# 15s chez les plus de 15 ans (42 serviteurs)¹²⁰. Nous pouvons donc en conclure que l'âge des domestiques a eu une incidence dans la détermination de leur salaire même si cette donnée n'est spécifiée que dans 20% des cas. Le constat est identique en ce qui concerne le sexe des domestiques (tableau 5.11). Les résultats démontrent très clairement que les hommes sont mieux rémunérés que les femmes puisque les gages des serviteurs masculins sont, en moyenne, et à peu de choses près, deux fois plus élevés que ceux versés aux servantes. Parmi les 50 femmes payées en espèces, 20

Tableau 5.11 – Moyenne des salaires annuels suivant le sexe des domestiques

	Nombre de salaires en livres uniquement	Moyenne des salaires en livres uniquement	Nombre de salaires dont la valeur est connue	Moyenne des salaires dont la valeur est connue
Hommes	295	100 livres 10 sols	354	96 livres 5 sols
Femmes	50	54 livres 10 sols	60	52 livres 10 sols
Total	345	93 livres 15 sols	414	90 livres 5 sols

Source : Actes notariés canadiens

touchèrent des gages supérieurs à la moyenne des salaires féminins évaluée à 54# 10s. Généralement il s'agit de veuves ou de femmes mariées engagées conjointement ou non avec leur mari au service d'un même employeur. Par exemple, lorsque Barbe Pillet fut recrutée avec son époux, Raymond Toussaint, pour servir une année Jacques Testard, officier dans les troupes du détachement de la marine, ce dernier offrit de verser au couple

¹¹⁹ Dans plus de la moitié des cas, 40 exactement, nous avons affaire à des mineurs mis en service par leurs parents. Rappelons que la plupart des mineurs placés par leurs parents sont rétribués en nature uniquement ou en livres et marchandises.

¹²⁰ Ces moyennes voilent quelques exceptions. Par exemple, Jean-François Vandale, 14 ans, fut placé par sa mère, pour deux années, chez François Hazeur, marchand bourgeois de Québec, en échange de 80# par année (ANQQ, contrat du 11 juin 1700, greffe Chambalon). Inversement, Louis Coutansin, 18 ans, fut engagé pour une période de six ans au service de Claude Charron, également marchand de Québec, pour la somme de 45# par année (ANQQ, contrat du 30 octobre 1684, greffe Rageot). Dans ces deux cas, la durée du contrat et la date de l'engagement nous semblent davantage justifier l'écart entre les salaires que l'âge des domestiques.

un salaire de 200# en échange de leurs services, en plus de leur nourriture¹²¹. De la même manière, quand Marie Gilles, veuve de François Fleury, s'engagea pendant une année au service de Marie Catherine Lambert, épouse de Jean-Vincent Philippes du Hautmesnil, sa maîtresse promit de lui payer la somme de 70# au fur et à mesure de son temps¹²². À l'inverse, sur les 30 servantes dont les salaires sont inférieurs à 55# par année, nous avons pu identifier 25 jeunes filles mises en service par leurs parents. Par conséquent, l'expérience de conduire une maison justifierait ici les écarts entre les salaires observés parmi les servantes rétribuées en espèces. Le salaire moyen chez les hommes, payés en livres uniquement, est estimé à 100# 10s ; un peu moins si nous considérons l'ensemble des salaires dont la valeur est spécifiée. Sur les 295 individus concernés, 137 ne gagnaient pas 100# par année. Parmi eux, 20% sont des mineurs placés par leurs parents. La proportion de cette catégorie de domestique n'est par contre que de 3% à peine parmi ceux dont les salaires atteignent les 100# et plus par année. Les différences entre les gages de ces domestiques pourraient donc se justifier ici, en partie seulement, par la présence de jeunes garçons mis en service par leurs parents.

Outre l'âge et le sexe des domestiques, la nature et la durée des contrats peuvent également justifier les écarts entre les salaires. L'analyse des engagements saisonniers payés spécifiquement à la tâche démontre que plus un domestique a d'arpents à défricher, ou de cordes de bois à couper, plus son revenu global est élevé. Cependant, elle n'aide pas nécessairement à comprendre les différences dans les mensualités puisque la durée de ces marchés s'allonge à mesure que la commande de l'employeur augmente¹²³. Quel que soit le

¹²¹ Nous avons donc déduit que Barbe Pillet touchait un salaire de 100# en échange de ses services (*ANQM*, contrat du 3 février 1698, greffe Adhémar). Voir également les contrats du 22 janvier 1696 (*ANQQ*, greffe Chambalon) ou du 19 décembre 1709 (*ANQM*, greffe Adhémar). Ajoutons enfin le cas de Madeleine Maréchal, séparée de corps et de biens de Pierre Poupardeau, et engagée pour deux années au service de Claude Volant, sieur de Saint-Claude, demeurant au Cap de la Madeleine, en échange de 70 livres par année (*ANQTR*, contrat du 24 août 1676, greffe Cusson).

¹²² *ANQM*, contrat du 21 mai 1680, greffe Mauge.

¹²³ Quelques exceptions : Thomas Dufénil s'engagea notamment à défricher cinq arpents pour son maître, Raymond Pagé, dans un délai de 9 mois. Ce dernier promit de lui verser 400# à la fin de son travail, soit l'équivalent de 44# environ par mois (*ANQQ*, contrat du 26 décembre 1649, greffe Audouart dit Saint-Germain). Autre exemple, Jean-Baptiste Quesneville fut recruté par les sulpiciens pour nettoyer 21 arpents en deux mois et demi. Ce délai semble très court vu l'ampleur de la tâche à accomplir mais le domestique n'allait pas travailler seul sur ce projet. Il promettait de fournir des hommes, probablement à ses frais, pour honorer son contrat dans les temps, ce qui expliquerait ses gages élevés fixés à 324#, soit l'équivalent de 130# par mois environ, payés au fur et à mesure de son travail (*ANQM*, contrat du 17 janvier 1695, greffe Adhémar).

type de contrat, la durée de l'engagement n'explique pas ici les disparités dans les salaires mensuels puisque les domestiques recrutés huit ou neuf mois peuvent très bien percevoir des mensualités égales ou supérieures à celles des travailleurs embauchés pour une période de moins longue durée, et inversement. Il semble toutefois en être autrement pour les domestiques « permanents ». En répartissant les gages annuels perçus par les 834 salariés locaux suivant la durée de leur contrat (tableau 5.12), nous observons que la plupart des personnes rétribuées en espèces – 60% environ – ne sont engagées que pour une année seulement. Nous constatons également que plus la durée de l'engagement est longue, moins les salaires annuels sont élevés et plus la proportion des règlements en nature augmente. Cette tendance se justifie en grande partie par la nature même du groupe des domestiques composé de plus en plus d'enfants natifs du pays, ainsi que nous l'avons observé précédemment.

Tableau 5.12 – Répartition des contrats selon le salaire et la durée de l'engagement

Durée des contrats \ Salaire annuel	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans et plus	Indéterminé	Total
Moins de 30#	2	2	2		3	1			1		1	12
de 30 à 49#	10	7	10	1	5	4					1	38
de 50 à 69#	29	14	14		5	1			1		1	65
de 70 à 99#	31	8	27	1	1	1						69
de 100 à 139#	86	11	8									105
de 140# et plus	50	4	2									56
En livres et marchandises	108	14	22	3	8	2	1	1	1	6	8	174
En livres ou marchandises	15	1	8	-	-	-	-	1	-	-	-	25
En billets ou marchandises	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	7
En livres et services	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	20
En nature uniquement	20	18	55	17	26	11	10	14	13	42	15	241
Indéterminé	7	1	3	1	-	1	-	-	-	-	9	22
Total	377	80	151	23	48	21	18	16	16	48	36	834

Source : Actes notariés canadiens

La conjoncture économique peut-elle expliquer les disparités dans les salaires ? Pour répondre à cette question nous ne disposons que de dix années dont les salaires mensuels connus sont assez nombreux, dix par année au minimum, pour servir d'indication sur une possible évolution ; pour les domestiques « permanents » nous n'avons retenu que neuf années seulement en utilisant le même critère (tableaux 5.13 et 5.14). En ce qui

concerne spécifiquement les gages des travailleurs saisonniers, les moyennes obtenues pour chacune des dix années sont dans l'ensemble à peu près semblables et se rapprochent sensiblement de la moyenne générale (17# 15s), excepté pour les années 1671, 1672, 1673 et 1684 où elles sont tantôt inférieures tantôt supérieures à la normale. Pour ce qui est des salaires annuels, les moyennes calculées pour chacune des neuf années retenues

Tableau 5.13 – Évolution de la moyenne des salaires mensuels, en livres uniquement, selon l'année du recrutement

Année	Nombre de salaires connus	Moyenne des salaires
1670	11	16# 5s
1671	10	13#
1672	17	20# 15s
1673	34	15#
1675	11	17# 10s
1677	12	18# 15s
1681	11	17# 5s
1683	10	18# 10s
1684	12	21# 10s
1689	11	18# 5s

Source : Actes notariés canadiens

Tableau 5.14 – Évolution de la moyenne des salaires annuels des domestiques « permanents », en livres uniquement, selon l'année du recrutement¹²⁴

Année	Nombre de salaires connus	Moyenne des salaires
1670	10	77# 15s
1674	12	106# 10s
1678	12	121# 10s
1680	10	97# 10s
1682	10	76# 15s
1684	16	88# 10s
1686	25	73# 15s
1688	15	112#
1696	10	102# 10s

Source : Actes notariés canadiens

¹²⁴ Notons que nous ne disposons d'aucun salaire pour 1644-1648, 1651-1653, 1658-1661, 1663-1665. Nous avons éliminé toutes les autres années qui ne comptaient pas au moins dix salaires.

se distinguent toutes de la moyenne générale (93# 15s), sauf pour l'année 1680. Le salaire annuel moyen est en effet largement dépassé dans les années 1674, 1678, 1688 et 1696. À l'inverse, les gages offerts aux domestiques en 1670, 1682, 1684 et 1686 sont nettement en-dessous de la moyenne. Le caractère disparate des rémunérations relevées pour chacune de ces années et surtout le nombre restreint d'années observées limitent sérieusement l'analyse et ne permet pas vraiment de dégager les grandes tendances de l'évolution des salaires. Pour essayer de palier le problème, nous avons donc choisi de prendre en considération l'ensemble des salaires dont la valeur était spécifiée dans les contrats, peu importe le mode de paiement. Nous n'avons toutefois procédé à cet exercice que pour les gages annuels car les résultats obtenus à partir des salaires mensuels se différencieraient peu du premier tableau (5.13)¹²⁵. Nous disposons cette fois de 17 années dont les salaires connus étaient suffisants (10 par année au minimum) pour procéder à l'examen de leur évolution (tableau 5.15). Là

Tableau 5.15 – Évolution de la moyenne des salaires annuels – dont la valeur est spécifiée – des domestiques « permanents » selon l'année du recrutement

Année	Nombre de salaires connus	Moyenne des salaires
1670	17	76# 15s
1671	12	105#
1672	10	100# 15s
1673	10	114#
1674	13	106#
1678	12	121# 10s
1680	13	89# 10s
1682	13	79#
1683	12	126# 5s
1684	23	80#
1686	25	73# 15s
1687	10	59# 5s
1688	18	104# 5s
1689	10	82#
1696	11	86#
1701	10	94#
1703	10	102# 15s

Source : Actes notariés canadiens

¹²⁵ En utilisant le même critère de sélection, nous n'aurions retenu que 11 années pour l'étude des gages mensuels, toutes catégories de paiement confondus, soit seulement une de plus (1674) que dans le premier tableau.

encore, mis à part l'année 1680, les moyennes calculées pour chacune de ces années se différencient de la moyenne générale évaluée, rappelons-le, à 90# 5s, toutes catégories de paiement confondues. Le salaire moyen est dépassé durant la période 1671-1674, ainsi que pour les années 1678, 1683, 1688, 1701 et 1703. Inversement, les gages offerts aux domestiques en 1670, 1682, 1684, 1686, 1687, 1689 et 1696 sont inférieurs à la moyenne. Globalement, ces résultats tendraient à démontrer que les employeurs eurent plus de difficultés à recruter leur personnel au cours des années 1670 et 1700 que durant les années 1680. Nous ne voyons toutefois pas comment la main-d'œuvre locale aurait pu manquer à ce point d'une décennie à l'autre d'autant que nous avons observé précédemment qu'elle s'amplifiait à mesure que la population augmentait. Notons tout de même que les années 1670 constituent une phase transitoire qui pourrait, à elle seule, justifier les salaires élevés observés pour cette décennie. En effet, la main-d'œuvre locale, native de la colonie, n'est probablement pas encore tout à fait suffisante pour compenser la baisse de l'émigration vers le Canada qui s'amorce justement à partir de cette période. Cette situation a peut-être favorisé une diminution de l'offre de travailleurs dans la colonie et engendré une hausse du coût de la main-d'œuvre locale¹²⁶.

Les crises économiques qui secouèrent le pays semblent également avoir eu un impact sur les salaires¹²⁷. Nous savons, grâce aux travaux de Louise Dechêne, que les prix du blé quadruplèrent entre 1685 et 1692. Cette crise majeure, la plus forte que la colonie ait connue depuis ses débuts, semble se répercuter sur les gages en 1686 et 1687 seulement, puisque le coût de la main-d'œuvre tend à diminuer¹²⁸. De la même manière, le pays traverse à nouveau une phase difficile en 1696 qui, malgré un court répit, s'amplifie de plus belle entre 1698 et 1701 puisque le prix du froment passe du simple au double dans l'intervalle de ces deux années. Cette période coïncide, paradoxalement, avec une augmentation des salaires, tendance qui semble d'ailleurs se prolonger par la suite, bien que le nombre de gages relevés pour chaque année comprise entre 1700 et 1710 ne soit guère

¹²⁶ Notons que la moyenne des salaires entre 1660 et 1669 est de 80# 10s alors qu'elle est de 105# 10s pour l'ensemble des années 1670. Précisons toutefois que nous avons relevé 79 salaires entre 1670 et 1679 alors que nous n'en dénombrons que 19 pour la décennie précédente. Cet écart pourrait donc justifier la différence entre ces deux moyennes dont la première, surtout, est à considérer avec réserve.

¹²⁷ Nous renvoyons le lecteur au graphique de l'annexe 18 sur les variations annuelles du prix du blé entre 1655 et 1725. Voir également L. Dechêne, *op. cit.*, p.330-338.

¹²⁸ Nous ne nous expliquons pas en revanche l'augmentation de la moyenne des salaires calculée pour l'année 1688 et l'écart entre cette dernière et celle évaluée pour l'année 1689.

très élevé. Nous n'avons identifié à cet égard que 52 salaires entre 1700 et 1710. La moyenne est de 106# 10s pour cette décennie alors qu'elle a été évaluée à 85# entre 1690 et 1699 sur la base de 65 salaires.

Enfin, au même titre que la conjoncture économique, le lieu du recrutement paraît également expliquer les écarts entre les salaires. En calculant la moyenne des gages mensuels et annuels selon que l'engagement fut contracté à Québec, Trois-Rivières ou Montréal, nous constatons effectivement que le salaire mensuel et annuel moyen des domestiques est plus élevé à Montréal et Trois-Rivières qu'à Québec (tableaux 5.16 et 5.17)¹²⁹. Même si ces moyennes cachent quelques exceptions, il ressort tout de même que plus le lieu de recrutement est d'installation récente, plus les salaires sont élevés. En somme, la demande de travailleurs semble avoir été plus forte par rapport à l'offre à Montréal et Trois-Rivières¹³⁰. À Québec en revanche, les employeurs eurent apparemment moins de difficultés à recruter leurs domestiques ce qui tendrait à confirmer que la réserve

Tableau 5.16 – Moyenne des salaires mensuels suivant le lieu de recrutement

	Nombre de salaires en livres uniquement	Moyenne des salaires en livres uniquement	Nombre des salaires dont la valeur est connue	Moyenne des salaires dont la valeur est connue
Québec	171	16# 15s	193	17#
Trois-Rivières	8	18# 5s	18	17# 15s
Montréal	51	21#	60	20# 5s
Total	230	17# 15s	271	17# 15s

Source : Actes notariés canadiens

¹²⁹ Précisons que nous comptons 171 salaires pour Québec, 51 pour Montréal et seulement 8 pour Trois-Rivières. Précisons que les résultats obtenus sur la base de l'ensemble des salaires toutes catégories de paiement confondues sont identiques.

¹³⁰ À Montréal, ce constat apparaît d'autant plus ironique qu'avant 1655, souligne L. Dechêne, « il vient des engagés, mais il n'y a pas de maîtres ». Rappelons que ces engagés furent recrutés par la Société Notre-Dame de Montréal afin d'assurer la survie du poste et le dessein missionnaire qu'elle s'était fixé : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.52-53 ainsi que R.-J. Auger, *La grande recrue de 1653*, Montréal, Société de Généalogie canadienne-française, 1955, 205p. et A. Godbout, *Les passagers du Saint-André. La recrue de 1659*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1964, 163p.

Tableau 5.17 – Moyenne des salaires annuels suivant le lieu de recrutement

	Nombre de salaires en livres uniquement	Moyenne des salaires en livres uniquement	Nombre des salaires dont la valeur est connue	Moyenne des salaires dont la valeur est connue
Québec	206	87#	258	83# 10s
Trois-Rivières	18	102#	22	100#
Montréal	121	104#	134	101# 15s
Total	345	93# 15s	414	90# 5s

Source : Actes notariés canadiens

de main-d'œuvre, à l'image de la population, était plus abondante dans le gouvernement de Québec, que dans celui de Montréal ou de Trois-Rivières¹³¹. Le constat apparaît d'autant plus logique que Québec, rappelons-le, est le lieu d'arrivée des immigrants. Le nombre de salaires n'est malheureusement pas suffisant pour observer l'évolution dans le temps de leur moyenne selon le lieu du recrutement. Signalons néanmoins que les gages annuels relevés à Montréal, entre 1667 et 1710, se situent souvent au-dessus de la barre des 100# par année, peu importe l'époque étudiée. À l'inverse, ceux identifiés à Québec sont beaucoup plus diversifiés, mais aussi plus nombreux, et leur évolution dans le temps concorde assez bien avec celle observée pour l'ensemble des salaires.

Dans l'ensemble, plusieurs facteurs peuvent expliquer les différences entre les salaires de la main-d'œuvre locale : la durée des contrats, le lieu du recrutement, la conjoncture économique, ou bien encore les caractéristiques physiques de la main-d'œuvre engagée. Bien entendu, au même titre que les engagés rochelais, « le marchandage peut aussi bousculer bien des barèmes »¹³². Une infirmité quelconque ou une faible constitution physique, évidente chez nombre de mineurs placés par leurs parents, a aussi sûrement joué

¹³¹ Nous renvoyons le lecteur aux graphiques de l'annexe 2. Rappelons qu'en 1681, le gouvernement de Québec concentre 60% de la population totale. H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, *loc. cit.*, p.79-81.

¹³² M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, ...t.3, op. cit.*, p.64.

dans le choix et le montant des paiements¹³³. Néanmoins, même s'il convient de les mentionner, ces éléments ne sont pas aussi simples à identifier dans les contrats et, contrairement aux cas que nous venons d'exposer, nous pouvons difficilement mesurer leur impact sur les salaires des domestiques.

5-3-2-4 Les avances

De la même manière que les engagés rochelais, certains domestiques recrutés directement dans la colonie touchèrent une avance sur salaire lors de leur engagement¹³⁴. Sur les 1207 contrats retenus pour l'étude, 177 seulement font état d'acomptes versés par les maîtres à leurs employés. Ils concernent précisément 213 individus, soit 16% environ de l'ensemble des effectifs. Les domestiques sont donc proportionnellement moins nombreux à percevoir des avances que les engagés rochelais ce qui peut sembler logique après tout puisque ces derniers devaient s'équiper avant leur départ pour la colonie ou laisser de l'argent à leur famille ou à leur créancier¹³⁵. La plupart de ceux qui en bénéficient sont généralement recrutés pour quelques mois seulement. En effet, 131 des 477 domestiques saisonniers (27%) , identifiés dans 98 contrats, reçurent une partie de leurs gages au moment de signer leur engagement (tableau 5.18). En mesurant la proportion de ces avances par rapport au salaire mensuel versé à chacun de ces travailleurs, nous constatons

¹³³ Sur les 340 mineurs mis en service par leurs parents 87 n'ont même pas 10 ans et sont généralement rétribués en nature uniquement. Nous avons relevé un cas où l'employeur décidait de réviser à la baisse le salaire de son domestique quelques jours après son engagement pour la seule raison qu'il le jugeait trop faible (ANQQ, contrat du 25 septembre 1684, greffe Rageot). Nous en avons identifié un autre dans lequel le maître dut réévaluer à la baisse la durée du service de son employé, et conséquemment son salaire, du fait « *de sa jeunesse et de son peu de savoir faire aux manières de ce pays* » (ANQQ, contrat du 16 mars 1700, greffe Rageot de Saint-Luc). Sur l'infirmité de certains domestiques, voir les contrats du 13 octobre 1665 (ANQTR, greffe Latouche), du 8 mars 1669 (ANQQ, greffe Becquet) ou encore du 29 septembre 1684 (ANQQ, greffe Rageot). Notons que ces serviteurs perçoivent un salaire, en livres ou en marchandises le plus souvent, bien en dessous de la moyenne générale. Dans les cas extrêmes, « si l'engagé devient inapte à servir, le maître obtient une annulation du contrat » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.65 et JDCS, arrêt du 20 février 1665. Nous reviendrons sur ce sujet dans le dernier chapitre.

¹³⁴ Précisons ici qu'un seul domestique toucha une prime au moment de son engagement. Il s'agit de Hilaire Sureau, travaillant, engagé au service de François Hazeur, marchand bourgeois de Québec, pour deux années consécutives et pour la somme de 200# par année. Le travailleur reçut effectivement 20s *pour le pot de vin du présent marché* (ANQQ, contrat du 25 juin 1688, greffe Rageot). Il ne toucha en revanche aucune avance lors de la signature de son contrat.

¹³⁵ Rappelons que les trois quarts des engagés rochelais touchèrent une partie de leurs gages au moment de la signature de leur contrat.

que le plus gros contingent touchait l'équivalent de plus d'un mois de salaire¹³⁶. Parmi les 70 domestiques dont les avances sont supérieures ou égales à un mois de travail, trois reçurent la totalité de leurs gages avant même d'entrer au service de leur maître ce qui pourrait aussi vouloir dire qu'ils devaient cette somme d'argent à leur employeur respectif. Par exemple, lorsque Louis Baron fut engagé pendant deux mois par Jean Brart, ce dernier déclara au notaire avoir versé la somme de 20 livres tournois à son employé, soit l'intégralité de son salaire¹³⁷. À cet égard, en tenant compte de la somme totale des gages perçus par chacun de ces 131 domestiques, nous remarquons que 31 d'entre eux touchèrent une avance équivalente à la moitié au moins de leur revenu (tableau 5.19).

Tableau 5.18 – Proportion des avances versées aux domestiques saisonniers par rapport au salaire mensuel¹³⁸

Proportion du salaire mensuel versée lors de l'engagement	Nombre de cas	Pourcentage
De 10 à 25%	1	27%
Le tiers	4	
La moitié	8	
Les quatre cinquièmes	5	
Le salaire d'un mois entier	11	
Le salaire d'un mois et d'une partie du deuxième	29	
Le salaire de deux mois	2	
Le salaire de deux mois et une partie du troisième	7	
Le salaire de trois mois	6	
Le salaire de trois mois et une partie du quatrième	5	
Le salaire de plus de quatre mois	10	
Indéterminée	43	
Aucune avance	346	73%
Total	477	100%

Source : Actes notariés canadiens

¹³⁶ Notons que la moyenne salariale des 88 domestiques, dont nous connaissons la proportion des avances, est de 19# par mois. La moyenne de leurs avances est de 28#, résultat qui vient confirmer ici notre observation.

¹³⁷ *ANQM*, contrat du 12 juin 1675, greffe Adhémar. Voir également les contrats du 24 février 1675 (même greffe), et du 3 novembre 1681 (*ANQQ*, greffe Rageot).

¹³⁸ Nous n'avons pu déterminer la proportion des avances de 43 domestiques soit parce que nous ignorions le salaire mensuel du travailleur, soit encore parce que les avances étaient faites en marchandises dont leur valeur n'était pas spécifiée.

Tableau 5.19 – Proportion des avances versées aux domestiques saisonniers par rapport au salaire total

Proportion du salaire total versé lors de l'engagement	Nombre de cas	Pourcentage
Moins de 20%	32	24.5%
De 20 à 29%	20	15.5%
De 30 à 49%	22	16.5%
50% et plus	31	23.5%
Indéterminé	26	20%
Total	131	100%

Source : Actes notariés canadiens

Toutefois, la majorité empocha moins du tiers de la totalité de leurs appointements lors de la signature de leur contrat.

Contrairement aux domestiques saisonniers, ceux recrutés pour une période minimale d'un an furent moins nombreux à percevoir un acompte sur leurs gages au moment de leur engagement. En effet, 80 personnes seulement, soit à peine 10% des domestiques « permanents », bénéficiaient d'une avance sur salaire (78 contrats). Pour 32 d'entre elles, nous ignorons le montant des avances accordées par l'employeur, le notaire précisant seulement qu'elles seraient déduites sur leurs gages. Pour les 50 autres, nous avons calculé que sur un salaire moyen de 100# 15s, le domestique empochait tout de suite 41# 15s. Il y a bien sûr des écarts. Certains ne reçoivent qu'une maigre avance comme, par exemple, Toussaint Pêcheur, qui ne touche que 20s alors que son salaire annuel est de 120#¹³⁹. À l'autre extrême, nous comptons deux domestiques à qui l'on verse immédiatement le salaire de la première année et trois autres dont les avances correspondent au salaire de plus d'une année de travail (tableau 5.20). La plupart reçoivent néanmoins moins de la moitié d'une année de gages, situation qui les distingue là encore des engagés rochelais puisque ces derniers touchaient une somme équivalente à au moins six mois de service.

Globalement, les avances versées aux quelques domestiques canadiens concernés représentent moins de 40% de leur salaire total (tableau 5.21). Huit empochèrent plus de la

¹³⁹ ANQM, contrat du 9 juin 1683, greffe Adhémar.

moitié de leur revenu. Un seul commença son service avec la totalité de ses gages en poche¹⁴⁰.

**Tableau 5.20 – Proportion des avances des domestiques
« permanents » par rapport au salaire annuel**

Proportion du salaire annuel versée lors de l'engagement	Nombre de cas	Proportion
Moins de 10%	7	9.5%
De 10 à 25%	9	
Le tiers	6	
La moitié	10	
Les trois quarts	8	
Les quatre cinquièmes	5	
Le salaire d'une année entière	2	
Le salaire de la première et d'une partie de la deuxième	3	
Indéterminée	30	89.5%
Aucune avance	754	
Total	834	100%

Source : Actes notariés canadiens

Tableau 5.21 – Proportion des avances des domestiques par rapport au salaire total

Proportion du salaire total versé lors de l'engagement	Nombre de cas	Pourcentage
Moins de 20%	24	30%
De 20 à 39%	15	19%
De 40 à 49%	3	3.5%
50% et plus	8	10%
Indéterminé	30	37.5%
Total	80	100%

Source : Actes notariés canadiens

¹⁴⁰ Il s'agit de Jean Belleville, engagé pour un an au service de Louis Lefebvre, bourgeois de Québec, en échange de 150#, somme que l'employeur versa à son domestique la veille de son engagement (ANQQ, contrat du 2 décembre 1678, greffe Becquet).

Comme pour les salaires, les modalités de paiement des avances sont complexes mais, dans l'ensemble, elles furent réglées, dans 65% des cas, en livres ou billets, et une fois sur quatre en nature uniquement, c'est-à-dire en vêtements mais aussi parfois en blé¹⁴¹. Autant les avances versées aux engagés rochelais permettaient à ces derniers de préparer leur départ, et de laisser éventuellement quelque chose à leurs proches avant de partir pour la colonie, autant celles que reçurent les domestiques recrutés au Canada étaient certainement destinées, en partie du moins, à assurer leur entretien quotidien. En effet, plus de la moitié de ceux qui touchèrent une avance – 142 exactement – devait payer leurs propres frais de subsistance durant leur service¹⁴². En outre, à l'exception de quatre individus seulement, aucun des 211 domestiques identifiés comme ayant reçu une avance n'était entretenu par leur employeur en linges et en hardes. Ce dernier constat peut expliquer pourquoi une partie de ces travailleurs obtinrent, dès la signature de leur contrat, quelques vêtements en déduction de leur salaire, d'autant que certains d'entre eux, comme Guillaume Lebrie par exemple, en étaient particulièrement dépourvus¹⁴³.

Si quelques domestiques se retrouvent ainsi redevables envers leur employeur avant même de commencer leur service, d'autres profitent de leur engagement pour s'acquitter de vieilles obligations ce qui tend à confirmer que les « avances » pouvaient aussi être des remboursements de dettes. Nous avons en effet relevé 66 contrats dans lesquels des maîtres promettaient de payer au nom de leurs serviteurs, et en déduction de leur salaire, les dettes qu'ils avaient accumulées lors de leur dernier engagement ou au moment de leur passage dans la colonie¹⁴⁴. Par exemple, lorsque François Labranche s'engagea pour deux années consécutives au service de Romain Dubuc, habitant de la côte de Neuville, son maître promit de payer les 67# que son domestique devait rembourser au Sieur d'Auteuil, somme

¹⁴¹ Six domestiques touchèrent leurs avances en livres et marchandises. Nous ignorons en revanche quel type d'avance 18 serviteurs reçurent lors de leur engagement.

¹⁴² Rappelons qu'environ 60% des domestiques engagés dans la colonie étaient nourris aux frais de l'employeur ; 20% seulement recevaient vêtements et hardes durant leur service. Ajoutons que nous avons relevé neuf contrats dans lesquels la nourriture du domestique était fournie par l'employeur mais déduite de leur salaire.

¹⁴³ *ANQQ*, contrat du 1^{er} décembre 1670, greffe Becquet. « Attendu que ledit Lebrie n'a de présent aucune harde ni linge », signale le notaire, « il lui en sera tenu compte sur ses gages au cas que ledit sieur Niel [son employeur] fournisse quelque chose d'avance. »

¹⁴⁴ Notons que dans neuf contrats, les dettes des domestiques correspondaient spécifiquement aux frais de leur traversée, incluant parfois leur nourriture, dépenses que leurs maîtres déduisaient de leur salaire.

qu'il avait touchée à l'époque où il travaillait encore pour le compte de ce dernier¹⁴⁵. De la même manière, en recrutant Nicolas Blain pour une durée de un an, Etienne Landeron, bourgeois de Québec, s'engageait à payer, à *l'acquis* de son employé et en déduction de ses gages, 50# à Messieurs du Séminaire de Québec envers qui le domestique était redevable. Sur les 120# qu'il devait toucher au fur et à mesure de son service, près de la moitié allait donc servir au remboursement de son dû¹⁴⁶. Dans certains cas, il arrive même que l'intégralité des gages du serviteur soit reversée à son créancier. Engagé pour une année chez Michel Brouillet pour la somme de 90#, Pierre Lhomme réclama par exemple à ce que son maître règle, pour lui, les 100# qu'il devait à François Pelletier. Si sa dette envers ce dernier était acquittée au terme de son contrat, le domestique se retrouvait en revanche de nouveau débiteur, mais cette fois-ci de son propre employeur¹⁴⁷. Mis à part ces exemples, nous avons aussi relevé cinq contrats dans lesquels la totalité ou une partie du salaire des domestiques servait à les acquitter d'une sentence judiciaire, d'une dette envers la société en d'autres termes. Sans connaître la nature de l'infraction, nous savons notamment que le volontaire Mathurin Greslier allait ainsi pouvoir demeurer quitte des 26# auxquelles il avait été condamné par le lieutenant général de Québec, amende que son maître promettait de régler pour lui en échange d'un mois de travail¹⁴⁸. Enfin, parmi les 66 contrats sélectionnés, il convient d'évoquer le cas de treize engagements en particulier, concernant 23 soldats

¹⁴⁵ ANQQ, contrat du 11 mars 1701, greffe Rageot de Saint-Luc. Ledit Labranche gagnait 75# par année soit 150# pour toute la durée de son contrat. La première année de son service était donc déjà lourdement hypothéquée lors de son engagement.

¹⁴⁶ ANQQ, contrat du 28 février 1678, greffe Duquet de Lachesnaye. Notons ici que tous les employeurs ne respectaient pas toujours leur engagement. Par exemple, en recrutant pendant un mois Pierre Poupardeau, François Fafard promettait de payer, au nom de son employé, les 15# qu'il devait au sieur Duvilliers (ANQM contrat du 19 avril 1679, greffe Adhémar). Or, au terme du contrat, le maître n'honora pas sa promesse et fut poursuivi en justice par le sieur Duvilliers qui obtint finalement gain de cause un an plus tard (ANQQ, Prévôté de Québec, registre 5, folio 169, 17 juin 1680).

¹⁴⁷ ANQM contrat du 27 juillet 1677, greffe Adhémar. Pour honorer sa dette, Pierre Lhomme se voyait contraint de travailler pour son employeur après la fin de son contrat jusqu'à concurrence de son dû ou, s'il en avait les moyens, de le rembourser immédiatement après avoir achevé son temps. Voir également les engagements du 25 août 1664 (ANQTR, greffe Latouche) et du 26 octobre 1675 (ANQQ, greffe Rageot). Dans ces deux derniers contrats, les domestiques se mettent directement au service de leur créancier jusqu'au parfait paiement de leur dette.

¹⁴⁸ ANQQ, contrat du 17 février 1673, greffe Becquet. Même chose dans l'engagement du 14 août 1676 (ANQTR, greffe Ameau) et du 20 avril 1688 (ANQQ, greffe Rageot). Le contrat daté du 27 avril 1680 (ANQM, greffe Maugue) ne fut quant à lui conclu et arrêté que pour libérer et élargir des prisons Jean Sigot, écroué à la requête et en vertu d'une ordonnance de l'Intendant *par laquelle il était condamné par corps jusqu'à l'entier et parfait paiement de la somme de 72# 10s*. Jean-Baptiste Migeon, *avocat en parlement et bailli de l'île de Montréal*, s'engageait à payer la dette de Sigot qui acceptait, en retour, de travailler pour le sieur Migeon pendant six mois consécutifs à raison de 20# par mois, soit 120# en tout, salaire sur lequel seraient déduites les 72# 10s en question.

recrutés en qualité de domestiques. Au moment de les engager, ces hommes étaient toujours au service du roi et, pour « *faciliter leur dégagement et sortie desdites troupes* », leur employeur devait payer au trésorier du régiment auquel chacun d'entre eux appartenait, les avances qui leur avaient été faites durant leur fonction¹⁴⁹. Par exemple, Claude Robutel, habitant de Montréal, dut déboursier 40# pour libérer Jacques Victor du régiment de Carignan, une somme que le maître récupérait ensuite sur les gages de son nouvel employé fixés, dans ce cas en particulier, à 60# par année¹⁵⁰. Bien que ces ententes ne soient pas des cessions d'engagement proprement dit, les dettes de ces anciens soldats étaient reportées, d'une certaine façon, dans leur nouveau contrat de la même manière que celles des domestiques cédés par leur maître à un autre employeur¹⁵¹. L'originalité de ces 13 contrats tient au fait que ces soldats ne furent affranchis en définitive que pour mieux s'engager de nouveau, opération curieuse à première vue mais qui n'était pas sans intérêt pour eux puisque leurs gages étaient plus élevés et qu'ils jouissaient, probablement, d'une plus grande « liberté » que ne leur offrait leur précédent statut.

Au terme de cette analyse, il ressort que les gages des domestiques recrutés dans la colonie se distinguent à maints égards de ceux versés aux engagés rochelais, à commencer par les modalités de paiement. Nous avons vu en effet que la part des domestiques rémunérés en nature, ou partiellement en nature, était loin d'être négligeable, et qu'elle tendait même à augmenter à mesure que nous avançons dans le temps. Cette tendance se justifie, en grande partie, par la composition même du groupe des domestiques constitué, de

¹⁴⁹ Nous pouvons nous demander s'il n'y avait pas spéculation sur le montant de ces avances et si les officiers, qui acceptaient ainsi de libérer certains de leurs soldats, ne profitaient pas de leur affranchissement pour en tirer quelques bénéfices. Qui plus est, le capitaine récupérait la solde des soldats qu'il réformait. Ces retenues étaient-elles reversées dans les coffres du roi ou étaient-elles partagées, comme le mentionne L. Dechêne, entre le capitaine et les administrateurs ? Notons que L. Dechêne a déjà observé le phénomène chez les soldats qui, sans être affranchis, pouvaient travailler chez l'habitant parallèlement à leurs obligations à condition d'obtenir l'autorisation préalable de leur capitaine. Cette pratique était très courante et parfaitement illégale. Elle fut à l'origine de nombreux abus mais aussi de nombreuses plaintes et dénonciations puisque ceux qui travaillaient comme journaliers devaient céder leur paie au capitaine et « il semble que certains officiers auraient aussi tenté de prélever une partie des gages de leurs hommes ». L. Dechêne, *op. cit.*, p.85-86.

¹⁵⁰ *ANQQ*, contrat du 30 janvier 1667, greffe Basset. Précisons que tous les soldats ici concernés furent engagés pour une durée de trois ans après quoi ils étaient *libres de travailler et servir où bon leur semblait*.

¹⁵¹ C'est le cas notamment de Denis Barré, cédé par Flour Boujonnière à Raymond Paget, habitant de Québec, pour deux années. Ce dernier fut obligé de payer audit Boujonnière la somme de 69 livres 10 sols qui était due par ledit serviteur, une dette très élevée si l'on considère les maigres rétributions dudit Barré, fixées à 36 livres par année (*ANQQ*, contrat du 31 juillet 1650, greffe Audouart). Le nouveau maître devait donc prendre à sa charge ce que le précédent était en droit de réclamer. Le contrat est présenté à l'annexe 17.

plus en plus, de mineurs natifs du pays. En focalisant l'attention sur les règlements en espèces, nous avons pu également constater que le salaire annuel moyen des domestiques canadiens était un peu plus élevé que celui des engagés originaires de La Rochelle. Cependant, les maîtres n'avaient pas eu à déboursier les frais de passage pour leurs employés puisqu'ils étaient déjà sur place. Par conséquent, ils ne coûtaient pas vraiment plus cher que les engagés immigrants et à partir du moment où la main-d'œuvre locale suffisait à la demande, les maîtres n'eurent plus à recourir aux services des travailleurs étrangers. Outre ces aspects, nous avons vu également que les salaires des domestiques canadiens étaient plus disparates encore que ceux versés aux recrutés français. L'explication de ces écarts tient à une combinaison de facteurs, tous aussi importants les uns que les autres, mais agissant à divers degrés selon les cas. Ainsi, les caractéristiques physiques de la main-d'œuvre, la durée de l'engagement mais aussi la conjoncture économique et le lieu du recrutement sont les éléments qui eurent, selon nous, le plus d'incidences dans la détermination des salaires des domestiques. En plus de leurs gages, environ 60% des employés étaient nourris aux frais de leur maître et seulement 16% touchaient une avance sur leur salaire, constat qui, là encore, les différencie des travailleurs immigrants. Au-delà de ces dissemblances, un point commun rassemble tout de même les domestiques canadiens et les engagés rochelais : tous étaient l'objet de diverses transactions, et qu'ils aient été recrutés dans la colonie ou en métropole, leur premier maître n'était souvent pas le dernier¹⁵².

5-4 Le bail d'homme

Nous avons eu l'occasion d'observer, dans le cadre du troisième chapitre, que les trois-quarts des engagements signés à La Rochelle avaient été contractés par des intermédiaires, des marchands rochelais pour la plupart, qui agissaient soit comme procureur de colons qui avaient passé une commande (76 contrats), soit pour leur propre

¹⁵² L. Dechêne, *op. cit.*, p.66.

compte (117 contrats)¹⁵³. Dans ce dernier cas, nous avons vu que la main-d'œuvre embauchée n'était pas destinée à ces recruteurs mais demeurait réservée exclusivement aux colons canadiens. Après avoir enduré la traversée, ces engagés étaient distribués dans la colonie mais nous ignorons les mécanismes de ce processus et nous n'avons pas été en mesure d'identifier les maîtres chez lesquels ces travailleurs allaient œuvrer durant trois années consécutives. Une chose est sûre cependant : le colon qui prenait un engagé amené par un marchand rochelais, devait rembourser l'ensemble des frais investis par ce dernier « et, probablement, un montant de plus correspondant à un profit pour ce marchand »¹⁵⁴.

Une fois en service au pays, l'engagé immigrant peut encore faire l'objet de transactions au même titre que ses homologues recrutés directement au Canada. Pour l'ensemble de la période, nous avons relevé quatorze contrats canadiens, concernant 15 domestiques dont la moitié avaient été recrutés en France, par lesquels des maîtres cédaient leur engagé à un autre employeur. Par exemple, le 8 septembre 1650, René Delanau dit Delalande, serviteur d'Eléonore de Grandmaison, fut cédé par sa maîtresse à Toussaint Toupain, habitant de la côte de Beaupré, à condition toutefois que celui-ci paie à la maîtresse les deux-tiers des frais de passage qu'elle avait dû déboursier pour son domestique. De la même manière, le 3 octobre 1684, Denis Dutas, premier capitaine des troupes du roi, délaissa Jean Patry, « *petit engagé qu'il avait eu de Monseigneur l'Intendant pour cinq ans* », à Jean Boudor, marchand bourgeois de Trois-Rivières, et ce pour une période de cinq ans également, « *à la charge que ledit Boudor lui payera dans l'année à compter de ce jour la somme de 105 livres en castors pour le restituer du passage et avances dudit Patry* »¹⁵⁵. Ces transactions ne sont pratiquées ici qu'à l'échelle individuelle. Elles ne constituent donc pas une source de profits pour les employeurs. Elles peuvent en outre être à l'origine de quelques conflits. Nous avons effectivement relevé dans les archives judiciaires de la colonie sept procès dans lesquels un ancien maître poursuivait en

¹⁵³ Notons que les 69 engagements qui complètent notre base de données furent directement contractés par les employeurs eux-mêmes. Cependant, ceci ne signifie pas pour autant que leurs engagés ne furent pas cédés à un autre maître durant le temps que dura leur service.

¹⁵⁴ G. Carpin, *op. cit.*, p.189. Même chose en ce qui concerne, plus spécifiquement, les marchands de la colonie qui participèrent à ce commerce car, souligne L. Dechêne, « on ne peut expliquer autrement l'intérêt de Boucher à lever une centaine d'hommes qu'il baille ensuite à divers habitants ou celui de Charles Lemoyne qui monte des engagés à Montréal « pour y être distribués » ». L. Dechêne, *op. cit.*, p.67.

¹⁵⁵ ANQQ, contrats du 8 septembre 1650 (greffe Audouart) et du 3 octobre 1684 (greffe Duquet de Lachesnaye). Notons que les frais de passage des deux engagés n'étaient pas déduits de leur salaire mais demeuraient à la charge de l'employeur.

justice celui auquel il avait cédé son domestique, pour ne pas avoir honoré ses obligations. Pierre Perthuys réclama, par exemple, que François Blot, « *qui a engagé Louis Brosseau son domestique auquel il avoit donné son congès par écrit à la charge que celui qui l'engageroit lui payeroit la somme de 15 livres 10 sols qu'il lui doit, soit condamné lui payer ladite somme de 15 livres 10 sols avec dépens* ». De la même façon, Marie Auvray exigea de Sébastien Liénard qu'il lui paye les 100 livres « *qu'il a répondu pour André Dumets qu'il a pris à son service à condition de payer ladite somme* »¹⁵⁶.

Ces cessions peuvent survenir quand le maître n'a plus besoin de son domestique ou lorsque celui-ci devient une charge trop lourde à supporter. Plutôt que de lui donner son congé, le maître peut ainsi chercher à récupérer une partie des frais qu'il avait investis en recrutant son serviteur, comme ont pu le faire notamment la demoiselle de Grandmaison et le capitaine Denis Dutas¹⁵⁷. Ces cessions d'engagement peuvent aussi se produire si l'employeur décède. Par exemple, en s'engageant jusqu'à la fin de ses jours pour le compte de Jacques Labadie, sergent de la garnison des Trois-Rivières, Laurent Mole promettait de poursuivre son service chez Magdeleine Benacie, veuve de défunt Etienne Seigneuret, au cas où son maître succomberait avant lui¹⁵⁸. Louise Dechêne note également que « l'engagé est parfois cédé en même temps que la terre sur laquelle il travaille. L'acheteur rembourse au vendeur une partie des frais initiaux, acquitte immédiatement les dettes de l'engagé envers le premier maître, le cas échéant, qu'il déduira ensuite de ses gages pour le temps qui reste à courir »¹⁵⁹. Enfin, certains domestiques sont quelquefois mis au service d'une autre personne pour éteindre une dette de leur maître : Gabriel Benoist fut cédé à Louis Laurant du Portal durant deux mois consécutifs à cause de 40# que devait Marguerite Haiet,

¹⁵⁶ Plaintes du 29 novembre 1689, *ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1687-1690), f.1095-1096 et du 18 décembre 1674, *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 7, f.129v. La sentence est connue dans cinq procès seulement. Toutes vont dans le sens de la partie plaignante.

¹⁵⁷ Nous avons identifié 22 domestiques qui détenaient un congé de leur ancien employeur au moment de leur engagement. Ces serviteurs avaient-ils terminé leur temps ou avaient-ils été libérés de leurs obligations avant l'expiration de leur contrat ? Ces congés tendraient à appuyer la deuxième hypothèse : voir les contrats du 10 octobre 1673 (*ANQQ*, greffe Rageot), ou encore du 25 juillet 1684 (*ANQM*, greffe Basset dit Deslauriers).

¹⁵⁸ *ANQM*, contrat du 27 février 1678, greffe Ameau dit Saint-Séverin.

¹⁵⁹ L. Dechêne, *op. cit.*, p.66.

sa maîtresse, épouse de Chouart des Groseillers¹⁶⁰. Au même titre que les contrats d'engagement, les quelques exemples que nous avons identifiés dans les minutes notariales canadiennes ne constituent que la partie émergente des transactions réalisées dans la colonie. Les employeurs ont probablement mis leur propre domestique à la disposition de leur entourage sans que ces arrangements aient laissé de traces dans les archives. Le constat est le même en ce qui concerne la location d'un engagé à la journée ou pour de courtes périodes. Le phénomène est courant, selon Louise Dechêne, mais aussi très lucratif pour l'employeur car « à l'époque des gros travaux agricoles, un maître retire 30 sols par jour de chaque serviteur dont il peut disposer. S'il réussit à faire travailler un homme quarante jours par an pour autrui, il récupère la valeur des gages d'une année »¹⁶¹.

Les domestiques subissaient probablement les décisions de leur maître sans avoir leur mot à dire. En pratique, pour les engagés rochelais à tout le moins, ils devaient s'y attendre car, rappelle Marcel Trudel, leur contrat stipulait d'ordinaire l'engagement « pour un tel ou pour autre »¹⁶². Cependant, les transactions ne sont pas le fait exclusif des employeurs. Il arrive qu'un domestique puisse échanger sa place avec un autre afin de recouvrer plus rapidement sa liberté. Par exemple, le 18 juillet 1666, François Fortage « *mit et constitua à sa place Jacques Marot dit Sanssoucy pour servir aux travaux ordinaires de ce pays* » chez son maître, Jean Lemoine, habitant du Cap-de-la-Madeleine, et ce pour les deux dernières années de service qui lui restait à terminer. L'employeur y trouvait son compte puisqu'en libérant François Fortage, il allait bénéficier d'un domestique auquel il n'aurait à payer

¹⁶⁰ ANQTR, convention du 27 mars 1663, greffe Herlin. Michel Marquiseau, serviteur d'Etienne Delessart, dut également travailler pour Jean Juchereau de La Ferté, le temps d'effacer une dette de Delessart (ANQQ, accord du 23 juillet 1658, greffe Audouart). M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France...t.3, op. cit.*, p.69. Un dépouillement systématique des accords passés dans la colonie permettrait probablement d'identifier plusieurs autres exemples. Rappelons que, dans le cadre de notre étude, nous avons compulsé systématiquement tous les engagements, marchés et conventions contractés au pays entre 1640 et 1710.

¹⁶¹ L. Dechêne, *op. cit.*, p.67.

¹⁶² M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France...t.3, op. cit.*, p.69.

aucun salaire, celui-ci étant à la charge de son ancien employé¹⁶³. Si les domestiques devaient se soumettre sans conditions aux ordres de leur maître, si leurs devoirs étaient, comme nous le voyons dans la prochaine partie, plus nombreux que les droits auxquels ils pouvaient prétendre, il ressort de ces exemples qu'ils disposaient tout de même d'une certaine latitude, mais une liberté qui demeurerait toujours conditionnelle au bon vouloir de leur employeur.

Globalement, les cessions d'engagement identifiées se répartissent sur l'ensemble de la période étudiée mais elles ne nous apparaissent pas assez nombreuses pour refléter l'ensemble du phénomène¹⁶⁴. Néanmoins, cette analyse a permis non seulement de mieux cerner les contextes de ces baux, mais également d'identifier leurs avantages, tant pour le maître que pour le domestique. Qui plus est, ainsi que nous l'évoquions précédemment, la plupart de ces arrangements ont fort probablement été réalisés de gré à gré et se sont peut-être accrus à mesure que la demande de domestiques augmentait¹⁶⁵. Plus précisément, nous croyons que ces transactions s'amplifièrent principalement à partir du moment où l'émigration vers le Canada a commencé à diminuer. Nous avons vu précédemment que les années 1670 constituaient une étape transitoire à cet égard, un passage qui, selon nous, a probablement engendré une multiplication de ces échanges d'hommes, le temps que la nouvelle main-d'œuvre native du pays soit suffisamment importante pour combler la demande de travailleurs.

Bien que l'évolution du nombre de contrats d'engagement signés dans la colonie soit un indicateur imparfait de l'évolution de la demande de domestiques au Canada, nous

¹⁶³ *ANQTR*, marché de servitude du 18 juillet 1666, greffe Latouche. Notons que François Fortage fut recruté à La Rochelle par Pierre Gaigneur le 20 avril 1665 qui le céda, semble-t-il, à Jean Lemoine une fois arrivé dans la colonie (*ADCM*, greffe Teuleron). Il était prévu que son engagement durerait trois années consécutives et qu'il toucherait 75# au terme de chacune d'elles. En proposant d'être remplacé par Jacques Marot, Fortage promettait de verser à ce dernier la somme de 40# à la fin des deux années de service sans que son maître n'ait rien à débours. Fortage faisait donc 35# par année dans cette affaire. Voir également la promesse d'engagement du 31 octobre 1666 (*ANQQ*, greffe Becquet), dans laquelle Pierre Laisné promettait de servir chez le sieur Charron à Québec, au lieu et place de Gabriel Dumats afin de parachever les deux derniers mois de service de ce dernier. En échange, ledit Dumats promettait de payer audit Laisné la somme de 60# au bout desdits deux mois en question.

¹⁶⁴ Notons tout de même que dans la moitié des cas, celles que nous avons mises à jour ont été réalisées au cours des années 1670 et 1680, années durant lesquelles les embauches faites au Canada étaient particulièrement importantes comme nous l'avons vu précédemment.

¹⁶⁵ Il ne s'agit là bien sûr que d'une hypothèse. Si la demande de domestiques augmente, il est possible que les maîtres aient aussi préféré garder leurs employés.

croyons néanmoins que celle-ci a augmenté de façon constante, à mesure finalement que la population canadienne s'accroissait. Jusqu'à la fin des années 1670, les employeurs embauchent principalement des engagés immigrants, car la main-d'œuvre disponible au pays n'est pas encore suffisante pour répondre parfaitement à la demande. Ces engagés demeurent au service de leur maître durant trois années consécutives presque systématiquement et touchent, en moyenne, 69# par année. Parallèlement à ces embauches, quelques hommes sont également recrutés directement au pays. Cette main-d'œuvre locale perçoit un salaire annuel moyen de 90# et n'est recrutée que pour de courtes périodes, pour une année ou quelques mois dans 65% cas. Contrairement à ce que cette moyenne pourrait laisser entendre, les domestiques recrutés au Canada ne coûtent toutefois pas vraiment plus cher aux employeurs car ceux-ci n'ont pas eu à déboursier le passage de ces travailleurs locaux. Cette charge s'ajoute en revanche aux frais de recrutement des engagés immigrants et c'est précisément pour amortir ces coûts que les contrats rochelais sont plus longs que les marchés canadiens, et les salaires moindres. Passées les années 1670, l'immigration vers le Canada décline, une diminution qui n'affecte toutefois ni la croissance de la population, dont le mouvement naturel augmente à un rythme de 2.5% par année, ni apparemment la demande de domestiques. À compter de cette période, le transport d'engagés vers le Canada n'est plus perçu aux yeux des marchands comme une entreprise rentable car la réserve de main-d'œuvre disponible dans la colonie, et certainement mieux préparée aux conditions coloniales, satisfait désormais aux exigences de la demande. Le pays recrute de plus en plus ses travailleurs à l'intérieur de son propre territoire. La durée des contrats canadiens tend par ailleurs à s'allonger, et les modalités de paiement des domestiques, plus variées au départ que celles des engagés immigrants, se réduisent progressivement à des salaires en nature ou partiellement en nature. Autrement dit, plus nous avançons dans le temps, moins la main-d'œuvre locale paraît dispendieuse. Cette évolution tiendrait à la composition du groupe des domestiques. Ce sont dorénavant les enfants des colons que les employeurs recrutent ou plutôt que des familles mettent à leur disposition ; une main-d'œuvre bon marché que l'offre étrangère peut difficilement concurrencer, et qui témoigne bien de l'essor mais aussi de la consolidation de la colonie laurentienne.

Les chapitres précédents et l'analyse des modalités des contrats d'engagement, tant français que canadiens, ont été l'occasion d'évoquer quelques-unes des caractéristiques des

domestiques employés dans la vallée laurentienne au XVII^e siècle. Avant d'entrer dans le quotidien de ces travailleurs et de tenter de comprendre les rapports qu'ils entretenaient avec leurs maîtres, il convient au préalable de se pencher davantage sur les spécificités de cette main-d'œuvre locale et étrangère pour mieux parfaire le portrait de ce groupe. La synthèse présentée dans le prochain chapitre permet également d'observer l'évolution de l'offre et de déterminer le moment à partir duquel les domestiques natifs du pays commencèrent à remplacer les immigrants.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL
ET
UNIVERSITÉ PARIS IV – SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE 2 : HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

LA DOMESTICITÉ DANS LA COLONIE LAURENTIENNE AU
XVII^E SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XVIII^E SIÈCLE (1640-1710)

THÈSE PRÉSENTÉE EN COTUTELLE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

VOLUME II

PAR

ARNAUD BESSIÈRE

JUIN 2007

TROISIÈME PARTIE

LES DOMESTIQUES ET LA VIE DE SERVITUDE

Chapitre VI : La domesticité canadienne-française : portrait du groupe

Ce chapitre est consacré à la description quantitative des caractéristiques physiques, sociales et géographiques des domestiques. Jusqu'à présent, nous savons que la domesticité dans la colonie laurentienne est majoritairement composée d'hommes âgés de plus de quinze ans, d'individus aptes, en somme, à répondre physiquement aux travaux que réclament le défrichement et l'agriculture en général, activités principales auxquelles s'affaire l'habitant, premier employeur de domestiques dans la colonie. Certes, les femmes ne sont pas absentes pour autant. Comme en France, nous les retrouvons essentiellement en ville mais leur proportion est faible comparée à celle de leurs homologues masculins, même si elle tend à augmenter entre les premiers et le dernier recensements. Rappelons qu'en métropole, le domestique le plus répandu en ville est la servante¹. La domesticité « urbaine » de la colonie laurentienne se distingue de celle de la métropole car les femmes occupant la fonction de servante sont toujours minoritaires par rapport aux domestiques masculins et cela, peu importe leur localisation.

Au-delà de ce bref portrait, nous ignorons comment les domestiques se répartissent précisément selon leur sexe et leur âge. Nous ne connaissons pas non plus leur statut matrimonial, leur niveau d'instruction, leurs origines géographique et sociale. Dans l'ensemble, les archives consultées nous permettent non seulement de combler ces lacunes mais aussi de vérifier, du même coup, si le groupe des domestiques se distingue de l'ensemble de la population coloniale. De plus, l'identification du lieu d'origine des serviteurs nous donne l'occasion d'observer l'évolution de l'offre et de déterminer le moment à partir duquel la main-d'œuvre devient principalement alimentée par des hommes et des femmes de souche canadienne. Enfin, l'examen des origines sociales des domestiques, et particulièrement celles des jeunes, nous offre la possibilité de mieux comprendre les raisons qui amenèrent certaines familles à louer un ou plusieurs de leurs

¹ J.-P. Gutton, *Domestiques et Serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p.73 et 102.

enfants, décision qui reflète souvent les peines et misères d'une partie de la population canadienne du XVII^e siècle.

6-1 Composition du groupe des domestiques

6-1-1 Distribution des domestiques par sexe et par âge

Les meilleures sources disponibles pour procéder à la répartition des domestiques selon leur sexe et leur âge sont, encore une fois, les trois relevés nominatifs de la colonie, photographie de la population canadienne du XVII^e siècle. Les tableaux 6.1, 6.2 et 6.3 témoignent parfaitement de la prééminence des hommes au sein du corpus². En 1666 et 1667, ils constituent près de 98% de l'ensemble des domestiques et en 1681, leur proportion, toujours très forte, s'élève à 82%³. La supériorité numérique de la main-d'œuvre masculine par rapport aux servantes se reflète également dans les contrats d'engagement français et canadiens (tableau 6.4), caractéristique qui va de pair avec les travaux réclamés par la plupart des employeurs, qui exigent souvent, nous l'avons vu, une force physique à laquelle les femmes ne peuvent d'ordinaire pas répondre. Les 1207 contrats d'engagement canadiens concernent au total 1311 domestiques. Parmi eux, nous avons 1173 hommes (89.5%) et 138 femmes (10.5%). Dans les contrats d'engagements français, la part de la main-d'œuvre masculine est plus élevée encore puisque sur les 319 domestiques identifiés dans les 262 contrats rochelais dépouillés, 96% sont des hommes. Remarquons que si les femmes sont minoritaires au sein de l'immigration durant tout le régime français – elles représentent 10% environ de l'immigration observée selon Mario Boleda – elles étaient encore moins nombreuses à quitter la France en qualité de servantes. Dans la plupart des cas, celles qui décident de partir pour le Canada ne déclarent aucun

² Comme nous avons arrondi nos résultats, la somme des pourcentages ne totalise pas 100.

³ Notons qu'en 1681 nous avons quatre individus dont nous ignorons le nom, le sexe et l'âge; il s'agit des quatre domestiques du gouverneur Perrot à Montréal. Le *PRDH* précise seulement qu'ils sont célibataires. En 1667, nous connaissons l'âge et le nom de famille (ou surnom) d'un individu mais nous ignorons son sexe; il s'agit d'un ou d'une dénommée Lafontaine, domestique âgé(e) de 30 ans et travaillant chez Martin Prevost, habitant de la côte de Beauport.

**Tableau 6.1 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge
d'après le recensement de 1666**

Âge \ Sexe	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
0 à 10	-	-	-	-	-	-
11 à 20	144	32.1	6	1.4	150	33.5
21 à 30	228	50.9	1	0.2	229	51.1
31 à 40	40	8.9	-	-	40	8.9
41 à 50	15	3.4	2	0.4	17	3.8
51 à 60	4	0.9	-	-	4	0.9
61 à 70	-	-	-	-	-	-
71 à 80	1	0.2	-	-	1	0.2
81 à 90	-	-	-	-	-	-
Inconnu	7	1.5	-	-	7	1.5
Total	439	97.9	9	2	448	99.9

Source : Recensement du Canada de 1666

**Tableau 6.2 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge
d'après le recensement de 1667**

Âge \ Sexe	Masculin		Féminin		Inconnu		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
0 à 10	1	0.2	2	0.4	-	-	3	0.6
11 à 20	106	23.5	6	1.3	-	-	112	24.8
21 à 30	257	57.1	1	0.2	1	0.2	259	57.5
31 à 40	47	10.4	-	-	-	-	47	10.4
41 à 50	17	3.8	2	0.4	-	-	19	4.2
51 à 60	4	0.8	-	-	-	-	4	0.8
61 à 70	1	0.2	-	-	-	-	1	0.2
71 à 80	1	0.2	-	-	-	-	1	0.2
81 à 90	1	0.2	-	-	-	-	1	0.2
Inconnu	3	0.6	-	-	-	-	3	0.6
Total	438	97	11	2.3	1	0.2	450	99.5

Source : Recensement du Canada de 1667

**Tableau 6.3 – Répartition des domestiques selon le sexe et l'âge
d'après le recensement de 1681**

Âge \ Sexe	Masculin		Féminin		Inconnu		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
0 à 10	23	4.6	8	1.6	-	-	31	6.2
11 à 20	99	20	60	12.1	-	-	159	32.1
21 à 30	122	24.6	6	1.2	-	-	128	25.8
31 à 40	95	19.2	5	1	-	-	100	20.2
41 à 50	39	7.9	3	0.6	-	-	42	8.5
51 à 60	18	3.6	1	0.2	-	-	19	3.8
61 à 70	5	1	-	-	-	-	5	1
71 à 80	2	0.4	1	0.2	-	-	3	0.6
81 à 90	1	0.2	-	-	-	-	1	0.2
Inconnu	3	0.6	-	-	4	0.8	7	1.4
Total	407	82.1	84	16.9	4	0.8	495	99.8

Source : Recensement du Canada de 1681

**Tableau 6.4 – Répartition des contrats d'engagement
canadiens et français selon le sexe des engagés**

	Nombre de contrats	Nombre d'engagés masculins		Nombre d'engagés féminins		Nombre total d'engagés	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Contrats d'engagement canadiens	1207	1173	89,5	138	10,5	1311	100
Contrats d'engagement français	262	307	96	12	4	319	100

Source : Actes notariés français et canadiens

métier ; comme le souligne Leslie Choquette, l'âge et le statut matrimonial étaient quasiment les seuls éléments connus au sujet des femmes qui émigraient au Canada⁴.

La prédominance des hommes au sein du groupe des domestiques reflète également la composition globale de la population recensée dans la colonie, quoique l'écart entre les sexes y soit nettement moins considérable. En effet, au moment des deux premiers recensements, la population totale est composée à 60% d'hommes et à 40% de femmes⁵. En 1681, le nombre des femmes augmente légèrement suite à l'arrivée des « Filles du roi » et à l'accroissement naturel de la population, mais la proportion des hommes demeure toujours supérieure : 56%.

Si nous tenons compte à présent de l'âge des domestiques, nous remarquons globalement que ces derniers sont jeunes pour la plupart, voire très jeunes si nous prenons en considération les 31 serviteurs classés dans la catégorie des 0-10 ans en 1681. D'après les deux premiers recensements, les domestiques de moins de 30 ans représentent plus de 80% des effectifs et la catégorie des 21-30 ans regroupe le plus grand nombre d'individus : 51% en 1666 et 57.5% en 1667. En 1681, la situation est quelque peu différente puisque la proportion des moins de 30 ans n'est plus que de 64%. Cependant, nous constatons que la classe des 11-20 ans est celle qui rassemble le plus de serviteurs, soit 32% de l'ensemble des domestiques recensés. L'analyse de l'âge suivant les sexes permet de mieux comprendre ce changement de tendance.

Il ressort des trois premiers tableaux que la part des hommes adultes, âgés de plus de 21 ans, dépasse de loin celle des femmes quel que soit le recensement étudié. En 1666, elle est de 66% contre 33% chez les femmes. En 1667, nous dénombrons 325 hommes de plus de 21 ans en service, soit 74% des domestiques mâles, alors que nous n'avons que trois femmes se rangeant dans la même classe d'âge, soit 27% de l'ensemble des domestiques féminins. Enfin, lors du dernier recensement, l'écart entre les sexes semble se creuser

⁴ Voir sur la question L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.97-98. Sur la répartition des immigrants selon leur sexe voir M. Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire Sociale*, vol.23, n°45, 1990, p.171 et Y. Landry, « Les immigrants en Nouvelle-France : bilan historiographique et perspectives de recherche » dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoire de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.67.

⁵ Par « hommes » et « femmes », nous entendons des individus de sexe masculin et féminin sans considération de leur âge.

encore davantage car la proportion des domestiques adultes de sexe masculin se maintient à 70% tandis que celle des femmes n'est plus que de 19%. Soixante servantes, soit près de trois femmes sur quatre, ont entre 11 et 20 ans en 1681, contingent qui contribue à déclasser la catégorie des 21-30 ans, tous sexes confondus, au profit de la précédente.

Les employeurs semblent donc s'orienter vers une main-d'œuvre de plus en plus jeune si nous nous rapportons à ces résultats. L'analyse des contrats d'engagement canadiens confirme d'ailleurs cette tendance même si, généralement, le notaire ne prend pas la peine d'indiquer l'âge des intéressés. Il ne précise d'ordinaire cette information que lorsque des parents donnent en service un ou plusieurs de leurs enfants à un employeur jusqu'à leur majorité ou, pour les filles, jusqu'à ce qu'elles « soient pourvues par mariage ou religion ». Nous pouvons donc penser que les domestiques dont l'âge n'apparaît pas dans les contrats sont des adultes. Nous connaissons l'âge du quart des domestiques engagés par contrat dans la colonie, soit 317 individus précisément sur les 1311 enregistrés dans la banque de données conçue pour cette étude. En les répartissant dans le temps et par tranches d'âge décennales (tableau 6.5), nous observons que les moins de vingt ans, et surtout les moins de dix ans, augmentent progressivement et de manière constante à partir des années 1670 jusqu'à la fin de la période étudiée. Une analyse plus fine de la distribution des domestiques âgés de 20 ans et moins (tableau 6.6) nous permet de constater que le plus gros contingent a entre 8 et 17 ans, et que près du quart des 298 jeunes identifiés dans les contrats d'engagement canadiens ont 13 et 14 ans. Précisons également que 40% des domestiques âgés de 7 ans et moins (soit 19 individus) sont des orphelins mis en service par le procureur du roi ou leur tuteur, et des enfants placés par leurs parents qui invoquent systématiquement devant le notaire leur pauvreté comme raison de l'engagement⁶. Dans ces derniers cas, si la misère a pu pousser certaines familles à se décharger pendant un temps d'un ou de plusieurs de leurs enfants, il convient toutefois d'observer une certaine distance critique à l'égard de ces déclarations. En effet, il n'est pas

⁶ Citons notamment les contrats d'engagement du 9 mars 1691 (*ANQM*, greffe Maugue), du 1^{er} novembre 1691 (*ANQQ*, greffe Genaple de Bellefonds), du 10 novembre 1691 (*ANQM*, greffe Adhémar), ou encore du 17 février 1701 (*ANQM*, greffe Raimbault). Notons que dans quelques cas, nous avons affaire à des veuves qui, sans biens depuis la mort de leur mari, sont contraintes de mettre leurs enfants en service. C'est le cas notamment de Jeanne Gaignon, veuve de Jean Chapeleau, qui place ses deux enfants chez Pierre Gaignon, frère de son défunt mari (*ANQQ*, engagements du 17 octobre 1678, greffe Becquet). Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 17 où nous présentons d'autres exemples.

Tableau 6.5 – Répartition des domestiques dans le temps et par tranches d'âge décennales d'après les contrats d'engagement canadiens

Tranches d'âge Périodes	0-10 ans	11-20 ans	21-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	Plus de 60 ans	Total
1640-1649	-	-	-	-	-	-	-	-
1650-1659	-	1	-	-	-	-	-	1
1660-1669	1	1	-	-	-	-	-	2
1670-1679	11	14	-	-	-	-	-	25
1680-1689	23	61	3	-	1	1	-	89
1690-1699	32	58	6	-	-	-	1	97
1700-1710	44	52	6	1	-	-	-	101
Total	111	187	15	1	1	1	1	317

Source : Actes notariés canadiens

Tableau 6.6 – Répartition des domestiques de 20 ans et moins identifiés dans les contrats d'engagement canadiens

Âge des domestiques	Nombre	%
1 an	2	0.5
2 ans	4	1
3 ans	5	1.5
4 ans	10	3.5
5 ans	9	3
6 ans	8	2.5
7 ans	9	3
8 ans	19	6.5
9 ans	23	8
10 ans	23	8
11 ans	20	7
12 ans	27	9
13 ans	33	11
14 ans	30	10
15 ans	14	4.5
16 ans	23	8
17 ans	17	6
18 ans	9	3
19 ans	4	1
20 ans	9	3
Total	298	100

Source : Actes notariés canadiens

exclu que certains parents aient pu exagérer leur indigence pour se déculpabiliser de leur geste ou encore pour tenter de bonifier les clauses de l'engagement de leur fils ou de leur fille. Quel que soit leur âge, nous aurons l'occasion de voir un peu plus loin que tous ces jeunes enfants et adolescents ne proviennent pas de l'immigration ; ils sont en fait nés au Canada. Autrement dit, le remplacement progressif des immigrants par une nouvelle main-d'œuvre⁷, née au pays, semble avoir commencé bien avant le recensement de 1681 sur lequel Louise Dechêne se base pour montrer le phénomène⁸. Nous y reviendrons. En attendant, nous pouvons ici nous demander pourquoi certains employeurs firent appel à une main-d'œuvre aussi jeune, moins apte aux durs travaux. Nous avons vu dans le cinquième chapitre que l'explication reposait, en partie, sur le faible coût de cette main-d'œuvre.

En effet, dans ces cas précis, l'employeur ne verse généralement aucun salaire à son engagé. Il se contente uniquement de l'entretenir, c'est-à-dire de le loger, de le nourrir et de le vêtir selon ses besoins jusqu'à l'expiration de son contrat. Au terme de celui-ci, il arrive qu'il lui offre un habit neuf, parfois une vache ou une taure, mais rarement plus. La main-d'œuvre juvénile ne coûte donc pas trop cher à l'employeur. De plus, même si elle est trop jeune pour les gros travaux, elle sert toujours utilement le maître quand vient le temps de sarcler son jardin, de garder ses bêtes ou encore d'entretenir sa maison, ainsi que nous l'observons en France aux XVII^e et XVIII^e siècles⁹. Les plus petits, âgés de moins de 10 ans, n'étaient probablement pas d'une grande utilité mais puisqu'ils devaient généralement demeurer en service jusqu'à leurs 18 ans, les employeurs avaient la possibilité de tirer profit de leurs jeunes recrues pendant deux ou trois ans. C'est du moins ce qu'affirme le notaire Nicolas Gaspard Boisseau à la fin du XVIII^e siècle. Il écrit en effet que :

⁷ Il peut sembler exagérer de parler de « main-d'œuvre » lorsqu'il est question de très jeunes enfants. Cependant, dans la mesure où ils sont généralement mis en service pour une longue période de temps, l'emploi du terme « main-d'œuvre » pour qualifier ces jeunes en général ne nous paraît pas inapproprié. Nous renvoyons le lecteur au chapitre précédent et particulièrement à la note 40.

⁸ L. Dechêne *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.62.

⁹ G. Lefebvre montre en effet que « suivant l'importance de la ferme, des enfants entraient dans la composition du personnel [domestique], soit pour remplacer un adulte, soit pour lui venir en aide. Les garçons étaient employés à la garde des troupeaux, les filles au ménage et à la filature, les uns et les autres au sarclage. Autant qu'ils le pouvaient, le cultivateur et sa femme se déchargeaient de toutes ces besognes et, sans hésiter à leur imposer des tâches excessives pour leur âge, mettaient leurs propres enfants à l'ouvrage, à douze ans au plus tard. Souvent les petites filles de six ans passaient déjà leur vie à filer, en gardant les nouveau-nés » : voir G. Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, Paris, A. Colin, 1972, p.277.

Les habitants voient naître avec joie des enfants qui, dès l'âge de 10 ans, emploient déjà leurs faibles mains à l'agriculture, ce qui leur donne en peu de temps une force surprenante et leur fait par conséquent un corps robuste et en état de soutenir à 15 ans les travaux les plus fatigants¹⁰.

Si le recours à la domesticité juvénile semble de plus en plus répandue dans la colonie laurentienne à mesure que nous avançons dans le temps, il reste encore à vérifier s'il subsiste des variations dans la distribution des domestiques selon leur âge et la catégorie socioprofessionnelle de leurs maîtres. Seul le recensement de 1681 nous permet de répondre à cette question car, d'une part, les professions des maîtres y sont mieux représentées qu'en 1666 et surtout 1667 et, d'autre part, la présence de main-d'œuvre juvénile y est significative pour la première fois. Au moment des deux premiers recensements, les enfants nés dans la colonie sont en effet trop peu nombreux pour qu'on puisse vraiment parler de domesticité infantine au Canada. Les groupes d'âge sont beaucoup moins hétérogènes qu'en 1681. La majorité des domestiques recensés en 1666 et 1667 avait, nous l'avons vu, entre 21 et 30 ans. Or, 15 ans plus tard, nous avons constaté que la catégorie des 11-20 regroupait le plus grand nombre de serviteurs et que celle des 0-10 rassemblait plus d'une trentaine d'individus (aucun en 1666 et trois seulement en 1667). La diversité des âges dans le recensement de 1681 témoigne donc non seulement de l'augmentation du nombre d'enfants dans la colonie mais aussi, et surtout, du recours à ces mineurs comme domestiques.

Les résultats de la recherche (tableau 6.7) démontrent que ce sont les paysans, et donc des ménages modestes, qui embauchent proportionnellement le plus de domestiques de moins de 15 ans, ce qui semble tout à fait logique étant donné le faible coût de la main-d'œuvre juvénile. Notons que les notables et les artisans en engagent également beaucoup. Dans un cas sur cinq environ, leurs employés n'ont pas plus de 14 ans. À l'inverse, les communautés religieuses préfèrent à ces enfants des travailleurs plus matures, dans la trentaine principalement (50% des effectifs à peu près), une main-d'œuvre, en somme, plus productive et sûrement mieux expérimentée, capable de contribuer rapidement à l'essor de leurs exploitations. Si nous nous intéressons maintenant aux domestiques les plus âgés, nous remarquons que ce sont les notables et les communautés religieuses qui,

¹⁰ Citation extraite du livre d'André Lachance, *Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France. La vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Libre Expression, 2000, p.66.

proportionnellement, en emploient le plus. Au même titre que la domesticité juvénile, nous pouvons nous interroger sur l'utilité de ces serviteurs. Certes, un homme ou une femme de 50 ans est encore capable de travailler physiquement et de satisfaire à la demande de son maître, mais on peut se demander ce qui justifie l'emploi d'une main-d'œuvre plus âgée, de 70 voire 80 ans¹¹ ? Il faut d'abord penser que ces domestiques devaient probablement être des domestiques de maison. Mais la générosité et la compassion des maîtres à l'égard de

Tableau 6.7 – Distribution des domestiques selon leur âge et la catégorie socioprofessionnelle de leurs employeurs d'après le recensement de 1681¹²

Groupe d'âges	Notables		Religieux		Artisans		Paysans		Autres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
0-14 ans	7	19	6	4.5	7	20.5	58	28.5	13	16
15-19 ans	8	21.5	14	10	5	14.5	38	18.5	22	27
20-24 ans	1	3	11	8	6	17.5	22	11	12	14.5
25-29 ans	1	3	16	11.5	2	6	21	10	7	8.5
30-34 ans	3	8	24	17.5	6	17.5	25	12	4	5
35-39 ans	4	11	23	17	5	14.5	6	3	7	8.5
40-44 ans	-	-	20	14.5	1	3	11	5.5	9	11
45-49 ans	2	5	6	4.5	1	3	6	3	3	3.5
50 ans et plus	5	13.5	17	12.5	1	3	17	8.5	5	6
Inconnu	5	13.5	-	-	-	-	1	0.5	-	-
Total	36	-	137	-	34	-	205	-	82	-

Source : Recensement du Canada de 1681

¹¹ C'est le cas notamment de Jean Agille, âgé de 70 ans, domestique de la veuve de Nicolas Juchereau, ancien marchand et habitant de la seigneurie de Beauport, ou encore de Louis Lesage, 71 ans, de Pierre Barrot, 72 ans et de Zacharie Maheu, 81 ans, tous domestiques à l'Hôtel-Dieu de Québec. Parmi les 45 individus âgés de plus de 50 ans, notons que cinq étaient déjà identifiés comme domestiques dans le recensement de 1667 ; il s'agit de Mathurin Cardin, Pierre Sicard, Nicolas Labbé, Edmée Chastel et Jacques Loiseau. Les deux derniers sont toujours au service du même employeur. La première s'est engagée jusqu'à la fin de ses jours à la veuve d'Ailleboust ainsi que le confirme la convention du 3 avril 1661 (ANQQ, greffe Basset). Nous ne pouvons en revanche affirmer la même chose pour Jacques Loiseau car nous n'avons identifié aucun acte notarié le liant, de quelque manière que ce soit, à son maître, Élie Grimard. En revanche, nous savons qu'il s'était déjà engagé à deux reprises, en 1662 et 1664, pour de courtes périodes, à deux autres maîtres en qualité de volontaire (ANQTR, contrats du 28 octobre 1662, greffe Laurent du Portail, et du 14 novembre 1664, greffe Latouche).

¹² Dans la catégorie « Autres », nous avons intégré les employeurs dont l'agent recenseur ne mentionnait aucune qualité professionnelle ainsi que les trois chirurgiens, le cabaretier, le canonier, l'arquebusier et le matelot que nous ne pouvions assimiler aux autres catégories du tableau.

ces personnes nous semblent être une des principales raisons de leur embauche. Il paraît évident que ces domestiques sont recrutés moins pour leur capacité au travail que pour la considération de leur grand âge et peut-être aussi, dans certains cas, des liens passés, personnels ou professionnels, qu'ils purent avoir avec leur employeur. Nous avons d'ailleurs tenté de vérifier cette dernière hypothèse à partir de la banque de données *Parchemin*, mais les résultats de cette enquête n'ont pas été très concluants. Seulement quatre domestiques, parmi les 45 individus âgés de 50 ans et plus, relevés en 1681, étaient passés devant un notaire avec leur employeur bien avant le dernier recensement qui nous a permis de les identifier¹³. Trois d'entre eux ont donc pu être embauchés pour les services qu'ils rendirent à leur maître par le passé. Il faudrait bien sûr pousser davantage l'analyse et chercher notamment quelques indices dans les registres paroissiaux de la colonie mais aussi dans les archives judiciaires. Cependant, nous ne croyons pas que cette recherche serait garante d'un grand succès. Pour reprendre une citation chère à Jean-Pierre Gutton, la domesticité touche au « clandestin quotidien » et, dans l'ensemble, peu nombreux sont ceux qui laissèrent une trace de leur existence, antérieure ou postérieure à leur engagement. Nous y reviendrons.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que des individus se donnaient parfois jusqu'à leur mort à un employeur en échange de leur entretien, « tant en santé qu'en maladie ». La majorité de ceux qui, en qualité d'employé, acceptent ce genre de marché est principalement composée de personnes âgées, sûrement incapables de subvenir seules à leurs besoins et qui, pour se mettre à l'abri de l'indigence, choisissent de se constituer domestique¹⁴. Il est probable que ceux que nous avons identifiés parmi les plus âgés en 1681 aient également conclu une telle entente même si, encore une fois, nous n'avons retrouvé aucun document notarié les liant à leur employeur¹⁵. Ainsi, de la même manière

¹³ Il s'agit de Edmée Chastel (*ANQM*, convention du 3 avril 1661 avec la veuve d'Ailleboust, greffe Basset), de Nicolas Labbé (*ANQQ*, donation de biens meubles et immeubles à l'Hôtel-Dieu de Québec le 27 février 1672, greffe Rageot), de Zacharie Maheu (*ANQQ*, donation d'argent à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 16 août 1674, greffe Becquet), et enfin de Maximin Lagorge (*ANQM*, donation de biens meubles et immeubles à Jacques Babie, marchand de Québec, le 22 décembre 1674, greffe Adhémar).

¹⁴ C'est ce que confirme notamment la convention du 27 août 1692 (*ANQQ*, greffe Chambalon). Rappelons que nous avons retenu douze conventions dans lesquelles treize domestiques se donnaient jusqu'à leur mort à un employeur, et que la majorité avait plus de 50 voire 60 ans.

¹⁵ Ces documents ont peut-être été perdus, mais il est probable que ces conventions aient été passées oralement, malgré l'importance d'un tel accord, ainsi que la plupart des engagements effectués dans la colonie.

que les conventions que nous avons étudiées, ces serviteurs avaient certainement promis de rendre service, selon leur force et leur capacité, à celui ou celle qui acceptait de les prendre en charge, de les nourrir, de les entretenir de linges et de les soigner au besoin jusqu'à ce que la mort les emporte. De plus, nous savons que des dispositions particulières pouvaient être prises pour assurer la sécurité du domestique au cas où le maître décèderait avant son employé. Certains, et particulièrement ceux au service des notables et des bourgeois, pouvaient ainsi recevoir un legs ou une pension viagère après la mort de leur employeur, ou encore la garantie que les héritiers du défunt allaient continuer à s'occuper d'eux, à défaut de quoi ils seraient contraints de leur verser un salaire¹⁶. Les notables et les communautés religieuses sont mieux disposés que les habitants à prendre en charge ce type d'employé étant donné leurs ressources financières¹⁷. Parce qu'ils sont plus riches et qu'ils ont des besoins beaucoup plus diversifiés, ces employeurs avaient davantage la possibilité d'engager, ou de garder à leur service, quelques domestiques âgés, toujours utiles à de menus travaux ou à des tâches ménagères. Ceux qui travaillaient pour le compte de l'Hôtel-Dieu de Montréal ou de Québec, en particulier, étaient d'ailleurs sans doute affectés à la surveillance des malades, la mise en valeur des terres de ces institutions étant réservée à des travailleurs plus jeunes¹⁸. Nous ne devons toutefois pas non plus négliger ceux qui étaient employés au service des habitants de la colonie, bien qu'ils soient proportionnellement moins nombreux, et un peu moins âgés que ceux des deux précédentes catégories d'employeur. Là encore, même si nous pouvons difficilement le confirmer, il est possible

¹⁶ Sur les douze conventions que nous avons analysées, la moitié garantissaient une pension viagère ou un legs (la plupart du temps une partie ou l'entièreté de l'habitation de l'employeur) au domestique au cas où le décès du maître surviendrait avant celui de son employé. Voir les conventions du 3 avril 1661 (*ANQM*, greffe Basset), du 27 février 1678 (*ANQTR*, greffe Aneau), du 1^{er} février 1684 (*ANQM*, greffe Maugue), du 15 février 1701, du 6 février 1704 (*ANQM*, greffe Adhémar) ainsi que celle du 9 septembre 1709 (*ANQQ*, greffe Chambalon). Notons que ces clauses ne sont pas spécifiques à la colonie ; elles existaient également en France comme nous le rappelle J.-P. Gutton (J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.172-173). À l'inverse, il pouvait arriver que l'employeur devienne le légataire testamentaire de son domestique lorsque celui-ci disposait encore de quelques biens personnels au moment de son décès. Exception faite des « donnés » des communautés religieuses que nous avons exclus de l'étude, les cas sont toutefois très rares, la plupart de ces personnes s'étant engagés comme domestiques à cause, justement, de leur dénuement : voir les conventions du 21 février 1668 (*ANQTR*, greffe Latouche) et du 13 juillet 1680 (*ANQQ*, greffe Rageot).

¹⁷ Sur les donnés des communautés religieuses, nous renvoyons le lecteur au quatrième chapitre. Précisons que si nous croyons que les domestiques les plus âgés employés dans les communautés religieuses sont en réalité des *donnés* rien, dans les recensements, ne nous autorisent à le confirmer.

¹⁸ Ainsi que nous l'avons exposé dans le quatrième chapitre, rappelons que « n'entre pas qui veut au service des malades, du moins si l'on en croit le règlement, qui recommande de choisir des célibataires d'âge mûr, craignant Dieu, graves, modestes, retenus, pieux et charitables » : voir F. Rousseau, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec. I : 1639-1892*, Québec, Septentrion, 1989, p.92.

d'imaginer que ces domestiques aient déjà travaillé pour ces habitants par le passé et que, satisfaits de leurs services, ces derniers aient continué à faire appel à eux ou, dans certains cas, aient décidé de les engager jusqu'à la fin de leurs jours¹⁹. Il est concevable aussi de croire en la bienveillance de la société paysanne du XVII^e siècle à l'égard de ces vieilles personnes même si, nous l'avons vu, la majorité des habitants employeurs préfèrent rentabiliser leur investissement en embauchant des travailleurs beaucoup plus jeunes et productifs.

Il ressort de ces analyses que les domestiques employés dans la colonie laurentienne sont jeunes pour la plupart, voire très jeunes, dans le cas des femmes en particulier. Ils correspondent globalement au profil observé pour l'ensemble de la population coloniale du XVII^e siècle dont 90% a moins de 45 ans²⁰. Néanmoins, leur moyenne d'âge augmente avec le temps, passant de 24.8 et 26 ans, respectivement en 1666 et 1667, à 27.5 ans en 1681²¹. Si nous faisons le calcul seulement pour les domestiques masculins apparaissant dans les recensements, nous obtenons sensiblement les mêmes résultats soit 24.8 ans en 1666, 26.2 ans en 1667, et 29.4 ans en 1681. En revanche, la moyenne d'âge de leurs homologues féminins est inférieure à la moyenne générale pour chacun des trois recensements étudiés. À l'inverse du mouvement général, elle baisse entre le premier et le dernier relevé passant

¹⁹ Notons que parmi les 17 domestiques de plus de 50 ans identifiés chez un habitant en 1681, nous ne connaissons l'identification complète de l'employé (son nom de famille et son prénom) que dans la moitié des cas. Les autres sont seulement identifiés par leur prénom, entravant du coup toutes tentatives de repérage dans les différentes sources disponibles. Cependant, cette caractéristique peut ici souligner, d'une certaine manière, la proximité entre le maître et l'employé. Sur l'engagement d'un domestique jusqu'à la fin de ses jours par un habitant, voir en particulier, la convention du 21 février 1668 (ANQQ, greffe Latouche) ou encore celle du 18 janvier 1689 (ANQQ greffe Rageot). Ce dernier contrat est présenté à l'annexe 17.

²⁰ Près des trois quarts des habitants ont moins de 30 ans en 1666, 1667 et 1681 : voir H. Charbonneau et J. Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666-1667 », *Population*, vol.22, no 6 (1967), p.1036 et H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire sociale- Social History*, vol.3, no 6 (1970), p.82-84.

²¹ Rappelons qu'en 1666 et 1667, les domestiques de moins de 30 ans représentent plus de 80% des effectifs mais en 1681, leur proportion n'est plus que de 64%. Notons également que pour chacun des trois recensements, l'âge médian des domestiques dans la base de données élaborée pour cette étude est respectivement de 22 ans en 1666, de 24 ans en 1667 et enfin de 25 ans en 1681. Le calcul de l'âge modal des domestiques marque encore davantage l'écart entre les premiers et le dernier recensements passant de 20 ans en 1666 et 1667 à 30 ans en 1681.

de 23.2 et 21 ans, en 1666 et 1667, à seulement 18.4 ans en 1681²². L'augmentation constante du nombre de jeunes en service, observée aussi bien dans les recensements que dans les contrats d'engagement canadiens, laisse présumer que la moyenne d'âge des domestiques est, en 1681, à la veille de diminuer. Cette année-là, en effet, la part des moins de 20 ans s'est nettement accentuée et, à supposer que la tendance se soit maintenue par la suite, hypothèse légitime puisque l'accroissement naturel de la population se stabilise à 2.5% par année jusqu'à la fin du régime français²³, tout porte à croire que la domesticité juvénile constitua au tournant du XVIII^e siècle la principale réserve de main-d'œuvre dans la colonie au détriment des plus âgés et, surtout, des immigrants. Avant d'analyser en détail ce dernier aspect, il nous reste encore à vérifier le statut matrimonial des domestiques. Si la question ne se pose pas pour les plus jeunes du corpus, elle est en revanche pertinente pour tous ceux et toutes celles qui sont en âge de se marier²⁴.

²² Dans les contrats français, la disparité de la documentation ne permet pas de faire un suivi chronologique fiable des engagements rochelais. L'échantillon étudié semble être néanmoins assez représentatif des domestiques engagés en France pour le Canada. Nous connaissons l'âge de 132 salariés parmi les 319 que nous avons retenus pour l'étude. La majorité a entre 21 et 30 ans (69 engagés) mais la part des 11-20 ans n'est pas négligeable (46 domestiques). La moyenne d'âge pour l'ensemble de ces engagés est de 23.8 ans. Chez les hommes, elle est de 24 ans tandis que chez les femmes, très minoritaires au sein du corpus (12 servantes soit à peine 4% de l'ensemble des domestiques identifiés à partir des contrats rochelais), elle est estimée à 22 ans. Globalement, les domestiques engagés à La Rochelle se distinguent peu de l'ensemble des travailleurs et manouvriers recensés par L. Choquette. Elle souligne, en effet, que la catégorie des services non professionnels, auxquels appartiennent les domestiques, comporte la plus forte proportion des moins de trente ans ; les quatre cinquième de ce groupe plus précisément. La seule différence observée concerne l'âge modal des manouvriers et travailleurs des services identifiés par L. Choquette, 22 ans, et celui des domestiques rochelais, 18 ans. Cela dit, les écarts entre les groupes d'âge du corpus sont très minces (17 domestiques sont âgés de 23 ans soit seulement deux de moins que le groupe des 18 ans) et ne permettent donc pas de justifier la différence entre ces deux résultats. Dans l'ensemble, les domestiques rochelais concordent au profil que dresse L. Choquette de l'ensemble de la main-d'œuvre immigrante non-qualifiée : voir L. Choquette, *op. cit.*, p.133.

²³ H. Charbonneau, « Le repeuplement de la vallée du Saint-Laurent » dans R. Cole Harris (dir.), *Atlas historique du Canada. Volume 1. Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987-1990, planche 46.

²⁴ Rappelons que l'âge légal du mariage est à l'époque de 12 ans pour les filles et de 14 ans pour les garçons. Dans les faits, H. Charbonneau a démontré que la majorité des filles « prennent mari entre 14 et 23 ans, le maximum se situant à 19 ans. Si la moitié des filles convolent avant 20 ans, les garçons présentent pour leur part une médiane légèrement supérieure à 28 ans ; ils se marient surtout entre 22 et 32 ans » : voir H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada au XVII^e siècle*, Paris-Montréal, PUF et PUM, 1987, p.71.

6-1-2 Statut matrimonial des domestiques

Contrairement aux caractéristiques précédentes, l'information relative au statut matrimonial des domestiques n'est pas aussi simple à trouver car elle n'apparaît distinctement qu'en de rares occasions dans les recensements²⁵. En rassemblant les données contenues dans ces documents, l'équipe du *PRDH* a conclu que tous les domestiques, dont l'état matrimonial n'était pas explicitement signalé par l'agent recenseur, étaient systématiquement célibataires²⁶. La base de données conçue pour cette étude étant organisée à partir de celle du *PRDH*, nous avons enregistré le statut matrimonial des domestiques tel qu'il apparaissait dans cette dernière. Toutefois, nous avons consulté, parallèlement à cet outil de référence, les recensements annotés d'André Lafontaine. Les renseignements fournis par l'auteur sur nombre de personnes identifiées dans chacun des trois relevés nous ont permis de repérer une dizaine de domestiques mariés ou veufs, surtout en 1681, qui avaient été classés comme célibataires dans la banque de données du *PRDH*²⁷. Grâce à ces deux sources, il a été possible de déterminer l'état matrimonial des domestiques dans 85% des cas en 1666 et 1667, et pour plus de 97% des effectifs en 1681

²⁵ C'est le cas notamment en 1666 de Louis Lefebvre, de Denis Avisse ou encore de Jean Boullard, tous des volontaires mariés en France. Il peut arriver aussi que l'agent recenseur mentionne explicitement lorsqu'un domestique est engagé conjointement avec son épouse au service du même employeur, tel que, par exemple, Robert Doison et Jeanne Tardé, sa femme, tous deux domestiques en 1681 au service de Joseph Giffard, seigneur de Beauport.

²⁶ Sur les règles d'enregistrement des données relatives aux recensements utilisées par le *PRDH*, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de H. Charbonneau et A. Larose, *Du manuscrit à l'ordinateur : dépouillement des registres paroissiaux aux fins de l'exploitation automatique*, Québec, Ministère des affaires culturelles, Archives nationales du Québec, 1980, p.59-61. Précisons tout de même que le *PRDH* n'a attribué aucun statut matrimonial aux domestiques identifiés seuls dans les recensements, comme c'est le cas surtout en 1666, de même qu'aux individus recensés avec une famille et qui n'ont pas de profession. Rappelons à cet égard que nous avons sélectionné quelques individus correspondant à ce profil car selon A. Lafontaine, ils étaient en fait des domestiques au même titre que les autres mais l'agent recenseur avait tout simplement omis de le mentionner (voir note 70 chapitre 2).

²⁷ A. Lafontaine, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, 1985, 414p. et *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, 376p. Parmi les domestiques mariés nous avons pu ainsi ajouter à la liste, en 1681 : Guillaume Corrable, époux de Anne Baugé et domestique de Charles Aubert, Aubin Maudou, serviteur de Sébastien Provencher et mari de Marie Madeleine Provencher, Jean Harel, époux de Marie Pescher et domestique de Michel Pelletier, André Leroux et sa femme Suzanne Ollivier, tous deux au service de Joseph Giffard, Adrien Sédillot, domestique à l'Hôtel-Dieu de Québec, mari de Jeanne Brière (également domestique à l'Hôtel-Dieu mais l'agent recenseur a omis de la mentionner), Pierre Groleau et son épouse, Madeleine Gobert, tous deux domestiques à l'Hôtel-Dieu de Québec également, et enfin Jacques Renouard, domestique de l'Hôtel-Dieu de Montréal, époux de Jeanne Caillé, fille du Roi. Toutes les femmes mariées identifiées en 1681 travaillent conjointement avec leur mari, également domestique, soit chez un notable, soit pour le compte d'une institution religieuse. Ajoutons que les veufs que nous avons identifiés grâce aux recensements annotés d'A. Lafontaine étaient tous présentés comme célibataires dans la base de données du *PRDH*. Nous indiquons la liste des noms un peu plus bas.

(tableaux 6.8, 6.9 et 6.10). Globalement, il ressort des tableaux que la grande majorité des domestiques est effectivement composée de célibataires. Si nous tenons compte uniquement des individus dont l'état matrimonial a pu être déterminé, nous constatons que plus de 95% d'entre eux correspondent à ce profil. Il y a cependant quelques exceptions. Même si nous savons que le mariage est interdit aux engagés immigrants pendant toute la durée de leur contrat, ainsi que l'a démontré Louise Dechêne, tous n'étaient visiblement pas célibataires au moment de leur engagement²⁸. En 1666, nous avons pu ainsi dénombrer sept hommes mariés parmi les 448 domestiques retenus cette année-là. En 1667, quatre hommes mariés, deux veuves et un veuf ont été identifiés. Enfin, nous avons repéré en 1681 dix hommes mariés mais aussi sept veufs, cinq femmes mariées et une veuve²⁹. Mis à part ces quelques cas, la prédominance des célibataires au sein du corpus nous questionne sur la nature même du métier de domestique. En effet, à la lumière de ces résultats, il semble bien que la profession ne soit pas compatible avec le mariage et, par conséquent, avec la vie de famille. Le portrait matrimonial de la domesticité tend donc à confirmer le caractère transitoire du métier de domestique, caractéristique que nous avons déjà observée en

²⁸ L. Dechêne, *op. cit.*, p.68-69. L'auteur explique que les autorités n'ont pas besoin d'intervenir pour empêcher les domestiques de se marier; « les maîtres et plus encore les circonstances matérielles l'interdisent ». L. Dechêne relève à cet égard une plainte portée devant le Conseil souverain par les jésuites à l'encontre d'un de leurs domestiques qui avait signé un contrat de mariage. L'employeur réclama ni plus ni moins un jugement pour empêcher que le garçon puisse donner suite à son projet, requête à laquelle le Conseil répondit favorablement (*JDCS*, procès-verbal du 27 juillet 1682). Cependant, le Conseil souverain ne fut pas toujours aussi inflexible. Nous avons trouvé en effet une cause dans laquelle le procureur du roi autorisait un engagé à épouser sa promise et à quitter le service de son maître, n'en déplaise à ce dernier (*JDCS*, jugement du 16 août 1664). Notons que L. Dechêne dénombra 47 mariages parmi les groupes arrivés à Montréal en 1653 et 1659 : « aucun n'a été conclu pendant la durée de l'engagement, 13 sont bénis dans les semaines, voire les jours qui suivent l'expiration du contrat, et les autres s'étalent sur les sept années suivantes. » Nous reviendrons sur la question des devoirs et obligations des domestiques dans le chapitre suivant.

²⁹ Les deux veuves identifiées en 1667, grâce au *PRDH*, concernent Françoise Charron, 49 ans, servante de Nicolas Marsolet et Jeanne Claude de Boisandre, 23 ans, servante de Marc Anthoine, de Québec. Cette dernière se maria une première fois en France en 1657 à Pierre Rancourt. Elle se remaria une deuxième fois, suite au décès de son mari, l'année même du deuxième recensement, avec Louis Lachaise, puis une troisième fois un an après seulement, en 1668, avec Jean Letourneau. François Hazonneau, domestique de Jean Trottier, est le seul veuf que nous ayons repéré en 1667. Notons que parmi les veufs et les veuves identifiés en 1681, quatre travaillent pour le compte de l'Hôtel-Dieu de Québec. Il s'agit de Marie Grimoux, 74 ans, Zacharie Maheu, 81 ans, Thomas Lesueur, 38 ans et Sylvain Veaux, 40 ans. Les quatre autres sont engagés au service de laïcs : Jean Mars, 38 ans, domestique de René Robineau, habitant de Portneuf, Mathieu Jarosson, 36 ans, domestique de Charles Aubert, habitant de Québec, Jean Mador, 45 ans, domestique de Jacques Leber, habitant de Montréal, Jean Dorillar, 52 ans, domestique de René-Louis Chartier. Signalons, en ce qui concerne les domestiques mariés, qu'ils travaillent tous pour le compte d'une institution religieuse ou d'un seigneur.

Tableau 6.8 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1666 selon le sexe et l’état matrimonial

	Hommes	Femmes	Total
Célibataire	365	9	374
Marié	7	-	7
Veuf	-	-	-
Inconnu	67	-	67
Total	439	9	448

Source : Recensement de la Nouvelle-France de 1666

Tableau 6.9 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1667 selon le sexe et l’état matrimonial

	Hommes	Femmes	Inconnus	Total
Célibataire	365	9	-	374
Marié	4	-	-	4
Veuf	1	2	-	3
Inconnu	68	0	1	69
Total	438	11	1	450

Source : Recensement de la Nouvelle-France de 1667

Tableau 6.10 – Répartition des domestiques au Canada d’après le recensement de 1681 selon le sexe et l’état matrimonial

	Hommes	Femmes	Inconnus	Total
Célibataire	380	78	-	458
Marié	10	5	-	15
Veuf	7	1	-	8
Inconnu	10	-	4	14
Total	407	84	4	495

Source : Recensement de la Nouvelle-France de 1681

abordant la question de la durée des contrats d'engagement canadiens et français dans le chapitre précédent³⁰. Les hommes qui, au terme de leur service, prennent une terre et une femme, n'agissent plus comme domestiques. Leurs responsabilités familiales les en empêchent. Ils sont dorénavant des *habitants* et concentrent leurs efforts, et leur temps, à la mise en valeur de leur propre exploitation même si, à l'occasion, il leur arrive de rendre, ici et là, quelques services en échange d'une rétribution, comme durant la période des semences ou des récoltes. Les servantes qui trouvent un parti en quittant leur service ont, quant à elles, la charge d'entretenir leur nouveau ménage, de nourrir et de panser leurs bestiaux, ainsi que le rapporte Pierre Boucher, mais aussi d'élever les enfants qu'elles mettront au monde et d'aider leur mari sur l'exploitation, reflet d'un quotidien qui leur laisse finalement peu de temps pour occuper un autre emploi³¹. Comme nous le voyons ultérieurement, la plupart des engagés français qui ne se marient pas une fois leur contrat terminé, décident généralement de rentrer en France. Les plus téméraires restent en Amérique, courent les bois ou partent à la recherche de quelque Eldorado³². D'autres enfin, mais plus rarement, signent un nouveau contrat, souvent avec le même employeur, mais pas systématiquement. Quant aux domestiques nés au pays, la plupart convolent probablement

³⁰ Rappelons que ces contrats n'excèdent pas d'ordinaire les trois années, exception faite des jeunes placés par leurs parents jusqu'à leurs 18 ans, ou encore de quelques individus qui se donnent jusqu'à leur mort à un employeur en échange de leur entretien. Soulignons également que si la durée des contrats est limitée nous ignorons toutefois si le domestique continue son service à la fin de son temps avec un accord non notarié. Nous verrons dans le prochain chapitre que quelques domestiques renouvèlent leur contrat ou en signent un autre mais mentionnons d'emblée que les cas relevés sont plutôt rares.

³¹ P. Boucher, *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du Pays de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada*, Paris, Florentin Lambert, 1664, p.163. Au même titre que les hommes, la possibilité qu'une femme s'engage comme domestique une fois mariée n'est, bien sûr, pas exclue. Nous en avons clairement identifié douze dans les contrats d'engagement canadiens. Ceci dit, la très grande majorité des servantes repérées dans ces documents sont en fait des jeunes filles mises en service par leurs parents. Sur les 138 domestiques de sexe féminin identifiées dans les contrats canadiens, nous avons 102 fillettes ou adolescentes placées par leurs parents ou leurs tuteurs, 13 femmes mariées, cinq veuves et deux femmes *séparées de corps et de biens* de leur mari respectif. Il s'agit de Madeleine Maréchal, (ANQTR, engagement du 24 août 1676, greffe Cusson) et de Marie Barban (ANQM, engagement du 10 novembre 1691, greffe Adhémar). Parmi les seize femmes restantes, nous avons pu distinguer, grâce au PRDH, dix célibataires. Les six autres le sont probablement aussi et s'engagent généralement pour une année tout au plus, à l'exception de Edmée Chastel qui se donne jusqu'à la fin de ses jours à sa maîtresse, Marie Barbe de Boulongne (ANQM, convention du 3 avril 1661, greffe Basset).

³² L. Dechêne, *op. cit.*, p.75.

une fois libérés de leurs obligations³³. Dans le cas contraire, ils renouvellent sans doute leur contrat, courent les bois ou retournent vivre et travailler auprès de leurs parents.

Le mariage étant, pour reprendre les mots d'André Lachance, « le fondement de la société » au Canada, nous pouvons nous interroger sur la présence de ces quelques femmes célibataires relevées dans les recensements en qualité de servante. Comme l'a justement soulevé Florent Panzani dans son mémoire, comment en effet expliquer que dans une situation de blocage du marché matrimonial, où les hommes sont en surnombre, il soit encore possible de retrouver 9 domestiques célibataires de sexe féminin respectivement en 1666 et 1667, et 78 en 1681³⁴ ? Pour répondre à cette question, il convient de nous pencher attentivement sur le cas de chacune de ces femmes ou plutôt de ces jeunes filles. Effectivement, parmi les neuf servantes identifiées en 1666, cinq n'ont pas 20 ans. Si nous n'avons pas retrouvé leur contrat d'engagement, il est néanmoins fort probable qu'elles aient été louées à un employeur par leurs parents, ou par l'intendant dans le cas des filles du roi, « jusqu'à ce qu'elles soient pourvues par mariage ou religion » étant donné leur jeune âge³⁵. En ce qui concerne les quatre dernières, nous savons que Barbe Halle, 20 ans, fille de Jean-Baptiste Halle, fut confiée en 1666 à Jean Maheu, marchand de Québec et qu'elle convola quatre ans plus tard avec Jean Carrier. Edmée Chastel, 45 ans, servante de Marie Barbe de Boulongne, veuve du sieur d'Ailleboust, se donna quant à elle jusqu'à la fin de ses jours à sa maîtresse comme le stipule son contrat d'engagement du 3 avril 1661 (voir à

³³ Notons que le taux de célibat définitif, c'est-à-dire les personnes non mariées âgées de cinquante ans et plus, est bas dans la colonie au XVII^e siècle, touchant seulement 7.5% des hommes et des femmes, essentiellement des prêtres, des religieux et religieuses et quelques servantes : voir A. Lachance, *op. cit.*, p.78.

³⁴ F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (Histoire), multigr., Université Laval, 2002, p.31. Rappelons que l'excédent masculin dans la colonie, particulièrement élevé au moment des deux premiers recensements, est encore de 25% en 1681. Charbonneau fait également remarquer que la diminution de l'immigration après 1673 semble devoir « condamner » au célibat une proportion non négligeable d'hommes mais que quelques individus, classés dans les recensements comme célibataires devaient être en réalité veufs ou pouvaient même avoir une épouse encore vivante en France : voir H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, *loc. cit.*, p.87.

³⁵ Il s'agit d'Anne Gaigneur, 13 ans, de Louise Leblanc, 13 ans, de Catherine Moytié, 16 ans (fille du roi), de Marie Boyleau, 16 ans (fille du roi), et de Marie Barbaut, 18 ans (fille du roi). Grâce au *PRDH*, nous savons que Louise Leblanc se maria une première fois, en 1667, avec Michel Lecourt, une seconde fois avec Guillaume Boissel en 1686, et une dernière fois en 1687 avec Paul Bouchard. Catherine Moytié convola quant à elle à deux reprises : en 1667 avec Desire Viger, et en 1688 avec Jean-Baptiste Poirier Lajeunesse. Marie Boyleau se maria pour sa part trois fois : une première fois avant 1669 avec Pierre Chauvin, une seconde fois en 1669 avec Simon Chamberlan et une dernière fois en 1690 avec Jean Jolin. Enfin, Marie Barbaut se maria à deux reprises, la première fois en 1669 avec Jean Lalonde, et la dernière fois en 1688 avec Pierre Tabau. Nous n'avons obtenu aucune information au sujet d'Anne Gaigneur. Ajoutons que toutes celles qui se marièrent furent recensées en 1681 avec leur mari, en qualité d'épouse cette fois.

l'annexe 17). Françoise Charron, 45 ans, est pour sa part employée au service de Marie Bourdon, veuve de Jean Gloria, à Québec. Contrairement à la précédente, elle ne se donna pas jusqu'à sa mort à sa maîtresse car nous la retrouvons dans le second recensement au service d'un autre employeur, Nicolas Marsolet de Québec. Nous connaissons toutefois peu de choses sur elle, si ce n'est qu'elle passa deux contrats de mariage, le premier en 1665 et le second en 1667, qui furent aussitôt annulés³⁶. Était-elle trop difficile ou exigeante à l'endroit de ses prétendants ? Nous l'ignorons, mais les causes de ces unions ratées l'obligèrent très certainement à demeurer dépendante d'un maître pour subvenir à ses besoins, à défaut d'entrer dans les ordres. Enfin, Marguerite Lucas, 23 ans, servante chez François Bissot, habitant de Québec, est celle pour laquelle nous possédons le moins d'indices. Nous n'avons effectivement retrouvé aucune trace de cette femme dans les archives, pas plus que dans les travaux des généalogistes. Elle s'est peut-être engagée, comme les autres, en attendant de se trouver un mari, mais les sources ne nous permettent pas de savoir ce qu'il est advenu d'elle suite au premier recensement.

En ce qui concerne maintenant les neuf domestiques célibataires relevées en 1667, deux d'entre elles avaient déjà été identifiées l'année précédente (Edmée Chastel et Catherine Moytié). Parmi les sept restantes, cinq n'ont pas plus de 13 ans et ont probablement été mises en service, comme les précédentes, jusqu'à ce qu'elles trouvent un bon parti ou qu'elles atteignent leur majorité³⁷. Deux autres sont également très jeunes puisqu'elles ont tout juste 20 ans. Il s'agit de Marie Lespine, fille du roi, et de Françoise Chevallier. La première se maria l'année suivante à Jacques Habert. La seconde, en revanche, dut patienter dix ans avant de célébrer ses noces avec Moïse Faure, en 1677. Notons que toutes ces jeunes filles, à l'exception d'Elisabeth Guillot, probablement

³⁶ A. Lafontaine, *op. cit.*, p.102.

³⁷ Il s'agit de Louise et Elisabeth Guillot, âgées respectivement de 8 et 10 ans, de Aimée Caron, 11 ans, de Suzanne Nepveu, 12 ans et de Marie Migneau, 13 ans. Comme pour les autres, leur contrat d'engagement n'a pas été retrouvé mais nous avons mené une enquête dans le *PRDH* afin de déterminer l'année de leur mariage correspondant, sans doute, à la fin de leur service en qualité que domestique. Louise Guillot se maria trois fois : en 1672 avec Mathurin Renoux, en 1677 avec Gabriel Gosselin et en 1698 avec Pierre Emard. Elisabeth Guillot épousa quant à elle Jean Charest en 1669. Aimée Caron se maria en 1676 avec Noël Langlois. Suzanne Nepveu convola à deux reprises : la première fois en 1670 avec Nicolas Pot, et la seconde fois en 1692 avec Jean-Baptiste Devin. Enfin, Marie Migneau se maria en 1674 avec Noël Pelletier. Elles étaient donc toutes âgées dans la début vingtaine lorsqu'elles se marièrent et quittèrent, très certainement, leur employeur.

décédée entre temps, furent recensées en 1681 avec leur mari respectif, non plus en qualité de domestique mais d'épouse.

Pour terminer, il nous reste à identifier les 78 servantes célibataires relevées en 1681. L'exercice est impossible dans plus de la moitié des cas (46 exactement) car elles ne sont connues que par leur prénom rendant impossible toutes tentatives de repérage dans les actes notariés ou dans le *PRDH*. Nous savons juste qu'elles sont jeunes, âgées entre 8 et 20 ans pour la grande majorité (seulement 6 ont plus de 20 ans). Certaines sont peut-être des Amérindiennes à qui l'on assigna un nom chrétien, mais nous ne pouvons confirmer cette hypothèse. Parmi les 32 domestiques féminins dont l'identité est clairement spécifiée par l'agent recenseur, ou que nous avons identifiée grâce aux recensements annotés d'André Lafontaine, 27 n'ont pas 20 ans et elles sont toutes natives de la colonie, à deux exceptions près³⁸. Comme leurs homologues recensées en 1666 et 1667, leur jeune âge justifie leur statut matrimonial et nous laisse présumer que la plupart ont été mises en service par leurs parents jusqu'à ce qu'elles se marient ou atteignent l'âge déterminé par les parties au moment de leur engagement³⁹. C'est notamment le cas de Marie Chapelier, 12 ans, recensée en qualité de servante chez Pierre Gagnon en 1681, habitant de la seigneurie de Beupré. Nous avons en effet retrouvé son contrat d'engagement, daté du 17 octobre 1678 (greffe Becquet), dans lequel nous apprenons que Marie a été placée chez Pierre Gagnon par sa mère, en échange de son entretien, jusqu'à son 22^{ème} anniversaire. Nous avons vu que ce type de contrat n'était toutefois pas la règle pour toutes les jeunes filles. Certaines d'entre elles n'ont été engagées que pour de courtes périodes. Ainsi, Romaine Robidou, 13 ans en 1681 et servante chez Pierre Nolan, n'a été mise en service par ses parents que pour une année seulement comme en fait foi son contrat daté du 27 juillet 1680 (greffe Maugue).

³⁸ Il s'agit de Marie Olive Lavoie, 17 ans, originaire de l'Aunis, arrivée au Canada avec ses parents probablement dans les années 1670, et de Jeanne Marchand, 15 ans. Nous savons grâce au *PRDH* que la jeune fille est née en France mais nous ignorons de quelle région elle est originaire.

³⁹ Sur les 27 servantes identifiées en 1681, et âgées de moins de 20 ans, 17 se marièrent dans les années qui suivirent le recensement. À titre d'exemple, citons le cas particulier de Madeleine Edmond, 15 ans, servante chez Pierre Nolan en 1681. La jeune fille est déclarée enceinte par l'agent recenseur. Nous savons qu'elle se marie avec Nicolas Dupuis, 41 ans, probablement le père de l'enfant, l'année même du recensement. Elle n'est toutefois pas la plus jeune à convoler. Marie Périer, 11 ans, domestique chez Marie-Anne Juchereau en 1681 se maria avec Guillaume Loret Lafontaine deux ans plus tard, en 1683, âgée seulement de 13 ans. En 1694, nous savons qu'elle convola à nouveau avec un dénommé Jean Brunet. Ces cas demeurent exceptionnels car les mariages de très jeunes filles sont plutôt rares dans la colonie ainsi que nous le confirment H. Charbonneau et ses collaborateurs. H. Charbonneau et al., *Naissance d'une population...*, p.71.

Suzanne Rabouin, domestique âgée de 15 ans, au service du notaire Romain Becquet d'après le troisième recensement étudié, ne travaille plus pour lui l'année suivante. En 1682, nous la retrouvons au service de Charles Gatignon, garde du magasin du Roi à Québec, chez lequel elle est engagée le temps d'une année également ⁴⁰ Enfin, Marie Chapacou, 16 ans, servante chez Jean Creste en 1681, est placée par ses parents un an plus tard chez Jeanne Prévost, veuve de Gaston Gué, puis, le 10 février 1683, chez Nicolas Rousselot, bourgeois de Québec. Dans les deux cas, l'adolescente n'est au service de ses employeurs que pour une période de douze mois uniquement⁴¹. Parmi les cinq domestiques âgées de plus de 20 ans, Edmée Chastel, fidèle servante de la veuve d'Ailleboust, est la seule que nous ayons identifiée dans les recensements précédents et que nous retrouvons en 1681. Les quatre autres, Jeanne Lenoir (22 ans), Marie Bouchard (33 ans), Marie Henard (33 ans) et Marie Despres (40 ans), laissent quant à elles peu de traces dans les archives. Nous savons juste que la première se maria en 1684 avec Louis Dandonneau, soit trois ans après avoir été enregistrée comme domestique par l'agent recenseur chez René Robineau, habitant de Portneuf.

Dans l'ensemble, le statut matrimonial des femmes, identifiées dans les recensements comme servantes ou domestiques, s'explique par leur jeune âge. Même si la plupart ont l'âge légal de se marier, nous avons vu qu'elles convolaient plus tardivement, et particulièrement vers l'âge de 19 ou 20 ans. Habituellement, le mariage annonce la fin de leur servitude, nombre d'entre elles ayant été vraisemblablement mises en service par leurs parents jusqu'à ce qu'elles se trouvent un époux. Mais, globalement, quels que soient leur sexe et les clauses de leur engagement, ceux et celles qui s'unissent au terme de leur service ont peu de chances de se retrouver à nouveau domestique. En effet, nos résultats ont largement démontré que cette « profession » était l'affaire des célibataires, et principalement de jeunes hommes âgés dans la vingtaine. Mais, au-delà de cette description, somme toute assez sommaire, nous ignorons encore tout de ces individus. Nous

⁴⁰ ANQQ, contrat du 20 juin 1682, greffe Rageot. Notons qu'elle est au service de son maître depuis le 5 juin 1682 très précisément.

⁴¹ ANQQ, contrat du 8 mars 1682 et du 10 février 1683, greffe Rageot. Précisons que les contrats que nous venons de mentionner sont les seuls que nous ayons retrouvés pour l'ensemble des jeunes filles identifiées comme servantes en 1681.

ne connaissons pas, par exemple, leurs origines géographiques. Si les plus jeunes sont certainement natifs de la colonie, ainsi que nous l'avons évoqué pour les jeunes filles repérées en 1681, la question reste à vérifier pour l'ensemble des domestiques recensés. De la même manière, nous ne savons pas de quel milieu ces travailleurs sont issus. En France, Jean-Pierre Gutton a démontré que « les domestiques ont des origines sociales qui sont presque toujours très humbles »⁴², mais qu'en est-il de ceux qui travaillent dans la colonie laurentienne ? Se distinguent-ils de leurs homologues français ? Ces questions méritent des réponses et vont certainement nous permettre d'enrichir le portrait de la domesticité que nous avons dressé jusqu'à présent.

6-2 Origines géographique et sociale des domestiques

6-2-1 Origine géographique des domestiques

6-2-1-1 Provenance de la main-d'œuvre recensée dans la colonie

Au même titre que les origines géographiques des employeurs, nous sommes parvenu à établir celles des domestiques, identifiés dans chacun des trois relevés nominatifs, à partir de l'analyse conjointe des travaux d'André Lafontaine, du dictionnaire généalogique de René Jetté et de la banque de données du *PRDH*⁴³. La provenance des domestiques recensés dans la colonie en 1666 et 1667 a pu ainsi être déterminée dans environ 60% des cas (tableaux 6.11 et 6.12). Ce pourcentage est beaucoup moins élevé en 1681 puisqu'il est approximativement de 40% (tableau 6.13). La raison tient principalement à l'anonymat des domestiques relevés cette année là, car sur les 294 individus dont l'origine géographique est indéterminée, 148 ne sont connus que par leur prénom. À supposer que les plus jeunes, c'est-à-dire ceux âgés de 15 ans et moins, sont natifs de la colonie, il conviendrait alors de réduire de 20% environ (62 personnes exactement), les

⁴² J. P. Gutton, *op. cit.*, p.182.

⁴³ Notons que les mises à jour régulières de la banque de données du *PRDH* (accessible sur internet moyennant quelques frais) nous ont permis d'identifier, à quelques reprises, l'origine géographique de certains domestiques qui n'avait pu être déterminée à partir des recensements annotés d'A. Lafontaine ou du dictionnaire généalogique de René Jetté.

Tableau 6.11 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1666⁴⁴

Origines	Nombre de domestiques	% des domestiques	
		Par rapport au total	Par rapport au total du groupe dont l'origine est connue (285)
Normandie	80	17.8	28
Poitou	56	12.5	19.6
Aunis	45	10	15.8
Région parisienne	18	4	6.3
Saintonge	18	4	6.3
Angoumois	9	2	3.1
Anjou	6	1.3	2.1
Orléanais	5	1.1	1.7
Picardie	5	1.1	1.7
Canada	5	1.1	1.7
Bretagne	3	0.6	1
Maine	3	0.6	1
Auvergne	3	0.6	1
Perche	3	0.6	1
Gascogne et Guyenne	2	0.4	0.7
Bourgogne	2	0.4	0.7
Champagne	1	0.2	0.3
Provence	1	0.2	0.3
Limousin	1	0.2	0.3
Touraine	1	0.2	0.3
Bourbonnais	1	0.2	0.3
France – Indéterminée	16	3.5	5.6
Pays étrangers	1	0.2	0.3
Inconnue	163	36.4	-
Total	448	99.2	99.1

Source : Recensement du Canada de 1666

⁴⁴ Comme nous avons arrondi nos résultats, la somme des pourcentages ne totalise pas 100.

Tableau 6.12 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1667

Origines	Nombre de domestiques	% des domestiques	
		Par rapport au total	Par rapport du groupe dont l'origine est connue (252)
Normandie	59	13.1	23.4
Aunis	43	9.5	17
Poitou	39	8.6	15.4
Saintonge	18	4	7.1
Région parisienne	17	3.7	6.7
Canada	14	3.1	5.5
Anjou	13	2.8	5.1
Angoumois	10	2.2	3.9
Touraine	6	1.3	2.3
Bretagne	4	0.8	1.6
Picardie	4	0.8	1.6
Orléanais	3	0.6	1.2
Maine	2	0.4	0.8
Bourgogne	2	0.4	0.8
Champagne	2	0.4	0.8
Guyenne	1	0.2	0.4
Provence	1	0.2	0.4
Languedoc	1	0.2	0.4
Auvergne	1	0.2	0.4
Bourbonnais	1	0.2	0.4
Périgord	1	0.2	0.4
France – Indéterminée	8	1.7	3.1
Pays étrangers	2	0.4	0.8
Inconnue	198	44	-
Total	450	99	99.5

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 6.13 – Origines géographiques des domestiques identifiés à partir du recensement de 1681

Origines	Nombre de domestiques	% des domestiques	
		Par rapport au total	Par rapport du groupe dont l'origine est connue (201)
Canada	88	17.5	43.8
Normandie	18	3.6	8.9
Aunis	18	3.6	8.9
Poitou	16	3.2	7.9
Région parisienne	8	1.6	3.9
Saintonge	8	1.6	3.9
Anjou	5	1	2.5
Orléanais	5	1	2.5
Picardie	4	0.8	2
Bretagne	3	0.6	1.5
Guyenne	3	0.6	1.5
Angoumois	3	0.6	1.5
Auvergne	3	0.6	1.5
Perche	3	0.6	1.5
Berry	2	0.4	1
Champagne	1	0.2	0.5
Languedoc	1	0.2	0.5
Dauphiné	1	0.2	0.5
Limousin	1	0.2	0.5
Lyonnais	1	0.2	0.5
France – Indéterminée	9	1.8	4.4
Inconnue	294	59.4	-
Total	495	99.5	99.7

Source : Recensement du Canada de 1681

effectifs de ce groupe⁴⁵ et réviser, par conséquent, légèrement à la hausse la part de domestiques nés dans la colonie que nous avons distinguée en 1681. Ces correctifs ne modifieraient toutefois pas la tendance générale. En effet, la première caractéristique qui ressort de ces tableaux, c'est d'abord l'augmentation constante du nombre de domestiques natifs de la colonie. Au moment du dernier recensement, ils représentent même le plus fort

⁴⁵ Cette proportion serait en revanche extrêmement faible si nous considérons cette hypothèse pour les domestiques relevés en 1666 et 1667 et dont nous n'avons pu déterminer la provenance. Dans le premier recensement, la part des domestiques de quinze ans et moins parmi ceux dont l'origine géographique reste inconnue est à peine de 2%. Dans le second, elle est complètement nulle.

contingent parmi ceux dont l'origine géographique a pu être établie⁴⁶. Comme l'affirmait Louise Dechêne, une nouvelle main-d'œuvre, née au pays, commence bel et bien à remplacer les immigrants vers 1681. En fait, le phénomène attesté par le recensement a été plus précoce comme nous l'avons déjà souligné. L'analyse des contrats d'engagement canadiens nous a permis de remarquer que les engagés recrutés au sein même du pays étaient de plus en plus jeunes (tableau 6.5). Toutefois, de manière générale, les notaires ne mentionnent que très sporadiquement le lieu de naissance ou de baptême de cette main-d'œuvre locale⁴⁷. Nous avons donc cherché à vérifier, à partir des outils de recherche disponibles, si les quelques 300 domestiques âgés de 20 ans et moins, engagés entre 1650 et 1710, étaient bien de souche canadienne⁴⁸. Dans plus de 95% des cas, nous avons été en mesure de déterminer leurs origines. Au terme de l'enquête, il apparaît que la plupart, si ce n'est la quasi-totalité de ces jeunes, soit 93% exactement, ont bien vu le jour sur les rives du Saint-Laurent. Ainsi, Jacques Bessonnet, 8 ans, est le premier enfant natif de la colonie à avoir été officiellement mis en service par ses parents chez un « *habitant* », Jean Dubuc, en

⁴⁶ Nous avons pu déterminer le lieu exact de naissance ou de baptême de 64 domestiques originaires de la colonie sur les 88 que nous avons identifiés en 1681. Trois sont nés ou ont été baptisés à Sillery, 6 à Trois-Rivières, 7 à Montréal, 8 à l'Île d'Orléans (dont 7 à Ste-Famille), 12 à Château Richer, et 28 à Québec. Ajoutons que la moyenne d'âge de cette main-d'œuvre canadienne n'est que de 16 ans ; l'âge médian est de 15 ans. Le plus jeune au sein du groupe n'a que 4 ans (Pierre Matault) tandis que le plus vieux, Adrien Sédillot, est âgé de 45 ans. Notons que l'information relative au lieu de naissance de ce dernier est contradictoire. A. Lafontaine croit qu'il est originaire de Montreuil, en Picardie, tandis que selon le *PRDH* il est natif du Canada. Nous avons retenu cette dernière information d'autant que le *PRDH* spécifie clairement que Sedillot a été baptisé à Québec, le 18 décembre 1639.

⁴⁷ Par contre, les notaires canadiens spécifient plus d'une fois sur deux le lieu de résidence des individus qui s'engagent dans la colonie, soit dans 62% des cas pour être plus précis. Cette estimation est valable uniquement si nous considérons que les homonymes enregistrés dans la banque de données ne renvoient pas aux mêmes personnes. Grossièrement, un peu plus de 40% habitent Montréal, Québec ou Trois-Rivières. Les autres se répartissent dans les campagnes environnantes de ces trois « villes » respectives. L'origine géographique de cette main-d'œuvre locale est en revanche très rarement spécifiée dans les contrats canadiens. Elle est clairement indiquée dans seulement 7% des cas, soit pour 91 individus sur les 1311 identifiés à partir de ces documents, à supposer, là encore, que les homonymes correspondent systématiquement à des personnes différentes. Dans le cas contraire, la proportion s'établirait à 8%, soit pour 86 engagés exactement sur les 1081 du corpus. Parmi eux, treize sont nés dans la colonie mais sept sont clairement identifiés comme *panis*. Tous les autres viennent de France, et particulièrement de Normandie, du Poitou et de la Guyenne, à l'exception de 9 domestiques originaires de l'étranger c'est-à-dire du Portugal (Jean et Manuel Rodrigues, Joseph Morage, Louis Bris et Manuel Miraude), de l'Allemagne (Guillaume Halie), de l'Angleterre (un dénommé Etienne), de l'Irlande (Jean Delahaye) et même de l'Afrique (Louis Mare, le seul *négre* que nous ayons identifié dans les contrats d'engagement canadiens, est embauché pour une période de trois ans pour servir Jean Caillaud, de la Prairie de la Madeleine, en échange de 120 livres par année. Rien n'indique dans son contrat qu'il est esclave dans la colonie. Il semble s'être engagé de son propre chef, comme un homme libre (*ANQM*, contrat du 13 août 1696, greffe Adhémar).

⁴⁸ Rappelons que dans 90% des cas, ces jeunes domestiques ont été placés par leurs parents. L'enquête menée dans les travaux des généalogistes fut donc facilitée car, généralement, les noms de ces derniers figuraient dans les contrats d'engagement.

1669⁴⁹. Cependant, comme nous l'avons observé précédemment, c'est surtout à partir des années 1670, et au moment même où les naissances se multiplient dans la colonie, que les engagements de ce type s'intensifient.

Les engagés français, au même titre que l'ensemble des immigrants, viennent principalement du nord-ouest et du centre-ouest de l'hexagone, et particulièrement de la Normandie, de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou⁵⁰. L'Île-de-France n'est pas en reste, et fournit également bon nombre de domestiques, surtout en 1666 et 1667. En revanche, peu d'entre eux ont leurs racines en Bretagne ce qui peut paraître étonnant dans la mesure où, selon le *PRDH*, 6% des immigrants sont originaires de cette province⁵¹. Aucune surprise en revanche en ce qui concerne les régions du centre, de l'est et du sud de la France qui donnèrent peu d'émigrants et donc peu d'engagés au Canada.

Outre ces observations, il convient de remarquer que les tableaux passent sous silence toute la question des courants migratoires régionaux à l'intérieur desquels évoluèrent la plupart de ceux qui quittèrent le pays pour le Canada. Toutefois, les contrats d'engagement rochelais nous éclairent, en partie, sur ce phénomène et nous permettent, corollairement, de vérifier si les engagés que nous avons sélectionnés dans le cadre de cette étude se distinguent de tous ceux qui s'embarquèrent à La Rochelle pour entreprendre ce long voyage⁵².

6-2-1-2 Origines des engagés de La Rochelle

Les notaires rochelais utilisent plusieurs expressions pour désigner l'origine des engagés. Comme Gervais Carpin l'a déjà souligné, « ces mentions se partagent en trois grands groupes : 1) celles qui désignent le lieu de naissance, 2) celles qui désignent le lieu

⁴⁹ *ANQQ*, contrat du 9 janvier 1669 (greffe Becquet). Notons que l'enfant travaillera pour son employeur en qualité de serviteur domestique jusqu'à l'âge de 19 ans, soit durant environ 11 années.

⁵⁰ Voir les cartes à l'annexe 19.

⁵¹ L. Choquette, *op. cit.*, p.26. L. Choquette considère pour sa part que 16,9% des émigrants français au Canada étaient originaires de la Bretagne, différence que l'auteur justifie par la définition très large qu'elle donne au terme « émigration ».

⁵² Sur les origines de tous les engagés partis de La Rochelle à destination de la Nouvelle-France entre 1634 et 1662 et identifiés par G. Carpin, nous renvoyons le lecteur à l'annexe 20. Sur la question plus large de la mobilité des émigrants vers le Canada, nous avons consulté l'étude de L. Choquette et particulièrement les chapitres VII, VIII et IX de son ouvrage : voir L. Choquette, *op. cit.*, p.157-212. En ce qui concerne la mobilité des français et les migrations internes en France, nous avons utilisé les nombreux travaux réalisés par Jean-Pierre Poussou et présentés dans la bibliographie.

où demeuraient les recrutés, mentions sans aucune ambiguïté, et 3) celles qui semblent désigner le lieu d'où arrivaient les recrutés, depuis peu ou depuis longtemps »⁵³. Le premier groupe, qui utilise des variantes commençant toutes par « natif de » ou « native de », est celui que nous avons relevé le plus fréquemment dans les contrats rochelais⁵⁴. Le deuxième, dont les mots clés les plus communs sont « demeurant » ou « résidant », est moins répandu et ne touche que 55 des 319 engagés sélectionnés⁵⁵. Enfin, le troisième, qui est fait de termes plus imprécis et qui commence souvent par la simple préposition « de », est également peu courant dans la mesure où il ne concerne que 19% des engagés sélectionnés. Ce dernier groupe est le plus ambigu à analyser car nous ne savons pas au juste si la localité, que l'engagé indique au notaire, correspond à son lieu de naissance ou de résidence. La deuxième hypothèse nous semble néanmoins la plus valable car, précise Jean-Pierre Poussou, la plupart des migrants ont généralement tendance « à déclarer comme leur lieu d'origine la dernière ville où ils ont habité plutôt que leur village rural »⁵⁶. Inversement, le premier groupe est certainement le moins précis comme outil de classement des émigrants en fonction du lieu d'où ils arrivaient, « car un lieu de naissance lointaine [ou proche] n'est pas nécessairement le dernier endroit de résidence ou de travail »⁵⁷. Ainsi, hormis 46 engagés dont nous savons qu'ils habitaient ou travaillaient à La Rochelle au moment de signer leur contrat, il est tout à fait possible d'envisager que tous les autres

⁵³ G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion/Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.288.

⁵⁴ Il concerne près de 60% des engagés sélectionnés soit 182 individus exactement. La plupart déclarent leur lieu de naissance en Aunis (33.5%), dans le Poitou (20%), en Anjou (11%) et en Saintonge (8.5%). Les autres sont natifs de l'Angoumois (3.5%), de la Bretagne (3%), de l'Île-de-France (2%), du Perche (2%), de l'Auvergne (1.5%), de la Champagne (1.5%), du Maine (1.5%), de la Normandie (1.5%), de la Touraine (1.5%), du Berry (1%), de la Gascogne (1%), de la Guyenne (1%), du Languedoc (1%), du Limousin (1%), du Périgord (1%), de la Franche-Comté (0.5%), du Lyonnais (0.5%), de l'Orléanais (0.5%) et même de l'étranger (0.5%). Ajoutons que nous connaissons le lieu de résidence pour dix de ces 182 engagés. Cinq d'entre eux demeurent à La Rochelle. Les autres se répartissent dans diverses localités : à Nieul, près de La Rochelle, à Saint-Pierre d'Excideuil près de Civray et à St-Fulgent dans la province du Poitou, à Caen en Normandie, et enfin au Bourg de Foudon en Anjou. Notons que sept de ces dix engagés résident dans la ville, le bourg ou la province où ils ont vu le jour.

⁵⁵ Sur ces 55 engagés, 41 habitent La Rochelle, sept demeurent à proximité de cette ville, trois résident ordinairement dans le Poitou, deux en Angoumois, un dans le Perche et le dernier en Saintonge.

⁵⁶ J.-P. Poussou, « Préface » dans L. Choquette, *op. cit.*, p.viii.

⁵⁷ G. Carpin, *op. cit.*, p.288. De la même manière, ceux qui sont natifs de La Rochelle ne demeurent ou ne travaillent pas nécessairement dans leur ville natale par la suite. C'est le cas notamment de onze engagés du corpus. Rien n'indique en effet dans leur contrat qu'ils demeurent ou travaillent dans la ville qui les a vus naître avant de s'engager pour la colonie.

soient des gens de passage, ou qui venaient d'arriver en ville dans le but précis d'embarquer pour le Canada⁵⁸.

Globalement, nous avons pu identifier une localité de naissance, de résidence, ou de travail pour plus de 99% des engagés à La Rochelle enregistrés dans la base de données réalisée pour l'étude (tableau 6.14)⁵⁹. Il a ainsi été possible de répartir ces derniers selon leur province respective mais aussi selon leur origine urbaine ou rurale. Cette distribution sociogéographique fut, en partie, facilitée grâce aux informations déjà fournies par Gervais Carpin pour l'ensemble des engagés rochelais qu'il a relevé entre 1633 et 1662⁶⁰. Sur les 319 engagés retenus pour le sujet, 205 avaient déjà été analysés par Gervais Carpin. Nous avons dû en revanche déterminer l'origine urbaine ou rurale de ceux que nous avons identifiés entre 1663 et 1710, soit pour environ 35% du corpus. Nous avons été confronté, à quelques reprises, aux mêmes difficultés que celles rencontrées par Gervais Carpin ou Leslie Choquette au moment de décider si tel ou tel endroit méritait le nom de ville⁶¹. Même en nous basant sur le *Dictionnaire des paroisses et villes de France* de Claude-Marie Saugrain⁶², nous avons dû parfois trancher en tenant compte de l'importance démographique des localités mais, dans l'ensemble, celles que nous avions à classer

⁵⁸ C'est le cas, selon G. Carpin, de plus de la moitié de l'ensemble des engagés rochelais : voir G. Carpin, *op. cit.*, p.289 et 293.

⁵⁹ Une représentation géographique des données de ce tableau est présentée à l'annexe 20. Notons qu'il a été impossible d'identifier l'origine de deux engagés seulement : il s'agit de René Giraudet et d'Antoine Delafosse (ADCM, engagement du 27 mars et du 18 avril 1665, greffe Teuleron). Nous avons vérifié dans le recensement annoté d'André Lafontaine pour les années 1666 et 1667 si ces individus avaient laissé une trace dans la colonie mais l'enquête fut infructueuse. Elle fut en revanche positive pour quatre engagés dont nous ne connaissions au départ l'origine. Il s'agit de Marc Tessier et de Nicolas Ragneau ou Ragueneau, tous deux originaires du Poitou, de Grégoire Deblois, originaire d'Angoumois, et de Blaise Jueillet, natif d'Avignon dans le Comtat-Venaissin.

⁶⁰ Une carte géographique réalisée à partir des données proposées par G. Carpin est présentée à l'annexe 20. Nous invitons le lecteur à consulter la liste des engagés présentée à l'annexe de son ouvrage : voir G. Carpin, *op. cit.*, p.456-499.

⁶¹ Comme L. Choquette, G. Carpin fut confronté au même problème de classification des émigrants entre urbains et ruraux. L'auteur souligne en effet que « s'il est facile de désigner comme rural un habitant d'un hameau ayant aujourd'hui dix maisons et n'en ayant jamais eu plus, ou encore de nommer urbain l'habitant d'une ville comme Saint-Malo, qu'en est-il d'un habitant d'un bourg qui avait comme notables le curé, le procureur du seigneur et quelques gros laboureurs? Et même si ce bourg possédait un marché et un grenier à sel, à quel moment quittait-il la catégorie rurale pour devenir urbain? » G. Carpin, *op. cit.*, p.294.

⁶² C.-M. Saugrain, *Dictionnaire universel de la France ancienne et moderne...*, Paris, Saugrain père, 1726, 3 vol. Sur la question des petites villes en France : voir J.-P. Poussou, *Les petites villes du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Éditions du CNRS, 1987 ; J.-P. Poussou et R. Plessix, *Les Petites villes françaises du XVIII^e au XX^e siècles : actes du colloque organisé par l'Association d'histoire des petites villes à Mamers, du 19 au 21 septembre 1991*, Mamers : Société d'Histoire des Petites Villes, imp. Aufret, 1998 ; J.-P. Poussou (dir.), *Les petites villes du Sud-Ouest de l'Antiquité à nos jours : [actes du] colloque d'Aiguillon des 12 et 13 mai 2000*, Mamers : Société d'Histoire des Petites Villes, imp. Aufret, 2004.

**Tableau 6.14 – Distribution des engagés rochelais entre 1640 et 1710
selon leur province d'origine et leur origine urbaine ou rurale**

Origine	Nombre d'urbains	Nombre de ruraux	Indéterminée	Total	% des domestiques
Aunis	57	81	1	139	43.5
Poitou	27	27	4	58	17.5
Saintonge	9	18	2	29	9
Anjou	5	17	-	22	6.9
Angoumois	4	8	1	13	3.7
Bretagne	5	1	-	6	1.9
Touraine	3	2	-	5	1.6
Île de France	5	-	-	5	1.6
Maine	1	4	-	5	1.6
Perche	1	4	-	5	1.6
Auvergne	4	-	-	4	1.3
Languedoc	1	2	-	3	0.9
Normandie	2	1	-	3	0.9
Guyenne	3	-	-	3	0.9
Limousin	3	-	-	3	0.9
Champagne	3	-	-	3	0.9
Gascogne	-	2	-	2	0.6
Périgord	-	2	-	2	0.6
Berry	1	-	1	2	0.6
Orléanais	1	-	-	1	0.3
Franche-Comté	1	-	-	1	0.3
Comtat	1	-	-	1	0.3
Venaissin	1	-	-	1	0.3
Lyonnais	1	-	-	1	0.3
Étranger	-	-	1	1	0.3
Inconnue	-	-	2	2	0.6
Total	138	169	12	319	99.6

Source : Actes notariés français

avaient déjà été classifiées par Gervais Carpin⁶³. Quoiqu'il en soit, la distribution géographique des engagés étudiés diverge peu dans l'ensemble de celle observée par Gervais Carpin comme le montrent les cartes présentées à l'annexe 20.

Environ 75% des engagés, 239 exactement, viennent de La Rochelle et de son arrière-pays, soit des provinces de l'Aunis, de la Saintonge, du Poitou et de l'Angoumois. Ce constat n'étonne guère car, ainsi que le mentionnait Jean-Pierre Poussou, « l'attraction d'une ville s'exerce toujours à partir d'une base régionale marquée. Dès qu'un certain niveau est atteint, l'appel prend une dimension nationale, mais quelle que soit la taille de la ville les immigrants y viennent d'abord des environs ou de la proche région »⁶⁴. De la même manière que l'ensemble des immigrants du centre-ouest analysés par Leslie Choquette⁶⁵, la plupart de ces recrutés étaient des ruraux, dans 56% des cas exactement. La ville proprement dite et ses environs immédiats dans un rayon de vingt kilomètres totalisent à eux seuls 129 engagés, soit 40.4% du groupe⁶⁶. Parmi eux, 19.1% (61 sur 319) prétendent habiter La Rochelle, y être nés ou encore tout simplement être de cette ville, tandis que 21.3% (68 sur 319) sont issus des villages alentours, particulièrement de ceux de l'île de Ré (32), pourcentages nettement supérieurs à ceux avancés par Gervais Carpin pour l'ensemble des engagés de La Rochelle⁶⁷. En effet, contrairement à ces derniers, ceux qui furent recrutés à l'intérieur de cette zone, comme laboureur ou gens à tout faire, venaient aussi

⁶³ G. Carpin, *op. cit.*, p.294. Selon L. Choquette, une population de 2000 habitants représente généralement le seuil utilisé par l'administration pour définir une « ville ». Si nous avons tenu compte de l'importance démographique des villes dans cette classification nous convenons, comme G. Carpin, que ce critère n'est pas toujours efficace et que les résultats qui en découlent sont à prendre avec toutes les réserves qui s'imposent. L. Choquette, *op. cit.*, p.272. Notons que nous n'avons pu déterminer l'origine rurale ou urbaine de 12 engagés seulement : un est originaire de l'étranger (d'Irlande précisément), deux ne déclarent par leurs origines au notaire, deux autres signalent uniquement la province dont ils se disent natifs et enfin, pour les sept derniers, le notaire spécifie leur province et leur localité d'origine mais nous n'avons pas été capable de reconnaître ces « villes » dans le Dictionnaire de M.-C.Saugrain. Nous avons donc préféré classer ces dernières dans la catégorie des « indéterminées » plutôt que d'accroître de façon douteuse la majorité de ruraux au sein du corpus.

⁶⁴ J.-P. Poussou cité par L. Choquette, *op. cit.*, p.161.

⁶⁵ L. Choquette, *op. cit.*, p.193.

⁶⁶ G. Carpin, *op. cit.*, p.293. Cette estimation est la même que celle proposée par G. Carpin pour l'ensemble des engagés rochelais.

⁶⁷ *Ibid.* Selon G. Carpin, 29.3% des engagés habitaient La Rochelle, alors que 11.2% étaient de la banlieue ou des villages assez proches. Nous convenons que l'étude menée ici ne porte pas exactement sur la même période que celle de l'auteur (1628-1662) mais il est tout de même curieux que la distribution des engagés non spécialisés à l'intérieur de cette zone n'ait pas été similaire à celle de l'ensemble des engagés rochelais, d'autant que la banque de données que G. Carpin utilise, et qui rassemble 543 recrutés, est beaucoup plus importante que celle élaborée dans le cadre de cette enquête (319 engagés). Ce constat témoigne par conséquent d'une particularité qui semble propre au type d'engagé que nous avons sélectionné dans les contrats rochelais.

bien de la ville que de sa proche banlieue. Selon Gervais Carpin, « il est possible de relier l'importance quantitative des recrutés issus d'une zone de vingt kilomètres autour de La Rochelle [à l'exception de la ville] à une activité viticole qui aurait créé des ruraux plus mobiles » mais, dans l'ensemble, nous demeurons, comme lui, partagé « quant à conclure que les facteurs économiques régionaux avaient des conséquences évidentes sur la migration vers La Rochelle »⁶⁸. À l'origine, ces ruraux étaient probablement venus en ville pour faire l'apprentissage d'un métier ou trouver un emploi, qu'il fût saisonnier ou non, leur déplacement s'apparentant aux modèles de « micro- mobilité » et de « migrations par glissement » définis par Jean-Pierre Poussou⁶⁹. Ces migrations, précise Leslie Choquette, se terminaient normalement au bout de quelques années après que leur but – l'acquisition d'un capital – ait été atteint, mais, d'autres fois, « elles se prolongeaient sous forme de séjour permanent ou engendraient des déplacements supplémentaires, de plus grande envergure »⁷⁰. En allant à La Rochelle, ces hommes n'avaient probablement pas tous prévus de partir pour le Canada mais la possibilité d'obtenir rapidement un emploi temporaire, l'attrait d'une nouvelle expérience, l'espoir d'un haut salaire, la perspective d'obtenir une terre à bas prix à la fin de leur contrat dans la colonie ou simplement, pour certains, le goût de l'aventure mirent fin à leurs dernières hésitations et les persuadèrent d'entreprendre cet audacieux périple.

Au-delà de cette zone d'attraction, si nous nous penchons maintenant sur les 80 engagés localisés dans les régions plus éloignées, et qui ne représentent que le quart des effectifs du groupe étudié, nous constatons que le plus gros contingent – 67.5% – provient d'un grand quart nord-ouest de la France, tout particulièrement de l'Anjou, de la Bretagne,

⁶⁸ G. Carpin, *op. cit.*, p.298.

⁶⁹ J.-P. Poussou, « Les mouvements migratoires en France et à partir de la France de la fin du XV^e siècle au début du XIX^e siècle : approches pour une synthèse », *Annales de démographie historique*, Paris, Mouton & Cie, 1970, p.19-21 et J.-P. Poussou, « Mobilité et migrations », *Histoire de la population française*, J. Dupâquier (dir.), Paris, PUF, 1988, vol.2, p.104-105. Notons tout de même que certains engagés ont probablement été recrutés directement sur leur lieu d'origine. Nous pensons particulièrement au groupe originaire de l'île de Ré. Par exemple, en 1665, sur 28 engagés natifs de cette île, 22 ont été embauchés par Pierre Gaigneur. Sur l'émigration de l'île de Ré vers le Canada voir l'intéressant article de Y. Landry et C. Lambert « La reproduction sociale dans les familles françaises des immigrants partis de l'île de Ré au Canada au XVII^e siècle », *RHAF*, vol.55, n°3 (hiver 2002), p.345-379. Selon les auteurs, trois éléments ont pu influencer la décision de quitter le sol rhétais en direction du Canada au XVII^e siècle, à savoir : le morcellement croissant de l'exploitation familiale en contexte de saturation du terroir, le développement des relations commerciales de Saint-Martin avec La Rochelle et de nombreux pays européens ou outre-Atlantique et, enfin, l'influence idéologique de La Rochelle, bastion de la Réforme, sur l'île de Ré.

⁷⁰ L. Choquette, *op. cit.*, p.158.

de la Touraine, du Maine et de la Normandie. À l'inverse, les provinces du sud-ouest, de même que toutes celles situées à l'est de l'hexagone, fournissent très peu d'engagés. Outre ces caractéristiques géographiques, nous remarquons également que les urbains sont proportionnellement plus nombreux dans ces provinces que dans celles du centre-ouest de la France. Gervais Carpin note à cet égard que « les proportions se sont inversées par rapport à l'arrière-pays, les zones éloignées sont le plus grand fournisseur de migrants des villes, ce qui revient à dire que le citadin migre plus facilement sur de longues distances que le villageois »⁷¹. Ce constat n'est toutefois pas nouveau. En examinant l'émigration à partir de La Rochelle pour tout le régime français, Leslie Choquette avait déjà démontré que « les immigrants du Centre-Ouest étaient plus ruraux (59.5%) que ceux venus de loin (38.6%) »⁷². La difficulté est ici de comprendre les raisons qui amenèrent dans cette ville ces habitants de régions éloignées. Grâce entre autres aux travaux d'Abel Châtelain, d'Émile Coornaert, d'André Corvisier, de Jean-Pierre Bayard, d'Abel Poitrineau, de Jean-Pierre Poussou et plus récemment de Leslie Choquette, nous savons que plusieurs migrants de travail se déversaient chaque année sur les chemins de France au XVII^e siècle : des colporteurs, des artisans dont les compagnons du Tour de France, des soldats et aussi des marins⁷³. Pour ces migrants, La Rochelle était une étape comme une autre et « le Canada, comme n'importe quelle grande ville, un terrain de passage »⁷⁴. Or, ceux que nous avons sélectionnés ne sont pas des habitués de la migration, du moins, pas sur d'aussi longues distances ; il s'agit, rappelons-le, de simples journaliers, de laboureurs, de bêcheurs ou, plus

⁷¹ G. Carpin, *op. cit.*, p.298.

⁷² L. Choquette, *op. cit.*, p.193.

⁷³ L. Choquette, « La mobilité de travail en France et l'émigration vers le Canada (XVII^e – XVIII^e siècles) » dans *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII^e-XX^e siècles*, Beauport (Québec), Publications MNH, 1995, p.203-207 et L. Choquette, *op. cit.*, p.161-168 ; A. Châtelain, *Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914 : histoire économique et sociale des migrants temporaires des campagnes françaises au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle*, Lille, Université de Lille, 1976, 2 vol. ; E. Coornaert, *Les compagnonnages en France du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Éditions ouvrières, 1966 ; J.-P. Bayard, *Le compagnonnage en France*, Paris, Payot, 1977 ; A. Corvisier, « Service militaire et mobilité géographique au XVIII^e siècle », *Annales de démographie historique*, 1970, p.185-204 ; A. Poitrineau, *Remues d'hommes. Les migrations montagnardes en France 17^e-18^e siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1983 ; J.-P. Poussou, « Mobilité et migrations » dans J. Dupâquier, *op. cit.*

⁷⁴ L. Choquette, *op. cit.*, p.211. L'auteur ajoute que « le rôle primordial joué par les déplacements temporaires organisés signifiait que plusieurs émigrants qui sont partis outre-mer n'ont jamais considéré leur voyage transatlantique comme quelque chose d'irréversible. Les courants composés d'émigrants temporaires ne les envoyaient pas seulement peupler le Canada, ils les ramenaient aussi ». Citant G. Debien, L. Choquette ajoute que « l'émigration à l'étranger et vers les colonies n'était réellement rien de plus qu'un « aspect latéral, un dérivatif » des modèles internes de la mobilité, et particulièrement du modèle le plus répandu : « l'exode rural vers les villes » » (p.172).

souvent encore, d'individus sans spécialisation professionnelle particulière⁷⁵. Comment dans ces circonstances justifier leur déplacement vers La Rochelle ? Gervais Carpin fait remarquer qu'« il n'est pas exclu qu'un engagé arrivant de loin ait reçu avant son départ de son lieu d'origine l'information sur la Nouvelle-France, celle d'un curé en chaire, celle d'une relation des jésuites qui lui aurait été lue, d'un récit d'un engagé de retour au pays, etc., pas exclu mais peu probable ou tout au moins presque jamais documenté »⁷⁶. Là encore, il faut privilégier les modèles de micro-mobilité et de migrations par glissement pour tenter de comprendre leur déplacement car, jusqu'à un certain point, ils pouvaient encore s'appliquer quand la distance augmentait⁷⁷. En quête d'un travail, ces migrants, majoritairement d'origine urbaine, s'étaient sûrement déjà transportés d'une ville à une autre avant de se retrouver à La Rochelle et de s'engager pour la colonie. Leslie Choquette appelle ce type de migration l'hypermobilité interurbaine : « quelques migrants se déplaçaient constamment pendant une période de quelques années, demeurant dans telle ville pendant des semaines ou des mois, puis passant dans une autre. [...] Parfois, l'hypermobilité pouvait suivre les chemins du hasard »⁷⁸. En fait, il s'agit d'une migration dispersée portant, au niveau de chaque région, sur de petits nombres d'individus. Cette migration relève donc surtout de la mobilité. De passage à La Rochelle, et à défaut de trouver un emploi sur place, ces hommes décidèrent de s'engager pour le Canada plutôt que de partir vers une autre ville. Ils s'assuraient ainsi d'un revenu pour les trois années suivantes mais, au même titre que les migrants « professionnels », leur périple outre-atlantique ne dura bien souvent que le temps de leur engagement.

Bien que cette étude porte uniquement sur les engagés rochelais non-qualifiés entre 1640 et 1710, la description que nous venons de présenter ne diffère pas trop, dans

⁷⁵ J.-P. Poussou soutient en effet que « l'appel migratoire reste essentiellement régional pour les immigrants non spécialisés : journaliers et domestiques » : voir, J.-P. Poussou, « Mobilité et migrations » dans J. Dupâquier, *op. cit.*, p.118. Voir également J. A. Le Goff, *Vannes et sa région*, Loudéac, 1989, p.60-61.

⁷⁶ G. Carpin, *op. cit.*, p.298.

⁷⁷ En se basant sur l'étude d'A. Châtelain, L. Choquette rappelle que les migrants saisonniers de la région Midi-Pyrénées « ne descendaient pas simplement vers les vallées mais aussi vers les régions productrices de vin des côtes atlantiques et méditerranéennes ». Pour ce qui est des migrations plus lointaines, l'auteur précise qu'elles « ressemblaient aux déplacements par glissement et à ceux sur moyenne distance en ce qu'elles privilégiaient aussi les villes ». L. Choquette, *op. cit.*, p.159 et 161.

⁷⁸ L. Choquette, *op. cit.*, p.163.

l'ensemble, de celle proposée par Gervais Carpin ou Leslie Choquette⁷⁹. En fait, la seule différence que nous ayons relevée concerne la répartition géographique des individus localisés spécifiquement à La Rochelle et dans les environs immédiats. Contrairement à l'ensemble des engagés identifiés à l'intérieur cette zone par Gervais Carpin, les engagés non-spécialisés proviennent davantage des alentours de La Rochelle que de la ville proprement dite⁸⁰. La plupart de ceux que nous avons retenus dans le cadre de cette recherche proviennent donc essentiellement du centre-ouest de la France et surtout de la banlieue de La Rochelle. En dehors de la région immédiate, ce sont les provinces du nord-ouest et du Val-de-Loire qui fournissent le plus grand nombre de travailleurs mais, contrairement à l'arrière-pays rochelais, la composante urbaine est plus importante et tend même à se généraliser à mesure que la distance, qui sépare La Rochelle du lieu d'origine des engagés, augmente. Avant d'arriver dans ce port et d'embarquer pour le Canada, certains d'entre eux s'étaient certainement déjà déplacés de ville en ville à la recherche d'un emploi ou de conditions de vie meilleures à moins, bien sûr, que leur projet de quitter le pays eût été décidé bien avant leur départ de leur ville d'origine. Traditionnellement peu familiers avec les migrations à longue distance, ces immigrants non spécialisés se distinguent donc de leurs homologues du centre-ouest et, même s'ils ne représentent que le quart des effectifs du groupe étudié, leur seule présence témoigne non seulement de la diversité régionale de l'émigration vers le Canada mais aussi de l'ouverture de La Rochelle, et par extension du centre-ouest, sur la France intérieure et sur l'Atlantique⁸¹.

6-2-2 Origines sociales des domestiques

Il reste, pour parfaire ce portrait, à déterminer les origines sociales des domestiques. Contrairement aux caractéristiques précédentes, les sources que nous avons consultées nous livrent bien peu d'indices à leur sujet et, dans l'ensemble, il est plutôt difficile de dégager une tendance générale pour tous les individus identifiés dans cette étude.

⁷⁹ Rappelons que l'étude de G. Carpin porte sur l'ensemble des engagés rochelais entre 1634 et 1662. Celle de L. Choquette concerne l'ensemble des émigrants français au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles.

⁸⁰ Voir note 67.

⁸¹ L. Choquette, *op. cit.*, p.194.

Le *PRDH* nous a permis de repérer facilement l'ensemble des domestiques recensés dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle. Ainsi que nous le voyons dans le chapitre suivant, il nous a offert également la possibilité d'observer le devenir de quelques engagés rochelais et serviteurs canadiens. Cependant, il nous a donné peu d'informations sur les antécédents sociaux de ces travailleurs. Certes, en rassemblant les renseignements contenus dans les recensements, le *PRDH* permet d'identifier rapidement la famille des domestiques ainsi que la profession des parents si l'agent recenseur a pris la peine de la préciser. Mais ces indications ne regardent que les travailleurs natifs de la colonie. Or ces derniers ne sont guère nombreux en 1666 et 1667, et les résultats obtenus parmi ceux relevés en 1681 ne sont pas toujours très concluants. D'une part, l'anonymat de plusieurs jeunes domestiques entrave souvent la recherche⁸². D'autre part, certains parents ne sont même pas recensés. C'est le cas, par exemple, de ceux de Noël et de Marie Chapelier, tous deux au service de Pierre Gagnon, habitant de la seigneurie de Beupré⁸³. Cependant, lorsque leur identification est concluante, nous remarquons que la plupart – 81% exactement – entrent dans la catégorie des habitants, c'est-à-dire des paysans propriétaires⁸⁴. Peut-on alors dire que les domestiques originaires de la colonie appartiennent, comme en France, aux groupes sociaux les plus humbles de la société canadienne ? La réponse doit être nuancée. En effet :

La grande majorité des habitants sont donc effectivement propriétaires mais, sous ce statut uniforme, se cache toute une gamme de situations effectives. Certains sont en mesure de produire des surplus pour la vente, d'autres ont juste assez de terre défrichée pour satisfaire aux besoins de leur famille, tandis qu'un troisième groupe est sous ce seuil et doit vendre sa force de travail pour subsister⁸⁵.

⁸² Rappelons que pour le dernier recensement, 30% des domestiques ne sont connus que par leur prénom et les plus jeunes sont probablement natifs de la colonie.

⁸³ A. Lafontaine, *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, p.206.

⁸⁴ Il a été possible d'identifier les parents de 69 domestiques natifs du pays sur les 88 recensés en 1681. La profession du père a pu être déterminée dans 37 cas qui se répartissent de la façon suivante : 30 habitants, trois artisans, trois domestiques et un chirurgien. Il y a tout de même quelques exceptions ; c'est le cas par exemple de Marie Pinard, fille de chirurgien. Nous reviendrons sur ces cas particuliers un peu plus loin dans ce développement.

⁸⁵ S. Dépatie, « El ser mas independiente del mundo ? La construccion del 'habitant' canadiense », *Discurso colonial. La construccion de una diferencia americana*, sous la dir de Catherine Poupeney Hart, Albino Chacon Gutierrez, Heredia (Costa Rica)/Montréal, Editorial Universidad Nacional (EUNA)/Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.206.

Si on se fie au portrait de la paysannerie tracé par Louise Dechêne pour la période qui nous intéresse, le premier groupe constituerait environ 10% de la paysannerie, le second 50%⁸⁶. Les paysans démunis représenteraient donc environ 40% du groupe, leur importance s'expliquant en grande partie par leur installation récente, suite à l'immigration. On peut donc en conclure que les domestiques nés au Canada proviennent essentiellement de milieux modestes, voire pauvres.

Pour leur part, si les contrats d'engagement français ou canadiens ne touchent, ainsi que nous l'avons évoqué dans le deuxième chapitre, qu'une partie des domestiques envoyés au Canada ou recrutés directement dans la colonie, leur analyse permet tout de même d'avoir une bonne idée de l'origine sociale de ces travailleurs. Dans certains contrats, il arrive que le notaire prenne la peine de spécifier le métier de l'engagé ou, du moins, l'occupation pour laquelle ce dernier prétend être qualifié. Dans les contrats rochelais, cette donnée apparaît dans environ 37% des cas, soit pour 119 recrutés parmi les 319 repérés dans ces contrats. À l'intérieur de ce groupe, 70% des engagés se déclarent laboureur (83 sur 119). Les 30% restants sont représentés par treize journaliers, sept garçons de service, six bêcheurs, un manouvrier, un défricheur ainsi que huit individus plus spécialisés mais clairement embauchés comme hommes à tout faire et non comme professionnels⁸⁷. Dans les contrats canadiens, le notaire indique également une occupation pour environ 36% des engagés du corpus (478 sur 1311) mais ce pourcentage tient compte des enfants mis en service par leurs parents. En les excluant du calcul, la proportion des individus déclarant une profession est de 49%. Parmi eux, nous avons pu dénombrer 96 travailleurs, 70 volontaires, 29 domestiques ou serviteurs, 29 engagés ou encore 19 laboureurs. C'est toutefois l'appellation « habitant » qui concentre le plus grand nombre d'individus, 155 exactement. Dans l'ensemble, c'est donc le groupe des paysans qui répond le plus à la demande de domestiques dans la colonie, constat logique après tout puisque les travaux que réclament les maîtres à leurs employés concernent, nous l'avons vu, essentiellement l'agriculture et les défrichements. Nous ne pouvons toutefois généraliser ce résultat à l'ensemble des domestiques identifiés dans ces marchés car un peu plus de la moitié ne déclarent aucun métier ou statut au moment de leur engagement. Cependant cette

⁸⁶ L. Dechêne, *op. cit.*, p.399 et 401.

⁸⁷ Il s'agit d'un apothicaire, d'un bonnetier, d'un charpentier, d'un jardinier, d'un maçon, d'un tailleur d'habits, d'un tanneur et d'un tissier.

caractéristique est le signe, sans doute, qu'ils ne sont pas « habitants » et donc qu'ils n'ont pas de profession. Autrement dit, ces individus sans profession déclarée seraient probablement à classer dans la catégorie des démunis.

En principe, tous les domestiques doivent signer leur contrat d'engagement. Cette règle nous est extrêmement précieuse car elle est la seule expression du niveau d'instruction des contractants. Dans les contrats français, ce sont près de 90% des engagés qui déclarent au notaire ne savoir écrire ni signer⁸⁸. Dans les contrats canadiens, la proportion est un peu moins élevée mais elle concerne tout de même 76% des recrutés⁸⁹. En général, qu'ils aient été engagés en France ou dans la colonie, les domestiques semblent donc provenir essentiellement de milieux sociaux défavorisés ou, du moins, de milieux où l'instruction n'est pas la priorité. Ce profil prend d'ailleurs tout son sens à la lecture de certains contrats, et particulièrement lorsque des enfants sont placés comme domestiques par leur parents. Quand Marin Varin et Marie Massard, son épouse, décident de louer leurs deux enfants jusqu'à leur majorité, ils sentent le besoin de justifier au notaire leur décision en lui faisant part de « l'extrême pauvreté dans laquelle ils sont et la surcharge d'enfants en très bas âge qu'ils n'ont pas le moyen de nourrir et élever étant obligé de mendier leur pain »⁹⁰. De la même manière, quand Anne Goupille met son fils de 6 ans en service chez Jean Dupuy, habitant de France, pour une durée de dix ans, elle explique au notaire qu'elle

⁸⁸ Au total, 272 engagés, soit 261 hommes et 11 femmes, déclarent *ne savoir écrire ni signer* tandis 39, au sein desquels nous ne comptons qu'une seule femme, signent au bas de leur contrat. Nous n'avons pas été en mesure de déterminer en revanche cette information pour huit engagés du corpus. Leur signature n'apparaît pas au bas de leur convention mais le notaire ne confirme pas, comme il le fait d'ordinaire, qu'ils ne savent *écrire ni signer*. Probablement qu'il s'agit ici d'un oubli mais, dans le doute, nous avons préféré exclure ces individus de l'analyse plutôt que de nous fier à la tendance générale.

⁸⁹ Sur les 1311 domestiques enregistrés dans la banque de données, et identifiés à partir de 1207 contrats, il a été possible de vérifier le taux de signatures de 1058 individus, soit dans 80% des cas. Parmi eux, 807 domestiques, 737 hommes et 70 femmes, déclarent ne savoir écrire ni signer tandis que 251, au nombre desquels nous n'identifions que trois femmes, apposent leur signature au bas de leur contrat. Nous n'avons pu déterminer cette information pour 253 engagés. Il s'agit, dans 80% des cas, d'enfants mis en service par leurs parents ou leurs tuteurs qui, en leur nom, acceptent les clauses de leur convention (64% déclarent ne savoir écrire ni signer). Dans la mesure où le notaire ne précise pas si les enfants concernés dans ces engagements savent écrire et/ou signer, nombre d'entre eux étant d'ailleurs absents au moment de la rédaction de leur contrat, nous avons préféré les considérer à part dans cette analyse. Ceci dit, la plupart sont probablement analphabètes, sentiment renforcé par le faible taux de signatures des parents mais aussi par le très jeune âge de nombre d'entre eux (91 enfants au sein de ce groupe ont moins de 10 ans). Par conséquent, il conviendrait de réviser à la hausse la proportion des domestiques qui déclarent ne savoir écrire ni signer au sein du corpus.

⁹⁰ ANQQ, engagements du 17 et 19 avril 1700 greffe Chambalon. Rappelons qu'il convient de rester prudent à l'égard de ces énoncés. Certains parents ont pu exagérer leur situation réelle au moment de la signature du contrat dans l'espoir, peut-être, de susciter la compassion de l'employeur et, par extension, une plus grande générosité de sa part à l'endroit de l'enfant qu'on s'apprêtait à lui louer.

a déjà plusieurs jeunes enfants et qu'elle ne dispose pas de moyens pour les élever jusqu'à ce qu'ils soient en âge de gagner leur vie. Elle ajoute également que sa situation est d'autant plus difficile qu'elle est seule à pourvoir aux besoins de sa famille, son mari étant à l'hôpital suite à une blessure qu'il reçut à la guerre contre les Iroquois⁹¹. Les exemples de ce genre ne sont pas rares et touchent aussi tous les orphelins et enfants abandonnés par leurs parents qui ont été placés comme domestiques dans des familles par leurs propres tuteurs ou, plus souvent, sur ordre du procureur du roi⁹².

Tous les domestiques ne proviennent toutefois pas systématiquement des classes les plus humbles de la société canadienne. C'est le cas, par exemple, de Marguerite Neveu et de Pierre Gosselin, tous deux fille et fils de bourgeois⁹³. Ainsi, comme le résume justement Florent Panzani,

toutes les catégories sociales sont susceptibles de fournir des domestiques, y compris des bourgeois. [Cependant], si l'origine sociale ne conditionne pas forcément l'entrée dans le monde des serviteurs, il y a fort à parier qu'elle influence grandement la destination : si un fils de bourgeois peut devenir pour un temps domestique, il n'exercera certainement pas chez un laboureur, mais plutôt chez un notable,

l'objectif étant probablement moins, pour lui, de se mettre à l'abri du besoin que de préparer son avenir, sa carrière⁹⁴. Nous pourrions bien sûr spéculer encore longtemps sur les raisons qui poussèrent certains notables ou bourgeois à placer leurs enfants comme domestiques (retour en France pour une durée indéterminée, difficultés financières, mise en service pour corriger un enfant indiscipliné ou trop libertin, etc.) mais l'intérêt ici était

⁹¹ ANQM, engagement du 29 avril 1688, greffe Adhémar.

⁹² Sur le placement des enfants abandonnés dans la colonie : voir Y. Bouchard, *Les enfants du Roi à Montréal au 18^e siècle*, Mém. de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1989. Précisons que nous avons enregistré 33 contrats dans lesquels un orphelin ou un enfant abandonné par ses parents était mis en service par son tuteur ou le procureur du roi. Voir, à titre d'exemple, les contrats du 7 mai et du 14 juin 1692 (ANQQ, greffe Chambalon), du 5 juin 1696 (ANQQ, greffe Genaple de Bellefonds) ou encore du 23 juillet 1708 (ANQM, greffe Adhémar).

⁹³ La première fut mise en service par son père, Philippe Neveu, bourgeois de Québec, à Louis de Niort, écuyer, *jusqu'à ce qu'elle soit pourvue par mariage ou autrement* (ANQQ, contrat du 4 octobre 1677, greffe Duquet de La Chesnaye). Le second fut placé au Séminaire de Québec par son père, Gabriel Gosselin, également bourgeois de Québec, jusqu'à l'âge de 20 ans (ANQQ, contrat du 8 mars 1696, greffe Rageot de Saint-Luc). Là encore, nous avons relevé plusieurs contrats de ce genre. Citons notamment ceux du 18 août 1690 (ANQM, greffe Adhémar), du 24 septembre 1693 (ANQQ, greffe Chambalon) ou encore du 17 mai 1706 (ANQQ, greffe Barbel).

⁹⁴ F. Panzani, *op. cit.*, p.42.

moins de comprendre ces motivations que de démontrer la présence, au sein du corpus, de domestiques issus de milieux plus favorisés.

Au terme de ce chapitre, nous pensons avoir établi les principales caractéristiques de la domesticité dans la colonie laurentienne du XVII^e siècle. À l'image de l'ensemble de la population canadienne, le groupe des domestiques est essentiellement composé d'hommes jeunes et célibataires, originaires principalement du nord-ouest et du centre-ouest de l'hexagone. Toutefois, dès les années 1670, une nouvelle main-d'œuvre née dans la colonie commence à remplacer progressivement les immigrants. Souvent très jeune et plus diversifiée au niveau des sexes, cette nouvelle génération de domestiques ne coûte pas trop cher aux employeurs et contribue utilement à la mise en valeur de leurs exploitations. Mais qu'ils aient été embauchés en France ou directement dans la colonie, il demeure difficile de déterminer sans ambiguïté les origines sociales de tous ces domestiques à cause, en partie, de leur anonymat, mais aussi de l'absence de données fiables. Au même titre que leurs homologues français, et en dépit de quelques exceptions, il semble néanmoins que le recrutement se soit fait principalement dans les familles les moins privilégiées de la colonie et de la métropole. Le temps de leur engagement, ils échappaient ainsi à leur condition d'origine et bénéficiaient d'une situation protégée. « Nombre de soucis, et d'abord celui du pain quotidien, leur étaient épargnés »⁹⁵, mais ils devaient accepter en échange d'aliéner leur liberté et de se soumettre sans réserve à l'autorité de leurs employeurs, contraintes inhérentes à la vie de servitude qui donnèrent lieu, comme nous allons le voir, à bien des résistances...

⁹⁵ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.169.

Chapitre VII : La vie de servitude dans la colonie laurentienne

« La vraie dévotion d'un serviteur consiste
à souffrir, à travailler et à se taire »¹

Qu'il soit engagé pour quelques mois ou pour plusieurs années consécutives, le domestique est tenu d'aller partout et de faire ce que son maître lui demande, comme un esclave, pendant toute la durée de son engagement². Cependant, à la différence de ce dernier, le domestique n'est pas la propriété de son employeur puisqu'il perçoit généralement un salaire et recouvre sa liberté une fois son contrat terminé. La vie de servitude n'en demeure pas moins contraignante et, même si elle permet, ainsi que nous l'avons vu, d'échapper à sa condition d'origine et de bénéficier d'une situation protégée le temps de l'engagement, elle implique par définition plusieurs contraintes, à commencer par l'aliénation de sa liberté. Dans le cadre de ce dernier chapitre, nous proposons d'examiner, dans un premier temps, la littérature dite pédagogique ou normative destinée aux employeurs et à leur personnel :

Pédagogiques, ces traités qui prétendent enseigner aux maîtres l'art du commandement, la façon de former de bons serviteurs, ou qui visent à apprendre aux domestiques les techniques du service et surtout les devoirs de leur état. Normatifs, ces livres qui proposent un mode de relation exemplaire du maître au serviteur, selon un code évidemment fixé par les classes dominantes et qui reflète idées et préjugés du temps³.

Parallèlement aux discours officiels sur les domestiques et la relation idéale maître/employé fondée sur la théorie patriarcale, il faut également analyser les règlements officiels émanant des autorités judiciaires ou administratives françaises et canadiennes qui ont trait à la police de ces travailleurs. Cette étude permettra de mieux rendre compte des

¹ C. Fleury, « Les devoirs des maîtres et des domestiques » (1688) dans M. Aimé Martin, *Œuvres de l'abbé Fleury concernant Traité de choix et de la méthode des études, Mœurs des israélites et des chrétiens, Discours sur l'histoire ecclésiastique, Grand catéchisme historique, Histoire du droit français, etc. pour faire suite aux œuvres de Fénelon ; précédées d'un essai sur la vie et les ouvrages de l'abbé Fleury*, Paris, Charles Delagrave, 1884, p.596.

² L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.63. L. Dechêne applique cette définition aux trente-six mois ; nous la généralisons ici à l'ensemble des domestiques.

³ C. Petitfrère, *L'Oeil du maître : maîtres et serviteurs de l'époque classique au romantisme*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1986, p.9.

droits et devoirs de ces travailleurs mais aussi de leurs employeurs. Elle sera également l'occasion de caractériser l'image que la société française en générale, et canadienne en particulier, se fait de cette main-d'œuvre issue essentiellement des groupes sociaux les moins favorisés. Dans un deuxième temps, nous entrerons dans le quotidien des domestiques en nous attardant spécifiquement aux rapports maître/employé et à la définition de leur collaboration. Pour la France de l'Ancien Régime, Cissie Fairchild aborde ces relations sous l'angle du conflit⁴. Les sources utilisées dans cette étude ne permettent guère d'envisager une approche très différente de la question. Cependant, nous tenterons de nuancer les conclusions tirées de l'analyse des archives judiciaires en insistant sur les indices qui attestent des bons rapports entre les deux groupes et qui, parfois, se prolongent bien au-delà de l'échéance du contrat de domesticité. Enfin, pour terminer, nous élargirons la recherche en accordant une attention particulière aux quelques intrigues auxquelles des domestiques furent mêlées en dehors du cadre professionnel, mésaventures qui, bien souvent, s'inscrivent dans « la banalité du quotidien »⁵. Cette enquête nous amènera à nous questionner également sur l'insertion sociale de ces individus au terme de leur contrat. Elle nous mettra en présence d'une population où les contacts humains sont intenses, où les disputes et les dérapages surviennent à l'occasion, reflet d'une société active et pleine de vie mais soucieuse, en définitive, de sa survie et de son équilibre, aussi fragile soit-il...

7-1 Droits et devoirs du maître et du domestique

7-1-1 La théorie patriarcale ou la relation maître/domestique idéale

Il existe dans la France du XVII^e siècle plusieurs écrits et livres de raison portant sur l'art d'organiser sa « maison », de diriger ses domestiques et de les éduquer⁶. Nous avons

⁴ C. Fairchild, *Domestic Enemies: Servants and Their Masters in Old Regime France*, Baltimore, Johns Hopkins, 1984, 325p.

⁵ A. Lachance *Crimes et criminels en Nouvelle-France*, Montréal, Boréal Express, 1984, p.26.

⁶ J.-P. Gutton dresse la liste de ces ouvrages dans son étude sur les domestiques français aux XVII^e et XVIII^e siècles : voir J.-P. Gutton, *Domestiques et Serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier Montaigne, 1981, p.248-249.

déjà eu l'occasion de consulter l'un d'entre eux dans le cadre du deuxième chapitre en nous interrogeant sur la composition et la hiérarchisation du personnel domestique employé dans les grandes maisons de la société française des XVII^e et XVIII^e siècles⁷. Quel que soit le document étudié, la lecture du discours sur la domesticité peut paraître fastidieuse car les ouvrages se répètent volontiers. Néanmoins, une œuvre importante se distingue des autres par son influence et mérite d'être analysée car elle constitue un excellent témoignage sur les relations maître/domestique dans l'Ancien Régime ; il s'agit de l'ouvrage de l'abbé Fleury intitulé *Les devoirs des maîtres et des domestiques*, paru pour la première fois en 1688⁸. L'auteur est bien placé pour connaître la domesticité, du moins celle qui prévalait chez les hauts dignitaires de la monarchie. Il avait en effet « exercé le préceptorat dans les plus grandes maisons comme celle de Conti, et même chez le roi puisqu'il avait été sous-précepteur des petits-fils de Louis XIV, les ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry »⁹. En s'inspirant des Saintes Écritures et de sa propre expérience, l'abbé Fleury énonce dans son texte les règles de base que les maîtres et les domestiques doivent en principe observer tant et aussi longtemps que dure leur entente. Les préceptes qu'il propose n'ont d'autre but que de favoriser la cohabitation entre les deux groupes, l'harmonie au sein des maisons et, plus globalement, la paix dans la société. Les domestiques sont présentés comme des membres à part entière de la famille pour laquelle ils travaillent, et le maître comme un père pour ses employés. Ainsi que le souligne Cissie Fairchilds, « la certitude que la maisonnée était une famille avait d'importantes répercussions sur le rôle et l'attitude du maître de maison, en tant que maître et en tant qu'homme. Cela impliquait avant tout que les domestiques étaient "les enfants adoptés" de la famille »¹⁰. Le maître est tenu, en tout bon père de famille et en tout bon chrétien qui se respecte, de traiter son domestique humainement, avec tolérance et compassion :

⁷ Audiger, *La maison réglée et l'art de diriger la maison d'un grand seigneur et autres, tant à la ville qu'à la campagne, et le devoir de tous les Officiers, et autres domestiques en général*, Paris, 1692.

⁸ C. Fleury, *op. cit.* M. Aimée Martin dresse un portrait détaillé de l'homme et de son œuvre, à la limite de l'hagiographie, dans les premières pages de cet ouvrage.

⁹ C. Petitfrère, *op. cit.*, p.10. Il convient de ne pas confondre l'abbé Claude Fleury, dont il est question ici, et André-Hercule de Fleury, futur cardinal, précepteur de Louis XV et plus tard son principal ministre.

¹⁰ « The conviction that the household was a family carried with it important implications about the proper roles and demeanor of master and man. It implied, first of all, that servants were the "adopted children" of the family » : C. Fairchilds, *op. cit.*, p.138.

Nous devons regarder [les domestiques] comme confiés à notre conduite par l'ordre de la Providence, et liés avec nous par une société, où ils contribuent de leur travail pour notre soulagement [...]. Rien n'est plus éloigné non seulement de l'esprit du christianisme, mais de l'humanité, que cet esprit tyrannique qui fait regarder les valets comme des animaux d'une autre espèce, nés pour servir et pour satisfaire à toutes nos fantaisies¹¹.

Au-delà de ces considérations chrétiennes, les maîtres ont en principe trois devoirs à honorer. L'abbé Fleury les résume de la façon suivante :

Tant que le domestique est en service, le maître lui doit trois choses : la subsistance, l'occupation et la correction. C'est ce que dit l'Écriture : « Le pain, la correction et le travail pour l'esclave ». Ajoutons au pain la récompense pour nos serviteurs, qui sont tous libres. Ces trois choses sont également nécessaires. Le pain sans travail et sans correction rend le serviteur insolent ; le travail sans nourriture suffisante le met dans l'impuissance de servir, le réduit au désespoir, et le rend capable de toutes sortes de crimes¹².

Si la nourriture doit être bonne et abondante, Fleury recommande aussi que le travail réservé aux domestiques soit constant, mais non excessif car

il y a des maîtres si inhumains qu'ils ménagent moins leurs valets que leurs chevaux, parce que leurs valets ne leur coûtent point d'argent ; si c'étaient des esclaves ils les conserveraient avec soin [...]. Il est fort recommandé de ne point souffrir que les serviteurs soient oisifs [...] car l'oisiveté enseigne bien de la malice¹³.

Enfin, en ce qui a trait spécifiquement à la correction des domestiques, Fleury suggère aux maîtres de toujours privilégier la prévention à la répression et ce, en favorisant l'éducation, tant intellectuelle que spirituelle, des employés, mais aussi en surveillant leurs fréquentations, même les plus intimes, et en les dissuadant de jouer, de boire ou de se livrer à toute autre sorte de vice¹⁴.

¹¹ C. Fleury, *op. cit.*, p.575. Dans le tiers des contrats canadiens (411 sur 1207), il est clairement spécifié que l'employeur sera tenu de « *traiter humainement* » (ou *doucement*) son domestique durant toute la durée de son engagement. Dans la moitié des cas, ces domestiques sont des enfants ou des adolescents mis en service par leurs parents. Dans les contrats rochelais (262 au total), cette mention n'apparaît que dans trois cas.

¹² C. Fleury, *op. cit.*, p.576-577.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ C. Fleury, *op. cit.*, p.578-583. Voir également C. Fairchild, *op. cit.*, p.139. La mission éducative des employeurs est rarement stipulée dans les clauses des contrats d'engagement. Nous n'avons identifié cette mention que dans les contrats canadiens uniquement et dans 5% des cas seulement (soit 68 contrats sur les 1207 qui composent le corpus). Ces engagements concernent exclusivement des mineurs et l'éducation que leur promettent leurs employeurs renvoie essentiellement à leur instruction religieuse.

Pour inspirer la vertu à ses domestiques, le maître doit bien sûr montrer l'exemple mais aussi, et surtout, gagner le cœur de ses employés. Pour y parvenir, il est primordial qu'il ne les maltraite point sans raison et qu'il prenne soin d'eux « tant en santé qu'en maladie »¹⁵. Il est également capital que ses serviteurs ne manquent de rien et que leurs gages, ainsi que tout ce qui leur est dû, leur soient payés scrupuleusement¹⁶. Ajoutons, pour terminer, que les responsabilités du maître ne se limitent pas seulement à la période de service des domestiques puisqu'il est également de son devoir de pourvoir à leur établissement au terme de leur contrat, et de favoriser leur mariage s'il y a lieu¹⁷.

Aux yeux de Claude Fleury, le maître apparaît par conséquent comme le protecteur temporel et spirituel du domestique, mais le paternalisme qu'il défend dans les rapports entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent ne concorde pas tout à fait, nous allons le voir, avec la réalité. De plus, l'image de l'employeur bienveillant qu'il véhicule dans son œuvre contraste sérieusement avec celle du maître méprisant que nous retrouvons dans la littérature, et particulièrement le théâtre¹⁸.

Contrairement à l'employeur, le domestique a seulement deux devoirs à respecter dans le cadre de son service :

Son premier devoir est la fidélité. C'est le fondement de toute société entre les hommes, et particulièrement de la société domestique, qui ne subsiste que par la confiance qu'un père de famille a en sa femme, ses enfants et ses serviteurs. Otez cette confiance, la vie humaine n'est plus qu'un brigandage, et une confusion horrible, pire que la vie des bêtes les plus farouches¹⁹.

¹⁵ C. Fleury, *op. cit.*, p.584-585. Nous avons déjà abordé la question des domestiques malades et vieillissants dans le chapitre précédent. En ce qui concerne spécifiquement les domestiques français, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de J.-P. Gutton : J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.173. Notons que nous avons identifié 33 contrats d'engagements canadiens seulement dans lesquels l'employeur promettait de prendre soin de son domestique tant en santé qu'en maladie. Dans la moitié des cas, la main-d'œuvre concernée est composée de jeunes enfants placés par leur famille. A l'inverse, aucun des 262 contrats rochelais retenus dans le cadre de cette étude ne fait mention d'une telle promesse.

¹⁶ C. Fleury, *op. cit.*, p.580.

¹⁷ C. Fleury, *op. cit.*, p.584-585.

¹⁸ C. Petitfrère, *op. cit.*, p.73-77 et J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.147-157.

¹⁹ C. Fleury, *op. cit.*, p.590. Ce devoir est clairement énoncé dans près de la moitié des contrats d'engagement canadiens (538 contrats sur 1207) et seulement dans 5% des contrats rochelais (14 sur 262) sélectionnés.

Son second devoir est la religion, car elle seule lui permet d'apprendre quels sont les avantages de sa condition, partant du principe que l'ordre de la société civile et la différence des conditions qui en résulte sont établis par la Providence divine. Autrement dit, les domestiques doivent non seulement accepter leur condition, puisque c'est Dieu qui l'a voulu ainsi, mais également s'en estimer heureux car, comparativement aux esclaves « ils sont libres ; ils n'entrent en condition que de leur bon gré et en sortent quand ils veulent ; leurs maîtres sont des chrétiens qui les traitent avec raison et humanité ; ils ont des gages réglés ou une récompense assurée après un certain temps de service »²⁰.

Certes, en s'engageant, le domestique perd sa liberté et dépend d'un maître mais tous les hommes sont dans la dépendance s'exclame Fleury. Que ferait de toute façon le domestique s'il était libre ? Il se promènerait, il jouerait, il irait au cabaret tant qu'il a un peu d'argent, une liberté qui le mènerait très vite à l'hôpital ou en prison parce qu'« il n'y a point de crime que n'attirent l'oisiveté et la mauvaise compagnie ». En travaillant, en acceptant d'être conduit par d'autres et assujéti à vivre avec règle, le domestique se soustrait de l'oisiveté et, incidemment, de la débauche. Plus important encore, il peut accomplir son salut car « le fonds de la vie chrétienne est le travail, joint à l'oraison continuelle »²¹.

À travers ce discours moralisateur, on s'aperçoit, souligne Jean-Pierre Gutton, que « les domestiques sont traités comme les pauvres, comme tous les humbles de la société [...]. Les riches sont tenus responsables du salut des pauvres. Les premiers doivent aider, voire contraindre les seconds à se sauver. Particulièrement, les maîtres ont ce devoir à l'égard de leurs serviteurs »²². Fleury exhorte donc le domestique à prier Dieu continuellement pour le remercier de lui avoir trouvé une condition pour subsister et manger du travail de ses mains, « qui est, suivant l'Écriture, le bonheur de cette vie, tandis que tant d'autres, de même naissance que lui, demandent l'aumône, ou par nécessité ou par fainéantise, pire que la pauvreté ». Il l'engage également à prier Dieu pour son maître qui le nourrit et pour tous ceux qui y contribuent mais l'encourage à ne point manger pour le plaisir mais pour le besoin et à considérer que « le vin n'a pas été créé de Dieu, pour être

²⁰ C. Fleury, *op. cit.*, p.589.

²¹ C. Fleury, *op. cit.*, p.591 et 594.

²² J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.158 et 183. Voir également C. Fairchilds, *op. cit.*, p.137.

pris sans mesure, mais pour réjouir le cœur de l'homme et l'encourager au travail ». Enfin, il lui suggère fortement de faire preuve d'humilité et d'honnêteté durant son service en prenant garde de ne pas changer de maîtres trop souvent car, écrit-il, « on a mauvaise opinion d'un domestique qui ne peut durer nulle part ; il est toujours à recommencer pour apprendre l'humeur du maître et l'usage de la maison, et pour gagner de la confiance »²³.

Les devoirs des domestiques limitent implicitement leurs droits puisqu'ils n'en ont aucun à première vue, mis à part celui d'être bien traités et dûment payés par leur maître. Ils doivent uniquement se contenter d'obéir aux directives de leur employeur et se taire à moins, bien sûr, que ces ordres aillent à l'encontre de la loi ou des principes religieux. Dans ce cas précis seulement, ils peuvent manifester leur désaccord. À l'inverse, le maître a pratiquement tous les droits sur son domestique. En effet,

si l'on considérait le domestique comme un enfant, condamné à subir perpétuellement l'autorité de l'adulte, le maître était bien entendu considéré comme un père, avec les privilèges et les responsabilités d'un père de famille. Le maître avait donc un droit de regard sur le travail de ses domestiques, le droit de corriger leur attitude et d'infliger un châtiment corporel si nécessaire, ainsi que le droit de surveiller et de réguler leur vie sexuelle. En contrepartie cependant, il incombait au maître de maison des responsabilités identiques à celles d'un père envers son épouse et ses enfants. L'essence même de la théorie patriarcale revenait à assumer consciencieusement ces responsabilités²⁴.

L'ensemble de ce discours sur la domesticité peut paraître bien dérisoire puisqu'il relève davantage du domaine de l'idéal que de celui de la réalité. Il est toutefois important de ne pas le négliger car il reflète l'image que la société se fait des domestiques, et c'est là un renseignement essentiel pour comprendre et critiquer le discours officiel les concernant. En France, ce monde a donné lieu à une abondante réglementation tant au niveau local que

²³ C. Fleury, *op. cit.*, p.592-593.

²⁴ « If the servant was a child, condemned to a child's perpetual submission to adult authority, the master was of course a father, with a father's privileges and responsibilities. A master had a right to his servants' labor, a right to regulate their behavior and to inflict corporal punishment if necessary, and a right to supervise their sexual conduct and control access to their sexual favors. In return for these rights, however, a master incurred responsibilities similar to those a patriarchal father bore for his wife and children. The conscientious fulfillment of these responsibilities formed in patriarchal theory the essence of mastership » : C. Fairchilds, *op. cit.*, p.138-139.

national, particulièrement urbain précise Jean-Pierre Gutton²⁵, mesures qu'il est possible à présent de confronter au portrait du domestique idéal qui vient d'être exposé.

7-1-2 La législation française et le domestique

Il existe dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles plusieurs actes royaux et règlements locaux émanant d'autorités judiciaires ou administratives qui ont trait à la police des domestiques. Jean-Pierre Gutton est le premier historien à avoir étudié de près cette législation. Selon lui,

tous ces textes s'intéressent à quelques points essentiels : gages, contrôle des changements de place, interdiction du port d'armes, incapacités diverses des domestiques [...]. La plupart de ces textes ont en commun d'assimiler les domestiques aux groupes dangereux de la société. Le parallélisme des mesures destinées aux domestiques avec celles qui sont destinées aux pauvres est souvent frappant. C'est que les domestiques participent de deux mondes : celui de leurs origines et celui de ceux qu'ils servent. La législation ne considère guère que celui de leurs origines vers lequel ils sont renvoyés dès qu'ils ne sont plus « avoués » par un maître²⁶.

En somme, les pouvoirs sont persuadés que les groupes sociaux réputés inférieurs, et d'où sont issus la plupart des domestiques, représentent un danger qu'il faut absolument contenir et contrôler. Le meilleur moyen pour y parvenir est « d'assurer une fixité dans le travail », stratégie renforcée, comme Fleury le laissait entendre,

par l'idée couramment admise que le travail est un devoir d'état et une forme de prière pour les humbles. Travailler c'est faire son salut. Et la réforme catholique a fait prévaloir que les humbles peuvent être contraints à faire leur salut. Il en résulte, aux XVII^e et XVIII^e siècles, toute une série de textes qui organisent le contrôle des domestiques comme celui des ouvriers, ces deux catégories étant associées dans la même méfiance²⁷.

Aux yeux de la loi, un domestique sans maître n'est ni plus ni moins qu'un vagabond. Pour réprimer le danger social que constitue l'errance et pour défendre aux maîtres d'engager des inconnus, potentiellement dangereux et susceptibles de leur porter

²⁵ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.10.

²⁶ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.133-134. Ces arguments sont repris par Claude Petitfrère qui démontre également que la loi et l'opinion publique assimilent les serviteurs aux marginaux. C. Petitfrère, *op. cit.*, p.180-181.

²⁷ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.135.

préjudices, tous les domestiques sont tenus d'avoir un congé écrit de leur employeur indiquant les raisons pour lesquelles ils sont sortis de leur service. Cette obligation du congé est un des principaux instruments de la politique de contrôle social des domestiques mais son efficacité, souligne Jean-Pierre Gutton, est fort limitée « car les multiples textes qui l'instituent disent leur médiocre application. Et comment s'en étonner dans une France encore si largement analphabète »²⁸.

Parmi les autres dispositions mises en œuvre pour contrôler la domesticité et assurer la stabilité dans l'emploi, la législation impose également aux domestiques de servir un temps déterminé. Ainsi, pour décourager ceux et celles qui seraient tentés de quitter leur service avant l'expiration de leur temps, pour une raison ou pour une autre, la jurisprudence rappelle fréquemment que le maître peut faire condamner son domestique à continuer le service et aussi aux dommages et intérêts que sa sortie a pu entraîner. De la même manière, elle souligne que si les domestiques décident de se marier durant le temps de leur service sans le gré de leur maître, « ils perdent "leurs gages et tous bienfaits qu'ils pourraient espérer de leurs maîtres et maîtresses" »²⁹. Si l'employeur juge à propos de libérer son domestique avant la fin de son temps, libre à lui. Mais il devra veiller à régler les gages de son employé jusqu'au jour où celui-ci quitte son service.

À ces obligations s'ajoutent plusieurs règlements stricts visant à garantir la sécurité publique car les domestiques participent d'une double violence :

Celle des milieux populaires d'où ils viennent et qui fait qu'ils peuvent être assimilés aux vagabonds et aux sans aveu, mais aussi celle des maîtres avec ses habitudes d'insolence et la coutume du port d'armes [...]. La police des domestiques comporte donc toute une série de mesures relatives à la protection de l'ordre public. L'interdiction du port d'armes est l'une des plus souvent rappelées³⁰,

mais nous pouvons également évoquer celle qui leur défend l'entrée des théâtres dans certaines villes, comme à Lyon, ou bien encore celles qui tentent, sans réel succès, de leur interdire les jeux, propices aux incidents, aux vols et à toutes les débauches. En dénonçant le caractère séditionnel des domestiques, la législation place directement les serviteurs en

²⁸ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.137.

²⁹ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.138.

³⁰ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.139 et 142.

situation d'infériorité judiciaire. Pas étonnant dans les circonstances que la justice traite différemment maîtres et serviteurs lorsqu'éclate un conflit entre les deux groupes.

En matière juridique, l'inégalité concerne d'abord les conflits du travail puisque c'est presque toujours la parole du maître qui fait foi. La règle veut en effet que « *s'il y a contestation entre le maître et son domestique sur les conditions de son engagement et paiement de ses gages, lorsqu'il n'en paraît rien par écrit, le maître est cru à son serment* »³¹. Dans le souci de protéger les intérêts des maîtres, la législation veille constamment à éviter les mésententes en matière de gages non payés. Ainsi, les serviteurs ne pouvaient réclamer les salaires non versés que dans le délai d'un an après leur sortie de service. Ces pratiques, constate Jean-Pierre Gutton, mettent très largement

le serviteur dans la dépendance du maître puisque la plupart des contrats sont oraux et qu'au mieux le maître inscrit lui-même ce qu'il a promis sur son livre de raison. Plusieurs coutumes précisent cependant qu'en cas de conflit entre le domestique et les héritiers du maître, c'est la parole du domestique qui prévaut [...]. C'est que l'on estime que les héritiers sont moins à même de connaître la réalité des clauses orales qui ont lié maître et domestique³².

D'autres règles stipulent que le maître doit être condamné à payer les gages de son serviteur pour le temps entier que devait durer son service s'il le renvoie sans qu'il le méritât. Ce dernier règlement peut sembler tout à fait légitime mais que vaut réellement la parole d'un domestique contre celle de son maître ? À moins que les allégations incriminant l'employeur soient irréfutables, tout porte à croire que les arguments défendus par le domestique seront rapidement mis en doute puisque la législation le considère volontiers sur le plan juridique comme suspect, en marge des normes morales et sociales, et même comme mineur. Le domestique ne peut, par exemple, témoigner pour ou contre son maître. La raison est simple. C'est que l'on considère « que le lien créé par le contrat de domesticité ne permet pas l'indépendance d'esprit puisque le domestique se doit tout entier à son maître »³³.

L'infériorité des serviteurs sur le plan civil se rencontre également au niveau pénal. Les domestiques s'inscrivent en effet dans une fragilité judiciaire qui les voue juridiquement à des peines extrêmement sévères. Ainsi, « l'homicide contre le maître ou la

³¹ *Dictionnaire de La Poix de Fréminville* cité par C. Petitfrère, *op. cit.*, p.185 ; Cl. Pocquet de Livonnière, *Règles du droit français*, Paris, 1786, cité par J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.134.

³² J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.134.

³³ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.147.

simple tentative de meurtre étaient assimilés à un parricide et punis comme tels [...]. Le simple faux témoignage était passible de mort [...]. Le vol domestique, source d'une véritable hantise parmi l'élite, était punissable de la peine capitale » et ce, quelle que soit la nature du larcin³⁴. De la même manière, le domestique convaincu d'avoir eu des relations sexuelles avec sa maîtresse ou avec la fille de son maître encourait le gibet³⁵. La même législation, nuance Jean-Pierre Gutton, protège néanmoins la servante contre les assiduités du maître puisque « « la servante domestique, et la concubine enceintes, sont crues, si elles accusent le maître pour père du fruit qu'elles portent » »³⁶. Mais dans l'ensemble, la loi condamne plus souvent les domestiques qu'elle ne les protège, et les tribunaux les punissent toujours plus durement que d'autres pour des crimes commis dans l'exercice de leur fonction. La rigueur de ces condamnations est telle que des maîtres, sensibles à la philosophie des « Lumières », hésitèrent à porter plainte préférant congédier le serviteur fautif plutôt que de le livrer à la justice. D'autres ne le font que pour « éviter qu'un gibet pour le supplice du coupable ne soit dressé devant leur porte et ne les désigne à la réprobation. On constate en tout cas, au XVIII^e siècle, que se maintient l'odieuse pratique qui consiste à se faire justice soi-même »³⁷. Comme nous le verrons plus loin, certains maîtres établis dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle n'hésitèrent pas non plus à punir, voire à torturer leurs domestiques soupçonnés de vol. Ceci dit, comparativement à la métropole, cette pratique semble plutôt exceptionnelle au Canada et suscite l'indignation de toute la société coloniale lorsqu'elle apparaît au grand jour.

L'image pessimiste du domestique dans la législation française contraste fortement avec celle que présente l'abbé Fleury dans son œuvre³⁸. Entre le serviteur malhonnête, inconstant, et le domestique fidèle, totalement dévoué à son maître, nous pouvons nous demander où se situe vraiment la réalité ? Il est difficile de répondre à cette question car les

³⁴ C. Petitfrère, *op. cit.*, p.186. L'auteur donne plusieurs exemples de domestiques exécutés pour de simples larcins, tel cette servante de 17 ans pendue à Toulouse pour avoir dérobé une simple petite cuillère d'argent.

³⁵ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.143-144.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.144-145.

³⁸ L'image négative véhiculée par la législation est abondamment exploitée dans la littérature. Les domestiques y sont présentés « comme des êtres dépravés, vicieux, proxénètes. Plus profondément, les domestiques sont condamnés par les encyclopédies et par les philosophes, et par d'autres encore, parce qu'ils sont paresseux, inutiles, inféconds » : J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.148.

sources concernant la domesticité émanent des catégories sociales autres que celle des domestiques et ne retiennent généralement que l'image négative de ce groupe. Une chose apparaît néanmoins certaine : « Les domestiques doivent leur existence sociale à leurs maîtres. Sans condition, ou infidèles, ils sont asociaux et, à ce titre, suspects. Rien d'étonnant alors à ce que la législation les traite comme mendiants ou vagabonds. Sans maîtres ils retrouvent leur milieu d'origine celui des humbles dont la société entend se séparer »³⁹.

7-1-3 La police et le domestique dans la colonie laurentienne

Au Canada, comme dans une partie de la métropole, la Coutume de Paris régit les droits, privilèges et obligations de chacun dans la vie en société, de sa naissance jusqu'à après son décès⁴⁰. Aucun règlement général de police datant des premières années de la colonie ne subsiste ; « les ordonnances dont nous disposons étaient rendues d'une manière ponctuelle pour répondre à des problèmes précis. Peut-être les gouverneurs Montmagny ou Lauzon avaient-ils émis des règlements plus englobants entre 1636 et 1656, mais il n'en reste aucune trace »⁴¹. Il faut attendre le début du régime royal et l'établissement du Conseil souverain de Québec en avril 1663, pour commencer à bien cerner les contours de la législation canadienne et de son application. Le Conseil souverain, dont le ressort embrassait tout le Canada, tenait à la fois le rôle de tribunal et de corps législatif. Composé du gouverneur, de l'intendant, de l'évêque, du procureur général, du greffier et de quelques autres conseillers, il adoptait des ordonnances locales pour modifier,

³⁹ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.147.

⁴⁰ J. Mathieu, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord. XVIe-XVIIe siècles*, Québec, PUL, 1993, p.101-102.

⁴¹ J. A. Dickinson, « Réflexions sur la police en Nouvelle-France », *Revue de droit de McGill*, vol.32, n°3 (juillet 1987), p.500. J. Dickinson ajoute que les ordonnances qui subsistent concernent essentiellement la traite des fourrures et la garde des animaux. Voir P.G. Roy, *Ordonnances, commissions, etc, etc, des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, t.1, Beauceville, Éclaireur, 1924, pp.1-12 et *RAPQ* (1924-1925), p.377-391.

selon le besoin, les lois et les ordonnances de France⁴². L'analyse de ces résolutions offre à l'historien la possibilité d'identifier les préoccupations des administrateurs mais aussi l'efficacité des règlements ratifiés dans la colonie. Elle permet, parallèlement, de vérifier si la police et l'image des domestiques en Nouvelle-France se différencient de celles observées dans la métropole. À cet égard, nous pouvons d'emblée affirmer que le constat demeure sensiblement le même puisque les quelques arrêts que nous avons relevés dans les archives canadiennes confondent, comme en France, les domestiques aux « inférieurs » et aux groupes dangereux de la société.

La législation destinée à assurer la stabilité dans l'emploi et le contrôle des changements de maîtres est celle qui généra le plus grand nombre d'ordonnances sur les domestiques en Nouvelle-France. Dans cette société fragile qui commence à peine à s'organiser, l'errance et l'oisiveté sont des maux que les autorités coloniales tentent de réprimer par tous les moyens car, plus encore qu'en métropole, ils menacent la survie même de la colonie⁴³. Ainsi, dès ses premiers arrêts, le Conseil souverain défend aux serviteurs de quitter le service de leurs maîtres et il va de soi que la participation à la traite

⁴² E. Kolish, *Guide des archives judiciaires*, Montréal, Archives nationales du Québec, 2000, p.55. E. Kolish soutient que le tribunal jouit d'une juridiction complète, tant civile que criminelle et constitue le tribunal de dernier ressort de la colonie. Nous reviendrons sur la structure de l'appareil judiciaire dans la colonie. J. Dickinson note pour sa part qu'« au début du régime royal, le gouverneur, l'intendant, le Conseil souverain, la Prévôté de Québec et les justices seigneuriales avaient tous un rôle à jouer [dans la réglementation générale de l'Etat]. Après 1675, la prééminence en matière de police revenait à l'intendant, mais il agissait souvent de concert avec le Conseil souverain ; la Prévôté de Québec, les juridictions royales de Montréal et de Trois-Rivières, ainsi que les justices seigneuriales continuaient à publier des ordonnances, mais le plus souvent ne faisaient que reprendre celles émises par l'intendant ou le Conseil ». L. Dechêne signale pour sa part que « depuis l'arrivée du premier intendant dans la colonie, les pouvoirs administratifs du Conseil souverain ont été sapés progressivement ». Après 1715 surtout, le rôle du Conseil en matière de police générale devient marginal : voir J. A. Dickinson, *loc. cit.*, p.499 ; L. Dechêne, *Le partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, p.51.

⁴³ Signalons que plusieurs ordonnances obligent les vagabonds à travailler : voir les défenses du 26 avril 1683, l'ordonnance du 13 août 1684 ou encore le règlement pour les pauvres du 8 avril 1688 dans lequel le Conseil condamne vigoureusement les « *personnes se disant pauvres et nécessiteux [qui s'entretiennent] dans l'oisiveté et la fainéantise ainsi que leurs femmes et enfant, au lieu de travailler ou se mettre en service pour gagner leur vie et entretien ce qui est contraire au bien de la colonie et à charge au public* ». Même si l'analyse se concentre uniquement sur les ordonnances concernant spécifiquement les domestiques, ces exemples permettent ici de mieux illustrer le parallélisme existant dans la colonie entre les mesures destinées aux pauvres et celles réservées aux serviteurs : voir P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions,...*, vol.2, p.69-71.

des fourrures leur est formellement interdite⁴⁴. Le 5 décembre 1663, remarque Pierre-George Roy, « le procureur général du Roi faisait part au Conseil souverain que nombre de compagnons volontaires ne se gênaient pas de débaucher les serviteurs domestiques du service de leurs maîtres, en leur donnant des moyens pour les ennuyer et les obliger à les chasser. Le principal moyen employé par les domestiques qui voulaient laisser le service de leurs maîtres étaient de s'enivrer »⁴⁵. Le Conseil répondit aussitôt aux inquiétudes du procureur général, et des employeurs, en adoptant le même jour l'arrêté suivant :

Le Conseil a fait et fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de retirer sous quelque prétexte que ce soit, aucuns serviteurs, sans congé par écrit de leurs maîtres à peine d'amende arbitraire, et auxdits serviteurs engagés de quitter le service de leursdits maîtres sans congé par écrit, sous même peine, et de payer à leursdits maîtres chaque journée d'absence ou de temps perdu, à la somme de quatre livres, en faisant déclaration au greffe de ce Conseil par les maîtres de la sortie de leurs valets incontinent après icelles. Défenses sont aussi faites à toutes personnes de débaucher lesdits serviteurs domestiques ni de boire avec eux, et à toutes personnes qui vendent vin d'en vendre ni distribuer auxdits domestiques à peine d'amende arbitraire, comme aussi de s'enivrer à peine de dix livres d'amende payable sans déport, et sera la présente lue publiée et affichée aux lieux accoutumés à ce que personne n'en ignore sur la requête présentée par Jean Levasseur huissier (...)»⁴⁶.

À peine un an plus tard, le procureur général revenait à la charge sur le cas des travailleurs qui tentent d'obtenir l'affranchissement sans encourir les châtiments du tribunal, en « ennuyant » leurs maîtres pour les obliger à les chasser. Afin de remédier au problème et maintenir l'intégrité de l'institution, le Conseil souverain décrétait le 10 décembre 1664 :

⁴⁴ Au sujet des engagés recrutés en France, L. Dechêne explique que tant qu'ils sont liés par leur contrat, ils n'ont pas de titre de propriété dans la colonie, ils ne sont pas « habitant », et leur statut leur interdit de faire la traite des fourrures. Cette interdiction vaut également pour les serviteurs recrutés dans la colonie bien qu'il subsiste, comme pour les premiers, quelques exceptions à la règle. T. Wien rappelle à cet égard l'exception montréalaise. Il note en effet que « la Société de Notre-Dame permet aux serviteurs de Chomedey de Maisonneuve, qu'elle n'a pas les moyens de payer autrement, de participer à la traite. En 1662, cette permission semble comprendre les soldats aussi bien que les domestiques. Ailleurs, [...] des non-propriétaires participent malgré les interdictions » : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.68 et T. Wien, « Le Pérou éphémère : termes d'échange et éclatement du commerce franco-amérindien, 1645-1670 », dans S. Dépatie et al. (dir.), *Vingt ans après Habitants et marchands. Lectures des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p.167.

⁴⁵ P.-G. Roy, « Maîtres et domestiques sous l'ancien régime », *Bulletin des recherches historiques*, vol.35, 1929, p.641.

⁴⁶ *JDCS*, 5 décembre 1663. Précisons que cette ordonnance est renouvelée le 23 décembre 1669 ainsi que le 6 mai 1675. Les volontaires, à l'origine ici de la débauche des domestiques, semblent avoir donné beaucoup de fil à retordre aux autorités coloniales. En 1675, le Conseil souverain dut en effet intervenir à deux reprises à leur encontre afin de condamner leur oisiveté et libertinage, et les obliger à s'engager à des maîtres ou à se faire habitant : voir *JDCS*, ordonnances du 12 février et du 22 avril 1675.

Sur ce qui a été dit par le procureur général du Roi que plusieurs travaillants font tous les jours insulte à leur maître usant de menaces en leur endroit à dessein de sortir du service qu'ils sont obligés de faire ce qui oblige lesdits maîtres à donner à leursdits valets tout considéré, le Conseil a fait défenses à toutes personnes de quelles qualités et condition qu'ils soient de donner congé à aucuns de leursdits valets obligés pour trois ans à eux enjoint de les remettre au Conseil pour y pourvoir et venir déclarer audit Conseil s'ils ont ci-devant donné congé à aucuns de leursdits valets ou d'en envoyer billet sur les peines qu'il conviendra et ce dans le premier jour plaidable d'après les roys, défenses sont aussi faites à toutes personnes de recevoir aucuns desdits valets sans permission dudit Conseil à peines de cent livres d'amendes ce qui sera affiché⁴⁷.

Malgré ces ordonnances, et l'amende sévère de quatre livres par jour d'absence au travail infligée au domestique infidèle, les autorités ne parviennent visiblement pas à se faire entendre puisque le 14 mars 1667, le Conseil souverain enjoint à nouveau aux serviteurs de ne pas laisser leur service sans obtenir, au préalable, un congé écrit de leur maître⁴⁸. Dans ce dernier arrêt, les autorités réduisent pour chaque journée d'absence le dédommagement à 50 sols mais permettent désormais à l'employeur de se faire rembourser toutes les pertes encourues par l'absence du serviteur. À compter de 1673, les autorités et les juges se font plus stricts encore à l'égard des fugitifs. Le 2 juin 1673, le Conseil profite de la condamnation d'un dénommé Marin Varin, serviteur de Charles Legardeur, sieur de Tilly, écuyer et conseiller au Conseil, pour annoncer officiellement les nouveaux châtiments encourus par les fuyards :

Et ledit Conseil voulant remédier aux abus qui s'augmentent journellement par la désertion que font les domestiques du service de leurs maîtres nonobstant les peines premières portées par lesdites ordonnances, et ce au grand détriment de la colonie, fait inhibitions et défenses à tous engagés outre les peines portées par lesdites ordonnances de délaisser et abandonner le service de leurs maîtres, à peine d'être appliqués au carcan pour la première fois et pour la seconde d'être battus de verges et de leur être appliqué l'impression d'une fleur de lys; défenses sont aussi faites à toutes personnes de leur donner retraite sans congé par écrit soit de leurs maîtres, soit du commandement, juge ou curé du quartier, à peine de 20 livres d'amende et de payer chaque journée d'absence dudit service à 50 sols comme responsables des faits des fugitifs⁴⁹.

⁴⁷ JDCS, 10 décembre 1664. Un domestique est par exemple rendu au Conseil souverain par son maître qui ne peut plus s'en servir « à cause de ses méchancetés » (JDCS, sentence du 24 mars 1665). Voir également les jugements du 5 décembre 1663 (Pierre Pichet, serviteur de Gervais Buisson), du 7 janvier 1665 (Adrien Isabel, travaillant du sieur de Lachenaie) et du 14 janvier 1665 (François Frosoy domestique du sieur d'Auteuil).

⁴⁸ JDCS, 14 mars 1667.

⁴⁹ JDCS, 2 juin 1673.

Selon John A. Dickinson, les sanctions très lourdes prises contre les serviteurs en fuite semblent avoir porté fruits puisque aucune cause de ce genre n'a été rencontrée pendant les trois périodes témoins sélectionnées par l'auteur⁵⁰. Cependant, nous aurons l'occasion de voir que plusieurs affaires lui ont échappé. Retenons pour le moment que le décret de 1673 est tout de même repris une deuxième et dernière fois, presque mot pour mot, dans l'article 31 des Règlements généraux de la ville de Québec adoptés au Conseil le 11 mai 1676⁵¹. Trois ans et demi plus tard, ce sont les engagés de la recrue de 1679 qui retiennent l'attention des autorités. En effet, le 2 décembre 1679, l'intendant Duchesneau répond aux inquiétudes de plusieurs habitants en ordonnant aux engagés venus au pays cette année-là de ne pas s'absenter de leur service et de travailler « *aux ouvrages auxquels leurs maistres les employeront pourvu qu'ils n'excèdent point leurs forces à quoi ils seront contraints tant par privation de leurs gages qu'autres peines auxquelles ils seront condamnés par les juges des lieux suivant leur désobéissance* »⁵². Cette ordonnance relative à l'infidélité de la main-d'œuvre domestique est la dernière que nous ayons relevée à l'intérieur de la période étudiée. Après 1710, un seul document a été identifié. Il s'agit d'un règlement enregistré le 11 août 1716 (article 2), dans lequel il est fait à nouveau « *défenses aux domestiques ou engagés d'abandonner le service de leurs maîtres à peine de prison, et à toutes personnes de les débaucher ou les recevoir, et leur donner retraite, à leurs parents et alliés, sans un congé par écrit de leurs maîtres* »⁵³.

La multiplication des ordonnances et règlements de ce type pourrait traduire la vanité des efforts des autorités à tout contrôler⁵⁴. Elle peut aussi être interprétée comme une preuve de l'indiscipline des domestiques qui ne respectent pas l'ordre établi même lorsque les peines, pour un même délit, tendent à augmenter avec le temps. Il faut cependant nuancer cette manière de voir les choses, insiste avec raison John A. Dickinson, car

⁵⁰ J. A. Dickinson, *Justice et justiciables. La procédure civile à la Prévôté de Québec, 1667-1759*, Collection « Les Cahiers d'histoire de l'Université Laval, n°26 », Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1982, p.133. J. Dickinson a utilisé trois périodes témoins dans le cadre de son étude. La première couvre les années 1685 à 1689 inclusivement, la seconde s'étend de 1715 à 1720, la dernière débute en 1750 et se termine en 1753.

⁵¹ JDCS, 11 mai 1676.

⁵² P.-G. Roy, *Ordonnance, commissions, ...*, vol.1, p.258-259.

⁵³ Règlement du 11 août 1716, article 2. Notons que le dédommagement par jour d'absence au travail passe, entre 1673 et 1716, du simple au double puisqu'il est fixé à 100 sols dans ce dernier règlement.

⁵⁴ J. Mathieu, *op. cit.*, p.101.

il est clair que la publication annuelle de plusieurs ordonnances [...] était prévue pour s'assurer que chacun serait au courant de ses devoirs. Dans une société peu alphabétisée et sans journal pour publiciser et établir d'une manière définitive le corpus de la réglementation administrative, la lecture répétée de lois au son du tambour battant était sans doute le moyen le plus efficace d'en garantir la connaissance sinon le respect. Certes, le relevé systématique de toutes les ordonnances pour repérer celles qui font l'objet de répétitions peut être révélateur des préoccupations des administrateurs, mais il ne permet pas nécessairement de dévoiler les comportements déviants les plus fréquents de la population ni de conclure que les Canadiens [et les domestiques en particulier] étaient tous indisciplinés et peu soumis⁵⁵.

De la même manière qu'en France, plusieurs règlements visent à garantir l'ordre public dans la colonie. Ainsi, les autorités tentent de refréner la consommation d'alcool des domestiques, groupe social plutôt vulnérable aux tentations de l'enivrement, comme le démontre Catherine Ferland dans sa thèse⁵⁶. Dès ses débuts, le Conseil souverain défend à quiconque « *de débaucher lesdits serviteurs domestiques ni de boire avec eux, et à toutes personnes qui vendent vin d'en vendre ni distribuer auxdits domestiques à peine d'amende arbitraire, comme aussi de s'enivrer à peine de dix livres d'amende* »⁵⁷. Ces défenses sont renouvelées le 23 décembre 1669. « L'appât du gain incite cependant les tenanciers à déroger effrontément aux règlements » note Catherine Ferland⁵⁸. En mai 1675, le Conseil souverain intervient à l'encontre cette fois de l'ensemble des cabaretiers de la colonie :

*Sur ce qui a été remontré par le procureur général, qu'il lui a été fait des plaintes que les cabaretiers de cette ville et d'ailleurs attirent chez eux les valets domestiques des personnes qu'ils croient les pouvoir bien payer, et ne font difficulté de leur faire dépenser des deux et trois pistoles dans le temps de vingt-quatre heures, après quoi lesdits valets voyant trop tard leur faute et leur engagement qui leur ôte le moyen d'avoir des hardes pour se vêtir se portent à voler, ou du moins tomber dans un découragement dont les maîtres pâtissent à la ruine des familles particulières et au préjudice du bien public ; pour à quoi il requiert que l'ordonnance du Conseil du cinquième décembre 1663 soit de nouveau affichée, le Conseil a ordonné et ordonne que sur les plaintes qui seront faites par les maîtres contre leurs valets, il y sera pourvu selon l'exigence des cas*⁵⁹.

⁵⁵ J. A. Dickinson, *loc. cit.*, p.512.

⁵⁶ C. Ferland, *Bacchus en Canada : boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France, XVIIe-XVIIIe siècles*, Thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2004, p.332.

⁵⁷ JDCS, 5 décembre 1663.

⁵⁸ C. Ferland, *op. cit.*, p.331 ; voir également la cause du 26 juillet 1664 dans les *Jugements et délibérations du Conseil souverain*.

⁵⁹ JDCS, 6 mai 1675. Notons que les autorités coloniales légiférèrent à plusieurs reprises afin de s'assurer de la bonne vie et mœurs des cabaretiers dans la colonie et accroître ainsi leur contrôle sur ces derniers : voir notamment l'ordonnance de Duchesneau, datée du 11 janvier 1676, dans laquelle il est fait « *très expresses inhibitions et défenses à toute sorte de personnes de quelle condition ou qualité qu'elles soient de tenir aucunes hôtelleries et cabarets* » sans la permission écrite de l'intendant.

L'année suivante, l'article 17 des règlements de la ville de Québec fait écho à cette dernière ordonnance puisqu'il défend aux cabaretiers « *de prêter ou de faire crédit aux valets et domestiques, ni de prendre d'eux aucuns gages, comme aussi de donner à boire, passé neuf heure du soir, sous peine d'amende arbitraire* »⁶⁰. En essayant de refreiner la consommation d'alcool des domestiques il semble que les autorités coloniales aient tenté, comme en France, « de protéger le corps social en éliminant les occasions pour les « inférieurs » de commettre des actes répréhensibles (comme voler leurs maîtres pour se procurer des boissons) ou de proférer des paroles inconsidérées »⁶¹. La multiplication des ordonnances condamnant l'enivrement des domestiques pourrait traduire, d'une certaine manière, l'inefficacité de la politique de contrôle social des domestiques mise au point par les administrateurs de la colonie. Mais là encore, il convient d'être prudent. Les litiges canadiens qui ont été repérés, et sur lesquels nous revenons plus loin, nous mettent bien en présence de quelques libertins et débauchés dans la colonie mais pas suffisamment pour conclure à l'insoumission, l'indiscipline ou l'ivrognerie de tous les serviteurs.

Si la police des domestiques au Canada se démarque peu, dans l'ensemble, de celle qui prévaut dans la métropole, il semble néanmoins subsister une différence entre les deux pays sur le plan juridique. En effet, l'inégalité observée en France entre le maître et le domestique dans les conflits du travail n'apparaît pas aussi criante dans la colonie laurentienne. La justice canadienne paraît, dans l'ensemble, beaucoup moins arbitraire et soucieuse de protéger les intérêts des maîtres. Le projet de règlement proposé par Talon à Tracy et De Courcelles en 1667 est, à cet égard, tout à fait éloquent :

Que pour le règlement provisionnaire sur le fait des dits maistres et valets il soit ordonné que si les premiers sont convaincus d'avoir injustement et notablement maltraité leurs domestiques, les dits domestiques supposé qu'ils n'ayent par artifice ou malice provoqué le maistre à ce faire seront affranchis et exempts du dit service et liberté à eux accordée de s'engager à autres, sans que pour ce le maistre puisse faire sur eux aucune repetition d'avance.

Si au contraire il est suffisamment prouvé par ce maistre que le dit domestique manque notablement ou à l'obéissance ou au service dû légitimement il sera condamné à servir sur les vaisseaux du Roy ou appliqué à quelque autre travail pénible durant le temps ordonné par le juge du consentement du maistre, sans que pour ce il puisse prétendre aucune

⁶⁰ JDCS, 11 mai 1676, article 17.

⁶¹ C. Ferland, *op. cit.*, p.331.

récompense que de sa nourriture et que ce temps puisse diminuer celui de son engagement envers son maistre chez lequel il ne sera envoyé que lorsqu'il aura donné des marques d'une meilleure volonté et disposition à obéir à bien faire cependant pour bénéficier le maistre et le récompenser du dommage par luy souffert de la mauvaise volonté de son domestique. Le même juge pourra ordonner que le terme du service du dit domestique sera prorogé en faveur de son maistre selon l'exigence des cas [...].

Parce que souvent il arriveroit que le maistre et le valet se plainderoient légèrement sans sujet l'un de l'autre s'ils se pouvoient avec impunité, il seroit ordonné que celui des deux qui rendra une plainte mal fondée sera condamné à cinq livres d'amende⁶².

Au niveau civil, lorsqu'il y a mésentente sur les conditions de l'engagement ou sur le paiement des gages, la parole de l'employé apparaît presque aussi importante que celle du maître. Parmi les nombreux litiges que nous avons relevés, les domestiques obtiennent souvent gain de cause et ce, même si leur contrat a été conclu oralement. En outre, il n'est pas rare que les juges viennent rappeler au maître ses responsabilités juridiques, signe que la société canadienne n'est pas indifférente au rôle patriarcal que l'employeur est supposé jouer. Preuve aussi que le domestique est volontiers perçu comme mineur sur le plan juridique. Le fait que le maître soit poursuivi en justice pour répondre des dommages causés par son employé ou encore pour rembourser les dettes contractées par ce dernier durant son service, abonde en ce sens⁶³.

Sur le plan pénal, les magistrats canadiens se conforment, comme en France, au code de procédures de la grande Ordonnance criminelle de 1670⁶⁴. Toutefois, les sentences qu'ils prononcent semblent globalement moins sévères que celles de leurs homologues français. En effet, contrairement au sort parfois réservé aux domestiques voleurs dans la métropole, les serviteurs responsables de larcin dans la colonie, crime pourtant passible de la peine

⁶² P.-G Roy, *Ordonnances, commissions,...*, vol. 1, p.51-54. Le projet de règlement touchant le châtement des domestiques ne fut pas adopté intégralement ainsi que le souligne avec raison Louise Dechêne. Les peines encourues par les serviteurs infidèles ou insoumis sont, dans les faits, beaucoup moins sévères que ce que proposait Talon : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.71.

⁶³ Plaintes du 19 mai 1659, du 4-novembre 1662 (ANQTR, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.1, p.45 et 90) ou encore du 16 janvier 1671 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 4, f.12v).

⁶⁴ A. Lachance note que « même si l'ordonnance criminelle de 1670 n'a jamais été enregistrée au Conseil supérieur de Québec, elle est observée par les officiers de justice canadiens. Les registres criminels de la Prévôté de Québec, du Conseil supérieur, pour ne citer que ces deux sources, regorgent de jugements basés sur les dispositions de cette ordonnance ». Ainsi, l'État punit normalement « de mort non seulement le meurtrier mais également le duelliste comme aussi celui qui se rend coupable de recel de grossesse et d'avortement et celui qui s'attaque soit à la propriété privée, par vol, recel ou incendie, soit à la personne d'autrui par viol ou attentat à la pudeur, soit à la sécurité de l'État par désertion ou trahison, soit à l'autorité du roi ou à ses droits par faux-monnayage ». Pour le XVIII^e siècle, l'auteur a démontré que près de 20% des condamnés pour des délits contre les biens recevaient une condamnation à une peine capitale : voir A. Lachance, *Crimes et criminels*, *op. cit.*, p.17, 20 et 85 ; A. Lachance, *La justice criminelle du roi au Canada au XVIII^e siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, p.106.

capitale, sont généralement condamnés à une amende et quelquefois à des peines infamantes⁶⁵. C'est le cas notamment de Jean Vassel, domestique de François Vienney dit Pachot. Reconnu coupable de vol dans la maison de son maître, il fut condamné par le procureur du roi à être « *conduit [...] les mains attachées derrière le dos jusqu'à la place commune de la basse ville [de Québec] pour être attaché et y demeurer pendant une heure, en 60 livres d'amende sur laquelle seront pris les frais de justice qui ont été faits devant nous [...] et à servir par force pendant deux années un maître qui se chargera de payer ladite amende* »⁶⁶. Le jugement le plus sévère pour ce type de délit fut semble-t-il réservé aux dénommés Christophe Godefroy et Pierre Vinbout, respectivement cuisinier et domestique. Les deux furent déclarés coupables de vol au magasin du roi et condamnés à une lourde amende en plus d' « *être battus et fustigés nus de verges par l'exécuteur de la haute justice dans les carrefours de Ville-Marie* ». Christophe Godefroy devait en outre être « *flétri d'un fer chaud marqué d'une fleur de lys sur l'épaule dextre vis-à-vis de la principale porte d'entrée du magasin du Roy* »⁶⁷. Globalement, les cas relevés tendraient donc à indiquer que les juges sont plus cléments au Canada qu'en France d'autant que nous n'avons identifié aucune affaire au terme de laquelle des domestiques étaient condamnés à la peine capitale. Mais les archives ne nous livrent qu'une information fragmentaire et il est probable que nombre de pièces judiciaires n'aient pas résisté au temps. Le *Journal des jésuites* relate l'exécution de quelques voleurs dans la colonie mais rien n'indique qu'il s'agissait de domestiques. Il nous rapporte en revanche l'exécution de trois serviteurs

⁶⁵ Nous avons relevé seulement une vingtaine de procès pour vols commis par des domestiques entre 1640 et 1710. Nous en présentons quelques exemples à l'annexe 22. Rappelons qu'en France les domestiques voleurs ne sont pas systématiquement condamnés à la peine capitale mais certains, nous l'avons vu, n'échappaient pas à la potence : voir note 34.

⁶⁶ Procès du 22 février 1686. Le verdict n'est prononcé que quatre mois plus tard, soit le 1^{er} juillet 1686. Une première sentence, datée du 26 juin 1686, prévoyait une peine beaucoup plus sévère mais le Conseil en décida autrement après que le jugement fut porté en appel : *ANQ*, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc, TL5, pièce n°179 et *JDCS*, appel et sentence du 1^{er} juillet 1686. Voir également la sentence réservée à Jean Comparon, serviteur de Louis Sédillot, accusé de vol par effraction chez son maître : *JDCS*, sentence du 2 décembre 1669. Il fut condamné à servir de force son maître pendant cinq ans ou à lui rembourser les 300 # qu'il lui vola, option qui semble tout à fait irréaliste étant donné le statut social du condamné. Il reçut également quelques coups de verges. Pour une description détaillée de toutes les peines utilisées dans la colonie nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de A. Lachance, *La justice criminelle...*, *op. cit.*, 1978, p.105-133.

⁶⁷ Une première sentence, datée du 30 avril 1692, prévoyait la peine capitale pour les deux individus mais celle-ci fut commuée par le Conseil souverain. *JDCS*, sentence du 20 mai 1692 et *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-16. Ajoutons que le 26 juin 1692, Godefroy et Vinbout parviennent à s'échapper durant leur transfert vers Québec. Nous ignorons ce qu'il advint des fuyards.

coupables de tentative de meurtre et d'incendie criminel⁶⁸. Nous n'avons toutefois retrouvé aucune trace de ces procès et exécutions dans les fonds judiciaires que nous avons consultés. Par ailleurs, il est possible aussi que les maîtres aient renoncé à dénoncer leur serviteur, voilant ainsi la criminalité réelle des vols domestiques. C'est du moins la théorie défendue par André Lachance. Il affirme, en effet, « que beaucoup de maîtres « éclairés », charitables ou simplement désireux de ne pas être privés de leur domestique, denrée plutôt rare au Canada à l'époque, ont préféré ne pas porter plainte et régler personnellement l'affaire avec leur serviteur ou servante »⁶⁹. Bien que nous soyons totalement dans le domaine de l'hypothèse, cette explication pourrait également justifier l'« indulgence » des juges canadiens vis-à-vis des domestiques car, condamner un serviteur à la peine capitale, c'est priver justement la colonie d'une « denrée rare », d'un élément utile à son développement.

En France comme au Canada, le regard que portent les autorités sur le groupe des domestiques est sensiblement le même. Les textes qui organisent leur contrôle les présentent comme des êtres instables, infidèles, voire immoraux. L'attitude des juges à l'endroit des serviteurs semble néanmoins beaucoup plus souple au Canada que dans la métropole. Cette situation tiendrait à la fois du contexte économique de la colonie et du statut social des employeurs, puisque la majorité de ceux qui recourent aux domestiques sont des « habitants ». Autrement dit, l'écart entre le maître et son employé dans la hiérarchie sociale canadienne n'est, dans l'ensemble, pas aussi prononcé qu'en France. Cette situation favorise-t-elle pour autant les bons rapports entre les deux groupes ? Pouvons-nous réellement affirmer, comme le prétend Florent Panzani, que l'état des relations entre employeurs et domestiques a survécu à la traversée de l'Atlantique⁷⁰ ? C'est ce que nous proposons d'examiner à présent.

⁶⁸ En 1653, deux domestiques sont exécutés pour avoir attaqué et blessé d'un coup de pistolet leur maître, Claude Charron dit Labarre. L'un des deux coupables est promu bourreau, peine qui équivaut à la mort sur le plan social, et procède à la pendaison de son complice, Pascal Pasquier. En 1663, un valet est suspendu à la potence, où il fut « secoué par le bourreau », et enfin fusillé pour avoir mis le feu chez son maître entraînant la mort de ce dernier, ainsi que celle d'un autre valet : voir M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3 : la seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663. 2 : la société*, Montréal, Fides, 1983, p.455-462.

⁶⁹ A. Lachance, *Crimes et criminels...*, op. cit., p.47.

⁷⁰ F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise, Université Laval, 2002, p.51.

7-2 Les relations maître/domestiques

« Sous le régime français, les rapports entre maître [sic] et domestiques [au Canada] étaient excellents. Les salaires n'étaient pas élevés, mais si les maîtres demandaient beaucoup de travail de leurs engagés, en retour ils les traitaient bien et les considéraient comme des membres de leur propre famille. Ils les nourrissaient, les habillaient et en prenaient grand soin dans leurs maladies »⁷¹. Si cette affirmation rejoint sensiblement notre impression, elle mérite toutefois d'être nuancée. Pour l'historien moderne, aucun aspect de la vie des domestiques n'est plus difficile à déterminer que celui de leurs conduites vis-à-vis de leur maître. Ce problème tient en partie au manque de sources spécifiques aux domestiques mais aussi, aurait pu ajouter Cissie Fairchilds, au simple fait que leurs attitudes sont elles-mêmes extrêmement complexes et ambiguës⁷². Le cliché d'une relation amour/haine résumerait peut-être le mieux le rapport entre les deux groupes. C'est précisément sur la base de ces deux comportements antinomiques que nous proposons d'orienter l'analyse qui suit.

7-2-1 Des relations harmonieuses ?

Ainsi que nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, la domesticité n'apparaît que rarement dans des documents qui lui sont propres. Ou bien alors c'est dans des situations particulières au travers des archives judiciaires. Dans ces circonstances, il semble difficile d'examiner ce que Cissie Fairchilds appelle la *psychologie profonde* des domestiques, c'est-à-dire leurs sentiments par rapport à leur maître ou leurs conditions de travail à moins, bien sûr, de ne s'intéresser qu'aux relations conflictuelles entre les deux groupes. Autrement dit, les sources disponibles ne livrent par définition qu'une perception négative des relations maître/domestique. Si, selon le vieux dicton, « les gens heureux n'ont pas d'histoire », il arrive néanmoins que l'historien parvienne à déceler quelques documents et indices illustrant parfaitement ce concept abstrait qu'est le bien-être. Il en va de même en ce qui concerne les rapports qui nous intéressent ici. Pour cerner les signes de bonne entente

⁷¹ P.-G. Roy, « Maîtres et domestiques... », *loc. cit.*, p.641.

⁷² C. Fairchilds, *op. cit.*, p.100-101. Sur la psychologie de la domesticité en France, nous renvoyons le lecteur au quatrième chapitre de son ouvrage.

entre maîtres et domestiques, nous proposons d'utiliser principalement trois indicateurs : la reconduction du contrat d'engagement, la présence de l'employeur aux noces de son serviteur et enfin les donations testamentaires.

Au terme de leur contrat, les domestiques recrutés dans la colonie peuvent devenir des *habitants*. Ils prennent une terre et veillent à l'entretien de leur nouvelle famille. D'autres, plus rarement, parviennent à gravir quelques échelons et à se hisser au-dessus de la masse. Le même scénario vaut également pour les engagés immigrants bien que la plupart, la moitié sinon plus, repartent en France après leur temps⁷³. Nous y reviendrons. Qu'ils soient recrutés sur place ou dans la métropole, il arrive aussi que quelques domestiques s'engagent envers un autre employeur aussitôt leur contrat terminé⁷⁴. Les exemples ne sont pas rares et témoignent, d'une certaine manière, de la forte activité de recrutement dans la colonie. Cependant, les cas les plus intéressants pour le propos concernent ici les renouvellements de contrat.

Jusqu'à preuve du contraire, un maître qui reconduit le contrat de son domestique est un employeur satisfait des services que ce dernier lui a rendus. De même, un serviteur qui accepte de travailler à nouveau pour le compte du même maître est, en toute logique, et au-delà de considérations économiques, un domestique satisfait du traitement qu'il a reçu de son employeur ; dans le cas contraire – même s'il subsiste toujours des exceptions – il irait simplement voir ailleurs, d'autant que ce n'est pas la demande qui manque. Le renouvellement d'un contrat exprime, par conséquent, le succès de l'engagement précédent mais ne se limite pas seulement à la satisfaction des deux parties contractantes. Sa signification peut aussi être plus profonde et témoigner du respect, voire de l'amitié qu'un maître et son domestique s'accordent mutuellement. Par exemple, après avoir été à l'emploi de Françoise Jachet, veuve de Saintes, pendant environ trois années, Jean Boucher, jeune garçon âgé de 15 ans seulement, décide de renouveler son contrat pour deux années du fait,

⁷³ Sur la question de la proportion des retours nous renvoyons le lecteur à la note 42 du premier chapitre.

⁷⁴ C'est le cas notamment de Mathurin Villeneuve et Nicolas Villeneau, tous deux recrutés en 1665 et pour trois années par Pierre Gaigneur (*ADCM*, contrat du 31 mars et du 3 avril 1665, greffe Teuleron). Nous les retrouvons à nouveau en 1668 au service respectivement de Jean Lermescher et d'Antoine Primot (*ANQQ*, contrat du 19 août 1668, greffe Rageot et *ANQM*, contrat du 29 septembre 1668, greffe Basset). C'est aussi le cas de Jacques Greslon recruté directement dans la colonie. Au lendemain de l'expiration d'un premier contrat, Greslon se retrouve à l'emploi d'un nouvel employeur (*ANQQ*, contrat du 8 septembre 1653 et du 14 septembre 1654, greffe Audouart dit St-Germain)

précise le notaire, *de l'affection qu'il a au service de ladite dame*⁷⁵. Est-ce aussi l'attachement ou la gratitude qui pousse ce jeune esclave *panis*, prénommé Pierre, à demeurer au service de celui qui vient tout juste de lui rendre sa liberté⁷⁶ ? L'hypothèse n'est bien entendu pas à exclure bien que, dans ce cas en particulier, il soit plus probable que Pierre ait tout simplement préféré jouer la carte de la prudence à la veille de son affranchissement, plutôt que de se retrouver, du jour au lendemain, totalement livré à lui-même. De plus, son maître étant probablement la personne qu'il connaissait le mieux, il apparaît logique que ce soit vers lui qu'il se tourne pour son premier engagement contracté en homme libre.

Sur les 1207 contrats canadiens sélectionnés pour cette étude, nous avons réussi à identifier 1311 domestiques. En considérant que les homonymes renvoient aux mêmes personnes, nous dénombrons 1081 individus. La grande majorité d'entre eux (85%) ne s'est donc engagée officiellement qu'une seule fois entre 1640 et 1710, ce qui évidemment ne signifie pas qu'ils n'ont pas continué à être domestique par la suite avec un accord non notarié. En revanche, 164 domestiques apparaissent plus d'une fois dans la base de données. Parmi eux, 123 s'engagèrent à deux reprises devant notaire, dont dix avec le même employeur⁷⁷. Les 41 domestiques restants contractèrent, quant à eux, plus de deux engagements durant toute la période étudiée, et quatorze d'entre eux au moins une fois avec le même maître⁷⁸. Au total, 24 serviteurs furent donc réembauchés par un ancien employeur

⁷⁵ *ANQQ*, contrat du 1^{er} mai 1685, greffe Genaple de Bellefonds. Ainsi que nous l'avons évoqué, des considérations économiques ont probablement motivé la décision du jeune garçon à renouveler son contrat, mais le fait que ses rapports avec sa maîtresse soient excellents – les esprits malintentionnés diront douteux – a certainement dû peser dans la balance.

⁷⁶ *ANQM*, contrat du 6 mars 1701, greffe Adhiémar. À l'origine, Pierre fut vendu par Ignace Durand à Jacques Hubert lors de son passage à Michilimakinac. Le Panis demeura au service de Jacques Hubert, son propriétaire, pendant cinq ans, après quoi celui-ci lui rendit sa liberté. Pierre décida toutefois de s'engager au service de Jacques Hubert pour deux ans en échange de son entretien. Son maître promettait également de lui donner à la fin de son temps 50#, un fusil et une taure pleine.

⁷⁷ Remarquons ici que 19 domestiques se sont engagés alors que leur précédent contrat n'était même pas encore terminé. Les notaires ne mentionnent pas si ces travailleurs disposaient d'un congé écrit de leur ancien maître contrairement aux dénommés Nicolas Metru (*ANQQ*, contrats du 16 mars et 20 avril 1676, greffe Rageot), ou Jacques Fluchon (*ANQQ*, contrat du 28 octobre 1684, greffe Rageot, et *ANQM*, contrat du 27 février 1686, greffe Mauge). S'agit-il d'un oubli de leur part ou avons-nous affaire ici à des domestiques qui ont déserté le service de leur ancien employeur ? Aucun de ces individus n'est pourtant poursuivi pour abandon de services d'après nos dépouillements dans les archives judiciaires.

⁷⁸ Pierre Renaud dit Locat et Louis Brosseau sont les deux domestiques qui reviennent le plus souvent dans la base de données. Nous avons identifié le premier dans neuf contrats, toujours avec un employeur différent, et le second dans huit engagements, dont deux avec François Blau, boulanger et habitant de Montréal, deux autres avec Jean Lemoine, écuyer et seigneur du Cap-de-la-Trinité et enfin trois autres avec Pierre Perthuys, marchand de Villemarie.

à une occasion au moins. Il s'agit cependant plus ici de réengagements que de renouvellements de contrats – 8 en tout seulement⁷⁹ – puisqu'il s'écoule généralement quelques mois, voire plusieurs années, entre la signature du premier et du second engagement.⁸⁰ Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer ces réembauches. Une dette non acquittée pourrait en être un⁸¹. Mais ce qui est important de noter ici c'est le lien qui semble s'être établi entre ces domestiques et leur employeur respectif. Pour qu'un maître réengage un ancien employé il faut, à moins d'un hasard, que les deux individus soient restés en contact. Plus important encore, cela peut supposer que leurs relations, personnelles et professionnelles, ont été suffisamment bonnes par le passé pour envisager une nouvelle collaboration. Si nous ne pouvons bien sûr confirmer cette hypothèse, nous aurions tort cependant de l'exclure totalement.

Parallèlement aux renouvellements de contrats et aux réengagements, il convient d'évoquer en terminant le cas particulier de trois domestiques. Recensés en 1667 chez leur employeur respectif, Aimée Chastel, Gilles Ménard et Noël Merlin sont à nouveau identifiés en 1681 chez le même maître⁸². Certes, ces exemples sont exceptionnels mais ils tendent à traduire là encore, et de manière plus prononcée, l'attachement particulier qui unit l'employeur et son domestique, complicité qui dure d'ailleurs depuis plus de dix ans, et même depuis vingt ans au moins dans le cas d'Aimée Chastel et de sa maîtresse.

La présence d'un maître au mariage d'un ancien employé peut aussi éclairer sur la nature des relations qui prévalaient entre les deux individus au temps où ils travaillaient ensemble. Un maître qui prend la peine de venir assister aux noces de celui qui fut son domestique n'y va pas pour la seule considération des services que ce dernier a pu lui

⁷⁹ C'est le cas notamment de Louis Brosseau (*ANQM*, contrats du 25 août 1705 et du 18 avril 1706, greffe Adhémar) et de Pierre Laville (*ANQQ*, contrats du 21 avril 1690, greffe Genaple de Bellefonds, et du 26 avril 1691, greffe Rageot).

⁸⁰ Etienne Potier termina par exemple son service de quatre mois chez Alexandre Turpin, marchand bourgeois de Montréal, à la fin du mois de septembre 1682. Il fut réengagé par son maître neuf mois après l'expiration de son premier contrat : *ANQM*, contrats du 15 juin 1682 et du 9 juin 1683 (greffe Maugue).

⁸¹ Voir notamment les contrats du 11 mai 1683 (*ANQQ*, greffe Duquet de Lachesnaye) ou du 25 août 1705 (*ANQM*, greffe Adhémar).

⁸² Rappelons qu'Aimée Chastel s'engagea à sa maîtresse jusqu'à la fin de ses jours (*ANQM*, contrat du 3 avril 1661, greffe Basset dit Deslauriers). De la même manière, Gilles Ménard travaille toujours en 1681 pour le compte des jésuites. Il n'est toutefois plus identifié comme domestique en 1681 mais comme *donné*. Enfin, Noël Merlin est toujours au service de la famille Ruette. Ceci dit, il n'est plus à l'emploi de Denis (père) mais de François Ruette (fils), procureur général à Québec. Remarquons que ces trois domestiques demeurèrent célibataires jusqu'à la fin de leur vie.

rendre par le passé. Il y participe avant tout pour lui exprimer sa sympathie, sentiment qui suppose que leurs relations, à l'époque où le marié était sous ses ordres, ne devaient pas être si mauvaises. Soulignons toutefois que ce raisonnement ne nous permet pas de conclure pour autant que les rapports étaient forcément médiocres si, à l'inverse, le maître faisait défaut au mariage de son ancien employé.

Environ le tiers des engagés rochelais embauchés comme domestiques, et arrivés au pays entre 1640 et 1710, firent souche au Canada. Sur les 319 individus enregistrés dans le corpus, 91 se marièrent dans la colonie (tableau 7.1). Douze mariages furent bénis pendant la durée de l'engagement⁸³. Quatre unions furent célébrées dans les semaines voire

Tableau 7.1 – Répartition des mariages des engagés rochelais selon la période et la présence du maître 1640-1710

Mariage	Nombre total	Nombre d'engagé marié dont le maître est connu	Nombre de mariage où le maître est présent
Pendant l'engagement	12	3	1
Moins de 12 mois après	4	2	1
1 an – 2 ans après	9	4	1
Plus de 2 ans – Moins de 5 ans	31	4	2
Plus de 5 ans	35	10	-
Ensemble	91	23	5

Source : banque de données du *PRDH*.

les jours qui suivirent l'expiration du contrat, et neuf moins de deux ans après l'achèvement de l'entente. Tous les autres engagés, soit 66 personnes, convolèrent dans les dix années qui

⁸³ Ce constat vient contredire la position de Louise Dechêne selon laquelle les maîtres, et plus encore les conditions matérielles, interdisaient aux engagés de s'unir pendant leur service. Si tel est bien le cas pour la majorité d'entre eux, il y eut manifestement plusieurs exceptions : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.68. Précisons tout de même que les femmes sont majoritairement représentées parmi ces 12 engagés puisqu'elles sont au nombre de huit. Le fait qu'elles soient en forte minorité dans la colonie explique évidemment ce déséquilibre. À peine arrivées au pays, ces jeunes filles ont, visiblement, rapidement trouvé un parti capable de subvenir à leurs besoins. Peut-être même s'agissait-il de leur propre employeur. Ceci dit, quatre hommes se marièrent aussi en dépit du contrat qui les liait à leur maître. Ces domestiques furent autorisés à se marier probablement parce que leur employeur respectif a été en mesure de les remplacer aussitôt. Par exemple, René Binet travaillait comme domestique chez Henri Pinguet en 1666, année durant laquelle la Compagnie de Jésus concéda au serviteur une terre dans la seigneurie de Notre-Dame des Anges (*ANQQ*, concession du 16 mars 1666, greffe Vachon). L'année suivante il se mariait mais fut immédiatement remplacé par Louis Delaunay. Les économies de ces engagés étant bien maigres à la fin de leur service, nous pouvons d'ailleurs nous demander comment ces quatre travailleurs parvinrent à s'établir à peine leur contrat terminé. Disposaient-ils en partant d'économies personnelles substantielles ? Nous ne sommes pas en mesure de confirmer cette hypothèse. Comme Louise Dechêne, nous dirons que leur santé, leur sens pratique et leur énergie ont été certainement les principaux éléments qui leur permirent de surmonter leur désavantage économique.

suivirent la fin de leur engagement respectif⁸⁴. Nous connaissons l'identité de 23 employeurs de ces 91 engagés. Tous les autres ont été recrutés par des marchands rochelais et distribués dans la colonie sans que nous sachions réellement à qui ils allaient revenir. À l'aide du *PRDH*, nous avons donc vérifié la liste des personnes présentes au mariage de chacun de ces 23 travailleurs. À cinq occasions, nous constatons qu'un maître est présent aux noces de celui qui fut son engagé. Nous remarquons également que ces cinq travailleurs ont convolé dans les quatre années qui suivirent la fin de leur engagement. Par conséquent, il est possible que le laps de temps écoulé entre la fin du contrat et l'année du mariage amenuise la possibilité de la présence de l'employeur mais comme nous n'avons relevé que cinq cas en tout, il convient d'observer cette hypothèse avec circonspection.

Ainsi, lorsque Nicolas Petit prit pour épouse Marie Pouponnelle, le 17 août 1656, soit quatre années après la fin de l'engagement qui le liait à Pierre Boucher, écuyer, résidant à Boucherville, nous observons dans l'acte de mariage que ce dernier participa à la bénédiction nuptiale en qualité de témoin. Nous le retrouvons également l'année suivante en présence de sa femme, Jeanne Crevier, au baptême du premier enfant des jeunes mariés, le 31 mai 1657. De la même manière, quand Jean Doyon s'unit en 1650 à Marie Gagnon, trois années après l'expiration officielle de son contrat, son maître, Jean-Baptiste Legardeur, sieur de Repentigny, lui fait l'honneur de sa présence⁸⁵. Ces deux exemples sont d'autant plus intéressants que ces engagés sont restés visiblement en contact avec leur employeur bien après l'expiration de leur contrat. Nous ignorons s'ils prolongèrent oralement leur engagement jusqu'à leur mariage, mais ce simple constat tend à renforcer l'impression que les rapports personnels qu'ils entretenaient avec leur maître étaient satisfaisants.

Le cas d'Antoine Courtemanche et de Julien Beloy est plus problématique. Ces deux hommes furent recrutés à La Rochelle en 1659 pour servir à Montréal pendant cinq

⁸⁴ Nous avons également deux engagés qui sont venus dans la colonie avec leur conjoint respectif et qui y demeurèrent (Jean Sauvaget et Jeanne Perrin). Nous reviendrons sur le devenir de l'ensemble de ces travailleurs.

⁸⁵ *ADCM*, contrats d'engagement du 16 mars 1649 et du 2 mai 1644, greffe Teuleron. Autre exemple : Mathurin Lemousnier fut engagé pour cinq ans en 1644 au service de Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve (*ADCM*, contrat du 21 avril 1644, greffe Teuleron). Lemousnier se marie en 1647 à Françoise Fafard en présence de son maître. Notons que nous avons repéré le contrat de mariage de 15 engagés parmi les 23 concernés. Mis à part celui de Nicolas Petit, aucun contrat n'indique la présence d'un ancien maître. *ANQTR*, contrat du 24 juillet 1656, greffe Ameau dit Saint-Séverin.

ans le Père Gabriel Souard⁸⁶. Le premier épousa Elisabeth Aquin en 1663, un an avant la fin de son temps, et le second convola avec Marguerite Leclerc en 1665, un an après le terme de son contrat. Contrairement aux exemples précédents, nous ne saurions dire ici si la présence de Souard aux noces de ses engagés constitue un réel indice de l'affection que ce dernier pouvait éventuellement leur porter puisque, c'est en sa qualité de curé de Ville-Marie, qu'il célébra le mariage de chacun de ses deux employés.

Afin de mettre en lumière d'autres exemples, nous avons cherché à déterminer combien de domestiques parmi les 495 recensés en 1681 convolèrent en justes noces, et pour la première fois, l'année même du recensement ou postérieurement, en distinguant parallèlement les natifs ou natives du pays⁸⁷. Les résultats de cette enquête montrent que 87 domestiques se marièrent en 1681, ou dans les années qui suivirent, soit 69 hommes (18% du groupe des hommes déclarés célibataires) dont 31 natifs du pays, et 18 femmes (soit 23% des femmes identifiées comme célibataires) dont 15 ont vu le jour au Canada⁸⁸. Grâce au *PRDH*, nous avons été en mesure d'identifier l'acte de mariage de 57 serviteurs et de 16 servantes. À quatre reprises seulement, nous remarquons qu'un maître prend part aux noces de son ex-employé. Les quatre domestiques sont tous nés dans la colonie et la présence du maître au mariage de son employé se justifie, à une exception près, par les liens de parenté entre les deux individus. Ce constat semble révéler l'absence de barrière sociale entre les maîtres et leur domestique respectif. Par ailleurs, contrairement aux employeurs qui assistent au mariage des engagés rochelais, ceux qui viennent aux noces des domestiques locaux ne proviennent pas de l'élite, sauf dans un cas. Cette simple observation pourrait ici

⁸⁶ *ADCM*, contrats du 8 juin 1659, greffe Demontreau.

⁸⁷ Nous avons procédé au même exercice pour l'ensemble des domestiques recensés en 1667. Nous avons identifié l'acte de mariage de 119 serviteurs sur les 450 individus inventoriés cette année-là, soit dans 26.5% des cas. La présence du maître aux noces de son ex-employé n'a été relevée qu'à onze occasions seulement. Dans un cas, un maître marie sa fille, âgée de 13 ans, à son ancien domestique ; il s'agit de Guillaume Lizot (ou Lisset), serviteur de Jean Pelletier. C'est le seul exemple du genre que nous ayons repéré. Cet exemple, pour le moins étonnant, suggère manifestement que les deux hommes s'apprécient puisque la relation de travail s'est littéralement muée en relation familiale. Nous revenons plus largement sur les résultats de cette enquête à la fin de ce chapitre.

⁸⁸ Dans trois cas nous ignorons l'origine géographique du domestique. Pour obtenir ces résultats nous avons combiné les informations fournies par A. Lafontaine dans son *recensement annoté* ainsi que les données du *PRDH*. Ces 87 mariages tiennent compte des actes et des contrats de mariage. Nous avons pu repérer à la fois l'acte et le contrat de mariage pour la majorité de ces 87 domestiques (54 exactement). Pour d'autres en revanche, nous n'avions qu'un seul des deux documents (plus souvent l'acte de mariage que le contrat). Enfin, dans quelques cas (3 seulement), nous ne disposions ni de l'un ni de l'autre. L'année approximative du mariage de ces domestiques a pu cependant être déduite, par l'équipe du *PRDH*, en prenant en considération la date de naissance du premier enfant de chacun de ces travailleurs.

renforcer l'idée que la domination du maître vis-à-vis de son employé tend à disparaître. Toutefois, là encore, la prudence est de mise étant donné le peu de cas étudiés.

Ainsi, quand Louis Juillet épouse la jeune Catherine Celles le 25 janvier 1683, Hugues Picard, celui sous les ordres duquel il travaillait en 1681, assiste à la cérémonie car ce dernier est tout simplement le second mari de sa mère⁸⁹. Nous le retrouvons également au moment de la signature du contrat de mariage de son beau-fils. À cette occasion, Picard lui « *donne par gratification et en considération des bons et agréables services qu'il leur a rendu [à lui et à sa femme] avec assiduité une année de nourriture avec sadite femme dans la maison de sesdits père et mère pendant lequel temps lesdits futurs espous pourront travailler pour eux* »⁹⁰. Nous observons sensiblement le même scénario en ce qui concerne François Morel et Marie Pinard. Le premier se maria à Marie Moison le 5 novembre 1696, en présence de son ancien maître, Claude Robillard, le second mari de sa mère⁹¹. Marie Pinard épousa quant à elle, le 7 mai 1682, Martin Giguière devant Jean Crevier, son employeur en 1681, mais également son oncle⁹². Enfin, Antoine Delafresnaye, écuyer et lieutenant au régiment d'Auvergne assista, en compagnie de sa femme, aux noces de Madeleine Gignard, sa servante, qui prit pour époux, le 6 novembre 1681, Pierre Bonneau, un laboureur de Montréal. Aucun lien de parenté ne semble exister entre les deux jeunes mariés et l'ancien employeur ou son épouse. Antoine Delafresnaye tient donc ici en quelque sorte le rôle de parrain, implication qui constitue, nous l'avons vu, un des principes du patriarcat que tous les maîtres sont tenus en théorie d'observer.

L'analyse de ces actes n'ayant pas été parfaitement concluante, nous avons décidé d'examiner les contrats de mariage des domestiques, documents beaucoup plus riches que les précédents dans la mesure où les notaires dressent généralement une liste très détaillée des personnes réunies pour l'occasion. À l'aide de l'outil de recherche *Parchemin*, nous avons pu déterminer que 63 des 87 domestiques qui se marièrent enregistrèrent leur union

⁸⁹ La mère de Louis Juillet, Anne Antoinette Deliercourt, se maria avec Hugues Picard, le 30 juin 1660. Celui-ci employa donc le fils de son épouse en qualité de domestique si l'on se fie aux informations fournies par l'agent recenseur lors de l'inventaire de 1681.

⁹⁰ *ANQM*, contrat du 24 janvier 1683, greffe Maugue.

⁹¹ Contrairement au cas précédent, nous n'avons pas retrouvé le contrat de mariage de François Morel. Notons que Claude Robillard épousa Marie Grandin Grondin le 31 décembre 1673. Comme pour Louis Juillet, Morel avait donc pour patron en 1681 son propre beau-père.

⁹² Le 26 novembre 1663, Jean Crevier se maria avec Marguerite Hertel, la tante de Marie Pinard (du côté maternelle). La présence de Jean Crevier et de son épouse est également signalée dans le contrat de mariage de Marie Pinard : voir *ANQTR*, contrat du 7 mai 1682, greffe Ameau dit Saint-Séverin.

devant notaire (14 concernant des servantes et 59 des serviteurs). Nous avons bien sûr retenu uniquement les contrats de mariage de ceux qui furent employés par des laïcs, soit 49 contrats au total, et nous en avons sélectionné une vingtaine de façon complètement aléatoire afin de procéder à l'analyse. La présence d'un maître a été relevée à quatre occasions seulement. L'année même du recensement de 1681, Robert Drousson épousa une de ses collègues de travail, Jeanne Tardé, en présence de leur employeur, Joseph Giffard, écuyer et seigneur de Beauport⁹³. En 1683, Pierre Allard s'unit à Anne Lavoye devant notaire, assisté de nombreux parents et amis dont Zacharie Cloutier, habitant et charpentier, au service duquel il était sous les ordres en 1681⁹⁴. Les deux autres contrats de mariage concernent les domestiques François Dubois et Pierre Drollet. Leur employeur respectif participe à la signature de leurs conventions matrimoniales, concours qui se justifie, là encore, par les liens de parenté qui les unissent à leur ancien maître⁹⁵.

Si la présence des maîtres aux noces de certains de leurs employés apparaît, dans l'ensemble, plutôt occasionnelle, les quelques exemples relevés dans les registres paroissiaux et les minutes notariales n'en demeurent pas moins éloquentes : ils démontrent que des liens étroits se sont créés occasionnellement entre les deux groupes durant le temps de leur association et ont continué à perdurer au-delà de leur entente. Ils tendent aussi à signifier que certains employeurs ont assumé le côté patriarcal de la relation qui les a unis à leur domestique respectif. Les contrats et les actes de mariage ne sont pas les seules pièces susceptibles de nous éclairer sur la nature des relations entre un maître et son ex-employé. Il y a aussi les testaments.

Peu nombreux sont les domestiques qui, encore en service, décident de faire rédiger leur testament. Nous pouvons d'ailleurs nous étonner que certains d'entre eux aient eu les moyens de le faire étant donné les maigres salaires que la plupart touchent habituellement. De plus, nous voyons mal, de prime abord, ce que ces travailleurs pouvaient bien avoir à

⁹³ *ANQQ*, contrat du 23 août 1681, greffe Vachon.

⁹⁴ *ANQQ*, contrat du 20 novembre 1683, greffe Jacob.

⁹⁵ François Dubois, natif du pays, est engagé au service de Gabriel Gosselin, habitant de Sainte-Famille (Île d'Orléans), d'après le recensement de 1681. Il signe son contrat de mariage avec Marie Legay le 12 novembre 1694 (*ANQQ*, greffe Chambalon) en présence de son ancien maître, qui n'est autre que son parrain. De la même manière, Pierre Drollet, canadien d'origine, officialise son union devant notaire avec Catherine Routhier le 21 septembre 1688 (*ANQQ*, greffe Rageot) assisté, entre autres, de Marguerite Richard, veuve de son ancien employeur qui était également son oncle.

léguer mis à part quelques hardes ou un peu d'argent⁹⁶. Quoiqu'il en soit, nous avons relevé six testaments dans les minutes notariales canadiennes à l'aide de l'outil de recherche *Parchemin*⁹⁷. Quatre concernent spécifiquement des domestiques et les deux autres, des volontaires⁹⁸. Ces documents constituent pour l'historien des pièces extrêmement précieuses non seulement du fait de leur rareté mais aussi de leur contenu, puisque les testateurs y témoignent presque systématiquement leur gratitude à leur maître ou leur ancien employeur. Noël Merlin fait ainsi de son ancien maître, François Madeleine Ruette, seigneur d'Auteuil, conseiller du roi et procureur général au Conseil souverain, son légataire testamentaire pour les raisons suivantes :

« Comme led. Merlin a vecu une longue espace de temps au service de Mongsieur Le procureur general ou il a toujours esté traité doucement et a lamiable, et pour tous les bons soins que Mondit sieur et Madame son espouse ont bien voulu avoir de luy et qu'ils en ont fait avoir par leurs domestiques pendant plusieurs années qu'il est infirme et malade auxquels il prevoit avoir esté beaucoup a charge pour lesquels bons services il donne et legue par le present testament generalmente tous les biens quil peut avoir et qui luy peuvent appartenir en quelques endroits quilz soient size et situez a quelques sommes quilz puissent monter faisant pour cette esfait Mongsieur le procureur general son legataire universel »⁹⁹.

Nous retrouvons à peu près les mêmes arguments dans le testament de Jean Pezard puisque ce dernier octroya à son maître, Michel Filion, la somme de 50# « pour toutes les peinnes et

⁹⁶ Nous avons vu dans le cinquième chapitre que les engagés immigrants et les domestiques locaux amassaient peu d'économies à la fin de leur service, d'autant que les seconds sont majoritairement rémunérés en nature. Les inventaires après décès des domestiques en service témoignent à cet égard de leur dénuement. Nous en avons relevé trois : celui d'André Bassin, serviteur de Ollivier Letardif (*ANQQ*, 29 juin 1654, greffe Aubert), de Joseph Besson, domestique de René Maheu (*ANQQ*, 3 septembre 1655, greffe Audouart dit Saint-Germain) et de David Trouillard, employé de Jean Milot (*ANQM*, 5 juillet 1667, greffe Basset dit Deslauriers). Pour les inventaires après décès concernant spécifiquement les engagés immigrants, voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.72-73.

⁹⁷ Notons que nous avons vérifié les testaments de tous les individus clairement identifiés comme domestique, serviteur, volontaire, travaillant, etc. Nous avons également tenté de faire des recoupements entre l'ensemble des testateurs répertoriés dans *Parchemin* et la liste de tous les individus que nous avons identifiés dans les trois recensements et les contrats d'engagement. Cette enquête a permis de déceler un seul testament, celui de Jean Pezard, que nous présentons un peu plus bas.

⁹⁸ Nous ne nous attarderons pas sur les testaments des deux volontaires car nous ignorons si les personnes bénéficiaires désignées dans chacun des deux documents ont été, à un moment donné, leur employeur. Précisons pour information que Jean Boyer désigna Michel Pelletier, seigneur de Gentilly, son légataire testamentaire. Barthélemy Bergeron donna pour sa part à Pierre Lezeau, maître de barque, la somme de 300# « pour la bonne amitye qu'il a pour luy ». Testaments du 7 janvier 1690 (*ANQQ*, greffe Rageot) et du 16 février 1665 (*ANQTR*, greffe Latouche).

⁹⁹ *ANQQ*, Testament du 9 octobre 1703, greffe Lacetière.

travaux qu'il luy a pu donner tant dans la garde de sa personne, dans sa maladie [...] dont il est attaqué que pour le desintéresser »¹⁰⁰.

En donnant une partie, voire la totalité de leurs biens à leurs maîtres, ces domestiques expriment leur reconnaissance, s'acquittant parallèlement d'une dette morale, et peut-être aussi financière, envers ces derniers. Plus encore, ces testaments tendent à démontrer que les rapports qu'ils entretenaient avec leur employeur respectif dépassaient la simple relation de travail. En ce sens, le maître représente probablement aux yeux de ces serviteurs la seule « famille » qu'ils aient jamais eue dans la colonie. Le testament de Pierre Picard vient toutefois quelque peu nuancer cette affirmation. Identifié comme cordonnier et habitant en 1681 à Montréal, Picard se met au service de l'Hôtel-Dieu de Québec quelques années plus tard¹⁰¹. Même s'il demeura toute sa vie célibataire et versa une large partie de ses biens aux augustines, nous remarquons tout de même qu'il octroya également la somme de 100# à Jean-Baptiste Quevillon, son filleul âgé de 15 ans. Autrement dit, l'attachement des domestiques vis-à-vis de leur employeur n'est pas nécessairement exclusif.

Le dernier document étudié concerne Paul Renon, domestique employé chez les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montréal. Alors qu'il gît dans la salle des malades de l'hôpital, Renon dicte ses dernières volontés au notaire. À la veille de sa mort, il entend ainsi à ce que « *toutes ses hardes et linges servant à son usage et ce qui lui peut être dû du reste de ses gages par les révérendes mères soient mises entre les mains de Mère Jeanne Françoise de Saint-Ignace, Supérieure dud. couvent pour estre employé a faire prier Dieu pour le repos de son âme* »¹⁰². Contrairement aux exemples précédents, le testament de ce domestique ne reflète pas ici de manière explicite la gratitude qu'il pourrait avoir à l'égard de ses maîtresses. Ceci dit, le fait de leur confier tous ses biens, aussi modestes soient-ils, et de les charger en échange de prier pour lui après son trépas constitue en soi une marque évidente de confiance, et peut-être aussi une forme de reconnaissance.

¹⁰⁰ ANQQ, testament du 15 novembre 1665, greffe Duquet de Lachesnaye. Jean Pezard est identifié chez son maître au recensement de 1666.

¹⁰¹ ANQM, testament du 10 août 1699 greffe Adhémar. D'après son testament, les religieuses l'envoyèrent travailler sur leur domaine de Saint-Joseph. Précisons que nous ne savons si Pierre Picard se donna à la Communauté religieuse jusqu'à la fin de ses jours ou s'il était engagé à contrat. Toutefois, si le domestique s'était donné à l'Hôtel-Dieu de Québec il n'aurait probablement pas fait de testament en faveur de l'institution son contrat de donation prévoyant déjà que ses biens reviendraient à cette dernière. La même remarque vaut également pour l'exemple suivant.

¹⁰² ANQQ, testament du 4 novembre 1685, greffe Rageot.

Il arrive encore que certains domestiques fassent part de leurs dernières volontés au moment même de s'engager ou de se donner à un maître, au cas où la mort viendrait les surprendre durant leur service. En 1668, René Vien, volontaire travaillant, est embauché pour une période de cinq ans par Pierre Duval, maître charpentier et habitant de Saint-François, en qualité de « *domestique engagé* » et en échange de 100# pour tout salaire, versé seulement une fois l'entente terminée¹⁰³. Son contrat stipule également que s'il décède durant son engagement, tout ce qui lui appartient, « *tant meubles que immeubles* », reviendra automatiquement à son employeur et ce « *pour l'amitié et affection qu'il a toujours portée et porte aud. Duval* ». En retour, ce dernier promet de veiller à son enterrement, de prier Dieu pour le repos de son âme et de payer tout ce que Vien pourra devoir de légitime. Il ne sera pas tenu, en revanche, de régler les 100# de gages aux héritiers de son défunt employé, ni à aucune autre personne.

Dans un tout autre contexte, Pierre Brechet (ou Frichet), domestique depuis environ douze ans de Nicolas Juchereau, sieur de Saint-Denis, choisit de se donner à son maître jusqu'à la fin de ses jours. Moyennant son entretien, « *tant en santé qu'en maladie* », son hébergement et la promesse d'un enterrement honorable, accompagné d'un service et de prières en sa mémoire, Brechet cède à son maître tous ses « *biens meubles, héritages, rentes et possessions* ». La décision qu'il prend semble avoir été principalement motivée en raison des « *bons traitements qu'il a reçus dud. Sieur de Saint-Denis pendant lesdits douze ans qu'il lui a rendu service et pour le grand désir qu'il a de présent de continuer à lui rendre service et à toute sa famille* »¹⁰⁴. Cet engagement rappelle, d'une certaine manière, ceux que nous avons évoqués dans les deux chapitres précédents. Nous avons vu en effet que quelques domestiques se mettaient parfois jusqu'à leur mort à la disposition d'un employeur. Nous avons également remarqué que la plupart étaient relativement âgés et se donnaient ainsi à un maître probablement pour se mettre à l'abri de l'indigence auquel leur vieil âge les exposait. Exception faite de Laurent Mole que nous avons évoqué

¹⁰³ ANQQ, contrat d'engagement du 7 avril 1668, greffe Becquet. René Vien est toujours domestique en 1681 mais au service cette fois de Louis Rouer, membre du Conseil souverain. Il travailla visiblement pour ce dernier jusqu'à la fin de ses jours puisqu'il est identifié dans les registres de l'Hôtel-Dieu de Québec lors de son décès en 1694 comme vacher de Louis Rouer.

¹⁰⁴ ANQQ, donation du 10 septembre 1689, greffe Auber. Notons que Brechet est dans la colonie depuis environ vingt ans d'après le document étudié. Nous le retrouvons d'ailleurs au recensement de 1681 au service des Juchereau. Il est alors âgé de 25 ans seulement. Il a donc 33 ou 34 ans lorsqu'il décide de s'engager à son maître pour le restant de ses jours et devait avoir approximativement 13 ou 14 ans lorsqu'il est arrivé dans la colonie, probablement en qualité d'engagé.

précédemment, nous ignorons cependant si, comme Pierre Brechet, ces serviteurs travaillaient déjà pour leurs employeurs avant de s'engager à eux pour le restant de leurs jours. A supposer que cela soit le cas, nous pouvons donc présumer que certains d'entre eux aient aussi pris cette décision en considération des bons traitements qu'ils avaient reçus depuis leur entrée en service.

L'analyse de quelques causes judiciaires peut permettre également de cerner, dans une certaine mesure, l'harmonie dans les relations entre maîtres et domestiques. Dans certains cas en effet, nous avons remarqué que des employeurs entamaient des procédures judiciaires au nom de leur employé respectif. La femme du marchand Jérôme Legay, sieur de Beaulieu, déposa notamment une plainte contre Charles Fezeret pour avoir violemment battu sa servante. Charles Marin, enseigne du détachement de la marine, réclama quant à lui à Françoise Devanchy « *d'avouer ou désavouer s'il n'est pas vrai qu'elle a dit que Jeanne servante du demandeur étoit une laronnesse et qu'elle lui avoit volé des serviettes* »¹⁰⁵. Ces exemples montrent que l'employeur est solidaire de son domestique et qu'il lui voue d'une certaine façon, comme un bon père de famille, la même attention que celle qu'il accorderait à ses propres enfants. Cependant, ces causes peuvent avoir un double sens. En poursuivant celui ou celle qui a porté atteinte physiquement ou verbalement à son domestique, il n'est pas exclu non plus que ces maîtres agissent pour leurs propres intérêts et cherchent finalement à obtenir, par pure avarice ou simplement pour compenser les journées perdues par l'employé convalescent, quelques réparations financières. Cette ambiguïté vaut également, nous y reviendrons, pour les procès dans lesquels le domestique est accusé, conjointement avec son maître, d'un préjudice sur autrui.

À la question « les relations maîtres/domestiques étaient-elles harmonieuses dans la colonie laurentienne du XVII^e siècle ? », force est de reconnaître que nous ne pouvons véritablement répondre. Certes, les renouvellements de contrat, la présence des maîtres au mariage de leur ancien employé, les legs que certains domestiques en service destinent à leur employeur respectif sont autant d'indices qui plaident en faveur d'une bonne union

¹⁰⁵ Requêtes du 30 janvier 1692 (ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-16) et du 12 février 1692 (ANQM, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1690-1693), f.368r-v, 369r). La première requête est présentée à l'annexe 22.

entre les deux groupes. Le simple fait que quelques domestiques manifestent, de manière explicite ou implicite, leur contentement à l'égard de leur employeur, ou de leurs conditions de travail, renforce également l'idée générale que les rapports entre les uns et les autres étaient dans l'ensemble plutôt satisfaisants. Cependant, nous ne pouvons affirmer si les exemples que nous venons d'exposer sont représentatifs de l'ensemble des cas d'autant qu'ils sont quantitativement peu nombreux. Ce constat vaut également dans le cas des relations conflictuelles révélées par les archives judiciaires.

7-2-2 Des rapports conflictuels

Les archives judiciaires constituent pour l'historien la source la plus précieuse pour appréhender le domestique dans son quotidien. Traces brutes de vies, elles livrent, pour reprendre les mots d'Arlette Farge, « ce qui n'aurait jamais été prononcé si un événement social perturbateur n'était survenu [...] ». Elles viennent expliquer, commenter, raconter comment « cela » a pu exister », offrant au détour d'une déposition ou d'une déclaration « quelques instants de vie de personnages ordinaires, rarement visités par l'histoire »¹⁰⁶ comme c'est le cas des domestiques. Avant toutefois de se pencher sur les raisons qui amenèrent certains de ces individus à se plaindre ou à se défendre devant les tribunaux, il convient de préciser au préalable la méthodologie adoptée pour cette enquête.

7-2-2-1 Méthodologie et premières observations

L'appareil judiciaire de la colonie sous le régime français est relativement simple à résumer. Ainsi que nous l'avons évoqué dans le premier chapitre, le Conseil souverain, instauré par l'édit royal de 1663, est l'unique tribunal de juridiction coloniale¹⁰⁷. Il jumelle les fonctions d'un tribunal de première instance et d'une cour d'appel, et rend des décisions dans tous les secteurs du droit. À l'échelon inférieur, la Prévôté de Québec, les juridictions

¹⁰⁶ A. Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p.12-13.

¹⁰⁷ A. Lachance note cependant que la compétence du Conseil souverain se limite en pratique « au Labrador, aux postes du roi, au Canada, au Pays d'en Haut et à la mer de l'Ouest » car des cours d'appel semblables à celles du Conseil souverain existent en Louisiane et en Acadie française : voir A. Lachance, *Crimes et criminels*, op. cit., p.17.

royales de Montréal et de Trois-Rivières sont des tribunaux royaux de juridiction locale¹⁰⁸. Ces cours entendent en première instance toutes les causes, tant civiles que criminelles, dans les limites de leur territoire et se consacrent également aux appels provenant des cours seigneuriales situées dans chacune de leur circonscription. Enfin, nous trouvons, tout en bas de l'appareil judiciaire, les cours seigneuriales, comme celles de Batiscan, du Cap-de-la-Madeleine ou encore de Champlain. Ces cours sont de juridiction locale, chacune se trouvant limitée à la seigneurie où elle siège, et exercent seulement la basse justice, surtout de nature civile¹⁰⁹.

L'objectif de la recherche consistait à déceler entre 1640 et 1710 le plus grand nombre de causes dans lesquelles des domestiques étaient directement impliqués, en qualité de plaignant ou de défendeur. Nous avons donc dépouillé tous les registres et dossiers produits par l'ensemble de l'appareil judiciaire de la colonie en retenant seulement les litiges dans lesquels le requérant ou l'intimé était clairement identifiée comme domestique, travaillant, volontaire, servante, etc.¹¹⁰. Si la profession des parties n'était pas mentionnée, nous ne retenions alors que les affaires impliquant une situation de servitude ou un marché de service, supposant de fait que nous avions affaire à des serviteurs. Enfin, pour compléter le corpus, nous avons sélectionné toutes les causes dans lesquelles les domestiques étaient au cœur ou à l'origine de différends entre les parties poursuivies et poursuivantes.

Nous avons disposé de plusieurs outils de recherche très utiles au repérage des pièces pertinentes pour cette étude. En ce qui regarde le Conseil souverain, nous avons tiré parti du cédérom *Chronica I*, banque de données textuelles contenant le texte de l'édition en six volumes des *Jugements & délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France*, pour la période de 1663 à 1716¹¹¹. À partir de la liste de mots-clés établie pour l'ensemble du sujet, nous avons pu ainsi identifier rapidement les documents les plus

¹⁰⁸ Précisons que la juridiction royale de Montréal succéda au bailliage de Montréal en 1693. Tribunal seigneurial des sulpiciens établi en 1648, le bailliage exerçait la basse, la moyenne et haute justice, tant civile que criminelle, dans l'île de Montréal. En ce qui concerne la juridiction royale de Trois-Rivières, notons qu'avant d'être officiellement institué par l'édit du roi de juin 1680, ce tribunal n'était qu'une simple cour seigneuriale qui exerçait seulement la basse justice dans les limites de la seigneurie.

¹⁰⁹ E. Kolish, *op. cit.*, p.9. Voir la carte reproduite à l'annexe 20

¹¹⁰ Nous renvoyons le lecteur au premier chapitre de la thèse pour vérifier la liste des mots clés utilisés pour le repérage des domestiques.

¹¹¹ Précisons que cet outil est présenté en deux versions. La première reproduit intégralement le texte publié en 1885-1891, et la seconde est une version moderne du texte où l'orthographe a été rendue conforme à l'usage contemporain.

appropriés pour cette enquête. Pour Montréal, nous avons utilisé l'index et l'inventaire analytique des dossiers de la Juridiction royale de Montréal (1693-1759) produit par Joseph Holzl¹¹². Pour la période précédente, correspondant au bailliage de Montréal, Monsieur Holzl a accepté de consulter pour nous sa propre base de données qui couvre la période 1644-1683¹¹³. Nous avons dû, en revanche, procéder au dépouillement systématique des registres et dossiers du bailliage de Montréal pour la décennie 1684-1693. En ce qui concerne la prévôté de Québec, qui compte jusqu'en 1759 pas moins de 112 registres, nous avons profité d'un inventaire analytique pour les quatre premiers, d'un inventaire de pièces détachés et surtout de la transcription des dix premiers volumes réalisée par Guy Perron¹¹⁴. Les index étant peu fiables, nous avons dépouillé au complet tous les autres registres jusqu'en 1710 inclusivement, soit 40 volumes au total. Enfin, pour ce qui est de la juridiction de Trois-Rivières, nous avons exploité les inventaires des registres originaux 1, 2 et 3, réalisés par les Archives nationales du Québec, qui englobent les années 1655 à 1679 inclusivement. Ne bénéficiant d'aucun outil de recherche pour les registres suivants, nous avons dû dépouiller méthodiquement quatre autres volumes pour compléter la période étudiée¹¹⁵. Toutes les causes retenues furent enregistrées dans une base de données dans laquelle ont été consignés les noms des parties, la nature du litige ainsi que la transcription, partielle ou complète, de toutes les pièces relatives à chaque procès. Nous avons également

¹¹² Ainsi que le souligne E. Kolish, cet inventaire « offre une foule de renseignements aux chercheurs désireux d'en apprendre davantage sur les litiges de la Nouvelle-France dans la région de Montréal. Chaque fiche de son inventaire indique le dossier par un numéro séquentiel, précise le nombre de pièces et de pages, les noms et les professions des personnes mentionnées et en quelle qualité elles apparaissent (défendeur, caution, tuteur, etc.), le lieu géographique ainsi qu'une liste des pièces, la date de création et une brève description du contenu » : voir E. Kolish, *op. cit.*, p.42. Cet inventaire existe en format papier que nous avons préféré au support Cédérom.

¹¹³ Cette banque de données, destinée aux Archives nationales du Québec, n'a jamais été complétée par Monsieur Holzl. Ce dernier inventoria, de la même façon que pour les dossiers de la juridiction royale de Montréal, tous les litiges enregistrés au bailliage de Montréal entre 1644 et 1683. Personne cependant n'acheva son travail après son départ, soit pour les dix dernières années restant à couvrir. Nous tenons à lui exprimer ici notre profonde gratitude pour les nombreux services qu'il nous a rendus.

¹¹⁴ Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie pour observer la liste complète des registres dépouillés et des outils de recherche utilisés. Notons que Guy Perron a, depuis la rédaction de ces lignes, publié la transcription des volumes 11 à 17. Ces transcriptions sont accompagnées d'un cédérom qui comprend la numérisation (formats .JPEG et .PDF) de tous les feuillets des volumes (pièces originales) de la Prévôté de Québec, de même que le contenu des tomes (pages préliminaires, transcription, index, etc.). Ajoutons qu'au moment de nos recherches, nous avons également tiré profit des transcriptions des registres 11 et 13 produites par Jean-Claude Trottier.

¹¹⁵ Précisons que nous avons également consulté l'inventaire des cours seigneuriales de Batiscan, du Cap de la Magdeleine, de Champlain et de Trois-Rivières préparé par les Archives nationales du Québec. Nous n'y avons relevé que deux procès pertinents pour le sujet.

affecté un numéro à chaque plaignant et défendeur afin de repérer plus facilement les éventuels « habitués » du système judiciaire. Enfin, nous avons codifié chaque litige dans le seul but de simplifier l'analyse et le regroupement des causes. Une fois cette opération effectuée, nous nous sommes de nouveau reporté à *Chronica I* afin de déterminer, à partir des noms des parties enregistrés dans le corpus, tous les jugements qui furent portés en appel devant le Conseil souverain et compléter ainsi parfaitement le fichier.

Pour l'ensemble de la période, 587 causes ont été répertoriées, résultat non négligeable si nous tenons compte de l'ensemble des domestiques identifiés dans les contrats canadiens (1311 individus), mais plutôt faible à côté de certains groupes socioprofessionnels¹¹⁶. Ce nombre peut facilement se justifier par les coûts de la justice, trop dispendieux pour les domestiques, mais aussi par le simple fait que ces travailleurs sont en principe complètement soumis à l'autorité de leur employeur¹¹⁷. Quoiqu'il en soit, la plus grande difficulté a été de classer toutes ces affaires dans leur champ respectif, c'est-à-dire civil ou criminel. Un flou subsiste en effet entre les deux domaines et le fait que les tribunaux de la colonie exercent, pour la plupart, une juridiction de première instance mixte n'est évidemment pas étranger au problème¹¹⁸. Ainsi, les procès pour ivresse dépendent-ils du domaine civil ou criminel ? Au XIX^e siècle, ces affaires sont clairement de juridiction criminelle, mais la situation est toute autre aux XVII^e et XVIII^e siècles¹¹⁹. Comme le laisse entendre John A. Dickinson, ces litiges, comme toutes les autres causes de police ou contraventions aux ordonnances, sont d'ordre administratif et, de fait, considérés à cette époque comme faisant partie du domaine civil¹²⁰. Ces procès ont donc été classés dans ce dernier champ juridictionnel. Les causes de paternité sont également problématiques car,

¹¹⁶ John Dickinson remarque que le nombre de domestiques relevés dans les poursuites au civil, en qualité de demandeur ou de défendeur, tend à diminuer entre la première période-témoin (1685-1689) qu'il utilise et la dernière (1750-1753). Il ajoute que les marchands, les membres des professions libérales, les officiers de justice, les seigneurs et les gens d'Église sont toujours sur-représentés par rapport à leur importance numérique. Notons, après révision de notre fichier, que plusieurs causes ont été rejetées du corpus car nous ignorions la nature exact du différend entre les parties. Comme le remarquait J. Dickinson, « cette lacune se produit le plus souvent dans les défauts et les « renvois hors cour » et est imputable au greffier » : voir J. A. Dickinson, *Justice et justiciables...*, p. 121 et tableau VI, p. 162-163.

¹¹⁷ Sur le coût des procès voir J. Dickinson, *Justice et justiciables...*, chapitre IV.

¹¹⁸ John Dickinson rappelle à cet égard que « l'imprécision entre les domaines civil et criminel n'est pas spécifique à la Nouvelle-France, mais semble une caractéristique propre à plusieurs institutions judiciaires des XVII^e et XVIII^e siècles » : voir J. A. Dickinson, *Justice et justiciables...*, p. 117.

¹¹⁹ A. Bessière, *La prison du Pied-du-Courant à Montréal (1860-1890)*, Mém. de maîtrise (histoire), multigr., Université de Rouen, 1997, p. 72.

¹²⁰ J. A. Dickinson, *Justice et justiciables...*, p. 118.

dans ce cas, les filles-mères pouvaient poursuivre le père putatif aussi bien au civil qu'au criminel¹²¹. Comme le précise Marie-Aimée Cliche,

les poursuites civiles avaient trois objectifs : d'abord, obtenir le paiement des frais de gésine (coût de l'accouchement), et le versement d'une provision pour subvenir aux premiers besoins de la mère et de l'enfant ; ensuite, exiger du père putatif qu'il assumât les frais d'alimentation et d'éducation ; enfin réclamer des dédommagements civils pour compenser la défloration et la rupture de la promesse de mariage¹²².

La poursuite criminelle, habituellement engagée par les parents de la fille-mère, avait pour but de faire reconnaître le présumé père coupable de rapt de séduction (ou de violence) et d'accorder à la partie plaignante sensiblement les mêmes compensations financières qu'une plainte au civil¹²³. L'ambiguïté qui subsiste toutefois dans l'emploi de termes comme « sollicitations », « séduction » ou « rapt » rend souvent difficile une classification tranchée de ces poursuites. Aussi, avons-nous décidé de regrouper ces litiges dans la gamme plus large des crimes contre les mœurs qui relèvent, bien entendu, du domaine criminel.

Les causes civiles ont ainsi été regroupées en huit catégories bien distinctes (tableau 7.2). La première comprend toutes les plaintes relatives à l'infidélité des domestiques (absence ou abandon de service). La suivante a trait spécifiquement aux réclamations de salaires. Viennent ensuite les litiges ayant pour objet des marchés qui ne sont pas parfaits ou qui n'ont pas été complètement respectés. Cette catégorie renferme également toutes les causes concernant les mineurs placés par leurs parents chez un maître et qui font défaut à leur engagement. Elle touche aussi tous les domestiques mis en service par leur maître chez un autre employeur et qui ne répondent pas aux exigences de ce dernier. Les procès pour restitution de domestique ou les accusations de débauche forment la quatrième catégorie. Les deux suivantes rassemblent respectivement les règlements de compte (généralement

¹²¹ M. A. Cliche, « Filles-mères, familles et société sous le régime français », *Histoire sociale*, vol. 21, n°41 (mai 1988), p.55-56 et A. Lachance, *Crimes et criminels...*, p.55. Il y a désaccord sur cette question entre M.A. Cliche et A. Lachance, ce dernier considérant que les filles-mères ne pouvaient poursuivre le père putatif qu'au criminel uniquement.

¹²² M. A. Cliche, « Filles-mères... », *loc. cit.*, p.55.

¹²³ La notion de « rapt de séduction » avait été conçue pour empêcher les jeunes gens de se marier contre le gré de leurs parents, souligne M. A. Cliche et « la peine de mort imposée aux personnes coupables de rapt de séduction constituait donc un moyen de rompre de telles unions. En Nouvelle-France, cependant, ce n'est qu'exceptionnellement qu'on réclama la peine de mort pour une telle faute [...]. On visait plutôt à obliger le séducteur à se marier ou à réparer sa faute autrement » : voir M. A. Cliche, *loc. cit.*, p.56. Pour l'analyse du phénomène en France : voir A. Farge, *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, 1986, p.37-54.

des dettes de domestiques) et les contraventions aux ordonnances (ivresse, jeux, traite). La septième rubrique regroupe les demandes de réparations diverses (particulièrement des affaires intéressant des objets ou des biens perdus ou endommagés) et enfin, la dernière rassemble sous le vocable « divers » des causes de nature diverses. Les procès criminels ont

Tableau 7.2 – Répartition des litiges civils et criminels par genre impliquant un domestique

Répartition des litiges	Nombre absolu	%	Nombre de litiges opposant maître et domestique	%
<i>Causes civiles</i>				
Absence ou abandon de service	56	11.5	56	16
Réclamation de salaire	150	30	149	42
Marchés non respectés ou imparfaits	114	23	113	31
Demande de restitution de domestique – Débauche	25	5	-	-
Règlement de comptes	137	27.5	37	10.5
Contraventions aux ordonnances (ivresse, traite, jeux)	3	0.5	-	-
Demande de réparations diverses	10	2	1	0.5
Divers	3	0.5	-	-
Total	498	100	356	100
<i>Causes criminelles</i>				
Vol	20	22.5	11	39
Voies de fait et mauvais traitements	36	40.5	12	43
Violences verbales, blasphèmes et réparations d'honneur	18	20.5	1	3.5
Crimes contre les mœurs (viol, paternité, séduction)	13	14.5	4	14.5
Crime contre l'ordre public (faux-monnayage)	1	1	-	-
Meurtre	1	1	-	-
Total	89	100	28	100
Grand total	587	-	384	-

Source : archives judiciaires canadiennes

été plus simples à classifier et ne comptent que six catégories. La première comprend tous les litiges pour vol. La seconde concerne les voies de fait et les plaintes pour mauvais traitements. Les poursuites pour violences verbales, les accusations de blasphèmes et les demandes de réparation d'honneur forment la troisième catégorie. Viennent ensuite les procès pour crimes contre les mœurs (viol, paternité et séduction), ceux pour crimes contre l'ordre public (faux-monnayage), et enfin les poursuites pour meurtre.

Globalement, nous constatons que 65% des poursuites opposent sans ambiguïté un maître et un domestique¹²⁴. Parmi les 384 procès qui nous intéressent ici, 165 ont été intentés par l'employé, soit dans 43% des cas. La majorité des causes portées en justice – 219 au total – sont donc le fait de l'employeur. Nous remarquons également que plus de la moitié des actions au civil – qui rassemblent près de 93% des 384 affaires judiciaires étudiées – ont été soutenues par l'employeur. Plus précisément, 199 poursuites ont été engagées par le maître et 157 par le domestique. Cependant, la proportion des plaintes déposées au civil par les serviteurs contre leur employeur respectif est plus forte (95%) que celle des recours en justice décidés par les maîtres (90%). Inversement, les poursuites intentées au criminel par les employeurs – 20 causes ou 71.5% de tous les procès criminels impliquant les deux groupes – sont proportionnellement, et numériquement, plus élevées que celles actionnées par les domestiques – 8 causes au total soit 28.5% de l'ensemble étudié. Il reste maintenant à examiner minutieusement ces 384 procès. L'objectif consiste essentiellement à observer les motivations qui incitent chacun de ces deux groupes à recourir à la justice, leurs variations dans le temps mais aussi la manière dont les juges règlent les conflits. Cette approche donnera l'occasion de considérer parallèlement l'échelle des valeurs mise de l'avant par la société, en plus d'éclairer les principaux aspects de l'évolution économique et sociale de la colonie.

7-2-2-2 Mauvais maître, mauvais payeur

Comme en France, le sujet de discorde le plus fréquent entre le maître et le domestique concerne le règlement du salaire. Plusieurs serviteurs poursuivent en effet leur maître pour gages non-payés. C'est le cas par exemple de Nicolas Fournier, valet de Louis Fontaine, qui réclame le 10 juin 1667 au lieutenant général de la prévôté de Québec que son employeur soit condamné à payer 25# pour restant de ses gages, requête pour laquelle il

¹²⁴ À l'inverse, dans 35% des cas, la partie poursuivie ou poursuivante n'est pas l'employeur du serviteur demandeur ou défendeur, ou alors les informations du greffier ne nous permettent pas de le confirmer. Sont également inclus dans ces 35% toutes les causes dans lesquelles les domestiques sont au cœur d'une discorde entre deux parties, et donc indirectement concernés dans la poursuite (essentiellement des règlements de compte, des plaintes pour débauches de domestiques et des réclamations pour réparations diverses). Nous revenons sur ces litiges un peu plus loin dans ce développement.

obtient finalement gain de cause¹²⁵. Au total, entre 1640 et 1710, nous avons identifié 149 plaintes de ce type, ce qui représente près de 91% de toutes les poursuites intentées par les domestiques contre leur employeur respectif (165 procès en tout), et 95% en incluant les sept causes classées dans la catégorie des règlements de comptes¹²⁶. Exception faite de la période 1680-1689, nous avons relevé, à partir de 1660 et pour chaque décennie, environ une trentaine de procès pour paiement de salaire, et ce jusqu'en 1710 (tableau 7.3)¹²⁷. Non seulement ce simple constat démontre la récurrence du problème mais il reflète aussi l'importance et la valeur psychologique des salaires pour les domestiques. Cette remarque rejoint à cet égard les propos de Cissie Fairchilds. Elle explique effectivement qu'au-delà de considérations purement pécuniaires les salaires ont, aux yeux des serviteurs,

Tableau 7.3 – Répartition des poursuites intentées par des domestiques contre leur maître selon le type de litige, 1660-1710¹²⁸

	1660-1669	1670-1679	1680-1689	1690-1699	1700-1710	Total
Réclamation de salaires	34	29	21	31	34	149
Règlements de compte	2	1	1	2	1	7
Mauvais traitements	1	2	2	-	1	6
Demande de réparations	-	1	-	-	-	1
Paternité	-	-	-	1	-	1
Viol	-	-	1	-	-	1
Total	37	33	25	34	36	165

Source : archives judiciaires canadiennes

¹²⁵ ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.15r.

¹²⁶ La distinction entre ces causes et celles pour gages non-payés est souvent bien mince. Cependant, dans la moitié des cas, le domestique ne vient pas réclamer en justice une partie de son salaire mais la permission de récupérer les hardes laissées chez son maître, ou plutôt retenues par ce dernier, après que le domestique ait quitté, parfois sans permission, son service.

¹²⁷ Le fait que nous ne relevions aucune plainte pour gages non-payés avant les années 1660 ne signifie pas que le problème était négligeable ou inexistant durant les deux premières décennies de la période étudiée. Entre 1640 et 1660, l'appareil judiciaire de la colonie commence à peine à s'implanter ce qui justifie en grande partie le caractère fragmentaire de la documentation identifiée au cours de cette période.

¹²⁸ Nous n'insisterons pas sur la seule poursuite intentée pour réparations. Il s'agit en fait d'une plainte déposée par un père de famille contre l'employeur de sa fille après que celle-ci fut mordue par le chien du défendeur (cause du 25 juin 1677, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 10, f.57r). Ce dernier est finalement condamné à « rendre au demandeur sa fille en 100 sols d'amende pour le peu de respect qu'il a eu en l'audience pour le procureur du roi et à l'égard des morsures dudit chien à la fille du demandeur », le défendeur est condamné à payer le chirurgien et à « 10 francs en réparation civile ».

une signification toute particulière. Ils représentent une mesure de leur valeur, une garantie de leur indépendance, mais également un espoir pour leur avenir. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'ils soient prêts à se battre pour leurs gages¹²⁹.

Dans un cas sur cinq, ces poursuites sont engagées par les parents du domestique, à l'origine de la mise en service de leur enfant. Le 15 janvier 1692, Marie Fleury demande ainsi que Louis Chambalon soit condamné à payer, à raison de 50 livres par an, les gages que sa fille a légitimement gagné après avoir travaillé pour lui durant cinq mois consécutifs¹³⁰. Mis à part ces enfants (10 filles et 21 garçons), dont les parents défendent les « intérêts », ou plutôt ceux de la famille toute entière, nous remarquons que la grande majorité des plaignants sont des hommes, constat logique étant donné la composition du groupe des domestiques : six femmes seulement poursuivent leur employeur pour gages non-payés, soit 5% de l'ensemble des plaignants pour ce type de cause en particulier. Parmi elles, citons l'exemple de Marie de Fronsac, servante de Françoise Cailleteau. La domestique revendique auprès de sa maîtresse le paiement de six années de salaire, requête que rejette la défenderesse prétextant que la jeune femme a quitté son service depuis presque sept ans

sans lui en donner aucune connaissance abandonnant son ménage ce qu'elle ne devoit pas faire après l'avoir gardé neuf ans dans sa maison dans laquelle elle n'étoit regardée que comme un présent qu'il lui en avoit été fait par feu le sieur Fronsac son premier mari, lui disant que c'étoit une batarde qu'il avoit eu d'une sauvagesse pendant lequel temps de neuf ans elle a été nourrie et entretenue comme si elle avoit été son enfant et même avec des soins qui méritoient récompenses.

À l'inverse de ce discours, la plaignante fait remarquer que pendant le temps où elle fut capable de servir sa belle-mère « *elle a été traitée comme une misère n'ayant eu que de vieilles hardes usées de la défenderesse [...] qu'elle fut obligée de demander son congé plus de 20 fois et qu'il lui fut répondu qu'en quelque endroit qu'elle allât s'engager on la*

¹²⁹ « They represented for domestics a measure of their worth, a guarantee of their independence (a servant who had some savings could after all always leave a position that had become intolerable), and a hope for the future. Wages represented to a *servante* the dowry that would enable her to marry and leave service, to a *cuisinier* the cabaret that would make him a respectable independent proprietor. Therefore it is not surprising that they were willing to fight for them » : C. Fairchilds, *op. cit.*, p.123.

¹³⁰ ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 30, f.10v-11r., 15 janvier 1692. Marie Fleury réclame également à ce que le défendeur lui fasse réparation d'honneur pour avoir insulté sa fille de *laronesse*. La plaignante obtient gain de cause en ce qui concerne les gages de sa fille mais, à l'égard de la seconde requête, les parties sont renvoyées hors de cour : voir à l'annexe 22.

feroit venir morte ou vive ». Finalement, au terme d'une saga qui dura presque trois mois, Françoise Cailleteau fut condamnée à verser 50# à son ancienne employée, le lieutenant général ayant pris en considération le fait que la servante avait été nourrie et entretenue, aussi modestement soit-il, par sa maîtresse¹³¹.

Les domestiques n'obtiennent donc pas systématiquement gain de cause dans ces affaires, du moins pas complètement. Parmi les 149 plaignants identifiés dans ces poursuites, 43 gagnent leur procès et reçoivent la totalité des montants initialement réclamés, certains maîtres reconnaissant d'ailleurs parfois d'emblée leur culpabilité¹³². À l'inverse, dans treize cas seulement, le demandeur est débouté ou les parties sont renvoyées *hors de cour*¹³³. Abstraction faite d'une quarantaine de causes dont nous ignorons la sentence (soit parce que les pièces du procès sont fragmentaires, soit parce que le défendeur fait défaut à son assignation et ne reparait pas dans les registres) ou la somme qui sera finalement versée au plaignant¹³⁴, tous les autres demandeurs ne touchent qu'une partie de la somme exigée dans leur plainte. Les juges prennent en considération en effet, de la même manière que dans l'affaire opposant Marie de Fronsac à sa maîtresse, l'entretien (vêtement, nourriture et même chauffage), et plus généralement les avances fournies par l'employeur au domestique. Bien qu'elle minimise selon nous la fréquence de ces poursuites, Louise Dechêne a donc raison en affirmant que « lorsque le maître présente la facture des avances, les plaintes perdent du poids »¹³⁵. Mais, au-delà des avances, toutes les allégations avancées par les employeurs sont bonnes pour tenter de payer moins que ce qui leur est réclamé. Certains maîtres prétendent ainsi que leur domestique a perdu plusieurs

¹³¹ ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 48, f.54r-55v (cahier 2/3), 10 mai 1707.

¹³² Causes du 27 juin 1667 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.27r) ou encore du 24 janvier 1668 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.116v).

¹³³ Dans certains cas, les arguments et les preuves apportés par la défense justifient le rejet de la plainte (voir notamment la cause du 21 juillet 1673, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 6, f.84v). Dans d'autres, les juges se réfèrent au serment ou à la « bonne foi » des défendeurs qui rejettent d'emblée les prétentions du plaignant (procès du 7 février 1668, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 2, f.11v., du 10 janvier 1687 par exemple). Enfin, il arrive aussi que le demandeur n'obtienne aucun dédommagement et se voit même contraint de parachever son service : voir notamment le procès du 13 octobre 1702; ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audiences (1702-1706), f.113r.)

¹³⁴ Il arrive que les juges ordonnent aux parties en conflit de « *compter ensemble* » pour régler leur différend mais nous ignorons combien toucha au final le plaignant (procès du 30 mars 1694, ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audience (1693-98), f.84r). Il arrive également qu'on exige à ce que le travail du domestique soit évalué ou mesuré par des experts avant de se prononcer sur la somme exacte qui lui sera accordée mais aucune suite n'a été trouvée dans certains cas (procès du 11 août 1671, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 4, f.124v.)

¹³⁵ L. Dechêne, *op. cit.*, p.71.

journées, les a abandonnés ou s'est retiré de son service avant la fin de son temps, affirmations qui ne sont bien sûr pas toujours prises en considération lors du procès¹³⁶. D'autres allèguent que le travail commandé n'a pas été correctement ou totalement effectué par le demandeur; ou encore que le salaire réclamé par ce dernier ne correspond pas à celui qui avait été convenu initialement entre les parties au moment de l'engagement, désaccord qui soulève ici tout le problème des ententes verbales¹³⁷. D'autres, enfin, demandent que les prétentions du plaignant soient révisées à la baisse pour être dédommagés de la perte ou de la détérioration de certains biens, subies à l'époque où le demandeur était encore en service¹³⁸. En somme, tous les moyens sont bons pour parvenir à débouter le plaignant, ou à réduire ses demandes. À trop vouloir « en mettre », certains finissent toutefois par perdre leur crédibilité et la cause contre laquelle ils se battent. En 1672 par exemple, Louis Marchand poursuit René Réaume pour la somme de 17# 8s. Le défendeur admet devoir cette somme au plaignant, mais prétend qu'il faut y « *déduire 13 journées de nourriture à raison de douze sols et cent sols pour response qu'il a faite pour lui à Michel Arbourg pour blanchissage* » (soit un peu moins de 13# au total). Le demandeur conteste ces allégations affirmant « *qu'il a payé lesdites 100 sols pour son blanchissage audit Arbourg, que le demandeur ne l'a point nourri et ne lui doit point de nourriture ayant travaillé pour lui qu'il le devoit nourrir* ». À force de tergiversations, René Réaume finit par soutenir maladroitement « *que c'est pour des journées perdues* » par le demandeur qu'il sollicite un acompte sur la somme réclamée, assertion que dément bien sûr le plaignant et qui vaut au

¹³⁶ Par exemple, le 11 novembre 1710, Marie Brazeau réclame à Etienne Truteau la vache promise à son fils pour son service. Truteau refuse prétextant que le jeune garçon a perdu des journées mais, considérant que cette perte de temps était liée à une blessure causée pendant le service de l'enfant chez le défendeur, la justice donna finalement raison à la demanderesse et Truteau fut condamné à livrer la vache en question (ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audience (1709-1713) f.635r).

¹³⁷ Causes du 14 juin 1667, du 7 août 1668 ou encore du 11 août 1671 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.16r ; registre civil 2, f.111v, 124v ; registre civil 4, f.124v). En ce qui concerne les procès dans lesquels la défense conteste les prétentions du plaignant relativement au montant du salaire initialement convenu entre les parties, voir notamment la cause du 7 février 1702 (ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audience (1698-1702), f.591r-v).

¹³⁸ ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 31, f.128v-129r., cause du 16 juin 1693.

défendeur d'être condamné à payer les 17# 8s en litige en plus des frais de justice¹³⁹.

Globalement, l'analyse sérielle des litiges pour gages non-payés suggère que la parole du serviteur ou de la servante peut parfois peser plus lourd dans la balance que celle de l'employeur accusé, et cela même si le défendeur en question est une personne dite « respectable », telle un Romain Becquet ou un Louis Chambalon. Elle tend également à démontrer qu'à de rares exceptions près, les plaintes déposées par ces travailleurs sont fondées puisque les plaignants obtiennent généralement gain de cause. Dans près de 30% des cas, ils reçoivent la totalité des montants réclamés. Inversement, leur demande est rejetée neuf fois sur cent seulement. Tous les autres, soit environ 60%, touchent une partie des sommes demandées initialement dans leur requête.

Après les salaires et les règlements de comptes, le sujet de conflit le plus fréquent concerne les punitions corporelles. Nous l'avons vu précédemment, les maîtres ont pratiquement tous les droits sur leurs domestiques, dont celui de les battre si cela s'avère nécessaire. C'est d'ailleurs un principe fondamental du patriarcat mais aussi un droit, rappelle Cissie Fairchilds, sanctifié par la Bible et, par conséquent, incontestable. Coups et soufflets faisaient donc partie du lot du serviteur et de la servante, quelque chose qu'ils avaient à endurer¹⁴⁰. Totalement soumis à leurs employeurs, les domestiques sont donc, en principe, frappés d'incapacité juridique le temps de leur engagement. Une plainte déposée à l'encontre d'un maître pour mauvais traitements apparaît, dans ces conditions, tout à fait impensable et serait aussitôt perçue par l'accusé comme un insoutenable affront, voire comme une marque d'ingratitude. Nous avons toutefois noté précédemment que si les maîtres étaient « *convaincus d'avoir injustement et notablement maltraité leurs*

¹³⁹ Cause du 21 octobre 1672 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 5, f.137r). Voir également l'affaire opposant Michel Duparquet (demandeur) à Romain Becquet (défendeur) dans laquelle ce dernier va jusqu'à accuser le plaignant de vol et friponnerie pour être déchargé de la plainte dirigée contre lui. Le plaignant est finalement blanchi des accusations portées par le défendeur. L'« honorable » Romain Becquet se voit non seulement condamné à payer les gages réclamés par Duparquet mais aussi à lui faire réparation pour les injures et calomnies qu'il proféra contre lui (Procès du 26 mars au 1^{er} avril 1672, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 5, f.37r-v; 38r-v; 40r.).

¹⁴⁰ C. Fairchilds, *op. cit.*, p.123-124. « It was a basic tenet of patriarchy, a reflection both of the property rights of a father of a family in the bodies of his wife, children, and servants and of his duty to act as their moral guide and corrector. The right of a master to beat his servants was even sanctified by the Bible : St. Paul had enjoined, "Servants, obey your masters... with fear and trembling" [...]. beatings and blows were part of a servant's lot, something that had to be endured [...]. Violence against servants was almost a reflex action, automatic in society that had not yet developed modern notions of personal bodily autonomy and the bodily "space" of individuals ».

*domestiques, les dits domestiques supposé qu'ils n'ayent par artifice ou malice provoqué le maistre à ce faire [seraient] affranchis et exempts du dit service »*¹⁴¹. Les serviteurs pouvaient donc réclamer en justice l'annulation de leur engagement mais encore fallait-il qu'ils prouvent aux magistrats la véracité de leurs accusations. Bien entendu, la plupart n'ont pas couru le risque de perdre un procès préférant, à défaut, souffrir en silence ou abandonner leur service comme nous le voyons plus loin. Quelques exceptions cependant. Pour l'ensemble de la période étudiée, six plaintes déposées par des domestiques contre leur employeur pour voies de faits ont été identifiées.

Le 2 août 1677 par exemple, Amédé Mollard, domestique du sieur Abraham Bouat¹⁴², habitant et bourgeois, « *exerçant la vente et débit de vin et assiette* », présente une requête au bailliage de Montréal dans laquelle il accuse son maître de l'avoir maltraité « *outrageusement à coups de bâtons en sorte qu'il l'a mis en état de ne pouvoir travailler ni rendre ses services pour toutes les blessures qu'il a en son corps et dont il souffre extrêmement comme il paroît par le rapport du chirurgien qui l'a pensé et médicamenté* ». L'incident s'était produit dans la maison du défendeur peu de temps après que le plaignant lui eut demandé la permission de gager un écu aux cartes contre un nommé Couture. Selon la déposition de Mollard, lui et son partenaire échangèrent les cartes dans la chambre du maître sans présence d'aucune personne. Au moment d'achever la partie, alors que le plaignant était, selon ses affirmations, sur le point de gagner la partie, le sieur Bouat entra dans la chambre et « *sans aucun intérêt qu'il eut en la partie dit que le complaignant avoit trompé et qu'ainsi qu'il n'avoit pas gagné ce que disputant honnêtement le complaignant*

¹⁴¹ P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions,...*, vol. 1, p.51-54.

¹⁴² Mollard est engagé pour un an au service du sieur Bouat pour « *rendre tous et chacun ses services tant au défrichement de terre qu'autres ménages et en ce dont il sera trouvé et jugé capable* ». Son maître lui fournit « *feu, lieu et hostel* » ainsi que 180# pour ses gages et salaires, dont 100# en argent monnaie ou castor et le reste en marchandises à l'usage dudit Molard au prix du marchand sur laquelle, précise le contrat, sera déduit ce qu'il peut devoir présentement audit Bouat. *ANQM*, Contrat d'engagement du 1^{er} avril 1677 (greffe Basset dit Deslauriers)

ledit sieur Bouat se mit à le maltraiter de coups de bâtons en disant qu'il avoit juré »¹⁴³.

Les accusations portées par le domestique sont graves, suffisamment du moins à ses yeux pour espérer obtenir justice et incidemment l'annulation de son contrat. Nous ignorons toutefois l'issue de cette affaire mais dans la mesure où les dépositions des témoins – à supposer qu'elles aient toutes été conservées – plaident majoritairement en faveur de la défense, tout porte à croire que le domestique fut finalement débouté et contraint de parachever son service. La poursuite intentée par Nicolas Leblanc contre Jean Boudor, marchand de Montréal et maître de Madeleine Leblanc, sœur du demandeur, est également très intéressante¹⁴⁴. Nous disposons en effet dans ce procès d'un témoignage tout à fait accablant et révélateur des sévices que pouvaient parfois faire endurer certains maîtres à leurs domestiques. Le 19 février 1689, le plaignant accuse en effet le défendeur d'avoir fait

mettre en prison Magdeleine Leblanc sa soeur qui étoit servante chez lui après lui avoir donné la question et fait souffrir mille maux l'ayant suspendu en l'air les bras attachés à deux clous à une des poutres du planché de la chambre d'en bas ou ledit sieur Boudor demeure en présence de témoins, prenant prétexte qu'elle lui avoit volé deux chemises et deux paires de souliers sauvages.

Interrogée le même jour par le Baillif Migeon de Branssat, la servante confirme la déclaration de son frère décrivant, dans les moindres détails, le supplice qu'elle dut souffrir durant près d'une demi-heure, tout comme un autre de ses collègues, prénommé Picard, également soupçonné de vol par Boudor. En terminant sa déposition, Madeleine Leblanc prend la peine d'insister sur les agissements particulièrement douteux de son employeur déclarant qu'il « *a bien fait autre chose depuis qu'il nous a fait mettre en prison [elle et son collègue] car le même jour il fit enivrer son commis Sibeau et étant saoul le fit ensevelir*

¹⁴³ Le défendeur donne, bien évidemment, une toute autre version des faits. Bouat admit avoir autorisé son domestique à jouer contre le nommé Cousture mais indique que les deux parieurs se disputèrent rapidement la partie « *en jurant et blasphémant le st nom de Dieu par plusieurs fois ce qui [l'obligea] de vouloir faire taire ledit Molard par l'excès de ses jurements* ». Il lui commanda alors d'abandonner la partie et de quitter la pièce, ordre auquel le domestique refusa de se soumettre en s'entêtant toujours contre Cousture et « *en jurant plusieurs imprécations qu'il se donnoit à lui même disant qu'il avoit gagné* ». Afin de se faire obéir, le maître n'eut d'autre choix que de prendre l'impertinent par le bras et de le sortir de la chambre en lui donnant, selon un témoin, « *quelques pieds au cul* » : ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-04-0191. Toutes les pièces de ce procès sont présentées à l'annexe 22.

¹⁴⁴ ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-14. Notons que L. Choquette a également relevé et commenté cette cause dans le cadre de son étude : voir L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.124.

dans un drap et lui et plusieurs autres chantèrent le libera sur lui comme s'il eut été mort ». Elle déclare finalement au juge souhaiter « *rester en prison jusques a ce qu'elle fut purgée par justice du vol qu'on lui impose et qu'il lui en soit fait réparation ayant toujours vécue en fille de bien et d'honneur* ». Si Nicolas Leblanc abandonna sa plainte dès le lendemain de sa comparution, les charges portées par la servante contre son maître inquiétèrent suffisamment le baillif pour que celui-ci exige une enquête. Plusieurs témoins confessèrent finalement que Jean Boudor organisa bel et bien lors d'une soirée quelques divertissements théâtraux peu orthodoxes à un groupe sélect de clients. Il aurait ainsi « *exprès et à plaisir fait saouler et enivrer son facteur et commis et mis en un état de ne se plus connaître afin de mieux réussir dans l'infidélité qu'il vouloit faire en contrefaisant les saintes cérémonies de l'église* ». La chose la plus étrange dans cette histoire n'est pas que cette soirée se soit produite. Le plus surprenant est que Jean Boudor se tira finalement de toute cette affaire¹⁴⁵. Son impunité apparaît donc tout à fait exceptionnelle, surtout dans une société où l'on punissait sévèrement pour des offenses nettement moins graves. Le fait que Jean Boudor appartienne à une famille de marchands bien en vue, que les officiers de justice hésitaient à contrarier, a sans doute joué en sa faveur. Cette même réputation justifie peut-être aussi le désistement de Nicolas Leblanc, simple fils d'habitant, qui pouvait craindre des représailles en s'attaquant à plus haut que lui. Quoiqu'il en soit, nous ignorons ce qu'il advint de sa sœur au terme de ce procès peu banal.

Aussi riches d'enseignements soient-elles, les poursuites pour mauvais traitements intentées par les domestiques contre leurs employeurs sont beaucoup trop rares pour évaluer, même approximativement, le niveau de réceptivité des juges à leur égard, d'autant que nous ne connaissons la sentence que de deux procès seulement sur les six identifiés¹⁴⁶. Fondées ou non, les allégations de ces domestiques démontrent, à tout le moins, que leurs relations avec leur employeur respectif n'étaient de toute évidence pas satisfaisantes.

¹⁴⁵ Notons que lors de son interrogatoire, Jean Boudor confessa tout de même, au sujet de sa servante, qu'il l'avait « *mal à propos accusé pour savoir la vérité de certain vol qui a été fait dans sa maison* ».

¹⁴⁶ Causes du 21 juillet 1673 (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 6, f.86v) et du 15 octobre 1706 (ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audience (1702-1706), f.810r). La première sentence est en faveur du plaignant, autorisé à quitter le service de son maître et la seconde va en faveur de la défense et condamne le plaignant à parachever son temps.

En terminant, ajoutons que nous pensions repérer plusieurs procès pour réparations d'injures ou d'honneur puisqu'en France, les insultes proférées par les maîtres à l'encontre de leurs domestiques constituent, après les salaires et les punitions corporelles, la cause de conflit la plus courante, du moins dans la première moitié du XVIII^e siècle¹⁴⁷. Exception faite de la demande de Marie Fleury évoquée plus haut, nous n'avons identifié aucune poursuite de cette nature. De là à conclure que les employeurs canadiens étaient tous courtois envers leur personnel serait, assurément, très exagéré. Il est bien évident que plusieurs « *parolles salles et scandaleuses* » durent être lâchées à l'occasion, particulièrement dans les situations de crise telles que celles évoquées précédemment, mais probablement que ces avanies furent lancées plus souvent qu'autrement sans présence d'aucun témoin¹⁴⁸. Nous verrons toutefois en terminant ce chapitre que les domestiques canadiens, et surtout ceux recrutés par les « grands » de la société coloniale, sont autant soucieux de leur honneur que leurs homologues français. Nous avons effectivement dénombré une dizaine de poursuites dans lesquelles un domestique attaquait en justice un individu, parfois un collègue, pour réparations d'injures. Il arrive même qu'un maître fasse cette démarche au nom de son employé pour rétablir la réputation de son domestique et indirectement la sienne, car outrager un serviteur c'est aussi, par ricochet, offenser celui au service duquel il est engagé.

Par ailleurs, nous n'avons relevé qu'une seule poursuite en paternité naturelle pour l'ensemble de la période. En 1698, Gabriel Duprat, marchand bourgeois de Québec, est formellement accusé par sa servante, Catherine Lespine, de lui avoir fait un enfant¹⁴⁹. Bien que nous ignorons tout des circonstances entourant cette grossesse et du dénouement du procès, nous savons en revanche qu'il fut ordonné au père putatif de payer « *par provision*

¹⁴⁷ C. Fairchilds, *op. cit.*, p.125-126. Rappelons tout de même que la poursuite pour gages non-payés intentée par Marie Fleury, pour le compte de sa fille, contre Louis Chambalon visait également à obtenir réparation d'honneur, demande pour laquelle les parties furent renvoyées hors cour. ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 30, f.10v-11r. Dans la mesure où la première requête de la demanderesse concernait les gages de sa fille, nous avons classé cette cause dans la catégorie « réclamation de salaire ».

¹⁴⁸ Signalons que pour qu'une plainte soit déposée en justice, il faut qu'une tierce personne ait assisté à la querelle, à l'humiliation du domestique. En effet, l'honneur d'un individu n'est outragé qu'à partir du moment où la dispute se déroule dans un lieu public, comme la rue ou le cabaret. Ce constat suggère que les insultes faites aux domestiques ont peut-être été surtout proférées dans un cadre plus privé, comme le foyer du maître par exemple. Sur ces considérations nous renvoyons le lecteur au très intéressant mémoire de maîtrise de Valérie Damours, *Les réseaux de sociabilité des Montréalais au XVIII^e siècle*, Mém. de maîtrise (histoire), multigr., Université de Montréal, 2002, p.108-109.

¹⁴⁹ JDCS, jugement du 20 octobre 1698.

entre les mains dudit procureur du Roi la somme de 30 livres pour servir tant aux couches de ladite Lespine qu'à vestir son enfant » en attendant d'être confronté à la plaignante. Si, au terme de l'enquête, Gabriel Duprat ne se trouvait convaincu de l'accusation portée contre lui, les 30# lui seraient en revanche aussitôt restituées¹⁵⁰. Là encore, le fait qu'un seul litige de cette nature ait été repéré n'autorise pas à minorer le phénomène, bien que la proportion des servantes identifiées entre 1640 et 1710 par rapport à l'ensemble du groupe des domestiques soit assez faible, sauf vers la fin de la période. Pour l'ensemble du régime français, Marie-Aimée Cliche constate en effet que le fort pourcentage des servantes parmi les filles-mères démontre « bien que leur métier les exposait à certains risques, phénomène qui a été constaté dans plusieurs villes de France, à la même époque, et au Québec jusqu'au milieu du XX^e siècle »¹⁵¹. Elle précise également que sur 33 filles-mères identifiées comme servantes, principalement au XVIII^e siècle, « plus du tiers avaient eu un commerce intime avec leur maître ou son fils », liaison généralement sans le consentement de la jeune fille. De toutes façons, insiste l'historienne, « avec leurs servantes, les maîtres n'avaient pas besoin d'argumenter longtemps : il leur suffisait de "jeter leur pouvoir dans la balance" », abus vis-à-vis desquels ils sont doublement coupables puisqu'ils sont censés surveiller la conduite de leurs domestiques comme des bons pères de famille¹⁵². Gardons-nous toutefois « de placer automatiquement les domestiques en position de victimes. Dans une déclaration de grossesse, il était tentant de dénoncer un maître ou son fils pour obtenir réparation, sous la forme d'un pécule, ou mieux, d'un mariage. L'espoir de se faire épouser pouvait mener bien des servantes à faire elles-mêmes les avances »¹⁵³. Mise à part l'affaire Lespine/Duprat, les autres poursuites en paternité – neuf en tout – impliquent la plupart du temps un proche ou une connaissance de l'employeur, parfois un autre domestique, mais jamais le maître lui-même. Comme nous l'avons évoqué précédemment, ces filles réclament que le père présumé soit condamné à payer les frais de gésine, à verser une provision pour subvenir aux premiers besoins de la mère et de l'enfant, et à assumer les frais d'alimentation et d'éducation. Elles sollicitent également des dédommagements civils

¹⁵⁰ Catherine Lespine accoucha finalement d'un garçon. Le curé qui baptisa son fils, le 23 novembre 1698, prit soin d'indiquer sur l'acte de baptême que l'enfant était « *de père inconnu* » ce qui pourrait indiquer que Gabriel Duprat fut finalement innocenté de l'accusation portée contre lui.

¹⁵¹ M.A. Cliche, *loc. cit.*, p.45. En France, voir C. Petitfrère, *op. cit.*, p.138-139.

¹⁵² M.A. Cliche, *loc. cit.*, p.50-51 et 60.

¹⁵³ C. Petitfrère, *op. cit.*, p.141.

pour compenser la défloration et la rupture de la promesse de mariage mais aussi, peut-être, pour réparer la perte de leur emploi. Certains maîtres de maison n'hésitent pas en effet à congédier leur servante lorsqu'ils découvrent leur grossesse comme ce fut le cas, par exemple, de Jeanne Guitet, enceinte des œuvres de l'infatigable Gabriel Duprat¹⁵⁴.

À ces poursuites, il convient enfin d'ajouter la plainte faite le 8 juillet 1686 par Marie Lugré contre son maître, le sieur de Repentigny, dans laquelle elle accuse ce dernier de l'avoir violée et mise enceinte¹⁵⁵. Aux dires de la domestique :

Le sieur d'Arpentigny l'a violentée de demeurer à son service ladite troisième et dernière année laquelle il a fait tous ses efforts pour la corrompre et avoir sa jouissance charnelle et comme il a vu que la complaignante ne voulait pas lui accorder ce qu'il souhaitait d'elle en lui ravissant son honneur il s'est servi de la force et dans le fort de sa passion et brutalité à laquelle résistait et se défendait de son approche il s'est servi de menace et même de son épée pendant quatre différentes occasions faisant semblant de la vouloir égorger et lui percer la poitrine lui a coupé les agrafes de ses jupes et mettant toutes ses forces en usage pendant l'absence de sa femme et de ses enfants qu'il éloignait exprès afin d'avoir plus de facilité d'assouvir sa brutalité ravir et violer l'honneur de ladite complaignante qui se voyant persécutée et menacée d'être tuée par lui d'un coup de fusil si elle ne consentait à ses infâmes désirs et violences et attouchements impudiques enfin étant épuisée de force et de moyens de l'empêcher elle s'est vue réduite par ses assiduités ne pouvant s'absenter de sa Maison qui est seule.

Encore une fois, nous ignorons si le seigneur fut reconnu coupable de l'accusation portée contre lui mais tout porte à croire que l'affaire fut rapidement étouffée. Compte tenu que Marie Lugré fit baptiser sa fille Cécile de Repentigny, le 28 septembre 1686, qui plus est en présence de son ancien maître, il apparaît vraisemblable que le seigneur reconnut finalement la paternité et assumait ses responsabilités. Au même titre que Madeleine Leblanc, le témoignage de cette domestique illustre parfaitement le type d'exactions dont les servantes pouvaient parfois être victimes. De la même manière que le « galant » sieur de Repentigny, d'autres maîtres ont certainement profité de leur pouvoir pour violenter sexuellement leurs employées. Craignant d'être déshonorées et de ne pas être prises au sérieux, nombre d'entre elles n'ont probablement pas eu le courage de porter plainte « en

¹⁵⁴ Déclaration du 6 mai 1686 (ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-11). Nous ignorons si l'accusation de la servante fut suivie d'un procès. Pour d'autres exemples postérieurs à 1710 : voir l'article de Marie-Aimée Cliche, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*, vol. 44, n°1 (été 1990), p.42.

¹⁵⁵ Le document est analysé et détaillé dans l'étude de Robert-Lionel Séguin mais nous n'avons jamais retrouvé la pièce originale aux archives, ni aucun autre papier relativement à cette affaire : voir R.-L. Séguin, *La vie libertine en Nouvelle-France au XVII^e siècle*, Montréal, Les éditions Leméac, 1972, p.324-328.

dépit d'une législation qui leur était plutôt favorable »¹⁵⁶ et durent accepter, bien malgré elles, les assauts de leur maître jusqu'à ce que leur engagement se termine. Pire encore, il est plausible aussi que quelques servantes aient été contraintes de cacher leur grossesse illicite et de supprimer leur enfant par hantise, encore une fois, du déshonneur, des reproches mais aussi du congédiement¹⁵⁷. Force est de reconnaître que, dans ces circonstances en particulier, le devoir d'obéissance des domestiques n'a jamais été un fardeau aussi lourd à porter.

À bien des égards, les maîtres sont loin d'inspirer la vertu à leurs domestiques et de répondre aux devoirs inhérents à leur statut. Alors que nombre d'employeurs négligent de payer scrupuleusement les gages de leur serviteur ou de leur servante, d'autres sont encore poursuivis pour mauvais traitements, voies de fait, voire pour viol et reconnaissance de paternité. Mais les domestiques ne sont pas uniquement d'innocentes victimes. Ils sont aussi responsables de bien des maux. En effet, quelques-uns d'entre eux contribuent, par leurs attitudes et leurs actes, à miner la confiance de leurs employeurs et, par conséquent, les rapports qu'ils entretiennent avec eux.

7-2-2-3 *Le domestique inconstant et délinquant*

Parmi les 384 procès civils et criminels opposant un maître et son domestique, 57% ont été intentés par l'employeur, soit 219 causes au total. Trois fois sur quatre, ces poursuites ont essentiellement comme objet des travaux qui ne sont pas parfaits – généralement des contrats de défrichements, de coupes de bois, de récoltes, de battages de grain, etc. – et des serviteurs en fuite. Nous avons dénombré effectivement 113 litiges pour travaux non-rendus ou imparfaits, et 56 causes pour absence ou abandon de service. À celles-ci, nous pourrions ajouter 25 plaintes déposées par des maîtres à l'encontre

¹⁵⁶ M. A. Cliche, « Filles-mères... », *loc. cit.*, p.65-66. L'auteur ajoute qu'« il ne faut pas sous-estimer pour autant l'impact des mesures judiciaires dans le règlement de ces affaires. La menace d'un procès a pu décider plus d'un homme à assumer ses responsabilités » (p.66).

¹⁵⁷ M.A. Cliche, « L'infanticide... », p.41-44 et 52. Entre 1640 et 1710, un cas d'infanticide impliquant une servante a été identifié par Marie-Aimée Cliche. Interrogatoire de Françoise Duverger, *ANQM*, Bailliage de Montréal – TL2 – pièces détachées, 9 juillet 1671. La domestique se débarrassa de son enfant n'osant avouer son état à la propriétaire de son logis en raison de « la crainte qu'elle avait qu'elle ne la gourmandât ». Et en effet, celle-ci déclara que « si elle l'avait connue grosse, elle l'aurait mise hors de chez elle ».

d'individus qui ont débauché leur domestique, signe manifeste que la main-d'œuvre dans la colonie est particulièrement convoitée. Même si elles apparaissent au tableau 7.4. ces poursuites n'impliquent toutefois qu'indirectement le serviteur puisque le plaignant s'en prend exclusivement à celui ou à celle qui lui a retiré son employé, et qui profite frauduleusement de ses services¹⁵⁸.

En ce qui concerne les premiers litiges, le maître recourt en justice afin que son employé soit contraint de commencer ou de terminer son ouvrage, et parfois de payer un

Tableau 7.4 – Répartition des poursuites civiles intentées par des maîtres contre leur domestique selon le type de litige, 1650-1710

	1650-1659	1660-1669	1670-1679	1680-1689	1690-1699	1700-1710	Total
Marchés non-respectés ou imparfaits	1	15	43	27	17	10	113
Absence – abandon de service	-	17	12	14	9	4	56
Règlements de comptes	-	5	9	5	4	7	30
Débauches	1	3	3	8	3	7	25
Total	2	40	67	54	33	28	224

Source : Archives judiciaires canadiennes

dédommagement pour le préjudice souffert à cause de son retard¹⁵⁹. Plus de neuf fois sur dix, les domestiques accusés dans ce type de cause sont condamnés à parachever leur service avec toute la diligence convenue. Dans la plupart des cas, ces litiges sont d'ailleurs pour le juge très faciles à trancher : il se rapporte aux conventions écrites du marché établi entre les parties. Si l'entente a été conclue oralement, le magistrat se réfère alors au serment du plaignant ou de l'intimé, fait éventuellement appeler quelques témoins, et se prononce en conséquence mais, encore une fois, il donne presque toujours gain de cause au

¹⁵⁸ Le plaignant réclame et obtient neuf fois sur dix du juge la condamnation du responsable. Celui-ci se voit contraint de ramener le domestique au service de son maître, de verser un dédommagement pour chaque journée de débauche et de payer une amende conformément aux ordonnances du pays. Celle de 1664 prévoyait une amende de 100# mais aucun colon reconnu coupable d'avoir retiré un domestique ne semble avoir été condamné à une telle peine. Comme le soulignait Louise Dechêne, « les circonstances atténuantes sont prises en considérations » et les colons déclarés coupables ont dû faire jouer des influences pour atténuer la sentence : voir L. Dechêne, *op. cit.*, p.70. Voir notamment la causes du 22 novembre 1689 (ANQM, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1687-1690), f.1085-1086, 1110-1111) et l'ordonnance du Gouverneur de Lauzon en date du 12 novembre 1654, RAPQ (1924-1925), p.389-390.

¹⁵⁹ Notons que nous avons intégré parmi ces litiges quatre poursuites impliquant des domestiques dont les services ont été loués par leur employeur respectif à un autre maître. Le plaignant poursuit le « bailleur » afin qu'il lui paie des dommages et intérêts pour le temps que son domestique a perdu ou les services que ce dernier n'a pas été capable de lui rendre.

demandeur¹⁶⁰. L'intransigeance des juges à l'égard des accusés vaut également pour les jeunes domestiques mis en service par leurs parents, et qui font défaut durant leur engagement. Ceux qui placent leur enfant chez un maître ont pourtant la charge de le faire rechercher s'il s'absente et, surtout, l'interdiction de le retirer de son service ou de le retenir sans le consentement préalable de l'employeur. Visiblement, plusieurs parents ne tinrent pas compte de ces obligations. Nous avons en effet identifié 26 poursuites intentées par un maître contre le chef de famille de son jeune domestique afin qu'il soit contraint de ramener son fils ou sa fille au service du plaignant, et de payer éventuellement des dommages et intérêts pour les journées que l'enfant a perdues¹⁶¹. Sur ces 26 procès, 20 se concluent par le renvoi du jeune rebelle au service de l'employeur. Une amende est parfois infligée aux parents et il arrive aussi, mais rarement, qu'une prolongation de l'engagement soit imposée pour compenser les journées que l'enfant n'a pas faites¹⁶². Pour ce qui est des six autres causes, soit le procès est incomplet et nous ignorons la sentence (un cas seulement), soit les parties sont renvoyées hors cour, soit le juge accepte que le jeune domestique retourne chez ses parents à condition que le chef de famille paie des dédommagements au maître pour les avances fournies à l'enfant durant son service¹⁶³. Quoiqu'il en soit, ces procès traduisent probablement, dans la majorité des cas, la difficile adaptation de l'enfant chez son employeur. Plusieurs n'apprécièrent visiblement pas d'avoir été mis en service ou supportèrent difficilement l'autorité du maître, ou encore le peu d'attention porté à leur entretien. Dans ces conditions, la fuite apparaissait sans doute comme la seule alternative pour exprimer son désaccord. Il demeure néanmoins difficile, à partir des exemples relevés, d'affirmer si le phénomène était répandue dans la colonie.

¹⁶⁰ Quelques exceptions : causes du 16 août 1664 (*JDCS*), du 1^{er} mars 1667 (*ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1, f.23r-v) ou encore du 9 octobre 1691 (*ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1690-1693), f.279v). Notons que si le plaignant refuse de prêter serment, les parties sont automatiquement renvoyées hors de cour (*ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - Registre d'audience - TL3 - r.5, f.321, 26 août 1681).

¹⁶¹ Signalons un cas tout à fait insolite considéré à part dans ce corpus. En 1662, Michel Gamelin réclame au père de son jeune employé non pas de ramener son fils à son service mais au contraire de le retirer *d'autant qu'il a fait et fait journellement plusieurs echapatoires (sic) sans le pouvoir rencontrer deux ou trois jours de suite*. Le père rejette la requête du demandeur affirmant qu'il l'a mis en service pour quatre ans. Le juge ordonna finalement au défendeur de récupérer son fils *attendu la crainte dudit demandeur qu'il ne se fit prendre par les Iroquois dans les bois en faisant ses échapatoires*. Le demandeur versa la somme de 100 sols pour le service de Pierre : *ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.2, f.54v, 29 avril 1662.

¹⁶² Voir par exemple le procès opposant Jacques Bro à Pierre Tabaux présenté à l'annexe 22.

¹⁶³ *ANQTR*, Juridiction seigneuriale du Cap-de-la-Madeleine - TL6 - Pièces détachées, 8 mars 1670 et *ANQM*, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audiences (1702-1706), f.741v-742r, 30 mars 1706.

Peu importe leurs arguments, les parents sont, dans l'ensemble, rarement écoutés dans ce genre d'affaire au même titre que tous les autres domestiques attaqués en justice pour ne pas avoir complété leur marché. Si nombre d'entre eux reconnaissent tout de même d'emblée leur culpabilité et promettent, une fois devant le juge, de terminer leur travail dans les plus brefs délais¹⁶⁴, d'autres essaient tant bien que mal de justifier leur refus à parachever leur service ou, dans le cas des parents, à ramener leur enfant chez son maître. Leur plaidoirie est cependant souvent limitée et quelquefois pour le moins insolite. Certains s'opposent notamment à entrer en service prétextant n'avoir aucune connaissance de s'être engagé, « *ayant été pris de vin* » au moment de la signature de leur contrat¹⁶⁵. Aux yeux des juges, cette mauvaise excuse – qui n'est peut être pas aussi fausse que cela après tout – n'est pas soutenable et certains magistrats n'hésitent d'ailleurs pas à imposer parfois une amende à ceux qui avancent ce prétexte pour tenter de se disculper. D'autres déclarent ne vouloir continuer leur besogne à cause de la mauvaise volonté des maîtres à les rétribuer, à les entretenir ou encore à les nourrir¹⁶⁶. Enfin, certains refusent de terminer leur temps en raison des mauvais traitements que leur inflige leur employeur respectif. C'est ce que soutient notamment le fils de Louis Guertin au sujet de son maître, Mathurin Langevin, disant qu'il l'aurait battu et fait jeûner alors qu'il est censé le traiter humainement, de le nourrir et de l'entretenir convenablement conformément à leur entente¹⁶⁷.

¹⁶⁴ Certains reconnaissent aussi, sans aucune explication, n'avoir pu servir leur maître et s'être engagé à un autre (*ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.4, 29 avril 1675). D'autres encore réclament un délai pour exécuter parfaitement leur marché (*ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 4, f.105r, 21 juillet 1671).

¹⁶⁵ *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 7, f.126r, 11 décembre 1674 et Registre civil 15, f.24v-25r, 16 février 1680 ; *ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1665-1682), f.307v-309r, 9 avril 1680. Dans ce dernier cas, le domestique est condamné à l'amende à cause de sa déclaration.

¹⁶⁶ Voir notamment *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.61r, 11 octobre 1667.

¹⁶⁷ *ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1665-1682), f.417r, 13, juillet 1681.

La brutalité et les mauvais traitements des maîtres sont également invoqués par quelques domestiques accusés d'avoir abandonné leur service¹⁶⁸. Sur l'ensemble de la période, 56 plaintes et déclarations impliquent spécifiquement des serviteurs en fuite¹⁶⁹. Là encore, nous constatons clairement que les magistrats se montrent peu sensibles aux arguments des accusés. Que leurs explications soient fondées ou non, elles laissent les juges indifférents et le domestique inculpé est, sauf exception, systématiquement condamné à parachever son service. Nous connaissons la sentence de 29 causes sur les 56 identifiées : dans tous les cas, les juges condamnent systématiquement le défendeur et lui ordonnent de retourner au service de son maître. Dans sept causes, le tribunal lui enjoint en plus de payer, conformément aux ordonnances¹⁷⁰, des réparations à son maître pour le temps qu'il a perdu. Dans quatre affaires, une amende arbitraire variant entre 5 et 20# lui est infligée. Enfin dans six procès, le défendeur est condamné à la fois aux réparations et à l'amende. À partir de 1673, nous avons vu qu'une nouvelle ordonnance prévoyait également des peines infamantes – et afflictives en cas de récidive – pour bris de contrat. Marin Varin dit Gaudirolles fut d'ailleurs le premier à subir les nouveaux châtiments instaurés par le Conseil souverain cette année-là¹⁷¹. Reconnu coupable d'avoir abandonné son service pendant presque six mois, le domestique fut sommé de payer à son maître, Charles Legardeur, la somme de « 50 sols pour chaque journée d'absence [et] de continuer de servir ledit sieur jusqu'à ce qu'il soit quitte avec lui ». Avec un salaire annuel de 80#, nous

¹⁶⁸ *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 37, f.50r-v, 1er juillet 1698 ; *ANQM*, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audiences (1693-98), f.599r-v, 659r-v, 16 juillet et 27 septembre 1697. Nous ne connaissons pas toujours les raisons justifiant l'abandon du service mais celles-ci sont souvent semblables à celles prétextées par la défense dans les procès ayant pour objet des marchés qui ne sont pas parfaits. Certains quittent leur maître pour s'engager ailleurs sans autre justification (*ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1665-1682), f.433v, 10 septembre 1681), d'autres parce qu'ils estiment être mal rétribués ou entretenus (*ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-04-0209, 26 octobre 1678). Il y a ceux qui délaissent aussi leur service à cause de leurs débauches, soit pour ivresse (*JSCS*, plainte du 12 août 1686) et libertinage (*JDCS*, sentence du 30 octobre 1673), ou de leurs mauvais projets, comme désertir la colonie par exemple (*ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-03-0151, 3 septembre 1675). Enfin, il y a ceux qui disparaissent pour éviter d'acquitter une dette envers leurs maîtres (*ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-01-0064, 4 avril 1669) ou pour fuir la justice à cause d'un crime qu'ils ont commis. Nous reviendrons sur ces derniers cas ultérieurement.

¹⁶⁹ Soulignons à nouveau que ces 56 causes ne comprennent pas les cas des enfants qui ont quitté ou qui ont été retiré de leur service par leurs parents.

¹⁷⁰ Rappelons à cet égard que l'amende est fixée à 4 livres par jour d'absence en 1663 mais est réduite, dès 1667, à 50 sols. Cette réduction n'est toutefois qu'apparente puisque l'ordonnance de 1667 permettait également aux maîtres de se faire rembourser toutes les pertes encourues.

¹⁷¹ Nous n'avons pas retrouvé son contrat d'engagement mais nous savons, grâce à sa déposition, qu'il s'engagea au sieur de Tilly pour une année à raison de 80# de gages.

voyons mal de toute façon comment l'accusé, comme tous les autres serviteurs d'ailleurs, aurait été capable de payer en espèces une telle amende. Pour l'acquitter, nul autre choix ne s'offre à lui que de fournir à son maître plusieurs journées de travail additionnelles. Dans son cas, nous pouvons même parler de plusieurs années puisqu'il est redevable de plus de 400# ce qui, au prix de son contrat, correspond au moins à 5 années de services¹⁷². Le Conseil exigea également que l'intimé soit « *conduit en la place publique de la basse-ville et appliqué au carcan pendant deux heures, avec un écriteau sur l'estomac auquel sera écrit : SERVITEUR ENGAGÉ QUI A DÉLAISSÉ LE SERVICE DE SON MAÎTRE* ». Enfin, comme si cela n'était pas suffisant, il le condamna « *en cent sols d'amende et aux dépens* »¹⁷³. La sévérité des juges à l'encontre des domestiques infidèles semble avoir été dissuasive puisque, dès les années 1680, les procès pour bris de contrat ou les déclarations d'absence tendent à diminuer de manière constante jusqu'à la fin de la période (tableau 7.4)¹⁷⁴. Il est plausible aussi que cette tendance ait été le fait des employeurs eux-mêmes. Plutôt que d'engager des poursuites et d'attendre que leur domestique daigne revenir terminer leur service, les maîtres avaient probablement moins à perdre en laissant courir le fuyard et en recrutant un nouvel employé plus diligent, d'autant qu'ils pouvaient compter dorénavant sur une nouvelle main-d'œuvre locale plus abondante que par le passé.

Nous constatons à cet égard, à l'instar de Louise Dechêne, que les sanctions pour absence et bris de contrat demeurent « toujours plus fortes pour les engagés que pour les domestiques nés dans la colonie : question de déboursés initiaux et, sans nul doute, de statut social »¹⁷⁵. Un fils ou une fille d'habitant, qui s'engage de sa propre initiative, peut obtenir à

¹⁷² Remarquons que huit ans après sa condamnation, Marin Varin ne semble toujours pas avoir honoré totalement de sa dette puisqu'il est recensé en 1681 chez le sieur de Tilly en qualité de domestique. Cependant, il est possible aussi qu'il ait payé son amende et que son maître lui ait accordé une seconde chance en le gardant à son service.

¹⁷³ JDCS, sentence du 2 juin 1673. Ajoutons qu'une amende de 100 sols a également été infligée à chacune des personnes qui recruta Marin Varin durant sa fugue pour être contrevenus aux ordonnances du Conseil. Trois autres jugements identiques ont été repérées la même année. Sentences du 5 juin, du 14 août et du 30 octobre 1673 (JDCS).

¹⁷⁴ Nous observons parallèlement un adoucissement des sanctions infligées aux déserteurs. Mis à part quatre condamnations au carcan identifiées en 1673, nous n'avons relevé qu'un seul autre procès se concluant par une lourde amende et une peine infamante : demander pardon à genoux à son maître pour son absence et ses désobéissances : JDCS, sentence du 12 août 1686. Nous ignorons toutefois si cette observation tient de l'unique volonté des juges ou simplement de la mauvaise conservation des dossiers judiciaires.

¹⁷⁵ L. Dechêne, *op. cit.*, p.70.

l'occasion la résiliation de son contrat de service en payant un juste dédommagement¹⁷⁶. Bien que les cas semblent être dans l'ensemble assez rares, le même principe a aussi été observé pour quelques mineurs placés par leurs parents. Si cette solution n'est pas envisagée par le juge, ce dernier condamne généralement le jeune serviteur à parachever son service et menace tout au plus les parents d'une contravention si l'enfant récidive. Inversement, les engagés immigrants sont tous condamnés presque systématiquement à finir leur temps et à payer de lourdes amendes qu'ils convertissent en journées voire en années de travail supplémentaire, faute de ressources suffisantes. Pour couronner le tout, certains sont humiliés sur la place publique au poteau d'exposition, attachés au cou par un collier de fer. Les ordonnances du Conseil souverain destinées à corriger l'infidélité des domestiques s'adressent donc spécifiquement aux engagés immigrants. Pour ce qui est des fils d'habitant, il semble que les autorités ne croient pas « *que la peine portée par les règlements doive s'étendre en ce cas* »¹⁷⁷.

Outre les poursuites pour marchés non respectés, absences et abandons de services, les maîtres viennent se plaindre également devant le juge quand leurs domestiques font des difficultés pour les rembourser d'une dette contractée pendant leur service ; ils ne sont d'ailleurs pas les seuls comme nous le verrons à la fin de ce chapitre. Au total, une trentaine de procès, ayant pour objet un règlement de comptes, ont été identifiés sur l'ensemble de la période, dont près du tiers entre 1670 et 1679. Plusieurs raisons motivent ces poursuites. Certains domestiques ont, par exemple, signé, durant leur engagement, une obligation avec leur employeur respectif qu'ils n'ont pas honorée au terme de leur contrat¹⁷⁸. D'autres sont encore redevables pour ne pas avoir acquitté les frais de passage et les avances que leurs maîtres ont payés pour eux avant qu'ils ne partent pour la colonie¹⁷⁹. Dans la plupart des cas, cependant, les employeurs requièrent de leurs domestiques le remboursement des avances reçues au-delà de leurs gages. Claude Cicire, domestique de Jacques Lemoyne, est par exemple poursuivi par son maître pour la somme de *35 livres 14 sols pour surplus de*

¹⁷⁶ Appels au Conseil d'une sentence de la prévôté de Québec par Charles Chartier et Thérèse Mandin respectivement le 30 juin 1692 et le 18 avril 1695 (*JDCS*).

¹⁷⁷ *JDCS*, appel de sentence du 30 juin 1692.

¹⁷⁸ *ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.2, f.55v, 20 mai 1662 - Registre d'audience - TL3 - r.4 f.207, 13 mars 1679.

¹⁷⁹ *ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.2, f.32r-v, 23 septembre 1661.

*gages*¹⁸⁰. Dans deux causes en particulier, l'employeur se voit même contraint de réclamer en justice la saisie des quelques biens appartenant à son défunt domestique qui lui était encore redevable avant que la mort ne vienne le terrasser. Jean-Baptiste Mesnard, économe de l'Hôtel-Dieu de Montréal, demande ainsi la permission de garder en sa possession quelques effets de la succession de feu Jean Huneau, domestique de l'hôpital, qui devait encore à la communauté la somme de 70# pour des avances¹⁸¹. Les cas relevés démontrent que les employeurs étaient prêts à avancer à leurs serviteurs certaines sommes d'argent soit par réelle générosité, soit encore pour mieux se les attacher dans l'espoir, peut-être, qu'ils poursuivent leur service une fois leur contrat terminé. Ils montrent aussi que les salaires réservés à ces domestiques en particulier n'étaient peut-être pas suffisants pour subvenir à leurs dépenses personnelles. Mais, mis à part le recouvrement des avances, des maîtres attaquent aussi leurs domestiques en justice pour obtenir réparations relativement à quelques biens endommagés durant leur service¹⁸². Quels que soient les motifs justifiant ces poursuites, les domestiques sont reconnus coupables dans toutes les causes et condamnés à payer ce qui leur est réclamé ou à retourner servir leurs maîtres, jusqu'à ce qu'ils soient parfaitement quittes envers eux. Nous ignorons laquelle de ces deux options fut privilégiée, mais les maigres revenus de ces travailleurs nous font tout de même pencher en faveur de la deuxième possibilité.

Par ailleurs, nous avons relevé sur l'ensemble de la période vingt poursuites criminelles intentées par des maîtres contre leurs domestiques, ce qui représente à peine 10% de toutes les actions judiciaires entreprises par les employeurs à l'encontre de leurs serviteurs. Plus de la moitié concerne des procès pour vols, délit d'autant plus facile à perpétrer que ces travailleurs ont généralement accès sans entrave aux biens de leurs maîtres¹⁸³. Les plaintes ayant pour objet un crime contre la personne (voies de fait, violences verbales) ou une infraction contre les mœurs (deux viols) ne constituent que 35%

¹⁸⁰ ANQM, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1665-1682) f.32v., 35r, 5 juillet 1667.

¹⁸¹ ANQM, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-016-0733, 4 janvier 1704. Voir également la cause du 18 avril 1704 (ANQM, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-016-0761 et 017-0812).

¹⁸² ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 14, f.41v- 42r, 18 avril 1679

¹⁸³ A. Lachance, *Crimes et criminels...*, op. cit., p.46.

et 10% respectivement de toutes les accusations criminelles portées par les employeurs (tableau 7.5).

Tableau 7.5 – Répartition des poursuites criminelles intentées par des maîtres contre leur domestique selon le type de litige, 1660-1710

	1660-1669	1670-1679	1680-1689	1690-1699	1700-1710	Total
Vol	2	3	4	2	-	11
Voies de fait	1	1	3	-	1	6
Violences verbales	-	-	1	-	-	1
Viol	-	1	1	-	-	2
Total	3	5	9	2	1	20

Source : Archives judiciaires canadiennes

En ce qui concerne les premiers litiges, nous avons vu dans la première section de ce chapitre que, contrairement aux magistrats français, les juges canadiens semblaient condamner moins sévèrement les domestiques reconnus coupables de vol. Nous ignorons en revanche les circonstances qui amenèrent certains de ces travailleurs, majoritairement des hommes (6 fois sur 7), à commettre un tel délit, ainsi que la nature de ces larcins. Les causes connues lèvent cependant le voile sur ces questionnements. Dans le tiers des cas, les articles dérobés concernent des denrées alimentaires. Guillaume Vanier, employé des sulpiciens, fut ainsi poursuivi en justice par les religieux pour avoir dérobé à plusieurs occasions du blé dans la grange de Sainte-Marie appartenant au séminaire. Selon les dépositions de plusieurs témoins, ces grains auraient été utilisés par l'inculpé comme moyen de paiement pour rembourser plusieurs de ses dépenses personnelles effectuées en la demeure de quelques habitants, et chez lesquels il avait pris l'habitude d'aller boire et manger après son ouvrage, accompagné parfois de quelques collègues de travail¹⁸⁴. Les vivres que les domestiques soustraient à l'insu de leurs maîtres ne sont pas seulement utilisés pour régler quelques-unes de leurs dettes : dans la majorité des cas, ils sont employés pour leur propre consommation et même, à l'occasion, comme provisions. Ceux, en effet, qui abandonnent leur service, comme François Gagner et Pierre Sellier,

¹⁸⁴ ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-02-0075. Guillaume Vanier est reconnu coupable de vol et condamné à 30# d'amende, à rendre les journées qu'il a perdues pendant le temps où il est demeurait en prison et « de faire son actuelle résidence en la maison dudit Ste Marie pour y rendre ses services avec défenses de venir en cette ville pendant six semaines si ce n'est pour le service dudit séminaire à compter du jour de la présente sentence sous plus grande peine ».

domestiques de Nicolas Marion, se permettent parfois de dérober quelques vivres à leur maître histoire d'avoir de quoi s'alimenter pendant leur évasion. Nous avons affaire ici à des domestiques bien organisés mais qui, à cause de leurs actions, se retrouvent sous le joug d'une double accusation : une pour désertion et une autre pour vol¹⁸⁵. D'autres ravissent les victuailles de leurs maîtres pour le seul plaisir de se gorger et de se saouler. L'alcool est à cet égard particulièrement convoité. Il est aussi à l'origine de quelques accidents pour le moins cocasses. Catherine De Bocy, épouse de l'écuyer Jean Vincent Philippe de Hautmesnil, surprit notamment ses deux domestiques qui venaient de lui voler du vin, l'un d'eux ayant eu le malheur de dégorger son larcin sur le lit de sa maîtresse¹⁸⁶ ! Les vêtements, hardes, tissus et autres objets de première nécessité sont également convoités par les voleurs. Certains recherchent, par exemple, des tissus plus précieux dans l'espoir sans doute de tirer quelques bénéfices en les revendant. C'est ce qu'avait probablement prévu Jean Vassel en faisant main basse sur quelques morceaux de dentelles appartenant à son maître et estimés à 30#. Le domestique nie bien entendu les faits mais sa candeur lors des interrogatoires le compromet. Qui plus est, le fait que son coffre, saisi par les autorités, soit aussi bien garni tend à suggérer que le coquin n'était pas à son premier coup d'essai¹⁸⁷. Enfin, il y a les domestiques plus audacieux qui piochent directement dans les économies de leurs maîtres, et qui s'enfuient généralement aussitôt après avoir commis leur friponnerie¹⁸⁸. D'autres, plus rusés encore, fourvoient ou menacent de plus jeunes collègues en les incitant à commettre le vol à leur place¹⁸⁹. Il est bien évident que tous les vols perpétrés dans la colonie n'ont pas été déclarés par toutes les victimes ; la criminalité réelle, remarque André Lachance, « dépasse de beaucoup ce que la criminalité apparente

¹⁸⁵ *ANQM*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre 13 - Petit Criminel - folio 50-51, 7 juillet 1680. Nous ignorons si les domestiques furent rattrapés. Toujours est-il qu'ils volèrent également un canot appartenant à Jean Demers, habitant de la côte de Lauzon, lors de leur fuite.

¹⁸⁶ *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-05-0246, 30 novembre 1679. La plainte déposée par la maîtresse est finalement retirée.

¹⁸⁷ *ANQ*, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc. aux ANQ de Québec, N°179. Outre des tissus et autres hardes subtilisés apparemment dans la boutique du sieur Pachot, plusieurs fourrures furent également retrouvées dans le coffre du domestique (loutre, martre entre autres). Vassel prétend les avoir gagnées honnêtement en aidant ceux qui descendaient des Outaouais à porter leur castor. Son témoignage tend à suggérer que les domestiques avaient, dans certains cas, la permission de rendre à autrui quelques petits services en dehors de leurs obligations professionnelles. Toutes les pièces de ce procès sont présentées à l'annexe 22.

¹⁸⁸ *ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiences (1685), f.7r, 10 avril 1685.

¹⁸⁹ *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-05-0221, 15 avril 1679.

laisse deviner »¹⁹⁰. Celles qui recourent en justice proviennent d'ailleurs tous de milieux sociaux élevés : marchands, bourgeois, seigneurs, écuyers, religieux, des employeurs suffisamment riches en somme pour susciter la convoitise mais aussi pour supporter les frais d'un procès. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que le simple habitant, disposant de moyens financiers suffisants pour se prévaloir des services d'un domestique, n'a jamais été confronté à ce type de problème. Cependant, les biens qui ont pu lui être dérobés ne justifiaient sans doute pas à ses yeux un recours en justice, poursuite qui lui aurait coûté non seulement temps et argent, mais peut-être encore la privation de son employé. L'option la plus simple pour lui était donc de régler personnellement l'incident avec le responsable, à moins bien sûr que ce dernier n'ait pris la fuite aussitôt son larcin accompli.

Le domestique ne se contente pas seulement de trahir la confiance de son maître. Il lui arrive également de récuser ouvertement et âprement son autorité. Sept plaintes pour voies de faits et violences verbales ont été déposées sur l'ensemble de la période, toutes dans la juridiction royale de Montréal. Les circonstances justifiant la désobéissance et l'impétuosité des domestiques à l'égard de leurs maîtres varient bien sûr selon les cas. Si certains, assistés parfois de quelques collègues ou amis¹⁹¹, contestent tout à fait consciemment l'autorité ou la parole de leur employeur, d'autres ne se permettent un tel comportement qu'en état d'ébriété, l'alcool les aidant à lever leurs inhibitions¹⁹². Quelle que soit l'origine des litiges, ce qui étonne le plus dans ces affaires et qui les différencie de celles qu'on trouve en métropole, ce n'est pas tant le fait que des domestiques s'en prennent physiquement ou verbalement à leur maître mais plutôt que les sentences n'aient pas été dans l'ensemble plus sévères. Au mieux, le domestique est réprimandé par le juge qui lui ordonne de servir son maître fidèlement et lui défend de récidiver ses outrages et insultes sous peines de punitions corporelles. Au pire, l'insolent serviteur reçoit une amende de quelques sols voire de quelques livres. Dans les sept cas relevés, aucun domestique ne fut condamné au carcan ou à une peine corporelle.

¹⁹⁰ A. Lachance, *Crimes et criminels...*, op. cit., p.53.

¹⁹¹ Voir par exemple le procès entre Jean Roy, fermier au service des prêtres du Séminaire de Québec, et son domestique Jean Bertin (ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-04-0201), présenté à l'annexe 22, ou encore entre Pierre Chaperon, habitant de Boucherville, et Pierre Bourgerie, son serviteur (ANQM, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-014-0662)

¹⁹² ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-10-0433. Voir également la cause du 18 et 20 janvier 1683, ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-09-0371.

Les châtiments semblent en revanche beaucoup plus durs quand le domestique suborne et corrompt la fille de l'employeur. Violer un enfant, explique André Lachance, « c'est violer la propriété du père qui, lésé dans son bien, demande compensation en justice »¹⁹³. Dans ces cas en particulier, c'est aussi et surtout trahir la confiance de son maître, de celui qui le rémunère, qui l'entretient, le nourrit et l'héberge en son propre foyer. Reconnu coupable d'avoir violé et *gâté* la fille de Jean Jacquereau, âgée seulement de 6 ou 7 ans, Jean Bourgeois, travaillant volontaire au service du plaignant, fut condamné à être « conduit, nu en chemise, la corde au col et une torche ardente au poing, au devant de la porte de l'église Notre-Dame de cette ville pour demander pardon à Dieu du crime par lui commis, battu de verges par les carrefours ordinaires [...] et marqué sur la joue droite, avec le fer chaud, d'une fleur de lys »¹⁹⁴. Le domestique a bien tenté de justifier son infâme et brutale passion, prétextant qu'il était sous l'emprise de la boisson au moment des faits et qu'il ne força aucunement la petite Jeanne, mais les juges n'ont de toute évidence pas été convaincus par son plaidoyer qui, en plus d'écoper d'une peine infamante et corporelle, fut banni de la colonie à perpétuité.

D'une manière générale, la chronique des crimes et châtiments révèle, selon Christophe Horguelin, « une tendance à la *brutalisation* des rapports maître-engagé » dans les deux premières décennies de la période étudiée, soit au cours des années 1640 et 1650¹⁹⁵. Elle semble se poursuivre par la suite. Bien que le nombre de causes relevées ne soit pas considérable, nous observons effectivement après 1650 une recrudescence des incidents, parfois violents, entre maîtres et domestiques et, parallèlement, une augmentation du nombre de procès pour absences et abandons de services (tableaux 7.4 et 7.5). La simple croissance de la population et du marché de la main-d'œuvre dans la colonie laurentienne pourrait justifier à elle-seule cette tendance puisque plus un pays se peuple, plus le nombre

¹⁹³ A. Lachance, *Crimes et criminels...*, p. 60.

¹⁹⁴ ANQ, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc aux ANQ de Québec, N°77. En ce qui concerne le deuxième cas de viol perpétré par un domestique, Alexandre Lucas dit Bayonnais en l'occurrence, nous ne disposons que de la plainte de l'employeur : cause du 25 janvier 1681, ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-07-0288.

¹⁹⁵ C. Horguelin, *La prétendue République : pouvoir et société au Canada, 1640-1830*, Sillery, Ed. du Septentrion, 1997, p.58. Pour appuyer son affirmation, Horguelin se réfère aux incidents évoqués par les jésuites dans leur journal, source que Trudel avait d'ailleurs déjà exploitée dans le cadre de son étude sur la société (M. Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3* ..., p.455-462). Comme évoqué précédemment, les missionnaires ne spécifient toutefois pas systématiquement l'origine sociale des coupables. Or, C. Horguelin et M. Trudel affirment qu'ils sont presque toujours des domestiques ou des engagés, sans pour autant justifier leurs allégations.

de causes portées en justice a des chances d'augmenter. Pour sa part, Christophe Horguelin suggère que « les nouvelles possibilités économiques offertes par la chute de la Huronie pourraient expliquer l'impatience accrue de ces travailleurs frappés d'incapacité juridique (et donc commerciale) par leur contrat »¹⁹⁶. En 1650, la colonie perd en effet ses plus proches alliés et principaux partenaires commerciaux¹⁹⁷. Le commerce des pelleteries se trouve donc compromis et la Communauté des Habitants, détentrice du monopole de la traite, doit rapidement réagir et restructurer les échanges jusque là assumés surtout par les Amérindiens¹⁹⁸. Or, la destruction de la Huronie, combinée à la baisse des cours du castor, affaiblit la position des principaux habitants en ouvrant les Pays d'en Haut – la région des Grands Lacs – à tous les colons, y compris les petits troqueurs (parmi lesquels des domestiques infidèles probablement) qui profitent en quelque sorte de l'appel d'air¹⁹⁹. Dès les années 1680 en revanche, période à partir de laquelle nous constatons une diminution constante des poursuites intentées par les maîtres contre leurs employés, le commerce des fourrures commence à se structurer suite à la légalisation et à la restriction, par permis, des départs pour l'Ouest. La traite devient progressivement l'affaire de professionnels et les rangs des hors-la-loi, c'est-à-dire essentiellement des coureurs de bois non-accrédités auprès des marchands, tendent peu à peu à s'éclaircir et à faire place à un nouveau corps d'intermédiaires : les voyageurs²⁰⁰. Autrement dit, si les sanctions sévères prises à l'encontre des serviteurs en fuite semblent avoir porté leurs fruits, nous pouvons également penser que la réorganisation du commerce des fourrures a contribué, elle aussi, à calmer

¹⁹⁶ *Ibid.* L'auteur ajoute que l'accroissement important de la pression militaire iroquoise sur le Saint-Laurent aurait contribué également à l'exaspération des engagés, même si John Dickinson a tenté de relativiser l'importance de la *menace iroquoise* (J. Dickinson, « La Guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France, 1608-1666 », *RHAF*, vol. 36, n°1 (juin 1982), pp.31-54). Ceci dit, même si cette menace est permanente tout au long de la période (du moins jusqu'en 1701), l'analyse sérielle des causes judiciaires que nous avons relevées tend pourtant à suggérer que l'exaspération des engagés commence à s'essouffler à partir des années 1680. Il convient donc de considérer avec circonspection la deuxième hypothèse proposée par C. Horguelin.

¹⁹⁷ Sur les causes de la destruction de la Huronie : voir D. Delâge, *Le Pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est – 1600-1664*, Montréal, Boréal Express, 1995, chapitre 4 et B. Trigger, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs. Français et Amérindiens en Amérique du Nord*, Montréal, Boréal Compact, 1992, p.359-376.

¹⁹⁸ Rappelons qu'en 1645, le système commercial profite théoriquement à tous les *habitants* canadiens. En réalité, note C. Horguelin, « seule une poignée de familles [six ou sept tout au plus] tirent profit de l'entreprise commerciale *communautaire* ». Riches et influentes, ces familles formaient une sorte d'oligarchie coloniale extrêmement jalouse de ses pouvoirs ainsi que l'a très bien démontré C. Horguelin dans son étude : voir C. Horguelin, *op. cit.*, p.28.

¹⁹⁹ G. Havard et C. Vidal, *Histoire de l'Amérique française*, Paris, Flammarion, 2003, p.65.

²⁰⁰ L. Dechêne, *op. cit.*, p.171-180.

l'inconstance ou les emportements de ces travailleurs. Outre ces hypothèses, il est possible également que les maîtres aient eu tendance, tout simplement, à moins saisir le tribunal pour régler leur conflit avec leurs domestiques. Comparativement aux premières décennies de la période étudiée, au tournant du XVIII^e siècle la société canadienne est mieux structurée, plus densément peuplée et resserrée par les liens familiaux élargies. De plus, la main-d'œuvre employée au pays tend, progressivement, à moins provenir de l'étranger que de l'entourage immédiat ou du réseau de connaissances du maître. Ce nouveau contexte a probablement favorisé le renforcement des mécanismes infra-judiciaires dans la colonie et, avec lui, la diminution des recours en justice²⁰¹.

Les poursuites intentées par les maîtres contre leurs domestiques nous mettent en présence de serviteurs inconstants et délinquants. Dans la grande majorité des cas, les prévenus sont déclarés coupables de leur absence ou de leur forfait, et la justice leur accorde rarement des circonstances atténuantes, même quand il est établi que les maîtres les molestent, négligent de les rétribuer, ou abusent de leur autorité. Cependant, nous avons pu constater que les juges les condamnent généralement à des peines moins sévères que ce que la législation prévoit, même pour des crimes passibles de la peine capitale comme le vol. Outre ce point, il convient aussi de rappeler que les causes relevées ne constituent que la partie émergente des conduites délictueuses. Nous ignorons encore une fois jusqu'à quel point les pièces que nous avons rassemblées sont représentatives de la réalité²⁰². Bien sûr, les relations que les maîtres cultivent avec leurs domestiques ne sont pas toutes aussi négatives que celles observées précédemment. Nous avons vu, effectivement, que leurs rapports pouvaient aussi être harmonieux et se prolonger bien au-delà du contrat de domesticité. Pour autant, nous ne pouvons affirmer formellement, comme Pierre-Georges Roy, que leurs relations étaient excellentes²⁰³. Cependant, si ces relations avaient été profondément mauvaises, les causes relevées auraient sans doute été plus nombreuses, mais aussi beaucoup plus graves, et les sentences plus sévères en dépit de la rareté de la main-

²⁰¹ Sur la question de l'infra-justice en Nouvelle-France au XVIII^e siècle : voir J.-F. Leclerc, « Justice et infra-justice en Nouvelle-France. Les voies de fait à Montréal entre 1700 et 1760 », *Criminologie*, vol.18, n°1 (1985), p.25-39.

²⁰² Ajoutons, comme l'explique J. Dickinson, que « la criminalité ne met en évidence que les aberrations et donc les comportements d'une minorité » quel que soit le groupe social étudié : voir J. Dickinson, *Justice et justiciables...*, *op. cit.*, p.3.

²⁰³ P.-G. Roy, « Maîtres et domestiques... », *loc. cit.*, p.641.

d'œuvre au pays. Nous dirons donc que les rapports entre maîtres et domestiques ont été dans l'ensemble satisfaisants, même si leur collaboration donna lieu occasionnellement à quelques conflits.

7-3 Le domestique et la société canadienne

Si les archives judiciaires permettent à l'historien de déterminer la nature, parfois la cause, des litiges survenus entre les maîtres et les domestiques, elles offrent également la possibilité d'observer d'autres types de rapports et de discordes. En effet, les domestiques ne fréquentent pas seulement au quotidien leur employeur respectif ; ils côtoient également d'autres personnes dans le cadre de leur travail ou pendant leurs temps libres, rencontres dont résultent parfois quelques incidents ou malentendus qui s'inscrivent, en définitive, dans la banalité du quotidien en Nouvelle-France. Là encore, les sources judiciaires n'offrent qu'une vision négative de ces rapports et de l'idée que la société se fait du domestique. Elles donnent néanmoins l'opportunité de mettre l'accent sur les valeurs véhiculées par la domesticité mais aussi par la société que ces travailleurs vont intégrer au terme de leur service, à moins qu'ils ne choisissent de renouveler leur contrat ou, dans le cas des immigrants en particulier, de retourner en France.

7-3-1 Les litiges avec l'« extérieur »

Alors que 65% des causes relevées concernent spécifiquement des litiges opposant un maître et son domestique, 22% des poursuites mettent clairement en scène un serviteur et

un individu autre que son employeur actuel, ou la femme de celui-ci²⁰⁴. Dans près de deux procès sur trois, les domestiques tiennent la place de l'accusé alors que dans 35% des cas, ils sont à l'origine de la poursuite (tableau 7.6). Qu'ils soient demandeurs ou défendeurs, ces travailleurs sont essentiellement impliqués dans des causes ayant pour objet des règlements de comptes. Ces affaires regroupent en effet à elles seules la moitié de tous les procès qui nous intéressent ici. Une fois sur quatre, un serviteur réclame ainsi en justice que la personne poursuivie honore la dette qu'elle a envers lui²⁰⁵. L'intimé est parfois un ancien collègue de travail du plaignant ce qui démontre, aussi modestes soient leurs gages, que certains domestiques ont les ressources suffisantes pour accorder une avance financière ou

Tableau 7.6 – Répartition des domestiques plaideurs selon la nature du litige

Nature du litige	Demandeurs	Défendeurs	Total
Règlement de comptes	15	48	63
Demandes de réparations diverses	1	4	5
Voies de fait	12	12	24
Violences verbales	9	8	17
Vols	1	8	9
Crimes contre les mœurs	8	1	9
Crimes contre l'ordre public	-	1	1
Meurtre	-	1	1
Ensemble	46	83	129

Source : Archives judiciaires canadiennes

²⁰⁴ Les 13% restants réunissent les contraventions aux ordonnances et toutes les causes dans lesquelles les domestiques sont au cœur d'une discorde entre deux parties, et donc indirectement concernés dans la poursuite. Il s'agit de 25 procès pour débauches, de 37 litiges financiers et de quatre demandes de réparations diverses. À propos des 37 règlements de compte, notons que dans la majorité des cas – 28 exactement – l'employeur est poursuivi en justice pour ne pas avoir acquitté les dettes que son domestique a contractées durant son service ou les avances faites à ce dernier par le plaignant, son premier maître, avant que celui-ci ne le cède au défendeur. Sur la question des transactions dont les engagés firent l'objet, nous renvoyons le lecteur au cinquième chapitre. Pour ce qui est des demandes en réparations, l'employeur est accusé des dommages causés par son ou ses domestiques. Dans la majorité des cas, le ou les employés du défendeur sont tenus responsables d'un incendie : plaintes du 19 mai 1659, *ANQTR*, Prévôté de Trois-Rivières - TL3 - r.1, f.46, du 14 août 1703 ; *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 41, f.57r ou encore du 7 mai 1706 ; *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Petit & Grand Criminel, registre 43, non-folioté.

²⁰⁵ Plaintes du 14 novembre 1702 (*ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 40, f.148v) et du 23 avril 1706 (*ANQM*, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audiences (1702-1706), f.757r-v).

matérielle à un collègue ou à autrui²⁰⁶. Quelques-uns disposent même d'objets de valeur, dont ils se départissent durant leur engagement dans l'espoir d'en tirer quelques bénéfices. La plupart du temps cependant, les serviteurs apparaissent davantage dans ces poursuites en position de débiteur que de créancier. Claude Crespin, travaillant, est ainsi poursuivi par le chirurgien Timothée Roussel pour la somme de *6 livres pour un an de temps qu'il lui a fait la barbe et une saignée*²⁰⁷. Peu importe l'exemple et la demande, ces affaires confirment que l'on fait crédit et donc confiance d'une certaine manière à ces travailleurs, créance que ces derniers tardent de toute évidence à rembourser, soit du fait de leurs faibles revenus, soit encore par mauvaise volonté. Confrontés au juge, la plupart des accusés reconnaissent néanmoins leurs dettes et sont systématiquement condamnés à rembourser les plaignants ou encore à s'engager, une fois leur contrat terminé, au service de ces derniers jusqu'à ce qu'ils soient quittes envers eux.

Mis à part les litiges financiers et les quelques demandes de réparations diverses²⁰⁸, toutes les autres causes qui ont été relevées sont clairement d'ordre criminel. Hormis les seuls procès pour meurtre et faux-monnayage, ou encore ceux pour vols commis contre d'autres individus que le maître – 9 seulement – dans lesquels les serviteurs se retrouvent presque toujours dans le box des accusés²⁰⁹, nous constatons que les poursuites pour voies de fait et violences verbales – ou réparations d'honneur – ont été intentées, dans la moitié des cas, par des domestiques. Jacques Delouche, employé au service des augustines de Québec, accusa notamment André Dechaume, tailleur d'habit, de l'avoir frappé sans raison à coups de ciseaux alors qu'il était venu lui réclamer un justaucorps qui lui appartenait²¹⁰. Guillaume Frerot, travaillant, porta plainte pour sa part contre Jean Lerouge, arpenteur et

²⁰⁶ ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 26, f.129v, 138v.

²⁰⁷ Plainte du 27 octobre 1679, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 14, f.146v.

²⁰⁸ Barbe Hébert, servante du sieur Perthuy, fut notamment accusée par Simon Auger de lui avoir cassé un verre. Le demandeur réclame le remboursement de l'objet perdu mais sa demande est déboutée : ANQM, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audience (1702-1706), f.710v, 5 février 1706.

²⁰⁹ Dans un cas seulement, un travailleur accuse un individu, probablement un collègue de travail, de lui avoir volé 25 livres d'argent le lendemain de l'incendie qui eut lieu à Québec en septembre 1682. Le procès est incomplet et nous ignorons le verdict : ANQQ, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc. aux ANQ de Québec, N°153. Rappelons qu'au XVIII^e siècle, André Lachance estime que les domestiques représentent 8.9% du total de toutes les personnes accusées de vol : A. Lachance, *Crimes et criminels...*, p.46.

²¹⁰ Plainte du 15 septembre 1692, ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre Petit Criminel 23, f.10r-v, 11r.

entrepreneur, pour l'avoir injurié et traité de sorcier²¹¹. Ces violences verbales ou physiques surviennent généralement de manière spontanée. Pour reprendre une expression chère à André Lachance, elles nous mettent en présence d'une « délinquance de l'impulsivité »²¹². Cependant, ces attaques ne sont pas systématiquement le fait des colons ; elles peuvent également se produire entre collègues de travail, ou entre deux domestiques, employés chacun au service d'un maître distinct²¹³. Si, comme nous l'avons vu, des employeurs viennent stipuler pour le compte de leur domestique par altruisme ou simplement pour honorer leurs devoirs de tuteur, d'autres le font sans doute pour leur intérêt personnel, soit pour obtenir des indemnités et compenser l'absence de leur employé convalescent²¹⁴, soit encore pour rétablir une réputation entachée. En effet, insulter ou attaquer l'honneur d'un serviteur ou d'une servante c'est indirectement porter préjudice à celui qui l'emploie, c'est critiquer la façon dont le maître gouverne et éduque son employé et, par extension, son statut de chef de famille. En fait, il est intéressant de remarquer ici que les domestiques semblent aussi soucieux de leur intégrité physique et morale que n'importe quel autre individu dans la société, exception faite peut-être des vagabonds, bien que ceux qui portent plainte soient dans les deux tiers des cas au service des « grands » de la colonie (seigneurs, marchands, communautés religieuses) et non du simple *habitant*. Cette observation tendrait à suggérer que les domestiques employés au service d'individus de condition élevée accordent plus d'importance à leur honneur que leurs homologues travaillant pour le compte des *habitants*. S'il est impossible de confirmer vraiment cette interprétation, nous pouvons néanmoins déceler à travers cette réflexion un phénomène particulier, à savoir la tendance des domestiques à imiter leurs employeurs et les valeurs que ces derniers véhiculent. Nous revenons sur la question du « mimétisme social » des domestiques un peu plus loin.

²¹¹ Plainte du 23 novembre 1683, *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 18, f.105r-v.

²¹² A. Lachance, *Crimes et criminels...*, p.40.

²¹³ Voir également la plainte de Marguerite Cezar, servante de Madame de La Chasseigne, contre Barbe Chevalier, servante de Madame de Rouville, qu'elle accuse de calomnies (*ANQM*, Juridiction Royale de Montréal - TL4 - Registre d'audiences (1706-1709), f.413r). Voir aussi celle du 21 juillet 1696 déposée par Jean Dutartre, engagé du sieur Soumande, contre un de ses collègues de travail prénommé Jacques Morant (*ANQM*, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-003-0160).

²¹⁴ Pierre Bernier exigea par exemple que Denis Deromme soit contraint « de payer le chirurgien qui a pansé ledit Careau son vallet et le dédommager de la perte qu'il fait faute de travail à cause de sa blessure ». Requête du 2 décembre 1670, *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 3, f.62v-63r. Voir aussi la plainte du 4 novembre 1670, *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 3, f.48r-v.

L'importance que les domestiques accordent à leur honneur se manifeste encore davantage si nous considérons les cinq poursuites pour dédommagements civils et paternité naturelle intentées par des servantes, ainsi que les quatre déclarations de grossesse que nous avons identifiées²¹⁵. Le père putatif est généralement une connaissance de l'employeur ou un visiteur séjournant chez lui. C'est souvent un homme de bonne condition, un marchand, un bourgeois, un officier militaire, mais parfois aussi un simple collègue de travail de la servante²¹⁶. Le motif le plus souvent évoqué par les plaignantes pour justifier leur état consiste dans la promesse de mariage faite par leur amant. Comme le remarquait Marie-Aimée Cliche, « même si les intéressés rejetaient souvent cette allégation, la fréquence de son emploi montre bien que les filles la considéraient comme l'explication la plus normale de leur conduite, le meilleur moyen pour se justifier »²¹⁷. Dans certains cas, cependant, la perspective matrimoniale n'est aucunement évoquée. Pour expliquer sa grossesse, la servante met plutôt l'accent sur les abus sexuels dont elle a été victime²¹⁸. Si les allégations des domestiques sont généralement prises au sérieux par les juges, toutes n'obtiennent pas nécessairement réparations. Il peut même arriver que la plainte déposée par la plaignante se retourne contre elle. Marie Morin, femme de Jacques Galoppe (absent et déserteur de la colonie) et servante de la demoiselle de Blainville, en est un exemple. En accusant le sieur de Tonty, lieutenant de marine, de l'avoir fortement sollicitée et de l'avoir mise enceinte, elle affirma en effet naïvement dans sa déposition qu'elle n'avait « *rien reçu de lui [le sieur Tonty] que quatre livres pour les deux fois qu'il l'a connu* », ce qui constitua la preuve pour les juges que la jeune femme était finalement consentante et, surtout, qu'elle est une fille de mauvaise vie²¹⁹.

²¹⁵ Rappelons ici que ces poursuites ne sont pas simplement intentées pour réparer l'honneur de la plaignante ; c'est aussi une question de moyens puisque l'objectif de la plaignante est d'obtenir une compensation financière. Nous renvoyons le lecteur aux pages précédentes.

²¹⁶ Voir à cet égard la plainte déposée par Michel Bouchard pour le compte de sa fille, Marguerite, servante de la veuve Martel, marchande de Québec, contre le dénommé Pierre Dubroc, commis au service également de la veuve Martel. *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 35, f.102v-104r.

²¹⁷ M.-A. Cliche, « Filles-mères,... », *loc. cit.*, p.47.

²¹⁸ Voir la plainte de Marie Lesueur, servante de Laurent Renaud, datée du 31 décembre 1705, à l'encontre de Louis Lienard, lieutenant qui logeait chez son maître : *ANQM*, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-018-0882. Nous ignorons si la déclaration de la servante fut suivie d'un procès. Voir aussi celle du 7 janvier 1697, *ANQM*, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-004-0191.

²¹⁹ Sentence du 20 janvier 1688, *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-13. Ces derniers ordonnèrent à la servante « *de se retirer chez ses père et mère et y vivre sagement avoir soin de son fruit et nous en répondre à peine de la corde défense à elle de rester en cette ville à peine de prison et du fouet si elle récidive à se gouverner mal et se prostituer ainsi qu'elle a fait* ».

Il arrive également que des domestiques soient à l'origine de quelques agressions physiques – parfois fatales comme en témoigne le seul procès pour meurtre que nous avons identifié²²⁰ – et ne soient pas les derniers à proférer quelques insultes et blasphèmes, particulièrement lorsqu'ils sont pris de boisson. Jacques Brunel, serviteur de Jean-Baptiste Gadois, a ainsi admis devant le juge s'être querellé avec Nicolas Boyer, habitant de Montréal, et « *qu'étant pris de vin il fut assez malheureux à jurer et blasphémer le st nom de Dieu alors qu'il n'est pas coutumier à le faire sinon que quand il est pris de vin ou en chaleur* »²²¹. Dans un peu plus de la moitié des poursuites pour voies de fait – 7 sur 12 exactement –, nous remarquons toutefois que le domestique est inculpé en même temps qu'un ou plusieurs autres individus²²², généralement des collègues de travail ou des compagnons de boisson. Nous constatons également dans ce genre d'affaires que les serviteurs tiennent surtout le rôle de complices, particulièrement de leur employeur respectif. Liant son sort à la famille qui l'emploie, le domestique vit au rythme de son maître et se retrouve parfois associé, bien malgré lui, à ses déboires²²³. Les altercations entre voisins sont d'ailleurs à l'origine de quelques-unes de ces poursuites. Par exemple, la famille Blot et leur employé, Jacques Morineau, furent accusés par Charles Brazeau et sa femme, Geneviève Quesneville, d'avoir fomenté une embuscade et de les avoir roués de

²²⁰ Le dénommé Georges Tassel, domestique de François Anceau, fut assassiné par Louis Martin dit Laloisme, domestique de Jean Hardouin, mais nous ignorons les raisons de ce meurtre. Le coupable échappa à la peine capitale et fut (seulement) condamné « *à servir par force un habitant de ce pays pendant neuf années; en la somme de cinquante livres, qui sera employée à faire prier Dieu pour le repos de l'âme dudit défunt Tassel, et en cent cinquante livres d'amende envers le Roi* » : Sentence du 23 février 1682, JDCS.

²²¹ Le domestique fut condamné à 12# 10s d'amende : Sentence du 15 octobre 1675, ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-03-0154. Voir aussi la cause opposant Jacques Regnault à Jean Leblanc, serviteur de Guillaume Couillard : ANQQ, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc. aux ANQ de Québec, N°8.

²²² Voir en particulier le procès opposant les sergents Hachin et Marseau au chirurgien Foublance et ses complices dont les trois domestiques du sieur Perrot et un autre du sieur Leber. Les plaignants accusaient les intimés de les avoir malmenés après que les deux officiers les aient surpris en contravention à boire du vin après neuf heures du soir : ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-06-0271. Les pièces de ce procès sont présentées à l'annexe 22.

²²³ Ce constat peut aussi être perçu comme le signe d'une bonne entente entre le maître et son domestique. Cependant, dans la mesure où le rapport maître/domestique constitue avant tout une relation de pouvoir, cette hypothèse mérite d'être considérée avec prudence.

coups parce qu'ils avaient laissé divaguer leurs bestiaux dans leurs cultures²²⁴. Peu importe la raison de la mésentente, les domestiques concernés dans ces affaires apparaissent tous totalement dévoués ou soumis à leur employeur respectif, signe que la relation entre les deux individus est étroite, signe aussi que le devoir d'obéissance de l'employé est parfaitement observé.

À la lumière de cette présentation, il ne semble pas que les domestiques constituent une groupe social à problèmes pour la société canadienne du XVII^e siècle. Certes, il arrive que des serviteurs aient quelques démêlés avec des colons, ou des collègues de travail, mais ces différends sont, en terme de gravité, assez mineurs surtout comparés aux litiges impliquant spécifiquement des militaires, groupe responsable des crimes les plus violents dans la colonie selon André Lachance²²⁵. Les poursuites que nous avons trouvées montrent, d'un côté, des serviteurs soucieux de leurs biens, de leur honneur et de leur intégrité physique ; d'un autre côté, elles mettent en scène des domestiques querelleurs, vulnérables aux tentations de l'enivrement, et souvent complices de leur employeur respectif. En portant plainte contre autrui, ou en suivant son maître dans ses mauvais coups, le serviteur imite d'une certaine manière celui-ci et les valeurs qu'il véhicule. Ce mimétisme social, observable également en France, ne paraît pas seulement se limiter à la période de l'engagement du travailleur. Il semble également se prolonger au-delà du contrat de domesticité.

²²⁴ ANQM, Juridiction royale de Montréal - Pièces détachées - TL4-006-0349. Voir également la plainte du 9 mars 1642 déposée par Jamet Bourguignon contre le dénommé Drouin et son domestique (ANQQ, Collection de pièces judiciaires, notariales, etc aux ANQ de Québec, N°2). Notons que les domestiques peuvent également se retrouver impliqués dans des querelles de famille : voir à ce sujet la plainte déposée le 19 août 1686 par Geneviève Marsolet à l'encontre de son frère et du serviteur de ce dernier, un dénommé Rivault (ANQQ, Prévôté de Québec - TL1 - Registre 13 - Petit Criminel - folio 95-96).

²²⁵ A. Lachance affirme en effet que « de tous les groupes sociaux, ce sont les soldats qui commettent en plus grand nombre les délits de violence les plus graves : soit le meurtre et le duel [...]. Les soldats constituent aussi le gros des accusés de crimes contre les biens » et ce sont encore eux qui, avec les habitants, forment plus de la moitié des accusés de crimes contre les mœurs : voir A. Lachance, *Crimes et criminels...*, p.107-108.

7-3-2 Insertion et devenir des domestiques dans la colonie laurentienne

Quel sort attend les domestiques aussitôt affranchis de leurs obligations ? Comme nous l'avons évoqué précédemment, trois options s'offrent à eux : renouveler leur contrat ou s'engager à un autre maître, s'établir dans la colonie ou enfin retourner en France (dans le cas des engagés immigrants), ou au sein de leur famille respective (dans le cas des mineurs placés par leurs parents)²²⁶. Grâce à la banque de données du *PRDH*, nous savons que 91 des 319 engagés rochelais identifiés pour l'étude convolèrent au Canada dans les années, voire les jours, qui suivirent l'échéance de leur contrat (tableau 7.7). Deux autres étaient venus au pays avec leur conjoint respectif et y demeurèrent une fois leur

Tableau 7.7 – Situation des engagés rochelais pendant ou après leur engagement²²⁷

	Effectifs	%
Nombre d'engagés rochelais	319	100
Situation des engagés pendant ou après l'engagement :		
- déjà mariés au moment de leur engagement	2	0.5
- Se marient au pays après leur service	91	28.5
- Meurent durant le service ou finissent leur jours au pays célibataires	18	5.5
Renouvellent leur contrat sans laisser de traces ensuite	12	4
Meurent hors de la colonie sans autres informations	7	2.5
Non retracés après l'engagement	189	59

Sources : contrats notariés rochelais, *PRDH*, Dictionnaire généalogique de René Jetté.

engagement terminé. Enfin, dix-huit travailleurs périrent accidentellement durant leur service comme par exemple Jean Ferré et Noël Girardeau qui se noyèrent en 1642 ou finirent leurs jours dans la colonie sans avoir contracté de mariage, tels les nommés François Fortage ou Jean Pinsart.

Mis à part ces 111 engagés, le *PRDH* ne nous donne aucune information pour les 208 autres recrutés du corpus ; nous savons seulement que sept d'entre eux décédèrent à l'extérieur du Canada. Nous présumons, par conséquent, que la plupart sont rentrés en France au terme de leur contrat ou dans les années qui suivirent. Cependant, à supposer

²²⁶ Signalons que sitôt affranchis, certains engagés viennent grossir le groupe des volontaires ou le nombre des coureurs de bois avant de rentrer en France ou de s'établir définitivement dans la colonie.

²²⁷ Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 23 pour une présentation détaillée du tableau.

qu'il s'agisse bien des mêmes personnes, il semble également que douze de ces hommes se soient de nouveau engagés à un maître quelques années après la fin de leur premier contrat. Comme le mentionne Louise Dechêne, ces « engagés affranchis viennent grossir le groupe des « volontaires » de toutes provenances qui cherchent fortune, font fi du mariage et de la culture des terres. C'est un groupe intermédiaire entre les serviteurs et les « habitants » que les esprits peureux comparent aux bandits de Naples, aux boucaniers de Saint-Domingue », et que les administrateurs de la colonie tentent par tous les moyens de contrôler²²⁸. Si un peu moins du tiers des engagés rochelais demeurèrent donc dans la colonie après avoir travaillé trois ans pour un maître, nous ignorons toujours en revanche le parcours professionnel de chacun de ces individus au lendemain de leur engagement. Les recensements apportent quelques éléments de réponse puisque la plupart de ces engagés terminèrent leur contrat et se marièrent bien avant 1681, année du dernier relevé nominatif pour la période étudiée. À l'aide encore une fois du *PRDH*, nous avons pu ainsi repérer la profession de 66 anciens engagés rochelais dans au moins un des trois recensements. Tous, à une exception près (Abel Sagot, enregistré comme taillandier à l'Île d'Orléans en 1667), ont été recensés comme *habitants*. Outre ces 66 individus, le dictionnaire généalogique de René Jetté nous a permis de repérer également deux artisans (André Sire et Antoine Tessereau), un huissier (René Antoine Delafaye) et un procureur fiscal (Jean Sauvaget) parmi les anciens engagés du corpus. À l'exception de ces derniers, tous les autres sont devenus de simples exploitants agricoles au terme de leur contrat.

Le constat est le même lorsque nous observons le destin des domestiques recensés en 1667 (tableau 7.8). En confrontant la liste des 450 serviteurs et servantes identifiés cette année-là avec le recensement de 1681 et les travaux des généalogistes – particulièrement les recensements annotés d'André Lafontaine et le dictionnaire généalogique de René Jetté – nous obtenons des informations pour 198 domestiques, soit environ 44% des individus recensés en 1667. Parmi eux, nous savons que 162 se marièrent dans les années qui

²²⁸ L. Dechêne, *op. cit.*, p.76. Contrairement à ce que prétend André Vachon, le *volontaire* n'est donc pas uniquement un homme libre venu en Nouvelle-France de sa propre initiative pour y travailler. Ce peut être également un ancien engagé. La distinction qu'il fait entre le *volontaire* et le *travaillant* apparaît par conséquent peu crédible. Ces deux vocables sont, d'après nous, synonymes mais simplement déterminés selon l'humeur du notaire ou de l'agent recenseur. Rappelons que, selon A. Vachon, le *travaillant* est également un homme libre mais recruté « parmi les anciens engagés et les fils de la colonie qui ne vivaient plus chez leurs parents » : André Vachon, « La restauration de la Tour de Babel ou « La vie à Québec au milieu du XVII^e siècle », *RHAF*, vol.24, septembre 1970, p.204.

suivirent le deuxième recensement²²⁹ et que 36 décédèrent dans la colonie ou à l'extérieur du pays sans avoir convolé. Nous remarquons aussi que plus du quart des domestiques recensés en 1667 – 120 individus – sont identifiables en 1681. La grande majorité ne sont évidemment plus enregistrés comme domestiques mais comme *habitants* (90 individus). Quatre apparaissent même suffisamment aisés pour se prévaloir à leur tour des services d'un domestique comme par exemple Marc Tessier, François Bots ou encore Joseph Renault²³⁰. Onze anciens serviteurs sont par ailleurs clairement identifiés comme artisans

Tableau 7.8 – Destin des domestiques recensés en 1667²³¹

	Effectifs	%
Domestiques recensés en 1667	450	100
Recensés dans la colonie en 1681		
- Encore domestiques	11	26.5
- Habitants	90	
- Artisans	11	
- Profession non déclarée	8	
Établis dans la colonie mais non recensés (*)	78	17.5
Non recensés en 1681 ni retracés antérieurement ou ultérieurement	252	56
(*) Sont compris les domestiques décédés durant ou après leur service et qui sont demeurés célibataires (20 individus).		

Sources : Recensement du Canada, *PRDH*, Dictionnaire généalogique de René Jetté, Recensements annotés d'André Lafontaine.

(charpentier, maçon, forgeron) et huit autres se sont de toute évidence établis dans la colonie mais l'agent recenseur a omis de préciser leur profession. Enfin, soulignons que onze domestiques répertoriés en 1667 ont encore le même statut quatorze années plus tard, et que trois d'entre eux demeurent toujours au service du même employeur²³². Tous les autres travaillent en revanche pour le compte d'un autre maître et, dans un peu plus de la

²²⁹ Quelques exceptions : rappelons que sept domestiques recensés en 1667 étaient déjà mariés au moment du recensement (Jean Vennes, Jean Leclerc, Charles Boyer, Pierre Bergeron) ou veufs (Françoise Charron, François Hazonneau et Jeanne-Claude Deboisandre. Cette dernière convola de nouveau en 1667 puis une dernière fois en 1668). Nous les avons inclus dans ce groupe de 162 individus.

²³⁰ Ces trois *habitants* sont les seuls que nous ayons identifiés comme employeurs. Ajoutons également Denis Roberge (dont le recenseur omet de préciser la profession), ancien domestique au Séminaire de Québec et maître d'une dénommée Marie en 1681. Remarquons que ces quatre anciens serviteurs étaient tous en 1667 au service d'une communauté religieuse à l'exception de Joseph Renault, ex-employé de Louis Chartier, écuyer (ce dernier assista au mariage de Renault ainsi qu'aux baptêmes de ses enfants).

²³¹ Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 24 pour une présentation détaillée du tableau.

²³² Nous renvoyons le lecteur à la note 84.

moitié des cas (cinq sur huit exactement), sont localisés dans un autre lieu que celui où ils avaient été recensés la première fois. Outre ce constat, il convient de préciser que huit des onze domestiques recensés à la fois dans le second et le dernier relevés nominatifs demeurèrent célibataires – et probablement au service d'un maître – jusqu'à la fin de leurs jours. Les trois autres se marièrent par contre quelques années après le second ou le dernier inventaire. Plus globalement, sur les 120 domestiques recensés en 1667 et retrouvés en 1681, 16 seulement – incluant les huit domestiques – terminèrent leur vie sans avoir convolé. Tous les autres trouvèrent une épouse ou un époux et contribuèrent à l'accroissement démographique de la colonie.

Les domestiques qui terminent leur service et s'établissent au Canada deviennent donc, à l'image de la plupart des employeurs, des *habitants*. Le pays ne peut de toute façon leur offrir davantage puisque la principale activité de la colonie, au même titre que toute colonie de peuplement, demeure l'agriculture. Il y a certes la traite des fourrures mais sa croissance plafonne rapidement et le commerce, nous l'avons vu, s'organise dès les années 1680. Une minorité de serviteurs est toutefois parvenue à s'élever au-dessus de la masse ainsi que nous l'avons évoqué précédemment mais, comme le mentionnait Louise Dechêne, « l'écart est grand entre les chances de s'intégrer rapidement à la société existante et de gravir quelques échelons pour les engagés de la fin du XVII^e siècle, et celles qui attendaient les premiers venus à qui on demandait, somme toute, de créer cette société »²³³. Florent Panzani est tout de même parvenu à observer quelques reconversions pour le moins surprenantes. Hormis quelques soldats et artisans, il retrouva en effet parmi les domestiques recensés en 1681 un futur notaire (René Delavoye), la prochaine Supérieure de l'Hôtel-Dieu de Montréal (Angélique Hayot) mais aussi une future femme de seigneur (Jeanne-Marguerite Lenoir)²³⁴. Le milieu social au sein duquel les domestiques évoluent durant leur engagement a manifestement une incidence sur la destinée de certains employés. Par exemple, Jeanne-Marguerite Lenoir, servante de René Robineau, seigneur et baron de Portneuf, n'aurait probablement jamais fréquenté et épousé en 1684 Louis Dandonneau, seigneur du Sablé, si elle avait été au service d'un simple habitant²³⁵. Il importe néanmoins

²³³ L. Dechêne, *op. cit.*, p.77.

²³⁴ F. Panzani, *op. cit.*, p.65-66.

²³⁵ Remarquons que les artisans identifiés parmi les anciens domestiques recensés en 1667 étaient tous au service d'une communauté religieuse ou d'un écuyer.

de nuancer cette influence et l'importance du mimétisme social des domestiques à l'emploi des seigneurs et des notables en particulier. Si quelques-uns passent de l'état de servitude à celui de notabilité, la plupart ne deviennent tout de même que de simples habitants au terme de leur contrat. Par conséquent, si le statut ou le milieu social des maîtres a favorisé d'une manière ou d'une autre l'ascension sociale de quelques domestiques au pays, les cas relevés n'en sont pas moins des exceptions.

Au terme de cette recherche, force est de reconnaître que le sort réservé aux domestiques affranchis de leurs obligations révèle peu de surprises. La plupart de ceux que nous retrouvons dans la colonie au terme de leur contrat sont établis au pays comme *habitants*. Il faut toutefois rappeler que « la stabilité professionnelle chez les gens du peuple est peu habituelle et les changements d'emploi, fréquents »²³⁶. Un tel peut très bien être enregistré comme *habitant* en 1681 et identifié la même année dans une autre source, un contrat notarié par exemple, comme maître-artisan. Mais, dans une colonie qui compte à peine plus de 10 000 âmes au tournant du XVIII^e siècle, la reconversion d'un domestique en notable ne passe pas inaperçue. Peu pourront d'ailleurs s'en targuer. Ceux, parmi les « trente-six mois », qui choisirent de rester au Canada allèrent grossir à la fin de leur engagement, et au même titre que les domestiques natifs du pays, le groupe des petits propriétaires agricoles contribuant ainsi au renouvellement de la population, et à la pérennité de la colonie laurentienne.

²³⁶ A. Lachance, *Crimes et criminels...*, *op. cit.*, p.105.

CONCLUSION

Un des principaux objectifs de cette thèse consistait à examiner l'éclairage offert par l'étude du marché de la main-d'œuvre domestique dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle et au tournant du XVIII^e siècle, au sujet de la faiblesse de l'immigration. Pour mener à bien cette enquête, une meilleure compréhension des caractéristiques des travailleurs et des personnes, ou des institutions, recourant à leurs services apparaissait donc indispensable.

L'analyse des trois premiers relevés nominatifs de la colonie a d'abord révélé que la majorité des individus employés par un maître dans la vallée laurentienne étaient des domestiques, mot désignant, tant en France qu'au Canada, quatre réalités bien distinctes : les serviteurs de maison, les domestiques agricoles, les serviteurs personnels et, enfin, toute personne au service d'une autre sans aucune précision. À cet ensemble, s'ajoutent les serviteurs des communautés religieuses et hospitalières. Bien que les professions n'aient pas été relevées systématiquement pour toute la population, le groupe des domestiques représente le tiers de l'ensemble des catégories professionnelles identifiables dans la colonie au moment des trois recensements.

Si la proportion des domestiques au sein du marché colonial du travail est relativement importante, le contingent des serviteurs par rapport à l'ensemble de la population recensée peut sembler en revanche dérisoire puisqu'il représente un peu moins de 15% de la population totale en 1666/1667, et seulement 5.1% en 1681. Cependant, les effectifs – en nombres absolus – de ces travailleurs augmentent avec le temps. En outre, les données du sujet évoluent puisque, dès les années 1670, période à partir de laquelle on constate une diminution de l'immigration au Canada, une nouvelle main-d'œuvre née au pays commence déjà à remplacer les engagés immigrants. En 1681, elle représente même la cohorte la plus importante du groupe étudié.

L'analyse conjointe des contrats d'engagement canadiens et de l'évolution de la population au Canada a d'ailleurs démontré que plus la population augmentait, plus

l'activité de recrutement locale s'amplifiait¹. Cependant, l'évolution du nombre de contrats d'engagement signés dans la colonie est un indicateur imparfait de l'évolution de la demande de domestiques. Nous en avons néanmoins dégagé l'analyse suivante : plutôt faible avant 1660, la demande se serait rapidement amplifiée à partir de cette date. Par ailleurs, nous croyons que la diminution du nombre de contrats canadiens observée après 1680 ne traduit pas une baisse réelle de la demande. Nous l'attribuons plutôt à une multiplication des ententes verbales. Cette nouvelle tendance serait liée à la présence accrue de travailleurs nés dans la colonie au détriment de la main-d'œuvre étrangère.

Qu'ils aient été recrutés en France ou directement au Canada, la plupart des serviteurs identifiés au moment des deux premiers relevés nominatifs sont des hommes. La part de leurs collègues féminines tend néanmoins à augmenter avec le temps pour deux raisons : l'arrivée des Filles du roi au Canada entre 1663 et 1673, et l'accroissement naturel de la population. Bien entendu, le choix de recourir essentiellement à des hommes tient moins aux caprices de l'employeur qu'au manque de femmes dans la colonie mais aussi, et surtout, aux travaux réclamés puisque nombre d'employés sont affectés aux défrichements et à l'entretien des exploitations agricoles.

Outre ces caractéristiques, ces domestiques sont tous, à quelques exceptions près, célibataires, situation logique d'une certaine manière puisque le mariage est normalement interdit aux engagés immigrants. Cependant, ce constat nous interroge sur la nature même du métier de domestique en ce sens où la profession ne semble pas, de toutes façons, compatible avec le mariage et, par conséquent, avec la vie de famille. Cette observation tend aussi à confirmer le caractère transitoire du métier de domestique. Ceci étant, dans une situation de blocage du marché matrimonial où les hommes sont en surnombre, il peut sembler étonnant de retrouver des servantes célibataires mais nous avons pu démontrer que ce fait se justifiait, dans la plupart des cas, par leur jeune âge. Globalement d'ailleurs, quel que soit leur sexe, les domestiques ne sont jamais bien vieux puisque la moyenne d'âge du groupe se situe entre 25 et 30 ans.

¹ Rappelons que nous n'avons analysé l'évolution de la demande de domestiques qu'à partir des contrats d'engagement canadiens seulement. Nous ne pouvons y inclure les contrats rochelais réunis pour l'étude puisque ces documents présentent un caractère beaucoup trop fragmentaire et disparate.

Il en va de même en ce qui concerne les employeurs attendu que la plupart, à l'image de la population coloniale, ont moins de 45 ans. L'étude de ce groupe, la première jamais réalisée à ce jour, démontre que les maîtres sont en grande majorité (à 95%) des hommes, dont 90% sont mariés. Les quelques femmes disposant de domestiques sont quant à elles toutes veuves sans exception. Au même titre que les serviteurs, les caractéristiques des employeurs évoluent puisque les natifs de la métropole, originaires surtout du nord-ouest de la France, laissent progressivement la place aux Canadiens de souche. Cette spécificité rappelle que les naissances dans la colonie, depuis l'installation des premiers pionniers, commencent à compenser le recul de l'immigration nette, ou pionnière, constaté essentiellement à partir des années 1670.

L'analyse des recensements et des contrats d'engagement français et canadiens nous a permis de distinguer grossièrement quatre catégories d'employeurs : les *habitants*, au sens de paysans propriétaires, les artisans, les institutions religieuses et enfin les officiers civils et militaires, catégorie dans laquelle sont regroupées les personnes de profession indéterminée déclarées nobles. Bien que proportionnellement plus nombreux dans les communautés religieuses – qui sont à l'origine de la venue des premières équipes de travailleurs au pays – et chez les notables, la majorité des serviteurs demeure tout de même au service de l'*habitant*. Ce constat apparaît logique puisque le principal secteur économique, dont les besoins en main-d'œuvre sont importants, est l'agriculture. Certes, il y a bien le commerce des fourrures mais sa croissance plafonne rapidement et la traite s'organise dès les années 1680. Ainsi, globalement, le tiers des *habitants* recensés au Canada au XVII^e siècle ont recours à des domestiques. Parmi ces employeurs, rares sont ceux cependant qui disposent de plus d'un serviteur.

La majorité des ménages employeurs se concentrent en milieu rural mais la capacité des urbains à recruter des domestiques est plus forte que celle des ruraux, phénomène qui s'explique simplement par la forte proportion des notables en ville. La répartition géographique des maîtres selon la profession influe d'ailleurs sur la distribution des serviteurs suivant leur sexe. En effet, les employeurs urbains, particulièrement les officiers civils et militaires, ont davantage recours aux servantes que ceux résidant à la campagne, particularité qui rappelle l'existence d'une domesticité traditionnelle que l'on retrouve, toutes proportions gardées, dans les grandes maisons françaises. La distribution dans la

vallée laurentienne des travailleurs employés par des communautés religieuses est en revanche plus difficile à cerner. Les sources ne nous permettent pas en effet de distinguer la part des employés envoyés sur les grandes propriétés des institutions à l'extérieur des villes, et celle affectée dans les maison-mères, à l'entretien des bâtiments ou encore au soin des malades.

Une chose est sûre cependant : plus les communautés religieuses sont riches en terres et en seigneuries, plus elles font appel à des domestiques. Même chose en ce qui concerne les employeurs laïcs. Nous ignorons toutefois l'impact réel de la taille des exploitations et du cheptel sur le recours à la main-d'œuvre car seule une comparaison entre la situation des ménages qui n'ont pas de domestiques et celle de ceux qui en ont, aurait permis véritablement de se prononcer. Nous pensons en revanche que la taille des ménages a joué sur le recours aux domestiques dans la mesure où ceux recensés en 1681, et qui disposent d'un travailleur, ont en moyenne moins d'enfants que ceux qui n'ont pas d'employés. Jouissant d'une capacité productive plus faible à priori que la normale, il apparaît logique que ces ménages se soient tournés vers une main-d'œuvre étrangère pour ainsi pallier le manque de bras nécessaires à la petite exploitation familiale. Il faudrait, bien sûr, raffiner l'analyse et s'attacher davantage à la composition de la famille au moment de l'engagement. Dans le cas des ménages employeurs, en particulier, il semble effectivement que plus la famille compte d'enfants en âge de travailler, et surtout de garçons, moins elle emploie de domestiques. Mais, là encore, seule une comparaison entre les foyers qui ont des serviteurs et ceux qui n'en ont pas permettrait de mieux apprécier l'incidence de la composition familiale sur le recours à la main-d'œuvre.

Au total, le quart des foyers dénombrés au pays en 1666 et 1667 ont au moins un domestique à leur service. Quatorze ans plus tard, les ménages employeurs ne représentent plus que 12% de l'ensemble des feux canadiens recensés. Cette baisse, qui n'affecte pas le nombre de travailleurs, s'explique si l'on observe conjointement l'état du marché de la main-d'œuvre et la croissance démographique de la colonie. En 1681, les enfants et adolescents nés au pays, et susceptibles de travailler sur l'exploitation de leurs parents ou d'un autre ménage, sont plus nombreux qu'au moment des deux premiers recensements. C'est que « l'accroissement naturel joue déjà un rôle plus grand que l'accroissement

migratoire dans l'augmentation du nombre des habitants »². Cette jeunesse locale forme progressivement une réserve de main-d'œuvre suffisante non seulement pour leur propre famille mais aussi pour les nouveaux ménages qui s'installent et ce, au détriment de la main-d'œuvre étrangère et de l'immigration en général, les domestiques recrutés en métropole représentant plus du tiers de l'immigration brute.

Exception faite des communautés religieuses dont les besoins sont plus diversifiés, c'est vers cette main-d'œuvre infantine que se tournent de plus en plus les employeurs. La raison en est essentiellement pécuniaire. Si le domestique adulte recruté au pays ne coûte pas réellement plus cher que son homologue étranger, même si la durée de son contrat est habituellement plus courte, l'un et l'autre demeurent encore nettement plus dispendieux que la main-d'œuvre juvénile canadienne. Celle-ci ne coûte en effet à peu près rien, mis à part son entretien. En outre, même si la recrue est parfois trop jeune pour être utile aux défrichements ou à la culture, le maître y trouve son compte. Il l'affecte dans ce cas à l'entretien du jardin ou à la garde des bestiaux, en attendant qu'il soit suffisamment robuste pour supporter de plus gros travaux, le dix-huitième anniversaire du domestique sonnant généralement la fin de son temps. Autrement dit, plus l'enfant est placé tôt chez son maître, plus la durée de son engagement a des chances d'être longue, supérieure assurément à celle du manœuvre adulte local, recruté souvent pour quelques mois, ou même à celle de l'engagé immigrant dont le contrat est, sauf exception, de trois ans.

Outre l'analyse de l'état du marché de la main-d'œuvre dans la vallée laurentienne au XVII^e siècle, son évolution dans le temps et son impact sur l'immigration au Canada, cette étude a tenté également de mieux cerner la réglementation morale et légale à laquelle doivent se soumettre, en principe, le maître et le domestique. Cette recherche a permis de démontrer qu'il existait, d'entrée de jeu, une distorsion flagrante entre la littérature dite pédagogique ou normative, destinée aux employeurs et à leur personnel, et les textes officiels émanant des autorités judiciaires ou administratives qui concernent les domestiques. L'image de cette main-d'œuvre – issue essentiellement des groupes sociaux

² H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire Sociale*, vol.7 (avril 1971), p.85.

les moins favorisés³ – que la société canadienne projette à travers ces textes est sensiblement la même au Canada qu'en France. La plupart des règlements qui ont trait à la police des domestiques des deux côtés de l'Atlantique assimilent ces individus « aux groupes dangereux de la société »⁴. Néanmoins, il semble que les juges canadiens se soient montrés plus souples dans leurs sentences, à l'endroit des serviteurs inculpés, que leurs homologues français. Deux hypothèses pourraient expliquer cette tendance : d'une part, la main-d'œuvre est une denrée trop précieuse dans la colonie pour qu'on la gaspille sur le gibet ; d'autre part, l'écart entre le maître et son employé dans la hiérarchie sociale canadienne n'est pas aussi prononcé qu'en France.

Même si l'écart qui sépare le maître et le serviteur dans la hiérarchie sociale canadienne ne semble, dans l'ensemble, pas aussi prononcé qu'en France, les rapports entre les deux individus n'en demeurent pas moins tendus à l'occasion. C'est du moins ce qui ressort de l'analyse de l'ensemble des litiges canadiens opposant un employeur à son domestique. Loin de se comporter en bon père de famille, le maître s'avère à l'occasion peu soucieux de ses obligations envers son employé, tout particulièrement lorsque vient le temps de lui payer son dû. Néanmoins, il apparaît tout à fait conscient de son autorité, pouvoir qu'il utilise d'ailleurs parfois à mauvais escient. Loin d'être fidèle, le domestique se révèle quelquefois inconstant voire délinquant mais soucieux, comme son maître, de ses biens, de son honneur et de son intégrité physique. Bien que les causes relevées dans cette étude ne constituent que la partie émergente des conflits, « une brèche dans le tissu des jours » pour reprendre les mots d'Arlette Farge⁵, nous aurions tort de noircir totalement l'état de ces relations et surtout de les généraliser. Après tout, la poursuite judiciaire n'offre, par définition, qu'une perception négative de ces rapports. Même si, selon le vieux dicton, « les gens heureux n'ont pas d'histoire », il est tout de même possible de repérer quelques documents susceptibles d'illustrer la bonne entente entre l'employeur et son domestique. Les renouvellements de contrat, la présence du maître au mariage de son ancien employé, les legs que certains travailleurs destinent à leur employeur respectif dans

³ Dans le cas canadien, nous avons vu qu'il convenait de rester prudent dans cette affirmation attendu que nous ignorons souvent les antécédents, en France, des parents de ces domestiques.

⁴ J.-P. Gutton, *Domestiques et Serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier Montaigne, 1981, p.133-134.

⁵ A. Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p.12.

leur testament, ou encore les recours en justice intentés par des maîtres pour le compte de leur serviteur, sont autant d'indices qui plaident en faveur d'une association réussie.

L'après-servitude a également suscité notre intérêt. Parmi ceux dont nous avons pu repérer la trace après l'expiration de leur contrat, la plupart se marient au pays dans les mois ou les années qui suivent la fin de leur temps, se mettent à leur compte et deviennent *habitants*. D'autres demeurent chez leur maître jusqu'à la fin de leurs jours ou renouvellent leur engagement en attendant de se trouver un parti, de se constituer un meilleur capital avant de s'établir ou de rentrer en métropole dans le cas des engagés immigrants, ou encore pour honorer des dettes contractées durant leur service. Enfin, quelques-uns parviennent à se hisser au-dessus de la masse mais les cas sont plutôt exceptionnels. Le milieu social au sein duquel l'ancien employé a évolué durant son engagement semble d'ailleurs avoir eu une incidence sur sa destinée. Il convient néanmoins de nuancer le mimétisme social de ces domestiques car la plupart deviennent, comme la majorité des employeurs, de simples exploitants agricoles. Contrairement à la France où le serviteur semble généralement tomber dans la détresse à partir du moment où il quitte sa place⁶, le domestique dans la vallée laurentienne rejoint habituellement les rangs de ceux qu'il a servis.

Le travail que nous achevons avait pour mission initiale de combler une carence dans l'historiographie, l'étude de la domesticité ayant peu tenté les historiens nord-américains et particulièrement canadiens. Ceux qui se sont penchés sur le sujet se limitèrent essentiellement au volet « immigration » du système de l'engagement. Et ceux qui s'y intéressent aujourd'hui couvrent les périodes postérieures au XVII^e siècle⁷. Mis à part le travail de Florent Panzani, la domesticité au temps des premiers colons semble avoir visiblement rebuté les chercheurs. Il faut bien admettre que la matière n'est pas séduisante au premier abord. Les sources sont souvent fragmentaires et la paléographie, particulièrement difficile pour cette période, peut rapidement décourager dès les premiers

⁶ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.201.

⁷ Citons surtout les travaux en cours de Solène Boënnec sur les domestiques à Québec au XVIII^e siècle et de Jocelyne Perrier sur les travailleurs à Montréal à la même époque : S. Boënnec, « Les domestiques à Québec en 1744 (ou 1716-1744) », Mém. de maîtrise (histoire) en cours sous la direction d'Alain Laberge, Université Laval ; J. Perrier, *Le travail et les travailleurs à Montréal au XVIII^e siècle*, Ph. D. (histoire) en cours sous la direction de Thomas Wien (Université de Montréal) et de Sylvie Dépatie (UQÀM). Voir également T. Loiselle, *La domesticité au Séminaire de Québec dans la première moitié du XVIII^e siècle*, Mém. de maîtrise (Master 1), Université Rennes 2, 2006, 129p.

dépouillements. Mais le sujet n'en demeure pas moins important et méritait qu'on le considère enfin à sa juste valeur. « Plus que des serviteurs, ils furent des collaborateurs » écrivait Emilia Chicoine à propos des engagés de la Congrégation Notre-Dame de Montréal⁸. Nous pouvons élargir la citation à l'ensemble de la domesticité. Qu'ils aient été recrutés en France ou directement dans la colonie, tous contribuèrent, par leur labeur, à l'implantation française dans la vallée laurentienne et à son développement économique.

Malgré les nombreux sujets couverts dans le cadre de cette vaste recherche, plusieurs questions résistent toujours à l'analyse et demeureront probablement sans réponse. Les lacunes de certaines sources, en particulier les recensements qui mériteraient à eux seuls de profondes révisions, en sont en partie responsables. Mais c'est surtout l'anonymat des domestiques qui pose problème. Comme le remarquait Jean-Pierre Gutton, « l'histoire de la domesticité est encore une histoire malaisée à écrire parce qu'elle touche au "clandestin quotidien" »⁹. Comment effectivement « cerner complètement des personnes qui ne sont aujourd'hui connues que par des prénoms ou de simples sobriquets ? »¹⁰. En dépit de la richesse des outils de recherche disponibles, force est de reconnaître que l'étude de ces domestiques tourne court. Sans l'identité complète du serviteur ou de la servante, impossible d'observer son vécu avant, pendant ou même après son engagement. Le problème peut sembler plus sérieux encore, et même mettre en doute la représentativité de notre corpus, si l'on considère que plusieurs engagements contractés au Canada ont été conclus verbalement. Rappelons néanmoins que si tous les fonds d'archives n'ont pas été exploités (nous pensons en particulier aux archives de certaines communautés religieuses), la plupart – archives notariales, judiciaires, administratives et paroissiales – ont été dépouillés dans leur totalité pour l'ensemble de la période étudiée.

Aussi exhaustive soit notre enquête, nous ne prétendons pas pour autant avoir totalement épuisé le sujet. Le mode de recrutement dans la colonie, par exemple, mériterait à lui seul une étude particulière. Nous avons vu que le Conseil souverain jouait un rôle dans la distribution des engagés immigrants mais nous ignorons toujours les raisons qui ont pu amener un employeur à recruter localement tel individu plutôt qu'un autre. Ce

⁸ E. Chicoine, *La métairie de Marguerite Bourgeois à la Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Fides, 1986, p.82.

⁹ J.-P. Gutton, *op. cit.*, p.9.

¹⁰ F. Panzani, *Les domestiques au Canada en 1681. Étude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mém. de maîtrise (histoire), Université Laval, 2002, p.87.

questionnement permettrait sans doute de mettre en lumière le réseau de sociabilité naissant dans la colonie laurentienne, les solidarités locales et/ou familiales. L'étude des domestiques employés par des communautés religieuses nécessiterait également une plus large investigation que celle que nous avons entreprise dans ce travail. Les archives des sulpiciens devraient notamment être examinées d'autant que les religieux sont, avec les jésuites et les prêtres du Séminaire de Québec, les plus gros employeurs de domestiques au Canada. En outre, l'examen de la comptabilité de chaque institution religieuse éclairerait davantage sur l'importance des budgets consacrés aux employés et, incidemment sur l'évolution des besoins des communautés. Sur un autre point, la recherche devrait pouvoir progresser : le devenir des engagés qui rentrent en France au terme de leur contrat pourrait en effet faire l'objet d'une attention particulière. Pour que cette enquête soit réalisable, il conviendrait cependant de circonscrire le corpus de recherche à quelques individus originaires d'une même région. Il faudrait voir aussi si certains de ces travailleurs retournent à nouveau au Canada en qualité d'engagé – nous en avons relevé quelques cas parmi les engagés rochelais –, et tenter éventuellement de déterminer les raisons qui les ont poussés à renouveler leur expérience dans la vallée laurentienne. Dans le même ordre d'idées, les antécédents des « trente-six mois » qui décident de s'établir au Canada à la fin de leur temps, aideraient peut-être à mieux comprendre les motivations des départs. La banque de données du *Programme de recherche sur l'émigration des Français en Nouvelle-France* (PRÉFEN), dirigée par Yves Landry et son équipe, pourrait constituer à ce propos un excellent outil de départ. Si l'insertion du domestique immigrant ou local dans la société canadienne passe habituellement par le mariage, le dépouillement de tous les actes notariés canadiens, et notamment des inventaires après-décès, impliquant chacun de ces anciens employés étofferait avantageusement toute la question de l'après-servitude. Le logiciel *Parchemin* favoriserait à cet égard la sélection des documents les plus pertinents pour le sujet. Enfin, l'analyse de la composition des ménages sans domestique recensés au XVII^e siècle dans la vallée laurentienne permettrait de confirmer certaines de nos hypothèses, notamment celles concernant le lien entre la taille des exploitations agricoles ou de la composition des familles et le recours aux domestiques.

Selon Jean Guéhenno, « la plus grande et la plus émouvante histoire serait l'histoire des hommes sans histoire, des hommes sans papiers, mais elle est impossible à écrire »¹¹. Celle de la domesticité, en dépit des difficultés qu'elle implique, est faisable et a encore de beaux jours devant elle. Cette thèse aura, nous l'espérons, permis de bien défricher le terrain, mais il faut veiller désormais à en assurer l'entretien, et la mise en valeur, et faire en sorte que ce vaste champ de recherche, aussi ambitieux soit-il, ne retombe pas en friche et dans l'oubli...

¹¹ Jean Guéhenno, *Changer la vie : mon enfance et ma jeunesse*, Paris, Le livre de poche, 1973, p.192.

ANNEXES

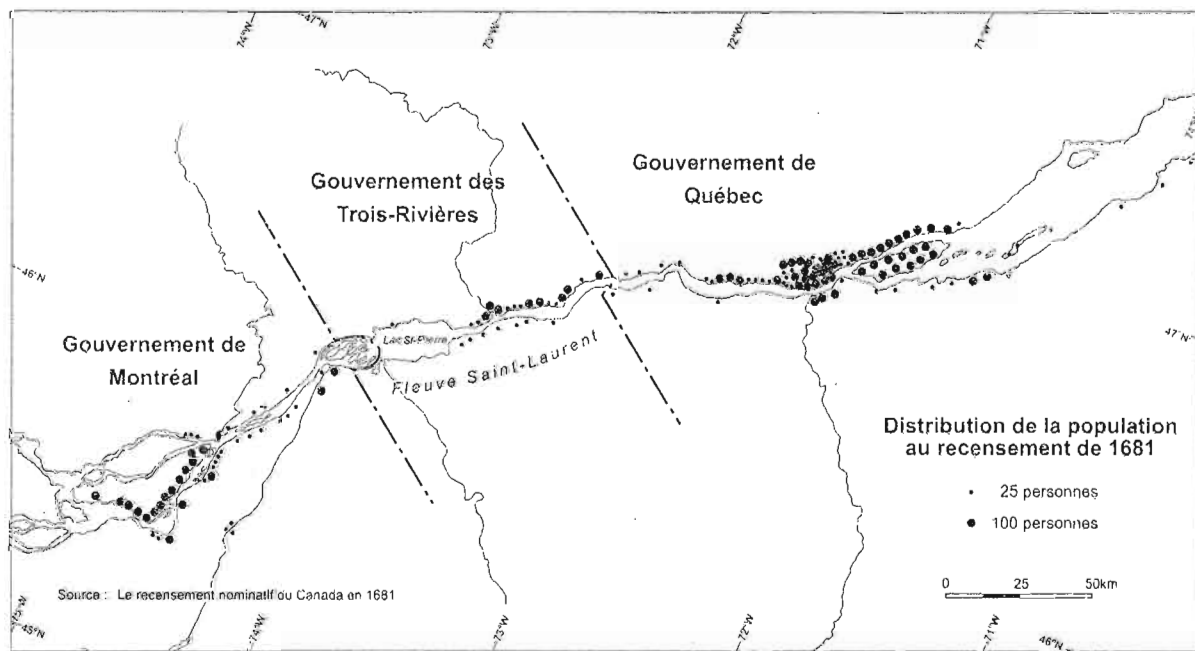
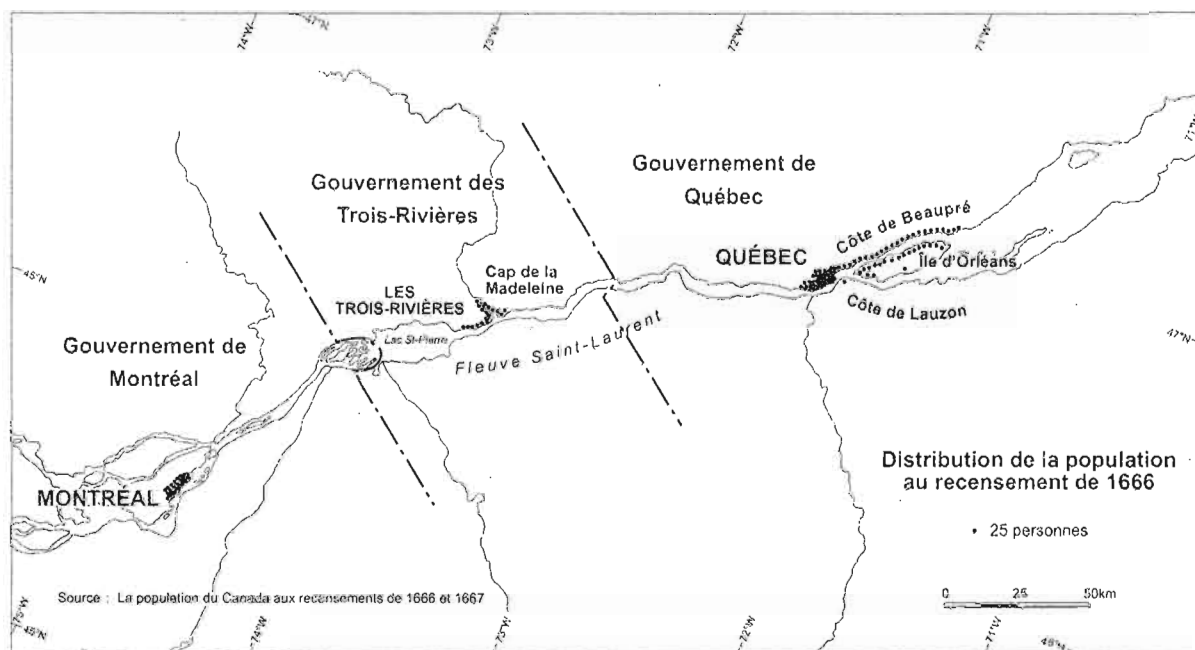
Annexe 1

Fiche de dépouillement pour les contrats d'engagement français et canadiens

Dépôt		Jour <input type="text"/>	Mois <input type="text"/>	Année <input type="text"/>	Contrat <input type="text"/>
Notaire:		N° <input type="text"/>			
Nom de l'employeur		<input type="text"/>			N° <input type="text"/>
Profession		<input type="text"/>			Sexe <input type="text"/>
Résidence		<input type="text"/>			Signature <input type="text"/>
Notes		<input type="text"/>			
Nom de l'engagé		<input type="text"/>			N° <input type="text"/> Orphelin ou abandonné <input type="checkbox"/>
Profession		<input type="text"/>			Engagé deux fois et plus <input type="checkbox"/> Sexe <input type="text"/> âge <input type="text"/> Bail <input type="checkbox"/>
Résidence		<input type="text"/>			Signature <input type="text"/> Origine <input type="text"/>
Notes		<input type="text"/>			
- Stipule pour -					
Durée:		Salaire <input type="text"/>			
à partir de:		Avance <input type="text"/>			
jusqu'à:		Entretien fourni			
<input type="checkbox"/> sans pouvoir quitter et ou servir ailleurs sans congés		<input type="checkbox"/> nourriture <input type="checkbox"/> chauffer <input type="checkbox"/> logement <input type="checkbox"/> coucher <input type="checkbox"/> entretenir linge et hardes <input type="checkbox"/> blanchir <input type="checkbox"/> éclairer <input type="checkbox"/> chauffer			
Fonctions <input type="text"/>		Obligations de l'engagé <input type="checkbox"/> servir fidèlement et honnêtement ou bien et dûment <input type="checkbox"/> faire le profit non la perte <input type="checkbox"/> le parent le fera chercher s'il s'absente Obligations du maître <input type="checkbox"/> en avoir soin <input type="checkbox"/> foi catholique <input type="checkbox"/> instruire <input type="checkbox"/> envoyer messe <input type="checkbox"/> catéchisme <input type="checkbox"/> faire faire première communion <input type="checkbox"/> traiter doucement et/ou humainement <input type="checkbox"/> entretenir en santé et malade			
<input type="checkbox"/> faire tout ce qui lui sera commandé de licite et honnête					
Remarques <input type="text"/>					

Annexe 2

Distribution de la population aux recensements de 1666 et 1681



Annexe 3

Répartition des émigrants français au Canada selon la catégorie sociale

Catégorie sociale	Nombre connue	Nombre réajusté	% estimé
Noble	468	-	3,0
Bourgeois	1 968	-	12,5
Paysan	613	4 206	26,6
Manouvrier	895	2 255	14,3
Artisan	2 822	6 913	43,7
Total	6 766	15 810	100,1

Source : L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.89

Répartition des émigrants selon le secteur d'activité

Secteur	Nombre d'émigrants	% des émigrants
Armée	3 655	30,5
Transport et autres services	1 208	10,1
Construction et métiers du bois	755	6,3
Métiers de le mer	658	5,5
Textile et vêtements	595	5,0
Gens d'église	444	3,7
Agriculture	409	3,4
Commerce	345	2,9
Métier du fer	297	2,5
Alimentation	292	2,4
Santé	156	1,3
Personnel administratif et judiciaire	153	1,3
Artisanat de luxe	23	0,2
Autres artisans	49	0,4
Divers	2 951	24,6
Total	11 990	100,1

Source : L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement canadien français*, Sillery, Septentrion-Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, p.98

Annexe 4

Population masculine âgée de 15 ans et plus selon la profession d'après les trois recensements¹

	1666	1667	1681
Notables.....	106	69	151
Artisans :			
- alimentation.	42	1	20
- textile.....	63	1	50
- cuir....	34	0	33
- Construction	72	2	103
- Bois.	37	2	59
- Métal	44	1	51
Exploitants agricoles	369	640	1.297
Domestiques	346	478	358
Divers	140	25	60
Toutes professions	1.253	1.219	2.182
Non déclaré	127	320	754
Ensemble	1.380	1.539	2.936

¹ Ce tableau est la synthèse des trois relevés présentés par Charbonneau et ses collaborateurs à partir des recensements de 1666, 1667 et 1681 : voir H. Charbonneau et J. Légaré, *loc. cit.*, p.1040 et H. Charbonneau, Y. Lavoie et J. Légaré, *loc. cit.*, p.89. Précisons pour les notables que les auteurs ont intégré les religieux recensés dans la colonie.

Annexe 5

Répartition des corps de métiers associés au domestique d'après le recensement de 1666

Armurier, Travaillant non engagé	1
Arquebusier, Domestique, Engagé	1
Boucher, Engagé	1
Boulangier	1
Boulangier, Domestique, Engagé	3
Boulangier, Volontaire	1
Bourrelier, Sellier, Travaillant	1
Boutonnier, Volontaire	1
Calfat, Domestique, Engagé	1
Chandelier, Domestique, Engagé	1
Chandelier, Engagé	1
Chapelier, Domestique, Engagé	2
Chapelier, Travaillant	1
Charpentier	1
Charpentier, Domestique, Engagé	3
Charpentier, Engagé	1
Chaudronnier, Domestique, Engagé	1
Chirurgien, Engagé	1
Cloutier, Domestique, Engagé	2
Cordier, Domestique, Engagé	1
Cordier, Travaillant	1
Cordier, Volontaire	1
Cordonnier	2
Cordonnier, Domestique	1
Cordonnier, Domestique, Engagé	2
Cordonnier, Engagé	2
Cordonnier, Travaillant	1
Cordonnier, Travaillant non engagé	1
Cordonnier, Volontaire	2
Corroyeur, Domestique, Engagé	1
Corroyeur, Domestique et Engagé	1
Couvreur d'ardoise, Domestique	1
Domestique	95
Domestique, Engagé	186
Domestique, Engagé, Boucher	1
Domestique, Engagé, Boulangier	1
Domestique, Engagé, Cordier	1
Domestique, Engagé, Cordonnier	2
Domestique, Engagé, Fourrier	1
Domestique, Engagé, Taillandier	1

Domestique, Engagé, Tailleur	2
Domestique, Non-Engagé	3
Domestique, serrurier	1
Domestique, Taillandier	1
Engagé	47
Engagé, Domestique	26
Engagé, Domestique, Meunier	1
Engagé, Menuisier	1
Engagé, Poigneur	1
Engagé pour apprenti	1
Ferendinier, Engagé	1
Habitant, Volontaire	1
Imprimeur, Domestique, Engagé	1
Jardinier, Non-Engagé	1
Jardinier, Volontaire	1
Laboureur, Domestique, Engagé	1
Maçon	2
Maçon, Domestique, Engagé	2
Maçon, Engagé	6
Maçon, Travaillant non engagé	1
Maître d'école	1
Maître de musique	1
Marchand, Volontaire	3
Matelot, Domestique, Engagé	1
Matelot, Domestique et Engagé	1
Matelot (engagé?)	1
Matelot, Engagé	1
Matelot, Volontaire	1
Menuisier	3
Menuisier, Domestique	1
Menuisier, Engagé	3
Menuisier, Volontaire	1
Meunier	1
Meunier, Domestique	2
Meunier, Engagé	3
Orfevre, Travaillant non engagé	1
Ouvrier en fer blanc, Volontaire	1
Pâtissier, Domestique, Engagé	1
Pâtissier, Engagé	1
Pelletier, Engagé	1
Poigneur, Travaillant non engagé	1
Sabotier, Domestique, Engagé	1
Savetier, Domestique, Engagé	1
Sellier, Engagé, Domestique	1
Servante	9

Serviteur, Domestique	1
Serviteur, Engagé	1
Taillandier, Engagé	1
Taillandier, Volontaire	2
Tailleur d'habit	2
Tailleur d'habit, Domestique, Engagé	1
Tailleur d'habit, Engagé	2
Tailleur d'habit, Volontaire	1
Tailleur de pierre, Domestique, Engagé	1
Tailleur de pierre, Engagé	1
Tailleur, Domestique	1
Tailleur, Engagé	1
Tailleur, Engagé, Domestique	1
Tanneur, Domestique, Engagé	1
Tapissier, Volontaire	2
Tireur de pierre, Engagé	1
Tireur de pierre, Volontaire	1
Tisserand, Domestique, Engagé	1
Tisserand en toile	1
Tisserand en toile, Travaillant au mois	1
Tisserand en toile, Travaillant non engagé	1
Tisserant, Domestique	1
Tissier, Domestique, Engagé	1
Tonnelier	1
Tonnelier, Domestique, Engagé	1
Tonnelier, Engagé	2
Tonnelier, Travaillant	1
Tourneur, Domestique, Engagé	1
Travaillant	20
Travaillant au mois	3
Travaillant, Domestique	1
Travaillant (fils)	1
Travaillant non engagé	22
Travaillant, Volontaire	8
Volontaire	25
Volontaire, tailleur d'habits	1
Ensemble	587

Source : Recensement canadien

Répartition des corps de métiers associés au domestique
d'après le recensement de 1667²

Aide charpentier, Domestique	1
Charpentier de navire, Domestique	1
Cuisinier, Domestique	2
Domestique	375
Domestique*	82
Domestique, éleveur*	2
Domestique, Habitant	2
Maître de barque, Domestique	1
Maître tonnelier, Domestique	1
Matelot, Domestique	5
Meunier, Domestique	1
Servante	6
Serviteur	27
Serviteur*	2
Travaillant	2
Valet	3
Total	513

Source : Recensement canadien

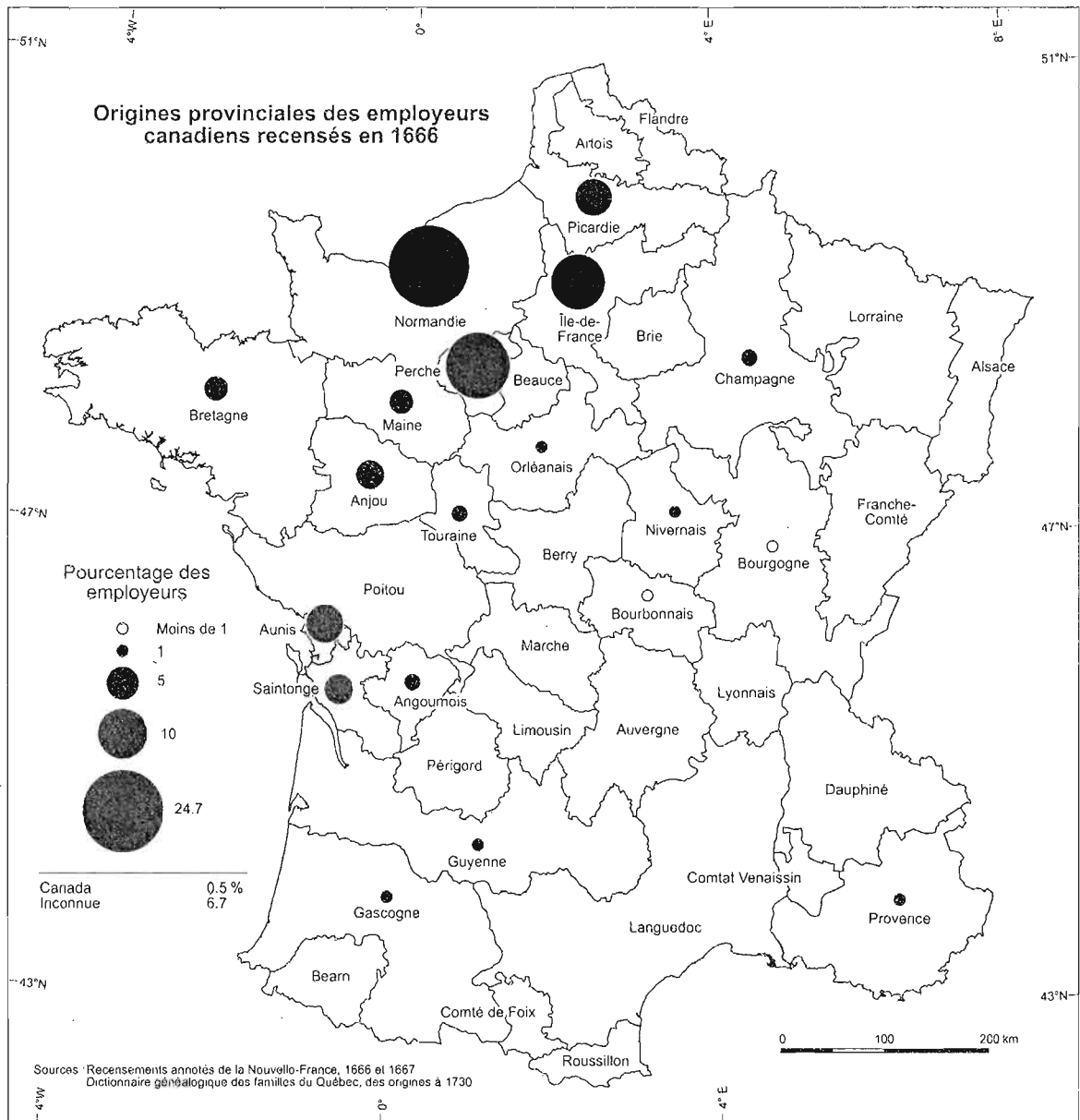
Répartition des corps de métiers associés au domestique
d'après le recensement de 1681

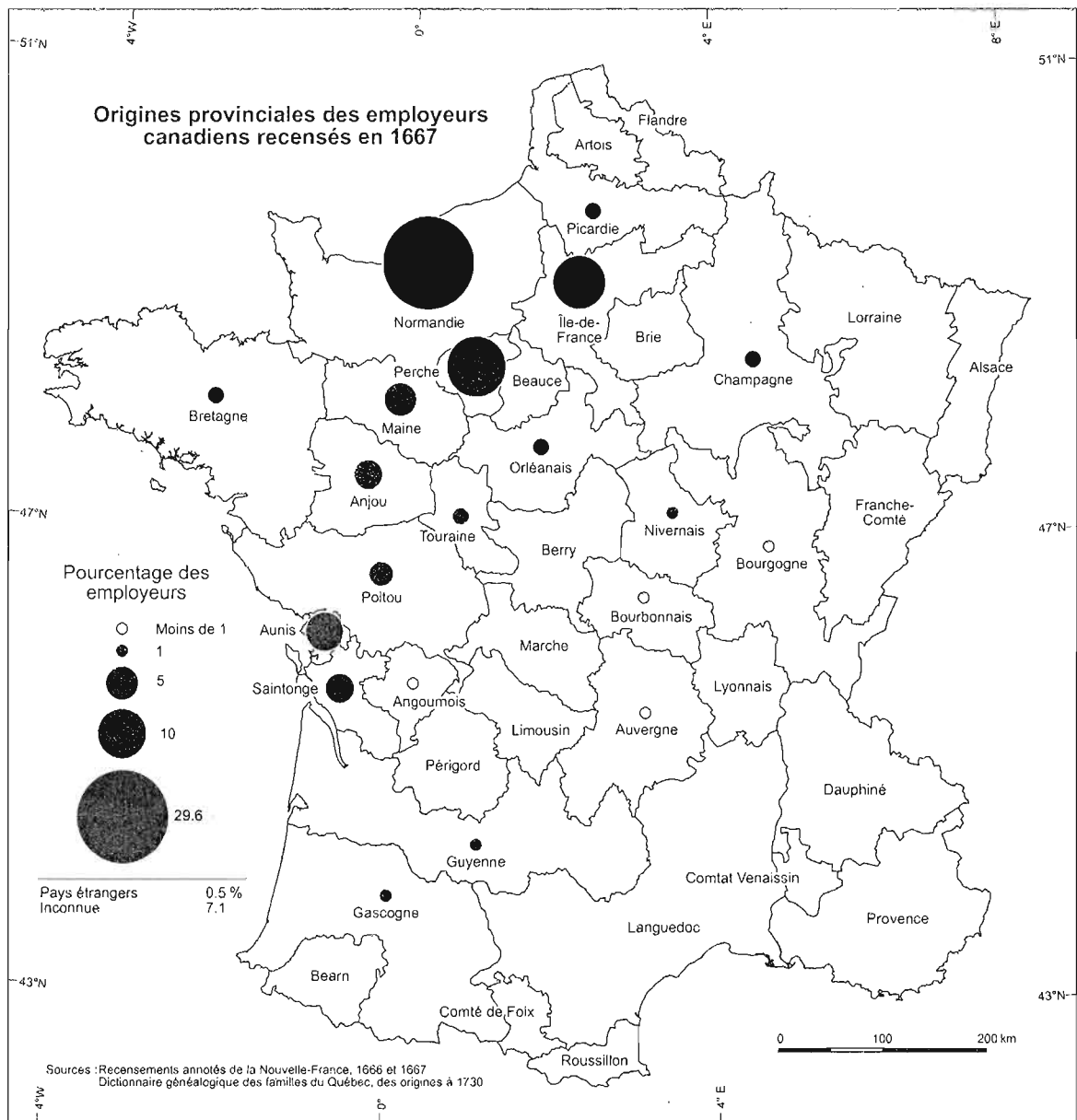
Domestique*	11
Boulangier et domestique	1
Domestique	429
Domestique et habitant	2
Serrurier et domestique	1
Servante	54
Tailleur et domestique	1
Volontaire	1
Total	500

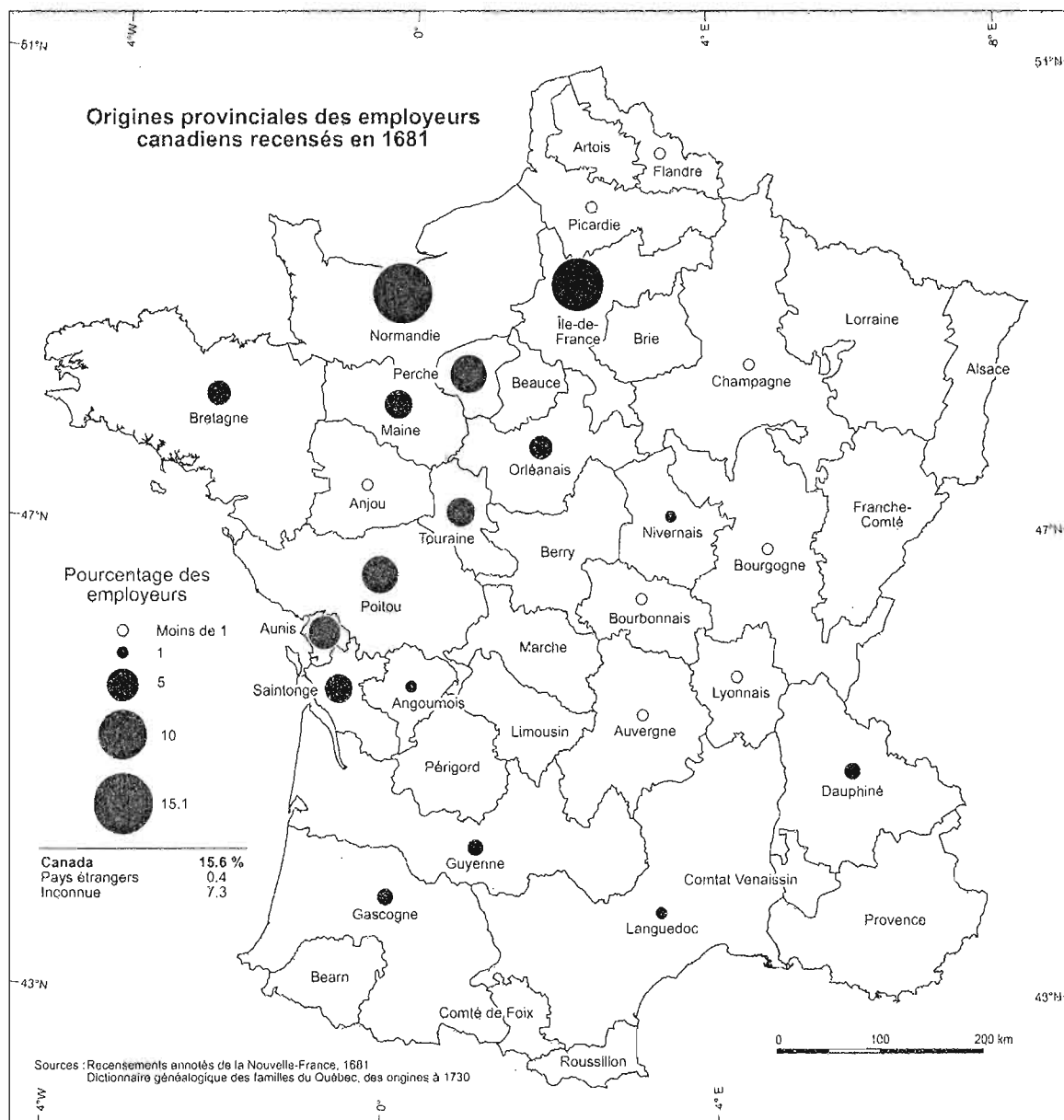
Source : Recensement canadien

² Les domestiques suivis d'un asterisque regroupent tous ceux que le *PRDH* et/ou l'agent recenseur ont oublié de mentionner

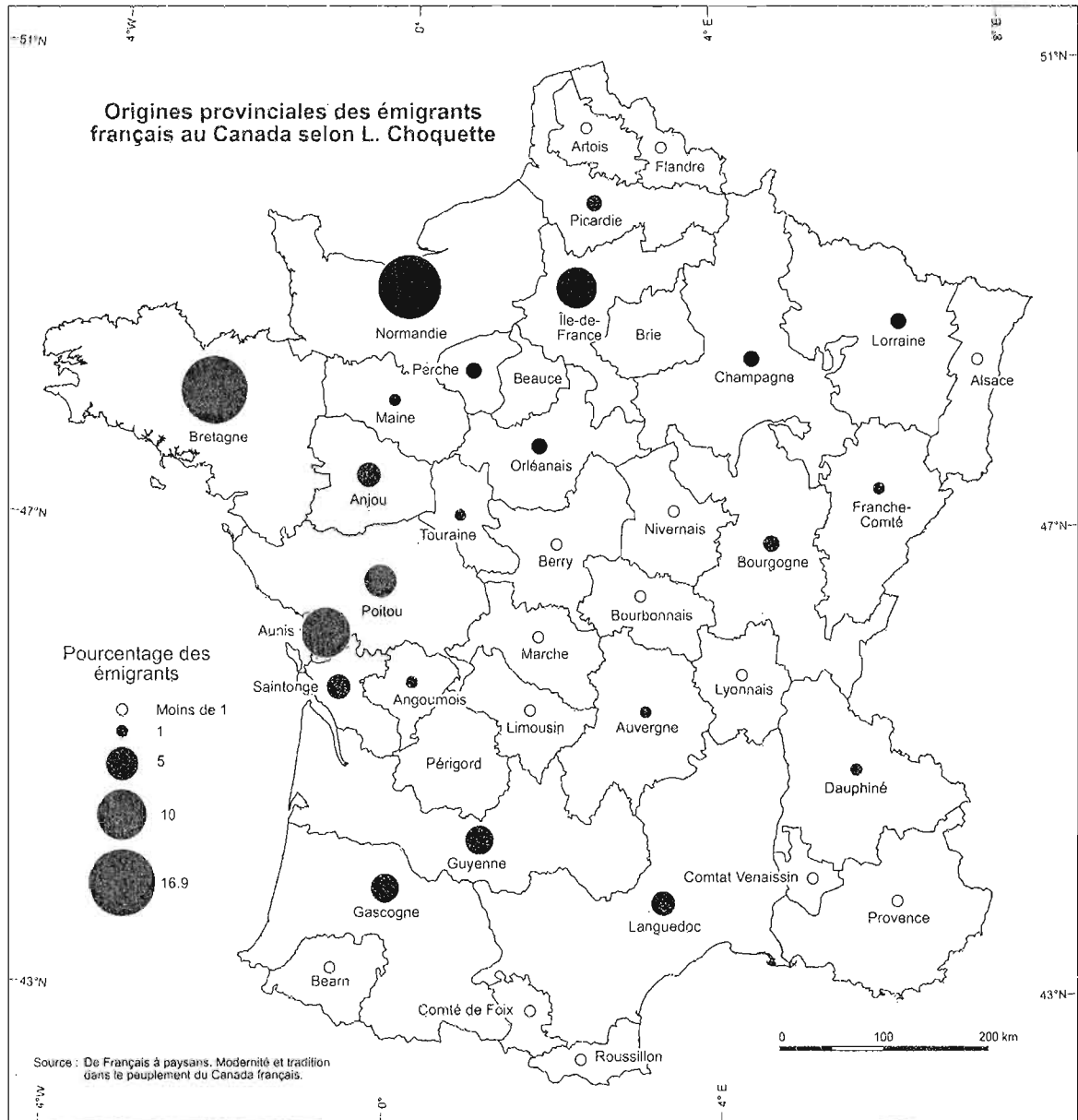
Annexe 6

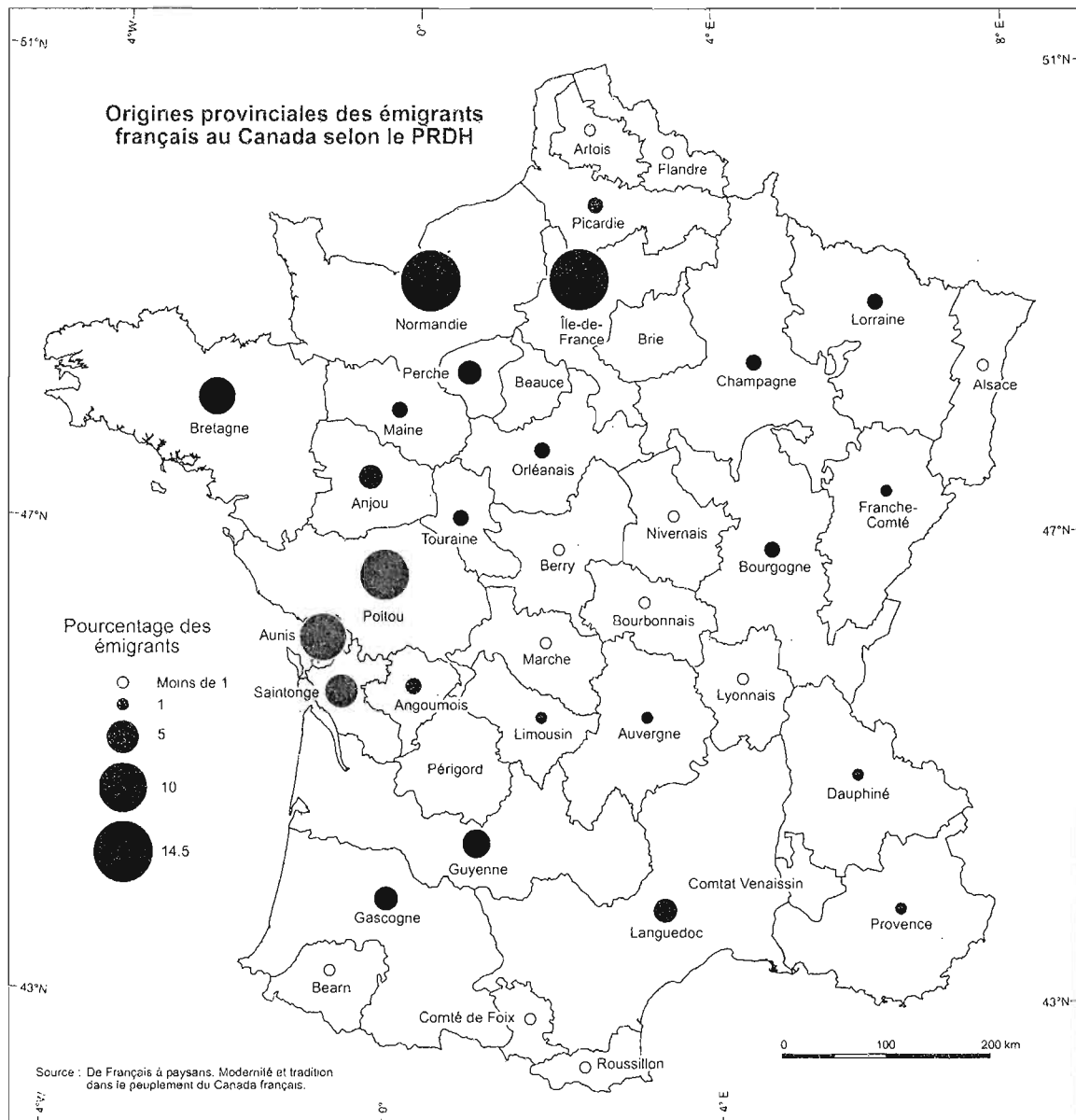






Annexe 7





Annexe 8

Les origines provinciales et étrangères des émigrants français au Canada (selon la banque de données de L. Choquette)

Provinces	Nombre d'émigrants	% des émigrants
Bretagne	2 035	16,9
Normandie	1 871	15,5
Aunis	1 209	10,0
Île-de-France	983	8,2
Poitou	620	5,2
Guyenne	513	4,3
Gascogne	463	3,8
Languedoc	393	3,3
Saintonge	311	2,6
Anjou	300	2,5
Champagne	293	2,4
Perche	287	2,4
Picardie	274	2,3
Bourgogne	271	2,3
Lorraine	222	1,8
Orléanais	184	1,5
Maine	163	1,4
Angoumois	144	1,2
Touraine	139	1,2
Dauphiné	133	1,1
Franche-Comté	129	1,1
Auvergne	126	1,1
Lyonnais	111	0,9
Provence	108	0,9
Limousin	91	0,8
Berry	80	0,7
Alsace	76	0,6
Flandre	61	0,5
Béarn	57	0,5
Bourbonnais	49	0,4
Artois	36	0,3
Roussillon	32	0,3
Nivernais	28	0,2
Savoie	27	0,2
Marche	24	0,2
Foix	18	0,2
Comtat	17	0,1
Monaco	1	0,0
Ensemble	11 879	98,9

Source : L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Sillery-Paris, Septentrion et Les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.27.

Les origines provinciales des émigrants français au
Canada (selon le *PRDH*)

Provinces	Nombre d'émigrants	% des émigrants
Normandie	1 111	14,5
Île-de-France	1 094	14,3
Poitou	750	9,8
Aunis	679	8,9
Bretagne	461	6,0
Saintonge	406	5,3
Guyenne	338	4,4
Anjou	222	2,9
Languedoc	221	2,9
Perche	217	2,8
Gascogne	188	2,5
Angoumois	182	2,4
Picardie	162	2,1
Champagne	154	2,0
Maine	144	1,9
Lorraine	138	1,8
Orléanais	137	1,8
Bourgogne	133	1,7
Touraine	115	1,5
Provence	98	1,3
Franche-Comté	91	1,2
Auvergne	79	1,0
Limousin	77	1,0
Dauphiné	76	1,0
Lyonnais	64	0,8
Flandre	57	0,7
Marche	48	0,6
Berry	46	0,6
Artois	39	0,5
Béarn	31	0,4
Alsace	25	0,3
Nivernais	24	0,3
Bourbonnais	21	0,3
Roussillon	19	0,2
Foix	9	0,1
Ensemble	7 656	99,8

Source : L. Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Sillery-Paris, Septentrion et Les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.26.

Annexe 9

Liste des professions des diverses catégories professionnelles relevées dans les recensements et les contrats notariés canadiens³

Officiers civils et militaires⁴

Capitaine de Milice
Chirurgien du roi
Commis des traites
Commissaire au magasin du roi
Conseiller au Conseil souverain
Contrôleur des fermes du roi
Directeur d'une compagnie
Grand voyer de la Nouvelle-France
Greffier
Hydrographe
Intendant
Juge ou bailli
Lieutenant criminel, civil et général
Lieutenant dans les troupes
Notaire ou notaire royal
Officier dans les troupes
Prévôt
Procureur du roi
Secrétaire du roi

Employés subalternes de l'administration

Archer
Bedeau
Garde-magasin
Huissier

Soldats

Arquebusier
Canonnier
Sergent

Marchands & bourgeois

³ Cette liste a largement été inspirée par celle, plus complète, proposée par D. Gauvreau : voir D. Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p.205-207.

⁴ Les personnes de profession indéterminée qui sont déclarées nobles ou rentiers ont également été regroupées dans cette catégorie.

Artisans de la construction

Architecte
Arpenteur
Charpentier
Couvreur
Maçon
Menuisier
Syndic maître charpentier

Artisans divers

Armurier
Boulangier
Charbonnier
Charron
Chaudronnier
Chaufournier
Chaumier
Cloutier
Cordier
Cordonnier
Farinier
Jardinier
Meunier
Pâtissier
Serrurier
Taillandier
Tailleur d'habits
Tisserand
Tonnellier

Navigateurs

Matelots
Navigateurs
Pilote ou maître de navire

Commerçants

Apothicaire
Aubergistes
Boucher
Cabaretiers
Hôtelier

Charretiers**Cultivateurs**

Habitant

Divers

Chirurgien

Fermier

Laboureur

Travaillant

Volontaire

Annexe 10

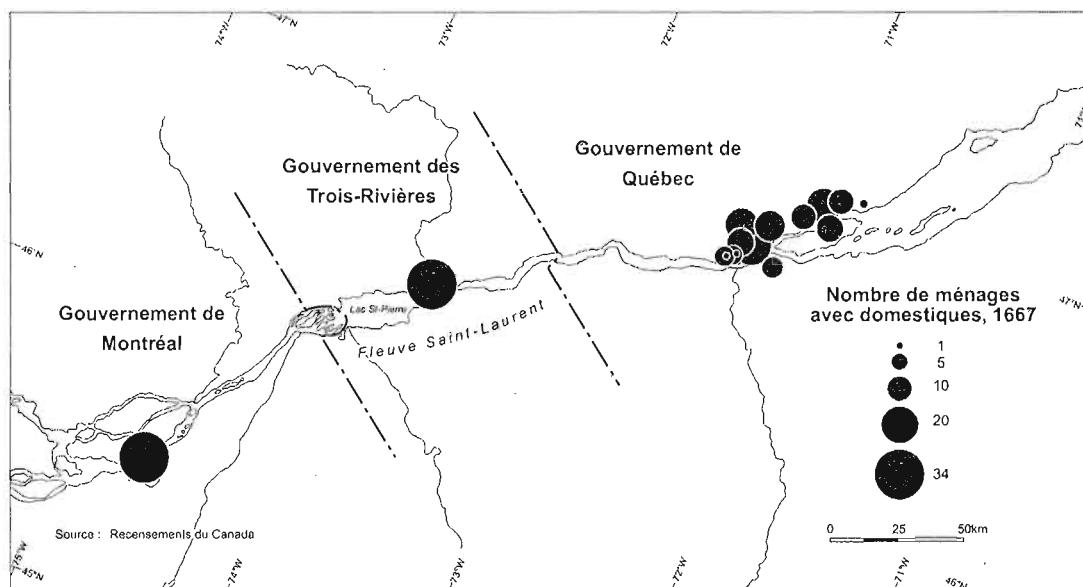
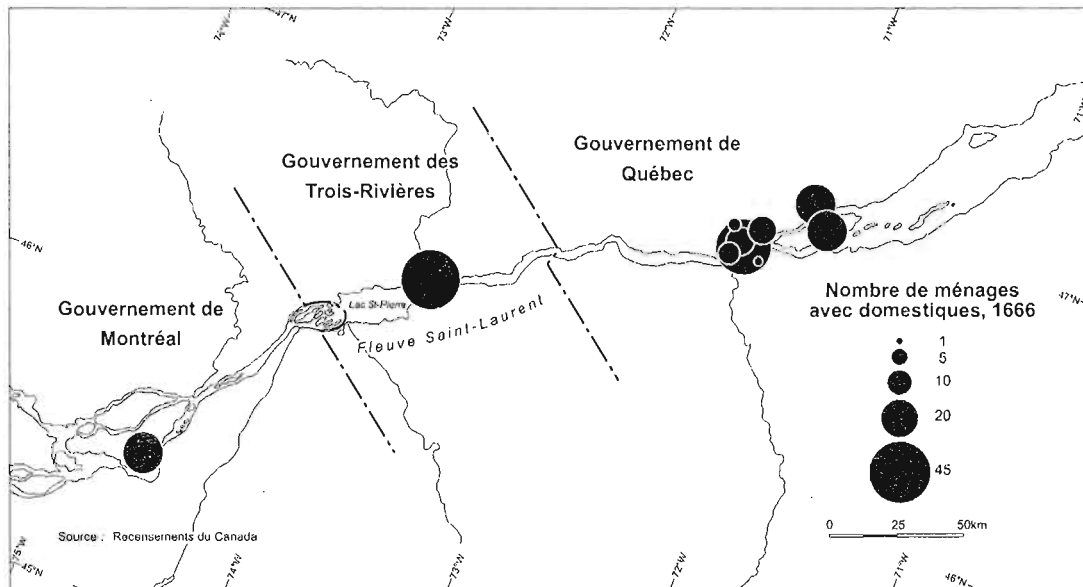
Liste des professions déclarées par les employeurs dans les contrats d'engagement canadiens

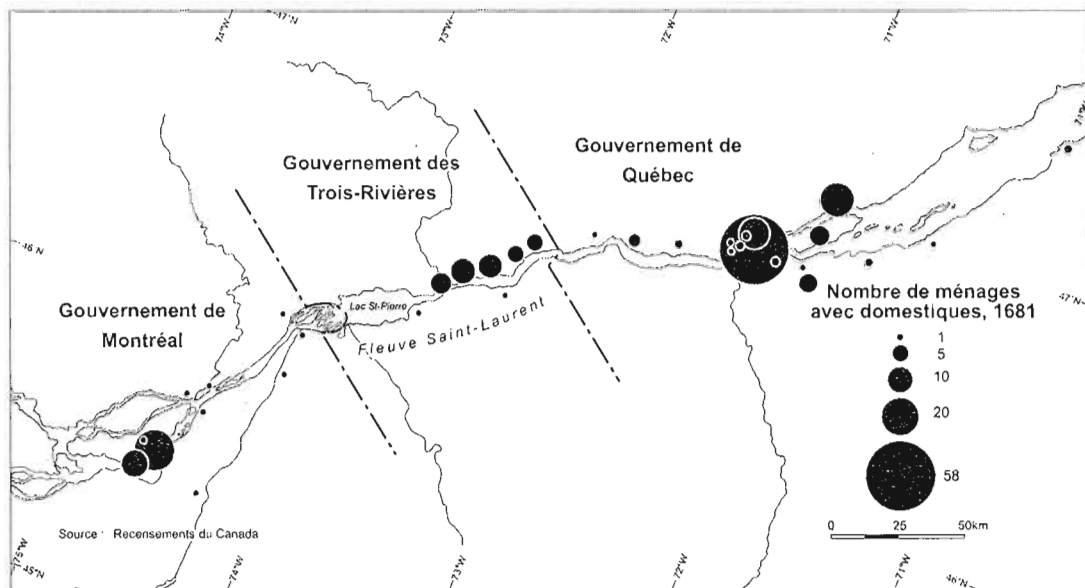
Professions déclarées	Nombre de contrats
Nobles	5
Procureur fiscal, substitut du Procureur	5
Juge et prévôt	5
Lieutenant, lieutenant général, Gouverneur	3
Seigneurs, co-seigneurs	23
Commissaire au Magasin du Roi	1
Garde du Magasin du Roi	1
Comtesse	1
Écuyer	89
Conseillers au conseil souverain, Intendants, Procureurs généraux, échevin	14
Hydrographe	1
Capitaine de Milice, officier dans les troupes de la marine	2
Soldat et sergent	7
Directeur de Messieurs de la Compagnie	1
Contrôleur des fermes du roi	1
Bedeau	1
Ordres religieux	52
Évêque de Québec, prêtre, curé	4
Baron et Grand Voyer	1
Bailli	1
Serrurier	1
Notaire	19
Avocat en Parlement	6
Chirurgien	28
Apothicaire	1
Cabaretier, Aubergiste, Hôtelier	4
Boucher, marchand boucher	11
Meunier	7
Farinier	1
Boulangier	6
Pâtissier	1
Hôtelier et pâtissier	1
Archer	1
Tailleur	8
Cordonnier	2
Tanneur	2
Architecte	8
Architecte et maçon	1
Architecte, arpenteur et maître maçon	1
Charpentier	13
Couvreur	1
Maçon	7
Charron	3
Chaufournier	1
Chaudronnier	1
Chaumier	1
Menuisier	8
Tonnelier	3
Arquebusier	4
Armurier, premier maître d'arme	5
Taillandier	8
Cloutier	2
Jardinier	1
Charretier	1

Marchand	59
Marchand hôtelier	1
Marchand tanneur	2
Marchand bourgeois	73
Bourgeois	71
Laboureur	3
Habitant	292
Fermier	9
Volontaire, travaillant	2
Huissier	4
Maître de navire	1
Matelot, maître de barque	8
Sans profession déclarée	296
Total	1207

Annexe 11

Répartition des ménages employeurs dans la colonie laurentienne d'après les trois recensements nominatifs de 1666, 1667 et 1681





Annexe 12

Tableau 1 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et d'hommes adultes en 1666

Ménages	Avec hommes adultes		Sans hommes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	125	100	0	0	125	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	1	100	0	0	1	100
Total	126	100	0	0	126	100

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 2 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et d'hommes adultes en 1667

Ménages	Avec hommes adultes		Sans hommes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	158	98.7	2	1.3	160	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	11	100	0	0	11	100
Total	169	98.8	2	1.2	171	100

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 3– Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et d'hommes adultes en 1681

Ménages	Avec hommes adultes		Sans hommes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	85	97.7	2	2.3	87	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	28	100	0	0	28	100
Total	113	98.3	2	1.7	115	100

Source : Recensement du Canada de 1681

Tableau 4– Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et de garçons de plus de 15 ans en 1666

Ménages	Avec garçons de plus de 15 ans		Sans garçons de plus de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	24	19.2	101	80.8	125	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	0	0	1	100	1	100
Total	24	19	102	81	126	100

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 5 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et de garçons de plus de 15 ans en 1667

Ménages	Avec garçons de plus de 15 ans		Sans garçons de plus de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	30	18.8	130	81.2	160	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	3	27.3	8	72.7	11	100
Total	33	19.3	138	80.7	171	100

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 6 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles au-dessus de 15 ans et de garçons de plus de 15 ans en 1681

Ménages	Avec garçons de plus de 15 ans		Sans garçons de plus de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de + de 15 ans	22	25.3	65	74.7	87	100
Sans domestiques mâles de + de 15 ans	4	14.3	24	85.7	28	100
Total	26	22.6	89	77.4	115	100

Source : Recensement du Canada de 1681

Tableau 7 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles en dessous de 15 ans et de garçons en dessous de 15 ans en 1666

Ménages	Avec garçons de – de 15 ans		Sans garçons de – de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de – de 15 ans	0	0	1	100	1	100
Sans domestiques mâles de – de 15 ans	61	48.4	64	51.6	125	100
Total	61	48.4	65	51.6	126	100

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 8– Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles en dessous de 15 ans et de garçons en dessous de 15 ans en 1667

Ménages	Avec garçons de – de 15 ans		Sans garçons de – de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de – de 15 ans	0	0	5	100	5	100
Sans domestiques mâles de – de 15 ans	76	45.8	90	54.2	166	100
Total	76	44.4	95	55.6	171	100

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 9 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques mâles en dessous de 15 ans et de garçons en dessous de 15 ans en 1681

Ménages	Avec garçons de – de 15 ans		Sans garçons de – de 15 ans		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques mâles de – de 15 ans	12	54.5	10	45.5	22	100
Sans domestiques mâles de – de 15 ans	37	39.8	56	60.2	93	100
Total	49	42.5	66	57.5	115	100

Source : Recensement du Canada de 1681

Tableau 10 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de femmes adultes en 1666

Ménages	Avec femmes adultes		Sans femmes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	1	100	0	0	1	100
Sans domestiques féminins	120	96	5	4	125	100
Total	121	96	5	4	126	100

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 11 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de femmes adultes en 1667

Ménages	Avec femmes adultes		Sans femmes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	6	100	0	0	6	100
Sans domestiques féminins	160	97	5	3	165	100
Total	166	97	5	3	171	100

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 12 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de femmes adultes en 1681

Ménages	Avec femmes adultes		Sans femmes adultes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	23	100	0	0	23	100
Sans domestiques féminins	86	93,5	6	6,5	92	100
Total	109	94,8	6	3,2	115	100

Source : Recensement du Canada de 1681

Tableau 13 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de filles en 1666

Ménages	Avec Filles		Sans Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	1	100	0	0	1	100
Sans domestiques féminins	74	59.2	51	40.8	125	100
Total	75	59.5	51	40.5	126	100

Source : Recensement du Canada de 1666

Tableau 14 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de filles en 1667

Ménages	Avec Filles		Sans Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	3	50	3	50	6	100
Sans domestiques féminins	103	62.4	62	37.6	165	100
Total	106	62	65	38	171	100

Source : Recensement du Canada de 1667

Tableau 15 – Répartition des ménages-employeurs ruraux selon la présence de domestiques féminins et de filles en 1681

Ménages	Avec Filles		Sans Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avec domestiques féminins	13	56.5	10	43.5	23	100
Sans domestiques féminins	56	61	36	39	92	100
Total	69	60	46	40	115	100

Source : Recensement du Canada de 1681

Annexe 13

Liste des donnés, frères et sœurs convers recensés en 1666, 1667 et 1681

1666 :

Chez les Jésuites

Frères gris donnés (recensés en 1667 comme *domestiques*)

- 1- Charles Boivin
- 2- Guillaume Boivin
- 3- Martin Boutet
- 4- Charles Bousquet
- 5- François Poisson
- 6- Jacques Louvier
- 7- Jacques Aubry
- 8- Charles Panie

Chez les Ursulines

Sœurs converses (recensées en 1667 en qualité de *Religieuses Ursulines*)

- 1- Anne Lefrançois
- 2- Catherine Lezeau
- 3- Françoise Ouin
- 4- Antoinette Mignon
- 5- Marie D'Adier

Chez les Augustines

Sœurs converses (recensées en 1667 en qualité de *Religieuses hospitalières*)

- 1- Catherine Lechevalier
- 2- Clémence Duhamel
- 3- Marguerite Ficquet
- 4- Jeanne Poisson

Total recensé en 1666 : 17 donnés

1667

Chez les filles de la Congrégation Notre-Dame de Montréal

Frère donné

- 1- Charles Hordequin

Total recensé en 1667 : 1 donné

1681

Chez les Jésuites à Québec

Frères donnés

- 1- Jacques Levrier
- 2- Martin Boutet
- 3- Charles Boquet
- 4- Gilles Ménard

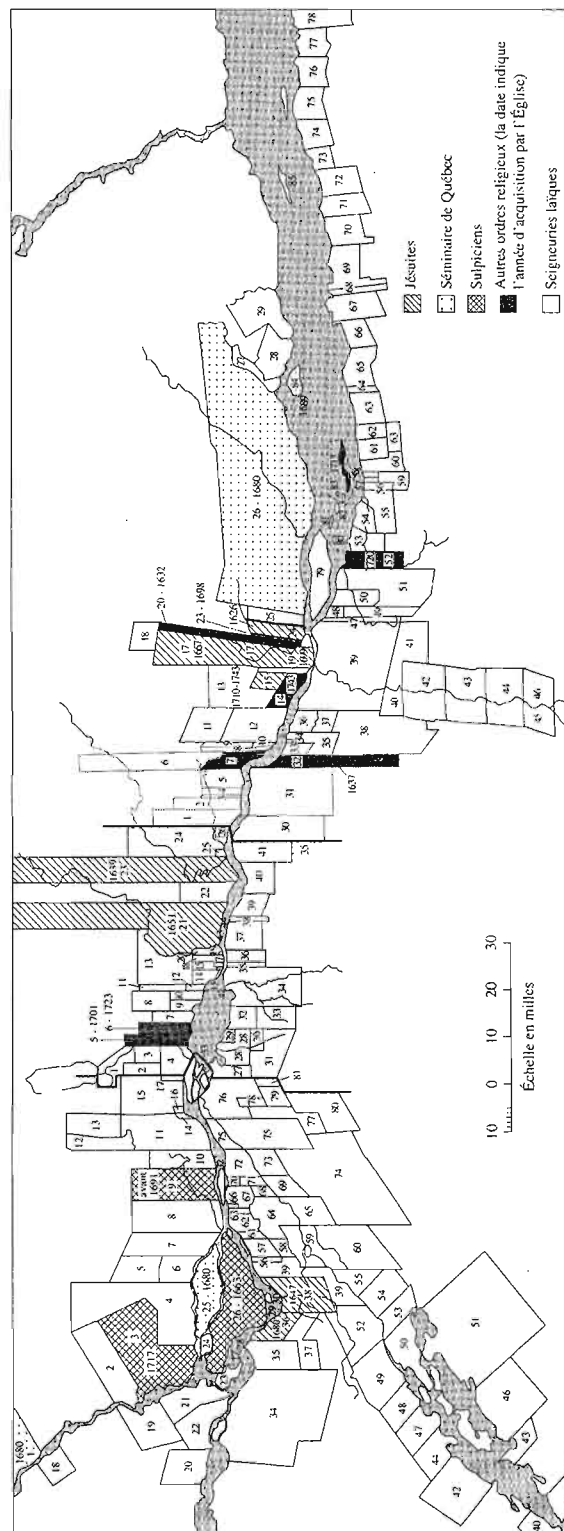
Chez les Récollets à Québec

Donnés

- 1- Gibault
- 2- Sa femme
- 3- Claude Leroy
- 4- Jean Dansac

Total recensé en 1681 : 8 donnés

Annexe 14 : Les seigneuries aux mains de l'Église en Nouvelle-France



Source : J. A. Dickinson et B. Young, *Brève histoire socioéconomique du Québec*, rééd., Sillery, Éditions du Septentrion, 2003, p.62-63.

Légende de la figure sur les Seigneuries aux mains de l'Église en Nouvelle-France

Gouvernement de Montréal

- | | | |
|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Petite Nation | 28. Îles Courcelles | 55. Bleury |
| 2. Argenteuil | 29. Île aux Hérons | 56. Tremblay |
| 3. Deux Montagnes | 30. Île Saint-Paul | 57. Boucherville |
| 4. Mille Îles | 31. Île Sainte-Thérèse | 58. Montarville |
| 5. Plaines | 32. Îles Bouchard | 59. Chambly |
| 6. Terrebonne | 33. Île Saint-Pierre | 60. Monnoir |
| 7. Lachenaie | 34. Beauharnois | 61. Varennes |
| 8. L'Assomption ou
Repentigny | 35. Châteauguay | 62. Cap de la Trinité |
| 9. Saint-Sulpice | 36. Sault Saint-Louis | 63. Guillaudière |
| 10. Lavaltrie | 37. La Salle | 64. Belœil |
| 11. Lanoraie | 38. La Prairie de la
Magdeleine | 65. Rouville |
| 12. Ailleboust | 39. Longueuil | 66. Saint-Blain |
| 13. Ramezay ou Joliette | 40. Robert | 67. Verchères |
| 14. Dautré | 41. Daneau de Muy | 68. Cournoyer |
| 15. Berthier | 42. Ramezay-la-Gesse | 69. Saint-Charles-sur-
Richelieu |
| 16. Dorvilliers | 43. La Perrière | 70. Vitré |
| 17. Île Dupas et Chicot | 44. Beaujeu | 71. Cabanac |
| 18. Pointe à l'Orignal | 45. Pancalon | 72. Contrecoeur |
| 19. Rigaud | 46. La Moinaudière | 73. Saint-Denis |
| 20. Nouvelle Longueuil | 47. La Gauchetière | 74. Saint-Hyacinthe |
| 21. Vaudreuil | 48. Livaudière | 75. Saint-Ours |
| 22. Soulanges | 49. Lacolle | 76. Sorel |
| 23. Île Perrot | 50. Foucault | 77. Bourgchemin |
| 24. Île Bizard | 51. Saint-Armand | 78. Bonsecours |
| 25. Île Jésus | 52. De Léry | 79. Saint-Charles |
| 26. Île de Montréal | 53. Noyan | 80. Ramezay |
| 27. Îles de la Paix | 54. Sabrevois | 81. Bourg Marie |

Gouvernement de Trois-Rivières

1. Lac Maskinongé ou Lanaudière	16. Boucher	31. Deguire
2. Dusablé	17. Labadie	32. Baie du Febvre ou Saint-Antoine
3. Carufel	18. Vieuxpont	33. Courval
4. Maskinongé	19. Jésuites	34. Nicolet
5. Saint-Jean	20. Seigneurie à l'intérieur ou à l'extérieur des limites de celles de Trois-Rivières	35. Roquetaillade
6. Rivière du Loup	21. Cap de la Madeleine	36. Godefroy ou Linctôt
7. Grandpré	22. Champlain	37. Bécancour
8. Dumontier	23. Batiscan	38. Dutort
9. Grosbois-Ouest	24. Sainte-Anne-Ouest	39. Cournoyer
10. Grosbois-Est ou Yamachiche	25. Sainte-Marie	40. Gentilly
11. Robert	26. Sainte-Anne-Est ou Dorvilliers	41. Lévrard
12. Gastineau	27. Yamaska	42. Île Moras
13. Saint-Maurice	28. Saint-François	43. Île Marie
14. Tonnancour ou Pointe du Lac	29. Lussodière	44. Îles du Saint-Maurice
15. Seigneurie non concédée	30. Pierreville	

Gouvernement de Québec

1. Grondines	30. Deschaillons	59. Sainte-Claire
2. Les Pauvres	31. Lotbinière	60. Vincelotte
3. La Tesserie	32. Sainte-Croix	61. Bonsecours
4. La Chevrotière	33. Bonsecours	62. L'Islet
5. Deschambault	34. Duquet	63. Lessard
6. Perthuis	35. Belle Plaine ou Le Gardeur	64. Rhéaume
7. Portneuf	36. Tilly	65. Saint-Roch des Aulnaies
8. Jacques Cartier	37. Gaspé	66. La Pocatière
9. D'Auteuil	38. Saint-Gilles	67. Rivière Ouelle
10. Bélair ou Pointe aux Écureuils	39. Lauzon	68. Saint-Denis
11. Bourg Louis	40. Saint-Étienne	69. Kamouraska
12. Neuville	41. Jolliet	70. Islets du Portage
13. Fossembault	42. Sainte-Marie	71. Grandville Lachenaye
14. De Maure	43. Saint-Joseph	72. Verbois
15. Bonhomme ou Bélair	44. Saint-François	73. Rivière du Loup
16. Gaudarville	45. Aubert Gayon	74. Le Parc
17. Saint-Gabriel	46. Aubin de l'Isle	75. Villeray
18. Hubert	47. Martinière ou	76. Île Verte

	Beauchamp	
19. Sillery	48. Vincennes	77. Trois Pistoles
20. Saint-Ignace	49. Livaudière	78. Rioux
21. Seigneurie à l'intérieur ou à l'extérieur des limites de celles de Québec	50. Beaumont	79. Île d'Orléans
22. Lespinay	51. La Durantaye et Saint- Michel	80. Île Madame
23. Islets ou Comté d'Orsainville	52. Saint-Vallier	81. Île aux Ruaux
24. Notre-Dame des Anges	53. Bellechasse ou Berthier	82. Île aux Grues
25. Beauport	54. Rivière du Sud	83. Île aux Oies
26. Beaupré	55. Lespinay	84. Île aux Coudres
27. Rivière du Gouffre	56. Saint-Joseph	85. Île aux Lièvres
28. Les Éboulements	57. Gagné ou Lafrenaye	
29. Malbaie	58. Gamache	

Annexe 15

Ordre de l'employ de la journée [au Séminaire de Québec]

- 1- A 4h ils se levent, et vont a la premiere messe ou ils se trouveront tous ensemble dans l'enceinte de la chapelle ou on a accoustumé de dire la messe. Ils repondront a la priere qui se fera en commun pendant cette messe.
- 2- Les jours de feste et dimanches il leur sera libre de se lever une heure plus tard la priere du matin ne se commençant qua 5h. et demi alaquelle ils assisteront soigneusement et ceux qui auront a se confesser pourront ensuite aller au vestiaire.
- 3- Ils commenceront leur travail en hyver a six heures du matin et le continueront jusques a midy pour cet effet le temps de leur déjeuner sera depuis la sortie de la premiere messe jusques a six heures a une heure apres midy ils reprendront leur travail, qu'ils continueront jusques a sept heures du soi, lorsqu'il se pourra faire a la chandelle. En esté ils commenceront leur travail des les 5h du matin et pour lors le temps de dejeuner sera depuis sept jusques a huict.
- 4- Le temps du disner et souper sera a midy et a sept heur du soir ; il se souviendront d'estre attentifs a la leture qui leur sera faite durant le repas et pour cela garderont un grand silence et mangeront avec modestie. Avant et aprs le repas l'un d'eux sera nommé pour dire tout hat le benedicté et les graces, auxquels tous répondront et a la fin se direa langelus de bout, ou a genoux selon l'usage de l'Église. Cest pourquoy tous auront soin de se trouver au commencement et a la fin des repas, pendant lesquels ils ne sortiront point du refectoire.
- 5- Immediately apres le souper on fera la priere du soir, et on recitera le chapelet tous ensemble.
- 6- Dans le temps qu'on aura soit aprs disner soit apres souper ou autrement pour quelque recreation on prendra garde de ne point faire trop de bruit.
- 7- A huict heure et demye chacun se retirera en silence et se couchera neuf heures pour le plus tard⁵.

⁵ ASMQ, Ordre de l'employ de la journée (1686), SME1/95/33.

Annexe 16

Liste des engagés du Séminaire de Québec identifiés dans les livres de comptes de l'institution entre 1674 et 1710

Nom	Prénom	Date d'entrée	Date de sortie	Localisation
ARGENSON		1689	1689	
AUBER	François	1698	1699	
AUGER	Jérémie	1696	1705	Petit-Pré
BADAUD	Joseph	1707	1708	St-Joachim
BAREAU	Jean	1689	1690	Cap Tourmente
BAREIL	Philippe	1692	1693	Cap Tourmente
BARON	Jacques	1692	1699	Château-Richer
BEAUCOUR	François	1693	1697	Baie St-Paul et St-Joachim
BEAUDET	Jean	1708	1709	Séminaire
BELIN ou BLAIN	François	1673	1680	
BERTHELOT	Joseph	1701	1701	Baie St-Paul
BERTHIAUME	Noël	1697	1697	Baie St-Paul
BODIN	Pierre	1677	1678	
BOISGUILLOT		1701	1704	Saut-à-la-Puce
BOISLARD	Pierre	1675	1676	
BONNIOT	Pierre	1680	1683	Cap Tourmente
BONNIOT	Pierre	1688	1689	
BOUCHARD	Guillaume	1691	1691	
BOUQUET	Jean	1691	1693	
BRASSARD	Catherine	1699	1702	St-Michel
BRASSARD	Françoise	1703	1709	
BRÛLE	Julien	1675	1676	
BUTEAU	Joseph	1708	1708	Sault à la Puce
CARTIER	Paul	1699	1699	Baie St-Paul
CAUQUENAS	Jean	1688	1689	
CEINTURIN	Jean	1688	1689	St-Michel
CHAILLE	Guillaume	1691	1693	
CHAILLOT	Jacques	1676	1677	
CHAILLOU	Jean	1691	1691	La Boucherie
CHAILLOU	Jean	1693	1695	La Boucherie
CHAMBRELAN	Jean	1709	1710	Petit Pré
CHARLOT dit Lamare	René	1675	1678	
CHARPENTIER dit Belhumeur	Jacques	1692	1692	Séminaire
CHESNAY dit La Garenne	Jean	1699	1702	Baie St-Paul
CHOQUETEAU	François	1696	1699	
COCHARD	Nicolas	1676	1677	
COCHON	Charles	1703	1708	St-Joachim
COLIN	François	1688	1689	Île Jésus et St-Michel
CONSTANTINEAU		1678	1678	
COULON	Louis	1694	1694	
COUTERON	André	1671	1674	

DALQUERNE	Louis	1692	1694	
D'ALQUERNE	Louis	1701	1702	
DE GAND	Antoine	1697	1699	St-Michel
DE HAUVIE	David	1679	indéterminée	
DE LA BOISSIERE		1692	1693	
DE LA HAYE	Nicolas	1697	1697	
DE LONGUEFOSSE dit Le Parisien	Louis	1696	1696	
DECHAUME	André	1675	1675	
DELORME		1692	1692	
DENIS	Jean	1692	1693	
DESHOSTELS	Joseph	1701	1701	
DESROCHES	Barthelemy	1709	1709	La Canardière
DESTOURS	Gérard	1698	1701	Baie St-Paul, St-Joachim et Petit-Pré
DOLBEC	François	1694	1696	Baie St-Paul
DUBOIS	René	1686	1690	
DUFORT	Antoine	1689	1689	
DUMAS	François	1697	1697	Baie St-Paul
DUVAL	André	1692	1693	
EMOND	Joseph	1708	1708	Sault-à-la-Puce
FALARDEAU	Jean	1689	indéterminée	Saut-à-la-Puce
FERLAND	François	1677	1678	
FERNANDO	Joseph	1708	1708	Sault-à-la-Puce
FIZET	Joseph	1696	1696	
FOURNIER	René	1698	1700	
FOURNIER	Michel	1701	1702	
FREROT	Guillaume	1677	1677	
GABOURY	Jean	1676	1677	
GAGNON	Denis	1698	1699	
GAGNON	François	1677	indéterminée	
GALERNEAU	François	1694	1697	Baie St-Paul
GARIGOUR	Marcel	1707	1708	St-Michel
GENOUZEAU	Jean-Baptiste	1677	1678	
GENOUZEAU	Michel	1675	1676	
GOHEL	Nicolas	1695	1695	St-Joachim et Baie St-Paul.
GRIS	Pierre	1694	1695	St-Joachim
GUIGNARD	Pierre	1671	1674	
HANSE	Jean-Bernard	1707	1708	
HENRY	François	1691	1691	Cap Tourmente
JAMIN dit Sourdant	Jean	1691	1701	St-Michel
JOBIN	François	1703	1705	
JODOIN	Marthe	1697	1700	Baie St-Paul
JUIN	Pierre	1695	1696	Baie St-Paul
LACAUDE		1676	1677	
LACHAISE	Nicolas	1677	1678	
LAFRAMBOISE	Julien	1695	1696	
LAGARENNE	Jean-Baptiste	1702	1707	
LANGELIER	Pierre	1695	1702	
LAPIERRE	Jean	1701	1710	Baie St-Paul et St-Joachim

LARCHE dit Lapromenade	Ignace	1699	1700	
LARCHE	Joseph	1706	1706	
LATINTAINE	Pierre	1691	1695	
LATTE	Pierre	1676	1678	
LAURENT	François	1676	1678	
LAVIGUEUR		1697	1698	
LAVOIE	Pierre	1692	1704	
LE MITRON		1694	1694	
LE VERGNE	François	1677	1678	
LEBOEUF	Jean-Baptiste	1691	1695	St-Joachim
LEFEBVRE	Charles	1675	1677	
LEGROS	Jean	1678	1681	
LEMAIRE	Louis	1680	1683	
L'EMERY		1697	1698	
LEMOINE	Jean	1697	1699	
LEPORTUGAIS	Martin	1677	1678	
LEROUX	François	1670	indéterminée	
L'ESPERANCE		1689	1690	St-Michel
LEVERT	Jacques	1696	1698	Baie St-Paul et la Malbaye
LIAUMONT	Pierre	1698	1700	
LOZET	Joseph	1695	1695	
MAIGNERON	Bastien	1697	1700	St-Michel
MAIGNERON	Jean	1695	1695	Baie St-Paul
MAILLOT	Guillaume	1697	1700	
MAINFROID	Antoine	1693	1695	Baie St-Paul
MANDAIN	Pierre	1695	1695	
MARCHAND	Valentin	1698	1699	Baie St-Paul
MARCHAND	Charles	1703	1704	
MARCHAND	Pierre	1698	1700	Baie St-Paul
MARIN	Jean	1694	1695	Baie St-Paul
MARTEL	Jean	1706	1707	Petit-Pré
MARTIN dit Beausoleil	Pierre	1699	1700	Petit-Pré
MASSON dit Lacroix	Louis	1688	1699	Cap Tourmente
MAY	Pierre	1691	1693	
MIQUELON	Michel	1693	1694	
MIRAUD	Mathieu	1700	1702	
MIRAULT dit Bouteille	Mathieu	1687	1695	St-Michel
MOINSAT	Gérard	1693	1696	Saut-à-la-Puce.
MORIER	Jean	1675	1676	
MOULINS	Thomas	1700	1702	
NICOLAS	Guillaume	1696	1699	
PAGEOT	Jean	1703	1706	St-Joachim
PARIS	Jean	1688	1690	
PAULIN	Jean	1695	1699	St-Michel
PAULMIER	Michel	1680	1682	Cap Tourmente
PERRE dit Larivière	Michel	1676	1677	
PERRIER dit Baugelois	Pierre	1680	1683	Île Jésus
PILOTE	Pierre	1689	1692	St-Michel

PLOURDE	René	1688	1690	St-Michel
POGEAUX	Jean	1706	1710	
POTVIN	Simon	1706	1707	
PREAUX	Etienne	1700	1704	
PREVOST	Jean	1677	1678	
PROVENCAL	Pierre	1699	1700	St Joachim
REGNAUD	François	1692	1696	
RICHARD	Yvon	1691	1697	Cap Tourmente et Baie St-Paul.
RIVAUT	Jacques	1676	1677	
ROQUEROY		1703	1713	
ROUSSET	Nicolas	1699	1699	Baie St-Paul
ROUSSET	François	1699	1703	Baie St-Paul
SABOURIN	Jean	1693	1693	
SANSOUCY		1695	1699	
SAVAGE	Richard	1695	1697	Baie St-Paul
SEMBELA dit Lafontaine	Claude	1698	1703	
SENECHAL	François	1675	1675	
SUAVET	Joseph	1680	1683	Cap Tourmente
TELIER	André	1693	1699	St-Joachim et St-Michel
VALLOIS	Jacques	1675	1675	
VIGNY	Jean	1690	1695	Baie St-Paul
VILLENEUVE	Pierre	1680	1683	Île Jésus
la bonne femme (sic) VIVIEN		1696	1696	St-Michel
	Alexis	1694	1694	Baie St-Paul
	François	1691	1692	Séminaire
	Louis	1707	1708	
	Louis	1704	1707	
	Michel	1677	1678	

Annexe 17

Exemples de contrats d'engagement canadiens et français

Mise en service de Elizabeth Ursule Buttaux par Catherine Guichelin, sa mère, à Jean Lepicq, habitant de la Seigneurie de Dombourg (ANQQ, Becquet N.R., le 5 mars 1677)

Pardevant Romain Becquet notaire Royal &ca fut present en sa personne Catherine Guichelin femme de Nicolas Buttaux asbent demeurant en la Seigneurie de Dombourg de present en cette ville laquelle voyant la necessité et pauvreté ou elle est reduitte depuis labsence de sondit mary, Et pour le proffict faire de Elizabteh Ursule Buttaux leur fille aagée de six ans ou environ a de son bon gré volontairement recongnu et confessé avoir baillé ceddé et delaissé par forme d'engagement a Jean Lepicq habitant demeurant audit lieu de Dombourg a ce présent et acceptant, ladite Elizabeth Ursule Buttaux de ce jour jusques a ce qu'elle soit en estat destre mariée ce qu'elle ne pourra faire sans ladvis et participation duddit Lepicq lequel pendant ledit temps il promet sera tenu et oblige de la nourrir loger et entretenir d'habits, linges et de toutes autres choses qui luy sera necessaire suivant sa condition comme aussy de linstruire et gouverner bien et deuement comme et font ainsy que font et sont obliges de faire tous peres et meres a leurs enfans de cette condition, et a esté convenu que si ladite Guychelin ou son mary vouldoient retirer ladite Elizabeth Ursule leur fille des mains dudit Lepicq ou de celles de Francoise Millot sa femme ils seront tenus de payer et rembourser lesdits Lepicq et sa femme du temps qu'elle aura esté chez eux tant pour sa pension que pour son entretien jusques au jour qu'elle en sortira quelque aage quelle puisse avoir, a estimation et au dire de personnes dont ils conviendront par ensemble, a la charge aussy que lesdits Lepicq et sa femme la traiteront et gouverneront doucement et humainement et lui donneront au moins la somme de cens livres. Car ainsy &ca promettant &ca obligeant &ca chacun en droit soy &ca Faict et passé en la presence de l'advis autorité et consentement de Monsieur Maistre Denis Joseph Ruette Escuyer Seigneur d'auteuil et de monceaux procureur general du Roy a la Cour souverain de ce pais, a Quebecq maison de mondit Sieur Le procureur General, lan gbi^c soixante et dix sept apres midy le cinq^e jour de mars, en presence de François Jacques et de André Couteron masson demeurant audit Quebecq tesmoins qui ont signé avec Mondit Sieur Le procureur general, lesdits Lepicq et notaire, et a ladite Guychelin delcaré ne scavoir escrire ny signer de ce enquisé suivant lordonnance.

Dauteuil
Becquet

Jean Lepic
Francois Jacques
Andrée Couteron

Mise en service d'Angelique Chapacou par Marie Pacaude, sa mère, à Nicolas Cliche, serrurier demeurant à Québec (ANQQ, greffe Rageot, le 16 septembre 1680)

Pardevant Gilles Rageot Notaire Gardenottes du Roy Nostre Sire en la prevosté de Quebecq en la Nouvelle France Fut presents en sa personne Marie Pacaude femme de Simon Chapacou habitant de la Route Saint Michel La Ditte femme se fesant fort de son dit Mary

disant quelle gere et conduit les affaires de leur communauté attendu lincommodité de son Mary, Laquelle vollontairement a recogneu et confessé avoir loué et engagé Angelique Chapacou leur fille a ce presente et de son consentement mineure, d'huy pour deux ans consecutifs a Nicolas Cliche serrurier demeurant en cette ville present ce acceptant pour sa servante a faire tout ce qui luy sera commandé par luy et sa femme aux affaires domestiques de leur maison Et tout ce qui sera en son pouvoir de faire honnestement pendant le dit temps en la nourrissant et traictant hummainement pendant yceluy et oultre de luy en payer pour et par chacune desdites années la somme de trente trois livres et une paire de soullier a son usage, par ledit Cliche quil a promis et sest obligé luy en donner comme dit est, Et de luy faire et avancer en diminution de ladite somme ce quelle aura de besoing pour son entretien et a fur et mesure du temps quelle aura servy et gagné, Car ainsy &ca Promettant &ca Obligeant chacun en droict soy, Renonceant Faict et passé au dit Quebecq en lestudy du dit Notaire apres midy le seiziesme septembre mil six cent quatre vingt es presence de Nicolas Metru et Gilles Dutartre tesmoins demeurans audit Quebecq qui ont avec ledit Notaire signé et les partyes declaré ne sçavoir escrire ny signer de ce interpellées suivant lordonnance.

Gilles Dutartre
Metru
Rageot Not.

Mise en service de Pierre Leboeuf par Jacques Leboeuf, habitant, à Jean Brousseau, meunier au Moulin de Mont-Carmel (ANQQ, greffe Rageot, le 21 janvier 1688)

Pardevant Gilles Rageot Notaire &ca Fut present en sa personne Jacques Leboeuf habitant demeurant en cette Ville faisant et stipulant pour Pierre Lebeuf son fils aagé environ de seize ans, Lequel vollontairement a reconnu et confessé avoir Loué et engagé du dousiesme de ce mois pour un an de temps durant Pierre Leboeuf son fils aagé de seize ans ou environ a ce présent et de son consentement A Jean Brousseau meunier au Moulin de Mont-Carmel en cette dite Ville aussy present ce acceptant pendant ledit temps pour luy rendre bon et fidel service en tout ce quil aura besoing de luy et qu'il luy commandera pour lutilité de son dit metier et profession, Ce Marché fait pour et moyennant le prix et somme de quatre vingt dix livres tournois que ledit Brousseau luy en a promis et sest obligé payer en quatre termes et paiements esgaux de trois mois en trois mois et sur lesquels gages et en desduction dyceux ledit Brousseau baille au dit Pierre Leboeuf fils ce qu'il luy sera utile et necessaire pour son entretien et service pendant ledit temps. Car ainsy &ca promettant &ca obligeant &ca renonceant &ca Fait et passé au dit Quebecq Estude dudit Notaire apres midy Le Unsiesme jour de janvier M VIc quatre vingt huit es presence de Me Guillaume Roger premier huissier au Conseil souverain de ce pays et de Pierre Biron tesmoins demeurans audit Quebec qui ont avec ledit Pierre Lebeuf fils et ledit Jacques Leboeuf et Brousseau declare ne sçavoir escrire ny signer de ce interpellé suivant l'ordonnance.

Pierre Lebeuf
Roger
Biron
Rageot Not.

Engagement de Jean Augrin à Jacques Mousnier, marchand de La Rochelle (ADCM, Demontreau, le 26 juin 1659)

Par devant le notaire royale et Gardenottes hereditaire en la Ville et Gouvernement de La Rochelle soubssigné, Fut present en sa personne Jean Augrin natif du bourg de Cammerau bas Mayne estant de present en ceste Ville Lequel A promis et sest oblige Au Sieur Jacques Mousnier marchand demeurant en Ceste Ville a ce pnt Stipulant en personne de bien et fidellement le servir Au pais de Montreal ou Quebecq en la nouvelle France pendant le temps de trois ans prochains et consecutifs quy commenceront du jour de son arrivee audit Lieu luy obeir ou a ceux quy de luy auront ordre en tout ce quy luy Sera commandé de licitte & honneste pendant lequel temps ledit Sieur Mousnier promet de le nourrir et herberger Et de le faire passer audit pais, Et outre promet de Luy payer la Somme de Cinquante Livres de gages pour chacune desdites trois annees payables Audit pais a lescheance de chacune d'icelles Et neantmoins luy a presentement paye par advance la somme de trante deux livres huit sols tz en deduction de La premiere Année dont il se contente & len quicte, Promette &c obligeant &c Respectivement &c mesmes Led Angrin Sa personne A tenir prison comme pour deniers Royaux Ren. Jug. Fait & passe A ladite Rochelle estude dudit notaire le Vingt sixie Jour de Juin mil Six cent cinquante neuf Avant midy presens Vivant Mocquet & Jean Malherbe clerqs demeurant en ceste dite Ville tesmoins.

J. Mousnier

J. Angrin

Mocquet

J. Malherbe

A. Demontreau No^{re} R.

Engagement d'Élie Padiolet à Antoine Cheffault, un des directeurs de la Compagnie générale de la Nouvelle-France (ADCM, greffe Teuleron, le 6 avril 1642)

Personnellement estably Noble homme Anthoine Cheffaultl sieur de la Renardière, l'ung des directeurs de la Compagnie de la Nouvelle France d'une part, Et Hélie Padiolet laboureur demeurant en cette ville de la Rochelle d'autre part; Entre lesquelles parties de leur bon gre et volonte ont esté faites les conventions suivantes. C'est assavoir que ledit Padiolet a promis, s'oblige et sera tenu de s'embarquer à la première réquisition qui luy en sera faitte par ledit sieur Cheffault pour aller au païs de la Nouvelle France servir Messieurs de ladite Compagnie tant a labourer la terre et couper du bois qu'autres choses ou il sera tenu propre par Monsieur le Gouverneur ou ses lieutenants auquelz à cestes fin, il sera tenu dobeir pendant l'espace de trois années consécutives quy commenseront au jour qu'il arrivera audit païs et finiront à pareil jour icelles révollues. Pour et moyennant la somme de soixante six livres tournois pour chacune desdites années, sur la première desquelles années, ledit Padiolet a présentement reçu par advance dudit Sieur Cheffault la somme de trente trois livres tournois de laquelle il s'est contenté et en aquitté ledit sieur Cheffault Lequel promet et s'oblige payer le restant de ladite année ensemble le prix des deux années suivantes ez mains de Jacqueline Giraud sa femme et ainsi le restant de la première année lorsque les navires partiront l'année prochaine pour aller audit païs, Et les autres deux

années payées par demys années ainsy qu'elles eschueront; Lesquelles parties ainsy fait ledit Padiolet a promis par ses présentes [...] faict à sa personne déduction faite [...] qu'il recevra pendant ledit temps audit païs [...] à peine de tous dépens dommages et intéretz entre lesdites partyes Lesquelles pour l'accomplissement des présentes ont obligé l'une à l'autre tous leurs biens présent et futurs Eslisans Leurs domiciles irrévocable pour l'exécution des présentes en ceste ville à savoir ledit sieur Cheffault en la maison de Nicolas Denys, escuyer et ledit Padiolet en celle du notaire royal soubzigné pour y recevoir etc. et renonsant etc. jugez et condempnez etc. Faict à la Rochelle en l'estude dudit notaire après midy, le sixiesme jour d'avril mil six cens quarte deux . Présent Jean Sareau et François Debediant, clerqz demeurant en icelle. Ledit Padiolet a déclaré ne savoir signer de ce requis.

Signature de Cheffault
Signature de Teuleron

Engagement de Mathurin Greslier à Jean Hamel, habitant de la côte Saint-Michel (ANQQ, greffe Becquet, le 30 avril 1673)

Pardevant Romain Becquet notaire royal etc. fut present en sa personne Mathurin Greslier demeurant a la coste de St Michel lequel de son bon gré s'est volontairement engagé et engage par ces présentes de rendre bon fidèle service pendant un an a commencer du premier jour de juillet prochain et finir a pareil jour ledit an accomply, a Jean Hamel habitant demeurant a ladit coste de St Michel a ce present et acceptant qui la pris et retenu pour son serviteur pendant ledit an a la charge par ledit Greslier de faire tout ce qui luy sera commandé par ledit Hamel pendant ledit an de licite et honneste et comme ont de coustume de faire les travaillants de ce païs. Ce marché faict moyennant la somme de cent vingt livre et que ledit Hamel a promis et promet payer audit Greslier pour ledit an d'engagement a fur et mesure que ledit ans savancera avec son blanchissage pendant ledit an et huit jours de travail que ledit Greslier s'est reservé pour travailler pour luy dans le mois de mars prochain et de le nourrir, coucher et loger comme on faict les domestiques de ce pais. Car ainsy &tc promettant &tc obligeant &tc renoncant &tc faict et passé audit Quebecq estude dudit notaire lan mil six cents soixante treize avant midy le dernier jour d'avril en presence de Jean Mariette et de Louis Levesque demeurant audit Quebecq tesmoins qui ont signé avec lesdits Hamel et notaire, et a ledit Greslier déclaré ne scavoir escrire ni signer de ce enquis suivant l'ordonnance.

Jean Hamel
Guy Marjette
L. Levesque
Becquet.

Engagement de Jean Harel à Claude Houssart, habitant du Cap de la Magdeleine (ANQTR, greffe Latouche, le 19 octobre 1668).

L'an mil six cent soixante et huit le dixneufviesme jour d'octobre avant midi par devant moy notaire en la juridiction seigneuriale et prevosté du Cap de la Magdeleine tesmoins soubsignes fut present en sa personne establee et demeure soubsigne a ladite juridiction seigneuriale et prevoste Jean Harel a ce present lequel a commencé de servir du jour de la saint Michel dernier vingtnueviesme de septembre M Claude Houssart habitant dudit Cap a ce present lequel Harel promet et soblige de servir ledit Houssart aux travaux ordinaires de ce pays et de lui obeir a tout ce quil lui sera commande pour le temps de deux ans a comencer de la saint Michel comme dit est cy dessus et a finir lesdits deux ans et pour les effects ledit Houssart s'oblige de luy donner pour ses gages la somme de quarante et cinq escus pour lesdites deux années payable par ledit Houssard en argent monnaie de ce pays, de plus ledit Houssart donne audit Harel une journée a faire bled d'Inde dans l'an prochain a la seigneurie de Batiscan et la dernière année deux journées pour faire bled francois sur les terres de ladite seigneurie de Batiscan sur l'habitation dudit Houssart pour et de tout ce que dessus les partys en sont demeurées d'accord et requis l'accomplissement promettant lesdites partys obligeant &tc renoncant faict et passé en la maison ddudit Houssart lesdits jour et an que dessus lesdites parties ne scavoit escrire ny signé de ce enquis suyvant l'ordonnance ont faict leur marque presents maistre Martin Carpentier [...] qui a signé et Nicolas Le Cacheu qui ne scachant aussi signer a fait sa marque.

X marque de Harel
X marque de Houssart
X marque de Le Cacheu
Martin Carpentier

Engagement d'Edmée Chastel à Barbe de Boullongne, veuve de Louis D'Ailleboust, pour le restant de ses jours (ANQQ, greffe Becquet, le 30 avril 1661).

Pardevant le commis au greffe du Tabellionnage de Villemarie en lisle de Montreal et tesmoins cy apres nommez et soubzsignez sont comparus en personnes Dame Barbe de Boullongne veuve deffunt Mre Louis Dailleboust chevalier seigneur de Coullonges et autres lieux cy devant lieutenant general pour le Roy en la Nouvelle France d'une part et honneste fille Edmée Chastel fille en santé et jouissante de ses droits demeurante de present en ce lieu, lesquelles ont fait et accordé entre elle le marché qui ensuit, Scavoir ladite Chastel sestre volontairement oblige par ces presentes de demeurer pendant tout le cours de sa vie avec ladite dame et pendante Icelle luy rendre toute lobeissance tous les services qui luy seront possible dont elle sera trouvée cappable par ladite dame a commencer par ladite Chastel du jour et date des presentes pour faire comme dit est, Et ladite dame de sa part sestre respectivement obligé et oblige envers ladite Chastel de la nourrir et entretenir sa vie durant tant seine que malade et en cas de [page déchirée] viagère par chasque année sa vie durant a commencer icelle pension du jour du decedz de ladite Dame et a prendre Icelle sur tous et un chacuns ses biens tant meubles quimmeubles present et advenir generalmente quelconque a quoi faire les a affectés en hipotheques par promesse, obligation et soubmission et charge les heritiers de son testament ou autres ayant cause de payer

fidèlement ladite pension viagere de sept vingts dix livres par chacun an a ladite Chastel, le present fait de l'agrement et consentement d'honneste fille Margueritte Bourgeois, personnellement establie audit lieu qui consent que le présent contract sorte son plein et entier effect selon la forme et teneur. Ce présent fait et passe audit Villemarie en la maison de l'hospital St Joseph l'an mil six cent soixante et un le troisième jour d'apvril après midy en présences de Mrs Gabriel Souard prêtre faisant la fonction de curé audit lieu et Mre Paul de Chomedey chevalier seigneur de Maisonneuve gouverneur de ladite Isle tesmoins [page déchirée].

Engagement de Nicolas Delahaye à François Dubois, habitant en la côte et seigneurie de Lauson, pour le restant de ses jours (ANQQ, greffe Rageot, le 18 janvier 1689)

Pardevant Gilles Rageot notaire gardenotte du Roy nostre Sire en la Prevosté de Quebecq en la Nouvelle France fut present en sa personne Nicolas Delahaye travaillant au mois et demeurant a présent aux Islets lequel de son bon gré et vollonté a reconnu et confessé s'estre donné et engagé du jour et feste de la purification de la Ste Vierge prochain pour toute sa vie jusqu'à la fin de ses jours a François Dubois habitant demeurant en la coste et seigneurie de Lauson present et acceptant pour ledit temps durant pendant lequel ledit Delahaye promet et s'oblige de s'occuper et travailler de tout son pouvoir et de ses forces pour et au service dudit Dubois a son proffit et en tout ce qu'il luy commandera de faire bien et deument et en le traittant humainement de le nourrir, loger et entretenir de linge et hardes et soigner selon sa condition tant sein que malade le prenant a sa charge et garde jusqu'a la fin de ses jours et de le faire inhumer aprs sa mort et faire prier dieu pour le repos de son ame avec ses obseques a son deced a la conscience dudit Dubois, ce que ledit Dubois a promis et s'est obligé de faire executer de point en point suivant sa forme et teneur et de payer quatre livres en son acquis a Louis Charrier auquel il en est redevable sans autre salaire ny payement pretendre par ledit Delahaye dudit Dubois pour tous les services qu'il pourra rendre le reste de ses jours qu'il doit faire prier Dieu pour le repos de son ame en sa conscience ainsy que dit est apres son dit deded et pour faire insinuer ces présente dans quatre mois d'huy suivant l'ordonnance les partys ont fait et constitué leur procureur &tc promettant &tc renonçant fait pass audit Quebecq estude dudit notaire apres midy dix huitiesme jour de janvier mil six cent quatre vingt neuf en presence des sieurs Pierre Nolan bourgeois de cette ville et de Mre René Hubert habitant au Cap tesmoins qui ont avec ledit notaire signer et les partys déclaré ne scavoir escrire ny signer de ce interpelle suivant l'ordonnance.

P. Nola
Hubert
Leroux
Rageot

Engagement de Jean Boutilly à Louis Le Comte, sieur Dupré, pour le restant de ses jours (ANOM, greffe Adhémar, le 10 décembre 1676)

Pardevant Anthoine Adhemar notaire royal Gardennotte en la juridiction des Trois-Rivières residant a Champlain et tesmoins en fin nommez furent present Louys Le Comte sieur Dupré demeurant a St Eloy d'une part, Et Jean Boutilly de present audit lieu de St Eloy d'autre part, lesquelles parties de leurs bons gre ont convenu ce qui ensuit scavoir que ledit Boutilly promet et soblige de pendant sa vie servir fidellement ledit sieur Dupre en tout ce quil pourra faire et qui luy sera commandé par ledit sieur Dupré ou autre ayant de luy charge sans que ledit Boutilly puisse aller servir ailleurs sans le consentement dudit sieur Dupré soubz les peynes portees par larrest de nos seigneurs tenant le Conseil en ce pais duquel ledit Boutilly a dit bien scavoir la teneur, Et ledit sieur Dupré promet et soblige de nourrir et entretenir ledit Boutilly pendant sa vie tant sain que malade suivant son estat et condition et de le traiter humainement comme il appartient. Car ainsy etc. promettant etc. obligeant reciproquement tous et chascuns leurs biens meubles et immeuble presents et advenir etc renonsant etc. Faict et passe audit St Eloy en maison de Pierre Trottier le dixiesme jour de decembre mil six cens soixante seize avant midy en presence de Michel Fizet et Jacques Benoist dudit St Eloy sousignes avec parties.

Leconte
Michel Fizet
Jean Boutilly
Jacques Benoist
Adhemar.

Engagement de Guillaume Vanier, Maurice Ollivier, Martin Dorat, Louis Ballon, Jean Gardel, Simon Plau et Noël Sommereuil à Pierre Duquet, notaire royal (ANQQ, greffe Becquet, le 5 février 1671)

Pardevant Romain Becquet nore etc. furent présents en leurs personnes Guillaume Vanier, Morice Ollivier, Martin Dorat, Louis Ballon, Jean Gardel, Simon Plau et Noël Sommereuil, tous demeurant en ce país, lesquels se sont engagés et engagent par ces présentes de ce jour jusques à ce que les semences soient entièrement faites et parfaites du printemps prochain de travailler pour et au profit de maistre Pierre Duquet Notaire royal en cette ville à ce présent et acceptant, savoir pendant ledit temps des semences en tout ce qui leur sera commandé par ledit sieur Duquet ou autres de sa part, et d'abattre et débiter suivant la coustume du pais tel bois qui leur sera indiqué par ledit sieur Duquet ou autres comme dit est depuis cedit jour jusqu'audit temps des semences prochaines sans que lesdits susnommés ou l'un d'eux puisse s'absenter ny aller travailler ailleurs sans le consentement par escrit dudit sieur Duquet à peyne de tous despens dommages et intesretz. Ce présent marché faict moyennant la somme de dix huict livres pour chacun arpent de bois qu'il abateront debitteront comme dit est, et celle de vingt cinq livres pour chacun mois de ce qu'ils travailleront chacun audit temps des semences avec leur nourriture lesquelles sommes ledit sieur Duquet promet payer ausdits susnommés chacun en particullier au fur et mesure qu'ils travailleront. Car ainsy etc promettant etc obligeant chacun endroit soy etc renoncant etc faict et passé audit Quebecq estude dudit notaire l'an gbic soixante et onze le

cinq. Jour de febvrier en présence de Charles Yon et de Gilles Dutarte demeurants audit Quebecq tesmoins qui ont signé avec ledit sieur Duquet, Vanier, Dorat, Ballon, Sommereuil et notaire et ont lesdit Ollivier, Gardel, Plau déclaré ne savoir escrire ni signer de ce enquis suivant l'ordonnance.

Duquet
Becquet
Noel Sommereuil
Louis Ballon
Charles Yon
Martin Dorat
Gilles Dutarte
Vannier

Engagement de Jacques Loste dit Laverdure et de Charle Caron à Pierre Denis, écuyer (ANQQ, greffe Becquet, le 9 juin 1670)

Pardevant Romain Becquet notaire etc furent present en leur personne Jacques Loste dit Laverdure et Charles Caron demeurent en ce pays lesquels de leurs bons grez et vollonte sans aucune force ny contrainte ont recognu et confesse sestres engagez et sengage par ces presentes a Pierre Denis Escuyer sieur de la Tour a ce present et acceptant pour travailler et rendre service audit sieur Denis en toutes et telles choses qu'il leur sera commande de civil et honneste tant en Este qu'en hiver tant sur les eaux que sur terres et generalement de faire par eux comme font et ont coustume de faire les engages de ce pays pendant le temps et espasse d'un an a commencer de ce jour d'huy dabte des presente et finira pareil jour ledit an revolu et accomply. Ce present marche et engagement faict moyennant la somme de cent vingt livres tournois que ledit sieur Denis sera tenu et promet payer a chacun desdit Loste et Caron pour ledit an d'engagement en argent ou marchandise au prix du magazin a fur et a mesure que leur temps d'engagement savancera. Car ainsy etc. promettant etc. obligeant chacun endroit soy etc. renoncant etc faict et passe audit Quebecq estude du notaire lan gbic soixante dix le neufvieme jour de juin avant midy en présence de Jean Baptiste Gosset et de Gilles Dutarte demeurant audit Quebecq tesmoins qui ont signe a ces presentes avec ledit sieur Denis Loste et notaire et a ledit Caron declare ne scavoir escrire ni signer de ce enquis suivant lordonnance.

Denys
Jacques Lhoste
Gilles Dutarte
Gosset
Becquet.

Marché de Cession d'un serviteur (ANQQ, Greffe Audouart, le 31 juillet 1650)

Furent présents en leurs personnes Flour Boujonnière secrétaire de Monsieur le Gouverneur et Remond Paget habitant demeurant à Québec lesquels de leur gré et bonne volonté et sans

aucune contrainte ont fait l'accommodation par ensemble ainsi qu'il ensuit, C'est à savoir que ledit Boujonnierre a cédé et quitté, cède et quitte un serviteur qu'il a employé et ce pour l'espace d'un an à son service Iceluy serviteur nommé Denis Barré audit Paget et ce pour servir ledit Paget en toutes les affaires qu'il lui pourra commander pour pendant l'espace de deux ans auquoy ledit Barré estoit obligé restantes de trois années que ledit Barré se soit obligé en France de servir ledit Boujonnierre et ce aux conditions gages que il estoit convenu qu'il est de la somme de trente six livres par chacun an sur lesquelles deux années ledit Paget a payé audit Boujonnierre la somme de soixante et neuf livres dix sols qui estoient deus par ledit Barré audit Boujonnierre et par compte arrêté du trentiesme de juillet mil six cens cinquante pardevant le Nottaire Royal de ce pais lequel compte ledit sieur Boujonnierre a mis entre les mains dudit Paget pour sur Iceluy compte estre fait deduction de laditte somme sur les gages que ledit Paget baillera pendant les deux années audit Barret Icelles années consécutives des jours dattes des presentes et finissantes à pareil jour Ce fust fait et accordé entre les partys le dernier juillet en l'estude du Nottaire Royal de Quebec en présence de Nicolas Colleson et Pierre Gilbert pour tesmoins lesquelles ont signé avec les partys.

N. Colson
Ramon Pages
Pierre Gilbert
Boujonnierre
Audouart, Nre.

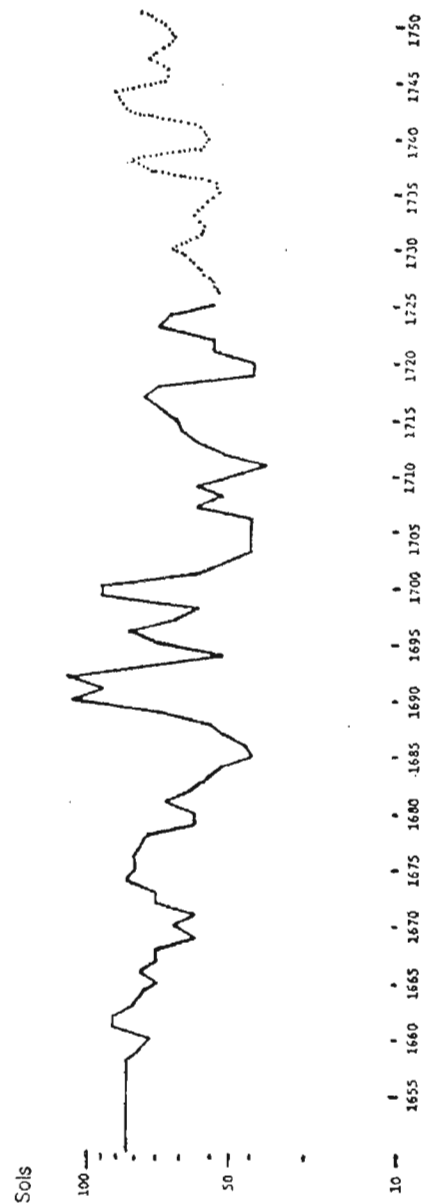
Marché de cession d'un serviteur (ANQQ, greffe Audouart, le 24 juillet 1650)

Fut présente en sa personne damoiselle de Grands Maisons laquelle de bon gré et bonne volonté et sans aucune contrainte a fait l'accommodation avec Toussaint Toupin habitant demeurant ordinairement en la Coste de Beaupré estant de présent à Québec ainsi qu'il ensuit cest à savoir que ladite damoiselle de Grands Maisons a cédé quitté cède et quitte audit Toupin un nommé René de Lanau dict Lalande serviteur estant de present au service de ladite damoiselle de Grands Maisons et ce pour par ledit Toupin se servir et diceluy en faire tout ce qu'il advisera bon estre convenant son service cette accomodation faite à condition de payer par ledit Toupin les deux tiers des frais qu'il se trouveront avoir esté faits et livrez pour le passage que ladite damoiselle de Grands Maisons se trouvera avoir pu faire pour ledit Lalande et ce moyennant deux années que ledit Lalande sera obligé servir ledit Toupin qui restent pour le service à quoy il se soit obligé envers ladite damoiselle de Grands Maisons et ce en France en payant par ledit Toupin audit Lalande les mesmes gages dont il est convenu et demeuré d'accord en France et ce suivant le marché qu'il a fait avec Monsieur de La Ferté toutes lesquelles choses cy dessus ledit Toupin s'oblige payer par ces presentes tant à ladite damoiselle de Grands Maisons que audit LaLande Promettant Obligeant ledit Toupin toutes avec chacun ses biens présents et advenir Car Ainsi a esté accordé entre les partys en l'estude du Nottaire Royal de Quebec le huitiesme de septembre mil six cent cinquante présents Flour Boujonnierre et Nicolas Colleson pris pour tesmoins et a ledit Toupin ne scavoir signer et a ladite damoiselle de Grands Maisons et tesmoins signé la présente.

Boujonnierre Degranmaison Audouart, Nore

Annexe 18

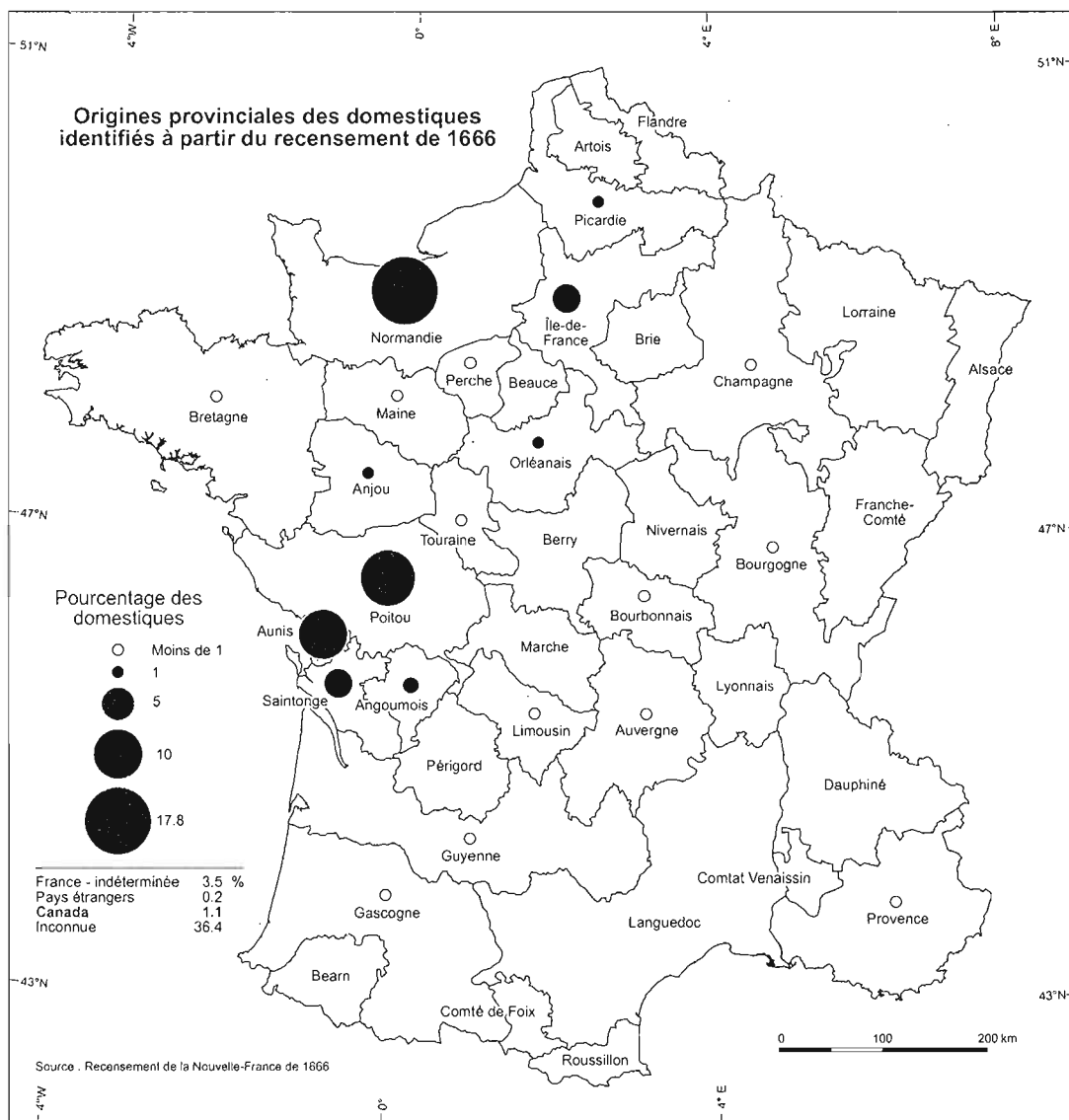
Variations annuelles du prix du blé 1655-1725, en minots
(39 litres) et sols tournois

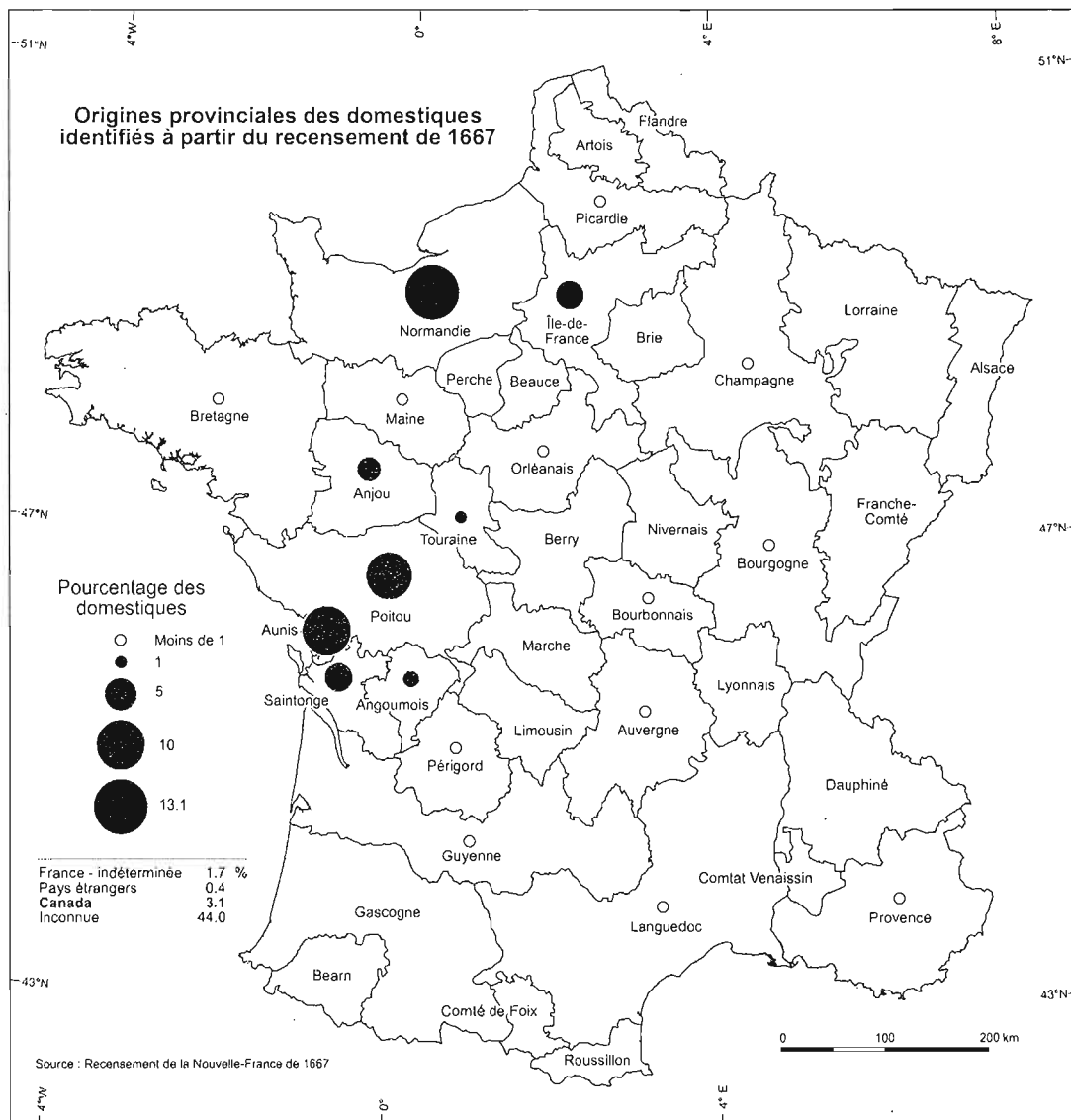


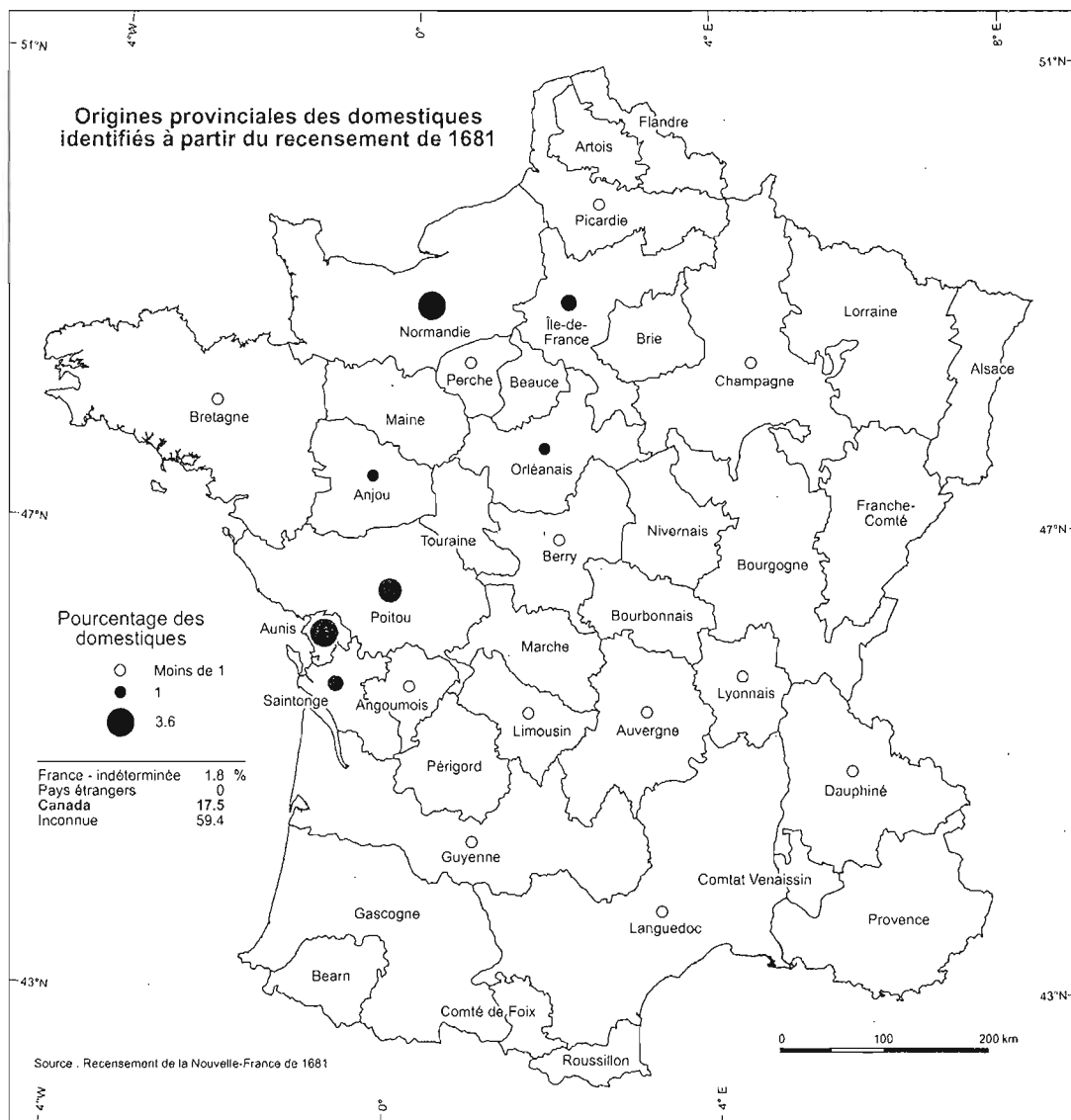
GRAPHIQUE 23.
Variations annuelles du
prix du blé 1655-
1725, en minots (39 li-
tres) et sols tournois.

Source : L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.519.

Annexe 19





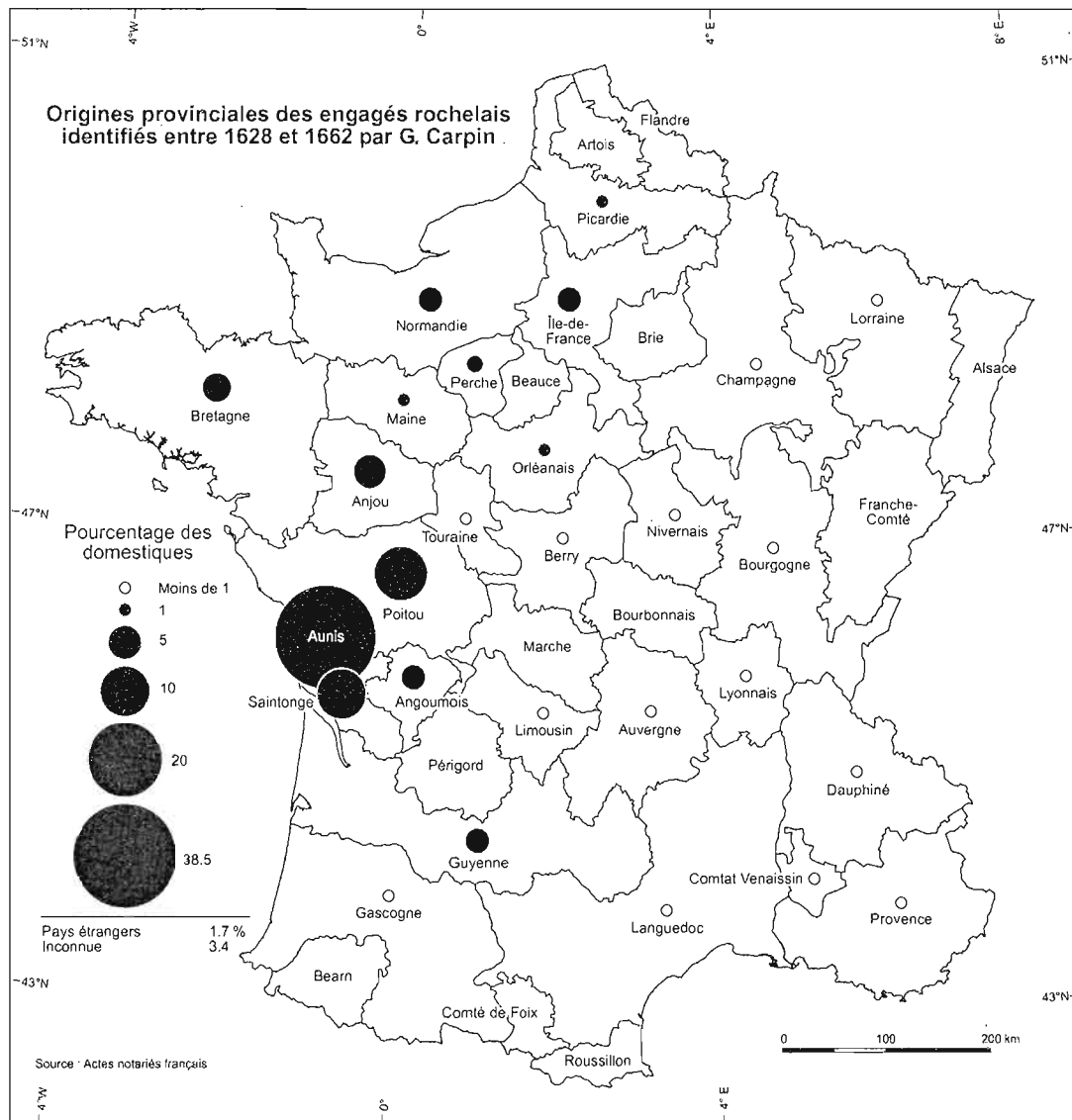


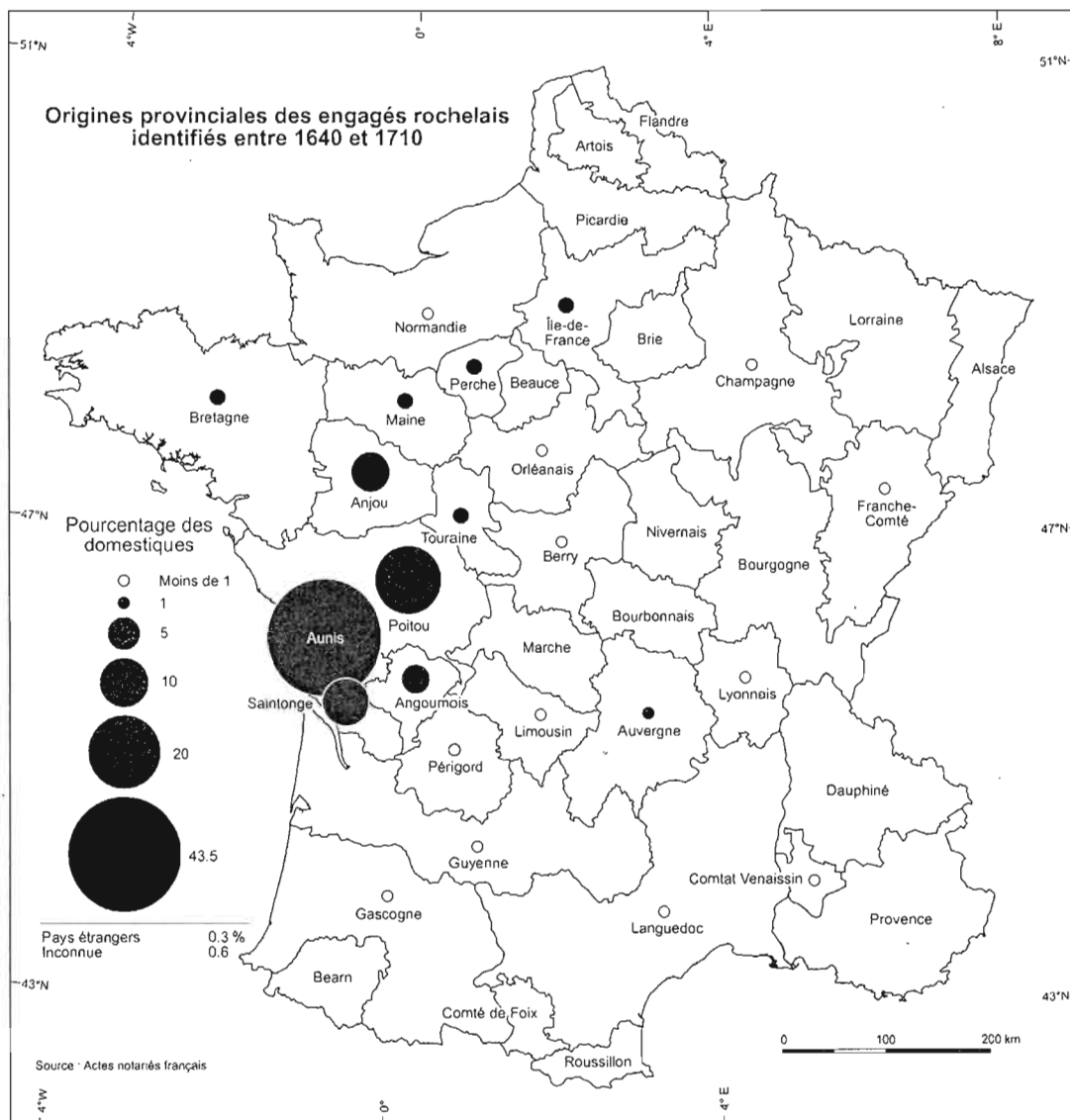
Annexe 20

Distribution des engagés rochelais identifiés entre 1628 et 1662 par G. Carpin selon leur province d'origine et leur origine urbaine ou rurale

Origine	Nombre d'urbains	Nombre de ruraux	Indéterminée	Total	% des domestiques
Aunis	141	61	1	203	38.5
Poitou	14	48	2	64	12.1
Saintonge	1	51	1	53	10
Anjou	13	14	-	27	5.1
Bretagne	7	15	-	22	4.1
Normandie	14	4	-	18	3.4
Guyenne	9	8	-	17	3.2
Angoumois	3	13	-	16	3
Île de France	5	9	-	14	2.6
Perche	2	7	-	9	1.7
Picardie	1	6	-	7	1.3
Maine	1	5	-	6	1.1
Orléanais	5	1	-	6	1.1
Auvergne	5	-	-	5	0.9
Gascogne	2	3	-	5	0.9
Touraine	2	2	-	4	0.7
Berry	1	2	-	3	0.5
Limousin	2	1	-	3	0.5
Champagne	2	1	-	3	0.5
Lyonnais	2	1	-	3	0.5
Languedoc	2	-	-	2	0.3
Nivernais	2	-	-	2	0.3
Provence	-	2	-	2	0.3
Dauphiné	1	1	-	2	0.3
Lorraine	1	-	-	1	0.2
Évêché de Metz	1	-	-	1	0.2
Bourgogne	-	1	-	1	0.2
Comtat Venaissin	1	-	-	1	0.2
Étranger	1	1	7	9	1.7
Inconnue	-	1	17	18	3.4
Total	241	258	28	527	98.8

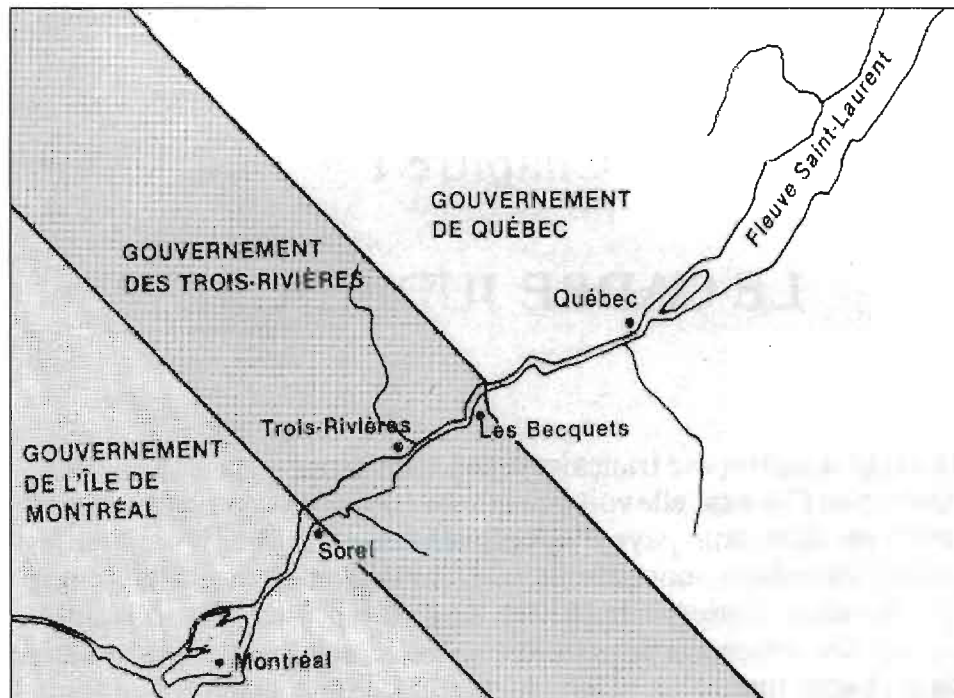
Source : G. Carpin, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion-Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p.456-499.





Annexe 21

Les trois gouvernements de la colonie laurentienne au XVII^e siècle



Source : A. Lachance *Crimes et criminels en Nouvelle-France*, Montréal, Boréal Express, 1984, p.18.

Annexe 22

Exemples de procédures judiciaires au Canada

Réclamation de salaire par Nicolas Fournier, valet, à Louis Fontaine, son maître – 10/06/1667

Après que par le demandeur a été conclu à ce que le défendeur son maître soit condamné lui payer la somme de 25 livres et que le défendeur son maître a été dit qu'il lui payera à son retour du voyage qu'il va faire dont il doit être de retour dans six semaines au plus tard. Parties ouyes avons condamné ledit Fontaine payer audit Fournier son vallet ladite somme qu'il lui doit de reste de ses gages dans le quinziesme du mois de juillet prochain et aux dépens. Mandons.

Chartier

Source : *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 1.2, f.15r

Réclamation de salaire par Marie Fleury à Louis Chambalon, marchand bourgeois – 15/01/1692

Après que par la comparante a été conclu à ce que le défendeur soit condamné lui payer cinq mois de service que sa fille lui a rendue à raison de 50 livres par an et lui faire réparation d'honneur pour avoir apellé sa fille laronnesse et que les hardes que le défendeur lui a retenues lui soient incessamment rendues et aux despens et par le défendeur a été dit qu'il est prêt de tenir compte de quatre mois et neuf jours de service que ladite fille de la comparante lui a rendues sur quoi il lui a donné 44 livres 16 sols 9 deniers ne lui en étant dû que 17 livres 1 sol 4 deniers qu'au sujet de la plainte que la comparante fait pour l'avoir appelé Larronnesse il veut bien par prudence n'en pas parler mais ne s'en veut pas servir. Parties ouyes veu l'exploit nous avons ordonné que le défendeur tiendra compte et payera à ladite demanderesse cinq mois de service à raison de 50 livres par an quoiqu'elle n'ait servi que quatre mois neuf jours le surplus lui étant accordé pour lui donner le temps de chercher maître et sur les autres prétentions des parties icelles renvoyées hors de cour despens compensés.

Source : *ANQQ*, Prévôté de Québec - TL1 - Registre civil 30, f.10v-11r

Procès intenté par Amédé Molard contre Abraham Bouat, son maître, pour voies de fait

02/08/1677: Requête du demandeur disant que le jour d'hier environ que vespres furent dites en l'église de Montréal, étant en la maison dudit sieur Bouat, le nommé [blanc] venant présentement des Outaouais lui fit demande s'il vouloit jouer contre lui qui fit que le complaignant comme n'étant pas à soy demanda permission de ce faire à son dit maître et à sa femme de lui vouloir permettre de jouer un écu avec lui ce qui lui ayant accordé et après avoir en la chambre où couche ledit sieur Bouat se mirent à jouer à Rome Estes seul à seul et sans présence d'aucune personne ou quelque temps après ledit sieur Bouat arrivant il se mit à marquer leur jeu ou étant arrivé jusqu'à 18 jeux de 21 qu'ils jouoient que ledit complaignant avoit à deux ou trois jeux que pouvoit avoir son camarade et le jeu que montroit pour lors ledit complaignant qui achevoit la partie que ledit son camarade de jeu lui donnoit avoir gagné comme il étoit vrai, ledit sieur Bouat sans aucun intérêt qu'il eut en la partie dit que le complaignant avoit trompé et qu'ainsi qu'il n'avoit pas gagné ce que disputant honnêtement le complaignant ledit sieur Bouat se mit à la maltraiter de coups de bâtons en disant qu'il avoit juré s'étant vanté depuis ce temps ledit sieur Bouat qu'il y avoit un mois qu'il lui gardoit cette pièce s'étant le complaignant descendu en la cuisine pour y rendre ses services celui qui avoit joué avec lui le vint attaquer et le poussa à la main qui fut repoussé par lui sur quoi ledit sieur Bouat par une récidive vint de nouveau maltraiter outrageusement ledit complaignant à coups de bâtons en sorte qu'il l'a mis en état de ne pouvoir travailler ni rendre ses services pour toutes les blessures qu'il a en son corps et dont il souffre extrêmement comme il paroît par le rapport du chirurgien qui l'a pensé et médicamenté cy rapporté, ce considéré, Monsieur il vous plaise permettre audit complaignant faire informer par devant vous desdits excès et voies de fait ci dessus pour y avoir telle réparation justice dommages et intérêts que de raison requérant à ses fins l'adjudication de Monsieur le Procureur fiscal de ce bailliage. Signé Basset pour le suppliant.

06/08/1677: Demande d'assignation dudit sieur Bouat par le baillif d'Ailleboust pour répondre aux charges contre lui prises par lesdites informations.

07/08/1677: Interrogatoire du sieur Bouat, âgé de 28 ou 30 ans, bourgeois et habitant de Montréal, exerçant la vente et débit de vin et assiette. Dit que ledit jour de dimanche dernier environ vers les 4 heures de relevée ledit Molard disputant en sa maison du répondant avec un certain homme venu des outaouais depuis peu dont il ne sait pas son nom, pour le jeu, disant ledit Molard qu'il y avoit 19 de 21 qu'ils jouoient en jurant et blasphémant le st nom de Dieu par plusieurs fois ce qui obligea le répondant de vouloir faire taire ledit Molard par l'excès de ses jurements à quoi ledit homme nommé Cousture dit audit répondant si n'avoit été son respect qu'il auroit donné sur les oreilles audit Molard de vouloir disputer une chose si fausse à quoi ledit Molard répondit il ne faut ici respecter personne qui fit que le répondant le prit par le bras et le mit dehors de la chambre où ils étoient et s'en fut ledit Molard à la cuisine où étant et trouvant la broche en jurant et blasphémant comme dessus ledit Cousture y étant et prenant de feu pour petuner il dit audit Molard moi cadet ou moi enfant vous êtes bien brutal dans votre passion à quoi ledit Molard lui dit qu'il étoit un cheval et quita la broche qu'il tournoit et se rua sur lui ce que voyant les personnes qui étoient là présentes se mirent à crier audit qui répond venez vous en vistement on s'assassine et on se tue ici ce qu'ayant le répondant sorti de sa chambre où il étoit et prit un bâton et s'en fut à ladite cuisine où il trouva ledit Molard qui quietoit ledit Cousture et s'en

fut à la porte de la maison et ledit Cousture fit reproche audit répondant s'il souffroit qu'on l'assassina en sa maison ce qui donna occasion de poursuivre ledit Molard auquel il lui donna deux ou trois coups de bâtons sur le corps et lui commandant d'entrer en ladite maison pour faire ce qu'il y avoit à faire à quoi ledit Molard répondit qu'il n'y feroit rien et s'en fuyant et ledit qui répond le poursuivant ledit Molard prit une pierre pour en frapper le répondant auquel il donna encore quelques coups de bâtons pour sa désobéissance et le peu de respect qu'il lui portoit ou en s'enfuyant ledit Molard trouva une buche qui le fit tomber et sur le champs disoit toujours qu'il n'étoit pas obligé de rien faire les fêtes et dimanche. A signé.

06/08/1677: Déposition de Jean Labombe, âgé de 28 ans, serviteur domestique du sieur Dulhut demeurant en ce lieu, témoin à la requête du demandeur. Déclare que dimanche dernier vers les 4 heure de relevée comme le suppliant venoit d'aider à enterrer le nommé Samuel Catalougne et passant pardevant la maiso dudit sieur Bouat il entendit que ledit Molard disoit audit sieur Bouat que si il le vouloit battre qu'il sortit dehors sa maison ce qu'ayant fait ledit sieur Bouat se mit à prendre un bâton duquel comme il couroit après ledit Molard qui s'enfuyait lui en déchargea plusieurs coups sur les épaules et un autre sur la tête et le milieu du dos qui le fit tomber derrière la buche qui étoit là proche ou ledit sieur Bouat le fut encore trouver d'achever là de lui tomber ledit bâton sur le corps en sorte qu'il n'en resta en sa main que la poignée, ne sachant pas le sujet pourquoi il le frappoit sinon que ledit Molard disoit vous me jugez mal à propos. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Nicolas Chapput autre témoin, âgé de 19 ans, serviteur domestique du sieur Dulhut demeurant audit Montréal. Même déposition que le précédent; il le battit à outrance même à terre.

Suit le rapport du chirurgien du 2 août qui fait état des contusions (guerissables) du demandeur.

02/08/1667: Est comparu le sieur Bouat qui a dit et dénoncé que le jour d'hier dimanche premier août environ le temps que l'on avoit dit les vespres le nommé Amédée Molard son serviteur ayant eu quelques disputes pour le jeu se mit à jurer et blasphémer le st nom de Dieu par plusieurs récidives en présence de plusieurs personnes et entre autres de celle de Pierre Lorain et sa femme et en vomissant quantité d'autres exécrationes contre la loi de Dieu dont et de la présente dénonciation ledit comparant a requis acte à lui accordé pour servir et valloir en justice en temps et lieu ce que de raison. Signé Bouat.

07/08/1677: Requête du sieur Bouat au Baillif disant que du jour de hier il auroit seu adjournement et citation à comparaître pardevant vous à la requête du demandeur qui depuis sept à huit jours s'est absenté du service qu'il lui doit rendre suivant son engagement fait pardevant Maître Benigne Basset notaire sous prétexte que le suppliant lui auroit à cause de ses emportements blasphèmes et désobéissances irrespectueuses donné quelques coups de canne pour empêcher les violences et mauvais traitement que ledit Molard son domestique faisoit en sa maison au nommé Cousture qui y étoit venu prendre son repas lequel faisoit plainte audit suppliant de ce que chez lui son serviteur causoit le désordre et eut l'insolence de l'y maltraiter et lui prendre à la gorge se terrassant par terre ce qu'il n'auroit pas souffert eu considération et respect pour le suppliant à quoi le serviteur répondit qu'il ne devoit y avoir aucun respect ici dedans et qu'il en rendoit plus qu'il ne devoit ce qui étoit injurieux et opposé aux obligations et devoir qui devoient rendre les domestiques à ceux

dont ils mangent le pain et retirant gages se qui seroit extrêmement ruineux au bien public si on tolérait telle insulte et otteroit la liberté aux maîtres des auberges et hôtellerie et cabaret d'empêcher les désordres qui se commettrait chez eux tant par les insultes que l'on pourroit faire à ceux qui viendrait prendre les repas par les blasphèmes que l'on y pourroit profférer et ainsi que les règlements du conseil souverain leur enjoignent et qu'il est affiché pour cet effet dans la maison du suppliant et c'est pour cette raison et particulièrement pour les jurements et blasphèmes proférés par ledit Molard que le suppliant en fit sa dénonciation au greffe à M. le Procureur fiscal afin qu'il en fit faire justice laquelle pour eslheuré ledit Molard vous a fait ces plaines et obtenu de vous une permission d'informer contre le suppliant ce qu'il auroit fait dès lors comme il fait à présent par la requête qu'il vous présente. Ce considéré Monsieur il vous plaise permettre au suppliant de faire informer contre ledit Molard du contenu à la présente requête et requiert à cette fin l'adjonction de Monsieur le procureur fiscal pour prendre contre lui telle conclusion que le devoir de sa charge l'oblige protestant tout dépens dommages et intérêts contre ledit Molard et demande qu'il lui fasse réparation des désordres scandales et attentat qu'il a commis dans sa maison des paroles injurieuses et hors du respect qu'il lui a dit et cependant de sursoir à l'exécution du décret d'ajournement personnel que ledit Molard a obtenu contre lui et vous faire bien.

07/08/1677: Déposition de Jacques Bauvais dit St Jamme, habitant demeurant à Montréal, âgé de 52 ans, témoin à la requête du procureur qui était à boire un verre chez ledit Bouat en compagnie d'un nommé Gasteau entendit ledit Molard se disputer avec un certain homme de la prairie de la Magdeleine mais qu'il n'entendit point jurer ni blasphémer. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Jean Gasteau, âgé de 48 ans, habitant demeurant à Montréal, déclare que ledit Molard se plaignait ausit sieur Bouat de ce qu'il lui faisoit perdre de l'argent qu'il avoit gagné qui fut cause que ledit sieur Bouat maltraita ledit Molard de coups de bâtons et le conduisit jusqu'au puit de l'église n'ayant jamais ouy jurer le st nom de Dieu audit Molard. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Jean Morio, âgé de 35 ans, tailleur et habitant demeurant à Montréal. Déclare ne pas avoir entendu ledit Molard jurer ni blasphémer.

A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Pierre Lorrain, âgé de 55 ans ou environ, habitant de la côte St Martin en ladite île, déclare que lorsque ledit Molard disputoit pour le jeu avec ledit sieur Bouat il disoit seulement à ce que ledit déposant a entendu, mordieu j'ai gagné, jarnidieu j'ai gagné, je ne [...] jamais mon créateur j'ai gagné, ne sachant pas s'il a autrement juré et blasphémé. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Françoise Saulnier, âgée de 32 ans, femme de Pierre Lorrain déclare avoir entendu jurer et blasphémer audit Molard en disant mordieu j'ai gagné, jarni dieu j'ai gagné parlant audit sieur Bouat. A signé.

Déposition de Pierre Mathieu, âgé de 32 ans, serviteur domestique du sieur Bouat déclare que ledit Molard se disputoit pour le jeu mais qu'il ne l'a pas ouy blasphémer sinon qu'il disoit mordieu j'ai gagné, jarnidieu j'ai gagné. A déclaré ne savoir signer.

07/08/1677: Interrogatoire du demandeur, âgé de 30 ans, travaillant à la terre, sans aucun domicile arrêté sinon que depuis quelques jours qui se retire chez le sieur Forestier chirurgien en cette ville. Reconnaît s'être querellé mais dénie avoir jurer; il dit au sieur Bouat, mordieu vous me faite tort et vous cause que je n'ai l'argent que j'avois gagné contre

celui que vous et votre femme nous donne permission a jouer à donner les cartes. Dénie avoir dit audit homme qu'il ne falloir point qu'il portat aucun respect dans ladite maison du sieur Bouat sinon que ledit homme l'ayant poussé il le repoussa pareillement et dans le temps qu'on dispuoit la femme dudit sieur Bouat dit audit qui répond va-t-en chez ta folleville ou tu es toujours à quoi il lui répondit qu'il ne falloir point parler de personne et qu'il croyoit ladite Folleville aussi honnête femme qu'elle ce qui fit dire à son mari qui étoit là présent ce que le répondant lui manquoit de respect qui lui donna quelques soufflet et quelques coups de pieds au cul et l'envoya tourner la broche à la cuisine où étant ledit sieur Bouat y descendit avec un bâton duquel en donna plusieurs coups sur le corps du répondanten le poursuivant dehors à coups de bâton en sorte que lui en rompit deux sur le corps à cause qu'il disoit qu'il s'alloit plaindre à Monsieur le gouverneur. A déclaré ne savoir signer.

12/08/1677: Déposition de Pierre Lorrain, âgé de 55 ans ou environ, habitant de l'île demeurant en la côte St Martin, témoin à la requête du sieur Bouat. Déclare qu'il entendit dire audit Molard qui disoit audit sieur Bouat qu'il vouloit s'en aller au bout de l'île d'en bas pour lui rendre ses services mais le sieur Bouat lui ayant dit par plusieurs fois qu'il demeurast et qu'il avoit affaire de lui en sa maison dit qu'il alloit donc jouer avec certain homme venu de nouveau des outaouais qui y étoit logé ou quelques temps après le jeu qu'il avoit eu avec ledit homme il ouy dire par plusieurs fois audit Molard que ledit sieur Bouat lui faisoit injustice et disant mordieu, jarnidieu et ce dans la chambre d'en haut dudit sieur Bouat ou quelques temps après ledit Molard étant descendu à la cuisine et ledit homme qui lui dit qu'il étoit bien brutal auquel fut répondu par ledit Molard qui avoit résisté au commandement de son maître de tourner la broche que ledit homme étoit un cheval et au corps duquel il se jetta ce que voyant les assistants crièrent audit sieur Bouat qu'on maltraitoit un homme en sa maison lequel étant venu ledit homme fit reproche audit sieur Bouat qu'on le maltraitoit en sa maison et qu'il ne devoit pas le souffrir à quoi ledit Molard s'enfuit dehors qui fut poursuivi par ledit sieur Bouat qui avoit un bâton à la main jusque vers le puit de l'église pour le faire revenir et tourner la broche qui obéit pour lors. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Françoise Saulnier, âgée de 32 ans, femme dudit Lorrain déclare qu'en la cuisine du sieur Bouat ou pour lors ledit Molard tounoit la broche lorsque un certain homme venu nouvellement des outaouais prenant du feu pour petuner ledit Molard le prit à la gorge sr ce qui lui avoit dit qu'il étoit bien brutal sur quoi l'on cria audit sieur Bouat qu'on maltraitoit un homme qui descendit à l'instant avec un bâton à la main qui trouva ledit Molard qui étoit sur ledit homme nommé Cousture qui l'avoit jetté par terre en lui disant quitte cet homme, tu fais ici et en ma maison de grands désordres qui lui répondit en jurant et blasphémant le st nom de Dieu et autres exécérations u'il avoit gagné et qu'il ne respectoit personne ni maître ni maîtresse qui donna occasion audit sieur Bouat de lui donner quelques coups de bâtons. A signé.

13/08/1677: Déposition de Louis Moreau, âgé de 30 ans, tailleur d'habit, sans aucun domicile présentement, prenant ses repas en cette ville en la maison de Michel Lecourt, témoin assigné à la requête du sieur Bouat. Déclare qu'il étoit à collationner avec les nommés Cousture et Eustache Vinas de nouveau des outaouais avec lequel Cousture ayant joué au romestée avec ledit Molard ils eurent dispute pour le jeu pendant leuel temps ledit sieur Bouat voyant que ledit Molard avoit lors lui dit de se retirer qui au lieu de ce faire

résista contre ledit Cousture en jurant plusieurs imprécations qu'il se donnoit à lui même disant qu'il avoit gagné ce qu'ayant ledit Cousture lui dit ue si n'éotit le respect qu'il portoit à la maison qu'il ne souffriroit pas qu'il l'offencast comme il fesoit à quoi ledit Molard lui dit qu'il ne devoit respecter personne ce qu'il fit lui dire par ledit sieur Bouat comment coquin n'es tu pas mon engagé, as tu mangé mon pain, ne me dois tu pas du respect comme ton maître qui lui répondit en faisant les mêmes imprécations qu'il lui portoit plus de respect qu'il ne méritoit ce qui obligea ledit Bouat de le prendre par le bras et lui donner des pieds au cul et le fit sortir de la chambre qui descendit en bas dans la cuisine et ledit Cousture ayant pris son calumet et chargé icelui s'en fut à ladite cuisine pour l'allumer et quelques temps après le déposant entendit du bruit en icelle ce qui lui donna à préjuger qu'on maltraitoit ledit Cousture son camarade qui lui fit dire audit sieur Bouat qu'il ne devoit pas souffrir que son valet matraitast ainsi ses hostes et à même instant ledit sieur Bouat descendit en ladite cuisine où étant il donna quelques coups de bâtons Molard à ce qu'il appris après y avoir descendu et apprit dudit Cousture comme ledit Molard l'avoit poussé pour le jeter dans le feu qui l'obligea de lui donner un soufflet. Déclare aussi ne pas avoir entendu jurer ledit Molard. A signé.

19/08/1677: Déposition de Jacques Bauvais dit St Jamme, âgé de 53 ans, habitant de cette île. Déclare qu'il vit ledit Molard qui dispuoit contre le nommé Cousture pour quelque jeu qu'ils avoient eu ensemble en disant ledit Molard audit Cousture Mordieu j'ai gagné et ledit sieur Bouat qui étoit la présent lui dit que ce l'en étoit pas comme il le disoit et qu'il savoit bien leur jeu comme les ayant vu jouer et ledit Molard s'obstinant de plus en plus à récidiver par le même jurement contre ledit sieur Bouat qu'il avoit gagné ledit sieur Bouat lui dit qu'il lui perdoit le respect qu'il lui devoit à quoi ledit Molard fit réponse qu'il lui en portoit autant et plus qu'il lui en devoit ains qu'il l'avoit déjà audit Cousture qu'il ne devoit respecter aucune personne en ladite maison et comme ledit Molard continuait à persister dans son opinion contre ledit Cousture auquel il dit que c'étoit un coquin et se jetta à ses cheveux ou ledit sieur Bouat arrivant de sa chambre d'en haut que l'on étoit allé avertir qu'on se battoit en ladite cuisine donna audit Molard quelques coups de bastons qu'il tenoit en sa main pour l'empêcher de maltraiter ledit Cousture. A déclaré ne savoir signer.

30/11/1677: Sur la requête à nous présentée par le demandeur tendant à ce que main levée lui soit donnée des deniers saisis à la requête du sieur Bouat entre nos mains et consigné ensuite au greffe de ce bailliage pour sûreté de paiement à jour précisé et limité suivant l'accord fait entre nous et Jean Caron à l'acquitter envers ledit demandeur de la somme de 200 livres de reste pour achat et transport de concession dudit demandeur pour raison nous aurions consigné partie de ladite somme déduction faite de celles que nous aurions payé manuellement audit vendeur eu égard à ladite requête et au désir de notre sentence du 27e novembre après avoir fait appeler ledit sieur Bouat avant de rien ordonner sur icelle nous consentons et agréons que ledit demandeur ait main levée des derniers saisis et consignés et qu'elles demeurent nulles et comme non saisies et que le sieur Basset soit valablement déchargé et quitte sauf son droit et que ledit demandeur sera quitte et déchargé suffisamment envers ledit sieur Bouat pour les avances par lui faites seulement sans préjudices à leur prétentions à l'encontre dudit demandeur partant nous, sieur de Bransat, baillif, ordonnons à l'encontre du sieur Basset vider ses mains desdits deniers saisis et consignés déduction faite de 32 livres à payer audit sieur Bouat et 5 livres pour l'endroit de consignation audit sieur Basset.

Signé Bransat

Le nommé Molard a reconnu en la présent de moi Gille Lauson avoir reçu dudit sieur Basset la somme de six vingt livres (112 livres) y compris la somme de 32 livres que ledit basset à payé au sieur Bouat et 6 livres pour son droit de consignation (...).

Pas de suite.

Source : *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-04-0191

Procès de Jean Vassel, domestique du sieur Pachot, accusé de vol.

27/02/1686: Interrogatoire de Jean Vassel qui déclare être âgé de 20 ans, natif de Clermont en Auvergne, n'avoir aucune profession et est domestique du sieur Pachot. Dit qu'il n'a jamais menacé de frapper son maître; il dit, en pleurant, n'avoir jamais dit que son maître était un vieux qui n'a pas de force et qu'il lui donneroit un coup de hache par la tête, ajoutant que cela est bien facheux de se voir si misérable après avoir servi deux ans et avoir épargné tout ce qu'il avoit pu. Il dénie avoir injurié sa maîtresse de bougresse et d'ivrognesse, et que même en se faisant frappé par la maîtresse il ne l'a jamais menacé de lui retourner ses coups s'il avait un bâton. Il accepte de se reporter aux témoins à l'exception de la servante et du commis du sieur Pachot car étant dans la même maison ils étoient toujours en débat lui refusant du vin quand il en demandait. Il dit qu'il a été mis hors du service dudit Pachot parce qu'il a voulu battre sa servante. En lui demandant pourquoi il a un coffre si bien garni ne gagnant que 20 écus par an, il répond que ce sont des profits qu'il a fait comme au sieur Bermen de qui il a eu 4 francs et aussi de plusieurs autres. Il dit n'avoir jamais de l'eau dans l'eau de vie du sieur Pachot qu'il vendait à Montréal pour en retiré à son profit une partie de l'eau de vie ajoutant qu'il n'a jamais fait de friponneries. Il déclare ne savoir les peines encourues pour les domestiques qui s'absentent du service de leur maître, disant qu'il n'a perdu qu'une journée dans laquelle même il se présenta le matin pour se rendre à son devoir et qu'il lui fut dit par le commis qu'il eut à se retirer et que le sieur Pachot le maltraiteroit. A déclaré ne savoir signer.

22/02/1686: Déclaration de Suzanne Girard, servante du sieur Pachot, qui dit qu'il y a environ un mois qu'elle vit au nommé Vassel, vallet domestique du sieur Pachot environ gros comme le poing desens blancs dans un gan et que lui ayant demandé où il avoit eu cet argent il lui fit réponse qu'il l'avoit apporté de France. Document incomplet.

Autre document présentant un inventaire de questions à poser audit Vassel, engagé 36 mois à Pachot. Réclamation de témoins par ledit Pachot contre ledit Vassel; liste de questions pour chacun des témoins qui sont: la femme qui garde la maison de monseigneur l'Intendant, la femme qui fut la blanchisseuse dudit Vassel, la femme de marchand charpentier, sa servante et la femme de Latoupine etc...

22/02/1686: S'est trouvé dans le coffre du domestique de monsieur Pachot après ouverture faite d'icelui: 13 martres, 4 loutres, 2 pistolets, une paire de ciseaux, un manchon de loup marin avec une couverture de porc espic, un manchon de castor, réclamé par monsieur Pachot être à lui; 2 neuds de ruban vieil et un neuf, un ciseau et 5 jambettes, un calumet, du fil et un bonnet, 22 canons de porcelaine et 10 ronds trouvés dans un mouchoir de toile peinte, un habit de ratine neuf, un justaucorps de ratine ecrue, un habit de tiretaine, 2 paires de bas de st Messan [une des deux lui a été envoyé en prison par Mademoiselle Pachot], 3 paires de bas d'estame, 2 cravattes à dentelles avec un neud de ruban, 9 chemises, 5 mouchoirs toile indienne, 54 mouchoirs blancs, une paire de souliers neufs, 2 petites briques de savon, une paire de mitaines, un petit paquet de retailles (?), une paire de gans, un tirre bour, environ un once de clou de girofle, 3 jeux de cartes neufs, 6 jeux de cartes qui ont servi, une paire d'heure (?), 5 douzaine de boutons, un neud de ruband, une paire de souliers sauvages, une canne avec une pomme d'acier, outre ce qui étoit dans le coffre s'est trouvé un chapeau gris de loutre avec un ruban rouge, de plus a été retiré de la femme de

Charles Rancin sa blanchisseuse, une chemise (envoyée en prison), un mouchoir de toile peint (idem), un cravatte de toile longue (idem), 9 autres de toile de chanvres de 40 sols l'aulne, 2 vieux haud de chausses; dans la cabanne où couchoit ledit Vassel s'est trouvé la robe de chambre du sieur Pachot, une couverte d'enfant et deux couvertes neuves sans y comprendre deux autres qui lui avoient été données pour se couvrir.

Et advenant le 9e jour de mars 1686 a été fait inventaire d'un paquet de plusieurs choses apporté chez ledit sieur Pachot par Marie Hayot femme de Jean Marchand, maître charpentier laquelle dite femme a dit et déclaré avoir été mis es mains de sa servante par Jean Vassel domestique du sieur Pachot lequel paquet elle représente aujourd'hui et qui contient ce qui ensuit: 13 aulnes de dentelles en 10 moceaux, 6 cravattes et deux paires de manchettes de dentelles, une aulne de ruban façonné rouge neuf, deux paires de ciseaux, 5 morceaux de vieux ruban plain rouge et couleur citron, le tout enveloppé dans une écharpe de toile peinte d'environ deux aulnes de long.

Requête du demandeur qui déclare que les choses contenues dans le paquet ramené par la femme dudit Marchand lui appartiennent et lui ont été volé par son domestique dans sa boutique soit à Québec ou à Montréal où ledit Vassel a toujours entré et même couché dedans la boutique de Montréal pour la grande confiance que le suppliant avait en lui, outre les vols manifestes dudit Vassel au regard de l'inventaire de son coffre. Demande à ce qu'il soit remis en prison, les fers au pieds pour éviter toute évasion. Requête acceptée le 9 mars 1686.

10/03/1686: Interrogatoire de Jean Vassel, âgé de 20 ans, de Chermont en Auvergne, domestique du sieur Pachot. Il dit qu'il est prisonnier à cause d'un paquet qui fut porté par la femme du sieur Marchand au sieur Pachot. Il ne sait pourquoi ladite femme le donna à son maître qui décida de le retenir. On lui demande s'il n'a pas parlé à ladite femme Marchand depuis qu'elle a déposé le paquet chez son maître; il répond qu'elle lui dit qu'elle l'avoit porté chez le sieur de Grandville ou le sieur Pachot l'avoit arrêté ce qui lui fut dit par la femme de Latopine en présence de la veuve Etourneau et de la soeur de ladite femme Latopine. Il dit qu'il avait laissé ledit paquet chez ladite Marchand pour le donner à Monsieur de ? pour le rendre à qui il appartenait, expliquant qu'il avait trouvé ledit paquet dimanche dernier proche de l'hôpital. Il ne sait ce qu'il y avait en tout dans ce paquet ne l'ayant défait que par un bout; il ne vit que deux cravattes et deux paire de manchettes. Il ne vit ni les ciseaux, ni la dentelle et le ruban. On lui demande pourquoi il a menacé ladite Marchand en lui disant qu'il lui feroit bien rendre ledit paquet et qu'il s'était accommodé avec ledit sieur Pachot et devoit retourner à son service il répond qu'il lui a seulement demander de lui rendre ledit paquet. Il dit qu'il ne l'a porté ailleurs que chez ladite Marchand. Il ne sait qui a fait lesdites cravattes, que ladite femme de Chaste lui a fait deux cravattes qui sont dans son coffre. Il termine en disant que tout était dans le paquet au moment où il l'a trouvé; que rien n'a été ajouté ni retiré et qu'il n'a pas vu tout le contenu dudit paquet.

11/03/1686: Demande d'assignation du sieur Pachot à Marie Madeleine Lemire, femme de Pierre Moreau de Latopine, Jeanne Buret veuve de Pierre Bin dit Lacroix, Marie Hayot femme de Jean Marchand, Marie Bruneau, servante dudit Marchand et Françoise Conflan femme de Charles Rancin habitant de la rivière St Charles.

12/03/1686: Déposition à la requête de Pachot de Jeanne Baril, âgée de 50 ans, demeurante à la brasserie au logis de Monseigneur l'Intendant. Déclare que le jour où ledit Vassel sortit du service dudit sieur Parchot elle vit ledit Vassel chez le nommé Marchand buvant avec un soldat qui avait la lèvre fendue, ne le connaissant point, qu'ensuite ladite Marchand lui dit qu'elle avait chargé audit Vassel un louis de 4 francs, qu'elel vit ledit Vassel samedi dernier chez ledit Marchand demandant à sa servante un paquet de cravattes et dentelles qu'il lui avait mis entre les mains ce qu'entendant la femme dudit Marchand dit audit Vassel qu'il étoit un plaisant visage de lui porter ce paquet en son absence pour lui faire de la peine (?), à quoi il répondit que c'étoit à lui et que ledit sieur Pachot ne portait point de dentelles et cravattes et ne portait que des mouchoirs et alloit retourner à son service menaçant ladite femme Marchand que si elle ne lui rendoit ledit paquet il lui aloit envoyer l'huissier Metru, que ladite marchand pour lors lui dit qu'elle voyait bien que ledit Vassel avoit vollé ledit paquet et qu'elle attendoit la réponse dudit sieur Pachot à qui elle en avoit fait donner avis. A déclaré ne savoir signer et réclamé salaire.

Déposition de Marie Hayot, âgée de 22 ans, femme de Jean Marchand, charpentier, demeurant en cette ville au bas de l'hôpital. Déclare que dimanche dernier le nommé Vassel porta chez elle un paquet cousu qu'il donna à sa servante ce que cette dernière ayant dit à sa maîtresse ayant appris que c'étoit un fripon, l'ouvrit en présence de la femme de Latoupine et voyant que c'étoit des dentelles, des cravattes, des manchettes, du ruban et des ciseaux elle remit le tout dans ledit paquet ensuite de quoi elle fut voir sa cousine la demoiselle de Gradville pour savoir si elle ne pouvoit point être en peine dudit paquet laquelle lui conseilla de le rendre audit sieur Pachot. Que ledit Vassel a été diverses fois boire chez elle, une fois accompagné d'un soldat et une autre fois d'un autre qu'elle ne connaît pas. Que la journée même qu'il sortit du service de son maître il vint chez elle lui demander du vin et lui chargea une piastre. Une autre fois qu'il y fut aussi boire et chargea une pièce d'un écu de France. Que ledit Vassel est allé chez elle samedi dernier demander le paquet qu'il avoit mis entre les mains de sa servante laquelle lui dit qu'elle ne pouvait pas lui rendre et le vouloit remettre entre les mains du sieur Pachot pour voir s'il ne reconnaîtrait rien à lui appartenant à quoi ledit Vassel dit qu'il la feroit venir par un huissier. Déclare ne savoir signer et réclame salaire pourquoi lui avons alloué 15 sols.

Déposition de Marie Madeleine Lemire, âgée de 26 ans, femme de Pierre Moreau, bourgeois de cette ville, demeurant au bas de l'hôpital. Déclare que ce fut mercredi dernier étant chez la femme de Jean Marchand sa voisine, ladite Marchand lui dit que cela étoit fâcheux de ce que le vallet du sieur Pachot avoit apporté à sa servante un petit paquet à serrer et sur le soupçon que ladite Marchand eut que ledit vallet avoit vollé ledit paquet elles ouvrirent ledit paquet dans laquelle elle déclare avoir vu des manchettes à dentelles, des morceaux de pièces de dentelles, du ruban, des cravattes et des autres de chacune sorte excepté les ciseaux dont il y en avoit deux paires, que le tout étoit enveloppé dans un morceau de toile peinte; ne sait ce qu'il pouvait y avoir d'autres dans ledit morceau d'autant que ledit paquet ne fut décousu que par un côté et que même parite de ce qui étoit dedant étoit cousu avec l'enveloppe. Elles conclurent que c'étoient des affaires volées. Après quoi ladite Marchand lui dit qu'elle allait voir comment se débarrasser de cette affaire. Samedi dernier, ledit Vassel étant chez ledit Marchand et ladite déposante aussi, elle ouy ledit Vassel dire à ladite femme Marchand que si elle ne lui rendoit pas son paquet il lui feroit bien trouver et lui enverrait Metru et qu'il lui feroit bien trouver tout ce qu'il y avait

dedans et vouloit qu'il fut ouvert devant eux. A requis salaire pourquoi lui avons alloué 20 sols 11 deniers ajoutant ladite déposant que ledit Vassel a été chez elle quelques jours avant que ledit paquet fut découvert lequel accompagné trois soldats de la garnison de cette ville et fit une dépense de 4 livres 16 sols 4 deniers qu'il paya en un louis d'un écu de France et trois petites pièces de 4 sols dont la déposante lui rendit un sol marqué. A signé.

Déposition de Françoise Couflan, âgée de 34 ans, femme de Charles Rancin, habitant de la rivière St Charles y demeurant actuellement. Déclare que dimanche dernier son mari étant chez le sieur de Comporté ce dernier lui dit que le nommé Vassel étoit détenu prisonnier le priant de lui vouloir dire si ledit vallet n'avoit point porté quelque petit paquet chez lui et s'il n'en avoit point de connaissance à quoi ledit son mari dit qu'il n'en avoit aucune connaissance et qu'il n'en avait rien vu que ledit Vassel avoit mis entre les mains de ladite déposant neuf aunes de toile pour lui faire des chemises laquelle toile elle a rapportée et mise entre les mains du sieur Pachot sur la réquisition qu'il lui en a faite. A requis salaire pourquoi lui avons alloué 30 sols 11 deniers. A signé.

13/03/1686: Requête du sieur Pachot auprès du sieur Dupont, conseiller du roi, qui réclame à ce qu'on lui restitue ce qui lui a été volé et que l'on écourte le procès afin d'éviter des frais de justice qui seraient en pure perte (il ne veut se déclarer partie), ledit Vassel n'ayant de plus rien à lui. Peuvret réclame à ce que le procès soit poursuivi attendu que ce dont était question dans le commencement deviendra apparemment toute autre chose dans la suite.

16/03/1686: Nicolas Dupont, écuyer, seigneur de Neufville, conseiller du roi (...) veu la requête à nous présentée par le demandeur contenant que le nommé Vassel son engagé se seroit évadé de son service le 14e février dernier après lui avoir dit plusieurs insolences ce qui n'est qu'une suite des autres qu'il lui auroit dites par cy devant à ce qu'il nous plust lui permettre de faire arrêter ledit Vassel en quelque endroit qu'il se trouvast pour le constituer en prisons royaux de cette dite ville et qu'il fut condamné aux peines portées par les règlement dudit conseil (énumération de pièces dont l'inventaire du coffre et du paquet), nous conformément audit réquisitoire avons ordonné et ordonnons que lesdites procédures seront portées par ledit Roger au procureur du roi pour être à sa requête et diligence vacqué en ladite prévôté au parachèvement de l'instruction de l'instance attendu que ce dont étoit question dans le commencement deviendra apparemment tout autre chose dans la suite, jugean à propos de ne pas omettre ce degré de jurisdiction afin de laisser libre la voie d'appel fait en otre hotel à Québec le 16e mars 1686. Signé Dupont.

23/03/1686: Remontre le procureur du roi commis de la dite prévôté que lundi dernier au soi il lui fut apporté par l'huissier Roger les procédures ci jointes faites pardevant Monsieur Dupont conseiller au Conseil souverain de ce pays et subdélégué de Monseigneur l'Intendant à la requête du sieur François Viennay Pachot marchand bourgeois de cette ville à l'encontre de Jean Vassel son domestique détenu prisonnier ez prisons royaux de cette ville à raison des accusations de vol faites à l'encontre de lui par ledit sieur Pachot comme il seroit par lesdites procédures sur les plaintes duquel sieur Pachot Monsieur Dupont a fait emprisonné ledit Vassel et rendu son ordonnance du 16e du présent mois par laquelle il ordonne que le procès par lui encommencé à l'encontre dudit Vassel sera mis ez mains du remontrant par ledit huissier pour être ledit Vassel poursuivi à sa diligence pardevant vous ledit sieur Pachot s'étant déporté de ses poursuites et déclaré ne sa vouloir porter partie à

l'encontre dudit Vassel que pour retirer ce qu'il dit lui avoir par lui été pris et vollé comme il est amplement porté par ladite ordonnance aussi ci jointe en sorte que le remonstrant après avoir mûrement veu et examiné toutes les procédures se trouvant sans fonds pour poursuivre ledit Vassel se seroit adressé à Monsieur Dupont après l'avoir ce jourd'hui cherché chez lui plusieurs fois et enfin à la basse ville où le remonstrant l'auroit trouvé et l'auroit supplié de lui faire délivrer une somme de 100 livres sur les deniers appartenants au roi sur son domaine en ce pays afin de poursuivre ledit Vassel s'il le vouloit ainsi faire à quoi Monsieur Dupont auroit répondu qu'il falloit que le remonstrant en parlasse à Monseigneur Le Marquis de Neufville gouverneur et lieutenant général pour le roi en ce pays et qu'il lui parleroit cedit jour à Mons. seigneur le Gouverneur de ce qu'il y avoit affaire sur la demande du remonstrant pourquoi ledit remonstrant se seroit incessamment adressé à mons. seigneur le Gouverneur lequel l'auroit renvoyé à se pourvoir pardevant mondit sieur Dupont auquel remonstrant ayant parlé depuis à la basse ville chez le sieur de Monsny et lui auroit dit que monseigneur le Gouverneur l'avoit renvoyé à lui pour l'affaire en question et qu'il ne s'en vouloit pas mêler, monsieur Dupont auroit répondu au remonstrant qu'il verroit ce qu'il auroit à faire sur ce sujet pourquoi ledit procureur du roi commis se trouvant sans fonds pour faire ladite poursuite et ne devant être tenu de la faire sans avoir de quoi décalre qu'il ne se porte point partie dudit Vassel qu'autrement s'il ne vous plait l'interroger seulement vous laissant à faire au surplus ce que jugerez à propos. Signé Duquet de Lachesnaye

04/04/1686: Requête du sieur Pachot qui réclame à nouveau au lieutenant général de cette ville à ce que les choses qui lui ont été volées par ledit Vassel lui fussent rendues, et déclaration dudit suppliant de ne se vouloir porter partie contre ledit Vassel pour éviter les grands frais qu'il conviendrait faire, mais que mondit sieur s'en étant déporté et remis à vous pour en connaitre il seroit arrivé que quelqu'un ayant vu fuir ledit Vassel et qu'il y avoit lieu de croire qu'il s'était évadé des prisons de ladite prévôté et que sur le récit qui en fut fait en la présence de monseigneur le gouverneur où il se trouva plusieurs personnes entre autres le sieur Provost de nos seigneurs les marchands à qui mondit seigneur le gouverneur ayant ordonné de le faire arrêter et remettre en prison cela a été ainsi exécuté et cependant le suppliant a appris que vous avez rendu une sentence par laquelle entre autre chose vous auriez ordonné que ledit Vassel seroit élargi à sa caution juratoire à la charge de se représenter toutes et quantes fois qu'il seroit ordonné et que vous n'aviez point prononcé sur la restitution prétendue par le suppliant il est recours à vous pour lui être pourvue. Ce considéré monsieur il vous plaise ordonner que les effet qui lui ont été laissés en mains suivront l'ordonnance de mondit sieur Dupont lui demeureront purement et simplement pour en disposer à sa volonté et condamner en outre ledit Vassel à tous les dépens frais dommages pour 8 mois qu'il restoit à servir le suppliant et à 53 livres 9 sols 8 deniers qui lui sont dûs pour avances qu'il lui a faites au delà de ses gages de trois ans sans que pour cet effet ledit suppliant puisse être représenter partie se tenant toujours à sa démission ci devant faite et fera bien et justice. Signé Pachot.

Réponse de Duquet: Veu la requête et l'ordonnance ci dessus je requiers que le nommé Vassel prisonniers dénommé dans ladite requête soit interrogé sur les charges portées par icelle à l'encontre lui et que les choses réclamées par le suppliant et qu'il a en ses mains soient mises au greffe pour être si besoin est représentées audit accusé lequel sera incessamment écroué sur le registre de la géôle en la manière accoutumée.

06/04/1685: Copie de la requête précédente et de la réponse de Duquet.

08/04/1685: Extrait des registres de la géôle des prisons royaux de la prévôté de Québec stipulant que ledit Vassel a bien été écroué. Signé Genaple.

10/04/1686: Interrogatoire par Chartier de Jean Vassel à la requête du procureur du roi. Il répond qu'il est âgé de 20 ans, cuisinier natif de Clermont en Auvergne demeurant avant son arrestation chez ledit Pachot. Il faisait chez son maître tout ce qu'il lui commandait mais qu'il lui prêtait à manger. Il est demeuré 2 ans et demi chez lui, le servant fidèlement à la réserve de ces choses qui se sont trouvées dernièrement. A savoir: il répond cette dentelle que la marchande a portée, cad la femme d'un charpentier qui demeure proche la brasserie. Cette dentelle est composée de deux morceaux et environ sept cravates que lui qui répond lui avoit données. Il déclare avoir pris ladite dentelle chez son maître, l'ayant trouvé à terre dans la chambre d'en haut (il ne l'a ni acheté et elle ne lui a pas été donnée non plus!). Il donna ladite dentelle à la femme Marchand lorsqu'il sortit de chez son maître afin qu'elle lui garda jusqu'à ce qu'étant retourné il la lui put rendre; il avoue l'avoir voler sans que son maître le sache. Ladite Marchand la garda 7 à 8 jours. Il explique qu'il est sorti de chez son maître car ce dernier le voulait battre parce qu'il avait dit qu'il avait abusé de sa servante. Il ne sait comment ladite dentelle a été reportée mais que la dame Pachot avait défendu à ladite femme de la rendre à lui qui répond. Il avoue avoir également volé environ trois quarts de ruban ajoutant que c'est tout ce qu'il a volé et rien d'autre. Au sujet des martres et des loutres trouvées dans son coffre il dit que ce sont des gens qui venoient des outaouais lesquesl lui donnaient tantôt une loutre et tantôt une martre à mesure qu'il les servoit à porter leur castor. Ces gens se nomment Lemaistre Labretonier Courval et les gens qui étaient avec eux dont il ne peut dire leurs noms mais que ledit Pachot les connaît bien. Pour mériter une belle loutre il devait porter leur castor à son cou depuis le bord de l'eau jusque dans la cave de son maître portant ledit castor avec un collier et jusqu'à deux et trois paquets à la fois. Il reçut en tout 6 loutres et 13 martres. Courval lui a donné une loutre, le frère de la Morille, une, que trois autres dont il ne sait as le nom et qui arrivèrent en trois canots différent lui en donnèrent deux; l'un desquels est marié à la soeur de la servante du sieur de Mesnu, un autre à la fille de celui qui garde les poudres à Montréal et qu'il ne connaît pas le troisième. Il a eu encore deux autres loutres qu'il a eu après que soit venu 7 ou 8 canos pour ledit Pachot, auquel lui qui répond en à même vendu deux. Les martres lui ont été données par différentes personnes qui avaient des affaires avec son maître desquels les trois enfant du Duc habitant de Montréal sont du nombre et lui en ont donné trois qu'il a eu le surplus l'une après l'autre les demandant à mesure qu'il avait servi à porter du castor comme il l'a dit. Il ajoute qu'au moment où il portait les castors il n'était jamais seul et qu'il y avait toujours quelqu'un d'eux qui lui aidait. Il déclare n'avoir jamais dit à son maître les dons qu'on lui a fait et qu'il n'a osé lui dire parce que ayant veu quelqu'un qui lui donnait deux loutres il lui défendit de rien demander que sont été les deux loutres qu'il vendit audit son maître. Il dit n'avoir jamais volé un sol à son maître et que lorsqu'il sortit de chez lui il n'avait qu'une piastre de 4 francs qui n'étoit pas marquée. On lui demande si son maître ne lui donna pas de l'argent lui qui répond se plaignant de n'avoir pas de quoi vivre jusqu'au lendemain. Il répond que ce fut lorsqu'il sortit de prison la première fois que son maître lui donna 20 sols. Il avoue avoir dépensé 4 francs dans un cabaret. Il déclare également avoir eu 8 francs d'un méchant capot d'une chemise et un mouchoir de soie qu'il avoit vendu à un soldat qu'il ne connaît pas et qui s'en allait du côté de St Jean. Le soldat lui donna deux

pièces de 4 francs. Il est prêt à entre les témoins à l'encontre de lui pourvu que ce ne soit pas la servante dudit Pachot dont il a parlé d'autant qu'elle lui veut du mal aussi bien que La Ralde commis de son maître. A déclaré ne savoir écrire ni signer. A été renvoyé en prison. Etant prêt de partir, il ajoute que dans le paquet dans lequel s'est trouvé la dentelle il y avait deux paires de ciseaux, deux paires de manchettes et une ceinture de toile peinte lesquelles choses il avait achetées à Montréal du frère de François Hazeur, marchand à la réserve des manchettes lesquelles étoient à lui aussi bien que les cravattes qui sont dans ledit paquet, lesquelles cravattes et manchettes lui ont été faites par la femme de Claude Chasle à la réserve d'une desdites cravattes que lui a faite la femme de Marandeu huissier. Il dit avoir acheter la dentelle desdites cravattes et manchettes à la dame Pachot sa maîtresse; il l'a payé en argent comptant.

14/05/1686: Assignation par Marandeu, huissier du sieur Joseph Riverin marchand demeurant en cette ville pardevant le lieutenant général civil et criminel pour déposer vérité dans l'information qui se fait à l'encontre du nommé Vassel.

17/04/1686: Répétition d'interrogatoire fait par Chartier à Jean Vassel. Même portrait. En plus de la dentelle qu'il trouva à terre il ajoute qu'il prit dans le magasin trois quartiers de ruban. Il donna la dentelle et le ruban à ladite Marchand dans le dessein de les rendre coryant retourner chez son maître car il prit conscience de son acte et dit qu'il vit que c'étoit offenser Dieu. Même réponse au sujet de loutres et des martres. Il ajoute qu'en sortant du service de son maître il avait une pièce non marquée laquelle lui avoit été donnée pour des cartes qu'il avoit fournies à ceux qui jouaient chez lui. Nouvelle question à propos du contenu du paquet; il dit que c'étoit de la dentelle commune haute d'environ 4 doigts et le ruban rouge façonné le tout enveloppé dans une ceinture de toile peinte qu'il y avoit dans ledit paquet 7 cravates et deux paires de manchettes le tout à dentelle et deux paires de ciseaux. Il n'a pas volé les cravates et ciseaux; il les a acheté ladite ceinture à Montréal avec lesdits Ciseaux chez le frère de François Hazeur et le reste à sa maîtresse. A l'instant nous avons fait représenter audit Vassel 4 loutres et 13 martres qui ont été trouvées dans un coffre qui a été remis au greffe en conséquence de notre ordonnance du 6e de ce mois lesquelles loutres et martres ledit Vassel a dit être les mêmes qui lui ont été données à Montréal sur quoi nous lui avons fait remarquer qu'il n'y a pas d'apparence qu'il dise la vérité d'autant que ledites martres et loutres nous paraissent être choisies et que ce n'est pas la coutume de faire de pareils présents à des valets. Il répond que c'est que ceux qui lui ont données faisant leur partages et voyant quelques loutres ou martre de reste qui ne pouvoit se partager ils se disaient "il la faut donner au garçon". Il dit que son maître étoit parfois présent lors des partages mais pas tout le temps. Au sujet des autres marchandises retrouvées, il dit que le manchon de castor lui a été donné par ledit Lalarde et qu'il a acheté celui de Loup Marin de Viger marchand et la ceinture qui y est attachée il l'a troquée contre des Iroquois. Sur quoi lui avons représenté qu'il ne dit pas encore la vérité puisque les Iroquois n'ont point de ceinture de porc epic que ledit manchon de castor étoit audit Pachot son maître lequel il devoit connaître et que ledit manchon de loup marin n'est pas à son usage. Il répond qu'il a acheté ladite ceinture de porc epic des Iroquois comme il l'a dit laquelle il a portée avec ledit manchon de loup marin une partie de l'hiver au vu et sceu dudit son maître et qu'à la vérité ledit manchon de castor est un de ceux dudit sieur Pachot lequel ledit Lalarde lui a donné en ayant pris un autre comme lui dit alors ledit sieur Pachot. Et avons fait défaire un paquet enveloppé d'une ceinture de toile peinte dans lequel paquet

ledit Vassel a reconnu ladite ceinture deux paires de ciseaux un morceau de ruban rouge façonné lequel ruban il a dit avoir pris et vollé dans la magasin comme il l'a dit mais que d'autres morceaux de ruban dont l'un est neuf les autres vieux sont à lui aussi bien que lesdits ciseaux et ceinture les ayant achetées comme il l'a dit à la réserve desdits morceaux de ruban lesquels il dit avoir achetés excepté le morceau de neuf qu'il dit lui avoir été donné par ladite Pachot. A été aussi reconnu six cravates deux paires de manchettes de dentelle commune disant qu'il faut que la septième soit dans son coffre, qu'un paquet de petite dentelle d'un doigt de haut environ qui s'est aussi trouvé dans ledit paquet est à lui pour l'avoir acheté 4 francs dudit Laralde à raison de 8 sols l'aulne disant que ladite petite dentelle n'étoit pas dans le présent paquet lorsqu'il l'a donné à ladite femme marchand et qu'il l'avoit donné à la femme de Charles Ransin pour la mettre à des chemises. Il a aussi reconnu trois autres morceaux de dentelle haute de 4, 3 et deux doigts commune pour être celle qu'il a prise et vollée audit sieur Pachot et après avoir fait aussi voir audit Vassel le surplus des hardes contenus dans ledit coffre il a dit que le tout lui appartenait et qu'il n'y a rien de vollé à personné. Comment se fait il qu'il ait autant de bien étant donné qu'il ne gagne que 60 livres par an comme stipulé dans son contrat d'engagement retrouvé dans ledit coffre? Il répond qu'il a reçu ses trois années et encore près de 10 écus qu'il doit audit Pachot, qu'il a eu aussi des profit chez ledit Pachot par ce qu'on lui donnait quelque chose pour les cartes qu'il fournissait en sorte que le carnaval dernier il a eu 40 francs desdites cartes.

15/05/1686: Déposition de Joseph Riverin, témoins, marchand de Tours de présent demeurant en cette ville rue notre dame, âgé de 20 ans. Dépose n'avoir aucune connaissance des friponneries dont est accusé ledit Vassel ni s'il a disposé de quelques hardes comme capot et autres choses, qu'il a seulement vu ledit Vassel jouer avec un valet qu'avoir le sieur Riverin, frère du déposant il y a environ deux ans ce qui se faisoit, le sieur Pachot étant convié de manger chez ledit son frère, qu'il l'a vu aussi jouer avec un valet du sieur de Comporté et qu'à chaque fois ledit Vassel avoit environ deux ou trois écus blancs. Ne sait le déposant où il les prenoit. A signé.

05/06/1686: Requête de Vassel au Lieutenant général civil et criminel disant que sur quelque mécontentement que le sieur Pachot a eu contre le suppliant étant son domestique il l'a mis hors de son service et accusé d'un prétendu vol de la poursuite de laquell accusation il s'est néanmoins desporté mais comme monsieur le procureur du roi a pris fait et cause à sa requête au lieu dudit sieur Pachot et fait interrogé deux fois le suppliant devant vous monsieur, sans que depuis ait été fait aucune autre poursuite contre lui et qu'il souffre dans lesdites prisons par sa longue détention il a recours à vous. Ce considéré Monsieur il vous plaise juger le procès en question en l'état qu'il est ou bien ordonné que ledit suppliant sera élargi à sa caution juratoire offrant de se représenter quand il en sera requis et faire justice. Signé Journet pour le suppliant.

05/06/1686: Enumération des pièces pour le procès par le procureur du roi. Réclame à ce que ledit Pachot, sa femme et le nommé La Ralde soient ouys sans frais et que cependant, ledit Pachot et ledit La Ralde ce sont en allez à Montréal dont ils sont à présent sans avoir été ouy comme je l'avais espéré il requiert que la femme du sieur Pachot soit ouye sur la connaissance qu'elle peut avoir de ce que ledit Vassel a dit par sondit interrogatoire et qu'incessamment les témoins qui ont déposé dans l'information qui a été faite à l'encontre

dudit Vassel soient récollés dans leurs dépositions puis confrontés audit Vassel pour ensuite le tout m'étant communiqué être conclu par moi ou requis ce qu'il appartiendra. (Une autre copie suit la comparution de ladite Pachot)

06/06/1686: Comparution de la femme du sieur Pachot au sujet des déclarations de son domestique à propos de certaines pelleteries et dentelles. Elle a dit ne point connaître lesdites pelleteries qu'il se peut faire qu'on en a donné au dit Vassel dans le temps qu'il étoit à Montréal avec ledit sieur Pachot et n'en prétend pas poursuivre autrement la restitution mais seulement demande qu'elle lui soit remise sur et tant moins de ce que lui doit ledit Vassel, que le manchon de castor a pu être pris par ledit Vassel en compagnie dudit La Ralde lequel en prit aussi un comme l'a dit ledit Vassel mais que ledit sieur Pachot ne leur en a donné ni à l'un ni à l'autre qu'elle croit que ledit Vassel avait eu en effet acheté le manchon de loup marin de Viger, marchand mais qu'elle n'a vu porter ni l'un ni l'autre manchon audit Vassel, qu'à l'égard de la dentelle elle reconnaît lui avoir vendu celle de deux cravates et un petite paquet haut d'un bon doigt que le surplus doit lui avoir été volé que même elle reconnaît celle de deux cravates qui n'on pas encore servi pour être de celles de son magasin, déclarant au surplus n'avoir rien à dire davantage et ne prétend pas se porter partie en aucune manière contre ledit Vassel mais demande seulement la restitution des choses qui lui ont été prises et ce qu'il lui doit d'ailleurs. A signé.

10/06/1686: Demande d'assignation par le lieutenant général civil et criminel à la requête du procureur du roi à Françoise Conflan femme de Charles Rancin demeurante à la rivière St Charles, à Marie Hayot femme de Jean Marchand, Madeleine Lemire, femme de La Taupine, et à Jeanne Baril toutes demeurantes en cette ville (...) pour être récollées en leurs dépositions à Jean Vassel (...) et si besoin est confrontées.

10/06/1686: Récollement fait par Chartier à la requête du procureur de Françoise Conflan, Marie Hayot, Marie Madeleine Lemire et Jeanne Baril demeurant en cette ville. Lecture de la déposition faite par Françoise Conflan faite le 12e mars dernier et déclare ne vouloir l'augmenter et dit que seulement la toile dont est parlé dans ladite déposition fut donné à Rancin son mari par ledit Vassel en présence des gens du logis et que la dentelle fut donnée à elle en présence de commis et de la servante, que la dame Pachot savoit bien que ledit Vassel lui avoit donné ladite toile d'autant qu'elle lui demanda si elle l'avoit coupée pour en faire des chemises et ayant dit que non elle lui dit de la rapporter parce qu'elle ne vouloir pas que ledit Vassel l'eut pour lui apprendre à parler comme il avoit fait. A requis salaire pourquoi lui avons alloué 30 sols. A signé.

Lecture de la déposition de ladite Hayot en sa présence qui est la deuxième dans l'information faite par M. Dupont disant que sa déposition contient vérité et qu'elle n'y veut augmenter ni diminuer. A requis salaire pourquoi lui avons alloué 15 sols. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Lecture de la déposition de Maire Lemire; même réaction que la précédente. A requis salaire pourquoi lui avons alloué 20 sols. A déclaré ne savoir signer.

Idem pour Jeanne Baril. Lui avons alloué 20 sols. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

10/06/1686: Confrontation entre Vassel et Françoise Conflan. Ils disent bien se connaître réciproquement. L'accusé a dit n'avoir aucun reproche à lui faire et qu'il convient entièrement à sa déposition et que la dentelle lui a bien été donnée par ledit accusé.

Confrontation entre ledit Vassel et ladite Hayot. Même remarque que la précédente (se connaissent et aucun reproches). Il convient également de la déposition de ladite Hayot et que lorsqu'il alla demander le paquet qu'il avoit donné à une petite fille chez ladite témoin il dit à ladite témoin qu'il allait rentrer chez le sieur Pachot.

Confrontation entre ledit Vassel et ladite Lemire. Même remarque. Après lecture de sa déposition, ledit accusé a dit qu'il n'était pas présent lorsque le paquet dont est fait mention dans la déposition de ladite témoin fut ouvert mais qu'il convient de toute la déposition.. Ladite témoin a dit qu'en effet ledit accusé n'était pas présent lorsque ledit paquet fut ouvert.

Confrontation entre ledit Vassel et ladite Baril. Même remarque. Il convient du contenu de la déposition et qu'il est vrai que les choses se sont ainsi passées ne se souvenant pas toutefois que la femme de Jean Marchand lui ait dit qu'il étoit un plaisant visage et par ladite témoin qu'il est bien vrai qu'elle lui dit.

11/06/1686: Avant de procéder au jugement définitif du procès, le procureur du roi, Duquet, réclame à ce que trois pieds de dentelle qui ont été prises par ledit Vassel audit sieur Pachot soient aulnées par deux marchands qui seront mandés pour cette effet et estimeront le prix et valeur desdites dentelles. (autre exemplaire du document en date du 12/06/1686).

19/06/1686: Chartier, sur le réquisitoire du procureur du roi, ayant mandé les sieur Guillaume Chanjon et Jean Gobin marchands bourgeois de cette ville aux fins d'aulner et estimer trois petites pièces de dentelles prises par Jean Vassel au sieur Pachot son maître lesquelles sont au greffe, ils ont aulné et estimé lesdites dentelles ainsi qu'il suit savoir la première pièce contenant quatre aulnes et un quart en deux morceaux de dentelle bridée estimée à 45 sols l'aulne; la seconde pièce contenant une aulne trois quarts de même dentelle bridée à 45 sols comme la précédente; deux aulnes en deux morceaux de plus petite dentelle aussi bridée à 25 sols l'aulne et une aulne de dentelle à rezeau de même grandeur à 25 sols pareillement et la troisième pièce contenant 4 aulnes et demi en 4 morceaux de dentelle à rezeau estimée trois livres l'aulne laquelle estimation lesdits sieur Chanjon et Gobin ont affirmé avoir fait à leur juste valeur selon le prix des choses en ce pays au temps présent dont et de quoi nous avons dressé le présent procès verbal les jour et an susdits et ont signé avec nous et notre greffier.

Doit Jean Vassel mon engagé à Pachot pour trois ans entré chez moi le 25e septembre 1683 moyennant 60 livres par an à lui fourni ce que s'ansuit savoir qu'il a reçu pour l'année 1683 de Mons. Challin à la Rochelle, argent de France (30 livres) et pour le change (10 livres) soit 40 livres, plus pour une chemise 2 livres 20 sols, pour un mouleton (sic) 1 livre, pour trois per souliers 5 livres, pour un per bas st Messan 4 livres.

Pour l'année 1684: pour un capot le 12 janvier 8 livres, pour deux mouletons le 13 janvier 1 livres 10 sols, plus pour un per haut de chauses 5 livres, plus pour un per gant 15 sols, pour un per souliers le 13 mai 5 livres, pour un per bas 3 livres, pour un pot de chambre et autre pot à boire 2 livres 5 sols, pour un champeau de loutre dit Le Codebecq fin le 28 mai 6 livres, pour trois futaines pour 5 livres, pour 4 rubans pour 1 livres 7 sols 6 deniers, pour une grosse boutons le 13 juin 3 livres 10 sols, pour un per souliers le 15 juillet 4 livres 10 sols, pour divers tissus le 30 août 23 livres 16 sols.

Pour l'année 1685 pour un capot 6 livres 20 sols le 19 janvier, pour un per souliers 5 livres le 1er avril, pour un habit de ratine pour 18 livres, pour une grosse boutone de soie pour 3 livres, plus que j'ai payé à Langlois pour 6 livres pour fasson d'un habit, plus à Philipeau pour fasson de son habit de tiretaine 6 livres, pour un per souliers à raccommoder 3 livres le 26 octobre, pour deux per beas et un per souliers 9 livres 10 sol le 15 novembre.

Total de 179 livres 13 sols 6 deniers.

Ajouté à cela encore divers tissus pour 45 livres 19 sols le 15 novembre, pour une douzaine de cartes 2 livres le 14 décembre plus pour une volaille et ? pour 12 sols plus pour un careau de vitre pour 10 sols.

Pour l'année 1686: le 16 janvier pour livraison d'une toile de chambre 18 livres plus ce qu'il a reçu à Montréal (souliers, bas et reste d'un capot) pour 11 livres 10 sols, le 9 février pour reste de carte qu'il m'a fait 11 sols.

TOTAL de 258 livres 15 sols 6 deniers.

Doit ledit Vassel pour la solde ci-contre la somme de 53 livres 9 sols 8 deniers plus pour frais payé pour sa capture à Marandeu 9 livres 10 sols plus pour 8 mois qu'il manque à servait ayant quitté au commencement de février au lieu de la fin septembre qu'il doit finir son 8 mois à 60 livres par an, 40 livres, et pour les 50 livres que j'ai payé de France pour son passage avec le change savoir 22 livres 5 sols, plus pour toile à lui livrée 18 livres plus pour un pot de fayance qu'il a cassé 1 livres 10 sols plus pour un basin d'estain trouvé fendu 4 livres 10 sols, plus ce que j'ai payé le 14 mars par les billets de M. Dupont 3 livres 5 sols ainsi que pour le reçu à M. Roger le 18 mars 11 livres 14 sols plus paye à Amiot pour les fers 2 livres

Total de 166 livres 3 sols 8 deniers.

D'avoir le 28 mai 1684 pour argent qu'il m'a donné 10 livres 16 sols 8 deniers plus qu'il m'a fourni pour avoir petite monnaie savoir 9 sols 2 deniers, plus pour deux années de gages eschus puis le 26 septembre 1683 jusques audit 25 septembre 1685 à 60 livres par année soit 120 livres, plus pour argent pour les cartes qu'il m'a donné pour un sissain 2 livres plus pour argent qu'il m'a donné 12 livres [total de 145 livres 5 sols 10 deniers], plus pour son année à servir que icelui fait 60 livres. et pour solde sans préjudice de l'année à servir quoique je l'ai porté en compte et autres frais faits 53 livres 9 sols 8 deniers. TOTAL: 258 livres 15 sols 6 deniers.

D'avoir pour argent qu'il m'a donnée la somme de 15 livres 9 sols.

Suit après ce document son contrat d'engagement enregistré dans contrat d'engagement france (son nom dans le contrat n'est pas Vassel mais Varet).

26/06/1686: Veu par moi procureur du roi au siège de la prévôté de Québec la requête présentée à Monsieur Dupont conseiller au conseil souverain de ce pays subdélégué de Monseigneur l'Intendant par le sieur Pachot tendante pour les raisons y contenues à ce que le nommé Vassel son serviteur domestique prisonnier ez prisons royaux de cette ville au bas de laquelle requête est l'ordonnance de Monsieur Dupont du 15e février dernier portant que ledit Vassel seroit arrêté (...énumération de plusieurs pièces et requêtes déjà mentionnées (coffre et paquet), requête du sieur Pachot pour récupérer les choses qui lui ont été volées par son domestique, etc. Historique du procès). Le tout vu et examiné je dis que par la procédure ledit Vassel est dûement atteint et convaincu d'avoir volé au sieur Pachot son maître un nombre de dentelles en morceaux qui vallent 30 livres 15 sols le tuot, suivant l'estimation susdite, ensemble de lui avoir vollé un manchon de castor et trois quartiers de ruban. Pour réparation de quoi je conclus à ce que ledit Vassel soit tiré desdites

prisons ou il est détenu par l'exécuteur de la haute justice pour et premièrement être conduit à la principale porte de l'église paroissiale de cette ville faire amende honorable à Dieu la torche au poing et lui demander pardon de son crime, puis tout proche au carrefour battu et fouetté par ledit exécuteur de 12 coups de verge fortement frappés et de l'amener à tous les carrefours de la basse ville par ledit exécuteur et à chacun d'iceux y être battu et fouetté du même nombre de coups de verges et de la même force, et en outre condamné en 200 livres d'amende envers le roi sur laquelle les frais de justice seront pris et au paiement de laquelle somme il sera contraint par corps et à défaut de paiement être réintégré auxdites prisons jusqu'à ce qu'il ait satisfait ou donné caution après ledit châtement fait et je consens que les dentelles vollées par ledit Vassel au sieur Pachot soient rendues audit sieur Pachot ensemble ledit manchon et ledit ruban, que même les pelleteries qui sont dans le coffre dudit Vassel soient destinées audit sieur Pachot pour tenir compte de leur valeur en diminution de ce que ledit Vassel lui pourra être redevable après avoir été prisées par les sieurs Chanjon et Gobin marchands bourgeois de cette ville qui ont prisées lesdites dentelles et je requiers que les hardes mentionnées audit inventaire qui sont dans le coffre dudit Vassel à la réserve desdites pelleteries soient vendues au plus offrant et dernier enchérisseur par un huissier pour sur les deniers en provenant ledit sieur Pachot être payé de ce que ledit Vassel lui pourra être redevable de reste et le surplus s'il y en a mis au greffe pour en être par préférence les frais de justice payés soit en tout ou partie et que défenses soient faites audit Vassel de récidiver dans de semblables crimes à peine de la hart. Signé Duquet

01/07/1686: Interrogatoire de Vassel qui dit être âgé de 20 ans, ci devant domestique du sieur Pachot demeurant chez lui avant sa détention, natif de Clermont en Auvergne. Dit qu'il faisait chez ledit Pachot tout ce qui lui était commandé et qu'il l'a laissé dans le carnaval. Il dit qu'il a abandonné son service parce que son maître voulait le battre. Dit qu'il n'a pas pris plus de dentelles audit Pachot que ce qui s'est trouvé et la même que nous lui avons montré ci devant à la réserve d'une petite pièce qu'il avoit acheté d'un garçon. Il n'a pas volé les martres ni les loutres, ni la dentelle de cinq cravates des sept qui ont été trouvées dans son coffre et qu'il les a achetées de la femme du sieur Pachot. Pourquoi ne veut il pas avouer qu'il a vollé lesdites dentelles de cravates puisque ayant entendu ladite femme du sieur Pachot elle a dit ne lui avoir vendu que deux desdites cravates. Il répond qu'elle lui en a vendu deux l'année passée et une autre ce carnaval dernier et que les autres il les a fait faire de la dentelle qu'il a acheté d'elle que même elle lui donna de la toile pour faire les cols. Il dit qu'il ne savait pas que le manchon de castor trouvé dans son coffre appartenait à son maître sur quoi nous lui avons remontré qu'il ne dit pas la vérité puisque par son interrogatoire du 17 avril dernier il a déclaré devant nous que c'était le nommé La Ralde qui lui avait donné sachant bien qu'il était audit sieur Pachot et que ledit La Ralde en avait aussi pris un pour lui. Il répond que La Ralde lui a en effet donné ledit manchon de castor et que ce fut ledit Pachot qui dit audit La Ralde d'en prendre un pour lui et de donner l'autre à lui qui répond, que lesdits manchons trainaient dans le magasin et que lui qui répond ne savait pas à qui ils appartenaient.

01/07/1686 : Sentence

[...] Tout considéré nous avons ledit Vassel, accusé, déclaré dûment atteint et convaincu d'avoir pris et volé audit sieur Pachot, son maître, les morceaux de dentelle estimés par lesdits sieurs Changeon et Golin à la somme de 30 livres, 15 sols, ensemble un manchon de

castor et 3 quartiers de ruban environ; que même il est apparent que ledit Vassel a aussi pris et volé audit son maître 5 cravates des 7 à dentelles qui ont été trouvés, et 2 paires de manchettes.

Pour réparation de quoi nous l'avons condamné à être pris et enlevé des prisons royales de céans par l'exécuteur de la haute justice et conduit ce jourd'hui trois heures de relevée les mains attachées derrière le dos jusqu'à la place commune de la basse ville pour être attaché et y demeurer pendant une heure; en 60 livres d'amende sur laquelle seront pris les frais de justice qui ont été faits devant nous, le surplus étant porté par le compte donnée par ledit sieur Pachot; et à servir par force pendant deux années un maître qui se chargera de payer ladite amende; que lesdites dentelles volées, ensemble lesdites 5 cravates, 2 paires de manchettes à dentelles et un manchon de castor seront rendus audit sieur Pachot comme lui appartenant; que les [peaux de] loutres et martres lui seront aussi délivrés en soustraction de ce qui lui est dû, après l'estimation de celles-ci; et que le surplus des hardes dudit Vassel seront vendues au plus offrant et dernier enchérisseur par un huissier, et les deniers en provenant être délivrés audit sieur Pachot en soustraction de ce qui lui est dû; à la réserve de deux chemises qui seront laissées audit Vassel; et au cas où il y aurait plus que la somme de 132 livres, 14 sols, 8 deniers que doit ledit Vassel audit maître, le surplus sera pris pour acquitter partie de ladite amende; défense audit Vassel de récidiver à de pareils vols domestiques sous plus graves peines et même de la hart.

Donné par nous René Louis Chartier, écuyer, seigneur de Lotbinière, conseiller du roi et son lieutenant général civil et criminel au siège de la Prévôté de Québec

09/07/1686: Nous en vertu de la sentence de Monsieur le Lieutenant général du 1er de ce mois avons veu quatre loutres et 13 martres que nous avons estimé savoir les loutres à 100 sols pièce et les martres à 20 sols aussi la pièce. Signé Chanjon et Gobin.

Source : Collection de pièces judiciaires, notariales, etc aux ANQ de Québec, TL5, N°179

Procès de Guillaume Le Vannier, domestique des sulpiciens, accusé de vol.

26/03/1670: Interrogatoire dudit défendeur. Il est âgé de 25 ans, chandellier de sa vacation et serviteur des sieurs dudit séminaire. Il dit être retenu prisonnier depuis hier au soir et ne sait pour quelle raison. Cela fait un an depuis ce jour qu'il est au service du séminaire et répond qu'il n'a pas toujours servi lesdits sieurs fidèlement comme il appartient à cause d'un minot de blé froment que avoit été pris par les nommés Levasseur et Abraham aussi serviteurs dudit séminaire en la grande de Ste Marie dont il eut sa part chez le sieur de Belestre où il fut porté par lesdits Levasseur et Abraham. Depuis ce temps de service il n'a pas porté de blé du séminaire chez ledit sieur ni chez la veuve Lafontaine, ni à Jean Gervaise habitant de ce lieu, ni chez le sieur Bouchard chirurgien. Il en a porté en revanche chez Guillaume Bouchard, habitant de ce lieu, 8 minots et demi en six fois et plus. Il dit avoir pris le blé savoir un minot chez La Louaire, un minot chez Truteau, cinq quarts de Pigeon et trois minots d'Abraham et un minot de blé d'inde de Jacques Morin. Il a porté le blé audit Bouchard de jour. Il en a également porté de jour chez le nommé Jean Milot dit le Bourguignon mais ne sait combien. Il a pris le blé à savoir deux minots chez Lafontaine, un minot et demi chez le Niguoy, deux minots de Jacques Lemoyne, un minot de blé d'inde de Madeleine Minier et un minot de Primot. Dénie en avoir porté chez ledit sieur de Carion, chez le sieur de Lavalterie et chez le sieur Jean Aubuchon dit Lespérance. Il n'en a pas porté au sieur Migeon mais lui en doit sept quarts. De toust le blé par lui dénoncé il dénie en avoir pris à ses maîtres. Il ne croit pas que des domestiques du séminaires aient fait du tort à leurs maîtres. Il reconnaît s'être querellé avec Mathurin Marin il y a quatre ou cinq jours en étant chez ledit Guillaume Bouchard au sujet de quelque piessette que ledit Martin avoit à lui; il lui donna quelques coups de poing qui lui furent aussi rendus par ledit Martin. Il dénie avoir maltraité Jean Deschate qui lui avoit dit c'est mal fait de mettre cet homme. A signé.

01/04/1670: Déposition de Guillaume Bouchard, témoin, âgé de 32 ans, habitant de ce lieu qui dit connaître le défendeur depuis qu'il est ici ajoutant avoir quelque parenté à la Martinique que ledit déposant connaît. Il l'a toujours connu pour homme de bien et d'honneur. Le défendeur est déjà venu chez lui boire et manger, ajoutant que la plus haute dépense qu'il est faite n'a pas passé une pistolle (et non 10 écus comme le pense celui qui l'interroge) et ce dans le temps des Rois. Le défendeur ne l'a pas payé toujours comptant et lui doit encore aujourd'hui. Il déclare que le défendeur n'est jamais venu chez lui à des heures indues ou pendant que l'on célébrait le service divin sinon une seule fois qu'il y demeura environ deux heures en nuit et qu'il ne voulut pas lui souffrir davantage. Il a dépensé chez ledit déposant environ 35 à 40 livres. Il l'a payé en six minot de blé froment en plusieurs fois et pour six livres de castor. Il lui a toujours apporté ledit blé de jour, sinon deux minots qu'il apporté dans une traisne environ une heure de nuit que ledit Vanier disoit venir quérir de chez Isaac Meusnier. Il ne sait où il a pris les autres minots sinon que le défendeur lui dit qu'il en avoit eu de chez La Louaire et du quartier St Joseph. Il ne sait exactement ce que lui doit encore le défendeur. Il ne sait s'il vint chez lui le dimanche de devant la St Joseph d'autant qu'il n'étoit pas en sa maison mais dans le bois et que s'il y avoit été il auroit bien empêché ledit Deschate de faire les insolences qu'il y fit. Il ne sait si le jour de la St Joseph le défendeur fut chez lui n'étant pas encore de retour du bois et qu'il ne vint que le lendemain. Il n'a pas connaissance d'avoir vu le défendeur chez lui le dimanche ensuivant et ne croit pas qu'il vint non plus le jour de notre dame ensuivant..A

propos de la dispute avec ledit Martin il dépose que la femme dudit déposant lui a dit à son retour du bois que lesdit Vanier avoir eu querelle avec ledit Martin et qu'elle eut lieu le soir. Il ne sait si ledit Vanier a porté du blé ailleurs que chez lui. A signé.

Déposition de Françoise Besnard, témoins, âgée de 41 ans ou environ, femme de Guillaume Bouchard qui déclare connaître le défendeur qui est un homme de bien sinon pour être un peu querelleur. Il est déjà venu chez elle boire et manger. Il est déjà venu deux ou trois fois après le travail pour boire de l'eau de vie. Elle lui a déjà donné à boire quelque fois la moitié d'un demi on. d'eau comme la grande communion et s'en alloit aussitôt et a déjà bu et mangé quelques fois à une et demi en nuit et quelques fois plus tard. Elle ne sait s'il fit de grandes dépenses chez elle mais qu'elle a souvenance qui lui en couta six livres le jour ou la veille des rois dernier. Dénie avoir reçu de lui des volailles ou du lard. Il l'a payé en six minots de blé froment qu'il a eu deux minots d'Isaac de Truteau, de la Louaire et de La Montagne Godé dont elle ne sait que combien. Elle n'a pas connaissance d'autres paiements. Il lui apporta une seule fois il leur apporta deux minots sur le soir. Elle reconnaît que ledit Vanier a eu querelle avec ledit Martin à heures indues et qu'ils se donnèrent quelques coups. A déclaré ne savoir signer.

16/04/1670: Déposition de Gilbert Barbier, témoin, âgé de 52 ans, charpentier et habitant de ce lieu déclare ne pas avoir donné de blé audit accusé mais ne sait si sa femme lui en a donné. Déclare ne rien avoir acheté dudit accusé. A signé

Déposition de Nicolas Godé dit Lamontagne ou Le Niguoy, âgé de 40 ans, charpentier et habitant de ce lieu qui dit connaître ledit accusé et que sa femme lui a donné du blé soit trois quarts ou un minot pour vente de chandelles. A signé.

Déposition de Mathurin Thibaut, âgée de 37 ans ou environ, femme de Jean Milot taillandier et habitant de ce lieu; déclare connaître ledit accusé et qu'il est un homme de bien. Il n'a jamais couché chez elle mais qu'il est venu de nuit une fois ou deux pour quérir du vin mais qu'elle ne lui a voulu ouvrir la porte. Il ne lui a rien vendu mais lui a donné quelques minots de blé froment pour de la dépense faite chez elle avec le nommé Jullien aussi serviteur de l'hospital depuis 18 mois en ça. Ils lui ont donné 8 ou 9 minots ou plus. Elle ne sait où ils avoient pris ledit blé mais qu'elle l'a reçu des mains dudit Jullien. Elle répond n'avoir pas eu connaissance qu'il étoit défendu à tous cabaretiers de donner à boire et manger à aucun serviteur domestique sur peine d'amende. A signé.

Déposition de Jean Frison, témoin, âgé de 62 ans, oeconome de la maison de Ste Marie; il connaît ledit accusé pour être leur serviteur depuis 15 ou 16 mois. Déclare qu'il a déjà découché de ladite maison quatre ou cinq jours et deux journées de sondit service qu'il a perdues. Il a connaissance que ledit accusé avoit volé dans la grange de Ste Marie du blé avec lesdits Levasseur et Abraham aussi serviteurs mais ne sait quelle quantité et que ce fut durant l'heure du midi et sans fracture à ce que lui a dit ledit Levasseur. Dépose qu'il l'a connu pour être fort ivrogne, factieux et de mauvais exemple. Déposé qu'ils ont dépensé ledit blé chez le sieur de Belestre en boisson. A signé.

Déposition de Joseph Levasseur, âgé de 19 ans, serviteur desdits sieurs du séminaire demeurant en la maison de Ste Marie; il connaît ledit accusé et déclare qu'il est homme de bien et d'honneur sauf une fois que le nommé Abraham prit un minot de blé dans la grange dudit Ste Marie du consentement dudit déposant et dudit accusé, que ledit Abraham dit qu'il

remplaceroit d'une barrique qu'il avoit à lui dans ladite grange et la burent tous trois ensemble chez le sieur de Belestre. Dépose que le blé n'a pas été remplacé. Dénie que ledit accusé ait volé d'autre blé audit séminaire mais qu'il l'a vu quelque fois sur cel dans la ville ne sachant où il l'avoit pris. Dénie que ledit accusé ait pu induire les autres serviteurs à faire des friponneries. Il n'a pas connaissance que ledit accusé ait découché et se soit absenté de son service mais qu'il a descheu (?) une nuit à St Joseph et une autre nuit ailleurs. A signé.

17/04/1670: Déposition de Pierre Picoté, sieur de Belestre, témoin, écuyer, âgé de 34 ans, demeurant en sa maison à Ste Marie, déclare connaitre ledit Vanier, Levasseur et Abraham. Dépose que cet hiver, un jour de fête revenant ledit déposant de dehors sa maison trouva en icelle lesdites trois serviteurs qui buvaient et aprit de sa femme qu'ils avoient apporté un demi de blé qui avoit été bu par eux et vouloient boire davantage mais ladite femme ne voulut leur donner crédit ce qui obligea ledit Vanier à en aller quérir un minot ce même jour environ les deux ou trois heures de relevée qu'ils dépensèrent tant en boisson qu'en petun. Ledit Vanier dit à la femme du déposant "puisque vous ne voulez pas faire crédit je m'en vais en quérir en ville". Les serviteurs ne lui ont point porté davantage de blé sinon un demi minot qui lui fut apporté par ledit Levasseur pour du petun. A signé.

Déposition de Mathurin Jousset dit La Louaire, âgé de 45 ans, témoins, habitant de ce lieu demeurant à la Pointe St Charles en sa maison. Dépose avoir baillé audit Vanié deux minots en deux fois pour vente de chandelle. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Antoine Primot, âgé de 71 ans, témoin, habitant de ce lieu, demeurant en sa maison à la Pointe St Charles. Dépose avoir donné un minot et demi en payment audit Vanié pour le nommé Jacques Morin habitant de l'île St Paul. A déclaré ne savoir signer.

Déposition de Jacques Lemoyne, âgé de 47 ans, témoin, habitant demeurant en sa maison en la Grande Anse en ladite île. Dépose avoir donné en payment audit Vanié un minot pour quatre livres et demie de chandelle. A signé.

Déposition de Fiacre Ducharme, âgé de 40 ans, témoin, menuisier et habitant de ce lieu demeurant en ladite île à la prairie St Pierre. Dépose avoir donné en payment audit Vanié un minot pour vente de chandelle. Déclare ne savoir signer.

Pierre Pigeon déclare avoir baillé en payment audit Vanier cinq quarts de blé froment pour vente de chandelle. A déclaré ne savoir signer.

Isaac Nafrechoux, meusnier et habitant, âgé de 31 ans, dépose avoir donné en payment audit Vanier deux minots de blé froment pour vente et délivrance de neuf ou dix livres de chandelles. A signé.

Dépositions sont communiquées au Procureur.

18/04/1670: Le procuerue de partie civile qui a eu communication des informations faites à sa plainte et requête à l'encontre du défendeur par lesquelles il appert que ledit Vanier est suffisamment atteint et convaincu d'avoir volé avec les nommés Joseph Levasseur et Abraham aussi serviteurs dudit séminaire auxdits sieurs un minot de blé froment en la grange Ste Marie depuis trois mois en ça comme il paroît par les information et de la confessions dudit Vaniel conclut à ce que pour les intérêts civils de la parties ledit Le Vaniel soit condamné en l'amande de 60 livres envers cette restitution du temps qu'il a perdu tant pendant son service que ce jour en la prison avec injonction audit Le Vanier de faire son actuelle demeure en la maison dudit Ste Marie et ne venir en cette ville pendant 6

semaines à compte du jour de la prononciation de sa sentence si ce n'est pour les affaires dudit séminaire et aux dépens. Signé Sabatier.

Veu par nous Charles D'Ailleboust (...) les informations faites à la requête et plainte de Monsieur Dominique Galinier (...) partie civile à l'encontre du nommé Guillaume Le Vanier accusé d'avoir volé avec les nommée Joseph Levasseur et Abraham aussi serviteurs dudit séminaire un minot de blé froment en la grange de Ste Marie depuis trois mois en ça conclusions de parties civiles de ce jour par lesquelles informations nous disons que ledit Vanier comme complice est duement atteint et convaincu dudit vole pour réparation de quoi nous l'avons condamné et condamnons en l'amande de 30 livres tronois envers la partie, restituer le temps qu'il a perdu tant pendant son service que pendant sa prison et aux dépens lui enjoignant très expressement de faire son actuelle résidence en la maison dudit Ste Marie pour y rendre ses service avec défenses de venir en cette ville pendant six semaines si ce n'est pour le service dudit séminaire à compter du jour de la présente sentence sous plus grande peine.

Source : *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-02-0075

Procès intenté par Madeleine Just contre Charles Fezeret pour demander réparations au nom de sa servante

30/01/1692: Plainte de la demanderesse disant que ce jourd'hui sur le quatre à cinq heures du soir le défendeur auroit sans aucun sujet battu Jeanne Gladeu sa servante qui lavait à la rivière à grands coups de poing et de pied dont elle est fort incommodée et lui a pris sa chaudière et la lui a jetté sur la tête et a jetté le linge et les hardes qu'elle lavait dans la rivière et d'autant que tels excès et voies de fait ne doivent demeurer impuni la suppliante a recours à vous pour lui être fait droit. Ce considéré il vous plaise Monsieur permettre à la suppliante qui prend le fait et cause de sa servante d'informer du contenu en la présente requête circonstances et dépendances et demande la jonction de M. le Procureur fiscal ou de son substitut pour ce fait être par vous ordonné ce que de raison (...). Signé Adhémar pour la suppliante.

01/02/1692: Déposition de Marie Charlotte Lecourt demeurant chez sa mère en cette ville rue St Paul, âgée de 14 à 15 ans. Déclare que mercredi dernier 30e du mois passé la déposante venant du moulin elle a vu Charles Fezeret qui venoit de la ville exprime ce qu'elle vit un soldat qui vint à la rivière où lavait la servante de ladite Just lequel ne voulut pas prendre d'eau et s'en fut audit Fezeret qui étoit à la porte et qui à même temps vint et frappa d'un coup de pied dans le costé ladite servante et redoubla à plusieurs fois et après prit son linge et lui jetta à la tête laquelle servante après l'avoir ramassé ledit Fezeret le reprit pour une seconde fois avec une chaudière que ladite servante avoit pleine d'eau auprès d'elle laquelle ledit Fezeret lui jette à la tête et son linge dans la rivière par le trou fait à la glace où elle lavait et dont ladite servante en ramassa une partie et la déposante s'en courrut promptement avertir ladite Just de ce que ledit Fezeret battoit sa servante et qu'il menaça la déposante de lui bailler des coups de pied au cul qui est tout ce qu'elle a dit avoir vu et savoir. A signé et a requis salaire taxé 15 sols.

Louis Lory demeurant chez son père en cette ville rue St Paul, âgé de 18 ans. Le même jour à la même heure comme le déposant alloit chez Paul Bouchard il vit un soldat qui venoit avec une chaudière vide de la rivière lequel arrivoit devant la porte du sieur Fezeret où étoit aussi le déposant, ledit soldat dit au fils de Fezeret l'aisné que la servante de ladite Just lavait à la rivière au trou qui étoit fait à la glace et qu'il n'avoit pu prendre de l'eau et qu'aussitôt ledit Fezeret dit tout haut laisse moi faire je m'en vais bien la battre et incontinent ledit Fezeret courut audit lieu là où ladite servante lavait et où se transporta aussi ledit déposant qui vit et entendit que ledit Fezeret dit à la servante d'où vient que tu laves dans ce trou laquelle lui répondit où voulez vous que je lave et alors ledit Fezeret la frappa d'un coup de pied et redoubla d'un autre et qu'il continua et même à coups de poing et une chaudière qui étoit pleine d'eau où il y avoit quelque menu linge dedans qu'il lui jetta sur elle et ledit Fezeret pendant que ladite servante ramassoit ledit ling qu'il lui avoit jetté sur elle il reprit celui qui étoit sur le bord du trou et le jetta dedans et de là ledit Fezeret s'en fut chez la Bretonnière ou en passant ledit déposant entendit que ledit Fezeret disoit à la femme dudit Labretonnière qu'il avoit bien battu la servante de ladite Just et que la mère dudit Fezeret disoit aussi qu'on faisoit un procès de rien. A déclaré ne savoir écrire ni signer et a requis salaire taxé à 15 sols. Ledit Fezeret est assigné à comparaître.

Procès incomplet.

Procès intenté par Jacques Bro contre Jean Tabaux, pour s'être absenté de son service – 21/06/1689

Le demandeur réclame à ce que le défendeur soit tenu de renvoyer Pierre Tabaux son fils qui a abandonné son service de jeudi dernier lequel il retient chez lui et qu'il soit tenu de le ramener pour achever l'engagement qui ledit défendeur a fait de son dit fils âgé de 14 ans passé devant Adhémar le 18^e jour de janvier dernier (voir contrat d'engagement) et le condamner en 50 sols pour chacune journée d'absence dudit Tabaux fils avec défenses audit défendeur et à tous autres de retirer ledit Tabaux fils sous les peines portées par les ordonnances et règlements de nos seigneurs du Conseil Souverain à quoi conclut suivant les fins de sa requête et de l'exploit du sergent Quesneville avec dépens d'une part et ledit défendeur comparant a dit que ledit demandeur maltraite ledit Tabaux fils ce qui l'obligea cet hiver dernier de quitter son service lequel il ramena audit demandeur son maître et continuant de le maltraiter il l'a derrechef quitté et est venu demeurer chez lui et ne veut plus retourner chez ledit demandeur. Nous parties ouyes vu ledit marché dudit jour 18^e janvier dernier ordonnons que ledit marché dudit jour sera exécuté ce faisant que ledit Tabaux défendeur ramènera incessamment ledit Pierre Tabaux fils audit demandeur pour achever le temps qu'il reste de son engagement et à l'égard des journées qui ledit Tabaux fils a perdues ou perdra ci après les rendra audit demandeur à la fin de son dit engagement défenses audit défendeur et à tous autres de retirer dorénavant ledit Tabaux fils à peine de 50 sols d'absence par chacun jour et d'amende enjoint audit demandeur de traiter humainement ledit Tabaux fils son engagé et condamné ledit défendeur aux dépens taxés à 32 sols.

Source : *ANQM*, Bailliage de Montréal - TL2 - Registre d'audiance (1687-1690), f.763-764

Procès entre Jean Leroy, fermier des prêtres du Séminaire, et Jean Bertin son domestique accusé de vol avec d'autres complices.

02/01/1678: Requête du demandeur au baillif à l'encontre dudit Bertin disant que le 1er janvier de l'année présente ledit Bertin étant revenu le soir de la ville où le suppliant l'auroit envoyé pour ses affaires il se prit à quereller le nommé Laverdure aussi domestique du suppliant qui par plusieurs fois voulut le faire taire et mettre la paix à l'amiable ce que ledit défendeur n'auroit voulu entendre et continuoît avec jurements et blasphèmes menaçant toujours ledit Laverdure son camarade ce que le suppliant leur maître ne put souffrir et s'efforça de le mettre hors sans pourtant le maltraiter ni battre et ne se voyant assez fort pour l'y mettre tacha de le mettre avec l'aide de son autre domestique camarade dudit en sa cabane à coucher ou étant ledit défendeur recommença ses jurements et blasphèmes avec menaces contre son dit maître qu'il le payeroit qu'il étoit un sot et un misérable et plusieurs injures et calomnies dont le suppliant ne peut se souvenir s'efforçant de rompre et briser ladite cabane ce que voyant continuer ledit suppliant s'est obligé de lui ouvrir la porte qu'il auroit condamnée auparavant avec quelques clous pour l'empêcher de sortir et éviter par ce moyen le désordre qu'il fut ensuite capable de faire lorsqu'il eut liberté de sortir car icelui suppliant oyant les grands blasphèmes qu'il faisoit ne peut se tenir de lui donner sur les doigts d'un petit bâton qu'il prit et l'invita à sortir de sa maison ce qu'il ne peut lui faire faire mais au contraire car étant sorti de la cabane et se voyant congédié par le suppliant se jetta sur lui et l'auroit égorgé assisté de deux de ses camarades tous domestiques dudit suppliant si sa femme ne se fut levée et ne se fut jetée à corps perdu sur eux avec les nommées Honoré Dany et Malcontant qui se rencontrèrent dans la maison dudit suppliant et qui l'ostèrent d'entre les mains de ses domestiques qui l'auroient infailliblement tué sans leurs secours après quoi le suppliant se seroit retiré dans un coin de sa maison et cédé la place auxdits ses domestiques ayant été même obligé lui et sa dite femme de souffrir toutes les vilaines et impertinentes injures atroces contre lui et sa femme proférées et dont le suppliant n'oserait parler ni coucher par écrit. Ce considéré Monsieur il vous plaise ordonner que ledit Bertin, le nommé Leprince et Jean Dany seront appelés pardevant vous pour avoir icelui telle réparation qu'il vous plaira leurs enjoindre faire pour le maltraitement et injures faites audit suppliant ainsi que les témoins susnommés (...).

03/01/1678: requête du baillif réclamant la comparution et l'arrêt des accusés.
Renouvelée le 4 janvier.

07/01/1678: Interrogatoire par le baillif dudit Tintamare qui déclare avoir un très grand regret d'avoir blasphémé le st nom de Dieu devant l'image duquel il s'est mis à genoux et a demandé pardon au roi et à justice et qu'il promettoit de s'abstenir dorénavant de ses jurement et s'en corriger.

Ledit Leprince déclare aussi qu'il avoir eu tort d'avoir ?auvré ledit Tintamarre dans ses excès lequel a promis de plus récidiver en pareilles rencontres à autoriser l'ivresse comme les outrages et injures de son camarade et faire les soumissions requises nécessaires et ordonnées auquel nous avons enjoint après son élargissement marqué son repentir extérieurement audit Jean Roy son maître comme il a convenu de faire en notre présence et a signé.

Ledit Dany déclare avoir du regret pour l'assistance qu'il a donné audit Tintamare dans son excès et ivresse et qu'à l'avenir telle chose ne lui arriveroit point et qu'il étoit prêt à faire

telles excuses audit demandeur son maître que nous lui ordonnerions auquel nous avons enjoint de faire excuse et au cas qu'il voulut se servir de lui dit accsue d'agir avec plus de fidélité et d'affection auquel nous avons demandé s'il savoit écrire et signé a déclaré que non et ensuite avons mandé ledit Tintamare venir en ladite chambre en présence desdits Leprince et Dany et les avons admonestés les uns et les autres de ne plus récidiver tant à blasphémer le st nom de Dieu que d'outrager et insulter leur maîtres et les avons élargi et condamné aux dépens et sans amande et ce par grace que nous avons taxés à 10 écus suivant le mémoire ci joint . Signé Migeon.

Source : *ANQM*, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-04-0201

Poursuite intentée par André Hachin et Denis Faucher, sergents à Montréal, contre Jean Paré, Vincent Dugas dit Lafontaine et complices pour voies de fait sur leur personne

27/07/1680: Requête des demandeurs disant que sur votre ordre ils auroient été environ les 10 heures du soir visité chez les cabaretiers de cette ville pour faire observer les ordonnances et sur le bruit qu'ils entendirent en passant devant la maison de Folleville cabaretier comme des gens qui se querellaient ils y entrèrent et virent des gens à tables qu'ils boivent à heures indues et entre 10 à 11 heure entre autre le sieur de Fonblance, le nommé Jean Lafontaine St Vincent lesquels sitôt que le suppliant fut sorti le poursuivirent avec des pierres et l'épée à la main dont ledit Marsaut fut blessé aux deux mains et à un bras dont il est extrêmement incommodé et ainsi qu'il le verra par le rapport du chirurgien qui l'a pansé ce matin et continuant de le poursuivre il fut obligé de crier au secours et refugier chez le sieur Boits dont il ne peut sortir à cause de pierre qu'on jette au portes et fenêtres de ladite maison et après quelque delais voulant se retirer chez eux accompagné de deux domestiques dudit sieur Boits ils vit proche la cloture du séminaire la même personne qui les firent rentrer à coup de pierre et les obligé d'y chomer (?) après que l'un desdits domestique en reçu un dans l'estomac qu'il le jetta par terre et ainsi ils ont recours à vous pour leur être pourvus, ce considéré monsieur il vous plaise ordonner qu'il sera informé ou contraint à la présente requête comme du procès verbal ci atachés demandant aux fins (...). Signé Hachin et Marceau.

27/07/1680: Déposition dudit Marceau répétée (plus clairement le 29 juillet)

29/07/1680: Déposition de Hachin écrite par le Baillif. Sur les mauvais traitements et excès de coups qui leur ont été donnés par les dénomés en la requête comme ils faisoient la visite que nous leur avions ordonné de faire en passant pardevant les maison ds cabaretiers de ce lieu pour ensuite nous venir avertir tant du désordre qui si pouvait commettre que des contraventions aux ordonnances et règlements du conseil et pour y procéder avons entendu André Hachin complaignant duquel nous avons pris le serment en tel cas requis qui nous a dit étant comparu devant nous qu'il s'appeloit André Hachin dit St André âgé de 36 ans sergent et demeurant en cette ville, lequel nous a déclaré qu'après avoir reçu l'ordre de nous pour aller faire visite passant devant les maisons ds cabaretiers de ce lieu accompagné dudit Marceau vendredi dernier sur les 10 heures du soir ils auroient commencé par la rue St Paul et auroient été jusques au logis de Nafrechoux et étant retournés sur leurs pas ils gagnèrent celle de St Michel et continuant leur tour et passant dans la rue vers le cimetière ils auroient entendu du bruit en la maison de Charles Testard dit Folleville et croyant qu'on s'y battoit ils y entrèrent et y virent à table dix ou onze personnes entre lesquels ils connurent le sieur Foublanche chirurgien, les nommés Lafontaine, Jean , St Vincent serviteurs de mons. Perot gouverneur de cette île et autres qui se cachaient derrière eux, et ayant veu une bouteille sur la table ils y virent du vin dedans ce qui obligea ledit complaignant de dire à ladite Folleville qu'elle ne devoit point donner du vin après neuf heure sonné auquel elle repliqua "ces messieurs en sont la cause que je suis malheureuse d'avoir donné du vin" après quoi ils sortirent par la même porte qu'ils étoient entrés et lesdits Foublanche et compagnie sortirent par l'autre porte et comme ledit complaignant et ledit Marceau se mettoient en chemin pour nous venir informer de la contravention de ladite Folleville auxdites ordonnances ils furent attaqués par lesdits susnommés ainsi qu'il croit parce que la nuit étoit fort obscure et qu'on ne voyait pas à deux pas de soi et se mirent

à le poursuivre à coups d'épée et de pierres ce qui obligea ledit complaignant les voyant en si grand nombre de se sauver en sa maison à la faveur de la nuit criant aux voisins avec ledit Marceau qu'on leur donnât secours laquelle il ne put gagner à cause qu'il s'étoient trois ou quatre qui le poursuivaient qui le contraignirent de se cacher dans les cotonniers et d'y coucher les voyant s'opiniâtrer à le trouver pour le battre et maltraiter les assaillants ayant été presque toute la nuit à investir son logis pour l'y surprendre comme il y viendrait qui est tout ce qu'il a dit savoir. A signé.

Déposition de Marceau, âgé de 41 ans. Déclare que vendredi dernier environ les 10 heures du soir après avoir reçu ordre de nous de faire visite pardevant les maisons des cabaretiers de ce lieu pour nous venir avertir du désordre qui s'y pouvoit comettre passant devant le logis de ladite Folleville et y entendant grand bruit des gens qui se querellaient ce qui les obligea d'y entrer où ils virent à table le sieur Foublanche qui s'en leva aussitôt et les nommés Jean Lafontaine et St Vincent serviteurs de Monsieur Perrot Gouverneur de ladite île et Lasoly et Langevin serviteur domestique du sieur Leber et ayant regard d'une bouteille y trouva du vin ce qui obligea ledit complaignant de dire à ladite Folleville qu'elle devoit savoir qu'il étoit heure indue et qu'elle ne devoit pas donner du vin auxquels elle répondit que c'étoit ces messieurs qui en étoient la cause après quoi ils sortirent tous deux à dessein de vous voir avertir de la contravention de ladite Folleville auxdits règlements et ledit Foublanche faisant signe aux susnommés de sortir de ladite maison lesdits Jean et Lafontaine et autres qu'il ne pouvoit connaître à cause de l'obscurité de la nuit se mirent aussitôt à lui alonger des coups d'épée dont il fut blessé au bras gauche et aux deux mains et d'autres lancèrent des pierres et ledit Hachin son camarade prit la fuite et se cacha dans les coutonnières pendant que lui soutenois les efforts desdits susnommés et se voyant pressé par eux et peu éloigné de la maison du sieur Bouat il cria au secours au secours et à sa voix ledit sieur Bouat et ceux qui étoient en ladite maison se mirent en devoir de sortir avec de la chandelle et aussitôt que la porte fut ouverte ledit complaignant y entra pour s'empêcher d'être assassiné par eux et ledit Jean voyant la chandelle allumée cria et encouragea les autres ses complices à éteindre la chandelle à coup de pierre qu'ils étoient contre la porte et fenêtre et une demi heure après ayant cessé de jeter des pierres ledit complaignant crut qu'ils s'étoient retirés il pria ledit sieur Bouat de lui donner main forte pour retourner en sa maison et étant sorti en compagnie des nommés Mathieu et Parisien serviteurs dudit Bouat lesdits Jean et Lafontaine recommencèrent à leur jeter des pierres et les obligèrent de rentrer en ladite maison ledit Mathieu ayant reçu un coup sur l'estomac dont il fut terrassé et contraint d'y coucher de peur d'être par eux assassinés qui furent attendus encore longtemps après proche de ladite maison et après lui avoir fait lecture de la répétition de plainte tant de sa requête que de son procès verbal à dit icelle contenir vérité et a signé.

Déposition du sieur Abraham Bouat, 36 ans, marchand cabaretier demeurant à Ville-Marie. Il explique les faits à partir du moment où ledit Marceau cria à l'aide devant chez lui, disant que les gens de Monsieur Perrot l'assassinaient. Une demi heure après être resté il décide de partir en compagnie de deux domestiques du sieur Bouat mais de nouveau, il est obligé de faire marche arrière car les serviteurs du sieur Perrot lui jetèrent encore des pierres dont l'un des domestiques fut touché à l'estomac par le nommé Lafontaine l'ayant reconnu à son bonnet et en chemise. Ledit Lafontaine tournait autour de la maison jurant le st nom de Dieu. Personne n'osa plus sortir. Tout le monde reconnut la voix dudit Lafontaine. Les

invités du sieur Bouat et ledit Bouat lui même conseilla audit Marceau de dormir chez lui. A signé.

Déposition du nommé Jean Amé dit Parisien, témoin, âgé de 49 ans, boulanger de profession demeurant à villemarie en la maison du sieur Bouat. Il entendit quelqu'un qui heurtait la porte du sieur Bouat qui criait "ouvrez moi promptement la porte ce sont les gens de Monsieur Perrot qui m'assassinent, ils sont quatre contre moi". Ledit Bouat et ses invités qui dormaient chez lui (Vieuxpont, Dubois et Monseignac) lui ouvrirent la porte. Une fois rentré, les gens qui l'avoit poursuivi continuèrent de jeter des pierres pendant quelque temps. Il reconnut la voix de Jean serviteur dudit sieur Perrot qui criait au sieur Dubois qui avait sa chandelle allumée aux fenêtres de sa chambre de l'éteindre. Le déposant accompagna ledit Marceau avec le nommé Pierre Mathieu jusqu'à chez lui mais arrivé à la cloture du séminaire ils entendirent fronder à leurs oreilles plusieurs pierres en leur disant "qui voilà, demeure là", et ledit Mathieu répondit "nous passons notre chemin" reçut par eux un coup de pierre duquel il fut renversé par terre. Ils retournèrent chez ledit Bouat se réfugier. Ledit Vieuxpont dit en les voyant revenir, "je veux prendre un chapeau pour me servir de parasort" et il lui fut répondu par ledit Lafontaine la voix duquel il connut comme les autres de la maison qui la discernèrent qu'il n'avoit qu'à sortir en jurant Dieu. Ledit Marceau fut obligé de rester coucher chez ledit Bouat. A signé.

Déposition de Guillaume Bouthier, marchand de La Rochelle, 40 ans, témoin. Il dormait chez le sieur Bouat semble-t-il mais ne voulut se lever en entendant ledit Marceau qui se réclamait de la police, criait au secours. Il vit lesdit Dubois, Monseignac et Vieuxpont qui descendirent mais qui n'osèrent sortir pour empêcher le désordre de peur de prendre une pierre. On appela par le fenêtre le sieur Forestier pour venir panser l'un des serviteurs qui reçu un coup de pierre dans l'estomac. A signé.

Déposition de Pierre Mathieu, 37 ans, serviteur domestique du sieur Bouat. Ledit Migeon se transporte jusque chez le sieur Bouat pour prendre la déposition dudit domestique ce dernier étant fort incommodé suite au coup de pierre qu'il a reçu dans l'estomac lui empêchant la respiration. Même déposition que les précédents; il entendit quelqu'un criait à l'aide, on jeta des pierres contre la maison de son maître. En accompagnant chez lui le sieur Marceau en compagnie de son camarade nommé Parisien, rendus à la cloture du séminaire, il vit un homme qui avoit un bonnet bleu et nu en chemise qui lui demanda "qui voilà" etc...Il croit avoir reconnu le nommé Lafontaine, cuisinier de Monsieur Perrot. Même remarque au sujet de Vieuxpont et son parassort et de la réponse qui lui fut faite. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Jacques Dubois, âgé de 35 ans, habitant et marchand de Québec, de présent en cette ville demeurant chez le sieur Bouat. Idem qu'au dessus. Il vit grâce à sa chandelle le nommé Paris au bas de sa fenêtre. Aussitôt que ledit Marceau fut rentré ils cessèrent de jeter des pierres. Il déclare ne connaître les gens qui ont maltraité ledit Marceau et n'a pas reconnu les voix; il certifie qu'ils étaient plusieurs. A signé.

Déposition de Jean Paris, menuisier, demeurant en cette ville, 42 ans, témoin. Dépose que ledit soir en question ayant soupé en la maison de Pierre Caillé dit La Rochelle il seroit venu au logis du sieur Bouat environ les 10 heures du soir pour y aller chercher un flacon

de vin et comme il approchait il entendit un grand tumulte proche le jardin du sieur Foublanche et une voix qui criait à moi monsieur Bouat et étant proche de la porte dudit logis il entendit des voix qu'il ne connaît point qui étoient des gens qui poursuivaient un homme qu'il connut être ledit Marceau qui se vint ranger contre lui dans la porte dudit Bouat et crut ledit déposant que ces gens vouloient tuer ledit Marceau et qu'ils criaient tue tue tue et comme ils l'eurent abordé il se nomma crainte d'être blessé (ils lui répondirent marche tout d'un temps et à la faveur de son nom il passé) ne sachant pas s'ils avoient des épées ou bâtons n'ayant pu discerner à cause de l'obscurité de la nuit qui étoit fort sombre et en même temps ce lui qui dépose s'en alla entendant qu'on jettoit des pierres contre ledit Marceau et ladite porte pour retourner en la maison dudit Rochelle; sur son chemin, il rencontra un autre homme qui lui dit demeure là qu'il reconnut à la voix être le nommé Lafleur de Nantes (?) soldat qui lui fit l'action de le pointer avec une épée ou un bâton ne sachant pas s'il ne l'eut pas tué s'il ne s'étoit nommé comme à la première fois son nom lui ayant servi de passeport. A signé.

01/08/1680: Déposition de Pierre Nepveu dit Laverdure, 42 ans, couvreur de son métier, demeurant en cette ville, témoin à la requête de Vincent Dugas dit Lafontaine à l'encontre dudit Marceau et Hachin. Déclare que vendredi dernier entre 8 et 9 heures du soir il étoit à souper chez la Folleville en compagnie du sieur Foublanche, Jean Paré et ledit Lafontaine tous deux serviteurs domestiques de Monsieur Perrot gouverneur en ladite île, Pierre Verrier dit Lasolays, Lafleur de Nantes St Vincent soldat de la garnison de ce lieu avec lesquels il avoit joué aux quilles après vespres et comme ils étoient sortis de table à deviser ensemble lesdits Marceau et St André entrèrent dans le logis de ladite Folleville et demandèrent du vin laquelle leur répondit qu'elle n'en donnoit point et alors ledit Marceau dit à la compagnie "Messieurs je vous reconnois bien" ensuite de quoi ils sortirent les uns les autres par deux portes différentes et ledit déposant s'en alla chez mondit sieur Perrot où il boit mange et couche avec lesdits Jean Paré et entrant dans la cour il entendit une voix "à moi Jean on me tue, on m'assassine" environ une demie heure après avoir sorti du logis de ladite Folleville, ils coururent aussitôt au lieu où ils l'avoient entendu et vit des hommes qui étoient pris aux corps qui se séparèrent sitôt qu'ils les eurent approché la nuit étant un peu obscure après quoi il se retira audit logis dudit Perrot avec ledit Jean et Lafontaine qui se couchèrent aussitôt qu'ils furent arrivés Lafleur de Nantes étant revenu plus tôt qu'eux qui reçut un coup d'épée au dessous de la mammelle, ne sachant pas ce qui arriva depuis. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Louis Charbonnier dit Lafleur, 30 ans, tailleur d'habit, étant à présent au service de Monsieur de Comporté Presvost de nos seigneurs les Mareschaux de France, témoin par Lafontaine. Déclare qu'il y a quelques soirs qu'il se trouva dans la maison de Michel Lecour habitant et cabaretier où il étoit allé accompagnant la fille de la damoiselle Duclos qui y alloit à dessein de coucher avec la femme dudit Lecour absent et peu de temps après il vit entrer près de 9 heures du soir St André sergent auquel ils virent une épée ce qui obligea quelqu'un de la compagnie de lui dire "vous portez donc à présent une épée, oui dit il" et quelque autre chose en prenant son justaucorps et pochette de culotte avec ses deux mains. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Gabriel Bourget, 25 ans, taillandier de profession, demeurant en la maison du sieur Leber, marchand bourgeois de cette ville où il travaille journellement de son métier. Il

était également présent chez Folleville en cie de Foublanche, Lasolays et les serviteurs de Mons. Perrot et le nommé Basque son camarade où il avoit bu avec eux après avoir joué aux quilles. Il vit entrer les demandeurs qui leur demandèrent aussi à boire lesquels répondirent qu'il n'y en avait pas sur la table où ledit Lasolay et Lafontaine jouaient aux cartes et ayant quitté leur jeu ils sortirent par une porte et les sergents par l'autre et s'étant arrêté avec ledit Basque et Jean vers la basse cour dudit sieur Perrot à déviser environ une demie heure de temps il entendit crier une voix qui se plaignait qu'on le tuait et qu'on l'assassinait; en même temps ils coururent au lieu où ils entendirent la voix reconnurent que c'était lesdits St André et Marseau qui avoit son épée nue à la main et ledit Lafontaine qui étoit à bas terrassé et les séparèrent et ausitôt le déposant conseillant au Basque son camarade de se retirer ils s'en allèrent tous deux de compagnie en la maison dudit sieur Leber. A signé.

Déposition de Louise Leblanc, 27 ans, épouse de Michel Lecour habitant de cette île. Ledit jour vers 10 heures du soir, étant prête de se coucher, elle vit entrer chez elle ledit St André qui avoit une épée sous son bras auquel elle dit "vous portez donc l'épée à présent" qui lui répondit que ouy parce qu'on les menaçait de les battre et montrant la pochette de sa culotte il dit voilà un pistolet au service de nos amis quoique la déposante ne l'ait point vu. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Barbe Lescelle Duclos, 17 ans, fille de défunt sieur Duclos et de Barbe Poisson, habitant de cette île. Ledit soir en question, ne sachant trop l'heure, elle se trouvait chez le sieur Michel Lecourt, habitant et cabaretier absent et voisin duquel la femme l'avoit prié de venir coucher avec elle où elle vint avec les nommés Lafleur et Grand Michel et peu de temps après ledit St André lequel ayant regardé avec la chandelle sous la table et dans la cave s'il n'y avoit personne à boire quelqu'un de la cie lui dit qu'il portoit donc à présent une épée qui lui répondit qu'il en portait une pour se défendre parce qu'on avoit menacé de les battre et qu'il avoit encore autre chose montrant sa pochette ne sachant celle qui dépose s'il vouloit parler de pistolet. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Thomas Marotte dit Lebas, âgé de 22 ans, tailleur d'habits demeurant en la maison du sieur Leber en qualité de serviteur domestique. Dépose que vers les 8 heures du soir étant à se divertir avec le sieur Foublanche, Lasolay, Jean Paré et Lafontaine, Langevin et Rapteau et un soldat de la garnison dont il ne sait le nom, les demandeurs y vinrent comme ils étoient prêts de sortir et dirent audit Foublanche qu'il seroit à l'amende parce qu'il étoit tard pour être dans le cabaret après quoi ils sortirent leur ayant demandé un coup de vin qu'ils ne donnèrent point parce qu'il n'y en avoit pas sur table et environ une demie heure après le déposant avec sa cie sortit pour se retirer chacun Jean et Langevin vis à vis la porte de la basse cour dudit sieur Perrot les autres étoient restés derrière qui étoient ledit Lafontaine Lafleur dénommés et ledit Rapteau, ils entendirent crier "à moi" par deux ou trois fois et lesdits Rapteau et Lafleur de Nantes étant plus tôt arrivés que le déposant et sa cie séparèrent ledit St André et Marseau qui avoit une épée nue en sa main et ledit Lafontaine que ledit St André tenoit au collet ainsi qu'il a été rapporté audit déposant par lesdits Rapteau et Lafleur, n'ayant ledit déposant put voir s'ils étoient aux prises les uns et les autres parce que la nuit étoit tombée et obscure et qu'ils ne les peuvent discerner ensuite de quoi il se retira avec ledit Langevin son camarade en ladite maison de son maître, et les autres en celle dudit sieur Perot, ne sachant ce qui est arrivé depuis leur départ. A signé.

Déposition de René Orioux, dit Lafleur de Nantes, témoins, soldats de la garnison de ce lieu, y demeurant, 27 ans. Etant à boire vendredi dernier proche les neuf heures du soir chez la Folleville en cie de Foublanche, Lasolay, Jean, Lafontaine, serviteurs domestiques de Perrot, et les nommés Basque, Langevin et St Vincent aussi soldat il y survint les demandeurs qui dirent audit Foublanche qu'il payeroit l'amende parce qu'il étoit neuf heures sonnées lequel étoit prêt de sortir avec la cie qui sortit par une porte et les demandeurs par l'autre, et comme chacun se retiroit chez soi lui qui dépose prenant la clé du corps de garde en l'hostel dudit sieur Perrot y laissant Rapteau il entendit une voix qu'il discerna être celle dudit Lafontaine qui criait on m'assassine il retourna sur ses pas pour voir ce que c'étoit et y étant arrivé il trouva ledit Marseau qui le tenoit au collet l'épée nue en main, ledit Marseau porta un coup d'épée ne sachant si c'étoit audit Lafontaine ou à lui qui dépose qui fut un peu blessé au dessus de la mammelle droite qu'il nous a montrée n'ayant voulu se servir de son épée pour se défendre mais seulement se mit en devoir de les séparer ayant vu pour lors ledit Lafontaine tenir le milieu de l'épée dudit Marseau laquelle ayant abandonné tant à la prière de lui qui dépose qu'à celle des autres assistants chacun se retira chez soi. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Déposition de Michel Quenel, 33 ans, travaillant à cultiver la terre à la journée et demeurant en cette île, témoin. Il n'a aucune connaissance de l'histoire sinon que le même jour vers les neuf heures du soir étant en la maison de Michel Lecourt où il avoit accompagné la damoiselle Duclos et sa fille Barbe il y seroit venu le nommé St André qui prit la chandelle sur la table et chercha dessous pour voir s'il n'y avoit point de vaisseaux ou il y eut du vin l'ayant remise celui qui dépose s'aperçut qu'il avoit une épée qui l'obligea de lui dire "quoi aujourd'hui vous portez une épée, ouy repliqua ledit St André et autres choses au service de nos amis mettant sa main sur sa pochette de sa culotte parce qu'on menace de nous maltraiter n'ayant pas vu si c'étoit un pistolet ou autre chose. A déclaré ne savoir écrire ni signer.

Procès sans suite.

Source : ANQM, Bailliage de Montréal - Pièces détachées - TL2-06-0271

Annexe 23

Situation des engagés rochelais pendant ou après leur engagement

NOM DE L'ENGAGÉ ⁶	Origines provinciales	Année de l'engagement	Année du mariage ⁷	Nom de l'époux ou de l'épouse	Occupation et localisation des engagés d'après les recensements et/ou le dictionnaire généalogique de R. Jetté	Année du décès ⁸
ALLAIRE Charles	Poitou	1658	1663	FIEVRE Catherine Marie	Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67-81)	
ALLAIRE Jean	Poitou	1658	1662	THERIEN Perrine	Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67)	1673
ALLARD Julien	Aunis	1665	1677	AGRET Anne		1706
ALLEBERT Guillaume	Saintonge	1656	1674	HALLE Elisabeth	Habitant - Comté de Lévis (1666-81)	1708
ALLEBERT Jean	Aunis	1657				HQ
ALLEBERT Pierre	Aunis	1657				
ALLERET Pierre	Aunis	1665				
ARNAUD Pierre	Bretagne	1667				
ARNOU Vincent	Anjou	1696				
AUDOUIN Louis		1642				
AUGEREAU Pierre	Aunis	1657				
AUGRIN Jean	Maine	1659				HQ
AVERTY Julien	Anjou	1659	1677	LECOMPTE Jeanne	Habitant à Montréal (1666-67) - à Lagenais (1681)	1687
BALLANGER Michel	Saintonge	1658				1662
BALLON Louis*	Aunis	1667				
BASSET Jean	Aunis	1657				
BASSOT François		1643				
BELOIS Julien	Auvergne	1659	1665	LECLERC Marguerite	Habitant à Montréal (1666-67-81)	1730
BELOUARD Mathurin	Aunis	1658	1671	PAULET Marguerite	Habitant à l'Île d'Orléans (1667-81)	1719
BENOIST Bertrand	Aunis	1656				
BENOIST Laurent	Aunis	1657				
BENOIT Jean	Saintonge	1657				
BENOIT Laurent	Aunis	1657				
BERISSET Jean	Aunis	1657				
BERTAIN Jean	Poitou	1665				
BERTRAND Guillaume	Aunis	1665	1671	FERON Marguerite	Domestique (1666-67) - Habitant à Neuville (1681)	1710
BERTRAND Jean	Saintonge	1683	1685	TESSIER Marguerite		1709

⁶ Les domestiques dont les noms sont suivis d'un astérisque sont des individus qui signent un nouveau contrat au terme de leur engagement, à supposer que les homonymes renvoient aux mêmes personnes.

⁷ Seule l'année du premier mariage est indiquée.

⁸ L'abréviation HQ signifie décédé hors Québec.

BESSONNET Jean	Aunis	1665				
BIBAULT François	Aunis	1656	1671	CHALIFOUR Jeanne	Habitant à Becancour (1681)	1708
BIDET Jean		1642				
BILLAUDEAU Guillaume	Poitou	1657	1664	RIPOCHE Jeanne	Habitant à Sainte-Foy (1667)	HQ
BINET René	Anjou	1665	1667	BOURGEOIS Catherine	Domestique (1666) - Habitant à Beauport (1681)	
BIRE Pierre	Aunis	1657				
BLANCHARD Jean	Aunis	1665				
BLANCHARD Louis	Saintonge	1656	1665	DANNEVILLE Marie Gabrielle	Habitant à Charlesbourg (1667- 81)	
BODIN Jacques		1642				
BOISSON Jacques	Aunis	1665				
BOISSON Jacques	Aunis	1665				
BOMIN Jacques	Aunis	1659				
BONJEU Hilaire	Poitou	1642				
BONNEAU André		1658				
BONNET Jean	Languedoc	1687				
BONNET Louis	Saintonge	1665				
BORDAT Denys		1643				
BOUCHARD Michel	Aunis	1657	1662	TROTTAIN Marie	Habitant au Comté de Montmorency (1666-67) - Saint- Denis (1681)	1709
BOUCHARD Nicolas	Aunis	1657	1670	ROY Anne	Habitant au Comté de Montmorency (1667) - Berthier en Bas (1681)	
BOUCLIER Jean	Gascogne	1699				
BOUCQUET Guillaume	Aunis	1657				
BOUCQUET Pierre		1642				
BOUNEUFU Mathurin	Perche	1644				
BOURASSEAU Jean	Poitou	1657	1665	VALLET Marie	Habitant au Comté de Lévis (1681)	1718
BOURDELOIS Jean	Poitou	1657				
BOURDIN Jacques	Saintonge	1665				
BOURSIER Etienne		1642				
BOUSSOT Jacques	Aunis	1665				
BOUTIN Jean	Saintonge	1656	1661	RACHETEAU Suzanne	Habitant au Comté de Montmorency (1666-67-81)	1699
BOUYER Anne	Aunis	1657	1658	PINEAUL LAPERLE Pierre	Trois-Rivières (1666) - Champlain (1667) - La Pérade (1681)	
BRIEL Alexis	Aunis	1665				
BROTIER Jean	Aunis	1659				
BROUSSARD Louis*	Saintonge	1658				
BRUNET Mathurin	Poitou	1657	1667	BLANCHARD Marie	Habitant à Champlain (1681)	1708
BUSTORT Nicolas	Aunis	1665	1669	GUISSELIN Marie Catherine	Domestique (1667)	HQ

CAILLETEAU Mery		1642	1647	COUSTEAU Marie Madeleine		
CAILLON Jean*	Aunis	1665				
CAILLON Pierre*	Aunis	1665				
CAILLONNEAU Pierre	Aunis	1665	1681	GUERTIN Catherine	Domestique (1666)	
CAILLONNEAU Pierre	Aunis	1665				
CANAT Guillaume	Poitou	1665				
CAPELA Bernard	Languedoc	1699				
CELIER Jean	Auvergne	1659				HQ
CHAIGNEAU Nicolas		1642	1651	Louise		
CHAMBOR Paul	Berry	1644				
CHARON Jean	Saintonge	1657				
CHARONNET Hilaire	Poitou	1657	1665	ROY Marguerite	Habitant à Charlesbourg (1667)	HQ
CHAROUX Thomas		1648				
CHARPENTIER Jean	Aunis	1657				
CHARRIER Elie	Poitou	1659				
CHAUVEAU Jean dit Lafleur	Saintonge	1656	1663	ALBERT Marie	Habitant au Comté de Lévis (1667-81)	
CHAUVEAU Jean	Aunis	1656	1681	PREVOST Marie	Domestique (1667)	1691
CHAVIGNEAU Nicolas*	Aunis	1658				
CHEVALIER Jacques	Aunis	1665			Domestique (1666)	1687
CHEVALIER Martin	Aunis	1665			Domestique (1666)	1681
CHOUVRIER Pierre	Bretagne	1704				
COQUELIN Michel	Maine	1667				
COSSONS Pierre	Aunis	1656				
COSSONS Thomas	Aunis	1656				
COTTIEREAU Jean	Aunis	1657				
COUDRET André	Saintonge	1658	1665	BOURGEOIS Jeanne	Habitant à Charlesbourg (1666- 67-81)	1700
COULLAUD Robert	Poitou	1657				
COURT Jean	Aunis	1665				
COURTEIL Jacques	Aunis	1665				
COURTEMANCHE Antoine	Maine	1659	1663	AQUIN Elisabeth	Habitant à Montréal (1666-67)	1671
CRENEL Jean	Anjou	1651				
CRESPEAU Jacques	Aunis	1665				
CRESPEAU Jean		1661				
CUILLERIER René	Anjou	1659	1665	LUCOS Marie	Habitant à Montréal (1666-1681)	
DALQUES Lous	Île-de-France	1691				
DAMASE Jean	Poitou	1668				
DAMIEN Jacques	Aunis	1665	1669	DEQUINCOUR Marie Anne	Domestique (1667) - Habitant à Neuville (1681)	1686
DAMIEN Jacques	Aunis	1665				
DAULNAY Antoine	Poitou	1661	1669	RICHART Marie Anne	Habitant à Boucherville (1681)	1707
DE BELLEFAYE Isaac	Île-de-France	1668				

DE LEGLEBAT Bertrand	Languedoc	1668				
DE MES André	Saintonge	1685				
DEBLOIS Grégoire	Angoumois	1657	1662	VIGER Françoise	Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67-81)	1705
DELABERGE Robert	Normandie	1658				
DELAFAÏE René Antoine	Poitou	1683	1688	LACOSTE Françoise	Huissier	
DELAFOSSÉ Antoine		1665			Trois-Rivières (1667)	
DELAVAL Jacques	Champagne	1708				
DELESSOU Jean	Guyenne	1656				
DENIS Antoine*		1642				
DENIS Antoine		1655				
DESCHAMPS Jean*		1642				
DOGUET Jean		1642				
DOYON Jean		1644	1650	GAGNON Marie		1664
DRON Laurent	Aunis	1665				
DROUILLARD Marie	Saintonge	1657	1659	DISY Pierre	Habitant à Trois-Rivières (1666) - Comté de Champlain (1667) - Champlain (1681)	1719
DUBOIS Simon	Touraine	1685				1695
DUMAYNE Jean	Aunis	1655				
DURAND Jean	Poitou	1671	1685	HUOT Marguerite	Habitant à Bertier (1681)	1740
DURAND Jean	Saintonge	1657	1662	ANENONTA Catherine	Habitant au Comté de Champlain (1667)	
DURAY Gilles	Aunis	1665				
DUTAUD Charles		1658	1669	RIVARD Jeanne	Habitant à Champlain (1681)	1717
DUTAUD Madeleine		1658	1664	LEBLANC Nicolas	Cap de la Madeleine (1681)	
DUTAUD Marie		1658	1659	LEMAY Michel	Trois-Rivières (1666-67)	
DUVAL Suzanne	Saintonge	1657	1657	HANCTIN Elie		HQ
ELBERT Pierre	Aunis	1665				
FAURE Jean	Limousin	1656				
FEBVRE Pierre	Poitou	1656				
FERRE Jean	Aunis	1641				1642
FLORAT Martin	Île-de-France	1667				
FORTAGE François	Aunis	1665			Domestique (1666) - Habitant à Batiscan (1681)	1700
FOUILLOU Jacques	Poitou	1657				
FOUQUET André	Aunis	1665			Domestique (1666-67)	1669
FOUQUET Marc		1642				
FOURAULT René	Anjou	1667				
FRANCHETTEAU Jean		1642				
FRANÇOIS Pierre		1667	1670	GAUMAND Marie	Habitant à Champlain (1681)	
FRICHET Pierre		1658	1671	GODIN Marie		1677
GABORIT Louis	Saintonge	1661	1665	SOULLARD Nicole	Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67) - La Durantaye (1681)	
GADIOU Gilles	Aunis	1665	1689	DELUGRE Marie	Domestique (1667)	1699
GARNAUX François	Saintonge	1685				

GARNIER Jeanne	Saintonge	1657	1663	GENDREAU Pierre	Comté de Montmorency (1666-67-81)	
GARNIER Nicolas		1642				1648
GAUDIN Yvon		1656				1657
GAUTIER Pierre	Périgord	1700				
GAUTRAIS Gilles	Aunis	1665	1671	PINEAULT Anne	Domestique (1666-67) - Habitant au Cap Saint-Ignace (1681)	1726
GENAUDEAU Pierre	Aunis	1665				
GENDREAU Pierre dit La Poussière.	Saintonge	1656	1663	GARNIER Jeanne	Habitant au Comté de Montmorency (1666)	
GENDRON Simon	Aunis	1665				
GEZIRON Pierre	Aunis	1657				
GIARD Nicolas	Poitou	1658	1665	PRATTE Claude	Habitant à Montréal (1667-81)	
GILBERT Côme	Orléanais	1699				
GIRARD Pierre		1642				
GIRARDEAU Noël	Poitou	1641				1642
GIRAUDET René		1665				
GIRON François	Aunis	1657				
GLODU Jean	Angoumois	1656	1665	LANGLOIS Marie	Habitant au Comté de Champlain (1667) - Cap de la Madeleine (1681)	
GOSSET André	Saintonge	1672				
GOUIN François	Aunis	1642				
GOUIN Laurent	Anjou	1657	1665	PAULINIER Marie	Habitant à Trois-Rivières (1666) - Champlain (1667-81)	1686
GOUIN Mathurin	Anjou	1657	1663	DEVIIENNE Marie	Habitant à Trois-Rivières (1666) - La Pérade (1681)	
GOURDON François	Poitou	1657				
GOUVERIT Louis	Poitou	1668				
GRENET Jean	Aunis	1665				
GRIMAUX Jacques	Anjou	1659				
GROSSAIN Jean		1645				
GUICHARD Mathurin	Poitou	1658				
GUIGNARD François	Anjou	1657				
GUIGNARD Pierre		1671				
GUILLET Jean	Aunis	1665	1690	MEUNIER Marie		1691
GUILLET Jean	Aunis	1665				
GUY Jean	Saintonge	1667				
HARDOIN Etienne	Auvergne	1659				
HENRY Edmond, sieur de Chastelier	Champagne	1662				
HOUSSART Claude	Anjou	1642	1653	COUSTEAU Marie Madeleine	Habitant à Trois-Rivières (1666) - Champlain (1667) - Batiscan (1681)	1689
HULIN Urbain	Anjou	1666				
JEUILLET Blaise	Comtat-Venaissin	1644	1651	DELIERCOURT Anne		1660
JOUANNE Nicolas	Normandie	1700	1708	GODERRE Marguerite		1715

JOUIN Jacques dit Laiguille	Aunis	1656				
LACROZE Mathurine	Poitou	1658				HQ
LAFOND Elizabeth	Guyenne	1696				
LALLEMAN Isaac	Saintonge	1658				1658
LANDOIS Pierre		1648				
LAROCHE Gérault	Limousin	1655				
LASALLE Simon	Aunis	1665				HQ
LASSALLE Simon	Aunis	1665				
LAURANT Pierre	Poitou	1657				
LAURENDIN Mathieu	Anjou	1665				
LAVAL Jacques	Île-de-France	1659				
LEBLANC Jean	Anjou	1659				
LEDUC Jean	Perche	1644	1652	SOULIGNY Marie	Habitant à Montréal (1666-67-81)	1702
LEMOUSNIER Mathurin	Anjou	1644	1647	FAFARD Françoise	Habitant au Comté de Montmorency (1666-67)	
LENOBLE Julien	Normandie	1651				
LEPRETRE Jacques	Anjou	1659				1662
LEROY Nicolas	Anjou	1644				
LESAN Michel	Poitou	1657				
LEVESQUE Jacques		1644				
LEVESQUES Jacques (fils)		1656				
LEVESQUES Jacques (père)		1656				
LUINAS Pierre	Angoumois	1665	1674	THIBAUT Jeanne		
LURET René	Aunis	1643				
MAGNAN Antoine	Angoumois	1657				
MARES François	Limousin	1655				
MARTELOT Louis	Poitou	1657				
MARTIN Louis		1656				1660
MARTIN Pierre	Poitou	1665	1670	BUOT Marie	Domestique (1666-67) - Habitant à l'Île d'Orléans (1681)	1702
MARTINEAU Jean	Anjou	1659				
MASSARD Nicolas	Poitou	1658	1665	BELLESOEUR Anne	Habitant au Comté de Lévis (1667-81)	
MATHIEU Jean	Angoumois	1659	1669	LETARTE Anne	Habitant au Comté de Montmorency (1666-67) - Charlesbourg (1681)	1699
MAUDET François	Aunis	1657				
MAUGOT Daniel*		1643				
MAY Jean	Saintonge	1657	1668	LANGLOIS Jacqueline		1678
MEON Guillaume	Aunis	1657				
MERCEREAU Pierre	Aunis	1665				
MERCIER Martin	Poitou	1667	1674	LEROUX Mathurine	Habitant à l'Île d'Orléans (1681)	1699
MERCIER Pierre*	Poitou	1665				

MERIT Antoine	Poitou	1665				
MESNIER Léonard		1656				
MESSAGER Pierre	Aunis	1665				
MICHAU Pierre	Poitou	1656	1667	ASSELIN Marie	Habitant au Cap Saint-Ignace (1681)	
MICHEL Jean dit Lachepelle	Perche	1643				
MIDET Jean	Champagne	1655				
MIGNONNEAU Simon	Poitou	1657				
MILLET Jacques	Poitou	1659				
MILLET Pierre	Poitou	1658			Domestique (1666)	1681
MOISNE Simon		1644				
MOIZEAU François*	Poitou	1656				
MOREAU Pierre	Aunis	1659				1661
MOREAU René	Auvergne	1659				HQ
MORIN Jean	Angoumois	1642				
MOTEL Mathurin	Anjou	1665				
MOTTE Pierre	Aunis	1658			Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67)	1689
MOULIN Théodore	Etranger (Irlande)	1700				
MOURIEL Pierre	Angoumois	1658				
MOUROUX Jean	Berry	1700				
NADAU Jean		1656				
NARP Charles		1658				
NEPVEU Pierre	Aunis	1665	1670	LEVIEUX Claire	Domestique (1666-67)	HQ
NEPVEU Pierre	Anjou	1659				
NOUEL Jean		1644	1649	BARBEAU Suzanne	Habitant à Sainte-Foy (1667-81)	1690
PADIOLET Hélie		1642				
PAILLEREAU Pierre	Aunis	1649	1657	CARTIER Hélène	Habitant à l'Île d'Orléans (1666-67)	1669
PALARDY Louis	Poitou	1665				
PARSEVAL Charles	Île-de-France	1655				
PASQUIER Pierre	Aunis	1665	1668	CAILLE Marie	Domestique (1667) - Habitant à l'Île d'Orléans (1681)	
PAVAILLON Antoine		1642				
PAVIE Marie	Saintonge	1657	1657	MIGNERON Jean	Sainte-Foy (1666-67)	1713
PEISSARD Jacques	Périgord	1642				
PELOZEAU Mathurin	Poitou	1668				
PERRIN Jeanne		1658	1639	DUTEAU Pierre		
PERUSSEAU Pierre	Saintonge	1659	1666	ROY Marie	Domestique (1666) - Habitant à Montréal (1667-81)	
PETIT Nicolas	Aunis	1649	1656	POUPONNELLE Marie	Habitant à Trois-Rivières (1666-67-81)	1697
PICARD Nicolas	Poitou	1656				
PIFRAY Jacques	Aunis	1657				
PILLE André	Touraine	1657			Domestique (1667)	HQ
PINSART Jean		1658			Domestique (1666) - Habitant à Saint-Augustin (1681)	1700

PION Nicolas	Poitou	1665	1673	AMIOT Jeanne	Habitant à Lavaltrie (1681)	1703
POLEON Marie		1659	1659	PANIER Daniel	Habitant à Montréal (1666-67)	HQ
POULARD Pierre	Perche	1662				
POULIAU Pierre	Poitou	1671				
PREAU Etienne	Guyenne	1700				
QUARTIER Hélène	Aunis	1657	1657	PALLEREAU Pierre	Île d'Orléans	
RAGNAU Nicolas	Poitou	1665				
RAGON Jacques		1643				
RAGOT Jacques		1643				
RAJAT Etienne	Lyon	1657	1661	DUBOIS Marie	Habitant à Québec (1666-67) - Charlesbourg (1681)	1688
RASSAVOUIN Yvon	Bretagne	1658				
RAT Bonaventure		1658				
REDON Jean	Angoumois	1657				
REGNAUD Jacques		1644				
REGNAUDEAU Michel	Poitou	1657	1665	BIGOT Marie	Habitant à Trois-Rivières (1666) - Champlain (1667) - Cap de la Madeleine (1681)	
REGRENY Mathurin	Aunis	1659				
REGUINDEAU Joachim	Aunis	1657	1669	HANETON Marie	Habitant à Trois-Rivières (1666) - Boucherville (1681)	1714
REMOT Pierre	Poitou	1643				
RENOU Jean	Maine	1659			Domestique (1666) - Habitant à Montréal (1681)	1689
RESNEAU Pierre		1696				
RESTIE Jacques	Poitou	1665				
REZEAU René	Aunis	1665				
RICHARD Clément	Poitou	1657				
RICHARD Jacques		1644				
RICHARDEAU Etienne	Touraine	1665				
RIFORT Jacques	Saintonge	1665				
RIOLLET Elie		1657				
RIORTEAU Mathieu	Aunis	1657				
ROBIN François	Bretagne	1688	1694	MIGNERON Françoise		1731
ROCHE Jacques	Angoumois	1665				
ROCHERON Michel	Aunis	1657				
ROLLE Jacques	Aunis	1657				
ROUSSEAU Jacques	Aunis	1665	1677	GUILBEAULT Marguerite	Engagé (1666-67) - Habitant à Saint-Augustin (1681)	1711
ROUSSEAU Mathurin	Franche-Comté	1671				
ROUX François	Touraine	1658				
ROY Bastien	Anjou	1665				
ROY Jean*	Aunis	1665				
ROY Jérôme		1643				
ROY Louis	Aunis	1685				
SAGOT Abel	Maine	1662	1665	TURGEON Claire	Taillandier à l'Île d'Orléans (1667) - Québec (1681)	1714

SAUVAGET Jean		1642	1612	DUPUY Anne	Procureur fiscal	
SERRAULT Hilaire	Poitou	1683	1691	PARADIS Louise		1708
SERRE Antoine	Angoumois	1657	1674	BELANGER Mathurine	Domestique (1666) - Habitant à Neuville (1681)	1687
SIMON Grégoire	Poitou	1659	1668	COLLET Jeanne	Habitant à Montréal (1681)	1691
SIRE André	Poitou	1668	1681	CHARBONNEAU Isabelle	Couvreur	1689
TERRIEN Pierre	Aunis	1656	1670	MINEAU Marie	Habitant à l'Île d'Orléans (1681)	1706
TESSEREAU Antoine	Poitou	1683	1699	GUILLORY Marie	Charpentier	1732
TESSIER Jacques	Bretagne	1666				
TESSIER Marc	Poitou	1665	1668	LEDOUX Jacquette	Engagé (1666-67)	1709
TESSIER Mathurin	Angoumois	1657	1670	LETOURNEAU Elisabeth	Habitant à La Pérade (1681)	1703
THIBAUD François	Aunis	1665				
THIBAUT Pierre		1642				
TOUZEAU Michel	Poitou	1657				
TREJAULT André	Saintonge	1659	1668	GUILIN Marie Françoise	Habitant à Montréal (1681)	
TRILLAUD Simon	Gascogne	1665				
TRIPPIER Jean	Poitou	1656				
TROUVE Aimable	Touraine	1683				
TURMEL François	Bretagne	1655				
VARIGNONNEAU Denis	Poitou	1661				
VAYDIE Jean	Anjou	1644				
VILLENEAU Nicolas*	Aunis	1665				
VILLENEUVE Mathurin	Aunis	1665	1669	LAMARCHE Marguerite	Engagé (1666-67) - Habitant à Charlesbourg (1681)	1715

Source : Contrats notariés rochelais ; PRDH ; R. Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1991.

Annexe 24

Destin des domestiques recensés en 1667

NOM DU DOMESTIQUE ⁹	Origines provinciales	Noms de l'employeur en 1667	Année du mariage ¹⁰	Nom de l'épouse ou de l'époux du domestique	Occupation de l'ancien domestique d'après le recensement de 1681	Année du décès
ACAU, Michel	Origine inconnue	LANGLOIS Noël				
AGIGAN, Pierre	Origine inconnue	St-Sulpice				
ALBERT, Abraham	Angoumois	LANGLOIS Noël	1671	GASTEAU Geneviève		
ALIN, Charles	Île-de-France	LABERGE Robert	1679	GARGOTINE L	Habitant en 1681	1699
ALIN, Jacques	Origine inconnue	ROBUTEL Claude				
ALLARD, François	Normandie	ARDOUIN Anne		LANGUILLE Jeanne		1726
ANCIAU, Jean	Origine inconnue	GAGNON Pierre				
APVRIL, François	Origine inconnue	MISERE René				
ARBOUT, Michel	Normandie	CHALUT Pierre				
ARLIN, Marin	Origine inconnue	PREVOST Martin				
AUGER, Samson	Origine inconnue	GAGNON Pierre				
AVIS, Denis	Normandie	LEHOUX Jacques	1669	CREVIER Jeanne		1670
AVISSO, Jean	Origine inconnue	CADORET Georges				
BACHER, Jean	Origine inconnue	Jésuites				
BAILLARGEON, Charles	Origine inconnue	FENIOU Guillaume				
BALLIER, Jean	Aunis	MORIN Noël			Domestique en 1681	1687
BANC, René	Normandie	LETOURNEAU David				
BARRABE, Nicolas	Normandie	SEIGNEURET Etienne				
BARRE, Gabriel	Origine inconnue	CAVELIER Robert				
BAUDET, Antoine	Origine inconnue	POURNIN Marie				
BAUDRY, Toussaint	Poitou	Hôtel-Dieu	1670	MINIME Barbe	Couvreur et habitant en 1681	
(BEAUPRE), Pierre	Origine inconnue	St-Sulpice				
BEGUIGNI, François	Origine inconnue	ASSELIN Jacques				
BELLIVIER, Etienne	Origine inconnue	MAUFILS Pierre	1669	LAMBERT Jeanne	Non recensé en 1681	HQ
BELLOT, Jean	Normandie	BEAUDRY Urbain				
BENARD, Pierre	Origine inconnue	MAUFAY Pierre				
BENET, Etienne	Saintonge	St-Sulpice				
BERGERON, Pierre	Aunis	LAMBERT Eustache				

⁹ Les noms ou prénoms qui apparaissent entre parenthèses ne sont pas indiqués dans la banque de données du PRDH. On le retrouve en revanche dans les recensements annotés d'André Lafontaine.

¹⁰ Seule l'année du premier mariage est indiquée.

BERGERON, Pierre	Aunis	LAMBERT Eustache	1673	DUMETS Marie	Habitant en 1681	1712
BERGERON, François	Poitou	BAREAU Marc	1676	LECLERC Etiennette		1726
BERLAN, André	Saintonge	BOUCHER Marin				
BERNUSSEAU, Paul	Origine inconnue	PAGE Raymond				
BERRY	Origine inconnue	St-Sulpice				
BERTHE, Georges	Normandie	BAZIRE Charles				
BERTRAND, Guillaume	Aunis	RUETTE Denis Joseph	1671	FERON Marguerite	Habitant en 1681	1710
BEVILLE, Jean	Normandie	St-Sulpice				1670
BIBET, Louis	Origine inconnue	Séminaire de Québec			Charpentier habitant en 1681	1709
BIDAU, François	Aunis	BOURBEAU Élie	1671	CHALIFOUR Jeanne	Habitant en 1681	1708
BIEN, Antoine	Origine inconnue	DENIS Pierre				
BINET, Abraham	Origine inconnue	POURNIN Marie				
BIROT, Olivier	Origine inconnue	Jésuites				
BOISSEAU, René	Origine inconnue	Jésuites				
BONNEAU, Joseph	Poitou	HIEREMIE Noël	1670	LELONG Marie	Habitant en 1681	1701
BOTS, François	Angoumois	Hôtel-Dieu	1667	BUGON Françoise	Habitant en 1681	
BOUCHER, François	Origine inconnue	St-Sulpice				
BOUDAULT, Jean	Saintonge	DERAINVILLE Jean	1673	VIVIEN Marie	Non recensé en 1681	
BOULANGER, François	Normandie	St-Sulpice			Habitant en 1681	1698
BOURDIN, Jacques	Saintonge	GIFFARD Robert				
BOURGEOIS, Jean	Normandie	BOUCHER Louis				
BOURGEOIS, Pierre	Origine inconnue	TERRIEN Jean				
BOUTARD, Julien	Origine inconnue	Ursulines				
BOUTOILLER, Jean	Aunis	AUBER Claude	1695	MORIN Marie	Domestique en 1681	1698
BOUTTELEU, Jean	Picardie	BUISSON Michel				
BOYER, Charles	Poitou	Hôtel-dieu	1666	TENARD Marguerite	Habitant en 1681	
BRANCHON, Etienne	Origine inconnue	FOUBERT Robert	1696	HAREL Marie	Non recensé en 1681	1708
BRE, Jean	Aunis	HEBERT Marie			Domestique en 1681	1700
BRIERE, Jean	Normandie	LELIEVRE Guillaume	1671	GRANDIN Jeanne		1706
BRISQUET	Origine inconnue	BOUCHER François				
BROUSSARD, Martin	Origine inconnue	CADIEU Charles				
BRULET, Julien	Bretagne	PICARD Pierre	1677	MARANDEAU Jeanne		1680
BRULOT, Pierre	Origine inconnue	Séminaire de Québec				

BRUNEAU, René	Poitou	CHARPENTIER Jean	1668	POITRAUDE Marie	Habitant en 1681	
BRUNET, Joachim	Aunis	LEMOINE Charles				
BRUSLOT, Louis	Aunis	Hôtel-dieu	1671	FOURNIER Anne	Habitant en 1681	
BRUSLOT, François	Aunis	Hôtel-dieu				
BUCQUET, Jean	Origine inconnue	BECQUET François				
(BUISSON), Jacques	Origine inconnue	RIVAS Nicolas				
BUTOR, Nicolas	Aunis	DENEVERS Etienne	1669	GUISSELIN Catherine		HQ
CABIEU, Jacques	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
CACHELIEVRE, Jacques	Normandie	BAZIRE Charles	1672	PAPIN Marie		HQ
CACHET, Nicolas	Normandie	GUILLET Pierre	1671	VASSAL Marie	Habitant en 1681	
CAILLÉ, Antoine	Aunis	Séminaire de Québec	Avant 1675	AUBRY Anne	Forgeron habitant en 1681	
CAILLOUET, Simon	Origine inconnue	LAFONTAINE Jacques				1701
CAMUSAT, Melaine	Origine inconnue	Hôtel-dieu				
CANADOU, Pierre	Normandie	CHENAY Bertrand				
CANARD, Pierre	Touraine	SAINT-DENIS Pierre	1677	PELLETIER Marie	Habitant en 1681	1700
(CANAT) Guillaume	Origine inconnue	CHAMARE Pierre				
CARDIN, Mathurin	Poitou.	HUPE Michel				
CARON, Simon	Origine inconnue	Jésuites				
CARRON, Aimée	Canada	LANGLOIS Noël	1673	TRAVERSY Nicolas		1685
CHAFRISADE, Mathias	Origine inconnue	HEBERT Marie				
CHAMPAGNE	Champagne	POULLAIN Maurice				
CHAPERON, Pierre	Normandie	GODEFROY Jean	1670	BESCHE Marie	Habitant en 1681	1728
CHARRON, Françoise	Saintonge	MARSOLLET Nicolas	1665	BARON Michel		
CHARTON, Thomas	Normandie	BARBIER Gilbert	1669	HUNAUT Thecle		1708
CHASSELOU, Etienne	Origine inconnue	Jésuites				
CHASTEL, Aimée	Champagne	DEBOULONGNE Marie Barbe			Servante en 1681	1695
CHASTEL, Henry	Île-de-France	GIFFARD Robert	1684	LARUE Marie	Non recensé en 1681	1696
CHAUVEAU, Jacques	Origine inconnue	ROULOIS Michel				
CHAUVEAU, François	Origine inconnue	BAUGIS François				1672
CHAUVET, Jean	Aunis	LESSARD Etienne	1681	PREVOST Marie	Non recensé en 1681	1691
CHEDEPOST, Pierre	Origine inconnue	NAFRECHOU Isaac				1705

CHENAULT, Mathieu	Origine inconnue	LEMIRE Jean				
CHEVALLIER, Françoise	Normandie	HEBERT Marie	1668	HABERT Jacques		
CHEVREU, Simon	Saintonge	TALON Jean	1667	BARON Barbe	Non recensé en 1681	
CHICOISNE, Pierre	Anjou	LANGEVIN Mathurin	1670	CHRETIEN Madeleine	Habitant en 1681	
CICIRE, Claude	Normandie	LEMOINE Jacques	1675	LEGER Marie	Habitant en 1681	1732
COLINEAU, Etienne	Origine inconnue	VAUQUELIN Jacques				
COLLIBERT	Île-de-France.	GATINEAU Nicolas				
COMPTANT, Pierre	Poitou	TROTTIER Jean	1667	LANDRY Louise	Habitant en 1681	
CORDIER, Guillaume	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
CORNELIEUX, Thècle	Irlande	DUMAY André	1670	CHARTIER Jeanne	Habitant en 1681	1687
COSSET, Jean	Poitou	CHENAY Bertrand	1668	ELOY Marie	Habitant en 1681	1687
COSSET, René	Poitou	BARON Jean				1670
COSTURIER, Jean	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
COURAGE	Origine inconnue	St-Sulpice				
COUSTURE, Jean	Canada	GAGNON Marguerite	1686	LEPINE Anne	Chez son père en 1681	1698
COUSTURIER, Adrien	Origine inconnue	Jésuites				
COUTARD, Robert	Orléanais	PRIMOT Antoine	1671	JAROUSSEL Suzanne	Recensé en 1681	1706
CRESPEAU, Jacques	Aunis	Ursulines				
DAMIENS, Jacques	Aunis	PREVOST François	1669	DEQUINCOURT Marie	Habitant en 1681	1686
DEBOISANDRE, Jeanne Claude	Normandie	GOBELIN Marc-Antoine	1667	LACHAISE Louis		
DELACROIX, François	Normandie	GAGNON Pierre	1670	GAGNE Anne	Habitant en 1681	1710
DELAFIN, Pierre	Origine inconnue	BOUCHER Marie				
DELAFOND, Jean	Bourgogne	VERIEUL Nicolas				
DELAFORGE, Adrien	Origine inconnue	LEDUC Jean				
DELAUNAY, Louis	Canada	PINGUET Noël	Avant 1695		Recensé en 1681	1733
DEMESLIE, Martin	Picardie	LEPELLE Pierre				
DENAU, Georges	Origine inconnue	DENIS Pierre				
DENOYON, Guillaume	Normandie	DANDONNEAU Pierre	1689	AUBRY Jeanne	Non recensé en 1681	1704
DEPERROIS, Louis	Normandie	LEFRANCOIS Charles				
(DERBY) LARONSE, Henri	Origine inconnue	PELLETIER Michel				

DERENNES, Bertrand	Origine inconnue	St-Sulpice			Habitant en 1681	1691
(DEROISSY), Nicolas	Île-de-France	LEVASSEUR Jean				
DERYS, Jean	Île-de-France	LEGARDEUR Pierre				
DESCHAMPS, Pierre	Origine inconnue	BOUCHER Marie	1678	GULLET Marguerite	Habitant en 1681	1732
DESHAYES, Pierre	Origine inconnue	BOUCHER Marie				
DESMAREST, Nicolas	Origine inconnue	Ursulines				
DESPREZ, Pierre	Guyenne	BENARD René	1680	CARON Marie	Habitant en 1681	1723
DESTRANS, Claude	Origine inconnue	DAUMONT Simon-François				
DETROISMAISONS, Philippe	Picardie	CHENAY Bertrand	1669	CRONIER Martine	Habitant en 1681	
DEVAUX, Antoine	Origine inconnue	DELARUE Jean-Baptiste				
DEVE, Nicolas	Normandie	TALON Jean				
DEVENNES, Gilles	Aunis	POURNIN Marie				
DORAT, Antoine	Origine inconnue	GODE Nicolas				
DORE, Pierre	Origine inconnue	Hôtel-dieu				
DORE, Gabriel	Angoumois	DERAINVILLE Jean				
DOSMONT, Urbain	Origine inconnue	FILION Michel				
DOUTONS, Pierre	Origine inconnue	LENEUF Michel				
DRAPEAU, Antoine	Poitou	PEPIN Antoine	1669	JOLY Catherine	Tailleur habitant en 1681	1717
DRILLOT, Simon	Angoumois	GIGUERE Robert	1688	JOLIVET Charlotte	Non recensé en 1681	
DRUNEAU, François	Aunis	BAREAU Marc	1669	PREVOST Marie		
DUBOIS, Jacques	Origine inconnue	St-Sulpice				
DUBOIS, Jean	Angoumois	Ursulines	1688	DESMOULIN Marie	Non recensé en 1681	
DUBOIS, Jacques	Origine inconnue	PINARD Louis				
DUHAMEL, Jacques	Origine inconnue	LEBER Jacques				
DUMARETZ, Jacques	Origine inconnue	Congrégation				
DUMESNIL, Guillaume	Normandie	Séminaire de Québec				
DUMONT, Jean	Origine inconnue	PELLERIN Pierre				
DUMONTMELQUIER, Charles	Normandie	BRISSET Jacques				
DUPINNEAU, Pierre	Origine inconnue	BLANCHON Etienne				
DUPUIS, Nicolas	Île-de-France	AUBUCHON Jacques	1681	DELION Etienne		1698
DURAND, Nicolas	Origine inconnue	Hôtel-dieu				
DURANT, Pierre	Orléanais	GELINAS Etienne	1673	CHARTIER Jeanne	Habitant en 1681	1700
DURANT, Gilles	Aunis	GODEFROY Jean				

DUVAL, Simon	Origine inconnue	DUQUET Denis				
DUVAL, Jean	Origine inconnue	St-Sulpice	Avant 1680	LAMY Marie	Habitant en 1681	
DUVERGER, Simon	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
ESTART, Albert	Origine inconnue	ROBUTEL Claude				
FARGUET, Michel	Origine inconnue	JOBIN Jean				
FERNET, Michel	Normandie	PAGE Raymond	1684	LAVOIE Olive	Habitant en 1681	1717
FERRY, Jean	Origine inconnue	Congrégation Notre-Dame				
FILON, François	Origine inconnue	ROBUTEL Claude				
FORGET, Jean	Origine inconnue	LOGNON Pierre				
FORGET, Jacques	Poitou	RUETTE Denis Joseph	1674	ROSSIGNOL Marie Jeanne	Non recensé en 1681	
FOUILLE, Jacques	Origine inconnue	DANDONNEAU Pierre				
FOUILLOU, Jacques	Poitou	LESOT Jacques				
FOUQUET, André	Aunis	Ursulines				1669
FOURNIER, Nicolas	Aunis	HEDOUIN Jacques	1670	HEBERT Marie	Habitant en 1681	1687
FOUROT, René	Anjou	GAULTIER Charles				
FRANCOIS, Pierre	Origine inconnue	PREVOST François				
FRANCOIS, Pierre	Origine inconnue	Jésuites				
FRETE, Guillaume	Île-de-France	BERNIER Jacques	1682	BELANGER Geneviève	Habitant en 1681	
(FRIGON) LESPAGNOL, François	Origine inconnue	PELLETIER Michel				
FRISON, Jean	Origine inconnue	TALON Jean				
GADIOU, Gilles	Aunis	LEGARDEUR Pierre	Avant 1689	DELUGRE Marie	Non recensé en 1681	1699
GAILLARD, Christophe	Anjou	GUERTIN Louis			Domestique en 1681	HQ
GALLIEN, Robert	Normandie	PELETIER Jean				
GANDOUIN, Thomas	Normandie	BONHOMME Nicolas				
GAUDIN, Louis	Origine inconnue	BOURBEAU Elie				
GAUTEREAU, Gilles	Aunis	BERNIER Jacques	1671	DELAVIEVILLE Anne		1726
GAUTIER, Jean	Saintonge	PRIMOT Antoine				
GENDREAU, Daniel	Poitou	JOBIDON Louis				1668
GERDEAU, Toussaint	Origine inconnue	GOSSELIN Gabriel				
GERVAIS, Guillaume	Origine inconnue	DECAILHAULT Jacques				
GESLIN, Jean	Maine	Hôtel-dieu				
GILBERT, Pierre	Aunis	HOUZART Claude	1685	LESVILLE Michelle		

GIRARD, Jean	Origine inconnue	RUETTE Denis Joseph				
GIRAUD, Thomas	Origine inconnue	LEFEBVRE Robert				
GODEFROY, Pierre	Canada	St-Sulpice				
GREGOIRE, Mathurin	Poitou	DUMETZ Etienne	1669	LOISEAU Françoise	Non recensé en 1681	1728
GRENET, Jean	Aunis	Congrégation Notre-Dame				
GRIMEAUX, René	Anjou	Ursulines				1679
GRONDIN, Jean	Saintonge	JUCHEREAU Nicolas	1669	CHATILLON Marie	Habitant en 1681	1714
GUILLOT, Elisabeth	Canada	CHENAY Bertrand	1669	CHAREST Jean		
GUILLOT, Louise	Canada	GUYON Simon	1672	RENOUX Mathurin		1748
GUILLOT, Jean	Canada	Jésuites				1676
(HAINES), Henry	Origine inconnue	GOUIN Mathurin				
HALLE, Jean-Baptiste	Canada	BOURDON Jean	1682	VALET Mathurine	Habitant en 1681	1726
HAMEL, Jacques	Origine inconnue	BOURDON Jean				
HARDY, Pierre	Anjou	Hôtel-dieu				1681
HAREL, Jean	Origine inconnue	AUBUCHON Jacques	1672	PESHER Marie	Domestique en 1681	1716
HASTE, Michel	Origine inconnue	LEBER Jacques				
HAZONNEAU, François	Origine inconnue	TROTTIER Jean	Avant 1666	LECOMPTE Suzanne	Non recensé en 1681	
HEBERT, Michel	Île-de-France	DANAYS Charles	1670	GALAIS Anne	Habitant en 1681	
HENAU, Jean	Origine inconnue	ARTAUT Pierre	ras			
HENOU, Charles	Origine inconnue	GENDREAU Pierre				
HENRY, François	Touraine	Hôtel-dieu				
HENRY, Robert	Normandie	MORAL Quentin	Avant 1700	GODIN Marie	Non recensé en 1681	HQ
HOSAN, Antoine	Aunis	MARET Jacques	1671	VEZINA Marie	Habitant en 1681	1685
HUART, Jacques	Origine inconnue	BECQUET François				
HUAU, Mathurin	Anjou	VOYER Pierre	1671	LETARTE	Habitant en 1681	
HUBERT, Pasquier	Origine inconnue	DEBOULONGNE Marie Barbe				
HUBERT, François	Normandie	ROUTIER Jean	1683	FAUX Geneviève	Non recensé en 1681	
HUPPE, François	Origine inconnue	JOBIN Jean				
JACOB, Etienne	Île-de-France	CASSE Antoine				
JACOB, François	Origine inconnue	LAUZON Gilles				
JARINET, François	Saintonge	FORTIN Julien	1674	LEPAGE Constance	Habitant en 1681	1715
JARNY, Jacques	Poitou	TREFFELET François				
JEAN, Gilles	Normandie	LEFRANCOIS Charles	1674	MASSE Jeanne		
JEUNEHOMME, Nicolas	Origine inconnue	GATINEAU Nicolas				

JOFRIAU, Pierre	Poitou	AUBUCHON Jean	1669	BRIAULT Maroe	Habitant à Verchères en 1681	1704
JOTTEVIN, Jean	Saintonge	MOREAU Mathurin				
JOUAN, Louis	Origine inconnue	GOUIN Laurent				
JOUANNEAU, Mathurin	Anjou	Hôtel-dieu				
JOURDAIN PROVENÇAL, Pierre	Provence	BOURDON Jean	1688	BILLY Marie	Habitant en 1681	
JUCQUEAU, Jean	Origine inconnue	SAINT-DENIS Pierre				
LABBE, Nicolas	Normandie	Hôtel-dieu				
LABERNARDE, François	Origine inconnue	DERAINVILLE Jean				
LAFONTAINE	Origine inconnue	PREVOST Martin				
LAFORCE	Origine inconnue	ARTUS Louis				
LAFOREST, Urbain	Origine inconnue	PINGUET Noël				1712
LAFRANCE, Jean	Origine inconnue	LEMARIE Jacques				
LAGILLE, Jacques	Origine inconnue	JUCHEREAU Nicolas				
LALANDE, François	Origine inconnue	Hôtel-dieu				
LAMONDOR	Auvergne	TESSIER Urbain				
LANGLOIS, Jean	Origine inconnue	LEMARCHAND Jacques				
LANGLOIS, Germain	Île-de-France	PARAN Pierre	1675	CHALIFOUR Jeanne	Habitant en 1681	1709
LAPORTE	Origine inconnue	DENIS Pierre				
LASALLE, Simon	Aunis	PICOT Jacques			Habitant en 1681	HQ
(LATOUCHE), Roger	Normandie	GODEFROY Jean	1680	GARNEAU Marie	Habitant en 1681	1728
LAUNAY, Etienne	Normandie	TESSIER Urbain	1678	MESSIER Catherine	Habitant en 1681	1726
LAURENS, Pierre	Origine inconnue	LAUZON Gilles				
LEBER, François	Origine inconnue	ROBUTEL Claude				
LECHEVALIER, Jean	Origine inconnue	HEBERT Marie				
LECLERC, Jacques	Poitou	BAREAU Marc				
LECLERC, Jean	Poitou	LEREAU Simon	1658 en France	BLANQUET Marie	Non recensé en 1681	
LECLERC, Robert	Normandie	SOULARD Jean	1680	JALLET Marie	Non recensé en 1681	1731
LECOMTE, Jean	Île-de-France	St-Sulpice				
LEGUAY, Claude	Origine inconnue	PELLERIN Pierre				
LEHOT, Pierre	Normandie	Jésuites				

LELIEVRE, Mathurin	Poitou	LEBER Jacques	1676	JASSELIN Marguerite	Habitant en 1681	1683
LELORAIN	Origine inconnue	MIVILLE Pierre				
LEMAISTRE, Barthélemy	Origine inconnue	GERVAISE Jean				1681
LEMAISTRE, Antoine	Origine inconnue	DAUMONT Simon-François				
LEMARCHAND, Pierre	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
LEMERCIER, Pierre	Normandie	GUYON François	1669	LABBE J.		
LEMIEUX, Pierre	Canada	LEHOUX Jacques			Habitant en 1681	
LEMIEUX, Louis	Canada	JUCHEREAU Nicolas	1682	COTE Marie	Non recensé en 1681	1694
LEMIRE, Gabriel	Origine inconnue	RUETTE Denis Joseph				
LENFILE, Martin	Normandie	BISSOT François				
LEONNARD, Jean	Origine inconnue	BOURDON Jean				
LEPARC, Louis	Anjou	LEHOUX Jacques	1669	FLAMAND Nicole		
LEPICART, Pierre	Origine inconnue	DAUMONT Simon-François				
LEPOICTEVIN	Poitou	St-Sulpice				
LERENTE	Saintonge	MIGEON Jean-Baptiste	1672	ALTON Antoinette	Habitant 1681	1687
LEROY, Daniel	Origine inconnue	AMYOT Mathieu	ras			
LESCUYER, Antoine	Origine inconnue	TROTTIER Julien	1671	RABADY Anne	Habitant en 1681	1718
LESPINE, Marie	Aunis	GUYON Denis	1677	SAINT-VIVIEN		
LESUEUR, Antoine	Angoumois	GERVAISE Jean				
LETARDIF, Charle	Canada	COCHON Jean				
(LETARDIF), Guillaume	Canada	COCHON Jean	1679	DUBOIS Louise		
LEVASSEUR, Jean	Origine inconnue	PRIMONT Jean				
LISSET, Guillaume	Normandie	PELETIER Jean				
(LOISEAU) GRANDMICHE L, Jacques	Perche	GRIMARD Elie				
LONGAL, Nicolas	Origine inconnue	BOURDON Jean				
LOUVIGNEAU, Pierre	Origine inconnue	DAMOIRS Mathieu				
LUE, Zacharie	Normandie	CADORET Georges				
MAGNON, Simon	Origine inconnue	DUMAY André				
MAHEUST, Nicolas	Île-de-France	CHENAY Bertrand	1671	GUILLAUME Marie		1673
MAIN, Simon	Origine inconnue	Séminaire de Québec				

MALHERBEAU, Jean	Poitou	GAUDRY Nicolas	1673	RAVEAU Marie	Habitant en 1681	1710
MARCHAND, Jean	Aunis	COUILLARD Louis	1681	AYOTTE Marie	Charpentier en 1681	1708
MAROTTE, Jacques	Origine inconnue	LEMOINE Jean				
MARTIN, Cyprien	Origine inconnue	VEZINA Jacques				
MARTIN, Pierre	Poitou	GUYON Simon	1670	BUOT Marie	Habitant en 1681	1702
MARTIN, Jean	Origine inconnue	FOURNIER Guillaume				
MARTINEAU, Jacques	Poitou	GIFFARD Robert				
MAVILLE, Julien	Origine inconnue	ANCEAU Benjamin	ras			
MAYNY, Etienne	Normandie	VAUQUELIN Jacques	1671		Habitant en 1681	1693
(MERBEUF), Vincent	Origine inconnue	DANDONNEAU Pierre				
MERCEREAU, Pierre	Poitou	BOURDON Jean	1678	DANDONNEAU Marie	Habitant charpentier en 1681	1714
MERLIN, Noel	Île-de-France	RUETTE Denis Joseph			Domestique en 1681	1703
MESNARD, Jean	Origine inconnue	HEBERT Marie				
MESNARD, Gilles	Touraine	Jésuites			Donné aux jésuites en 1681	1690
(METAYER) LARIVIERE, Jean	Origine inconnue	PELLETIER Michel				
MEUSNIER, Julien	Aunis	NONY Pasquier	1670	FROC Louise	Habitant en 1681	1731
MEUSNIER, Pierre	Origine inconnue	Jésuites				1703
MEZEREAU, Noel	Origine inconnue	BELANGER François				
MICHEL, Olivier	Aunis	COCHON Jean	1671	COCHON Marie	Habitant en 1681	1699
MIGNEAU, Marie	Canada	CLOUTIER Charles	1674	PELLETIER Noël		
MILLYE, Nicolas	Poitou	GELINAS Etienne	1668	LESDILE Michelle	Habitant en 1681	
MODET, François	Aunis	ROULOIS Michel				
MOINAY, Jean	Poitou	SEIGNEURET Etienne	1678	LABIERE Jeanne	Habitant en 1681	1701
MOITIE, Catherine	Aunis	LEMOINE Charles	1667	VIGER Desire		1727
MOQUIN, Mathurin	Maine-et-Loire	Hôtel-dieu	1672	BEAUJEAN Suzanne	Habitant en 1681	
MOREAU	Origine inconnue	BAUDREAU Urbain				
MOREAU, François	Origine inconnue	St-Sulpice				
MOREAU, Michel	Origine inconnue	St-Sulpice				1679
MORET, Pierre	Portugal	Ursulines				1693
MORIE, Pierre	Angoumois	GUYON François	1677	VALET Suzanne	Habitant en 1681	

MORIN, André	Poitou	MARTIN Anne	1670	MOREAU Marguerite	Habitant en 1681	1710
MORNI, François	Origine inconnue	PROVENCHER Sébastien				
MOUDOU, Aubin	Anjou	MISERE René	1676	PROVENCHER Marie	Non recensé en 1681	1715
NEAU, François	Anjou	CHENAY Bertrand	1676	JOBIDON Marguerite		1709
NEPVEU, Pierre	Aunis	BERNIER Jacques	1670	LEVIEUX Claire		HQ
NEPVEU, Suzanne	Canada	PELLETIER Jean	1670	POT Nicolas		1727
NOEL, François	Poitou	ROY Jacques	1669	LEGRAND Nicole	Habitant en 1681	1725
(NOIRRARD), René	Origine inconnue	MOYEN Elisabeth				
(NOIRRARD), René	Origine inconnue	MOYEN Elisabeth				
NUEMENT, Robert	Origine inconnue	ARCHAMBAULT Laurent	ras			
OUDET, François	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
UDIN, René	Île-de-France	Séminaire de Québec	1675	MALET Marie	Non recensé en 1681	
OURY, Jean	Origine inconnue	Séminaire de Québec				
(OZANNE), Nicolas	Normandie	HEURTEBIZE Marin	1680	LHOMME Marie	Habitant 1681	1689
PACOS, Jean	Origine inconnue	GOSSELIN Gabriel				
PACQUET, Pierre	Aunis	PICARD Jean	1668	CAILLE	Habitant en 1681	
PALARDY, Louis	Poitou	Jésuites				
PARISIS	Origine inconnue	LANDERON Etienne				
PASTE, Jean	Origine inconnue	DURAND Jean				
PATRY, André	Poitou	HALAY Jean-Baptiste	1675	CARTOIS Henriette	Habitant en 1681	1697
PELLETIER, Pierre	Poitou	HIEREMIE Noël	1671	LOUCHET Françoise	Habitant en 1681	1694
PERARD, François	Origine inconnue	LENEUF Michel				
PEROT, Pierre	Origine inconnue	BISSOT François				
PERROT, Nicolas	Bourgogne	St-Sulpice	1671	RACLOS Madeleine	Habitant en 1681	1717
PEZEAU, Jean	Origine inconnue	JUCHEREAU Nicolas				
PICHART, Michel	Normandie	LEGARDEUR Pierre				
PILLET, André	Touraine	St-Sulpice				HQ
PILLET, François	Saintonge	BOURBEAU Elie	1671	LOISELLE Françoise	Habitant en 1681	1688
PINAUD, Jean	Aunis	PELLETIER Etienne				
PITON, Jean	Origine inconnue	CUSSON Jean				
PLESSIS, Isaac	Origine inconnue	SEIGNEURET Etienne				
POLIQVIN, Jean	Bretagne	Séminaire de Québec	1671	ADAM Anne	Maçon Habitant en 1681	1721
POSE, Jacques	Aunis	BECQUET François	1678	JOBIDON Marie		1709
POT, Nicolas	Normandie	LANGEVIN Mathurin	1670	PINEL Suzanne	Habitant en 1681	1691
POTTEREL, Pierre	Origine inconnue	Jésuites				
POUJAU, Antoine	Angoumois	BOUCHER François				

POUPART, Pierre	Origine inconnue	GAGNON Pierre				
POUPART, Pierre	Île-de-France	LEMOINE Jacques	1688	FONTAINE Marguerite	Non recensé en 1681	1699
POUTOUNE, Gervais	Origine inconnue	Jésuites				
PRESSEAU, Louis	Aunis	BLANCHON Etienne				
PREVOST, Pierre	Saintonge	Ursulines				
PROU, Jean	Anjou	COUILLARD Louis	1673	FOURNIER Jacqueline	Habitant en 1681	1703
PUTIN, Jean	Île-de-France	Hôtel-Dieu				
QUARTIER, Pierre	Normandie	PELLETIER Nicolas	1675	GAUTHIER Catherine	Habitant en 1681	1712
QUESNEL, Michel	Origine inconnue	ROGER Charles				
RAGUENEAU, Nicolas	Poitou	Jésuites	1681	LAGRANGE Jacqueline	Domestique en 1681	1688
RATIER, Jean	Saintonge	GODEFROY Jean	1672	LARIVIERE Marie	Maître des hautes œuvres en 1681	1703
REBOURS, Pierre	Normandie	St-Sulpice				1677
RECHEAU, Isaac	Origine inconnue	RENAULT Vincent				
RECOQUILLE, Pierre	Origine inconnue	GIFFARD Robert				
REGNAULT, Joseph	Poitou	HUOT Nicolas	1680	LEHOUX Marie	Habitant 1681	
RENAULT, Guillaume	Normandie	CHARTIER Louis	1668	LAMARE Marie	Habitant en 1681	1709
(RENOU), François	Anjou	POURNIN Marie				
RENOUS, Jean	Maine	GATEAU Jean				1689
(RICARD), Jean	Origine inconnue	GAMELIN Michel				
RICHARD, Pierre	Saintonge	CHENAY Bertrand	1670	EVIN Marie	Habitant en 1681	1709
RICHER, René	Origine inconnue	CHARTIER Louis				
ROBERGE, Denis	Normandie	Séminaire de Québec	1676	AUBERT Geneviève	Recensé en 1681	1709
ROBERT, Jean	Origine inconnue	Hôtel-dieu				
ROBIN, François	Origine inconnue	St-Sulpice				1669
ROLLAND, Pierre	Saintonge	CHENAY Bertrand				
ROLLANDIN, Mathieu	Poitou	SOUMANDE Pierre				
ROUSSEAU, René	Aunis	Jésuites				
ROUSSEAU, Jacques	Aunis	PELLETIER Jean	1677	GILBAULT Marguerite	Habitant en 1681	1711
ROUX, Jean	Normandie	PIGEON Pierre	1671	GOGUET Marie	Cordonnier habitant en 1681	
ROY, Mathurin	Origine inconnue	Séminaire de Québec			Maçon habitant en 1681	
ROY, Jean	Touraine	St-Sulpice	1672	DUMAIS Marie	Habitant en 1681	
ROY, Jean	Poitou	Hôtel-dieu	1676	RICHECOURT Jeanne	Charpentier et habitant en 1681	1719

SAILLOT, Adrien	Origine inconnue	AMYOT Mathieu	1679	BARETTE Catherine		HQ
(SAMSON), Gabriel	Normandie	LAMBERT Eustache				
SANSON, Pierre	Origine inconnue	DEBERMAN Claude				
SASSEVILLE, Pierre	Normandie	LEVASSEUR Louis	1670	SEIGNEUR Marie	Non recensé en 1681	
SAUVAGEOT, Claude	Touraine	HEBERT Jean	1669	LEGENDRE Jeanne	Habitant en 1681	
SAVARIA, Jacques	Aunis	GIROU Toussaint	1672	LACROIX Suzanne	Habitant en 1681	1724
SEMAN, Jean	Origine inconnue	CHARTIER Louis				
SENART, Robert	Normandie	Jésuites	1669	HATANVILLE Marie		1670
SENECAL, Jean	Normandie	DAILLEBOUST Chales	1672	DESCENE Marguerite	Habitant en 1681	1723
SICAR, Pierre	Angoumois	FILION Michel			Domestique en 1681	1687
SINADIER, Louis	Poitou	GOSSELIN Gabriel	1669	OLIVIER Agnès	Habitant en 1681	1721
SORILLET, Jean	Origine inconnue	St-Sulpice				
STAUBIN, Adrien	Normandie	LEMOINE Charles	1680	BELOIS Jeanne	Habitant en 1681	
STPIERRE, Adrien	Normandie	CLOUTIER Charles	1679	FONTAINE Marie	Habitant en 1681	
TALON, Lucien	Picardie	BOURDON Jean	1671	PLANTEAU Elisabeth	Habitant en 1681	HQ
(TALUA), Julien	Bretagne	LEMOINE Charles				
TARDINET, François	Origine inconnue	St-Sulpice				
TESSIER, Marc	Poitou	Hôtel-dieu	1668	LEDOUX Jacquette	Habitant en 1681	1709
TESSIER, Jacques	Bretagne	NONY Pasquier				
THAMIN, Charles	Origine inconnue	Hôtel-dieu				1670
THEVENOT, Jean	Origine inconnue	St-Sulpice				
THIBAUT, François	Aunis	PARE Robert	1670	LEFEBVRE Elisabeth	Habitant en 1681	1724
THUILLIER, Jacques	Origine inconnue	St-Sulpice	1669	BERNARD Jeanne	Habitant en 1681	1710
(TOURMENT), François	Loiret	LEGARDEUR Charles				
TOURMIER, Jean	Origine inconnue	St-Sulpice				
TOURNEROCH E, Robert	Normandie	HOULE Louis	1676	TARGET Marie	Habitant en 1681	1722
TREVET, François	Origine inconnue	MARSOLLET Nicolas				
TURCOT, Jean	Poitou	LANDERON Etienne	1688	LAROSE Marie	Non recensé en 1681	1729
TURPOT, Pierre	Origine inconnue	BAZIRE Charles				
URBAN, Jean	Périgord	Ursulines				
VALIERE, Pierre	Saintonge	PARAN Pierre	1670	LAGUE Anne	Non recensé en 1681	
VALLADE, Guillaume	Aunis	JUCHEREAU Nicolas	1669	ASSELIN Françoise	Habitant en 1681	1717

VANAS, François	Normandie	CUSSON Jean	1671	FOURIER Jeanne	Habitant en 1681	1703
VANDET, René	Poitou	CHENAY Bertrand	1671	ARIOT Marie	Habitant en 1681	1702
VENNES, Jean	Origine inconnue	DESROCHES Jean	1646	MANSEAU Françoise	Habitant en 1681	1687
VERDON, Etienne	Origine inconnue	LEMOINE Charles				1668
VIARD, Noël	Origine inconnue	GAGNON Jean				
VIDELET, Gaspard	Languedoc	St-Sulpice				
VIGIER, Désire	Normandie	LEMOINE Charles	1667	MOITIE Catherine	Habitant en 1681	1688
VILLENAUD, Nicolas	Aunis	Hôtel-dieu				
VILLENEUFVE, Pierre	Saintonge	GADOIS Pierre			Domestique en 1681	1706
VOYSIN, Élie	Île-de-France	FILION Michel	1668	LARCHE Madeleine	Non recensé en 1681	
VREDON, Jean	Angoumois	LEBER Jacques	1672	RICHER Marguerite		
YVELIN, Guillaume	Origine inconnue	CHARLY André				
YVELIN, Pierre	Normandie	LEMIRE Jean	1673	DUCHEMIN Marie		1679

Sources : Recensements du Canada, *PRDH*, A. Lafontaine, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, chez l'Auteur, 1985 ; Id., *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1- Sources manuscrites

Toutes les sources manuscrites françaises qui suivent ont été consultées aux Archives nationales du Canada et du Québec à Montréal, sous leur version microfilmée ou en microfiches.

1-1 Archives Françaises

Archives nationales de Paris

Archives des colonies

Série A, Actes du pouvoir souverain

Volume 21 (1670-1760) : édits, ordonnances et arrêts concernant le Canada

Série C11 A. Correspondance générale, Canada

Volume 1 (1575-1660) : mémoires et documents divers

Volume 2 (1663-1667) : correspondance générale

Volume 125 (1632-1784) : documents divers

Archives départementales de Charente-Maritime

Titres de famille, État civil et notaires

Minutes du notaire Cherbonnier (1642-1666)

Minutes du notaire Demontreau (1659)

Minutes du notaire Labeville

Minutes du notaire Moreau

Minutes du notaire Savin (1651-1667)

Minutes du notaire Teuleron (1632-1680)

Minutes du notaire Teuleron (1636-1679) : pièces extraites de liasses

Minutes des notaires Rivière & Soulard (1668-1741)

1-2 Archives canadiennes

Archives nationales du Québec

Archives notariales :

Minutes du notaire A. Adhémar (1668-1714)

Minutes du notaire A. Adhémar (1674-1699)

Minutes du notaire Barrette dit Courville (1709-1710)

Minutes du notaire B. Basset dit Deslauriers (1657-1699)

Minutes du notaire C. Maugue (1677-1696)

Minutes du notaire R. Becquet (1665-1682)

Minutes du notaire L. Bermen (1647-1649)

Minutes du notaire S. Ameau dit Saint-Séverin (1652-1702)

Minutes du notaire J. Barbel (1703-1740)
 Minutes du notaire H. Bourguine (1685-1690)
 Minutes du notaire G. Audouart dit Saint-Germain (1634-1663)
 Minutes du notaire G. Rageot (1666-1691)
 Minutes du notaire T. Frérot de LaChesnaye (1669-1678)
 Minutes du notaire M. Fillion (1660-1688)
 Minutes du notaire P. Duquet de LaChesnaye (1663-1687)
 Minutes du notaire L. Chambalon (1692-1716)
 Minutes du notaire F. de Lacetière (1702-1728)
 Minutes du notaire F. Genaple de Bellefonds (1682-1709)
 Minutes du notaire J. –E Dubreuil (1708-1734)
 Minutes du notaire P. Vachon (1655-1693)
 Minutes du notaire P. Raimbault (1697-1727)
 Minutes du notaire C. Rageot de Saint-Luc (1695-1702)
 Minutes du notaire M. Lepailleur de la Ferté (1700-1714)
 Minutes du notaire J. Latouche (1664-1669)
 Minutes du notaire M. Tailhandier dit Labeaume (1699-1730)
 Minutes du notaire G. Roger (1694-1702)
 Minutes du notaire G. Tronquet (1643-1646)
 Minutes du notaire P. Rivet dit Cavelier (1707-1719)
 Minutes du notaire M. Roy de Châtellereault (1669-1708)
 Minutes du notaire J. Cusson (1669-1700)
 Minutes du notaire J. Lecomte (1668)
 Minutes du notaire J. –B Pottier (1686-1701)
 Minutes du notaire M. Piraube (1626-1645)
 Minutes du notaire J. –B Peuvret de Menu (1653-1659)
 Minutes du notaire M. Moreau (1681-1698)
 Minutes du notaire C. Herlin (1659-1663)
 Minutes du notaire J. Gloria (1663-1664)
 Minutes du notaire L. Laurent du Portail (1662-1663)
 Minutes du notaire G. de Larue (1664-1676)
 Minutes du notaire E. Jacob (1680-1726)
 Minutes du notaire J. Bardel (1703-1740)
 Minutes du notaire J. –B Pottier (1699-1711)
 Minutes du notaire P. Cabazie (1673-1693)
 Minutes du notaire C. Auber (1650-1693)

Archives judiciaires :

Prévôté de Québec (TL1)

Volume 1 : Registre civil du 2 novembre 1666 au 26 janvier 1668, 119 feuillets.
 Volume 2 : Registre civil du 27 janvier 1668 au 26 octobre 1668, 150 feuillets.
 Volume 3 : Registre civil du 30 octobre 1668 au 23 décembre 1670, 76 feuillets.
 Volume 4 : Registre civil du 9 janvier 1671 au 31 décembre 1671, 193 feuillets.
 Volume 5 : Registre civil du 14 janvier 1672 au 20 décembre 1672, 162 feuillets.
 Volume 6 : Registre civil de janvier 1673 au 19 décembre 1673, 157 feuillets.

- Volume 7 : Registre civil du 9 janvier 1674 au 8 janvier 1675, 135 feuillets.
- Volume 8 : Registre civil du 15 janvier 1675 au 20 décembre 1675, 136 feuillets.
- Volume 9 : Registre civil du 14 janvier 1676 au 24 décembre 1676, 122 feuillets.
- Volume 10 : Registre civil du 12 janvier 1677 au 14 décembre 1677, 137 feuillets.
- Volume 11 : Registre du grand criminel de 1677 à 1678, 53 feuillets.
- Volume 12 : Registre civil du 14 janvier 1678 au 23 décembre 1678, 161 feuillets.
- Volume 13 : Registre du petit criminel du 26 mars 1678 au 19 août 1686, 48 feuillets.
- Volume 14 : Registre civil du 10 janvier 1679 au 5 janvier 1680, 172 feuillets.
- Volume 15 : Registre civil du 9 janvier 1680 au 24 décembre 1680, 236 feuillets.
- Volume 16 : Registre civil du 7 janvier 1681 au 23 décembre 1681, 141 feuillets.
- Volume 17 : Registre civil du 3 janvier 1682 au 22 décembre 1682, 110 feuillets.
- Volume 18 : Registre civil de janvier au 22 décembre 1683. 112 feuillets. De janvier au 23 décembre 1687. 79 feuillets.
- Volume 19 - Registre des licitations. Une pièce de la juridiction de Trois-Rivières du 3 juillet 1684. 24 feuillets.
- Volume 20 - Registre civil du 3 janvier au 23 décembre 1684. 62 feuillets.
- Volume 21 - Registre civil du 9 au 12 janvier 1685 et du 23 juin au 22 décembre 1685. 72 feuillets.
- Volume 22 - Registre civil du 8 janvier au 4 décembre 1686. 120 feuillets. Du 16 janvier au 22 juin 1685. 37 feuillets. Le 12 juin 1683. 1 feuillets. Début novembre *circa* 1690. 1 feuillets.
- Volume 23 - Petit criminel du 19 septembre 1687 au 30 mai 1693. 13 feuillets.
- Volume 24 - Documents épars du 18 juillet 1685 au 18 avril 1758. 62 feuillets. Ce volume contient des informations au criminel, des inventaires de pièces produites et des séances civiles.
- Volume 25 - Registre civil de janvier au 23 décembre 1688. 119 feuillets.
- Volume 26 - Registre civil de janvier au 24 décembre 1689. 141 feuillets.
- Volume 27 - Registre civil du 10 janvier au 22 décembre 1690. 130 feuillets.
- Volume 28 - Registre civil du 9 janvier au 22 décembre 1691. 211 feuillets.
- Volume 29 - Pièces concernant l'inventaire de biens de Léonard Hazeur, mars 1691. 30 feuillets.
- Volume 30 - Registre civil du 8 janvier au 25 juin 1692 et du 10 octobre au 31 décembre 1692. 111 feuillets.
- Volume 31 - Registre civil du 27 juin au 10 octobre 1692. 66 feuillets. Du 13 janvier au 28 décembre 1693. 162 feuillets. Du 17 janvier au 31 décembre 1699. 107 feuillets.
- Volume 32 - Registre des oppositions et déclarations faites au greffe du 3 juin 1681 au 13 octobre 1696. 46 feuillets.
- Volume 33 - Registre civil du 7 janvier au 28 décembre 1694. 149 feuillets.
- Volume 34 - Registre civil du 11 janvier au 23 décembre 1695. 139 feuillets.
- Volume 35 - Registre civil du 10 janvier au 18 décembre 1696. 147 feuillets.
- Volume 36 - Registre civil du 8 janvier au 17 décembre 1697. 108 feuillets.
- Volume 37 - Registre civil du 7 janvier au 23 décembre 1698. 113 feuillets.
- Volume 38 - Registre civil du 12 janvier 1700 et du 12 mars au 28 septembre 1700. 75 feuillets.
- Volume 39 - Registre civil du 11 janvier au 2 juillet 1701. 79 feuillets.
- Volume 40 - Registre civil de janvier au 12 décembre 1702. 155 feuillets.
- Volume 41 - Registre civil du 2 juin 1703 au 18 janvier 1704. 179 feuillets.

Volume 42 - Registre des dépôts, oppositions et déclarations faits au greffe du 2 août 1703 au 23 février 1707. 29 feuillets.
Volume 43 - Petit et Grand criminel du 23 août 1703 au 7 août 1708. 20 feuillets.
Volume 44 - Petit criminel du 21 août 1703 au 18 novembre 1707. 26 feuillets dont 8 seulement ont servi.
Volume 45 - Registre civil du 26 janvier au 27 mai 1704. 94 feuillets.
Volume 46 - Registre des déclarations, protestations et oppositions faites au greffe du 12 novembre 1704 au 24 mai 1707. 34 feuillets.
Volume 47 - Registre civil du 10 janvier au 22 décembre 1705. 213 feuillets. Du 12 janvier au 24 décembre 1706. 224 feuillets.
Volume 48 - Registre civil du 11 janvier au 20 septembre 1707. 161 feuillets.
Volume 49 - Registre civil du 8 janvier 1709 au 24 janvier 1710. 94 feuillets.
Volume 50 - Registre des déclarations et protestations faites au greffe du 13 janvier 1713 au 16 février 1714. 44 feuillets.

Pièces détachée – Unités 1 (1666) à 27 (1710)

Bailliage de Montréal (TL2) – 1644-1693

Registre d'audience 20 (1665-1682)
Registre d'audience 21 (1682-1687)
Registre d'audience 22 (1685)
Registre d'audience 23 (1687-1690)
Registre d'audience 24 (1690-1693)
Registre d'audience 25 (1693)

Pièces détachées – Unités 1 (1644-1669) à 18 (1693)

Juridiction royale de Montréal (TL4)

Registre d'audience 1693-1698 (indexé)
Registre d'audience 1698-1702 (indexé)
Registre d'audience 1702-1709 (non indexé)
Registre d'audience 1709-1713 (non indexé)

Pièces détachées – Unités 1 (1693) à 23 (1710)

Juridiction royale de Trois-Rivières (TL3)

Registre d'audience 1 à 7

Archives des institutions religieuses

Congrégation Notre-Dame de Montréal

Cahier n°7 – 630-010-7

- Dépense faite pour notre Église depuis le mois de décembre 1693 jusqu'au mois de septembre 1695
- Dépense faite pour les bâtiments de la Pointe-Saint-Charles depuis le mois de janvier 1694
- Dépense faite pour la maison de la Pointe-Saint-Charles depuis le mois de janvier 1695 jusqu'au dernier jour de décembre de la même année
- État de la dépense faite pour le petit bâtiment du Chœur proche notre Église fait en l'année 1699.
- État de la dépense que notre Communauté a faite pour notre grange de Verdun depuis le 1^{er} de mai 1706 que la première pierre fut posée jusqu'à la fin d'octobre suivant
- État de la dépense que la Communauté a faite pour notre bâtiment situé sur la rue Notre-Dame qui sert de boulangerie, de chambre pour les engagés et une autre petite chambre pour un pensionnaire.

Documents divers

- CC 5577 : Congrégation Notre-Dame de Québec et Château-Richer
- CC 5645 : Documents détruits par l'incendie de 1683
- CC 5713 : Index de document 1689-1897
- CO 1332 : Registre des comptes et dépenses
- CO 1211 : Registre des dépense 1694-1863
- CC 5680 : Inventaire de la maison à la Pointe-Saint-Charles
- CC 5325 : État de la dépense à la Pointe-Saint-Charles
- CO 1213 : Registre des dépenses 1694-1863
- CO 1216 : Registre des dépenses 1694-1863

Hôtel-Dieu de Québec – Les Augustines

- Registre des malades de l'Hôtel-Dieu (1689-1698) – F5-G1, 2/1
- Registre des malades de l'Hôtel-Dieu (1698-1709) – F5-G1, 2/2
- Abrégé des dépenses et recettes (1664-1727), F5-D2, 1/1
- Dépenses et recettes de l'Hôtel-Dieu, relevé mensuel (1681-1732), F5-D2, 1/2.

Séminaire de Québec

Livres de comptes de l'institution :

- C2, Grand Livre : 1674-1687
- C4, Grand livre : 1688-1700
- C5, Grand Livre : 1701-1723
- C6, Grand Livre – Auxiliaire : 1712-1724
- C12, Grand Livre : 1705-1711

Documents divers :

- *Ordre quil faut garder pour le temporel du Séminaire*, SME 1/1/61
- *Règles communes pour les Domestiques & Engagés Du Séminaire*, 1686, SME 1/95/31
- *Ordre journalier pour les domestiques*, 1686, SME 1/95/32
- *Ordre Journalier pour les Domestiques engagés du Séminaire*, SME 1/95/32a
- *Ordre de l'employ de la journée*, 1689, SME 1/95/33
- *Règles communes pour les Domestiques et Engagez du Séminaire*, 1689, SME 1/95/33
- *Règlements qui concernent les directions du Séminaire*, SME 1/95/5
- *Ordre de l'employ de la journée*, SME 1/95/5a
- *Diverses vues sur l'Etat du Séminaire – Moyens d'acquiter les deptes*, SME 4/5/19
- *Estat des debtes deubs a l'Isle Jesus*, 1675, SME Polygraphie 19 n°63
- *Estat de la depense faite a L'Isle Jesus en 1706*, SME, 5/40/71E
- *Engagements de serviteurs du Séminaire de Québec*, MS-435

2- Sources imprimées et informatisées

- AUDIGER, *La maison réglée et l'art de diriger la maison d'un grand seigneur et autre, tant à la ville qu'à la campagne, et le devoir de tous les Officiers, et autres domestiques en général*, Paris, 1692.
- BOUCHER, Pierre, *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France vulgairement dite le Canada*, Paris, Florentin Lambert, 1664, 168p.
- CHARBONNEAU, Hubert et Jacques LEGARE (dir.), *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et recensements du Québec ancien*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, tranche 17^e siècle, vol.1 à 7, 1980, 4116p ; tranche 1700-1729, vol.8 à 17, 1981, 5938p ; tranche 1730-1749, vol.18 à 30, 1983 à 1985, 8177p.
- FLEURY, Claude, « Les devoirs des maîtres et des domestiques » (1688) dans M. Aimé Martin, *Œuvres de l'abbé Fleury concernant Traité de choix et de la méthode des études, Mœurs des israélites et des chrétiens, Discours sur l'histoire ecclésiastique, Grand catéchisme historique, Histoire du droit français, etc. pour faire suite aux œuvres de Fénelon ; précédées d'un essai sur la vie et les ouvrages de l'abbé Fleury*, Paris, Charles Delagrave, 1884, 630p.
- JUCHEREAU de Saint-Ignace, J.F., *Les Annales de l'Hôtel-Dieu de Québec, 1636-1716*, Québec, Hôtel-Dieu de Québec, 1939.
- *Jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France*. Québec, A. Côté, 1885-1891.
- LAFONTAINE, André, *Recensements annotés de la Nouvelle-France, 1666 et 1667*, Sherbrooke, chez l'Auteur, 1985, 414p.
- LAFONTAINE, André, *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*, Sherbrooke, 1983, 376p.
- PERRON, Guy, *Prévôté de Québec*, t. 1 : Transcription des volumes 1 à 10 (registres civils), Longueuil, Éditions historiques et généalogiques Pépin, 2004, 5 tomes.
- Programme de recherche en démographie historique, *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et recensements du Québec ancien*, ouvrage publié sous la direction de Jacques LEGARE et Hubert CHARBONNEAU, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, tranche 17^e siècle, vol.1 à 7, 1980, 4116p ; tranche 1700-1729, vol.8 à 17, 1981, 5938p ; tranche 1730-1749, vol.18 à 30, 1983 à 1985, 8177p.
- SAUGRAIN, Claude-Marin, *Dictionnaire universel de la France ancienne et moderne et de la Nouvelle France traitant de tout ce qui y a rapport : soit géographie, étymologie, topographie, histoire, gouvernement ecclésiastique, civil & militaire, justice, finance, commerce ou curiosité : dans lequel on trouvera les noms, la situation et la description de toutes les provinces, rivières, villes, bourgs, villages, paroisses & communautés du royaume et sur chaque lieu le nombre des habitants, leurs mœurs, coutumes... & autres matières intéressantes*, Paris, Saugrain père, 1726, 3 vol.
- TROTTIER, Jean-Claude, *Prévôté de Québec, Transcription des registres 11 et 13, Grand criminel*, Montréal, Chez l'auteur, 1999, 2 vols.

3- Bibliographie

3-1 Instruments de référence

- BROWN, George W. (dir.), *Dictionnaire biographique du Canada, vol. 1 : de l'an 1000 à 1700, vol. 2 : de l'an 1701 à 1740*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1968-1969
- CHARBONNEAU, Hubert et André LAROSE, *Du manuscrit à l'ordinateur : dépouillement des registres paroissiaux aux fins de l'exploitation automatique*, Québec, Ministère des affaires culturelles, Archives nationales du Québec, 1980.
- JETTÉ, René, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec, des origines à 1730*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 1176p.
- TANGUAY, Cyprien, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, Montréal, 1871-1890, 7 vol.

3-2 Instruments de travail et de recherche imprimés et électroniques

3-2-1 Instruments imprimés

Conseil supérieur ou souverain

- Archives nationales, *Inventaire analytique des concessions et arrêts du Conseil d'État du Roi*.
- Archives nationales, *Inventaire de registres divers et pièces détachés du Conseil supérieur*, 93p.
- DROULIER, S., *Répertoire numérique détaillé de la série Dossier du fonds Conseil Supérieur, 1663-1759*, 110p
- ROY, Pierre Georges, *Index des jugements et délibérations du Conseil Souverain de 1663 à 1716*, Québec, 1940, 287p.
- ROY, Pierre Georges, *Inventaire des insinuations du Conseil souverain de la Nouvelle-France*, Beauceville, l'Eclaireur, 1921, 2 vol., 324p.
- ROY, Pierre Georges, *Inventaire des jugements et délibérations du Conseil supérieur de la Nouvelle-France de 1717 à 1760*, Beauceville, L'Eclaireur, 1932-1935, 7 vols.
- ROY, Pierre Georges, *Ordonnances, Commissions, etc, etc des Gouverneurs et Intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, Beauceville, L'Eclaireur, 1924, 2 vols.
- ROY, Pierre George, *Inventaire des ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France*, Beauceville, L'Eclaireur, 1919, 4 vols.

Bailliage de Montréal

- HOLZL, Joe F., *Les « Dossiers » de la juridiction royale de Montréal : index alphabétique des noms cités*, Archives Nationales du Québec, Montréal, 2000.

Prévôté de Québec

- Archives nationales, *Inventaire chronologique des registres de la Prévôté de Québec*.
- Archives nationales, *Inventaire des registres de la Prévôté de Québec selon l'ordre onomastique*, 6500p.
- LABRECQUE, Lucille, *Inventaire analytique du registre 2 de la Prévôté de Québec (27/01/1668 au 26/10/1668)*.
- LABRECQUE, M., *Inventaire analytique des registres 3 et 4 de la Prévôté de Québec*, 999p.
- LETOURNEAU, H., *Inventaire de pièces détachées de la prévôté de Québec*, 1971, 2t., 361p. (également dans la RANQ 1971, tome 49).
- MATHIEU, Jacques, *Inventaire analytique du premier registre de la Prévôté de Québec (2/11/1666 au 26/01/1668)*, 1969, 680p.
- ROY, Pierre-Georges, *Inventaire d'une collection de pièces judiciaires, notariales, etc, etc, conservées aux archives judiciaires de Québec (1638-...)*, Volume 1^{er}, Beauceville, la Compagnie de « L'Eclaireur » Editeur, 1917.

Juridiction royale de Trois-Rivières

- Archives nationales *Inventaire 1, 2 et 3 des registres originaux de la juridiction royale de Trois-Rivières, 13 mars 1655 au 27 juillet 1679* - [S.l., s.n., s.d.], 99999 pages, Microfiche 400329.
- Archives nationales, *Inventaire des cours seigneuriales de Batiscan (TL7), Cap de la Magdeleine (TL6), Champlain (TL403), Trois-Rivières; de la juridiction royale de Trois-Rivières (TL3); et de la chambre des milices du district de Champlain (TL13)*, 1998, Microfiche 400320.
- FORGET, P., *Relevé partiel des audiences tenues par P. Boucher et Maurice Poulain à la Cour de Trois-Rivières, 1655-1663*, 13p.
- LABRECQUE, Lucile, « Inventaire des pièces détachées de Cours de justice de la Nouvelle-France, 1638-1760 », RANQ, tome 49 (1971).

Archives notariales : Études sur quelques fonds d'archives

- ALLAIRE, Gratien, « Les engagements pour la traite des fourrures : évaluation de la documentation », RHAF, 1980, vol.34, n°1, p.3-26.
- ARSENAULT, Pauline, « Les archives notariales de La Rochelle, une chronique de la Nouvelle-France », Gnomon, 1990, n°74, p.55-61.

- CAHINGT, H., « Les registres du tabellionnage de Dieppe et les Antilles », *Revue historique des Antilles*, n°5, 1930.

3-2-2 Instruments électroniques

- Archives Canada-France, *Banque de données des archives françaises concernant le Canada* (moteur de recherche) : <http://bd.archivescanadafrance.org/acf/>
- Archives nationales du Canada et Bibliothèque nationale du Canada, *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* : <http://www.biographi.ca/FR/>
- Archives nationales du Canada, *ArchiviaNet recherche en ligne* : www.collectionscanada.ca/archivianet/index-f.html
- ARTFL Project, University of Chicago et PhiloLogic Software, *Dictionnaires d'autrefois. French dictionaries of the 17th, 18th, 19th and 20th centuries* : <http://portail.atilf.fr/dictionnaires/index.htm>
- Bibliothèque nationale du Canada (moteur de recherche Amicus) : <http://www.collectionscanada.ca/amicus/index-f.html>
- Bibliothèque nationale du Canada et Patrimoine canadien, Institut canadien de microreproductions historiques, *Notre mémoire en ligne* : www.canadiana.org
- Fédération québécoise des sociétés de généalogie. *Fichier Origine* (en ligne) : <http://www.fichierorigine.com>
- Société Archiv-Histo, CD-Rom CHRONICA-I, *Jugements et délibérations du Conseil Souverain, 1663-1716* (transcription intégrale), 6 vol.
- Société Archiv-Histo, CD-Rom CHRONICA-II, *Jugements et délibérations du Conseil Supérieur de la Nouvelle-France, 1717-1760* (index sommaire), 7 vol., *Inventaire d'une collection de pièces judiciaires et notariales*, 2 vol.
- Société Archiv-Histo, CD-Rom CHRONICA-III, *Collection de manuscrits relatifs à la Nouvelle-France* (transcription intégrale), *Documents relatifs à la Nouvelle-France, Ordonnances, commissions, gouverneurs et intendants, 1639-1706*, 2 vol., *Inventaires des ordonnances des intendants*, 4 vol.
- Société Archiv-Histo, CD-Rom PARCHEMIN (actes des notaires de la Nouvelle-France, description sommaire).
- Université de Montréal. *Programme de recherches en démographie historique (PRDH) : Répertoire des actes de baptême, mariage et sépulture du Québec ancien*, deux CD-Rom ou en ligne : <http://www.genealogie.umontreal.ca/fr/main.htm>

- *America : History and life*

Histoire du Canada et des États-Unis. Bibliographie : articles de périodiques, compte-rendus de livres, thèses. 1982-...

- *Amérique française*

Histoire du Québec et du Canada français depuis Jacques Cartier, Civilisation. Bibliographie : articles de périodiques. En plus des références à des articles de périodiques, cette base comprend des données biographiques qui incluent parfois le texte intégral ainsi que des guides et un index. XVI^e siècle à nos jours.

- *Dissertation Abstracts*

Base multidisciplinaire qui répertorie des thèses de doctorat ainsi qu'une sélection de mémoire de maîtrise des principales universités nord-américaines et étrangères. 1861-...

- *Fichier Central des thèses* : <http://www.fct.u-paris10.fr/>

Le Fichier Central des Thèses enregistre les sujets de thèses de doctorat en préparation dans les universités françaises et les établissements d'enseignement supérieur habilités à délivrer des doctorats dans les disciplines suivantes : Lettres, Sciences Humaines et Sociales, Droit, Science politique, Sciences économiques et de gestion. La centralisation nationale des thèses de doctorat permet aux étudiants et aux enseignants, et plus largement à l'ensemble de la communauté scientifique, d'avoir une connaissance aussi exacte que possible de l'état de la recherche dans une discipline, un domaine d'étude ainsi que sur un thème précis. En ce qui concerne les thèses soutenues, la consultation du site de l'ABES (Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur : <http://www.sudoc.abes.fr>) est vivement recommandée.

- *Francis* : Documentation en multilingue en sciences humaines, sociales et économiques...Bibliographie. Articles de périodiques. 1984-... Mise à jour mensuelle.
- *Historical Abstracts* : Histoire du monde incluant le Canada et les Etats-Unis. Bibliographie : articles de périodiques, Compte-rendus de livres et thèses. 1450-... ; mise à jour trimestrielle.
- *Global Books in Print* : Multidisciplinaire. Bibliographie des documents de langue anglaise actuellement disponibles sur le marché. Mise à jour mensuelle.
- *Repère* : Articles de périodiques de langue française portant sur divers sujets. 1980-... ; mise à jour quotidienne.

3-2-3 Bibliographie de l'histoire de France (classement chronologique)

- ALBERT-SAMUEL (C.), MOREAU (B.), POSTEL-LECOCQ (S.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour les années 1980 à 1989*, Paris, CNRS, Paris, 1981-1990.
- ALBERT-SAMUEL (C.), MOREAU (B.), POSTEL-LECOCQ (S.), KÉRIVEN (B.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour l'année 1990*, Paris, CNRS, Paris, 1991.
- ALBERT-SAMUEL (C.), MOREAU (B.), KÉRIVEN (B.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour les années 1991 à 1993*, Paris, CNRS, Paris, 1992-1994.

- ALBERT-SAMUEL (C.), KÉRIVEN (B.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour l'année 1994*, Paris, CNRS, Paris, 1995.
- SONNET (M.), KÉRIVEN (B.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour l'année 1995*, Paris, CNRS, Paris, 1996.
- SONNET (M.), KÉRIVEN (B.), GHIATI (C.), *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France pour les années 1996 et 1999*, Paris, CNRS, Paris, 1997-2000.

3-2-4 Bibliographie de l'histoire de l'Amérique française (classement chronologique)

- AUBIN (P.), « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1995**, vol. 48, no 3, p. 453-458.
- AUBIN (P.), « Bibliographie de l'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1994**, vol. 47, no 4, p. 580-609 ; vol. 48, no 1, p. 121-142 ; no 2, p. 283-300 ; **1992**, vol. 45, no 3, p. 473-500 ; no 4, p. 637-674 ; vol. 46, no 2, p. 377-391 ; **1991**, vol. 44, no 3, p. 459-495 ; no 4, p. 621-653 ; vol. 45, no 1, p. 133-167 ; vol. 45, no 2, p. 299-326 ; **1990**, vol. 43, no 3, p. 443-468 ; no 4, p. 601-630 ; vol. 44, no 1, p. 123-147 ; no 2, p. 289-326 ;
- AUBIN (P.), COTE (L.M.), *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1981-1985, tomes 1 et 2*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990.
- AUBIN (P.), LINTEAU (P.A.), « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1989**, no 3, p. 489-507 ; no 4, p. 641-669 ; vol. 43, no 1, p. 130-162 ; no 2, p. 283-306 ; **1988**, vol. 41, no 3, p. 460-490 ; no 4, p. 639-76 ; vol. 42, no 1, p. 131-51 ; **1987**, vol. 40, no 3, p. 457-87 ; no 4, p. 630-657 ; vol. 41, no 1, p. 113-137 ; no 2, p. 296-325 ; **1986**, vol. 39, no 3, p. 446-471 ; no 4, p. 614-641 ; vol. 40, no 1, p. 117-143 ; vol. 40, no 2, p. 305-325.
- CACCIA, Ivana et DILLON, Lisa L., « Bibliographie courante sur l'histoire de la population canadienne et la démographie historique du Canada, 1994-1998 », *Histoire sociale*, vol.32, n°63 (mai 1999), p.73-84.
- LANDRY, Yves, « Bibliographie courante sur l'histoire de la population canadienne et la démographie historique au Canada, 1989 », *Histoire sociale*, vol.23, n°46, novembre 1990, p.363-376.
- LANDRY, Yves, « Bibliographie courante sur l'histoire de la population canadienne et la démographie historique au Canada, 1990 », *Histoire sociale*, vol.22, n°44, novembre 1989, p.349-356.
- LANDRY, Yves, « Bibliographie courante sur l'histoire de la population canadienne et la démographie historique au Canada, 1987 », *Histoire sociale*, vol.21, n°42, novembre 1988, p.347-353.
- LANTHIER (P.), AUGER (J.F.), BOILY (C.), BREARD (J.), LEDOUX (S.), SWEENEY (R.) et ZWARICH (N.), « Bibliographie de l'histoire de l'Amérique Française », *RHAF*, **2001**, vol.54, n°4, p.616-621 ; n°3, p.486-491 ; n°2, p.324-334 ; n°1, p.162-172

- ROBERT (B.), « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1996**, vol. 49, no 3, p. 447-461 ; no 4, p. 605-614 ; **1995**, vol. 49, no 2, p. 305-315.
- ROUILLARD (J.), « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1995**, vol.48, no 4, p. 595-603 ; vol.49, no 1, p.115-142.
- ROUILLARD, Jacques, dir., *Guide d'histoire du Québec : du Régime français à nos jours : bibliographie commentée*, Montréal, Editions du Méridien, 1993, 354p.
- ROY (F.), AUGER (J.F.), BREARD (J.), LEDOUX (S.), SWEENEY (R.), « Bibliographie de l'histoire de l'Amérique Française », *RHAF*, **2000**, vol.53, n°4, p.638-650 ; n°3, p.455-466 ; **1999**, vol.53, n°2, p.313-322.
- ROY (F.), CHALIFOUX (J. -P.), AUGER (J.F.), BREARD (J.), LEDOUX (S.), SWEENEY (R.), « Bibliographie de l'histoire de l'Amérique Française », *RHAF*, **1999**, vol.53, n°1, p.161-167 ; vol.52, n°3, p.445-460, n°4, p.601-608.
- ROY (F.), CHALIFOUX (J. -P.), ROBITAILLE (J. -P.), « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française », *RHAF*, **1998**, vol. 52, no 1, p. 113-127 ; no 2, p. 285-296 ; vol. 51, no 3, p. 467-475 ; no 4, p. 609-623 ; **1997**, vol. 51, no 1, p.133-138 ; vol. 50, no 3, p. 489-503 ; no 4, p. 643-656.
- THWAITES, James Douglas et LEBLANC, André, *Le Monde du Travail au Québec: Bibliographie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995. [Burgess, Joanne, Labour [Canada] 1997 (39): 285-286.]

3-3 Histoire de la France et de ses dépendances coloniales

3-3-1 Études générales

- BERCE (Y. -M.), *Nouvelle histoire de la France moderne, t.3 :la naissance dramatique de l'absolutisme (1598-1661)*, Paris, Ed. du Seuil, 1992, 278p.
- BRAUDEL (F.) et LABROUSSE (E.), *Histoire économique et sociale de la France, Tome 1 : De 1450 à 1660*, Paris, PUF, 1977, 2 volumes.
- DUPÂQUIER (J.) et al., *Histoire de la population française, tome 2*, Paris, PUF, 1987.
- GOUBERT (P.), *L'ancien régime, tome 1 : La société ; tome 2 : Les pouvoirs*, Paris, Collection U, 1984.
- GOUBERT (P.), *Les paysans français au XVII^e siècle*, Paris, Hachette, 1994.
- MEYER (J.), *La France moderne de 1515 à 1789*, Paris, Fayard, 1985, 536p.
- MORICEAU (J. M.), *La Terre et les Paysans aux XVII^e et XVIII^e siècles : Guide d'histoire agraire*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, 1999.
- POUSSOU, Jean-Pierre, *La Terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, SEDES, 1999, 607p.

3-3-2 Études des mouvements migratoires en France

- BAYARD, Jean-Pierre, *Le compagnonnage en France*, Paris, Payot, 1977.
- CHÂTELAIN, Abel, *Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914 : histoire économique et sociale des migrants temporaires des campagnes françaises au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle*, Lille, Université de Lille, 1976, 2 vol.
- COORNAERT, Émile, *Les compagnonnages en France du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Éditions ouvrières, 1966.
- CORVISIER, André, « Service militaire et mobilité géographique au XVIII^e siècle », *Annales de démographie historique*, 1970, p.185-204.
- POITRINEAU, Abel, *Remues d'hommes. Les migrations montagnardes en France 17^e-18^e siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1983.
- POUSSOU, Jean-Pierre, « Les mouvements migratoires en France et à partir de la France de la fin du XV^e siècle au début du XIX^e siècle : approches pour une synthèse », *Annales de démographie historique*, Paris, Mouton & Cie, 1970, p.19-21

3-3-3 Études régionales

- CROIX, Alain, *L'âge d'or de la Bretagne (1532-1675)*, Rennes, Ouest France, 1993, 569p.
- DEBIEN, Gabriel, *En Haut-Poitou : défricheurs au travail, XV^e au XVIII^e siècles*, Paris, A. Colin, 1952.
- DEHERGNE, Joseph, *Le Bas-Poitou à la veille de la Révolution*, Paris, Fontenay-Le-Comte, 1963, 317p.
- DELAFOSSE (M.), *Histoire de La Rochelle*, Toulouse, Privat, 1985, 310p.
- JULIEN-LABRUYERE, François, *Paysans Charentais : Histoire des campagnes d'Aunis, Saintonge et bas Angoumois*, La Rochelle, Rupella, 1982.
- LEMARCHAND, Guy, *La fin du féodalisme dans le pays de Caux : conjoncture économique et démographique et structure sociale dans une région de grande culture de la crise du XVII^e siècle à la stabilisation de la Révolution : (1640-1795)*, Paris, Ed. du CTHS, 1989, 661p.
- LE GOFF, T.J.A., *Vannes et sa région : villes et campagnes dans la France du XVIII^e siècle*, Loudéac, Salmon, 1989, 396p.
- LEFEBVRE, Georges, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, Paris, A. Colin, 1972, 1014p.
- MAILLARD, Brigitte, *Les Campagnes de Touraine au XVIII^e siècle : étude d'histoire économique et sociale*, Rennes, Université de Rennes (thèse d'histoire), 1992, 500p.
- PAPY, Louis, *L'homme et la mer sur la côte atlantique de la Loire à la Gironde*, Bordeaux, Delmas, 1941, 527p.

- RAVEAU, Paul, *L'agriculture et les classes paysannes. La transformation de la propriété dans le Haut-Poitou au XVI^e siècle*, Paris, M. Rivière, 1926, 302p.
- SEE, Henri, *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*, Paris, Giard et Brière, 1906, 544p.
- PERET, Jacques, *Les paysans de Gâtine au XVIII^e siècle*, La Crèche, Geste éd., 1998, 285p.

3-3-4 Histoire coloniale

- ABENON, Lucien-René et DICKINSON, John A., *Les Français en Amérique : histoire d'une colonisation*, Lyon, Presses de l'Université de Lyon, 1993, 201p.
- BERENGER (J.), DURAND (Y.) et MEYER (J.), *Pionniers et Colons en Amérique du Nord*, Paris, Colin, 1975.
- CONTE, Arthur, *L'époque coloniale de la France*, Paris, Plon, 1992, 545p.
- CORNEVIN Robert et Marianne, *La France et les Français Outre-Mer*, Paris, Hachette, 1993, 514p.
- CREAGH, Ronald et CLARCK, John P., *Les Français des Etats-Unis : d'hier à aujourd'hui. Actes du premier colloque international des Français aux Etats-Unis*, Montpellier, Ed. Espaces 34, 1994, 420p.
- MEYER, Jean, *L'Europe et la conquête du monde, XVI^e et XVIII^e siècles*, Paris, Colin, 1990, 367p.
- MEYER (J.), TARRADE (J.), REY-GOLDZEIGUER (A.) et THOBIE (J.), *Histoire de la France coloniale des origines à 1914*, Paris, A. Colin, 1991, 846p.
- PLUCHON, Pierre, *Histoire de la colonisation française. T.1 : le premier empire colonial, des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 2001, 1114p.
- POUSSOU, Jean-Pierre, BONNICHON, Philippe et HUETZ DE LEMPS, Xavier, *Espaces coloniaux et espaces maritimes au XVIII^e siècle*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1998, 368p.
- PRITCHARD, James, *In Search of Empire. The French in the Americas, 1670-1730*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 484p.
- *Proceedings of the XIIth Meeting of the French colonial historical Society, Ste-Geneviève, mai 1986*, Boucher et Courville, 1988, 162p.
- VILLIERS, Patrick et DUTEIL Jean-Pierre, *L'Europe, la mer et les colonies, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, Hachette, 1997, 256p.

3-3-5 La Louisiane française

- ALLAIN, Mathé, « French emigration policies : Louisiana, 1699-1715 », *Proceedings of the 4th Meeting of the French colonial historic Society, Oxford (Mississippi) 1978*, 1979, p.47-56.

- ALLAIN, Mathé, « *Not worth a straw* », *French colonial policy and the early years of Louisiana*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, 1989, 190p.
- CONRAD, Glenn R., « *Emigration forcée : a French attempt to populate Louisiana, 1716-1720* », *Proceedings of the 4th Meeting of the French colonial historic Society, Oxford (Mississippi) 1978, 1979*, p.57-66.
- GLENN R. Conrad, *The french experience in Louisiana*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, University of Southwestern Louisiana, 1995, 666p.
- LUGAN, Bernard, *Histoire de la Louisiane française*, Paris, Perrin, 1994, 274p.
- WOOD, Gregory A., *The French presence in Maryland, 1524-1800*, Baltimore, Gateway Press, 1978, 234p.
- ZITOMERSKY, Joseph, *French Americans, Native Americans in XVIIIth-century French colonial Louisiana. The population geography of the Illinois Indians, 1670s-1760s. The form and function of French century*, Lund, Lund University Press, 1994, 412p.

3-3-6 Les Antilles françaises

- « Liste des engagements à Nantes vers les îles d'Amérique des personnes originaires du Maine-Perche de 1690 à 1734 », *Bordager*, 1989, n°12, p.21-22.
- ABENON, Lucien, *La Guadeloupe, de 1671 à 1759 : étude politique, économique et sociale*, Paris, L'Harmattan, 1987, 2 vols.
- BARDIN, Pierre, « Engagements pour « les Isles » en 1669 », *Généal. Hist. Caraïbe*, 1999, n°119, p.2654-2655.
- BUTEL, Paul, *Les Caraïbes au temps des flibustiers, XVI^e-XVII^e siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, 304p.
- CHAULEAU, Liliane, *Dans les îles du vent, la Martinique, XVII^e-XIX^e siècles*, Paris, l'Harmattan, 1993, 303p.
- COTTIAS, Myriam, « L'engagement des Blancs aux Antilles », *Revue de la Bibliothèque nationale*, 1991, n°39, p.32-36.
- DEBIEN, Gabriel, « Les engagés des Antilles au travail », *Bulletin de la société historique de Guadeloupe*, 1983, n°55, p.3-14.
- DEBIEN, Gabriel, « La société coloniale aux XVII^e et XVIII^e siècles : les engagés pour les Antilles (1634-1715) », *Revue d'histoire des colonies*, vol.38, 1951.
- DOUCET, Louis, *Quand les Français cherchaient fortune aux Caraïbes*, Paris, Fayard, 1981, 294p.
- DUMONT, Jean-Christian, « Esclavage blanc, esclavage noir », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 1988, n°2, p.173-194.
- GABET Camille : « Les engagements de colons au départ de Rochefort-sur-Mer sous Louis XIV », *Revue de la Saintonge et de l'Aunis*, 1983, t.9, p.61-64.

- HUETZ DE LEMPS, Christian, « Engagement et engagés au XVIII^e siècle », *Commerce et plantation dans la Caraïbe, XVIII^e et XIX^e siècles*, 1992, p ;65-70.
- HUETZ DE LEMPS, Christian, « Les engagés au départ de Bordeaux », *L'Atlantique et ses Rivages, 1500-1800, Colloque, Bordeaux 1983, Association des historiens modernistes de l'université*, 1984, n°8, p.133-154.
- HUETZ DE LEMPS, Christian, *Géographie du commerce de Bordeaux à la fin du règne de Louis XIV*, Paris, Mouton, 1975, 661p.
- LE BER, Joseph, « Dieppe, port colonial au XVII^e siècle : à propos des Dieppois à la conquête de la Guyane et des Antilles », *Connaissance de Dieppe*, 1997, a. 13, n°152, p.11-12.
- LE BER, Joseph, « Les Dieppois à l'île de Saint-Christophe », *Connaissance de Dieppe*, 1997, a. 13, n°153, p.19-20.
- LE BER, Joseph, « Les Dieppois et la Martinique au XVII^e siècle », *Connaissance de Dieppe*, 1997, a. 13, n°154, p.15-16
- LORE, Françoise, *Les engagements à Nantes vers les îles d'Amérique de 1690 à 1734*, Saint-Herblain, chez l'Auteur, 2, impasse de la Blanche, 1987, 103p.
- MAURO, Frédéric, « French indentured servants for America, 1500-1800 », *Colonialism and Migration*, 1986.
- MEYER, Jean, « La France et les Antilles aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Rochefort et la mer*, T.6, 1990, p.27-39.
- PARONNAUD, Jean-Claude, « Embarquement pour les Antilles : transports d'engagés et de passagers au départ de Bayonne », *Généalogie des Pyrénées-Atlantiques*, 1989, n°17, p.9-11.
- PERONTIN-DUMON, Anne, « Commerce et travail dans les villes coloniales des lumières : Basse-Terre et Pointe-A-Pitre, Guadeloupe », *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 1988, vol.75, no 1, p.31-78.
- PLUCHON, Pierre (ss la direction), *Histoire des Antilles et de la Guyanne*, Toulouse, Privat, 1982, 483p.
- POUSSOU, Jean-Pierre, « L'âge atlantique de l'économie française (vers 1680-vers 1780) », *L'information historique*, Paris, 1997, vol.59, n°1, p.21-33.
- TOUTON, Jean, DELALANDE, Gérard, DOUTRELOUX, Philippe, HUETZ DE LEMPS, Alain et DOMECCQ, Jean-Roger, « Le négoce bordelais des denrées tropicales », *Les cahiers de la mémoire de Bordeaux*, 1996, n°6, 102p.
- VILLIERS, Patrick, « Flibustiers, négriers, planteurs et engagés dans les Antilles françaises des années 1640 aux années 1680 », *Les Normands et les Amériques. Cahier havrais de recherche historique*, 1993, n° spécial hors série, p.89-101.

3-4 Histoire de la Nouvelle-France

3-4-1 Historiographie de la Nouvelle-France

- BLAIN (J.), « Économie et société en Nouvelle-France. Le cheminement historiographique dans la première moitié du XX^e siècle », *RHAF*, 1972, vol. 26, no 1, p. 3-31.
- BLAIN (J.), « Économie et société en Nouvelle-France, l'historiographie des années 1950-1960 : Guy Frégault et l'école de Montréal », *RHAF*, 1974, vol. 28, no 2, p. 163-186.
- BLAIN (J.), « Économie et société en Nouvelle-France : l'historiographie au tournant des années 1960, la réaction de Guy Frégault et à l'école de Montréal, la voie des sociologues », *RHAF*, 1976, vol. 30, no 3, p. 323-62.
- DECHENE (L.), « Coup d'œil sur l'historiographie de la Nouvelle-France », *Études canadiennes*, 1977, no 3, p. 45-57.
- DÉPATIE (S.), DESBARATS (C.), GAUVREAU (D.), LALANCETTE (M.) et WIEN (T.), *Vingt ans après Habitants et marchands. Lectures des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998.
- HAMILTON (R.), *Feudal Society and Colonisation. A Critique and Re-Interpretation of the Historiography of New France*, Thèse de Ph.D, Concordia University, 1984, 308p.
- MANDROU (R.), « L'historiographie canadienne française, bilan et perspectives », *Canadian historical review*, 1970, vol. 51, no 1, p. 5-20.

3-4-2 Histoire générale

- BERTHET Thierry, *L'autonomisation des colonies de peuplement : le cas de la Nouvelle-France*, Thèse de doctorat, Sciences politiques, Montréal, 1992, UDM, 1992.
- BONNAIN, Rolande, BOUCHARD, Gérard et GOY, Joseph, *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XX^e siècles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, 433p.
- BOUCHARD, Yolande, *Les enfants du Roi à Montréal au 18^e siècle*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 1989, 176p.
- CLICHE, Marie-Aimée, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *RHAF*, vol. 44, n°1 (été 1990), p. 31-59.
- CLICHE, Marie-Aimée, « Filles-mères, familles et société sous le régime français », *Histoire sociale*, vol. 21, n°41 (mai 1988), p.39-69.
- COATES, Collin, *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Sillery, Québec, Septentrion, 2003.
- CROSS, Michael S. et KEALLEY, Gregory S., *Economy and society during the French Regime to 1759*, Toronto, McClelland & Stewart, 1983, 211p.

- DAMOURS, Valérie, *Les réseaux de sociabilité des Montréalais au XVIIIe siècle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002, 149p.
- DECHÊNE, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, 283p.
- DECHÊNE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Montréal, Boréal, 1988, 532p.
- DELÂGE, Denys, *Le Pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est – 1600-1664*, Montréal, Boréal Compact, 1995, 416p.
- DEPATIE, Sylvie, « La famille et le marché de la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 », Gérard Béaur, Christian Dessureault et Joseph Goy, dir., *Familles, Terre, Marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVIIe – XXe siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 251-260.
- DEPATIE, Sylvie, « L'être le plus indépendant au monde? La construction de l'archétype de « l'habitant » canadien », *Discurso colonial. La construcción de una diferencia americana*, sous la dir. de Catherine Poupeney Hart, Albino Chacon Gutierrez, Heredia (Costa Rica)/Montréal, Editorial Universidad Nacional (EUNA)/Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 189-221.
- DEPATIE, Sylvie, LALANCETTE, Mario et DESSURAUULT, Christian, *Contribution à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise HHM, 1988, 290p.
- DICKINSON, John A. et YOUNG, Brian, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 2003, 452p.
- DICKINSON, John A., « Réflexions sur la police en Nouvelle-France », *Revue de droit de McGill*, vol.32, n°3 (juillet 1987), pp.496-522.
- DICKINSON, John A., « La Guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France, 1608-1666 », *RHAF*, vol. 36, n°1 (juin 1982), pp.31-54.
- DICKINSON, John A., *Justice et justiciables. La procédure civile à la prévôté de Québec, 1667-1759*, Québec, PUL, 1982.
- ECCLES, William J., *France in America*, Marckham, Fitzhenry & Whiteside, 1990, 312p.
- ECCLES, William J., *The Canadian Frontier, 1534-1760*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1974, 238p.
- ECCLES, William J., *La société canadienne sous le régime français*, Montréal, Harvest House, 1968, 181p.
- FERLAND, Catherine, *Bacchus en Canada : boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France, XVIIe-XVIIIe siècles*, Thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2004, p.332.
- GOY, Joseph et Jean-Pierre WALLOT (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural : structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVIIe-XXe siècles*, Paris – Montréal, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales – Presses de l'Université de Montréal, 1986.

- GREER, Allan, *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*, Montréal, Boréal, 1998.
- GREER, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant. Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304p.
- HAMELIN, Jean, *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses universitaires Laval, 1960.
- HARDY, Jean-Pierre et RUDEL, David-Thiery, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1818*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, 220p.
- HARRIS, Richard, *The Seignorial System in Early Canada. A Geographical Study*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1968, 247p.
- HAVARD, Gilles et VIDAL Cécile, *Histoire de l'Amérique française*, Paris, Flammarion, 2003, 560p.
- HORGUELIN, Christophe, *La prétendue République : pouvoir et société au Canada, 1640-1830*, Sillery, Ed. du Septentrion, 1997, 169p.
- LACHANCE, André, *Juger et punir en Nouvelle-France : Chronique de la vie quotidienne au XVIII^e siècle*, Montréal, Libre Expression, 2000.
- LACHANCE, André, *Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France. La vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Libre Expression, 2000, 226p.
- LACHANCE, André, *Les marginaux, les exclus et l'autre au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Fidès, 1996, 327p.
- LACHANCE, André, *La vie urbaine en Nouvelle-France*, Montréal, Boréal, 1987, 148p.
- LACHANCE, André, *Crimes et criminels en Nouvelle-France*, Montréal, Boréal Express, 1984, 184p.
- LACHANCE, André, *La justice criminelle du roi au Canada au XVIII^e siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, 182p.
- LAMBERT, Serge, *Les pauvres et la société à Québec de 1681 à 1744*, Thèse de doctorat, Québec, 1990. Québec, Université Laval, 1990.
- LECLERC, Jean-François, « Justice et infra-justice en Nouvelle-France. Les voies de fait à Montréal entre 1700 et 1760 », *Criminologie*, vol.18, n°1 (1985), p.25-39.
- MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord. XVI^e-XVII^e siècles*, Québec, PUL, 1993, 254p.
- MATHIEU, Jacques, *Le commerce entre la Nouvelle-France et les Antilles au XVIII^e siècle*, Montréal, Fides, 1981, 276p.
- McCALLA, Douglas, *Planting the Province. The Economic History of Upper Canada. 1784-1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, 446p.
- MIQUELON, Dale, *New France 1701 to 1744. A supplement to Europe*, Toronto, Mc Clelland & Stewart, 1987, 432p.

- MOOGK, Peter N., *La Nouvelle-France. The Making of French Canada- A Cultural History*, East Lansing, Michigan State University Press, 2000, 340p.
- MOOGK, Peter N., « Apprenticeship Indentures : A Key to Artisan Life in New France », *The Canadian Historical Association Historical Papers*, 1971, 65-83.
- SÉGUIN, Robert-Lionel, *La vie libertine en Nouvelle-France au XVII^e siècle*, Montréal, Les éditions Leméac, 1972, 2 vols.
- SÉGUIN, Robert-Lionel, *La civilisation traditionnelle de l' "habitant" aux 17^e et 18^e siècles*, Montréal, Fides, 1967, 700p.
- SÉGUIN, Robert-Lionel, *La sorcellerie au Canada français du XVII^e au XIX^e siècle*, Montréal, Librairie Ducharme Ltée, 1961, 191p.
- TRIGGER, Bruce, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs. Français et Amérindiens en Amérique du Nord*, Montréal, Boréal Compact, 1992, 543p.
- TRUDEL, Marcel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3 : la seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663. 1 : les événements*, Montréal, Fides, 1979, 489p.
- TRUDEL, Marcel, *Histoire de la Nouvelle-France. T.3 : la seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663. 2 : la société*, Montréal, Fides, 1983, 669p.
- TRUDEL, Marcel, *La Seigneurie de la Compagnie des Indes Occidentales*, Québec, Fides, 1997, 894p.
- TRUDEL, Marcel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973, 618p.
- TRUDEL, Marcel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1674*, Montréal, Éditions du Méridien, 1998, 2 tomes, 912p.
- VACHON, André, *L'enracinement : le Canada, de 1700 à 1760*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1985, 312p.
- WIEN, Thomas, *Peasant Accumulation in a Context of Colonization : Rivière-du-Sud, Canada, 1720-1775*, Thèse de doctorat (Ph. D.), Université McGill, 1988.

3-4-3 Études démographiques

- BOUCHARD, Gérard et André LAROSE, « La réglementation du contenu des actes de baptême, mariage, sépulture au Québec, des origines à nos jours », *RHAF*, vol.30, no 1 (1976), p. 67-84.
- BOUCHARD, Gérard et TREMBLAY, Marc, « Le peuplement francophone au Canada : survol historique et géographique (17^e-20^e siècles) », *Français de France et français du Canada. Les parlers de l'Ouest de la France, du Québec et de l'Acadie*, Lyon, Centre d'études linguistiques Jacques Goudet, 1995, p.309-343.
- CHARBONNEAU, Hubert et Jacques LEGARE, « La population du Canada aux recensements de 1666-1667 », *Population*, vol.22, no 6 (1967), p.1031-1054.
- CHARBONNEAU, Hubert et LANDRY Yves, « La politique démographique en Nouvelle-France », *Annales de démographie historique*, 1979.

- CHARBONNEAU, Hubert, « A propos de l'origine des pionniers arrivés de France », *Mémoires de la société généalogiques canadienne-française*, vol.43, n°2, 1992, p.126-133.
- CHARBONNEAU, Hubert, Bertrand DESJARDINS, André GUILLEMETTE, Yves LANDRY, Jacques LÉGARÉ et François NAULT, *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada au XVII^e siècle*, Paris-Montréal, PUF et PUM, 1987, 232p.
- CHARBONNEAU, Hubert, Yolande LAVOIE et Jacques LÉGARÉ, « Étude des caractéristiques nominatives dans l'état civil et les recensements canadiens du XVII^e siècle : prélude à l'utilisation des ordinateurs pour le jumelage des données », *Annales de démographie historique*, 1972, p.269-295.
- CHARBONNEAU, Hubert, Yolande LAVOIE et Jacques LÉGARÉ, « Le recensement nominatif du Canada en 1681 », *Histoire sociale- Social History*, vol.3, no 6 (1970), p.77-90.
- CHARBONNEAU, Hubert, Yolande LAVOIE et Jacques LÉGARÉ, « Recensements et registres paroissiaux du Canada durant la période 1665-1668. Étude critique », *Population*, vol.25, no 1 (1970), p.97-124.
- CHARBONNEAU, Hubert, *Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975, 267p.
- DECHÊNE, Louise, « Quelques aspects de la ville de Québec au XVIII^e siècle d'après les dénombremments paroissiaux », *Cahiers de géographie du Québec*, vol.28, no 75 (1984), p.485-505.
- DINCKINSON, John A., « La guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France, 1608-1666 », *RHAF*, vol.36, n°1, 1982, p.31-54.
- ELLIOT, Noël Montgomery, *Les Canadiens français, 1600-1900 : répertoire alphabétique de noms de personnes, de localités et de dates importantes*, Toronto, La Bibliothèque de Recherche généalogiques, 1992, 3 vol. de 3133p.
- GADOURY, Lorraine, LANDRY, Yves et CHARBONNEAU, Hubert, « Démographie différentielle en Nouvelle-France : villes et campagnes », *RHAF*, 1985, vol.38, n°3, p.357-378.
- GAUVREAU, Danielle, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, 232p.
- GAUVREAU, Danielle, *Reproduction humaine et reproduction sociale : la ville de Québec pendant le régime français*, thèse de doctorat (démographie), Montréal, Université de Montréal, 1986, 442p.
- HENRIPIN, Jacques, *La population canadienne au début du XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1954, 129p.
- LALOU, Richard et BOLEDA, Mario, « Une source en friche : les dénombremments sous le régime français », *RHAF*, 1988, vol.42, n°1, p.47-72.

- LANDRY, Yves et Gilles DUPRES, « Les antécédents géographiques et familiaux des émigrants français partis au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles », *William & Mary Quarterly*, à paraître.
- LANDRY, Yves et Hubert CHARBONNEAU, « Démographie différentielle et catégories sociales en Nouvelle-France », *Actes du XV^e Congrès international des sciences historiques*, Bucarest, Éditions Academiei Republicii Socialiste Roumânia, 1982, vol.IV, p.1150-1163.
- LANDRY, Yves, « Le registre des populations de la Nouvelle-France : un outil pratique au service de la démographie historique et de l'histoire sociale », *RHAF*, 1985, vol.38, p.243-246.
- LANDRY, Yves, « Les premiers Montréalais : aspects démographiques et sociaux », *Les origines de Montréal. Actes du colloque organisé par la Société historique de Montréal*, Montréal, Lénéac, 1993, p.125-148.
- LANGLOIS, Georges, *Histoire de la population canadienne-française*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934, 309p.
- LAROSE, André, *Les registres paroissiaux au Québec avant 1800 : introduction à l'étude d'une institution ecclésiastique et civile*, Québec, Archives nationales, 1980, 298p.
- MATHIEU, Jacques, CHARBONNEAU, Hubert et BIDEAU, A., « Histoire comparée des populations québécoise et française », *Actes du Congrès*, Société généalogique du Québec, La Société, 1983, p.5-25.
- ROY, Raymond et Hubert CHARBONNEAU, « Le contenu des registres paroissiaux canadiens au XVII^e siècle », *RHAF*, vol.30, no 1 (1976), p.85-97.
- TRUDEL, Marcel, *Catalogue des immigrants, 1632-1662*, Montréal, Hurtubise, 1983, 569p.
- TRUDEL, Marcel, *La population du Canada en 1663*, Montréal, Fides, 1973.
- TRUDEL, Marcel, *La population du Canada en 1666. Recensement reconstitué*, Sillery, Ed. du Septentrion, 1995, 379p.

3-4-4 Histoire des mouvements migratoires

- BOLEDA, Mario, *Les Migrations au Canada sous le Régime français*, Thèse de doctorat, Université de Montréal, 1983.
- BOLEDA, Mario, « Les migrations au Canada sous le régime français (1608-1760) », *Cahiers québécois de démographie*, 1984, vol.13, n°1, p.23-39.
- BOLEDA, Mario, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire sociale-Social History*, vol. XXIII, no 45, 1990, p. 153-177.
- CAMPEAU, Lucien, *Les Cent-Associés et le peuplement de la Nouvelle-France (1633-1663)*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1974, 176p.

- CARPIN, Gervais, *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Sillery-Paris, Septentrion et Les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, 552p.
- CASSEL, Jay, *The troupes de la marine in Canada, 1683-1760 : Men and material*, Thèse (Ph. D.), Université de Toronto, 1988.
- CHOQUETTE, Leslie P., *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Sillery-Paris, Septentrion et Les Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, 323p.
- CHOQUETTE, Leslie P., « French and British Emigration to the North American Colonies : A Comparative View », in Peter BENES, ed., *New England/New France, 1600-1850*, Dublin Seminar for New England Folklife, Annual Proceedings 1989.
- CHOQUETTE, Leslie, *French emigration to Canada in the XVIIth and XVIIIth centuries*, Thèse, Harvard University, 1988, 785p.
- DUPIN, Laurence, *Immigration et agriculture au Canada au XVII^e siècle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1999, 76p.
- JOUTARD, Philippe et WIEN, Thomas (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.
- LANDRY, Yves, « Les Français passés au Canada avant 1760 », *RHAF*, vol.59, n°4 (printemps 2006), p.481-500.
- LANDRY, Yves (dir.), *Le peuplement au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles. Actes des Premières journées d'étude du Programme de recherche sur l'émigration des Français en Nouvelle-France (PRÉFEN)*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2004.
- LANDRY, Yves, DICKINSON John A., PLATEAU Suzy et DESAMA Claude, *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec. XVII^e-XX^e siècles*, Beauport (Québec), Publications MNH, 1995.
- LANDRY, Yves, *Les filles du roi au XVII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1992, 430p.
- LARIN, Robert, *Brève histoire du peuplement européen en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 2000, 229p.
- MANDROU, Robert, « Vers les Antilles et le Canada au XVII^e siècle », *Annales ESC*, vol.14, 1959, p.667-675.
- MATHIEU, Jacques et al., *Peuplement colonisateur aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Québec, Célat, 1987, 282p.
- MATHIEU, Jacques et GOUGER, Lina, « Transferts de population », *Les dynamismes culturels en France et au Québec, Colloque France-Québec*, Rennes, 2 et 3 juin 1988, *Annales de Bretagne*, 1988, t.95, n°4, p.337-345.
- MOOGK, Peter N., « Reluctant exiles : Emigrants from France in Canada before 1760 », *William and Mary Quarterly*, 1989, vol.46, no 3, p.463-505.
- SALONE, Émile, *La colonisation de la Nouvelle-France. Étude sur les origines de la nation canadienne française*, Paris, Guilmoto Editeur, 1970, 505p.

- VERNEY, Jack, *The Good Regiment. The Carignan-Salières Regiment in Canada 1665-1668*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 222p.

3-4-5 Études généalogiques

- « Contrats d'engagement pour Montréal passés devant maître Pierre de La Fousse, notaire royal à La Flèche », *Bordager*, 1990, n°17, p.35-37.
- « Famille, parenté et colonisation en Nouvelle-France », *RHAF*, 1985, vol.39, n°3, p.391-405.
- AUDET, Louis-Philippe, « La Nouvelle-France et ses dix mille colons », *Cahiers de Dix*, vol.36, 1971, p.9-54.
- AUGER, Roland-J., *La grande recrue de 1653*, Montréal, Société de Généalogie canadienne-française, 1955, 205p.
- AUGER, Roland-J., « Les passagers du Taureau – 1663 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.24, 1974, p.158-160.
- BACK, Francis, « Les engagés de 1685 », *Cap aux Diamants*, n°64, hiver 2001, p.58.
- BEAUCHET-FILLEUL, Paul, « Les Bas-Poitevins du Canada », *Revue du Bas-Poitou*, vol.32, 1919, p.56-64 et 208-216.
- BERNEVAL, « Le contingent des filles de 1639 », *Bulletin de recherches historiques*, vol.45, 1939, p.3-15.
- BERNEVAL, « Les contingent des filles à marier de 1649 à 1653 », *Bulletin de recherches historiques*, vol.45, 1939, p.257-270.
- BERNEVAL, « Les filles venues au Canada de 1654 à 1657 », *Bulletin de recherches historiques*, vol.46, 1940, p.338-350.
- BERNEVAL, « Les filles venues au Canada de 1658 à 1661 », *Bulletin de recherches historiques*, vol.47, 1941, p.96-115.
- BESNARD, Dominique, « Les préliminaires de l'émigration percheronne au Canada », *Nova-Francia*, vol.5 (mars-avril 1930), p.66-75.
- BIRABEN, Jean-Noël, « Les Périgourdins au Canada à l'époque du régime français », *Bulletin de la Société historique du Périgord*, vol.94, 1967, p.36-37.
- CAMPEAU, Lucien, « Le peuplement de la Nouvelle-France, opération civilisée », *Mélanges à la mémoire de R.-L. Séguin*, 1983, p.107-123.
- CHAPUT, Pierre M., « Emigration de Franche-Comté en Nouvelle-France, 1608-1760 », *Bulletin d'entraide généalogique de Franche Comté*, 1987, n°31, p.25-28.
- CHEMINADE, E., « Deux Bourbonnais au Canada », *Nova Francia*, vol.1, 1925-1926, p.131
- CHEMINADE, E., « Emigrants au Canada venant du Nivernais », *Nova Scotia*, vol.1, 1925-1926.

- DAVELUY, Marie-Claire, « Le drame de la recrue de 1653 », *RHAF*, vol.7, n°2, 1953, p.157-170.
- DEBIEN, Gabriel, « Les engagés pour le Canada partis de Nantes (1725-1732) », *RHAF*, 1980, vol.33, n°4, p.583-586.
- DEBIEN, Gabriel, « Engagés pour le Canada au XVII^e siècle vus de La Rochelle », *RHAF*, vol.6, no 2 (1952), p.177-233 et vol.6, no 3 (1952), p.374-407.
- DEBIEN, Gabriel, « L'émigration poitevine vers l'Amérique au XVII^e siècle : étude des engagés poitevins de La Rochelle », *Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest et des musées de Poitiers*, 4^e trimestre, 1952.
- DE CATHELINEAU, Emmanuel, « Gens d'Auvergne en Canada : le sieur de Vernerolles et ses amis », *Nova Francia*, vol.3, 1927-1928, p.150-161.
- DE CHAUNAC-LANZAC, Bernard, « Les Limousins en Canada », *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, vol.62, 1940, p.41-45.
- DECHAVASSINE, Canon, « L'émigration savoyarde au Canada », *Revue Savoisienne*, vol.99, 1959.
- DELAFOSSE, Marcel, « La Rochelle et le Canada au XVII^e siècle », *RHAF*, vol.4, n°4, 1951, p.469-511.
- DE LA SICOTIERE, Léon, « L'émigration percheronne au Canada pendant le XVII^e siècle », *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, t.6, 1887.
- DE LORIERE, Ed., « Quelques notes sur les émigrants manceaux et principalement fléchois au Canada pendant le XVII^e siècle », *Annales fléchoises*, vol.9, 1908.
- DE LA RONDE, Denis, « Colons angoumois venus au Canada au XVII^e siècle », *Bulletin et mémoires de la société archéologique et historique de la Charente-Maritime*, vol.27-28, 1937-1938, p.51-55 et p.87-93.
- DEMAIZIERE, Émile, « Les colons et émigrants bourguignons au Canada », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, 1923-1924.
- DOUVILLE, Raymond, « L'apport de l'Auvergne et du Massif central dans le peuplement de la Nouvelle-France », *Cahiers des Dix*, n°33, 1968.
- DOUVILLE, Raymond, « Notes additionnelles sur quelques engagés de 1658 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne française*, vol.9, n°3-4, juil-oct 1958, p.239-242.
- DUFRESNE, Françoise, « Pierre Michaud et les engagements pour la Nouvelle-France en 1656 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.24, 1973.
- DUMAS, Silvio, *Les filles du roi en Nouvelle-France*, Cahiers d'histoire n°24, Québec, Société historique de Québec, 1972.
- FOURNIER, Marcel, *Les Européens au Canada : des origines à 1765*, Montréal, Ed. du Fleuve, 1989, 352p.
- FOURNIER, Marcel, *Les Bretons en Amérique du Nord : des origines à 1770*, Québec, Société généalogique de Québec, 1987, 424p.

- FOURNIER, Marcel, *Dictionnaire biographiques des Bretons en Nouvelle-France : 1600-1765*, Collection études et recherches archivistiques, n°4, Québec, ANQ, 1981.
- FOURNIER, Marcel, « L'immigration européenne au Canada des origines à 1765 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.43, n°3, automne 1992, p.106-124.
- GAUCHER, Marc, « Carnet d'un Albertain : quelques notes sur l'émigration française au Canada au XVIII^e siècle », *RHAF*, vol.4, 1950-1951, p.90-114.
- GAULIER, A. -P., « L'émigration percheronne et normande au Canada ou Nouvelle-France pendant le dix-septième siècle », *Canada Perche et Normandie*, La Chapelle-Montligeon (Orne), Société historique et archéologique de l'Orne, 1897-1901, n°1-16.
- GERIN, Léon, « Les émigrants du Perche », *Bulletin des recherches historiques*, vol.5, 1926.
- GINGRAS, Raymond, « Ancêtres de Fontenay-le-Comte en Poitou venus en Nouvelle-France aux XVII^e et XVIII^e siècles : liste sommaire », *Mélanges généalogiques*, vol.7, 1977.
- GINGRAS, Raymond, « Liste sommaire des colons venus de l'île de Ré aux XVII^e et XVIII^e siècles pour s'établir en Nouvelle-France », *Mélanges généalogiques*, vol.6, 1977.
- GODBOUT, Archange, *Origine des familles canadiennes-françaises : extrait de l'état civil français*, 1^{re} série, Lille, Desclée, 1925.
- GODBOUT, Archange, *Les passagers du Saint-André. La recrue de 1659*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1964, 163p.
- GODBOUT, Archange, « Engagés pour le Canada, 1658 », *Mémoires de la société généalogique canadienne-française*, vol.9, no 2 (1958), p.78-84.
- GODBOUT, Archange, « Vieilles familles de France en Nouvelle-France », *RANQ*, vol.53, 1975, p.105-264.
- GODBOUT, Archange, « Angevins en Canada en avril 1636 », *Nova Scotia*, vol.2, 1926-1927.
- GODBOUT, Archange, « Familles venus de La Rochelle en Canada », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.1970, p.113-367.
- GODBOUT, Archange, « Les pionniers de la région trifluvienne, (1^{re} série, 1634 à 1647) », *Pages trifluviennes*, série A, vol.14, 1934.
- GODBOUT, Archange, « Nos ancêtres au XVII^e siècle », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.1951-53, p.447-544, vol.1953-55, p.442-536, vol.1955-57, p.377-489, vol.1957-59, p.381-440, vol.1959-60, p.275-354 et vol.1965, p.145-181.
- GODBOUT, Archange, « Le rôle du Saint-Jehan », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.1, 1944, p.19-30.
- GODBOUT, Archange, « Les émigrants de 1664 », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.4, 1951, p.217-225.

- GODBOUT, Archange, *Emigration rochelaise en Nouvelle-France*, Québec, Archives Nationales du Québec, 1960.
- GUILLEMETTE, André, « L'émigration réthaise en Nouvelle-France », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.42, n°1, 1991, p.43-50.
- HARRIS, Richard Cole, « The Colonists of seventeenth-century Canada », dans J. M. BUMSTED, *Interpreting Canada's Past*, Toronto, Oxford University Press, 1993, vol.1, p.108-120.
- HARRIS, Richard Cole, « The French Background of Immigrants to Canada Before 1700 », J. M. BUMSTED, *Interpreting Canada's Past vol.1 : Before Confederation*, Toronto, Oxford University Press, 1986, p.52-62.
- HOUPERT, Jean, *Les Lorrains en Amérique du Nord*, Sherbrooke, Ed. Naaman, 1985, 517p.
- LANGLOIS, Michel, « Liste des navires venus en Nouvelle-France de 1657 à 1665 », *L'Ancêtre*, Bulletin de la société de généalogie de Québec, vol.3, n°1, 1976, p.3-15.
- LARIN, Robert, *La contribution du Haut-Poitou au peuplement de la Nouvelle-France*, Moncton, Ed. d'Acadie, 1994, 393p.
- LARIN, Robert, « L'émigration montmorillonaise vers la vallée du Saint-Laurent aux XVII^e et début du XVIII^e siècles », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.42, n°2, 1991, p.125-132.
- LE BLANT, Robert et DELAFOSSE, Marcel, « Les Rochelais dans la vallée du Saint-Laurent (1599-1618) », *RHAF*, vol.10, n°3, 1956, p.333-363.
- LECLERC, Paul-André, *L'émigration féminine vers l'Amérique française aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Faculté des lettres, Institut catholique de Paris, 1966, 2t.
- LEROUX, Gilbert, « Volontaires, engagés et habitants », *Thémis*, vol.31, 1959, p.133-152.
- LOMIER, « Les Picards au Canada », *Bulletin de la Société de géographie de Québec*, vol.19, 1925.
- MARTIN, Albertus, « Les émigrants bourguignons au Canada sous le Régime français », *Annales de Bourgogne*, vol.45, 1973, p.5-44.
- MASSICOTTE, E.-Z., « La recrue de 1653 : liste des colons qui partirent de France pour Montréal en l'année 1653 », *Rapport de l'archiviste de la province de Québec*, vol.1920-21, p.309-320.
- MASSICOTTE, E.-Z., « Les colons de Montréal de 1642 à 1667 », *Mémoires de la Société royale du Canada*, vol.7, no 1 (1913), p.3-65.
- MASSICOTTE, E.-Z., « Une recrue de colons pour Montréal en 1659 », *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, vol.10 (avril 1918), p.63-96.
- MERIEUX, François, « L'émigration lyonnaise (1632-1760) », *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol.9, 1958, p.205-208.

- MERLE, Louis et DEBIEN, Gabriel, « Colons, marchands et engagés à Nantes au XVII^e siècle », *Note d'histoire coloniale*, n°29, 1954.
- MONDOUX, Maria, « Les hommes de Montréal », *RHAF*, vol.2, 1948-1949, p.59-80.
- MONTAGNE, Françoise, « Essai sur les raisons de l'émigration tourouvine au Canada », *La revue de l'Université Laval*, vol.19, n°1, 1964, p.54-56.
- MOOGK, Peter, « Manon Lescaut's countrymen emigration from France to North America before 1763 », *Proceedings of the Annual Meeting of the French Colonial Historical Society*, 1992, vol.16, p.24-44.
- MORTAGNE, Pierre, *Tourovre et les Juchereau. Un chapitre de l'émigration percheronne au Canada*, Québec, Société Canadienne de Généalogie, 1965, 191p.
- OURY, Guy, « Les Manceaux de Montréal d'après la correspondance de Marie de l'Incarnation (1639-1672) », *La Province du Maine*, vol.74, 1972, p.243-250.
- PALDAVEAU, Christian et MARTIN, Anne-Isabelle, « Emigration franc-comtoise au Canada », *Bulletin Centre Entraide Généalogie. Franche Comté*, 1999, n°77, p.57-64.
- PALDAVEAU, Christian, « Emigration franc-comtoise au Canada », *Bulletin du centre d'entraide généalogique de Franche-Comté*, 1998, n°74, p.61-64.
- PERRON, Guy, *François Perron (1615-1665). Marchand-engagiste, bourgeois et avitailleur de La Rochelle*, Sainte-Julie (Québec), Éditions du Subrécargue, 1998, x-384p.
- ROBERT, Normand, *Nos origines en France : des débuts à 1825*, 7 tomes, Montréal, Société historique de Recherche historique, 1984-1991.
- ROBERT, Normand, *Béarn et Gascogne*, Montréal, Société de recherche historique archiv-histo, 1984.
- ROGUES, Nathalie, *Émigration poitevine et charentaise au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Mémoire de DEA, Université de Paris IV-Sorbonne, 1991.
- ROSSIGNOL Bernadette et Philippe, « Le Canada français, les Antilles et la Guyanne », *L'arbre et le livre. Informations généalogiques du C.G.H.B.*, 1997, n°38, p.309-318.
- ROY, Pierre-Georges, « Les colons de Montréal de 1642 à 1667 », *Bulletin des recherches historiques*, vol.33, no 3 et suivants, 1927, p.170-192, 224-239, 312-320, 378-384, 432-448, 466-469 et 650-652.
- ROY, Régis et MALECHELOSSE, Gérard, « Tableau des Percherons émigrés au Canada au XVII^e siècle », *Cahiers percherons*, vol.20, 1963, p.40-52.
- ROY, Régis et MALECHELOSSE, Gérard, « Tableau des contrats d'engagements pour le Canada passés en l'étude notariale de Tourouvre, 1641-1651 », *Cahiers percherons*, vol.26, 1967, p.45.
- SUSSMILCH, Christian, « Les migrations gasconnes. Le Québec (1608-1825) et Place Royale », *Généalogie gasconne gersoise*, 1999, n°28, p.1-7.

- TARDY, Louis-Martin, « Les Rétails (Charente-Maritime) et la colonisation de la Nouvelle-France », *Cahiers de la mémoire*, n°50, 1992, 24p.
- TERRAS, Henri et VINET LE TOQUIN S., « Les engagés Bretons pour l'Amérique au XVII^e siècle », *Nouvelle Revue de Bretagne*, vol.7, n°5, 1953, p.388-392.
- TERRAS, Henri, « Les Engagés pour La Rochelle pour l'Amérique d'origine normande », *Normands de Paris*, vol.43, n°238, 1953, p.10.
- VAILLANCOURT, Émile, *La conquête du Canada par les Normands*, Paris, Dumont, 1933.

3-4-6 Histoire des communautés religieuses

- BAILLARGEON Noël, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972, 308p.
- CHICOINE Emilia, *La métairie de Marguerite Bourgeois à la Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Fides, 1986, 360p.
- D'ALLAIRE, Micheline, *Les communautés religieuses de Montréal, tome 1. Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900*, Montréal, Éditions du Méridien, 1997, 168p.
- DESBIENS Albert et LAMONDE, Yvan, dir., *L'Hôtel-Dieu de Montréal (1642-1973)*, Montréal, Hurtubise, Les cahiers du Québec, 1973, 346p.
- DESLANDRES, Dominique, *Croire et faire croire. Les missions françaises au XVII^e siècle*, Paris, Fayard, 2003, 633p.
- DESLANDRES, Dominique, DICKINSON, John A. et HUBERT Ollivier (dir.), *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Saint-Laurent, Fides, 2007.
- FERRETTI, Lucia, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, 204p.
- GAUTHIER-LANDREVILLE, Marie-Anne (Sœur Saint-Damase-de-Rome), *L'île-Saint-Paul. Île-des-Sœurs près Montréal*, Montréal, Editions de la Congrégation de Notre-Dame, 1970, 367p.
- JEAN, Marguerite, *Évolution des communautés religieuses de femmes au Canada de 1639 à nos jours*, Montréal, Fides, 1977, 324p.
- LAHAISE, Robert (dir.), *L'Hôtel-Dieu de Montréal (1642-1973)*, Lasalle, Ed. Hurtubise, Collection « Les cahiers du Québec » N°13, 1973, 346p.
- GAUTHIER-LANDREVILLE, Marie-Anne, *L'Île-Saint-Paul – L'Île-des-Sœurs*, Montréal, Éditions de la Congrégation Notre-Dame, 1970.
- MONDOUX, Maria (sœur), *L'Hôtel-Dieu premier hôpital de Montréal : d'après les annales manuscrites, les documents originaux de l'institut des religieuses hospitalières de Saint-Joseph et autres sources : 1642-1763*, Montréal, Thérien frères, 1942, 417p.

- MORIN, Marie, *Histoire simple et véritable*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, 348p.
- OURY, Dom. Guy-Marie, o.s.b., *Les Ursulines de Québec, 1639-1953*, Québec, Septentrion, 1999, 370p.
- ROUSSEAU François, *La croix et le scalpel. Histoire des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec. I : 1639-1892*, Québec, Septentrion, 1989, 455p.
- ROUSSEAU, François, *L'œuvre de chère en Nouvelle-France. Le régime des malades à l'Hôtel-Dieu de Québec*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1983.

3-5 Histoire de l'Angleterre et des colonies américaines

3-5-1 Études générales

- ALTMAN, Ida et HORN, James, « *To Make America* ». *European Emigration in the Early Modern Period*, Los Angeles, University of California Press, 1991, 251p.
- BAILYN, Bernard et DEWOLFE, Barbara, *Voyagers to the West. A Passage in the Peopling of America on the Eve of the Revolution*, New York, Alfred A. Knopf, 1986, 668p.
- BAILYN, Bernard, *The peopling of British North America. An introduction*, New York, Alfred A. Knopf, 1986, 177p.
- ENGERMAN, S.L. et GALLMAN R.E., *The Cambridge Economic of the United States. Vol.1 : The Colonial Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 481p.
- FOGLEMAN, Aaron S., « From slaves, convicts, and servants to free passengers : The transformation of immigration in the era of the American Revolution », *Journal of American History*, 1998, vol.85, no 1, p.43-76.
- HORN, James, *Adapting to a New World. English Society in the Seventeenth-Century Chesapeake*, Chapel Hill & London, University of North Carolina Press, 1994, 461p.
- KULIKOFF, Allan, *From British Peasants to Colonial American Farmers*, University of North Carolina Press, 2000, 488p.
- LANDSMAN, Ned C., « Border Cultures, the Backcountry, and « North British » Emigration to America », *William and Mary Quarterly*, 1991, vol.48, no 2, p.253-259.
- McCUSKER, John J. et MENARD Russell R. Menard, *The Economy of British America, 1607-1789*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 1991, 513p.
- MENARD, Russell R., « Transitions to African Slavery in British America, 1630-1730 : Barbados, Virginia and South Carolina », *Indian Historical Review*, 1988-1989, vol.15, nos 1-2, p.33-49.

3-5-2 Nouvelle-Angleterre

- ANDERSON, Virginia DeJohn, « The Origins of New England Culture », *William and Mary Quarterly*, 1991, vol.48, no 2, p.231-237.
- ANDERSON, Virginia DeJohn, *New England's Generation. The Great Migration and the formation of society and culture in the seventeenth century*, New York, Cambridge University Press, 1991, 232p.
- CRESSY, David, *Coming Over. Migration and communication between England and New England in the seventeenth century*, New York, Cambridge University Press, 1987, 324p.

3-5-3 Middle Colonies : New York & Pennsylvanie

- GRUBB, Farley, « German Immigration to Pennsylvania, 1709 to 1820 », *Journal of Interdisciplinary History*, 1990, vol.20, no 3, p.417-436.
- GRUBB, Farley, « Redemptioner Immigration to Pennsylvania : Evidence on contract choice and profitability », *Journal of Economic History*, 1986, vol.46, no 2, p.407-418.
- LEVY, Barry, « Quakers, the Delaware Valley, and North Midlands emigration to America », *William and Mary Quarterly*, 1991, vol.48, no 2, p.246-252.
- LOCKHART, Audrey, « The Quakers and emigration from Ireland to the North American Colonies », *Quaker History*, 1988, vol.77, no 2, p.67-92.

3-5-4 Chesapeake : Virginie et Maryland

- EKRICH, A. Roger, « Exiles in the promised land : Convict labor in the Eighteenth-Century Chesapeake », *Maryland Historical Magazine*, 1987, vol.82, no 2, p.95-122.
- HORN, James, « Cavalier culture ? The social development of Colonial Virginia », *William and Mary Quarterly*, 1991, vol.48, no 2, p.238-245.
- RANSOME, David R., « « Shipt for Virginia » : The beginnings in 1619-1622 of the Great Migration to the Chesapeake », *Virginia Magazine of History and Biography*, 1995, vol.103, no 4, p.443-458.

3-5-5 British West Indies

- BURNARD, Trevor, « European Migration to Jamaica, 1655-1780 », *William and Mary Quarterly*, 1996, vol.53, no 4, p.769-796.
- PHILLIPS, Glenn O., « Maryland and the Caribbean, 1634-1984 : Some Highlights », *Maryland Historical Magazine*, 1988, vol.83, no 3, p.199-214.

3-6 Histoire du travail

3-6-1 Études générales

Amérique

- ALTMAN, Morris, « The Economy of Colonial America : a Critical Note on the Real Per Capita Income Estimates », *Histoire sociale*, vol.20, n°40, novembre 1987, p.337-342.
- ENGERMAN, Stanley L., « Coerced and Free Labor property rights and the development of the labor force », *Explorations in Economic History*, 1992 vol.29, no 1, p.1-29.
- INNES, Stephen, Ed., *Work and Labor in Early America*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 1988, 297p.
- JERNEGAN, M. N, *Laboring and Dependent Classes in Colonial America, 1607-1783*, New York, 1960.
- LOASBY, Brian J., « The division of labour », *History of Economic Ideas*, 1996, vol.4, n°1-2, p.229-323.
- PURVIS, Thomas, « Economic diversification and labour utilization among the rural elite of the British Mid-Atlantic Colonies : A case study from the Delaware Valley » *Social History*, 1986, vol.19, no 37, p.57-71.

Angleterre

- HORN, Pamela, *Life and Labour in rural England, 1760-1850*, New York, MacMillan, 1987, 184p.
- MALCOLMSON, Robert W., *Life and Labour in England, 1700-1780*, New York, St. Martin's, 1981, 208p.

Canada

- GREER, Allan, « Fur-trade labour and lower canadian agrarian structures », *Historical Papers*, 1981, p.197-214.
- MURPHY, Brian D., *The size of the labour force in the Montreal fur trade, 1675-1790*, Thèse, University of Ottawa, 1986, 177p.
- PENTLAND, H. Clare, *Labour and Capital in Canada, 1650-1860*, Toronto, Lorimer, 1981, 280p. [Willis, John, *Revue d'Hist. de l'Amérique Française* 38 (Aut 84) : 245-253.]

3-6-2 Études sur l'esclavage

Colonies anglo-américaines

- BECKLES, Hilary and SHEPERD, Verene, *Caribbean Slave Society and Economy*, Kingston, Jamaïca, I. Randle, 1991, 480p.

- BECKLES, Hilary, « The economics of transition to the black labor system in Barbados, 1630-1680 », *Journal of Interdisciplinary History*, 1987, vol.18, no 2, p.225-247.
- BECKLES, Hilary, *Natural Rebels : A Social History of Enslaved Black Women in Barbados*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1990, 197p.
- BOLLAND, O. Nigel, *Struggles for Freedom: Essays on Slavery, Colonialism, and Culture in the Caribbean and Central America*, Kingston, 1997, 334p.
- BUSH, Barbara, *Slave Women in Caribbean Society, 1650-1838*, Kingston-London, Heimann & Currey, 1990, 190p.
- BUTLER, Mary, « Mortality and Labour on the Codrington Estates, Barbados », *Journal of Caribbean History*, 1984, vol.19, no 1, p.48-67.
- CARNEY, Judith, « Rice milling, gender and slave labour in colonial south Carolina », *Past & Present*, 1996, n°153, p.108-134.
- CRATON, Michael, *Empire; Enslavement and Freedom in the Caribbean*, London, J. Currey, New York, Markus Wiener, 1997, 520p.
- HANDLER, Jérôme S., « Life histories of enslaved Africans in Barbados », *Slavery & Abolition*, 1998, vol.19, no 1, p.129-141.
- KNIGHT, Franklin W., « The Caribbean sugar industry and slavery », *Latin American Research Review*, 1983, vol.18, no 2, p.219-229.
- MANNING, Franck E., « Culture and Conflict on British West Indian Slave Plantations », *Plantation Society in the Americas*, 1989, vol.2, no 3, p.348-350.
- MORGAN, Jennifer Lyle, *Laboring Women : Enslaved Women, Reproduction, and Slavery in Barbados and South Carolina, 1650-1750*, Duke U., 1995, 342p.
- MORRIS, Thomas D., *Southern slavery and the law, 1619-1860*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, 575p.
- MURRAY, D. R., « The Slave Trade and Slavery in Latin America and the Caribbean », *Latin American Research Review*, 1986, vol.21, no 1, p.202-215.
- SHEPHERD, Verene A., « Slavery and the Plantation system in the British Caribbean : The example of Jamaica », *Historian*, 1990-1991, no 29, p.9-11.
- SHERIDAN, Richard B., *Sugar and Slavery: An Economic History of the British West Indies, 1623-1775*, Kingston, Jamaica, Canoe, 1994, 529p.
- SODERLUND, Jean R., « Black importation and migration into Southeastern Pennsylvania, 1682-1810 », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1989, vol.133, no 2, p.144-153.
- STIPRIANN, Alex Van., « The suriname rat race : Labour and technology on sugar plantations, 1750-1900 », *Nieuwe West-Indische Gids*, 1989, vol.63, no 1-2, p.94-117.

Colonies franco-américaines

- ALLAIN, Mathé, « Slave policies in French Louisiana », *Louisiana History*, 1980, vol.21, n°2, p.127-137.
- BRASSEAU, C. A., « The administration of slave regulations in French Louisiana », *Louisiana History*, vol.21, no 2, Printemps 1980, p.139-158.
- BRULEAUX, Anne-Marie et al., *Deux Siècles d'Esclavage en Guyane Française, 1652-1848*, Cayenne, Centre Guyanais d'Etudes et de Recherches, 1986, 341p.
- CRETE, Liliane, *La traite des nègres sous l'Ancien Régime : le nègre, le sucre et la toile*, Paris,
- DEBBASCH, Yvan, « Au cœur du « gouvernement des esclaves », la souveraineté domestique aux Antilles françaises (XVII^e-XVIII^e siècles) », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, 1985, t.72, n°266, p.31-53.
- DEVEAU, Jean-Michel, *Femmes esclaves. D'hier à aujourd'hui*, Paris, France-Empire, 1998.
- DONOVAN, Kenneth, « Slaves and their owners in Ile Royale, 1713-1760 », *Acadiensis*, 1995, vol.25, n°1, p.3-32.
- DUPUYS, Alex, « French Merchant Capital and Slavery in Saint-Domingue », *Latin American Perspectives*, 1985, vol.12, no 3, p.77-102.
- INGERSOLL, Thomas N., *Mammon and Manon in early New Orleans : the first slave society in the Deep South, 1718-1819*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1999, 490p.
- KING, William et BURNS Robert, *Fugitive slaves in Canada*, Sn, 1984.
- MEYER, Jean, *Esclaves et négrier*, Paris, Gallimard, 1986, 175p.
- MUNFORD, Clarence J., « Slavery in the French Caribbean, 1625-1715 : A marxist analysis », *Journal of Black Studies*, 1986, vol.17, no 1, p.46-69.
- MUNFORD, Clarence J., *The Black Ordeal of Slavery and Slave Trading in the French West Indies, 1625-1715*, 3 vols, Lewiston, New York, E. Mellen, 1992, 1934p.
- TRUDEL, Marcel, *Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français*, 2^e édition revue et corrigée, Montréal, Hurtubise, 1994, 490p.
- TRUDEL, Marcel, *L'esclavage au Canada français : histoire et conditions de l'esclavage*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1960, 432p.

3-7 Histoire de la domesticité

3-7-1 Études générales

- ANDERSON, B., « Servants and slaves : Europe's domestic workes », *Race and Class*, 1997, vol.39, n°1, p.37-49.

- CRAVEN, Paul and HAY, Douglas, « The criminalization of « free » labour : Master and servant in comparative perspective », *Slavery & Abolition*, 1994, vol.15, no 2, p.71-101.
- EMMER, Peter C., *Colonialism and Migration: Indentured Labour before and after Slavery*, Dordrecht, Netherlands, 1986, 303p.
- FAUVE-CHAMOUX, Antoinette, « Servants in preindustrial Europe : gender differences », *Historical social research*, 1998, vol.23, n°84, p.112-29.
- GREGOIRE, Henri, *De la domesticité chez les peuples anciens et modernes*, Paris, A. Egron, 1814.
- MARCUS, Sharon, *Restless Houses: Domesticity and Urban Culture in Paris and London, 1820-1880*, Johns Hopkins, 1995, 437p.
- MEADERS, Daniel E., *Fugitive Slaves and Indentured Servants before 1800*, Dissertation, Yale University, 1990, 357p.
- MELOSH, Barbara, « Historians and the Servant problem », *Reviews in American History*, 1983, vol.11, no 1, p.55-58.
- MITTERAUER, Michael, « Servants and Youth », *Continuity and Change*, 1990, vol.5, no 1, p.11-38.
- SEAVER, Paul, « A social contract ? Master against servant in the Court of Requests », *History Today*, 1989, no 39(Sept), p.50-56.
- SHERMAN, Sandra, « Servants and semiotics : reversible signs, capital instability, and defoe's logic of the Market », *English Literary History*, 1995, vol.62, no 3, p.551-573.

3-7-2 France

- ARIES, Philippe, « Le service domestique : permanences et variations », *XVII^e Siècle*, 1980, a.32, n°129, p.415-420.
- BRUNELLE, Gayle K., « Contractual kin : servants and their mistresses in sixteenth-century Nantes », *Journal of Early Modern History*, 1998, vol.2, n°4, p.374-94.
- CABANEL, Patrick, « La sociabilité divisée : domestiques et bourgeois cévenols dans le Midi méditerranéen, ses formes, ses structures, ses espaces », *Provence hist.*, 1997, t.47, fasc.187, p.109-120.
- CAUBERT, R. I., « Approches démographiques et sociales des ménages toulousains en 1695 », *Annales de démographie historique*, 1998, n°1, p.163-193.
- FAIRCHILDS, Cissie, *Domestic Enemies: Servants and Their Masters in Old Regime France*, Baltimore, Johns Hopkins, 1984, 325p.
- FAUVE-CHAMOUX, Antoinette, « Le surplus urbain des femmes en France préindustrielle et le rôle de la domesticité », *Population*, 1998, a.53, n°1-2, p.359-78.
- FITTE, Louis, « Gages d'une servante à Barousse au XVIII^e siècle », *Revue de Comminges*, 1981, a.94, trim.3, p.653.

- FRIGOUT, Nicole et LACRAMPE Janine, « La domesticité de la maison Fréchou de Berbérust en Castelloubon de 1750 à 1766 », *Lavedan et Pays toy*, 1996, n° spécial 27, p.97-104.
- GUTTON, Jean-Pierre, *Domestiques et Serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier Montaigne, 1981, 252p.
- HUFTON, Olwen, « Le travail et la famille », *Histoire des femmes, sous la dir. de Georges Duby, T.3 : XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Plon, p.27-57.
- JAUBERT, Bernard, « Monsieur M., domestique : récit autobiographique », *Milieux*, 1981, n°5, p.24-32.
- JOUHAUD, Christian, « Des besoins et des goûts : La consommation d'une famille de notables bordelais dans la première moitié du XVII^e siècle », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1980, vol.27 (Oct-Déc), p.631-646.
- KETTERING, Sharon, « The Household service of Early modern french noblewomen », *French Historical Studies*, 1997, vol.20, no 1, p.55-85.
- MANEUVRIER, Jacky, « Servantes et domestiques », *Histoire et Traditions populaires du canton de St-Pierre-sur-Dives*, 1987, n°20, p.65-68.
- MAZA, Sarah C., « An anatomy of paternalism : Masters and servants in Eighteenth-Century French Households », *Eighteenth-Century Life*, 1981, vol.7, no 1, p.1-24.
- MAZA, Sarah, *Servants and Masters in Eighteenth-Century France: The Uses of Loyalty*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 368p.
- MILLOT, Geneviève, « A la recherche des domestiques ruraux », *Informations généalogiques*, 1980, n°22, p.591-594.
- PETITFRÈRE, Claude, « Le temps des serviteurs », *Histoire*, 1985, no 82, p.8-17.
- PETITFRERE, Claude, « Les Lumières, la Révolution et les domestiques », *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1986, a.85, sér.16, n°32, p.10-15.
- PETITFRERE, Claude, *L'Oeil du maître : maîtres et serviteurs de l'époque classique au romantisme*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1986, 251p.
- ROCHE, Daniel, « Les domestiques comme intermédiaires culturels », *Les Intermédiaires culturels. Colloque, Aix-en-Provence 1978*, 1981, p.189-202.
- ROY, Pierre-Georges, « Maîtres et domestiques sous l'Ancien Régime », *Bulletin de recherches historiques*, vol.35, 1929, p.641-644.
- SABATTIER, Jacqueline, « D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Les domestiques d'Ancien Régime », *Gé-Magazin, La généalogie aujourd'hui*, 1988, n°57, p.15-19.
- SABATTIER, Jacqueline, « Une maîtresse de maison au XVIII^e siècle », *Historama*, 1985, no 18, p.36-41.
- SABATTIER, Jacqueline, *Figaro et son maître : maîtres et domestiques à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Perrin, 1984, 338p.
- ZELLER, Olivier, « Rapports ancillaires et mobilité des domestiques à Lyon au XVIII^e siècle », *Histoire, Économie et Société*, 1992, vol.11, no 2, p.237-275.

3-7-3 Angleterre

- DEVINE, T. M., *Farm Servants and Labour in Lowland Scotland, 1770-1914*, Atlantic Highlands, N.J.: John Donald, 1985, 198p.
- EVANS, F, *Women's Unemployment a Domestic Occupation? A Reconsideration of Women's Employment, Unemployment and Domesticity*, University of Kent, Canterbury, 1984.
- GARMEY, Jane, « Tea-Time in Britain », *British Heritage*, 1987, vol.8, no 3, p.53-61.
- HALL, Catherine, « The early formation of victorian domestic ideology », *Burman, Sandra, ed. Fit Work for Women*, New York, 1979, p.15-32.
- HAY, Douglas and CRAVEN, Paul, « Master and Servant in England and the Empire : A Comparative Study », *Labour*, 1993, no 31, p.175-184.
- HILL, Bridget, *Servants: English Domesticity in the Eighteenth Century*, New York, Oxford University Press, 1996, 278p.
- HUNT, Margaret, « Wife Beating, domesticity and women's independence in eighteenth-century London », *Gender & History*, 1992, vol.4, no 1, p.10-33.
- JASCHOK, Maria, *Concubines and Bondservants : A Social History*, London, 1989, 156p.
- KENT, D. A., « Ubiquitous but invisible : Female domestic servants in Mid-Eighteenth Century London », *History Workshop Journal*, 1989, no 28, p.111-128.
- KUSSMAUL, Ann, *Servants in Husbandry in Early Modern England*, New York, Cambridge University Press, 1981, 233p.
- TILLY, Louise A, « Rural England, poverty, and the institution of service. A review article », *Comparative Studies in Society and History*, 1986, vol.28, no 2, p.239-247.
- WOODWARD, Donald, « Early modern servants in husbandry revisited », *Agricultural history review*, vol.48 (2000), n°2, p.141-151.

3-7-4 Colonies anglo-américaines

Études générales

- COLE, Stéphanie, *Servants and Slaves : Domestic Service in the Border Cities, 1800-1850*, Dissertation, Univeristy of Florida, 1994, 319p.
- DUDDEN, Faye Evelyn, *From Help to Domesticity: American Servants, 1800-1880*, University of Rochester, 1981, 218 p.
- GALENSON, David W., « Demographic aspects of white servitude in Colonial British America », *Annales de Démographie Historique*, 1980, p.239-252.
- GALENSON, David W., « The market evaluation of human capital : The case of indentured servitude », *Journal of Political Economy*, 1981, vol.89, no 3, p.446-467.

- GALENSON, David W., « The rise and fall of indentured servitude in the Americas : An economic analysis », *Journal of Economic History*, 1984, vol.44, no 1, p.1-26
- GALENSON, David W., *White Servitude in Colonial America: An Economic Analysis*, Cambridge, England, Cambridge University Press, 1981, 291p.
- GRUBB, Farley, « Colonial labor market and the length of indenture : Further Evidence », *Explorations in Economic History*, 1987, vol.24, no 1, p.101-106.
- GRUBB, Farley, « Does bound labour have to be coerced labour ? The case of colonial immigrant servitude versus craft apprenticeship and life-cycle », *Itinerario*, Netherlands, 1997, vol. 21, n°1, p.28-51.
- GRUBB, Farley, « Fatherless and Friendless : Factors influencing the flow of English Emigrants Servants », *Journal of Economic History*, 1992, vol.52, no 1, p.85-108.
- GRUBB, Farley, « Immigrant servant labor : Their occupational and geographic distribution in the late Eighteenth-Century Mid-Atlantic Economy », *Social Science History*, 1985, vol.9, no 3, p.249-276.
- GRUBB, Farley, « The end of European Immigrant Servitude in the United States : An economic analysis of market collapse, 1772-1835 », *Journal of Economic History*, 1994, vol.54, no 4, p.794-824.
- GRUBB, Farley, « The incidence of servitude in Trans-Atlantic migration, 1771-1804 », *Exploration in Economic History*, 1985, vol.22, no 3, p.316-339.
- GRUBB, Farley, « The long-run trend in the value of European immigrant servants, 1654-1831: New measurements and interpretations », *Research in Economic History*, 1992, vol.14, p.167-240.
- KELLOW, Margaret M.R., « Indentured servitude in eighteenth century Maryland », *Histoire sociale*, vol.17, n°34, novembre 1984, p.229-255.
- KLEPP, Susan E. and SMITH, Billy G., *The Infortunate. The Voyage and Adventures of William Moraley, an Indentured Servant*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1992, 178p.
- KOLMOS, John, « A malthusian episode revisited : The height of British and Irish servants in Colonial America », *Economic History Review*, 1993, vol.46, no 4, p.768-782.
- KRIEBEL, Martha B., « Women, Servants and Family life in Early America », *Pennsylvania Folklife*, 1978, vol.28, no 1, p.2-9.
- KUSSMAUL, A. S., « The Ambiguous Mobility of Farm Servants », *Economic History Review*, 1981, vol.34, no 2, p.222-235.
- MARSH, Margaret, « Suburban men and masculine domesticity, 1870-1915 », *American Quarterly*, 1988, vol.40, no 2, p.165-186.
- MATTHEWS, Glenna, « *Just a Housewife* »: *The Rise and Fall of Domesticity in America*, New York, Oxford University., 1987, 281p.
- SMITH, A. E., *Colonists in Bondage : White Servitude and Convict Labor in America, 1607-1776*, Chapel Hill, 1947.

- SOUDEN, David, « English Indentured Servants and the Transatlantic colonial economy », dans MARKS, Shula et RICHARDSON, Peter (dir.), *International Labour Migration : Historical perspectives*, Commonwealth Papers, n°24, Hounslow, M. Temple Smith, Institute o Commonwealth Studies, 1984.
- SUTHERLAND, Daniel E., *Americans and Their Servants: Domestic Service in the United States from 1800 to 1920*, Baton Rouge, Louisiana State Univesity Press, 1981, 229 p. [Early, Frances H., *Rev. of Am. Studies* 15 (Sum 84) 199-209.]
- TOMLINS, Christopher, « Reconsidering Indentured Servitude : European Migration and the Early American Labor Force, 1600-1775 », *Labor History*, vol.42 (février 2001), n°1, p.5-43.
- WAREING, John, « Migration to London and Transatlantic emigration in indentured servants, 1683-1775 », *Journal of Historical Geography*, 1981, vol.7, no 4, p.356-378.
- WILSON, Carol and WILSON, Calvin D., « White slavery : An american paradox », *Slavery & Abolition*, 1998, vol.19, no 1, p.1-23.

Nouvelle-Angleterre

- HAMMOND, Charles A., « The dilemmas of domestic service in New England, 1750-1850 », *Dublin Seminar for New England Folklife*, 1988, vol.13, p.58-67.

Middle Colonies : New York et Pennsylvanie

- CHASE, Jeanne, « Serviteurs fugitifs et police des déplacements dans la province de New York au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, vol.33, janv-mars 1986, p.21-39.
- GRUBB, Farley Ward, *Immigration and Servitude in the Colony and Commonwealth of Pennsylvania: A Quantitative and Economic Analysis*, University of Chicago, 1984, 393p.
- GRUBB, Farley, « The market for indentured immigrants : Evidence on the efficiency of forward-labor contracting in Philadelphia, 1745-1773 », *Journal of Economic History*, 1985, vol.45, no 4, p.855-868.
- GRUBB, Farley, « Servant auction records and immigration in to the Delaware Valley, 1745-1831 : The proportion of Females among immigrants servants », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1989, vol.133, no 2, p.154-169.
- GRUBB, Farley, « Labor, Markets, and Opportunity : Indentured Servitude in Early American, a Rejoinder to Salinger », *Labor History*, 1998, vol.39, n°2, p.235-241.
- HERRICK, C. A., *White Servitude in Pennsylvania : Indentured and Redemption Labor in Colony and Commonwealth*, Philadelphia, 1926.
- HOLMES, Jane, *Domestic Service in Yorkshire, 1650-1780*, University of York, 1989, 388p.

- SALINGER, Sharon V., « Labor, Markets, and Opportunity : Indentured Servitude in Early America », *Labor History*, 1997, vol.38, nos 2-3, p.311-338.
- SALINGER, Sharon V., « Colonial labor in transition : The decline of indentured servitude in late eighteenth-century Philadelphia », *Labor History*, 1981, vol.22, no 2, p.165-191.
- SALINGER, Sharon V., « *To Serve Well and Faithfully* »: *Labor and Indentured Servants in Pennsylvania, 1682-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 192p.
- PARSONS, William T. and Phyllis Vibbard, « « Be it remembered that these indentured servants and apprentices... » », *Pennsylvania Folklife*, 1978, vol.28, no 1, p.10-24.

Chesapeake : Virginie et Maryland

- BALLAGH, J. C., *White Servitude in the Colony of Virginia*, New York, 1967.
- BILLINGS, Warren M., « The law of servants and slaves in seventeenth century virginia », *Virginia Magazine of History and Biography*, 1991, vol.99, no 1, p.45-62.
- BREEN, T. H., LEWIS, James H. and SCHLESINGER, Keith, « Motive for murder : A servant's life in Virginia, 1678 », *William and Mary Quarterly*, 1983, vol.40 no 1, p.106-120.
- CANTWELL, John A., « Northern Virginia indentured servants : A sampling », *Northern Virginia Heritage*, 1987, vol.9, no 3, p.15-19.
- FIELDS, Darin E., « George Alsop's Indentured Servant in a character of the Province of Maryland », *Maryland Historical Magazine*, 1990, vol.85, no 3, p.221-235.
- GRUBB, Farley and STITT, Tony, « The Liverpool Emigrant servant trade and the transition to slave labor in the Chesapeake, 1697-1707: Market adjustments to War », *Explorations in Economic History*, 1994, vol.31, no 3, p.376-405.
- HEAVNER, R.O., *Economic Aspects of Indentured Servitude in Colonial Pennsylvania*, New York, Arno, 1978.
- KELLOW, Margaret, « Indentured servants in Eighteenth-Century Maryland », *Social History*, 1984, vol.17, no 34, p.229-255.
- MAZUR, Zbigniew, « « Compelled to servitude and drudgery » : Indians and the development of the institutions of unfree labor in early colonial Virginia », *American Studies*, 1994, vol.13, p.73-83.
- SHAMMAS, Carole, « Indentured Servitude and the first sunbelt migration », *Reviews in American History*, 1983, vol.11, no 1, p.43-46.
- WAWRZYCZEK, Irmina Violetta, *Unfree Labour in Early Modern English Culture: England and Colonial Virginia*, Université Marie Curie-Sklodowskiej [Pologne], 1988, 202p.
- WAWRZYCZEK, Irmina, « Shrinking Freedom : White Bondsmen in Early Colonial Virginia », *American Studies*, 1989, vol.8, p.61-81.

Caroline du Sud

- SHATZMAN, Aaron Mark, *Servants into Planters, the Origin of an American Image : Land, Acquisition and Status Mobility in Seventeenth Century South Carolina*, Dissertation, Stanford University, 1981, 322p.
- SMITH, W. B., *White servitude in Colonial South Carolina*, Columbia, University of South Carolina Press, 1961.

British West Indies

- BECKLES, Hilary McD, « Black over White : The « Poor-White » problem in Barbados Slave Society », *Immigrants & Minorities*, 1988, vol.7, no 1, p.1-15.
- BECKLES, Hilary McD, *White Servitude and Black Slavery in Barbados, 1627-1715*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989, 218p. [William & Mary, oct 90, p.586-587.]
- BECKLES, Hilary McD., *White labour in Black Slave Plantation Society and Economy : A case Study of Indentured Labour in Seventeenth Century Barbados*, Dissertation, University of Hull, 1980, 383p.
- BECKLES, Hilary, « From land to sea : Runaway Barbados slaves and servants, 1630-1700 », *Slavery & Abolition*, 1985, vol.6, no 3, p.79-94.
- BECKLES, Hilary, « Rebels and reactionaries : The political responses of white labourers to planter-class hegemony in seventeenth-century Barbados », *Journal of Caribbean History*, 1981, vol.15, p.1-19.
- BECKLES, Hilary McD., « A « Riotous and Unruly lot » : Irish indentured servants and freemen in the English West Indies, 1644-1713 », *William and Mary Quarterly*, 1990, vol.47, no 4, p.503-522.
- BECKLES, Hilary, « « Black men in white skins » : The formation of white proletariat in West Indian Slave Society », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 1986, vol.15, n°1, p.5-22.
- BECKLES, Hilary, « Plantation production and White proto slavery : White indentured servants and the colonization of the English West Indies, 1624-1645 », *Americas*, 1985, vol.41, no 3, p.21-45.
- EMMER, Peter C., « Caribbean Plantations and Indentured Labour, 1640-1917 : A constructive or destructive deviation from the free labour market ? », *Itinerario*, 1997, vol.21, n°1, p.73-97.
- QUINTANILLA, Mark S., « Late Seventeenth-Century Indentured Servants in Barbados », *Journal of Caribbean History*, 1993, vol.27, no 2, p.114-128.

3-7-5 Canada

- BARRY, Francine, « Familles et domesticité féminine au milieu du 18^e siècle », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.223-235.
- COTÉ, Jean, « L'institution des donnés », *RHAF*, vol.15, n°3 (1961), p.344-378.
- COTÉ, Jean, « Domestique séculier d'habit, mais religieux de cœur », *RHAF*, vol.10, n°2 (195 ?), p.183-190.
- Collectif CLIO (Micheline DUMONT, Michèle JEAN, Marie LAVIGNE et Jennifer STODDART), *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, éditions Quinze, 1982, 521p.
- LACELLE, Claudette, « Les domestiques dans les villes canadiennes au XIX^e siècle : effectifs et conditions de vie », *Histoire sociale*, vol.15, no 29 (Mai 1982), p.181-207.
- LACELLE, Claudette, *Urban Domestic Servants in 19th-Century Canada*, Ottawa, Environnement Canada, 1987, 254p. [Bradbury, Bettina, *Labour* 23 (Spr 89) 278-280 et Burgess, Joanne, *Revue d'Hist. de l'Amérique Française* 43 (Sum 89) 115-116.]
- LACHAPELLE, Marie-Andrée, *L'insertion sociale des engagés dans les campagnes du gouvernement de Québec dans la deuxième moitié du XVII^e siècle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, Québec, 1999, 108p.
- LÉPINE, D., *La domesticité juvénile à Montréal pendant la première moitié du XVIII^e siècle, 1713-1744*, Thèse de M.A. (Histoire), Université Sherbrooke, 1983, 109p.
- PANZANI, F., *Les domestiques au Canada en 1681. Etude d'un groupe à partir du recensement nominatif de la Nouvelle-France de 1681*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 2002, 96p.
- SIMMONS, Lizabeth Jane, *Domestic servitude in colonial Québec*, Thèse de M.A., University of Western Ontario, 1980, 86p.